

FABIO **ROSSINELLI**, JAN **VANDERSMISSEN**
AMBROISE KATAMBU **BULAMBO** (ÉD.)

DE LA CONFÉRENCE GÉOGRAPHIQUE DE BRUXELLES À L'ÉTAT INDÉPENDANT DU CONGO (1876-1908)

From the Brussels Geographical
Conference to the Congo Free
State (1876–1908)



**DE LA
CONFÉRENCE GÉOGRAPHIQUE DE BRUXELLES
À L'ÉTAT INDÉPENDANT DU CONGO
(1876-1908)**

**REGARDS NOUVEAUX
150 ANS APRÈS LES ORIGINES**

**FROM THE
BRUSSELS GEOGRAPHICAL CONFERENCE
TO THE CONGO FREE STATE
(1876-1908)**

**NEW PERSPECTIVES
150 YEARS AFTER ITS ORIGINS**

**FABIO ROSSINELLI, JAN VANDERSMISSEN,
AMBROISE KATAMBU BULAMBO (ÉD.)**

**DE LA
CONFÉRENCE GÉOGRAPHIQUE DE BRUXELLES
À L'ÉTAT INDÉPENDANT DU CONGO
(1876-1908)**

**REGARDS NOUVEAUX
150 ANS APRÈS LES ORIGINES**

**FROM THE
BRUSSELS GEOGRAPHICAL CONFERENCE
TO THE CONGO FREE STATE
(1876-1908)**

**NEW PERSPECTIVES
150 YEARS AFTER ITS ORIGINS**

ÉDITIONS ALPHIL-PRESSES UNIVERSITAIRES SUISSES

© Éditions Alphil-Presses universitaires suisses, 2026
Rue du Tertre 10
2000 Neuchâtel

www.alphil.ch

ISBN papier : 978-2-88930-760-9

ISBN PDF : 978-2-88930-761-6

ISBN ePub : 978-2-88930-762-3

DOI: 10.33055/ALPHIL.00691

Les Éditions Alphil bénéficient d'un soutien structurel de l'Office fédéral de la culture pour les années 2026-2028.

Publié avec le soutien du Fonds national suisse de la recherche scientifique.

Illustration de couverture : L'énigme Congo Léopoldien.

© Jérémie Libenge Yongo.

L'œuvre est présentée en fin de volume.

Ce livre est sous licence :



Ce texte est sous licence Creative Commons : elle vous oblige, si vous utilisez cet écrit, à en citer l'auteur, la source et l'éditeur original, sans modifications du texte ou de l'extrait et sans utilisation commerciale.

Responsable d'édition : Rachel Maeder

Isidore Ndaywel è Nziem

Préface

**Un ouvrage qui fera date
dans l'historiographie congolaise**

Voilà un ouvrage qui fera date dans l'historiographie congolaise par des éclairages nouveaux qu'il apporte sur les origines de l'histoire contemporaine du Congo.

Sur cette tranche de l'histoire, l'Académie royale des sciences d'outre-mer (ARSOM) nous avait gratifiés de deux volumes publiés en leur temps, lors du centenaire de la Conférence géographique de Bruxelles et celui de la fondation de l'État indépendant du Congo¹. Tout n'avait pas été dit.

L'un des premiers *regards nouveaux* dont se réclame ce corpus est sans doute de démontrer que ces deux moments historiques ne constituaient pas des séquences distinctes, mais une seule et même histoire se situant dans la même continuité.

Certes, l'histoire de l'État indépendant du Congo – cette «*colonie sans métropole*» – n'a jamais été dissociée de celle du Congo belge dont elle constituait la genèse. Mais la Conférence géographique de Bruxelles ne fut pas,

¹ Il s'agit de deux recueils édités à Bruxelles par l'ARSOM sous la direction de Jean Stengers: *La Conférence de géographie de 1876. Recueil d'études* (1976) et *Le centenaire de l'État indépendant du Congo. Recueil d'études* (1988).

pour autant, orpheline, comme si elle n'avait eu, pour seul prolongement, que la naissance, au cours des neuf ans qui ont suivi, de trois créations associatives : l'Association internationale africaine (AIA en sigle), le Comité d'études du Haut-Congo (CEHC) et l'Association internationale du Congo (AIC).

En réalité, souligne-t-on ici, tout se tient. De 1876 à 1908, du premier acte de déploiement de l'ambition expansionniste de Léopold II dissimulée sous le manteau de l'humanitaire, à sa concrétisation pour doter le royaume belge d'un empire colonial, en passant par la délimitation de cet espace, sa reconnaissance par les puissances de l'époque, et sa mise en valeur, Léopold II n'a fait que mener à son terme le projet qui lui tenait à cœur à l'initiale. Cette histoire, étalée sur trente-deux ans, constitue donc une totalité. Elle méritait bien d'être contée en une fois, comme le proposent les auteurs de cette œuvre collective.

Au propre comme au figuré, cette trajectoire est avant tout *africaine*, en tant que premier chapitre de l'histoire contemporaine d'une Afrique centrale, ouverte à des apports divers ; un cheminement qui aboutira au surgissement d'une multitude d'États « Congo » aux appellations aussi différentes, comme la République Démocratique du Congo, le Congo, la Centrafrique, le Gabon, le Tchad ou, plus récemment, le Soudan du Sud.

Les premiers volumes déjà cités, liés à la célébration des deux centenaires, nous avaient édifiés principalement sur les épisodes politiques et diplomatiques de cette histoire, voire économiques et missionnaires, particulièrement en ce qui concerne l'expansion du catholicisme. Ce collectif vient les compléter en abordant des questions pendantes, sociales et culturelles, pour l'essentiel.

Et, c'est ici que se décèle le deuxième regard nouveau, à l'occasion du 150^e anniversaire de cette conférence géographique de Bruxelles. Les articulations du collectif l'indiquent d'avance, en faisant étalage de la diversité des thématiques abordées. Elles vont de l'aperçu « des réalités du terrain » à la perception des « mémoires et de la problématique des archives », en passant par les questions de recrutement « du personnel européen et de la main-d'œuvre africaine » et celle de la « circulation des hommes et des idées » d'un empire colonial à un autre malgré leurs rivalités.

Arrêtons-nous, au passage, sur quelques contributions.

La lecture croisée de l'histoire des commencements des deux Congo donne à constater des similitudes trop facilement occultées. La production des violences liées à l'exploitation des ressources naturelles n'était pas une exclusivité de l'empire léopoldien. Loin de là ! « L'autre Congo » et l'Oubangui-Chari n'en étaient pas épargnés. On aurait dit que c'était l'apanage

des expatriés, quel que soit leur pays d'origine, y compris des Scandinaves, ces spécialistes de la colonisation fluviale qu'on aurait pu croire à l'écart de ces exploits macabres. Ainsi, de cette époque à nos jours, l'espace congolais aurait conservé son identité de passer pour un coffre-fort largement ouvert, duquel on ne s'approcherait pas sans succomber à la terrible tentation de le dévaliser après avoir « neutralisé » le propriétaire.

Ces études permettent aussi de prendre conscience de la place centrale qu'occupait l'Afrique orientale et, partant, l'Est du Congo, au cours de ces décennies du XIX^e siècle. Le rôle de Zanzibar et des Zanzibarites (les Tanzaniens actuels) dans l'ensemble de ce dispositif de conquête ; l'étendue des contacts préexistants avec le monde arabe et swahili ; la hauteur de l'ambition léopoldienne pour la conquête du Haut-Nil jusqu'à la formation d'une légion soudanaise au sein de la Force publique ; tout cela représente autant d'éléments qui justifient la primauté de cette région dans cette histoire des commencements.

On est porté à conclure que l'arrimage, de nos jours, du Congo oriental vers les pays d'Afrique orientale et les ports de l'océan indien ne constituerait pas une innovation de notre temps, puisque cette situation dispose visiblement d'une antériorité aussi confortable.

L'autre nouveauté du regard porté ici concerne ces thématiques inédites et non encore explorées, comme celle de la collaboration de l'État indépendant du Congo avec le Comité international de la Croix-Rouge ayant conduit à la création d'une « *Association congolaise et africaine de la Croix-Rouge* ». De même, ce regard ne s'est pas privé d'aborder des questions mémorielles par la prise en compte de l'image rétrospective de Léopold II ou par celle d'un essai d'épistémologie des « archives coloniales ».

Nul doute que cette somme d'études, produite par tant de spécialistes de la région, constitue une contribution précieuse, venue enrichir notre connaissance du Congo et de l'Afrique centrale.

Elle ne manquera pas d'intéresser tout lecteur, désireux d'être renseigné sur l'ampleur des retombées de cette Conférence géographique de Bruxelles de 1876, à la base de la configuration actuelle de l'Afrique, particulièrement dans sa partie centrale.

Isidore Ndaywel è Nziem
Professeur émérite de l'Université de Kinshasa
Membre titulaire de l'Académie Congolaise des Sciences
Directeur général de l'Institut Congolais d'Études Avancées

**Fabio Rossinelli, Jan Vandersmissen,
Ambroise Katambu Bulambo**

Introduction
**Empires, colonies et périphéries : la construction
du Congo léopoldien entre local et global**

Il y a 150 ans, à Bruxelles, se sont rassemblées des figures éminentes du monde scientifique, philanthropique et économique occidentale, issues de Grande-Bretagne, d'Allemagne, d'Autriche-Hongrie, de France, de Russie et d'Italie. Tous hommes blancs, ils ont répondu à l'invitation du roi des Belges, Léopold II, à participer à une Conférence géographique au Palais royal du 12 au 14 septembre 1876 consacrée à « *l'exploration et la civilisation* » (en clair, à la conquête) de l'Afrique centrale¹. Cet événement marque le point de départ concret du projet expansionniste léopoldien, qui aboutira, une décennie plus tard, à la création de l'État indépendant du Congo (EIC), officiellement reconnu par les puissances occidentales à la suite d'une autre réunion internationale : la Conférence de Berlin de 1884-1885².

¹ À l'occasion du centenaire de la Conférence géographique de Bruxelles, la Commission d'histoire présidée par Jean Stengers de l'Académie royale des sciences d'outre-mer (ARSOM) de Belgique a édité un volume collectif sur l'événement bruxellois : voir STENGERS 1976. Pour une synthèse actualisée de la Conférence de 1876 et des démarches immédiates qui en ont suivi à l'échelle européenne, voir ROSSINELLI 2022, pp. 413-441.

² Les centennaires de la Conférence de Berlin et de la fondation de l'État indépendant du Congo ont donné lieu à des colloques internationaux suivis de publications collectives : voir respectivement FÖRSTER, MOMMSEN, ROBINSON 1988 et STENGERS 1988. Voir aussi VELLUT 1992.

D'abord présentée comme une entreprise privée et internationale, prétendument vouée à une cause «*tout scientifique et philanthropique*»³, l'initiative royale de 1876 évolue progressivement en un véritable projet politico-économique national. L'État qui en naîtra en 1885, jusqu'à sa cession à la Belgique en 1908, se distinguera par une exploitation brutale, systématique et tragique des populations et des ressources sur sol congolais. Cette histoire a nourri un siècle et demi de littérature, qu'elle soit justificative ou critique, commémorative ou scientifique. Des dizaines d'auteur·e-s, principalement (mais pas exclusivement) belges, y ont écrit depuis l'événement bruxellois déclencheur de la colonisation du Congo, dont le 150^e anniversaire est désormais atteint en 2026. Quels ont été les grands traits de l'évolution historiographique jusqu'à aujourd'hui ? Quelles nouvelles perspectives – en termes d'approches, de méthodes et de sources – se dessinent à l'horizon ? Et quelle contribution cet ouvrage collectif apporte-t-il à ce débat ? Ce chapitre d'introduction fait le point.

Une littérature au service de la politique (fin XIX^e siècle – milieu XX^e siècle)

L'histoire de la création de l'EIC est initialement présentée comme inspirée par l'esprit à la fois entrepreneurial et «*civilisateur*» de Léopold II. Souvent qualifié de visionnaire, ce dernier exerce une influence déterminante sur divers auteurs belges de la fin du XIX^e siècle et du début du XX^e siècle. Les écrits des confidents du roi, notamment Émile Banning et Émile de Laveleye, se concentrent sur l'idée d'une prétendue exceptionnalité de leur souverain. Selon cette approche, Léopold II aurait saisi l'opportunité d'éclipser les puissances coloniales traditionnelles – France, Grande-Bretagne et Portugal – grâce à des succès diplomatiques et politiques internationaux, notamment lors des Conférences de Bruxelles et de Berlin mentionnées plus haut⁴. Ainsi, les réalisations attribuées au roi auraient permis de hisser la «*petite*» Belgique, en dépit de l'absence de liens officiels avec l'EIC, au rang de puissance coloniale en Afrique. Ce mythe trouve un écho dans les œuvres des contemporains du roi, tels que l'homme de lettres Gustave Oppelt, l'ecclésiastique et érudit Alexis-Marie Gochet, ou encore le géographe et critique d'art

³ Lettre d'invitation de Léopold II à la Conférence géographique de Bruxelles, juillet 1876, Archives du ministère des Affaires étrangères à Bruxelles, Fonds diplomatiques, AFRI (4), annexe au document 3.

⁴ BANNING 1877 et 1885 ; LAVELEYE 1877 (sur ce dernier, voir aussi VANDERSMISSEN 2011).

Alphonse-Jules Wauters⁵. Ce dernier, cependant, devient dès les années 1890 un opposant à la politique léopoldienne au Congo et un partisan de la reprise de l'EIC par le gouvernement belge⁶.

C'est précisément au cours des années 1890 que, faisant face à des graves difficultés financières, le roi et son entourage se lancent dans une exploitation brutale des ressources économiques du Congo, comme l'ivoire et le caoutchouc. Cette exploitation a des conséquences immédiates et dramatiques pour les communautés autochtones. L'instauration d'un régime de travail forcé par les compagnies concessionnaires, dénoncée notamment par l'enquête du consul britannique Roger Casement et dans les campagnes de la Congo Reform Association menées par le militant Edmund Dene Morel, suscite une indignation mondiale⁷. Cette dénonciation s'accompagne d'une diffusion massive, surtout dans le monde anglo-saxon, d'ouvrages très critiques à l'égard de l'EIC et de Léopold II : certains auteurs populaires comme Mark Twain et Arthur Conan Doyle connaissent un grand succès⁸. La photographie joue également un rôle majeur : les clichés de blessures et mutilations infligées aux populations congolaises, surtout les mains coupées, créent un véritable scandale⁹.

En Belgique, ce mouvement de contestation du début du xx^e siècle suscite tant une désapprobation de la politique léopoldienne, surtout parmi les politiciens libéraux et socialistes, qu'un réflexe défensif face aux critiques venues de l'étranger : malgré les révélations accablantes d'une commission d'enquête relayées dans la presse, un renouveau d'écrits proléopoldiens et nationalistes ne tarde pas à apparaître¹⁰ – ce qui n'est pas surprenant puisque de nombreux journalistes, commentateurs et faiseurs d'opinion sont payés par Léopold II¹¹. À ce dernier processus de mise en valeur de l'histoire relativement récente des réalisations « belges » au Congo participent deux types d'acteurs dont les influences sont réciproques : les milieux privés qui de près ou de loin ont déjà œuvré en faveur de l'EIC, et les milieux publics agissant officiellement au nom de l'État belge.

⁵ OPPELT 1885 ; GOCHET 1887 ; WAUTERS 1885 et 1899.

⁶ Wauters était le rédacteur en chef de la revue *Le Mouvement géographique*, une publication dans laquelle l'évolution des événements au Congo a été suivie de près. Voir par exemple : HENRY 2008 et NICOLAÏ 1993.

⁷ CLAY 2016 et 2022 ; HASIAN 2013 ; WILLIAM 1964.

⁸ DOYLE 1909 ; TWAIN 1905 (sur ce dernier, voir aussi HAWKINS 1978).

⁹ PEFFER 2008 ; HASIAN 2013.

¹⁰ VANTHEMSCHE 1994.

¹¹ CLAY 2021.

Les premiers sont de nombreux Belges qui ont acquis une expérience de terrain au Congo ou sont impliqués dans son administration à Bruxelles tout comme dans le transfert des pouvoirs vers la Belgique en 1908¹². Des personnes comme Albert Thys, Émile Francqui, Francis Dhanis, Alexandre Delcommune, Charles Lemaire, Jean Jadot, Hubert Droogmans et Edmond van Eetvelde deviennent des hommes d'affaires influents et respectés : ils accèdent à des positions de premier plan dans le commerce, l'industrie ou encore la banque, tout en laissant leur empreinte sur la vie associative des institutions savantes du pays. Ces institutions, incluant les sociétés de géographie, contribuent – par le biais de publications et d'événements – à développer une vision révisionniste de ce qu'est la politique léopoldienne au Congo¹³. Si cette vision minimise les pires excès de l'EIC pour mettre en avant des aspects tels que l'altruisme, l'héroïsme et la persévérance, c'est aussi et surtout pour encourager et justifier le bien-fondé politique (et les bénéfices économiques à escompter) de la colonisation belge post 1908¹⁴. Le deuxième ordre d'acteurs qui participent à la réhabilitation posthume de Léopold II (décédé en 1909) sont des hommes d'État de la Belgique, à l'instar de l'ancien secrétaire personnel du roi, Gustave Stinglhamber, ou encore les chefs de cabinet Edmond Carton de Wiart et Louis de Lichtervelde¹⁵. De multiples initiatives publiques et commémoratives, parfois soutenues par le capital privé, sont en outre concrétisées durant la première moitié du xx^e siècle : du Musée du Congo belge à Tervuren (1910), à la statue équestre de Léopold II à Bruxelles (1926), à la série encyclopédique *Biographie coloniale belge* (1948) qui s'ouvre sur un éloge du défunt monarque¹⁶.

L'essor d'une historiographie scientifique (milieu xx^e siècle – aujourd'hui)

Les quatre décennies de production culturelle et littéraire non critique, voire élogieuse, à l'égard du bâtisseur de l'EIC que nous venons de survoler commencent à prendre fin dès les années 1950. L'historien Jean Stengers

¹² BUELENS 2013 ; VIAENE 2008a.

¹³ Au-delà des associations géographiques d'Anvers et de Bruxelles, il y a aussi la Société belge d'études coloniales, le Cercle africain ou encore la Société belge des ingénieurs et des industriels. Voir par exemple PONCELET 2008 et 2020 ; VANDERSMISSEN 2009.

¹⁴ Voir par exemple : BREPOLS 1920 ; HEUVEL 1910 ; LIEBRECHTS 1909, 1920 et 1932. Aussi des plumes d'une nouvelle génération participent à cette entreprise commémorative, comme DAYE 1923 et CORNET 1947. Pour une remise en contexte de ces enjeux mémoriels, voir VIAENE 2008b et 2009.

¹⁵ LICHTERVELDE 1926 ; STINGLHAMBER, DRESSE 1945 ; WIART 1944.

¹⁶ LOUWERS 1948.

ouvre la voie grâce à une quête plus systématique de sources pertinentes dans les archives publiques et privées : de nombreux travaux et rapports sortent de sa plume¹⁷. Une reconnaissance internationale ne tarde pas à arriver, de même que la perpétuation de son ouvrage *Congo. Mythes et réalités*, réédité à plusieurs reprises depuis sa première publication¹⁸. Deux ecclésiastiques, Auguste Roeykens et François Bontinck, contribuent également à l'essor d'une historiographie scientifique en s'intéressant respectivement à Léopold II et à son entourage proche ou lointain dans le cadre des événements antérieurs et contemporains à l'EIC¹⁹. Marcel Luwel, l'un de responsables du Musée de Tervuren, fait de même²⁰.

Bien que leur travail empirique soit rigoureux, le regard de ces auteurs n'est pas toujours en rupture totale avec les approches hagiographiques précédentes. De plus, leur perspective analytique reste largement centrée sur l'Occident, l'Europe, voire la Belgique. Ce n'est qu'à partir des années 1960-1970 qu'un véritable décentrement de perspective s'opère, en intégrant les savoirs, les sources et les voix du Congo dans la construction d'une histoire commune – mais aussi d'une histoire congolaise à part entière, où la colonisation n'est qu'une étape. Parmi les principaux promoteurs de ce tournant, on peut citer Jan Vansina²¹, Jean-Luc Vellut²² et Isidore Ndaywel è Nziem²³ (ce dernier, auteur de l'*Histoire générale du Congo*, étant désormais l'un des historiens de référence au Congo). Dans ce contexte, nonobstant les limites héritées par la colonisation et les difficiles décennies postcoloniales, l'Université de Lubumbashi est un véritable foyer dans l'enseignement et la recherche de l'histoire²⁴. Un certain nombre de personnes originaires du Congo intègrent les sphères académiques occidentales et diffusent ainsi, dans les années 1980, une lecture diversifiée de l'histoire de leur pays à l'époque léopoldienne, en mettant l'accent sur des aspects autres que ceux liés à Léopold II : tel est le cas de Chubaka Bishikwabo et de Kabemba Assan²⁵. Cette mouvance continue jusqu'à nos jours avec les importantes contributions, par exemple,

¹⁷ Voir par exemple STENGERS 1953, 1955 et 1957.

¹⁸ STENGERS 1989.

¹⁹ Voir par exemple ROEYKENS 1955, 1956, 1957 et 1958, ainsi que BONTINCK 1966, 1969 et 1974.

²⁰ Voir par exemple LUWEL 1959, 1964 et 1978.

²¹ Parmi ses travaux pionniers, voir notamment VANSINA 1961, 1966, 1973 et 1978.

²² Une sélection de publications a été éditée dans VELLUT 2017 (liste complète à pp. 495-503).

²³ Voir par exemple NDAYWEL È NZIEM 1978, 1985 et 1998.

²⁴ NDAYWEL È NZIEM 2006, pp. 241-242. Parmi les thèses de doctorat produites à Lubumbashi, voir par exemple : MUMBANZA MWA BAWELE NA NYABAKOMBI 1980 ; N'DUA SOLOL KANAMPUMB 1978 ; NJANGU 1973. Ces auteurs ont publié par la suite diverses contributions.

²⁵ ASSAN 1987 ; BISHIKWABO 1982.

d'Elikia M'Bokolo et de Donatien Dibwe dia Mwembu, qui élargissent non seulement le champ analytique au-delà des frontières nationales congolaises, mais aussi qui mènent d'importantes initiatives de synthèse, de méthode ou encore de vulgarisation²⁶.

Cet élargissement progressif de la production historique au sujet du Congo à l'époque léopoldienne ou de l'EIC lui-même ne se fait pas de manière harmonieuse. Les acquis de l'historiographie suscitent souvent la polémique, notamment en Belgique. C'est le cas des années 1980 avec la publication des travaux de Daniël Vangroenweghe et de Jules Marchal. Ces chercheurs mettent en lumière le rôle central du roi Léopold II et de son entourage dans une politique d'exploitation brutale, déjà dénoncée au XIX^e siècle. Grâce à l'ouverture des archives du ministère des Colonies et du Musée royal de l'Afrique centrale, une analyse quantitative inédite permet de documenter précisément les abus infligés aux travailleurs congolais, notamment dans l'extraction du caoutchouc. Les recherches de Vangroenweghe sur la région de l'Équateur suscitent de vives réactions, des organisations patriotiques exigeant son licenciement²⁷. Marchal, quant à lui, publie d'abord sous pseudonyme (A. M. Delathuy) par crainte pour sa carrière²⁸. Bien que son travail soit critiqué pour sa vision binaire bourreaux/victimes, il a une influence majeure, notamment en inspirant le best-seller *King Leopold's Ghost* d'Adam Hochschild, qui relance le débat mondial sur Léopold II vers la fin des années 1990²⁹.

La médiatisation de ces affaires – largement diffusée dès les années 2000 grâce à la circulation et à la traduction du cité best-seller de Hochschild – ravive l'intérêt pour l'histoire de la colonisation du Congo en général. Guy Vanthemsche publie un ouvrage majeur, traduit en plusieurs langues, qui aborde l'impact de la colonie sur la métropole, ainsi que le premier article critique de référence sur l'historiographie du colonialisme belge³⁰. Vincent Viaene réexamine à la lumière de nouveaux éléments l'impérialisme de Léopold II et l'essor d'un parti colonial en Belgique³¹. Sur le plan économique, Frans Buelens rédige une analyse financière exhaustive du Congo entre 1885 et 1960, tandis que Bas De Roo étudie le système

²⁶ Voir par exemple : M'BOKOLO 1981 et 1992 ; DIBWE DIA MWEMBU, KIANGU, MABIALA MANTUBA-NGOMA, MUTAMBA MAKOMBO, SABAKINU KIVILU 2017.

²⁷ VANGROENWEGHE 1985 et 1986.

²⁸ Voir par exemple DELATHUY 1985, 1988 et 1989.

²⁹ HOCHSCHILD 1999 ; DE MUL 2011.

³⁰ VANTHEMSCHE 2006 et 2007.

³¹ VIAENE 2008a.

de taxation, tout comme la contrebande et les illégalités économiques³². Plusieurs travaux introduisent l’histoire des sciences dans l’étude de l’EIC, en se concentrant sur les interactions entre l’administration léopoldienne et les milieux savants³³. Du point de vue de l’histoire sociale, Amandine Lauro explore le rôle des femmes et les questions de genre au Congo léopoldien, tandis que Zana Mathieu Etambala mène des recherches sur l’assujettissement et l’oppression³⁴. Le livre de Michel Dumoulin, remettant en question la qualification génocidaire du régime de Léopold II, donne naissance à de nouvelles recherches sur la violence et les conflits, non seulement pendant l’EIC, mais aussi sous le Congo belge³⁵. De nombreuses études émergent en outre sur la culture de la violence, mais aussi sur la mémoire et la propagande coloniales³⁶.

Nouvelles perspectives sur l’histoire de l’EIC

Ce florilège de travaux parus dans le nouveau millénaire peut laisser penser que l’histoire de l’EIC est aujourd’hui bien couverte. En réalité, si l’on replace ces travaux dans une historiographie plus large, ils demeurent relativement marginaux. La plupart des publications collectives qui traitent de la présence coloniale belge en Afrique et plus précisément au Congo relèguent la période léopoldienne à un simple chapitre parmi d’autres, en l’insérant dans une perspective temporelle qui va jusqu’en 1960 et parfois même au-delà³⁷. Ainsi, l’EIC constitue rarement l’unique objet des parutions récentes³⁸. Il est également souvent inscrit, et cela depuis longtemps, dans une perspective géopolitique plus large, notamment en lien avec le *Scramble for Africa*³⁹. Si cette approche longitudinale – qui a toute sa légitimité et pertinence – met en

³² BUELENS 2007 ; BUELENS, STEFAAN 2009 ; ROO 2014, 2015 et 2017.

³³ COUTTENIER 2005 ; MANTELS 2007 ; PONCELET 2008 ; VANDERSMISSEN 2009 et 2012 ; VAN SCHUYLENBERGH 2011.

³⁴ ETAMBALA 2020 ; LAURO 2005.

³⁵ DUMOULIN 2005.

³⁶ BEVERNAGE 2018 ; GODDEERIS 2022 ; HUNT 2016 ; KLEIN, LICATA 2010 ; LOPES PEREIRA 2022 ; MERTENS 2016 ; PLASMAN 2017 ; STANARD 2012 et 2019.

³⁷ Voir par exemple : GODDEERIS, LAURO, VANTHEMSCHE 2020 ; VAN SCHUYLENBERGH, LANNEAU, PLASMAN 2014. L’œuvre littéraire et historique de VAN REYBROUCK 2012 mérite également d’être mentionnée.

³⁸ Cela est le cas surtout de travaux présentant certains aspects archivistiques. Voir par exemple : LUFFIN 2020 ; VAN SCHUYLENBERGH, LEDUC-GRIMALDI 2022.

³⁹ Voir par exemple : GEMEAUX, LORIN 2013 ; PAKENHAM 1999 ; WESSELING 1991 et 2003.

lumière des continuités et des ruptures significatives, elle tend néanmoins à diluer la singularité du régime léopoldien.

Or, une analyse ciblée de l'EIC demeure essentielle pour saisir pleinement cette période. Comme le montre le chapitre conclusif de notre ouvrage, signé par l'archiviste et chercheuse Marie Van Eeckenrode, un nombre considérable d'archives écrites restent à (re)découvrir, à organiser et à exploiter, tant en Belgique qu'au Congo. Par ailleurs, les méthodes d'investigation de l'histoire africaine, par exemple l'usage des sources orales à travers lesquelles la mémoire autochtone est conservée et transmise, peinent à s'imposer dans les recherches consacrées à cette période. Cela vaut également pour d'autres types de sources, visuelles ou matérielles. Pour enrichir notre compréhension du Congo léopoldien, il est donc crucial de diversifier, dans la mesure du possible, les approches et les corpus documentaires, stimulant la collaboration entre les milieux de la recherche de part et d'autre des océans, ne serait-ce que pour faciliter le partage d'informations bibliographiques souvent difficiles d'accès. Avec cet ouvrage collectif, en outre, nous proposons un décentrage de la perspective historique. Loin de se limiter à une opposition entre colonisateurs et colonisés, l'histoire de l'EIC et des structures qui l'ont précédé se distingue par la transnationalité des acteurs impliqués. Ces derniers, issus de régions et de nations diverses, ont intégré un système-monde impérial tout en contribuant à des flux de personnes, de marchandises, de savoirs et de capitaux en direction du Congo, mais aussi en retour vers leurs pays d'origine. Par ce biais, ces acteurs ont laissé des traces archivistiques éparées, souvent situées aux marges des grands empires coloniaux.

Cet ouvrage entend relever ces différents défis et tenter de combler certaines lacunes de l'historiographie traditionnelle, apportant, à travers ses différents chapitres, un éclairage nouveau sur l'entreprise coloniale initiée par Léopold II. D'une part, il valorise l'agentivité d'une multitude d'individus et de groupes communautaires, qu'ils soient africains ou issus des périphéries européennes, tout en soulignant leur rôle dans les dynamiques de la colonisation du Congo ; d'autre part, il vise à inscrire cette histoire dans une perspective transimpériale plus affirmée⁴⁰. La transimpérialité considère les empires non pas comme des entités séparées, mais comme un système-monde⁴¹ perméable, où circulations et transferts dépassent les frontières régionales et nationales, y compris en Afrique⁴². Si cette approche élargit les perspectives d'analyse, elle risque

⁴⁰ Pour un aperçu théorique de ces orientations, voir : HEDINGER, HEÉ 2018 ; SCHÄR, TOIVANEN 2025.

⁴¹ DARWIN 2009.

⁴² MATASCI, BANDEIRA JERÓNIMO 2022.

toutefois de mettre trop l'accent sur les connexions et comparaisons, au détriment des dynamiques propres à chaque contexte colonial⁴³. Pour relever ce défi, nous avons structuré ce volume autour d'études de cas.

Ce faisant, notre but est de mettre en lumière la présence dans le Congo léopoldien d'acteurs publics et privés issus de pays comme la Norvège, la Suède, l'Italie ou encore la Suisse – chacun avec ses propres spécificités. Notre travail intègre également la participation de nombreux acteurs et pays africains, qu'il s'agisse de l'Égypte et du Soudan au Nord-Est du continent ou encore du peuple Krou, issu des actuels Côte d'Ivoire, Liberia et Sierra Leone. Nous n'oublions bien sûr pas le rôle des grandes puissances, à l'image de la France et de la Grande-Bretagne, avec leurs différents corps expéditionnaires ou diplomatiques. Chapitre après chapitre, cette multitude de pièces éparses s'assemblent pour former une mosaïque cohérente. L'approche par l'étude de cas constitue en effet un fondement méthodologique essentiel non seulement en histoire, mais dans l'ensemble des sciences humaines et sociales⁴⁴. Toute réflexion théorique ou méthodologique repose sur l'analyse empirique de données concrètes, qui permettent d'identifier des dynamiques, de formuler des hypothèses et, le cas échéant, de proposer des généralisations. L'étude de cas représente un outil heuristique puissant, puisqu'elle éclaire des processus complexes en restituant leur diversité et leur contextualisation. En histoire, elle est particulièrement précieuse lorsqu'il s'agit d'analyser des phénomènes transnationaux ou multiscalaires, comme les nôtres.

Cette approche est d'autant plus essentielle dans le cadre d'un renouveau des recherches sur l'EIC, car nous n'avons pas réussi à traiter tous les sujets souhaités et un nombre élevé de ceux-ci restent encore à explorer. Prenons un seul exemple : le recrutement de main-d'œuvre asiatique pour la construction des infrastructures du Congo au XIX^e siècle. D'une part, de nombreux ouvriers chinois ont été engagés pour la réalisation de la ligne de chemin de fer reliant Matadi au Stanley Pool. D'autre part, des indices suggèrent l'existence de recrutements indiens via les contacts de Léopold II avec les réseaux britanniques. D'importantes questions restent en suspens à ce jour. Comment ce recrutement a-t-il été organisé, qui en étaient les initiateurs et à travers quels réseaux en Asie ont-ils opéré ? Quelles ont été les perspectives, les contraintes ou encore les trajectoires de ces Chinois et Indiens émigrés en terres africaines ? Démêler les mécanismes de recrutement, de transfert et d'emploi de ces travailleurs asiatiques pour les projets de l'EIC constitue un

⁴³ MIZUTANI 2019, p. 432.

⁴⁴ FLYVBJERG 2001.

véritable défi pour la recherche future, avec des sources déjà consultables dans les archives du Palais royal de Bruxelles (Fonds Cabinet du Roi – Expansion) et du Musée royal de l'Afrique centrale de Tervuren (Fonds Albert Thys). Ce n'est qu'un seul exemple.

Les contributions de cet ouvrage

Le présent volume se déploie en quatre parties, chacune abordant sous un angle spécifique l'histoire du Congo léopoldien, depuis ses origines jusqu'à sa fin et parfois même au-delà.

La première partie – « La réalité du terrain colonial » – s'attache aux conditions concrètes de la colonisation au Congo sous Léopold II. **Catherine Coquery-Vidrovitch** ouvre cette section avec une lecture comparative des deux Congo, l'un sous domination belge, l'autre sous domination française, en analysant les scandales coloniaux qui ont marqué leur histoire. Si les abus du régime léopoldien ont été largement médiatisés, souvent malgré Léopold II lui-même, ceux de l'administration française ont été soigneusement dissimulés par le gouvernement de l'Hexagone, jusqu'à la redécouverte du dénommé « Rapport Brazza » permettant aujourd'hui une mise en perspective inédite des deux systèmes coloniaux. **Xavier Luffin** explore ensuite un aspect méconnu de l'administration léopoldienne : l'usage du kiswahili et de l'arabe dans la correspondance officielle et commerciale. Bien au-delà de son rôle oral, le kiswahili (en caractères arabes) servait d'écrit dans certains échanges, tandis que l'arabe était employé non seulement entre commerçants musulmans, mais aussi dans les communications entre souverains locaux et représentants de l'EIC. L'étude de documents comme traités, contrats et courriers permet de mieux comprendre comment Léopold II et son administration étaient perçus et nommés par leurs interlocuteurs africains et arabes, dévoilant ainsi des jeux d'alliances et de reconnaissances diplomatiques encore peu explorés. **Jacques Usungu Ulungu-Kinyamba** nous plonge dans le cœur géographique du Congo, explorant l'histoire militaire régionale. Il s'intéresse à la conquête et à la « pacification » du Sankuru, où l'expansion de l'EIC s'est appuyée sur des intermédiaires africains. Après avoir résisté aux forces léopoldiennes, plusieurs anciens lieutenants de Ngongo Lutete se sont finalement ralliés à l'EIC, jouant ainsi un rôle central dans la soumission de leur propre région. À travers l'étude des territoires de Lubefu, de Lodja, de Katako-Kombe, de Lomela et de Kole, ce chapitre met en lumière les dynamiques complexes de collaboration, de compromis et d'intégration forcée, qui, loin de se limiter à une

simple opposition, ont façonné les rapports de pouvoir ambigus entre les acteurs locaux et l'administration léopoldienne. Enfin, **Anne Cornet** nous propose un autre éclairage sur le terrain vécu par les acteurs – ou, plus précisément, les actrices – sur place. La photographie, bien que souvent perçue comme une pratique masculine dans l'historiographie de la période léopoldienne, a vu l'émergence de cinq femmes entre 1892 et 1908. Ces dernières se sont distinguées dans des domaines aussi divers que l'humanitaire, le documentaire, la propagande missionnaire et l'intime. Ce chapitre explore le parcours de quatre d'entre elles, mettant en lumière la diversité de leurs contextes, leur approche pionnière de la photographie en Afrique centrale et les sujets qui les ont intéressées, tout en adoptant une perspective de genre pour analyser les signes d'émancipation et d'agentivité féminines dans leur pratique.

La deuxième partie – « L'importation de personnel et de main-d'œuvre » – s'attache aux modalités concrètes du peuplement colonial et aux circuits de recrutement d'hommes mobilisés pour l'entreprise léopoldienne. Le chapitre de **Mathilde Leduc-Grimaldi**, fondé sur des archives privées inédites, analyse le rôle d'Henry Morton Stanley entre 1879 et 1884 dans le projet de Léopold II en Afrique. Elle met en lumière les difficultés liées au recrutement et à la gestion de la main-d'œuvre, européenne (minoritaire) et africaine (majoritaire). Stanley se heurte à des ordres inadaptés en provenance de Bruxelles et à des tensions locales : le projet qu'il doit exécuter, sous-financé et mal organisé, repose sur un système de travail forcé naissant, qui établira les bases de l'exploitation coloniale du Congo. **Espen Wæhle** met en lumière le rôle crucial des marins nordiques et africains dans la navigation fluviale et la construction navale du Congo léopoldien, révélant ainsi un aspect méconnu de la colonisation par voie d'eau. Entre 1878 et 1885, les Pays du Nord ont fourni un cinquième du personnel colonial, et ce chiffre est monté à 25 % à l'époque de l'EIC, occupant en moyenne 65 % des postes de marins. Le chapitre présente les premières données quantitatives sur ce rôle important et insoupçonné, tout en explorant les enjeux qualitatifs liés aux nombreux membres d'équipage africains à bord des bateaux à vapeur et dans les chantiers navals, ainsi que leurs relations de travail avec les marins nordiques. Le chapitre de **Sine Maria Vinther** révèle le rôle central des Scandinaves dans la Force Publique de l'EIC, où ils occupaient une position clé dans l'oppression armée. L'autrice explore leurs récits de voyage, qui minimisaient leur implication dans la violence coloniale et justifiaient leur présence en Afrique. Elle met en lumière la banalisation de la brutalité, en particulier à travers les châtiments tels que le fouet chicotte et les exécutions. En conclusion, elle soutient que la participation scandinave a été essentielle au

fonctionnement du régime colonial et plaide pour une approche transimpériale afin de mieux comprendre les dynamiques historiques du Congo léopoldien.

Dans une continuité logique, la troisième partie – « Circulations et interactions transimpériales » – approfondit la question des flux et des échanges qui contribuent à façonner l'histoire de l'EIC. **Gert Huskens** analyse la diplomatie belge à la frontière entre le Congo et le Haut-Nil vers la fin des années 1880, en mettant en lumière le rôle stratégique de la légation belge au Caire. Il montre comment ces diplomates, étroitement liés à l'EIC et à sa politique coloniale, ont cherché à concilier les intérêts de leur souverain avec ceux de plusieurs puissances coloniales actives en Afrique, dont la Grande-Bretagne. Ainsi, l'Égypte et le Soudan apparaissent comme des réservoirs stratégiques où Léopold II pouvait puiser pour renforcer sa marge de manœuvre au cœur du continent africain, tant sur le plan pratique qu'idéologique. À propos de stratégies diplomatiques léopoldiennes, **Fabio Rossinelli** et **Ambroise Katambu Bulambo** reviennent sur le rôle de la Croix-Rouge au Congo, un projet léopoldien soutenu par la Confédération helvétique et par les milieux privés – sociétés géographiques et organisations philanthropiques – qui, sous couvert d'humanitarisme, a servi des ambitions impériales. Ce chapitre met en lumière les aspects collaboratifs d'un impérialisme qui ne se jouait pas uniquement entre pays colonisateurs et colonisés, mais qui incluait une série d'acteurs et d'institutions provenant de pays neutres et formellement à l'écart de la course aux colonies. Enfin, le chapitre de **Giacomo Macola** et **Gaia Delpino** examine l'expérience de Carmelo Scardino, un officier italien qui a servi dans la Force Publique de l'EIC entre 1903 et 1906. Utilisé plus comme instrument que comme objet d'analyse, le cas de Scardino montre l'implication de l'Italie dans la politique coloniale européenne en Afrique après la défaite d'Adoua (Éthiopie), y compris à travers sa participation involontaire à la campagne anti-léopoldienne du début du xx^e siècle. Le chapitre met également en lumière la collecte d'artefacts ethnographiques par Scardino, soulignant l'importance de ces objets pour mieux comprendre les sociétés autochtones et les dynamiques coloniales à travers des sources matérielles.

L'ouvrage se clôt sur une quatrième partie – « Vision, mémoire et archives » – qui interroge la manière dont l'histoire de l'EIC a été perçue, transmise et réévaluée au fil du temps. **Jules Maps Bagalwa Mapatano** et **Benjamin Kithongo Wenga** examinent l'implantation des missions protestantes scandinaves au Kivu dans le contexte colonial du xix^e siècle. Ces missions ont contribué à une réorganisation sociale locale, permettant à leurs succursales congolaises de se transformer, des décennies plus tard,

en véritables églises africaines. Le chapitre illustre ainsi, à travers une longue durée et des sources orales, le passage d'un soutien actif à la colonisation à un engagement pour l'émancipation du peuple colonisé. Toujours dans une perspective temporelle allant jusqu'à aujourd'hui, **Idesbald Goddeeris** analyse le traitement des références coloniales dans l'espace public belge. Après des décennies de protestations contre les statues de Léopold II et de ses « pionniers du Congo », la décolonisation a commencé progressivement au ^{xxi}e siècle, s'accéléralant depuis 2020. Cependant, l'espace public belge reste presque entièrement blanc, quasiment sans aucune référence aux victimes congolaises ou africaines de la colonisation ni aux acteurs de la lutte anticoloniale. Enfin, le chapitre de **Marie Van Eeckenrode** démonte le mythe selon lequel toutes les archives de l'EIC auraient disparu sous l'ordre de Léopold II, en mettant en lumière le sort des archives du Gouvernement local. Si des destructions massives ont bien eu lieu, notamment pour dissimuler des documents financiers, de nombreuses archives ont survécu à la reprise du Congo par la Belgique. Plus d'un siècle de négligences, une conscience archivistique velléitaire et des translocations successives auront fait encore bien davantage de dégâts. À l'aide d'exemples concrets, ce chapitre illustre non seulement la nécessité de se pencher sur la gouvernance informationnelle de l'EIC, mais également sur les traitements subis par ces archives et la manière avec laquelle ils conditionnent le travail de recherche aujourd'hui.

Conclusion

L'histoire de l'exploration et de la colonisation du Congo à l'époque et sous l'égide de Léopold II demeure un champ de recherche en constante évolution, dont les contours historiographiques ont été façonnés par des dynamiques aussi bien politiques que méthodologiques. Si les premières études ont été marquées par des récits politisés ou commémoratifs, une approche plus critique et scientifique s'est progressivement imposée, redéfinissant les cadres d'analyse de cette période singulière. Toutefois, comme le démontre ce volume, de nombreuses zones d'ombre persistent, appelant à une diversification des sources et des perspectives.

En mettant en lumière des thématiques encore peu explorées – qu'il s'agisse du rôle des acteurs provenant des marges géopolitiques des empires, de la circulation des savoirs et des ressources, ou des traces archivistiques disséminées entre l'Europe et l'Afrique –, cet ouvrage s'inscrit dans une volonté de renouvellement historiographique. Plutôt que de considérer l'EIC

comme une simple préfiguration du Congo belge dans une relation binaire opposant le colonisateur au colonisé, nous proposons de l'analyser dans sa complexité propre, en l'intégrant à des dynamiques transimpériales et en valorisant les formes d'agentivité des multiples groupes impliqués.

Par ailleurs, ce travail souligne l'importance d'un dialogue renouvelé entre les communautés de recherche disséminées dans le monde, condition essentielle pour une meilleure accessibilité des sources et une écriture plus partagée de l'histoire coloniale. La question de l'archivage, en particulier, demeure cruciale : de nombreuses pistes restent à explorer, notamment à travers l'étude des fonds encore sous-exploités non seulement en Belgique et au Congo, mais aussi ailleurs, dans des pays et institutions qui, officiellement, n'avaient pas de lien direct avec l'entreprise léopoldienne ou le vécu congolais.

Enfin, ce volume ouvre de nouvelles perspectives et encourage la poursuite des recherches sur l'EIC. À l'occasion du 150^e anniversaire de la Conférence de Bruxelles de 1876, nous espérons que cette publication contribuera à enrichir et à relancer les réflexions sur le sujet. Nous souhaitons également exprimer notre gratitude envers celles et ceux qui ont initialement adhéré à ce projet éditorial, mais dont les contraintes personnelles ou professionnelles ne leur ont pas permis d'achever leur contribution – en espérant que leurs travaux puissent voir le jour dans le prolongement de ce volume. Merci aussi à notre préfacier, **Isidore Ndaywel è Nziem**, qui nous a fait l'honneur de lire attentivement et d'apprécier l'ensemble du manuscrit avant sa publication, ainsi qu'à **Émilie Zola Kalufuako**, dont l'analyse de terrain sur l'héritage matériel de la colonisation au Congo a nourri une postface consacrée aux défis contemporains que traverse le pays aujourd'hui dans sa quête de développement. Un grand merci enfin à nos deux réviseurs externes, qui doivent hélas rester anonymes, dont l'expertise a validé et affiné notre démarche.

Bibliographie

- ASSAN Kabemba, *Les formations socio-économiques du Maniema et leur évolution sous l'impact des Arabo-swahili. Ca 1830-1930*, Thèse de doctorat, Université libre de Bruxelles, 1987.
- BANNING Émile, *L'Afrique et la Conférence géographique de Bruxelles*, Bruxelles, Muquardt, 1877.
- BANNING Émile, *La conférence africaine de Berlin et l'Association internationale du Congo*, Bruxelles, Muquardt, 1885.

- BEVERNAGE Berber, «The Making of the Congo Question: Truth-Telling, Denial and “Colonial Science” in King Leopold’s Commission of Inquiry on the Rubber Atrocities in the Congo Free State (1904-1905)», in *Rethinking History* 22(2), 2018, pp. 203-238.
- BISHIKWABO Chubaka, *Histoire d’un État shi en Afrique des grands lacs : Kaziba au Zaïre (ca. 1850-1940)*, Thèse de doctorat, Université catholique de Louvain, 1982.
- BONTINCK François, *Aux origines de l’État indépendant du Congo. Documents tirés d’archives américaines*, Louvain ; Paris, Nauwelaerts, 1966.
- BONTINCK François, *L’autobiographie de Hamed ben Mohammed el-Mujerbi Tippo Tip (ca. 1840-1905)*, Bruxelles, ARSOM, 1974.
- BONTINCK François, «Un fonds d’archives américain concernant l’Association internationale du Congo : les papiers Liévin Van de Velde de l’University of Oregon», in *Bulletin des séances de l’Académie royale des sciences d’outre-mer* 15, 1969, pp. 215-226.
- BUELENS Frans, *Congo, 1885-1960. Een financieel-economische geschiedenis*, Berchem, EPO, 2007.
- BUELENS Frans, STEFAAN Marysse, «Returns on Investments during the Colonial Era: the Case of the Belgian Congo», in *The Economic History Review* 62(S1), 2009, pp. 135-166.
- BUELENS Frans, «Le tournant de 1908: de l’État indépendant du Congo au Congo belge», in *Publications de la Société française d’histoire des outre-mer* 9, 2013, pp. 197-209.
- CLAY Dean, «“A Clash of Titans”: Big Business and the Congo Reform Movement», in *History* 107(374), 2022, pp. 97-120.
- CLAY Dean, «“David vs Goliath”: The Congo Free State Propaganda War, 1890-1909», in *The International History Review* 43(3), 2021, pp. 457-474.
- CLAY Dean, «Transatlantic Dimensions of the Congo Reform Movement, 1904-1908», in *English Studies in Africa* 59(1), 2016, pp. 18-28.
- CORNET René Jules, *La bataille du rail. La construction du chemin de fer de Matadi au Stanley Pool*, Bruxelles, Cuypers, 1947.
- COUTTENIER Maarten, *Congo tentoongesteld. Een geschiedenis van de Belgische antropologie en het museum van Tervuren (1882-1925)*, Leuven, Acco, 2005.
- DARWIN John, *The Empire Project. The Rise and Fall of the British World-System, 1830-1970*, Cambridge, University Press, 2009.

- DAYE Pierre, *L'empire colonial belge. Avec trois cartes et douze illustrations*, Bruxelles, Soir ; Paris, Berger-Levrault, 1923.
- DE MUL Sarah, «The Holocaust as a Paradigm for the Congo Atrocities: Adam Hochschild's "King Leopold's Ghost"», in *Criticism* 53(4), 2011, pp. 587-606.
- DELATHUY A. M. [pseudonyme de Jules Marchal], *De geheime documentatie van de Onderzoekscmissie in de Kongostaat*, Berchem, EPO, 1988.
- DELATHUY A. M. [pseudonyme de Jules Marchal], *De Kongostaat van Leopold II. Het verloren paradisijs. 1876-1900*, Antwerpen, De Standaard, 1989.
- DELATHUY A. M. [pseudonyme de Jules Marchal], *E. D. Morel tegen Leopold II en de Kongostaat*, Antwerpen, EPO, 1985.
- DIBWE DIA MWEMBU Donatien, «Les sources orales à la conquête du passé colonial», in *The Journal of African History* 64(3), 2023, pp. 344-350.
- DIBWE DIA MWEMBU Donatien, KIANGU Sindani, MABIALA MANTUBA-NGOMA Pamphile, MUTAMBA MAKOMBO Jean-Marie, SABAKINU KIVILU Jacob, *Wanneer we spreken over kolonisatie. Quand on parle de colonisation*, Duffel, Stockmans, 2017.
- DOYLE Arthur Conan, *The Crime of the Congo*, London, Hutchinson, 1909.
- DUMOULIN Michel, *Léopold II un roi génocidaire ?*, Bruxelles, ARB, 2005.
- ETAMBALA Zana Mathieu, *Veroverd. Bezet. Gekoloniseerd. Congo 1876-1914*, Gorredijk, Sterck & de Vreese, 2020.
- FLYVBJERG Bent, *Making Social Science Matter. Why Social Inquiry Fails and how it Can Succeed Again*, Cambridge, University Press, 2001.
- FÖRSTER Stig, MOMMSEN Wolfgang, ROBINSON Ronald (éd.), *Bismarck, Europe, and Africa. The Berlin Africa Conference 1884-1885 and the Onset of Partition*, Oxford, Oxford University Press, 1988.
- GEMEAUX Christine de, LORIN Amaury (éd.), *L'Europe coloniale et le grand tournant de la Conférence de Berlin (1884-1885)*, Paris, Le Manuscrit, 2013.
- GOCHET Alexis-Marie, *Le Congo belge illustré ou L'État indépendant du Congo (Afrique centrale) sous la souveraineté de S. M. Léopold II, roi des Belges*, Liège, Dessain, 1887.
- GODDEERIS Idesbald, «Belgian Monuments of Colonial Violence: The Commemoration of Martyred Missionaries», in *Journal of Genocide Research* 24(4), 2022, pp. 586-603.

- GODDEERIS Idesbald, LAURO Amandine, VANTHEMSCHE Guy (éd.), *Le Congo colonial. Une histoire en questions*, Waterloo, Renaissance du livre, 2020.
- HARRY Gérard, *Léopold II*, Turnhout, Brepols, 1920.
- HAWKINS Hunt, «Mark Twain's Involvement with the Congo Reform Movement: "A Fury of Generous Indignation"», in *The New England Quarterly* 51(2), 1978, pp. 147-175.
- HASIAN Marouf Arif, «Alice Seeley Harris, the Atrocity Rhetoric of the Congo Reform Movements, and the Demise of King Léopold's Congo Free State», in *Atlantic Journal of Communication* 23(3), 2015, pp. 178-192.
- HASIAN Marouf Arif, «Colonial Hermeneutics of Suspicion, the Spectacular Rhetorics of the Casement Report, and the British Policing of Belgian Imperialism, 1904-1908», in *Critical Studies in Media Communication* 30(3), 2013, pp. 224-240.
- HEDINGER Daniel, HEÉ Nadin, «Transimperial History – Connectivity, Cooperation and Competition», in *Journal of Modern European History* 16(4), 2018, pp. 429-452.
- HENRY Élise, «Le Mouvement géographique, entre géographie et propagande coloniale», in *Belgeo* 9(1), 2008, pp. 27-46.
- HEUVEL Jules Van den, *Léopold II*, Paris, Soye, 1910.
- HOCHSCHILD Adam, *King Leopold's Ghost. A Story of Greed, Terror, and Heroism in Colonial Africa*, New York, Houghton Mifflin, 1999.
- HUNT Nancy Rose, *A Nervous State. Violence, Remedies, and Reverie in Colonial Congo*, Durham, Duke University Press, 2016.
- KLEIN Olivier, LICATA Laurent, «Holocaust or Benevolent Paternalism? Intergenerational Comparisons on Collective Memories and Emotions about Belgium's Colonial Past», in *International Journal of Conflict and Violence* 4(1), 2010, pp. 45-57.
- LAURO Amandine, *Coloniaux, ménagères et prostituées. Au Congo belge (1885-1930)*, Loverval, Labor, 2005.
- LAVELEYE Émile de, *L'Afrique centrale et la Conférence géographique de Bruxelles*, Bruxelles, Muquardt, 1877.
- LICHTERVELDE Louis de, *Léopold II*, Bruxelles, Dewit, 1926.
- LIEBRECHTS Charles, *Congo. Suite à mes Souvenirs d'Afrique. Vingt années à l'administration centrale de l'État indépendant du Congo (1889-1908)*, Bruxelles, Office de publicité, 1920.

- LIEBRECHTS Charles, *Léopold II, fondateur d'empire*, Bruxelles, Office de publicité, 1932.
- LIEBRECHTS Charles, *Souvenirs d'Afrique. Congo. Léopoldville, Bolobo, Équateur (1883-1889)*, Bruxelles, Lebègue, 1909.
- LOPES PEREIRA Jairzinho, « Slavery and Other Atrocities in the Relations Between the Catholic Church and the Congo Free State (1889-1908) », in LOPES PEREIRA Jairzinho (éd.), *Church-State Relations in Africa in the Nineteenth and Twentieth Centuries*, Cham, Springer, 2022, pp. 59-91.
- LOUIS William Roger, « Roger Casement and the Congo », in *The Journal of African History* 5(1), 1964, pp. 99-120.
- LOUWERS Octave, « Hommage au Roi Léopold II. Fondateur de l'empire colonial belge », in *Biographie coloniale belge. Volume 1*, Bruxelles, ARSOM, 1948, pp. v-xxvi.
- LUFFIN Xavier (éd.), *Un autre regard sur l'histoire congolaise. Les documents arabes et swahilis dans les archives belges (1880-1899)*, Bruxelles, ARSOM, 2020.
- LUWEL Marcel, *H. H. Johnston et H. M. Stanley sur le Congo*, Bruxelles, ARSOM, 1978.
- LUWEL Marcel, *Otto Lindner, 1852-1945. Een weinig bekend medewerker van Leopold II in Afrika*, Bruxelles, ARSC, 1959.
- LUWEL Marcel, *Sir Francis de Winton. Administrateur général du Congo, 1884-1886*, Tervuren, MRAC, 1964.
- MANTELS Ruben, *Geleerd in de tropen. Leuven, Congo & de wetenschap, 1885-1960*, Leuven, Universitaire Pers, 2007.
- MATASCI Damiano, BANDEIRA JERÓNIMO Miguel, « Une histoire transimpériale de l'Afrique : concepts, approches et perspectives », in *Revue d'histoire contemporaine de l'Afrique* 3, 2022, pp. 1-17.
- M'BOKOLO Elikia, *Noirs et Blancs en Afrique équatoriale. Les sociétés côtières et la pénétration française (vers 1820-1874)*, Paris ; La Haye ; New York, EHESS ; Mouton, 1981.
- M'BOKOLO Elikia, *Afrique Noire. Histoire et Civilisations. Tome II : XIX^e et XX^e siècles*, Paris, Hatier – AUPELF, 1992.
- MERTENS Charlotte « Sexual Violence in the Congo Free State: Archival Traces and Present Reconfigurations », in *Australasian Review of African Studies* 37(1), 2016, pp. 6-20.

- MIZUTANI Satoshi, « Beyond Comparison: Japan and its Colonial Empire in Transimperial Relations », in *East Asian History and Culture Review* 8(2), 2019, pp. 427-451.
- MUMBANZA MWA BAWELE NA NYABAKOMBI Jérôme-Émilien, *Histoire des peuples riverains de l'entre Zaïre-Ubangi. Évolution sociale et économique (ca 1700-1930)*, Thèse de doctorat, Université nationale du Zaïre, Lubumbashi, 1980.
- NDAYWEL È NZIEM Isidore, « African Historians and Africanist Historians », in JEWSIEWICKI Bogumil, NEWBURY David (éd.), *African Historiographies. What History for which Africa?*, London, Sage, 1985, pp. 20-27.
- NDAYWEL È NZIEM Isidore, « Enseignement d'histoire en Afrique : formation et recherches », in *Africa* 33(2), 1978, pp. 249-258.
- NDAYWEL È NZIEM Isidore, *Histoire générale du Congo. De l'héritage ancien à la République Démocratique*, Bruxelles, De Boeck & Larcier, 1998.
- NDAYWEL È NZIEM Isidore, « L'historiographie congolaise. Un essai de bilan », in *Civilisations* 54(1-2), 2006, pp. 237-254.
- N'DUA SOLOL KANAMPUMB Édouard, *Histoire ancienne des populations Luba et Lunda du plateau du Haut-Lubilashi. Des origines au début du XX^e siècle (Bena Nsamba, Inmpimin et Tuwudi)*, Thèse de doctorat, Université nationale du Zaïre, Lubumbashi, 1978.
- NICOLAÏ Henri, « Le mouvement géographique, un journal et un géographe au service de la colonisation du Congo », in *Civilisations* 41, 1993, pp. 257-277.
- NJANGU Candaciri, *La Résistance Shi à la pénétration européenne. 1900-1920*, Thèse de doctorat, Université nationale du Zaïre, Lubumbashi, 1973.
- OPPELT Gustave, *Léopold II, roi des Belges, chef de l'État indépendant du Congo. Fondation de l'œuvre internationale africaine*, Bruxelles, Hayez, 1885.
- PAKENHAM Thomas, *The Scramble for Africa. 1876-1912*, London, Abacas, 1999.
- PEFFER John, « Snap of the Whip/Crossroads of Shame: Flogging, Photography, and the Representation of Atrocity in the Congo Reform Campaign », in *Visual Anthropology Review* 24(1), 2008, pp. 55-77.
- PLASMAN Pierre-Luc, *Léopold II, potentat congolais. L'action royale face à la violence coloniale*, Bruxelles, Racine, 2017.
- PONCELET Marc, « Colonial Ideology, Colonial Sciences and Colonial Sociology in Belgium », in *The American Sociologist* 51(2), 2020, pp. 148-171.

- PONCELET Marc, *L'invention des sciences coloniales belges*, Paris, Karthala, 2008.
- ROEYKENS Auguste, *La période initiale de l'œuvre africaine de Léopold II. Nouvelles recherches et documents inédits (1875-1883)*, Bruxelles, ARSC, 1957.
- ROEYKENS Auguste, *Léopold II et la Conférence géographique de Bruxelles (1876)*, Bruxelles, ARSC, 1956.
- ROEYKENS Auguste, *Léopold II et l'Afrique. 1855-1880. Essai de synthèse et de mise au point*, Bruxelles, ARSC, 1958.
- ROEYKENS Auguste, *Les débuts et l'œuvre africaine de Léopold II (1875-1879)*, Bruxelles, ARSC, 1955.
- ROO Bas de, «Taxation in the Congo Free State, an Exceptional Case? (1885-1908)», in *Economic History of Developing Regions* 32(2), 2017, pp. 97-126.
- ROO Bas de, «The Blurred Lines of Legality: Customs and Contraband in the Congolese M'Bomu Region, 1889-1908», in *Revue belge d'histoire contemporaine* 4, 2014, pp. 113-141.
- ROO Bas de, «The Trouble with Tariffs: Customs Policies and the Shaky Balance Between Colonial and Private Interests in the Congo (1885-1914)», in *The Low Countries Journal of Social and Economic History* 12(3), 2015, pp. 1-21.
- ROSSINELLI Fabio, *Géographie et impérialisme. De la Suisse au Congo entre exploration géographique et conquête coloniale*, Neuchâtel, Alphil, 2022.
- SCHÄR Bernhard Carlos, TOIVANEN Mikko, «Expansion Alongside Integration: A New History of Imperial Europe» in SCHÄR Bernhard Carlos, TOIVANEN Mikko (éd.), *Integration and Collaborative Imperialism in Modern Europe. At the Margins of Empire, 1800-1950*, London, Bloomsbury, 2025, pp. 1-13.
- STANARD Matthew G., *Selling the Congo. A History of European pro-Empire Propaganda and the Making of Belgian Imperialism*, Lincoln, University of Nebraska Press, 2012.
- STANARD Matthew G., *The Leopard, the Lion, and the Cock. Colonial Memories and Monuments in Belgium*, Leuven, University Press, 2019.
- STENGERS Jean, *Combien le Congo a-t-il coûté à la Belgique ?*, Bruxelles, ARSC, 1957.
- STENGERS Jean, *Congo, mythes et réalités. 100 ans d'histoire*, Paris, Duculot, 1989.

- STENGERS Jean (éd.), *La Conférence de géographie de 1876. Recueil d'études*, Bruxelles, ARSOM, 1976.
- STENGERS Jean (éd.), *Le centenaire de l'État Indépendant du Congo. Recueil d'études*, Bruxelles, ARSOM, 1988.
- STENGERS Jean, *Textes inédits d'Émile Banning*, Bruxelles, ARSC, 1955.
- STENGERS Jean, «Rapport sur le dossier "Correspondance Léopold II-van Eetvelde"», «Rapport sur le travail de M. A. Duchesne: "À la recherche d'une colonie belge en Abyssinie"», «Rapport sur les dossiers relatifs aux territoires cédés à bail», «Rapport sur les dossiers "Correspondance Léopold II-de Cuvelier"», «Rapport sur les dossiers "Correspondance Léopold II-Liebrechts"», «Rapport sur les dossiers relatifs aux conventions diplomatiques de l'État du Congo (1884-1906)», «Rapport sur le dossier "Correspondance Léopold II-Strauch"», «Rapport sur les dossiers "Reprise du Congo par la Belgique" et "Dossier économique"», in *Bulletin des Séances de l'Institut royal colonial belge* 24, 1953, pp. 416-419, 474, 536-537, 540-541, 575-582, 802-803, 824-839, 842, 845, 942-946, 1138-1139, 1193-1226.
- STINGLHAMBER Gustave, DRESSE Paul, *Léopold II au travail*, Bruxelles, Sablon, 1945.
- TWAIN Mark, *King Leopold's Soliloquy. A Defense of His Congo Rule*, Boston, Warren, 1905.
- VANDERSMISSEN Jan, *Koningen van de wereld. Leopold II en de aardrijkskundige beweging*, Leuven-Den Haag, Acco, 2009.
- VANDERSMISSEN Jan, «Science, Economy and Power: Origins of Colonial Engineering in the Congo Free State», in *Archives Internationales d'Histoire des Sciences* 62(168), 2012, pp. 225-251.
- VANDERSMISSEN Jan, «The King's Most Eloquent Campaigner... Emile de Laveleye, Leopold II and the Creation of the Congo Free State», in *Revue belge d'histoire contemporaine* 41(1-2), 2011, pp. 7-57.
- VANGROENWEGHE Daniël, *Du sang sur les lianes. Léopold II et son Congo*, Bruxelles, Hatier, 1986.
- VANGROENWEGHE Daniël, *Rood rubber. Leopold II en zijn Kongo*, Brussels, Elsevier, 1985.
- VAN REYBROUCK David, *Congo. Une histoire*, Arles, Actes Sud, 2012.
- VAN SCHUYLENBERGH Patricia, «Arpenter le territoire congolais. Savoirs géographiques, ressources militaires et expansion coloniale (1870-1900)», in BLAIS Hélène, DEPREST Florence, SINGARAVÉLOU Pierre

(éd.), *Territoires impériaux. Une histoire spatiale du fait colonial*, Paris, Sorbonne, 2011, pp. 83-107.

VAN SCHUYLENBERGH Patricia, LANNEAU Catherine, PLASMAN Pierre-Luc (éd.), *L'Afrique belge aux XIX^e et XX^e siècles. Nouvelles recherches et perspectives en histoire coloniale*, Bruxelles, Lang, 2014.

VAN SCHUYLENBERGH Patricia, LEDUC-GRIMALDI Mathilde (éd.), *The Congo Free State: What Could Archives Tell Us? New Light and Research Perspective*, Bruxelles, Lang, 2022.

VANSINA Jan, *De la tradition orale. Essai de méthode historique*, Tervuren, MRAC, 1961.

VANSINA Jan, *Kingdoms of the Savanna*, Madison, University of Wisconsin Press, 1966.

VANSINA Jan, *The Children of Woot. A History of the Kuba Peoples*, Madison, University of Wisconsin Press, 1978.

VANSINA Jan, *The Tio Kingdom of the Middle Congo. 1880-1892*, London, Oxford University Press, 1973.

VANTHEMSCHE Guy, *Congo. De impact van de kolonie op België*, Tielt, Lannoo, 2007.

VANTHEMSCHE Guy, «De Belgische socialisten en Congo 1895-1960», *Brood en rozen* 2, 1994, pp. 31-65.

VANTHEMSCHE Guy, «The Historiography of Belgian Colonialism in the Congo», in CSABA Lévai (éd.), *Europe and the World in European Historiography*, Pisa, Plus & University Press, 2006, pp. 89-119.

VELLUT Jean-Luc, *Congo. Ambitions et désenchantements. 1880-1960*, Paris, Karthala, 2017.

VELLUT Jean-Luc, *Un centenaire : 1885-1985. Les relations Europe-Afrique au crible d'une commémoration*, Leiden, Institute for the History of European Expansion, 1992.

VIAENE Vincent, «King Leopold's Imperialism and the Origins of the Belgian Colonial Party, 1860-1905», in *The Journal of Modern History* 80(4), 2008a, pp. 741-790.

VIAENE Vincent, «La crise identitaire congolaise de la Belgique aux alentours de 1908 et les origines de la "mémoire" du Congo léopoldien», in GIORDANO Rosario (éd.), *Autour de la mémoire. La Belgique, le Congo et le passé colonial*, Paris ; Turin, L'Harmattan, 2008b, pp. 61-96.

- VIAENE Vincent, « Reprise-remise. De Congolese identiteitscrisis van België rond 1908 », in VIAENE Vincent, REYBROUCK David van, CEUPPENS Bambi (éd.), *Congo in België: koloniale cultuur in de metropool*, Leuven, Universitaire Pers, 2009, pp. 43-62.
- WAUTERS Alphonse-Jules, *Le Congo au point de vue économique*, Bruxelles, Institut national de Géographie, 1885.
- WAUTERS Alphonse-Jules, *L'État indépendant du Congo*, Bruxelles, Falk, 1899.
- WESSELING Hendrik L., *Europa's koloniale eeuw. De koloniale rijken in de negentiende eeuw, 1815-1919*, Amsterdam, Bakker, 2003.
- WESSELING Hendrik L., *Verdeel en heers. De deling van Afrika, 1880-1914*, Amsterdam, Bakker, 1991.
- WIART Edmond Carton de, *Léopold II. Souvenirs des dernières années. 1901-1909*, Bruxelles, Goemaere, 1944.

**Fabio Rossinelli, Jan Vandersmissen,
Ambroise Katambu Bulambo**

Introduction
Empires, Colonies and Peripheries:
the Construction of Leopoldian Congo
between Local and Global

1 50 years ago, in Brussels, eminent figures from scientific, philanthropic and economic spheres of the West gathered from Great Britain, Germany, Austria-Hungary, France, Russia and Italy. All white men, they accepted the invitation of the King of the Belgians, Leopold II, to take part in a Geographical Conference at the Royal Palace from 12 to 14 September 1876 devoted to “*l’exploration et la civilisation*” (in other words, the conquest) of Central Africa¹. This event marked the concrete starting point of the Leopoldian expansionist project, which would culminate a decade later in the creation of the Congo Free State (CFS), officially recognised by the Western powers following another international meeting: the Berlin Conference of 1884-1885².

¹ To mark the centenary of the Brussels Geographical Conference, the History Commission chaired by Jean Stengers of Belgium’s Académie royale des sciences d’outre-mer (ARSOM) published a collective volume on the Brussels event: see STENGERS 1976. For an up-to-date summary of the 1876 Conference and the immediate steps that followed at European level, see ROSSINELLI 2022, pp. 413-441.

² The centenaries of the Berlin Conference and the founding of the Congo Free State gave rise to international colloquia followed by collective publications: see respectively FÖRSTER, MOMMSEN, ROBINSON 1988 and STENGERS 1988. See also VELLUT 1992.

Initially presented as a private and international enterprise, allegedly dedicated to a “*tout scientifique et philanthropique*” cause³, the royal initiative of 1876 gradually evolved into a clear national political and economic project. The state that came into being in 1885, until it was ceded to Belgium in 1908, was characterised by the brutal, systematic and tragic exploitation of the Congolese people and resources. This history has fuelled a century and a half of literature, whether justificatory or critical, commemorative or scholarly. Dozens of authors, mainly (but not exclusively) Belgian, have written about it since the Brussels event that triggered the colonisation of Congo, the 150th anniversary of which is now being marked in 2026. What have been the main trends in historiography to date? What new perspectives – in terms of approaches, methods and sources – are emerging on the horizon? And what contribution does this collective work make to this debate? This introductory chapter takes stock.

Literature in the service of politics (late 19th century – mid-20th century)

The history of the creation of the CFS is initially presented as inspired by the entrepreneurial and “civilising” spirit of Leopold II. Often described as a visionary, Leopold II exerted a decisive influence on a number of Belgian writers in the late 19th and early 20th centuries. The writings of the King’s confidants, notably Émile Banning and Émile de Laveleye, focused on the idea of their sovereign’s alleged exceptionalism. According to this view, Leopold II seized the opportunity to eclipse the traditional colonial powers – France, Great Britain and Portugal – thanks to international diplomatic and political successes, notably at the Brussels and Berlin Conferences mentioned above⁴. Thus, the achievements attributed to the King would have enabled “little” Belgium, despite its lack of official links with the CFS, to rise to the rank of colonial power in Africa. This myth is echoed in the works of the King’s contemporaries, such as the man of letters Gustave Oppelt, the ecclesiastic and scholar Alexis-Marie Gochet, and the geographer and art critic Alphonse-Jules Wauters⁵. From the 1890s onwards, however, Wauters

³ Letter of invitation from Leopold II to the Brussels Geographical Conference, July 1876, Archives of the Ministry of Foreign Affairs in Brussels, Fonds diplomatiques, AFRI (4), appendix to document 3.

⁴ BANNING 1877 and 1885; LAVELEYE 1877 (on the latter, see also VANDERSMISSEN 2011).

⁵ OPPELT 1885; GOCHET 1887; WAUTERS 1885 and 1899.

became an opponent of Leopold's policy in Congo and a supporter of the Belgian government's takeover of the CFS⁶.

It was precisely during the 1890s that, faced with serious financial difficulties, the King and his entourage embarked on the brutal exploitation of the Congo's economic resources, notably ivory and rubber. This exploitation had immediate and devastating consequences for the local populations. The introduction of a system of forced labour by concessionary companies, denounced, in particular, in the report of the British consul Roger Casement and in the campaigns of the Congo Reform Association led by the activist Edmund Dene Morel, provoked worldwide indignation⁷. This denunciation was accompanied by the widespread circulation, particularly in the English-speaking world, of works that were highly critical of the CFS and of Leopold II. Popular authors such as Mark Twain and Arthur Conan Doyle achieved great success⁸. Photography also played a major role: images of injuries and mutilations inflicted on Congolese people, most notably photographs of severed hands, sparked widespread outrage⁹.

In Belgium, this protest movement at the beginning of the 20th century aroused both disapproval of Leopold's policies, especially among liberal and socialist politicians, and a defensive reflex in response to foreign criticism: despite the damning revelations of a commission of enquiry reported in the press, a revival of pro-Leopold and nationalist writings soon followed¹⁰ – which was hardly surprising given that many journalists, commentators and opinion-makers were on Leopold II's payroll¹¹. This final process of promoting the relatively recent history of “Belgian” achievements in Congo involved two types of actors whose influences were mutually reinforcing: private circles that had previously supported the CFS, whether closely or from afar, and public circles acting officially on behalf of the Belgian state.

The former included many Belgians who had gained first-hand experience in Congo or were involved in its administration in Brussels, as well as in the transfer of powers to Belgium in 1908¹². People like Albert Thys, Émile Francqui, Francis Dhanis, Alexandre Delcommune, Charles Lemaire,

⁶ Wauters was the editor of the journal *Le Mouvement géographique*, a publication in which developments in Congo were closely followed. See for example: HENRY 2008 and NICOLAÏ 1993.

⁷ CLAY 2016 and 2022; HASIAN 2013; WILLIAM 1964.

⁸ DOYLE 1909; TWAIN 1905 (on the latter, see also HAWKINS 1978).

⁹ PEPPER 2008; HASIAN 2013.

¹⁰ VANTHEMSCHE 1994.

¹¹ CLAY 2021.

¹² BUELENS 2013; VIAENE 2008a.

Jean Jadot, Hubert Droogmans and Edmond van Eetvelde became influential and respected businessmen: they reached leading positions in commerce, industry and banking, while leaving their mark on the associative life of the country's learned institutions. These institutions, including the geographical societies, contributed – through publications and events – to developing a revisionist vision of Leopoldian politics in Congo¹³. While this vision downplays the worst excesses of the CFS in order to highlight aspects such as altruism, heroism and perseverance, it is also, and above all, to encourage and justify the political validity (and expected economic benefits) of post-1908 Belgian colonisation¹⁴. The second order of actors involved in the posthumous rehabilitation of Leopold II (who died in 1909) were Belgian high officials, such as the King's former personal secretary, Gustave Stinglhamber, and cabinet chiefs Edmond Carton de Wiart and Louis de Lichtervelde¹⁵. The first half of the 20th century also saw a host of public and commemorative initiatives, some of them backed by private capital: from the Museum of the Belgian Congo in Tervuren (1910), to the equestrian statue of Leopold II in Brussels (1926), to the encyclopaedic series *Biographie coloniale belge* (1948), which opens with a eulogy of the late monarch¹⁶.

The rise of a scholarly historiography (mid-20th century – present)

The four decades of non-critical, even eulogistic, cultural and literary production about the founder of the CFS that we have just reviewed began to draw to a close in the 1950s. The historian Jean Stengers paved the way with a more systematic search for relevant sources in public and private archives, from which many works and reports flowed from his pen¹⁷. International recognition soon followed, as did the publication of his book *Congo. Mythes*

¹³ In addition to the geographical societies in Antwerp and Brussels, there was also the Belgian Society for Colonial Studies (*Société belge d'études coloniales*), the African Circle (*Cercle africain*) and the Belgian Society of Engineers and Industrialists (*Société belge des ingénieurs et des industriels*). See for example PONCELET 2008 and 2020; VANDERSMISSEN 2009.

¹⁴ See for example: BREPOLS 1920; HEUVEL 1910; LIEBRECHTS 1909, 1920 and 1932. A new generation of writers also took part in this commemorative venture, such as DAYE 1923 and CORNET 1947. For an overview of these memorial issues, see VIAENE 2008b and 2009.

¹⁵ LICHTERVELDE 1926; STINGLHAMBER, DRESSE 1945; WIART 1944.

¹⁶ LOUWERS 1948.

¹⁷ See for example STENGERS 1953, 1955 and 1957.

et réalités, which has been reprinted several times since its first edition¹⁸. Two ecclesiastics, Auguste Roeykens and François Bontinck, also contributed to the development of a more scholarly historiography by focusing respectively on Leopold II and on his close or distant entourage in the context of events both preceding and contemporaneous with the CFS¹⁹. Marcel Luwel, one of the directors of the Tervuren Museum, did the same²⁰.

Although their empirical work is rigorous, the outlook of these authors is not always a complete break with previous hagiographic approaches. Moreover, their analytical perspective remains largely focused on the West, Europe and even Belgium. It was not until the 1960s and 1970s that a real shift in perspective took place, integrating the knowledge, sources and voices of Congo into the construction of a common history – but also a Congolese history in its own right, in which colonisation was only one stage. Jan Vansina²¹, Jean-Luc Vellut²² and Isidore Ndaywel è Nziem²³ (the latter, author of *Histoire générale du Congo*, is now one of the leading historians in Congo) were among the main proponents of this shift. In this context, notwithstanding the limitations inherited from colonisation and the difficult post-colonial decades, the University of Lubumbashi became a veritable hotbed of history teaching and research²⁴. A number of Congolese scholars entered Western academic circles and, in the 1980s, disseminated a diversified reading of the history of their country in the Leopoldian era, emphasising aspects other than those linked to Leopold II: this was the case of Chubaka Bishikwabo and Kabemba Assan²⁵. This trend continues to the present day with important contributions by Elikia M'Bokolo and Donatien Dibwe dia Mwembu, for example, who not only broadened the field of analysis beyond the national borders of Congo but also led important initiatives in terms of synthesis, method and popularisation²⁶.

¹⁸ STENGERS 1989.

¹⁹ See for example ROEYKENS 1955, 1956, 1957 and 1958, as well as BONTINCK 1966, 1969 and 1974.

²⁰ See for example LUWEL 1959, 1964 and 1978.

²¹ Among his pioneering works, see in particular VANSINA 1961, 1966, 1973 and 1978.

²² A selection of publications has been published in VELLUT 2017 (full list on pp. 495-503).

²³ See for example NDAYWEL È NZIEM 1978, 1985 and 1998.

²⁴ NDAYWEL È NZIEM 2006, pp. 241-242. Among the doctoral theses produced in Lubumbashi, see for example: MUMBANZA MWA BAWELE NA NYABAKOMBI 1980; N'DUA SOLOL KANAMPUMB 1978; NJANGU 1973. These authors subsequently published various contributions.

²⁵ ASSAN 1987; BISHIKWABO 1982.

²⁶ See for example: M'BOKOLO 1981 and 1992; DIBWE DIA MWEMBU, KIANGU, MABIALA MANTUBA-NGOMA, MUTAMBA MAKOMBO, SABAKINU KIVILU 2017.

This gradual expansion of historical production on Congo during the Leopoldian era and on the CFS itself did not proceed harmoniously. Achievements of historiography often provoked controversy, particularly in Belgium. This was the case in the 1980s with the publication of works by Daniël Vangroenweghe and Jules Marchal. These researchers shed light on the central role played by Leopold II and his entourage in a policy of brutal exploitation that had already been denounced in the 19th century. Thanks to the opening of archives of the Ministry of Colonies and the Royal Museum for Central Africa, an unprecedented quantitative analysis made it possible to document the abuses inflicted on Congolese workers with great precision, particularly in rubber extraction. Vangroenweghe's research on the Equateur region provoked strong reactions, with patriotic organisations demanding his dismissal²⁷. Marchal, for his part, initially published under a pseudonym (A. M. Delathuy) out of fear for his career²⁸. Although his work was criticised for its binary vision of executioners versus victims, it had a major influence, notably by inspiring Adam Hochschild's bestseller *King Leopold's Ghost*, which revived the worldwide debate on Leopold II towards the end of the 1990s²⁹.

The media coverage of these cases, widely disseminated from the 2000s onwards through the circulation and translation of Hochschild's bestseller, revived interest in the history of Congo's colonisation in general. Guy Vanthemsche published a major work, translated into several languages, on the impact of the colony on the metropolis, as well as the first critical reference article on the historiography of Belgian colonialism³⁰. Vincent Viaene re-examined Leopold II's imperialism and the rise of a colonial party in Belgium in light of new evidence³¹. On the economic front, Frans Buelens produced an exhaustive financial analysis of the Congo between 1885 and 1960, while Bas De Roo studied the taxation system as well as smuggling and other economic irregularities³². Several works introduced the history of science into the study of the CFS, focusing on the interactions between the colonial administration and learned circles³³. From a social history perspective, Amandine Lauro explored the role of women and gender issues in the Leopoldian Congo, while Zana Mathieu Etambala researched subjugation

²⁷ VANGROENWEGHE 1985 and 1986.

²⁸ See for example DELATHUY 1985, 1988 and 1989.

²⁹ HOCHSCHILD 1999; DE MUL 2011.

³⁰ VANTHEMSCHE 2006 and 2007.

³¹ VIAENE 2008a.

³² BUELENS 2007; BUELENS, STEFAAN 2009; ROO 2014, 2015 and 2017.

³³ COUTTENIER 2005; MANTELS 2007; PONCELET 2008; VANDERSMISSEN 2009 and 2012; VAN SCHUYLENBERGH 2011.

and oppression³⁴. Michel Dumoulin's book, which questions the genocidal characterisation of the Leopold II regime, prompted new research on violence and conflict, not only during the CFS but also under the Belgian Congo³⁵. Numerous studies also emerged on the culture of violence, as well as on colonial memory and propaganda³⁶.

New perspectives on the history of the CFS

This multitude of works published in the new millennium might suggest that the history of the CFS is well explored. However, in a broader historiographical context, their contribution remains limited, as they often treat the Leopoldian era only as a minor chapter within the wider history of Belgian colonialism. Most collective publications dealing with the colonial presence of Belgium in Africa, and more specifically in Congo, relegate this era to a mere chapter among others, situating it in a temporal perspective that extends up to 1960 and sometimes even beyond³⁷. The history of the CFS is rarely the sole focus of recent publications³⁸. It is also often, and has been for a long time, part of a wider geopolitical perspective, particularly in connection with the Scramble for Africa³⁹. While this longitudinal approach – which has its legitimacy and relevance – highlights significant continuities and ruptures, it nevertheless tends to dilute the singularity of the Leopold II regime.

However, a targeted analysis of the CFS remains essential to fully grasp this period. As the concluding chapter of our book, written by archivist and researcher Marie Van Eeckenrode, shows, a considerable number of written archives remain to be (re)discovered, organised and exploited, both in Belgium and in Congo. Furthermore, the methods of investigation used in African history, such as the use of oral sources through which indigenous memory is preserved and transmitted, are struggling to establish themselves in research devoted to this period. The same applies to other types of sources, whether visual or material. To enrich our understanding of the Leopoldian

³⁴ ETAMBALA 2020; LAURO 2005.

³⁵ DUMOULIN 2005.

³⁶ BEVERNAGE 2018; GODDEERIS 2022; HUNT 2016; KLEIN, LICATA 2010; LOPES PEREIRA 2022; MERTENS 2016; PLASMAN 2017; STANARD 2012 and 2019.

³⁷ See for example: GODDEERIS, LAURO, VANTHEMSCHÉ 2020; VAN SCHUYLENBERGH, LANNEAU, PLASMAN 2014. The literary and historical work of VAN REYBROUCK 2012 is also worth mentioning.

³⁸ This is especially true of works with certain archival aspects. See for example: LUFFIN 2020; VAN SCHUYLENBERGH, LEDUC-GRIMALDI 2022.

³⁹ See for example: GEMEUX, LORIN 2013; PAKENHAM 1999; WESSELING 1991 and 2003.

Congo, it is therefore crucial to diversify approaches and documentary sources as far as possible, stimulating collaboration between research communities on both sides of the ocean, if only to facilitate the sharing of bibliographical information that is often difficult to access. With this collective work, we are also proposing a shift in historical perspective. Far from being limited to an opposition between colonisers and colonised, the history of the CFS and the structures that preceded it is distinguished by the transnationality of the actors involved. These actors, from different regions and nations, were part of an imperial world-system, contributing to the flow of people, goods, knowledge and capital to Congo and back to their countries of origin. In this way, these actors have left scattered archival traces, often located on the margins of the great colonial empires.

This book sets out to meet these various challenges and attempts to fill some gaps in traditional historiography, shedding new light in its various chapters on the colonial enterprise initiated by Leopold II. On the one hand, it recognises the agency of a multitude of individuals and community groups, whether African or from the European peripheries, while emphasising their role in the dynamics of Congo's colonisation; on the other, it aims to place this history within a more assertive transimperial perspective⁴⁰. Transimperial history sees empires not as separate entities, but as a permeable world-system⁴¹, where flows and transfers transcend regional and national boundaries, including in Africa⁴². While this approach broadens our analytical perspectives, it runs the risk of placing too much emphasis on connections and comparisons, to the detriment of the dynamics specific to each colonial context⁴³. To meet this challenge, we have structured this volume around case studies.

In doing so, our aim is to highlight the presence in the Leopoldian Congo of public and private actors from countries such as Norway, Sweden, Italy and Switzerland – each with their own specific characteristics. Our work also incorporates the participation of numerous actors and African countries, from Egypt and Sudan in the north-east of the continent to the Krou peoples in what are now Ivory Coast, Liberia and Sierra Leone. Of course, we have not forgotten the role of the great powers, such as France and Great Britain, with their various expeditionary and diplomatic corps. Chapter by chapter, this multitude of scattered elements comes together to form a coherent mosaic.

⁴⁰ For a theoretical overview of these orientations, see: HEDINGER, HEÉ 2018; SCHÄR, TOIVANEN 2025.

⁴¹ DARWIN 2009.

⁴² MATASCI, BANDEIRA JERÓNIMO 2022.

⁴³ MIZUTANI 2019, p. 432.

The case study approach is an essential methodological foundation not only in history, but across the humanities and social sciences⁴⁴. Any theoretical or methodological reflection is grounded in the empirical analysis of concrete data, which enables dynamics to be identified, hypotheses to be formulated and, where appropriate, generalisations to be proposed. The case study is a powerful heuristic tool, as it illuminates complex processes by restoring their diversity and contextualisation. In history, it is particularly valuable when analysing transnational or multiscalar phenomena such as our own.

This approach is all the more essential in the context of a renewed interest in research on the CFS, as we have not yet addressed all the topics we would like to, and many remain to be explored. Take, for example, the recruitment of Asian labour for the construction of infrastructure in Congo during the 19th century. On the one hand, many Chinese workers were hired to build the railway line linking Matadi to Stanley Pool. On the other hand, there are indications of Indian recruitment through Leopold II's contacts with British networks. Important questions remain unanswered to this day: How was this recruitment organised? Who were the initiators and through which networks in Asia did they operate? What were the prospects, constraints and career paths of these Chinese and Indian emigrants to Africa? Unravelling the mechanisms for recruiting, transferring and employing these Asian workers for the CFS projects is a significant challenge for future research, with relevant sources already available in the archives of the Royal Palace in Brussels (*Fonds Cabinet du Roi – Expansion*) and the Royal Museum for Central Africa in Tervuren (*Fonds Albert Thys*). This is just one example.

The chapters in this volume

This volume is divided into four parts, each approaching the history of the Leopoldian Congo from a specific angle, from its origins to its end and sometimes even beyond.

The first part – “The Reality of the Colonial Terrain” (*La réalité du terrain colonial*) – focuses on the concrete conditions of colonisation in Congo under Leopold II. **Catherine Coquery-Vidrovitch** opens this section with a comparative analysis of the two Congos – one under Belgian rule, the other under French – examining the colonial scandals that marked their histories.

⁴⁴ FLYVBERG 2001.

While the abuses of the Leopold II regime were widely publicised in the media, often in spite of the King himself, those of the French administration were carefully concealed by the French government until the rediscovery of the so-called “Brazza Report” provided an unprecedented perspective on the two colonial systems. **Xavier Luffin** then explores a little-known aspect of the Leopoldian administration: the use of Kiswahili and Arabic in official and commercial correspondence. In addition to its oral role, Kiswahili (in Arabic script) was used in some written exchanges, while Arabic was used not only between Muslim traders but also in communications between local chiefs and representatives of the CFS. By studying documents such as treaties, contracts and letters, we gain a better understanding of how Leopold II and his administration were perceived and referred to by their African and Arab interlocutors, revealing alliances and diplomatic relationships that have yet to be fully explored. **Jacques Usungu Ulungu-Kinyamba** immerses us in the geographical heart of Congo, exploring the regional military history. He examines the conquest and “pacification” of Sankuru, where the expansion of the CFS relied on African intermediaries. After resisting the Leopoldian forces, several of Ngongo Lutete’s former lieutenants eventually rallied to the CFS, playing a central role in the subjugation of their own region. Through a study of the territories of Lubefu, Lodja, Katoko-Kombe, Lomela and Kole, this chapter highlights the complex dynamics of collaboration, compromise and forced integration, which, far from being limited to simple opposition, shaped the ambiguous power relationships between local actors and the Leopoldian administration. Finally, **Anne Cornet** sheds further light on the experience of the actors – or, more precisely, the female actors – on the ground. Photography, although often perceived as a male practice in the historiography of the Leopoldian era, saw the emergence of five women between 1892 and 1908. They distinguished themselves in fields as diverse as humanitarianism, documentary work, missionary propaganda and the intimate. This chapter explores the careers of four of them, highlighting the diversity of their contexts, their pioneering approach to photography in Central Africa and the subjects that interested them, while adopting a gender perspective to analyse the signs of female emancipation and agency in their practice.

The second part – “The Importation of Workers and Labour” (*L’importation de personnel et de main-d’œuvre*) – looks at the practicalities of colonial settlement and the recruitment channels for the men mobilised for the Leopoldian enterprise. **Mathilde Leduc-Grimaldi**’s chapter, based on unpublished private archives, analyses the role of Henry Morton Stanley between 1879 and 1884 in Leopold II’s project in Africa. She highlights the difficulties involved

in recruiting and managing the workforce, both European (a minority) and African (a majority). Stanley came up against inappropriate orders from Brussels and local tensions: the project he had to carry out, underfunded and poorly organised, was based on a nascent system of forced labour, which laid the foundations for the colonial exploitation of Congo. **Espen Wæhle** highlights the crucial role played by Nordic and African mariners in the navigation and shipbuilding of the Leopoldian Congo, revealing a little-known aspect of colonisation by water. Between 1878 and 1885, the Northern countries provided one-fifth of the colonial personnel, and this figure rose to 25% at the time of the CFS, occupying on average 65% of the mariners' posts. The chapter presents the first quantitative data on this important and unsuspected role, while exploring the qualitative issues linked to the many African crew members on board steamships and in shipyards, as well as their working relationships with Northern mariners. **Sine Maria Vinther's** chapter reveals the central role played by Scandinavians in the the CFS's *Force Publique*, where they occupied a key position in armed oppression. The author explores their travel accounts, which minimised their involvement in colonial violence and justified their presence in Africa. She highlights the trivialisation of brutality, particularly through punishments such as the *chicotte* (leather whip) and executions. In conclusion, she argues that Scandinavian participation was essential to the functioning of the colonial regime and advocates a transimperial approach in order to better understand the historical dynamics of the Leopoldian Congo.

In a logical progression, the third part – “Circulations and Transimperial Interactions” (*Circulations et interactions transimpériales*) – looks in greater depth at the flows and exchanges that helped to shape the history of the CFS. **Gert Huskens** analyses Belgian diplomacy on the border between Congo and the Upper Nile in the late 1880s, highlighting the strategic role of the Belgian legation in Cairo and showing how these diplomats, closely linked to the CFS and its colonial policy, sought to reconcile the interests of their King with those of several colonial powers active in Africa, including Great Britain. Egypt and Sudan thus appeared to be strategic reservoirs from which Leopold II could draw to strengthen his room for manoeuvre at the heart of the African continent, both practically and ideologically. **Fabio Rossinelli** and **Ambroise Katambu Bulambo** discuss the role of the Red Cross in Congo, a Leopoldian project supported by the Swiss Confederation and private interests – geographical societies and philanthropic organisations – which, under the guise of humanitarianism, served imperial ambitions. This chapter highlights the collaborative aspects of an imperialism that was not only played

out between colonising and colonised countries, but also included a range of actors and institutions from neutral countries that were formally outside the race for colonies. Finally, the chapter by **Giacomo Macola** and **Gaia Delpino** examines the experience of Carmelo Scardino, an Italian officer who served in the the CFS's *Force Publique* between 1903 and 1906. Considered more as an instrument than as an object of analysis, Scardino's case shows the involvement of Italy in European colonial policies in Africa after the defeat at Adwa (Ethiopia), including through its unwitting participation in the anti-Leopold II campaign at the beginning of the 20th century. The chapter also highlights Scardino's collection of ethnographic artefacts, underlining the importance of these objects for a better understanding of indigenous societies and colonial dynamics through material sources.

The book concludes with a fourth section – “Vision, Memory and Archives” (*Vision, mémoire et archives*) – which examines how the history of the CFS has been perceived, transmitted and re-evaluated over time. **Jules Maps Bagalwa Mapatano** and **Benjamin Kithongo Wenga** explore the establishment of Scandinavian Protestant missions in Kivu within the colonial context of the 19th century. These missions contributed to local social reorganisation, enabling their Congolese branches to develop, decades later, into genuine African churches. The chapter thus illustrates, over an extended period and through oral sources, the transition from active support for colonisation to a commitment to the emancipation of the colonised people. **Idesbald Goddeeris** then analyses the treatment of colonial references in the Belgian public sphere. After decades of protests against statues of Leopold II and his “pioneers of Congo”, decolonisation began gradually in the 21th century, accelerating since 2020. However, the Belgian public sphere remains almost entirely white, with virtually no reference to Congolese or African victims of colonisation, or to those involved in the anti-colonial struggle. Finally, **Marie Van Eeckenrode**'s chapter debunks the myth that all the archives of the CFS disappeared under Leopold II, highlighting the fate of the archives of the local government. While massive destruction did take place, particularly to conceal financial documents, many archives survived the takeover of Congo by Belgium. More than a century of neglect, a weak archival conscience and successive translocations have caused further damage. Using concrete examples, this chapter illustrates not only the need to examine the information governance of the CFS, but also the way in which these archives have been treated and the impact this has on research today.

Conclusion

The history of the exploration and colonisation of Congo under the aegis of Leopold II remains a constantly evolving field of research, whose historiographical contours have been shaped by both political and methodological dynamics. While the first studies were marked by politicised or commemorative narratives, a more critical and scholarly approach has gradually emerged, redefining the analytical frameworks for this singular period. However, as this volume demonstrates, many grey areas remain, calling for a diversification of sources and perspectives.

By shedding light on themes that have so far been little explored – whether the role of actors from the geopolitical margins of empires, the circulation of knowledge and resources, or the archival traces scattered between Europe and Africa – this book contributes to a broader effort to renew historiography. Rather than viewing the CFS as a mere prefiguration of the Belgian Congo within a binary framework opposing colonisers and colonised, we propose to analyse it in all its complexity, integrating it into transimperial dynamics and recognising the forms of agency expressed by the many groups involved.

This work also highlights the importance of renewed dialogue between research communities around the world – a prerequisite for improving access to sources and for writing colonial history in a more collaborative way. The issue of archiving, in particular, remains crucial: many avenues still await exploration, notably through the study of underused collections, not only in Belgium and Congo, but also in other countries and institutions that officially had no direct connection with the Leopoldian enterprise or the Congolese experience.

Finally, this volume opens new perspectives and encourages further research on the CFS. On the occasion of the 150th anniversary of the Brussels Conference of 1876, we hope that this publication will help enrich and revitalise reflection on the subject. We would also like to express our gratitude to those who initially joined this editorial project but whose personal or professional constraints prevented them from completing their contributions – in the hope that their work will see the light of day following this volume. Our thanks also go to our preface author, **Isidore Ndaywel è Nziem**, who honoured us by carefully reading and assessing the entire manuscript before publication, and to **Emilie Zola Kalufuako**, whose field analysis of the material legacy of colonisation in Congo provided the basis for an afterword devoted to the country's contemporary challenges in its pursuit of development. Finally, we extend our warmest thanks to our two external reviewers – who must remain anonymous – for their invaluable expertise, which both validated and refined our approach.

Bibliography

- ASSAN Kabemba, *Les formations socio-économiques du Maniema et leur évolution sous l'impact des Arabo-swahili. Ca 1830-1930*, PhD Thesis, Université libre de Bruxelles, 1987.
- BANNING Émile, *L'Afrique et la Conférence géographique de Bruxelles*, Bruxelles, Muquardt, 1877.
- BANNING Émile, *La conférence africaine de Berlin et l'Association internationale du Congo*, Bruxelles, Muquardt, 1885.
- BEVERNAGE Berber, "The Making of the Congo Question: Truth-Telling, Denial and 'Colonial Science' in King Leopold's Commission of Inquiry on the Rubber Atrocities in the Congo Free State (1904-1905)", *Rethinking History* 22(2), 2018, pp. 203-238.
- BISHIKWABO Chubaka, *Histoire d'un État shi en Afrique des grands lacs : Kaziba au Zaïre (ca. 1850-1940)*, PhD Thesis, Université catholique de Louvain, 1982.
- BONTINCK François, *Aux origines de l'État indépendant du Congo. Documents tirés d'archives américaines*, Louvain ; Paris, Nauwelaerts, 1966.
- BONTINCK François, *L'autobiographie de Hamed ben Mohammed el-Mujerbi Tippo Tip (ca. 1840-1905)*, Bruxelles, ARSOM, 1974.
- BONTINCK François, "Un fonds d'archives américain concernant l'Association internationale du Congo : les papiers Liévin Van de Velde de l'University of Oregon", *Bulletin des séances de l'Académie royale des sciences d'outre-mer* 15, 1969, pp. 215-226.
- BUELENS Frans, *Congo, 1885-1960. Een financieel-economische geschiedenis*, Berchem, EPO, 2007.
- BUELENS Frans, STEFAAN Marysse, "Returns on Investments during the Colonial Era: the Case of the Belgian Congo", *The Economic History Review* 62(S1), 2009, pp. 135-166.
- BUELENS Frans, "Le tournant de 1908 : de l'État indépendant du Congo au Congo belge", *Publications de la Société française d'histoire des outre-mer* 9, 2013, pp. 197-209.
- CLAY Dean, "'A Clash of Titans': Big Business and the Congo Reform Movement", *History* 107(374), 2022, pp. 97-120.
- CLAY Dean, "'David vs Goliath': The Congo Free State Propaganda War, 1890-1909", *The International History Review* 43(3), 2021, pp. 457-474.

- CLAY Dean, “Transatlantic Dimensions of the Congo Reform Movement, 1904-1908”, *English Studies in Africa* 59(1), 2016, pp. 18-28.
- CORNET René Jules, *La bataille du rail. La construction du chemin de fer de Matadi au Stanley Pool*, Bruxelles, Cuypers, 1947.
- COUTTENIER Maarten, *Congo tentoongesteld. Een geschiedenis van de Belgische antropologie en het museum van Tervuren (1882-1925)*, Leuven, Acco, 2005.
- DARWIN John, *The Empire Project. The Rise and Fall of the British World-System, 1830-1970*, Cambridge, University Press, 2009.
- DAYE Pierre, *L’empire colonial belge. Avec trois cartes et douze illustrations*, Bruxelles, Soir ; Paris, Berger-Levrault, 1923.
- DE MUL Sarah, “The Holocaust as a Paradigm for the Congo Atrocities: Adam Hochschild’s ‘King Leopold’s Ghost’”, *Criticism* 53(4), 2011, pp. 587-606.
- DELATHUY A.M. [pseudonym of Jules Marchal], *De geheime documentatie van de Onderzoekscmissie in de Kongostaat*, Berchem, EPO, 1988.
- DELATHUY A.M. [pseudonym of Jules Marchal], *De Kongostaat van Leopold II. Het verloren paradijs. 1876-1900*, Antwerpen, De Standaard, 1989.
- DELATHUY A.M. [pseudonym of Jules Marchal], *E.D. Morel tegen Leopold II en de Kongostaat*, Antwerpen, EPO, 1985.
- DIBWE DIA MWEMBU Donatien, “Les sources orales à la conquête du passé colonial”, *The Journal of African History* 64(3), 2023, pp. 344-350.
- DIBWE DIA MWEMBU Donatien, KIANGU Sindani, MABIALA MANTUBA-NGOMA Pamphile, MUTAMBA MAKOMBO Jean-Marie, SABAKINU KIVILU Jacob, *Wanneer we spreken over kolonisatie. Quand on parle de colonisation*, Duffel, Stockmans, 2017.
- DOYLE Arthur Conan, *The Crime of the Congo*, London, Hutchinson, 1909.
- DUMOULIN Michel, *Léopold II un roi génocidaire ?*, Bruxelles, ARB, 2005.
- ETAMBALA Zana Mathieu, *Veroverd. Bezet. Gekoloniseerd. Congo 1876-1914*, Gorredijk, Sterck & de Vreese, 2020.
- FLYVBJERG Bent, *Making Social Science Matter. Why Social Inquiry Fails and how it Can Succeed Again*, Cambridge, University Press, 2001.
- FÖRSTER Stig, MOMMSEN Wolfgang, ROBINSON Ronald (éds), *Bismarck, Europe, and Africa. The Berlin Africa Conference 1884-1885 and the Onset of Partition*, Oxford, Oxford University Press, 1988.

- GEMEAUX Christine de, LORIN Amaury (eds), *L'Europe coloniale et le grand tournant de la Conférence de Berlin (1884-1885)*, Paris, Le Manuscrit, 2013.
- GOCHET Alexis-Marie, *Le Congo belge illustré ou L'État indépendant du Congo (Afrique centrale) sous la souveraineté de S.M. Léopold II, roi des Belges*, Liège, Dessain, 1887.
- GODDEERIS Idesbald, "Belgian Monuments of Colonial Violence: The Commemoration of Martyred Missionaries", *Journal of Genocide Research* 24(4), 2022, pp. 586-603.
- GODDEERIS Idesbald, LAURO Amandine, VANTHEMSCHE Guy (eds), *Le Congo colonial. Une histoire en questions*, Waterloo, Renaissance du livre, 2020.
- HARRY Gérard, *Léopold II*, Turnhout, Brepols, 1920.
- HAWKINS Hunt, "Mark Twain's Involvement with the Congo Reform Movement: 'A Fury of Generous Indignation'", *The New England Quarterly* 51(2), 1978, pp. 147-175.
- HASIAN Marouf Arif, "Alice Seeley Harris, the Atrocity Rhetoric of the Congo Reform Movements, and the Demise of King Léopold's Congo Free State", *Atlantic Journal of Communication* 23(3), 2015, pp. 178-192.
- HASIAN Marouf Arif, "Colonial Hermeneutics of Suspicion, the Spectacular Rhetorics of the Casement Report, and the British Policing of Belgian Imperialism, 1904-1908", *Critical Studies in Media Communication* 30(3), 2013, pp. 224-240.
- HEDINGER Daniel, HEÉ Nadin, "Transimperial History – Connectivity, Cooperation and Competition", *Journal of Modern European History* 16(4), 2018, pp. 429-452.
- HENRY Élise, "Le Mouvement géographique, entre géographie et propagande coloniale", *Belgeo* 9(1), 2008, pp. 27-46.
- HEUVEL Jules Van den, *Léopold II*, Paris, Soye, 1910.
- HOCHSCHILD Adam, *King Leopold's Ghost. A Story of Greed, Terror, and Heroism in Colonial Africa*, New York, Houghton Mifflin, 1999.
- HUNT Nancy Rose, *A Nervous State. Violence, Remedies, and Reverie in Colonial Congo*, Durham, Duke University Press, 2016.
- KLEIN Olivier, LICATA Laurent, "Holocaust or Benevolent Paternalism? Intergenerational Comparisons on Collective Memories and Emotions about Belgium's Colonial Past", *International Journal of Conflict and Violence* 4(1), 2010, pp. 45-57.

- LAURO Amandine, *Coloniaux, ménagères et prostituées. Au Congo belge (1885-1930)*, Loverval, Labor, 2005.
- LAVELEYE Émile de, *L'Afrique centrale et la Conférence géographique de Bruxelles*, Bruxelles, Muquardt, 1877.
- LICHTERVELDE Louis de, *Léopold II*, Bruxelles, Dewit, 1926.
- LIEBRECHTS Charles, *Congo. Suite à mes Souvenirs d'Afrique. Vingt années à l'administration centrale de l'État indépendant du Congo (1889-1908)*, Bruxelles, Office de publicité, 1920.
- LIEBRECHTS Charles, *Léopold II, fondateur d'empire*, Bruxelles, Office de publicité, 1932.
- LIEBRECHTS Charles, *Souvenirs d'Afrique. Congo. Léopoldville, Bolobo, Équateur (1883-1889)*, Bruxelles, Lebègue, 1909.
- LOPES PEREIRA Jairzinho, "Slavery and Other Atrocities in the Relations Between the Catholic Church and the Congo Free State (1889-1908)", in LOPES PEREIRA Jairzinho (ed), *Church-State Relations in Africa in the Nineteenth and Twentieth Centuries*, Cham, Springer, 2022, pp. 59-91.
- LOUIS William Roger, "Roger Casement and the Congo", *The Journal of African History* 5(1), 1964, pp. 99-120.
- LOUWERS Octave, "Hommage au Roi Léopold II. Fondateur de l'empire colonial belge", in *Biographie coloniale belge. Volume 1*, Bruxelles, ARSOM, 1948, pp. v-xxvi.
- LUFFIN Xavier (ed), *Un autre regard sur l'histoire congolaise. Les documents arabes et swahilis dans les archives belges (1880-1899)*, Bruxelles, ARSOM, 2020.
- LUWEL Marcel, *H. H. Johnston et H. M. Stanley sur le Congo*, Bruxelles, ARSOM, 1978.
- LUWEL Marcel, *Otto Lindner, 1852-1945. Een weinig bekend medewerker van Leopold II in Afrika*, Bruxelles, ARSC, 1959.
- LUWEL Marcel, *Sir Francis de Winton. Administrateur général du Congo, 1884-1886*, Tervuren, MRAC, 1964.
- MANTELS Ruben, *Geleerd in de tropen. Leuven, Congo & de wetenschap, 1885-1960*, Leuven, Universitaire Pers, 2007.
- MATASCI Damiano, BANDEIRA JERÓNIMO Miguel, "Une histoire transimpériale de l'Afrique: concepts, approches et perspectives", *Revue d'histoire contemporaine de l'Afrique* 3, 2022, pp. 1-17.

- M'BOKOLO Elikia, *Noirs et Blancs en Afrique équatoriale. Les sociétés côtières et la pénétration française (vers 1820-1874)*, Paris ; La Haye ; New York, EHESS ; Mouton, 1981.
- M'BOKOLO Elikia, *Afrique Noire. Histoire et Civilisations. Tome II : XIX^e et XX^e siècles*, Paris, Hatier – AUPELF, 1992.
- MERTENS Charlotte, “Sexual Violence in the Congo Free State: Archival Traces and Present Reconfigurations”, *Australasian Review of African Studies* 37(1), 2016, pp. 6-20.
- MIZUTANI Satoshi, “Beyond Comparison: Japan and its Colonial Empire in Transimperial Relations”, *East Asian History and Culture Review* 8(2), 2019, pp. 427-451.
- MUMBANZA MWA BAWELE NA NYABAKOMBI Jérôme-Émilien, *Histoire des peuples riverains de l'entre Zaïre-Ubangi. Évolution sociale et économique (ca 1700-1930)*, PhD Thesis, Université nationale du Zaïre, Lubumbashi, 1980.
- NDAYWEL È NZIEM Isidore, “African Historians and Africanist Historians”, in JEWSIEWICKI Bogumil, NEWBURY David (eds), *African Historiographies. What History for which Africa?*, London, Sage, 1985, pp. 20-27.
- NDAYWEL È NZIEM Isidore, “Enseignement d'histoire en Afrique : formation et recherches”, *Africa* 33(2), 1978, pp. 249-258.
- NDAYWEL È NZIEM Isidore, *Histoire générale du Congo. De l'héritage ancien à la République Démocratique*, Bruxelles, De Boeck & Larcier, 1998.
- NDAYWEL È NZIEM Isidore, “L'historiographie congolaise. Un essai de bilan”, *Civilisations* 54(1-2), 2006, pp. 237-254.
- N'DUA SOLOL KANAMPUMB Édouard, *Histoire ancienne des populations Luba et Lunda du plateau du Haut-Lubilashi. Des origines au début du XX^e siècle (Bena Nsamba, Inpimin et Tuwudi)*, PhD Thesis, Université nationale du Zaïre, Lubumbashi, 1978.
- NICOLAÏ Henri, “Le mouvement géographique, un journal et un géographe au service de la colonisation du Congo”, *Civilisations* 41, 1993, pp. 257-277.
- NJANGU, Candaciri, *La Résistance Shi a la pénétration européenne. 1900-1920*, PhD Thesis, Université nationale du Zaïre, Lubumbashi, 1973.
- OPPELT Gustave, *Léopold II, roi des Belges, chef de l'État indépendant du Congo. Fondation de l'œuvre internationale africaine*, Bruxelles, Hayez, 1885.
- PAKENHAM Thomas, *The Scramble for Africa. 1876-1912*, London, Abacas, 1999.

- PEFFER John, “Snap of the Whip/Crossroads of Shame: Flogging, Photography, and the Representation of Atrocity in the Congo Reform Campaign”, *Visual Anthropology Review* 24(1), 2008, pp. 55-77.
- PLASMAN Pierre-Luc, *Léopold II, potentat congolais. L’action royale face à la violence coloniale*, Bruxelles, Racine, 2017.
- PONCELET Marc, “Colonial Ideology, Colonial Sciences and Colonial Sociology in Belgium”, *The American Sociologist* 51(2), 2020, pp. 148-171.
- PONCELET Marc, *L’invention des sciences coloniales belges*, Paris, Karthala, 2008.
- ROEYKENS Auguste, *La période initiale de l’œuvre africaine de Léopold II. Nouvelles recherches et documents inédits (1875-1883)*, Bruxelles, ARSC, 1957.
- ROEYKENS Auguste, *Léopold II et la Conférence géographique de Bruxelles (1876)*, Bruxelles, ARSC, 1956.
- ROEYKENS Auguste, *Léopold II et l’Afrique. 1855-1880. Essai de synthèse et de mise au point*, Bruxelles, ARSC, 1958.
- ROEYKENS Auguste, *Les débuts et l’œuvre africaine de Léopold II (1875-1879)*, Bruxelles, ARSC, 1955.
- ROO Bas de, “Taxation in the Congo Free State, an Exceptional Case? (1885-1908)”, *Economic History of Developing Regions* 32(2), 2017, pp. 97-126.
- ROO Bas de, “The Blurred Lines of Legality: Customs and Contraband in the Congolese M’Bomu Region, 1889-1908”, *Revue belge d’histoire contemporaine* 4, 2014, pp. 113-141.
- ROO Bas de, “The Trouble with Tariffs: Customs Policies and the Shaky Balance Between Colonial and Private Interests in the Congo (1885-1914)”, *The Low Countries Journal of Social and Economic History* 12(3), 2015, pp. 1-21.
- ROSSINELLI Fabio, *Géographie et impérialisme. De la Suisse au Congo entre exploration géographique et conquête coloniale*, Neuchâtel, Alphil, 2022.
- SCHÄR Bernhard Carlos, TOIVANEN Mikko, “Expansion Alongside Integration: A New History of Imperial Europe”, in SCHÄR Bernhard Carlos, TOIVANEN Mikko (eds), *Integration and Collaborative Imperialism in Modern Europe. At the Margins of Empire, 1800-1950*, London, Bloomsbury, 2025, pp. 1-13.
- STANARD Matthew G., *Selling the Congo. A History of European pro-Empire Propaganda and the Making of Belgian Imperialism*, Lincoln, University of Nebraska Press, 2012.
- STANARD Matthew G., *The Leopard, the Lion, and the Cock. Colonial Memories and Monuments in Belgium*, Leuven, University Press, 2019.

- STENGERS Jean, *Combien le Congo a-t-il coûté à la Belgique ?*, Bruxelles, ARSC, 1957.
- STENGERS Jean, *Congo, mythes et réalités. 100 ans d'histoire*, Paris, Duculot, 1989.
- STENGERS Jean (ed), *La Conférence de géographie de 1876. Recueil d'études*, Bruxelles, ARSOM, 1976.
- STENGERS Jean (ed), *Le centenaire de l'État Indépendant du Congo. Recueil d'études*, Bruxelles, ARSOM, 1988.
- STENGERS Jean, *Textes inédits d'Émile Banning*, Bruxelles, ARSC, 1955.
- STENGERS Jean, "Rapport sur le dossier 'Correspondance Léopold II – van Eetvelde'", "Rapport sur le travail de M. A. Duchesne: 'À la recherche d'une colonie belge en Abyssinie'", "Rapport sur les dossiers relatifs aux territoires cédés à bail", "Rapport sur les dossiers 'Correspondance Léopold II – de Cuvelier'", "Rapport sur les dossiers 'Correspondance Léopold II – Liebrechts'", "Rapport sur les dossiers relatifs aux conventions diplomatiques de l'État du Congo (1884-1906)", "Rapport sur le dossier 'Correspondance Léopold II – Strauch'", "Rapport sur les dossiers 'Reprise du Congo par la Belgique' et 'Dossier économique'", *Bulletin des Séances de l'Institut royal colonial belge* 24, 1953, pp. 416-419, 474, 536-537, 540-541, 575-582, 802-803, 824-839, 842, 845, 942-946, 1138-1139, 1193-1226.
- STINGLHAMBER Gustave, DRESSE Paul, *Léopold II au travail*, Bruxelles, Sablon, 1945.
- TWAIN Mark, *King Leopold's Soliloquy. A Defense of His Congo Rule*, Boston, Warren, 1905.
- VANDERSMISSEN Jan, *Koningen van de wereld. Leopold II en de aardrijkskundige beweging*, Leuven-Den Haag, Acco, 2009.
- VANDERSMISSEN Jan, "Science, Economy and Power: Origins of Colonial Engineering in the Congo Free State", *Archives Internationales d'Histoire des Sciences* 62(168), 2012, pp. 225-251.
- VANDERSMISSEN Jan, "The King's Most Eloquent Campaigner... Emile de Laveye, Leopold II and the Creation of the Congo Free State", *Revue belge d'histoire contemporaine* 41(1-2), 2011, pp. 7-57.
- VANGROENWEGHE Daniël, *Du sang sur les lianes. Léopold II et son Congo*, Bruxelles, Hatier, 1986.
- VANGROENWEGHE Daniël, *Rood rubber. Leopold II en zijn Kongo*, Brussels, Elsevier, 1985.

- VAN REYBROUCK David, *Congo. Une histoire*, Arles, Actes Sud, 2012.
- VAN SCHUYLENBERGH Patricia, “Arpenter le territoire congolais. Savoirs géographiques, ressources militaires et expansion coloniale (1870-1900)”, in BLAIS Hélène, DEPREST Florence, SINGARAVÉLOU Pierre (eds), *Territoires impériaux. Une histoire spatiale du fait colonial*, Paris, Sorbonne, 2011, pp. 83-107.
- VAN SCHUYLENBERGH Patricia, LANNEAU Catherine, PLASMAN Pierre-Luc (eds), *L’Afrique belge aux XIX^e et XX^e siècles. Nouvelles recherches et perspectives en histoire coloniale*, Bruxelles, Lang, 2014.
- VAN SCHUYLENBERGH Patricia, LEDUC-GRIMALDI Mathilde (eds), *The Congo Free State: What Could Archives Tell Us? New Light and Research Perspective*, Bruxelles, Lang, 2022.
- VANSINA Jan, *De la tradition orale. Essai de méthode historique*, Tervuren, MRAC, 1961.
- VANSINA Jan, *Kingdoms of the Savanna*, Madison, University of Wisconsin Press, 1966.
- VANSINA Jan, *The Children of Woot. A History of the Kuba Peoples*, Madison, University of Wisconsin Press, 1978.
- VANSINA Jan, *The Tio Kingdom of the Middle Congo. 1880-1892*, London, Oxford University Press, 1973.
- VANTHEMSCHE Guy, *Congo. De impact van de kolonie op België*, Tielt, Lannoo, 2007.
- VANTHEMSCHE Guy, “De Belgische socialisten en Congo 1895-1960”, *Brood en rozen* 2, 1994, pp. 31-65.
- VANTHEMSCHE Guy, “The Historiography of Belgian Colonialism in the Congo”, in CSABA Lévai (ed), *Europe and the World in European Historiography*, Pisa, Plus & University Press, 2006, pp. 89-119.
- VELLUT Jean-Luc, *Congo. Ambitions et désenchantements. 1880-1960*, Paris, Karthala, 2017.
- VELLUT Jean-Luc, *Un centenaire: 1885-1985. Les relations Europe-Afrique au crible d’une commémoration*, Leiden, Institute for the History of European Expansion, 1992.
- VIAENE Vincent, “King Leopold’s Imperialism and the Origins of the Belgian Colonial Party, 1860-1905”, *The Journal of Modern History* 80(4), 2008a, pp. 741-790.

- VIAENE Vincent, “La crise identitaire congolaise de la Belgique aux alentours de 1908 et les origines de la ‘mémoire’ du Congo léopoldien”, in GIORDANO Rosario (ed), *Autour de la mémoire. La Belgique, le Congo et le passé colonial*, Paris ; Turin, L’Harmattan, 2008b, pp. 61-96.
- VIAENE Vincent, “Reprise-remise. De Congolese identiteitscrisis van België rond 1908”, in VIAENE Vincent, REYBROUCK David van, CEUPPENS Bambi (eds), *Congo in België: koloniale cultuur in de metropool*, Leuven, Universitaire Pers, 2009, pp. 43-62.
- WAUTERS Alphonse-Jules, *Le Congo au point de vue économique*, Bruxelles, Institut national de Géographie, 1885.
- WAUTERS Alphonse-Jules, *L’État indépendant du Congo*, Bruxelles, Falk, 1899.
- WESSELING Hendrik L., *Europa’s koloniale eeuw. De koloniale rijken in de negentiende eeuw, 1815-1919*, Amsterdam, Bakker, 2003.
- WESSELING Hendrik L., *Verdeel en heers. De deling van Afrika, 1880-1914*, Amsterdam, Bakker, 1991.
- WIART Edmond Carton de, *Léopold II. Souvenirs des dernières années. 1901-1909*, Bruxelles, Goemaere, 1944.

Partie 1

La réalité du terrain colonial

Part 1

The Reality of the Colonial Terrain

Catherine Coquery-Vidrovitch

**Les deux Congo.
Une histoire de scandales coloniaux**

Introduction

La colonisation du Congo – aujourd’hui République Démocratique du Congo – débute vers la fin du XIX^e siècle à l’initiative du roi des Belges, Léopold II. Elle commence pratiquement en même temps que celle de l’« autre » Congo – aujourd’hui République du Congo – par la France¹. Ces deux territoires sont séparés de quelques kilomètres seulement, leurs capitales respectives, Kinshasa et Brazzaville, se faisant face de part et d’autre du même fleuve. Malgré cette proximité frappante, on a peu étudié, jusqu’à présent, ces trajectoires coloniales parallèles et leurs raisons – une correspondance pourtant évidente à l’époque où les puissances européennes découvraient l’intérêt de l’Afrique.

Les deux Congo sous domination coloniale présentaient à la fois des similitudes et des divergences, à commencer par la rivalité entre Stanley et Brazza durant les années 1870-1880 qui constitue le point de départ de ce chapitre. Toutefois, si un socle commun doit être identifié entre les expériences belge et française au cœur de l’Afrique, celui-ci se manifeste publiquement au début du XX^e siècle : c’est la logique de l’exploitation brutale

¹ Sa configuration territoriale est restée inchangée depuis 1906. Fondé en 1882, le Congo français avait inclus aussi les territoires actuels du Gabon, du Tchad (dès 1900) et de la Centrafrique (dès 1903).

des ressources et des personnes. Au Congo léopoldien, un scandale éclate autour de la production du caoutchouc, symbolisé par l'image très diffusée des mains coupées des autochtones. De même, en 1905, le scandale des femmes de Bangui en Afrique équatoriale française est révélé : des otages, détenues pour contraindre leurs maris à récolter le latex, meurent d'inanition après un mois d'incarcération inhumaine. Ces événements et d'autres, sur lesquels ce chapitre reviendra, montrent comment la notion de scandale peut devenir un prisme d'analyse essentiel², car le scandale – un acte jugé inacceptable par une partie, voire par la totalité de l'opinion publique – marque une rupture avec la norme. Pourtant, si l'indignation surgit dans ce cas face à des révélations ponctuelles, elle ne remet pas en cause le système colonial en soi, fondé sur une violence structurelle alors largement considérée comme normale en Europe. Par-delà les différences de gestion des territoires d'outre-mer entre Bruxelles et Paris, qui seront ici évoquées, l'exploitation fondée sur la contrainte et la coercition finit par produire des effets similaires des deux côtés du fleuve Congo : résistance des populations locales, dénonciations sporadiques et, *in fine*, rejet massif du régime colonial. Cette étude propose ainsi d'utiliser le scandale colonial comme un révélateur du système lui-même, un système qui a affecté bien plus la population des deux Congo que les acteurs européens à la tête de (ou indirectement reliés à) ces agissements.

L'analyse et la synthèse proposées dans ces pages reposent sur les recherches que j'ai menées pendant des décennies, à la fois dans les archives et sur le terrain. Il faut avant tout souligner que, dans la production historiographique spécifique, les archives françaises ont longtemps été négligées malgré leur accessibilité et restent, à ce jour, sous-exploitées par rapport à celles de Belgique. Or, j'en ai fait l'objet de mes recherches à Aix-en-Provence, à Paris et à Brazzaville entre 1962 et 1972, avant de reprendre ces travaux au début des années 2010 afin de publier un rapport que la France avait fait réaliser en début de xx^e siècle au Congo pour comprendre la portée de ses propres scandales coloniaux – une initiative qui visait à prendre les distances du *modus operandi* de Léopold II. Le rapport en question, supposé perdu, a en réalité été retrouvé par mes soins en 1966. À l'époque de cette découverte, j'ai également pu recueillir les témoignages inédits de plusieurs acteurs, alors très âgés, des événements coloniaux, jusqu'alors contraints au « devoir de réserve ». C'est donc en mobilisant cet ensemble de sources que ce chapitre propose aujourd'hui une lecture inédite et comparative des deux Congo à travers le prisme du scandale colonial.

² Pour une théorie sociologique du scandale, on consultera ADUT 2009. Pour une application dans le domaine de l'histoire, voir MAZBOURI, VALLOTTON 2016.

Les origines de la concurrence coloniale franco-belge au Congo

Du côté de la France, on a attribué la reprise de l'intérêt pour la conquête coloniale à la nécessité de relever la honte face à l'Allemagne, après la défaite militaire française dans la guerre de 1870-1871. L'ouvrage de l'économiste Paul Leroy-Beaulieu *De la colonisation chez les peuples modernes* aura bientôt une reconnaissance internationale à ce sujet³. En Belgique, Léopold II ambitionne de doter son petit royaume d'un empire colonial. Il fonde, durant les mêmes années, ses espoirs sur le journaliste-explorateur Henry Morton Stanley, célèbre pour avoir retrouvé le missionnaire et explorateur David Livingstone : en 1866, on perd la trace de ce dernier, parti à la recherche des sources du Nil. Stanley, quitte Zanzibar en janvier 1871 et finit par le retrouver dans un état précaire sur les rives du lac Tanganyika, en Tanzanie, au mois de novembre de la même année. À partir de 1878, Léopold II confie à Stanley, devenu désormais un personnage de notoriété publique, la mission de parcourir le fleuve Congo depuis l'Afrique occidentale et de s'appropriier les terres traversées⁴.

Plusieurs tentatives infructueuses d'appropriation européenne ont déjà été menées dans cette région, alors disputée par la France, la Grande-Bretagne et le Portugal, ce dernier revendiquant une présence ancienne sur la côte. Pour lancer et légitimer son entreprise, Léopold II organise en septembre 1876 une grande conférence géographique à Bruxelles à l'issue de laquelle, avec ses invités, il fonde une société prétendument philanthropique destinée à l'exploration de l'Afrique centrale et à la lutte antiesclavagiste à mener dans cette partie du monde : l'Association internationale africaine⁵. Stanley, quant à lui, est reçu par le roi deux ans plus tard pour le compte d'une nouvelle association, le Comité d'études du Haut-Congo, et conclut un accord de cinq ans pour acquérir le Congo au nom de Léopold II. Stanley entreprend et passe alors de nombreux « contrats » de cession de terres le long du fleuve, faisant signer aux chefs locaux des documents dans une langue qu'ils ne comprennent pas et pour lesquels des tentatives de traduction ou d'interprétation ont lieu⁶. Ces actes incluent souvent une clause transférant non seulement les terres,

³ Paru pour la première fois en 1874 à Paris et réédité dans des versions augmentées en 1882, 1883 et ultérieurement, l'ouvrage mentionné analyse la colonisation comme une nécessité et un devoir pour les nations modernes en quête de prospérité et d'influence.

⁴ Sur la trajectoire de Stanley en Afrique, voir par exemple NEWMAN 2006.

⁵ ROEYKENS 1956.

⁶ Voir, à ce sujet, le chapitre de Xavier Luffin dans le présent ouvrage.

mais aussi la souveraineté et la force de travail des habitants autochtones à Léopold II. On peut se demander dans quelle mesure les chefs locaux ont conscience de céder tout cela : comme le montre l'exemple de Lumpungu, à la tête des Songye, mais aussi de Mabunc, chef des Kuba, les relations établies avec les Européens relèvent bien davantage d'alliances perçues comme égalitaires que d'une réelle soumission, et ces chefs revendiquent explicitement le maintien de leur autorité face au colonat blanc⁷. Des études ultérieures seront nécessaires pour éclairer ces dynamiques.

Quoi qu'il en soit, pendant les cinq années où il est le représentant officiel du roi des Belges, Stanley initie la construction d'une piste qui contourne les rapides du fleuve sur deux cents kilomètres – de son embouchure sur l'Atlantique jusqu'au Stanley Pool (aujourd'hui Pool Malebo) – en amont duquel le cours d'eau devient navigable. De petits bateaux à vapeur sont acheminés en pièces détachées et assemblés au Stanley Pool. Entre 1879 et 1884, plusieurs comptoirs commerciaux s'établissent le long du fleuve, officiellement pour lutter contre l'esclavage. En 1884, le village de Kintambo, situé près du Pool, est renommé Léopoldville (Kinshasa d'aujourd'hui) – un site que Stanley met sur pied en 1881 grâce à la signature d'un traité d'amitié avec le *Mukoko* (« prince ») Ngaliema, qui est en rivalité avec le *Makoko* (« roi ») Iloy I^{er} dont on parlera plus bas. Les actions léopoldiennes sont désormais menées depuis 1879 au nom de l'Association internationale du Congo, une troisième société privée entre les mains de Léopold II. Cette succession d'organisations permet au monarque belge de réorienter ses démarches en Afrique centrale vers des buts plus politiques et économiques, alors qu'initialement, en 1876, l'ambition affichée était de nature uniquement scientifique et humanitaire⁸.

Pendant ce temps, du côté français, l'officier de marine Pierre Savorgnan de Brazza est chargé par le ministère des Colonies d'explorer la rive droite du fleuve Congo. Dès 1876, il tente d'y accéder en remontant le fleuve Ogooué à travers le futur Gabon. Lors de sa deuxième mission (1879-1882), financée par la Société de géographie de Paris et plusieurs ministères de France, Brazza s'oppose directement aux ambitions belges. Parti en décembre 1879, il atteint le Congo en 1880 et propose à Iloy I^{er} – *Makoko* de Mbé, chef des Téké – de placer son territoire, qui couvre l'espace autour du Pool Malebo actuel, sous la protection de la France. Ce dernier, motivé par des intérêts commerciaux et la volonté d'affaiblir ses rivaux congolais, signe un traité concédant à

⁷ DIBWE DIA MWEMBU 2022, pp. 31-32.

⁸ Pour une synthèse, voir par exemple MARCHAL 1996b, vol. 1, pp. 11-91.

Brazza un petit territoire à M'fa, futur site de Brazzaville. De retour en France, l'explorateur français popularise ses découvertes à travers des conférences et des articles. Fin novembre 1882, le Parlement ratifie le traité d'amitié signé avec Iloy I^{er} et place la région sous protectorat français. Peu après, des fonds sont votés pour une troisième expédition (1883-1885), qui consacre la création du Congo français, avec Brazza nommé commissaire général⁹.

Cette concurrence entre la France et Léopold II s'intensifie à vue d'œil, notamment dans le bassin du Congo. En octobre 1880, Brazza laisse deux soldats français à M'fa sous le commandement du sergent Malamine, un Sénégalais. Ce dernier se retrouve au cœur des tensions franco-belges, notamment lorsque Stanley tente d'annexer la rive droite du fleuve. En juillet 1881, Malamine lui montre une copie du traité signé en septembre 1880 avec le *Makoko*, confirmant la souveraineté française. La confrontation culmine en janvier 1882, lorsque Stanley, accompagné d'une flottille armée, tente une nouvelle fois de s'imposer, mais Malamine et ses hommes résistent, contraignant Stanley à se replier sur la rive gauche.

Le scandale du « caoutchouc rouge » et les enjeux français

La concurrence entre les puissances coloniales ne fait que s'intensifier, surtout après la conférence de Berlin en 1884-1885, qui, en marge de ses séances, pose les bases pour officialiser la création du futur État indépendant du Congo (EIC), avec Léopold II comme souverain absolu de la rive gauche du fleuve. Cette situation alarme les Français, qui, au-delà des accords conclus, aspirent, à terme, à contrôler l'ensemble de la région¹⁰. L'essor de l'industrie automobile accroît la demande de caoutchouc, à la base de la production des pneus : le nouvel État léopoldien devient alors une source de profits énormes grâce à la cueillette de cette matière première. Mais cette manne économique s'accompagne d'une exploitation brutale des populations locales, qui vaudra au phénomène le surnom de « caoutchouc rouge »¹¹. L'exploitation abusive de l'EIC ne tarde pas à susciter un scandale international, porté à son apogée par le journaliste britannique Edmund Morel. Dès 1903, ce dernier mène une campagne internationale pour dénoncer les atrocités commises par les

⁹ BRUNSCHWIG 1966 et 1972 ; COQUERY-VIDROVITCH 1969.

¹⁰ GEMEAUX et LORIN 2013, en particulier pp. 179-240.

¹¹ VANGROENVEGHE 1986.

agents coloniaux de Léopold II, souvent encouragés à sévir. Morel affirme qu'entre 1885 et 1908, le Congo a perdu près de 50 % de sa population, conséquence directe des méthodes de gouvernance du roi : bien que ce pourcentage soit contredit par la recherche scientifique actuelle, il est souvent cité (hier comme aujourd'hui) pour illustrer la portée du scandale¹². Le journaliste britannique critique également la violation des engagements pris lors de l'acte de Berlin de 1885, qui garantit la liberté de commerce dans le bassin du Congo. La nature même de l'EIC, dirigé par un seul homme sans la moindre possibilité de contrôle, est inacceptable à ses yeux¹³. Ce battage médiatique fait que les Français voient une occasion d'exploiter la situation à leur avantage.

La campagne de sensibilisation menée par Morel en Grande-Bretagne est en effet d'une intensité remarquable. En fondant le *West Africa Mail*, un journal dédié à la cause congolaise, puis en créant en mars 1904 la Congo Reform Association, Morel cherche à promouvoir des réformes politiques rétablissant la liberté de commerce et mettant un terme aux exactions¹⁴. L'association étend son activité également en France, en Allemagne et surtout aux États-Unis. En organisant des réunions publiques très fréquentées et en publiant plusieurs ouvrages¹⁵, Morel contribue à mobiliser l'opinion internationale, déjà sensibilisée depuis la Conférence de Bruxelles de 1876 jusqu'à celle de Berlin de 1885, aux enjeux stratégiques de cette partie du continent africain. C'est par ailleurs l'Acte général de la Conférence de Berlin qui a reconnu l'internationalisation du bassin dit conventionnel du Congo. Mais la rivalité des rapports de force entre puissances concernées conduit à une révision de l'accord, d'abord par la déclaration et l'acte de Bruxelles de 1890, ensuite par la convention de Saint-Germain-en-Laye de 1919. Finalement, la signature d'un traité ne résout pas la difficulté qui consiste à surmonter les divergences d'interprétation par les puissances concurrentes. C'est dans ce cadre que, grâce au scandale du « caoutchouc rouge », la France entrevoit la possibilité

¹² SANDERSON 2020.

¹³ Sur la confrontation entre Morel et Léopold II, voir MARCHAL 1996a. Pour une analyse structurée de la gouvernance léopoldienne au Congo, voir PLASMAN 2017.

¹⁴ ALEXANDER 2016.

¹⁵ MOREL 1904 et 1907. On aurait tort de faire de Morel un humaniste sans arrière-pensée. Son objectif est surtout nationaliste : la volonté de protéger les intérêts britanniques dans la région. En effet, quelques années plus tard, il lancera de nouveau une campagne internationale, mais cette fois-ci carrément raciale : ce qu'il surnomme la « honte noire », c'est-à-dire, à la suite de la Grande Guerre (1914-1918), la présence de troupes françaises de couleur originaires d'Afrique du Nord et d'Afrique subsaharienne, ce qui provoque la naissance sur place d'une centaine de petits métis dans la zone frontalière occupée par les Français (voir COQUERY-VIDROVITCH 2007).

de modifier les règles du jeu en sa faveur : d'un côté, la convention sur la « *liberté du commerce dans le bassin du Congo* » stipulée dans l'Acte général de la Conférence de Berlin de 1885 arrive à échéance et peut donc être éventuellement révisée (elle était prévue pour une période de vingt ans)¹⁶ ; de l'autre, l'espoir est de voir se matérialiser le droit de préemption que le roi des Belges a accordé à la France en 1884 au cas où il abandonnerait sa souveraineté sur le Congo¹⁷.

En bref, le scandale du « caoutchouc rouge » fragilise Léopold II, malgré l'ambiguïté du rapport de la commission d'enquête au Congo que ce dernier est contraint de créer en 1904 et dont les résultats, flous, ne le condamnent pas totalement¹⁸. Pour la France, c'est en tout cas une occasion à saisir afin d'exercer des pressions sur son rival belge, tout en se montrant, cependant, irréprochable de l'autre côté du fleuve Congo. Le président de la République française est au courant de la situation, comme le précisent plus tard deux lettres soulignant que « *les colons [belges] n'avaient reculé devant aucun moyen de coercition* »¹⁹. Dès lors, on comprend mieux les « *instructions strictement confidentielles* » que le ministre des Colonies de France, Étienne Clémentel, adresse à Brazza pour préparer sa nouvelle mission en terres africaines²⁰. « *Il y a lieu de craindre que l'établissement de la domination française n'ait été marqué quelquefois par des excès* », reconnaît Clémentel en 1905. C'est pourquoi, interpellé par des députés, il décide une enquête de grande envergure afin de montrer, en opposition avec les exactions belges, l'excellence de la gestion du Congo français. Le ministre ajoute aussi qu'« *il convient de juger sans indulgence et de déférer à toutes les rigueurs prévues par la loi des faits récents qui se seraient produits en pleine paix, sans l'excuse d'une rébellion armée* »²¹.

Il s'agit ni plus ni moins de démontrer à quel point les méthodes de colonisation française sont exemptes de soupçons similaires à ceux qui ont investi Léopold II : le scandale dit « Gaud et Toqué », sur lequel on reviendra

¹⁶ C'est l'article 4 du premier chapitre de l'Acte général.

¹⁷ Cet espoir est à l'ordre du jour également en 1960, à la veille de l'indépendance, ce qui ne manque pas de créer un conflit diplomatique entre la France et la Belgique. Voir GENIN 2013.

¹⁸ BEVERNAGE 2018.

¹⁹ Lettre du ministre des Colonies au président de la République et au président du conseil, 14 septembre 1907, et lettre du ministre des Colonies au président de la République, 30 septembre 1907, Archives nationales d'outre-mer (ANOM), Concessions, XXXIII-A2.

²⁰ « Instructions strictement confidentielles » transmises à Brazza le 13 mars 1905 par le ministre des Colonies, ANOM, 16/PA/(V)1. Document reproduit également in COQUERY-VIDROVITCH 2014, pp. 253-256.

²¹ « Notes sur la responsabilité ministérielle », copie anonyme, et « Instructions du ministre à Brazza », 13 mars 1905 (document manuscrit de 26 pages dans lequel on retrouve le volet des « instructions strictement confidentielles » cité dans la note précédente), ANOM, 16/PA/(V)1.

plus bas, doit rester un accident exceptionnel ! Clémentel enjoint donc à Brazza de « *procéder à une enquête comparée entre le Congo de Léopold et le Congo français, à l'avantage du Congo français* »²². Une lettre du ministre des Affaires étrangères, Théophile Delcassé, au ministre des Colonies précise, dans un passage noté en marge « *absolument confidentiel* », « *le sort à réserver au bassin conventionnel du Congo* » dont Brazza reçoit une copie²³. La révision de la convention sur le bassin conventionnel du Congo, prévue à l'expiration le 26 février 1905, vient d'être reportée au 19 avril 1906.

Une France aussi « scandaleuse » que la Belgique

Brazza, arrivé sur place au Congo en 1905, constate que les scandales du côté français n'ont rien d'exceptionnel : on peut d'ailleurs s'interroger aujourd'hui sur l'utilisation du terme « scandale » supposé signifier un événement exceptionnel, alors que les scandales coloniaux étaient pléthores à l'époque un peu partout. Toujours est-il qu'au Congo, le télégramme que le Commissaire général envoie au ministre souligne qu'il ne peut pas répondre à son attente, compte tenu de la gravité des abus. Il s'agit entre autres du scandale dit « Gaud et Toqué » : l'assassinat commis le 14 juillet 1903 par deux agents français alcoolisés qui ont exécuté, dans la forêt, pour commémorer la Fête nationale de France, un prisonnier africain en lui introduisant un bâton de dynamite dans l'anus. L'affaire qui a eu lieu en Oubangui-Chari – dans l'actuelle République centrafricaine – est étouffée à Brazzaville, mais sera néanmoins révélée presque deux ans plus tard par la presse parisienne, en janvier 1905²⁴.

La mission de Brazza, rendue inévitable par le scandale qui en résulte (et qui menace l'État français à la façon de l'État léopoldien), aboutira, en décembre de la même année, à un rapport si sévère que le gouvernement français, en dépit de ses engagements auprès de l'assemblée, décidera non seulement de ne pas le publier, mais aussi d'en taire le contenu. Entretemps, le texte final est soumis au contrôle du ministère des Affaires étrangères, qui subordonne l'autorisation, encore considérée comme inévitable, de publier le rapport seulement après avoir supprimé ou tout de moins modifié 47 passages.

²² « Notes sur la responsabilité ministérielle »...

²³ Lettre du ministre des Affaires étrangères au ministre des Colonies, 28 mars 1905, ANOM 16/PA(V)1.

²⁴ COQUERY-VIDROVITCH 2017.

La suggestion en est faite par signets insérés dans le manuscrit déposé aux Affaires étrangères :

« Suivant les instructions reçues, il a été procédé avec un fonctionnaire du ministère des Colonies à la lecture du rapport ci-joint, de la commission [...] Un certain nombre de modifications ou de suppressions partielles seraient de toute manière à proposer. Elles ont été marquées par des signets épinglés et énumérés dans la note ci-jointe. »²⁵

Le résultat de ce double ratage colonial a un effet paradoxal : il conforte l'exploitation des deux Congo d'une façon analogue de part et d'autre du fleuve. Certes, le régime colonial français distingue, à la différence de l'EIC, le secteur de l'administration confiée à des agents de l'État du secteur commercial abandonné aux acteurs privés. Mais la pénurie en fonctionnaires coloniaux les rend tributaires de ces derniers. C'est le cas, du côté français, dans les zones les moins contrôlées en Oubangui-Chari. En effet, avant le premier conflit mondial éclaté en 1914, dans cette zone où le numéraire n'existe guère, l'impôt reste payé en nature, à savoir les produits que peuvent fournir les personnes africaines : l'ivoire confisqué aux chefs, et surtout le caoutchouc de cueillette recueilli artisanalement en forêt par les autochtones. Le fonctionnaire n'a d'autre solution que de proposer les produits à l'agent de la société concessionnaire locale pour en retirer l'argent de l'impôt. La plupart du temps, loin de tout contrôle, la transaction se fait par entente tacite, d'autant qu'il est plus simple pour l'administration que l'agent privé procède directement à la collecte au prix de moyens coercitifs. Dans ce cadre, Brazza est informé de plusieurs scandales où l'agent concessionnaire utilise la force : un moyen expéditif pour obliger les hommes à travailler est d'enlever les femmes, restituées au village seulement une fois la récolte effectuée. Ainsi, en 1903, sur une soixantaine de femmes enfermées dans une case près de Bangui, les trois quarts d'entre elles sont mortes de soif et de faim au bout d'un mois de ce régime²⁶. Autrement dit, malgré des techniques de colonisation officiellement très différentes – au Congo léopoldien, une gestion privée abandonnée aux agents recrutés par le roi ; au Congo français, un personnel colonial d'État légalement distinct des agents commerciaux chargés de récolter l'ivoire et le caoutchouc –, les pratiques restent les mêmes, les dégâts également et le rapport Brazza relève précisément cela²⁷.

²⁵ Note du 27 février 1906, rédigée par le ministre des Affaires étrangères et destinée à la présidence du Conseil, ANOM, GC-XIX-4b. Document reproduit également in COQUERY-VIDROVITCH 2014, pp. 292-297.

²⁶ COQUERY-VIDROVITCH 2017, pp. 206-208.

²⁷ COQUERY-VIDROVITCH 2014, pp. 293-294.

Le contrôle est inexistant ou inopérant, les agents exécutifs européens peu et mal formés, le mépris envers les populations africaines profond, les contraintes identiques (brutalité constante, usage abusif de la chicotte, mauvais traitements systématiques). C'est que, à la différence de l'Afrique occidentale, sauf sur la côte avec les négriers, les contacts directs entre Européens et Africains ont été presque inexistants jusque vers les années 1880, à la seule exception des recrutements autoritaires. La brutalité et le mépris envers les communautés natives de cette partie du monde sont la règle. La connaissance des sociétés locales est quasi nulle, leurs mœurs méprisées. Les Européens ne cherchent guère à les comprendre, rejetant le tout dans un primitivisme atavique non intelligible. Les autochtones d'Afrique centrale ne s'y trompent pas : à leurs yeux, Belges et Français sont aussi redoutables les uns que les autres. Ces agents se connaissent souvent et s'entraident à l'occasion. C'est le cas lors de graves manquements survenus en 1905-1906, à nouveau du côté français et toujours en Oubangui-Chari, sur lesquels on reviendra plus bas.

Les résistances autochtones de part et d'autre du fleuve Congo

La réaction des communautés natives d'Afrique centrale est la même partout : la fuite ou la révolte. Car, de leur côté, les sociétés locales, prises par surprise, ont bel et bien leurs organisations spécifiques – politique, économique, sociale, culturelle – qui ne seront comprises et analysées par les ethnologues européens que nettement plus tard. Il faudra attendre Jan Vansina, dans les années 1950-1960, pour en proposer une interprétation compréhensive²⁸. En attendant, dépourvus de moyens techniques adéquats ou d'équipement militaire performant, et hors d'état de comprendre les motivations de leurs envahisseurs, les populations africaines ne peuvent que résister de façon désespérée aux agressions subies. Une résistance plus organisée est celle, par exemple, des chefs Lusinga des Tabwa et M'Siri des Yeke, qui sont cependant tués et décapités par les capitaines belges Storms et Bodson, respectivement, en 1884 et 1891, leurs crânes étant ensuite rapportés en Belgique comme trophées de guerre²⁹.

L'étude des résistances locales dans le bassin du Congo durant l'entre-deux-guerres – un phénomène qui, en soi, survient après le cadre temporel

²⁸ Voir par exemple VANSINA 1961, 1976 et 1991.

²⁹ M'BOKOLO 1976 ; ROBERTS 2012.

du présent ouvrage – offre un éclairage précieux sur les dynamiques déjà à l’œuvre au tournant des XIX^e et XX^e siècles. En effet, des expériences telles que celles des Bayas et des Pende montrent la capacité des sociétés locales à s’organiser collectivement pour résister malgré des moyens limités. Ces deux cas étant bien documentés, ils permettent d’explorer des éléments d’organisation africaine enracinés dans des traditions et des réalités qui existaient bien avant³⁰.

La révolte des Bayas³¹, en territoire colonial français, débute insidieusement dès les années 1920 et ne prend fin qu’en 1933, après des épisodes particulièrement violents, comme l’enfumage des derniers rebelles réfugiés dans des grottes. Ces résistants, issus de chefferies autonomes, disposaient de réseaux de commerce régionaux, souvent facilités par une langue commune. Malgré leur indépendance relative, ils sont parvenus à coordonner leur opposition à l’envahisseur. Leur mouvement était porté par un chef charismatique, Karnou, qui galvanisait les insurgés avec un mélange d’arguments mystiques et politiques. Prétendant que les balles des forces coloniales ne pouvaient atteindre ses partisans, Karnou utilisait également des éléments de formation catéchumène pour renforcer son autorité.

Pendant ce temps, dans la colonie belge, la révolte des Pende³² atteint son apogée en 1931. Elle est marquée par un événement particulièrement dramatique : l’exécution de l’agent colonial Maximilien Balot, connu pour sa brutalité envers la population locale. Abattu par plusieurs chefs, dont Shakindungu et Mwata Muega, Balot est ensuite dépecé, une pratique rituelle que les Belges interprètent comme un acte de sauvagerie, alors qu’elle s’inscrit dans une tradition Pende. Selon cette tradition, conserver des parties du corps d’un ennemi puissant renforce la cohésion et la force des vainqueurs. La répression qui suit cet acte est féroce : les autorités belges, obsédées par la récupération des restes du corps, intensifient les violences, prolongeant les affrontements.

Dans les deux cas, la répression coloniale se solde par des massacres et des déportations, laissant des centaines de morts parmi les insurgés. Ces révoltes illustrent l’ingéniosité et la résilience des sociétés locales face à l’envahisseur, mais elles révèlent aussi l’ampleur des violences infligées par les puissances coloniales. Malgré les spécificités de chaque mouvement, les similitudes sont

³⁰ De nombreux exemples (documentés de manière inégale) existent pour le Congo léopoldien, comme la révolte des Tetela en 1895-1896, des Bembe/Bwari en 1898 ou encore de Msiri à Gareganze en 1906. Parmi les quelques travaux existants, voir par exemple ZOUSMANOVITCH 1964, STORME 1970 et BOECK 1987.

³¹ NZABAKOMADA-YAKOMA 1986.

³² VANDERSTRAETEN 2001.

frappantes : les insurrections sont marquées par des organisations locales propres, des stratégies de résistance élaborées et une répression brutale de la part de l'envahisseur. De part et d'autre du fleuve, dans des colonies de maîtres différents, en l'occurrence français et belges, les résultats de la violence coloniale sont également les mêmes : la déstructuration des sociétés, le massacre des populations, et la misère de l'ensemble.

Les collusions entre agents coloniaux européens et l'occultation des scandales

Les agents coloniaux, quelle que soit leur nationalité, sont relativement peu nombreux et – ne serait-ce que parce qu'ils sont majoritairement blancs, occupant des fonctions similaires – ils se sentent proches les uns des autres. Cette inégalité institutionnelle implique une solidarité. À plusieurs reprises, ce réflexe de blanc se met en place entre les Belges et les Français, notamment quand leurs abus de pouvoir les mettent dans des situations difficiles.

L'énorme scandale étouffé par l'administration française à partir de 1906 est un des exemples caractéristiques³³. Toujours en Oubangui-Chari, le scandale est dénoncé en 1906 par un jeune administrateur colonial intègre, Gaston Guibet. Celui-ci réussit à déclencher une enquête de terrain de plusieurs mois, qui permet de démontrer l'exécution de 750 récolteurs de caoutchouc dans la concession forestière de la M'Poko³⁴, comme l'atteste le nombre de cartouches tirées. Environ 1 500 victimes sont probablement tuées, toutes exécutées pour avoir refusé un travail exténuant et brutal. En 1908, un procès presque truqué a lieu à Brazzaville pour juger les agents concessionnaires européens impliqués ainsi que leurs employés, des miliciens africains. Finalement, seuls ces derniers sont tenus responsables (l'un d'eux a reconnu 15 meurtres) et condamnés à des peines allant de cinq à vingt ans de travaux forcés³⁵. Les Européens tirent avantage des incohérences relevées dans les témoignages des gardes, notamment concernant les dates, que les Africains n'appréhendent qu'approximativement. Ils se protègent surtout en attribuant la majeure partie des responsabilités à leur directeur en Afrique, Guilbrand Schiötz³⁶, qui a été autorisé à rentrer en Norvège.

³³ Pour de plus amples détails, voir COQUERY-VIDROVITCH 2001, pp. 170-177.

³⁴ VANGROENWEGHE 2006.

³⁵ Kongabouka, chef des hommes armés au service de la Société, est condamné à vingt ans. Yafouta à dix ans. Les autres (Sandoukou, Dassa, N'Zoni, Youka et Langou) à cinq ans.

³⁶ Sur cet acteur, voir le chapitre d'Espen Wæhle dans le présent ouvrage.

«*Profondément écauré [par un verdict sanctionnant] les simples exécuteurs d'ordres donnés par les coupables*», le juge Michelet envisage un moment d'abandonner l'affaire avant de se raviser et de poursuivre l'instruction³⁷. Cependant, la justice coloniale fait preuve, selon le ministère, d'«*un esprit de tolérance un peu exagéré à l'égard des accusés*»³⁸. Pendant que plus de 60 Africains sont emprisonnés (sans compter les décès et évasions), cinq Belges détenus à Brazzaville sont renvoyés en Europe pour des raisons de santé. Plusieurs autres Européens, transférés de Bangui à Brazzaville, profitent de la traversée sur le fleuve pour gagner la rive du Congo côté belge. Les derniers inculpés sont libérés par le juge d'instruction de Brazzaville, qui qualifie l'affaire de «*pseudo-procès criminel*», avant de disparaître à leur tour. Quant au chef de la zone Nord, l'ex-officier de marine suédois Lund, il se suicide dans sa factorerie forestière au lendemain de l'arrivée inopinée de la mission d'inspection. En définitive, fin 1908, il ne reste plus un seul des 27 inculpés européens au Congo. L'affaire se conclut en 1909 par un non-lieu. Quant à Schiötz, le grand responsable du massacre, on a la surprise de le retrouver quelques années plus tard dans son pays natal, en Norvège, célébré en héros colonial³⁹.

La vérité sur cette affaire, complètement dissimulée par les autorités coloniales au plus haut niveau, n'est mise au jour qu'en 1967. Cela donne à voir un décalage important. Alors que, durant la première décennie du xx^e siècle, les agissements de Léopold II sont finalement dénoncés, les autorités françaises, au nom du secret d'État, assistent, à la même époque, quasi impuissantes, au saccage du régime concessionnaire par la rafle de l'ivoire et du caoutchouc. Sur le front prétendument civilisationnel, c'est-à-dire l'engagement de «*veiller à la conservation des populations indigènes et à l'amélioration de leur condition morale et matérielle d'existence*», les acteurs gouvernementaux de France reconnaissent en 1906 la similitude entre les attitudes française et belge au Congo :

«*Ce qui est dit [dans le rapport Brazza] des indigènes risquerait aussi de compliquer singulièrement notre situation. On n'a, en somme, rien allégué, pour ainsi dire, de plus grave contre l'État indépendant du Congo. Et encore*

³⁷ Lettre du chef de la police judiciaire au commissaire général à Libreville, 8 août 1908, et à Brazzaville, 1^{er} septembre 1908, ANOM, 8 Q.

³⁸ «*Note pour le ministre*», 2 octobre 1908, ANOM, 8 Q.

³⁹ Les sources écrites ayant servi à la reconstitution de cette affaire se trouvent in ANOM, Concessions, XXXIII-A2 (voir, pour quelques détails, COQUERY-VIDROVITCH 2014, pp. 29-33). L'autrice a pu compléter ce matériel par des sources orales, notamment le témoignage de l'ancien gouverneur français Gaston Guibet (dont la rencontre, datée du milieu des années 1960, est documentée in COQUERY-VIDROVITCH 2021, pp. 109-112).

le roi Léopold s'est-il défendu et très habilement! Mais ici nous serions nous-mêmes nos propres accusateurs et nous nous fermerions les voies à toute justification [...] Même révisé et amendé partiellement, le rapport établit que nous avons fait ce que [l]es actes [généraux de Berlin et de Bruxelles] nous interdisaient mais que nous n'avons pas fait ce qu'ils nous prescrivaient.»⁴⁰

Le nouveau ministre des Colonies, Raphaël Milliès-Lacroix, en tire les conséquences pour le rapport Brazza : compte tenu des représentations faites par le Quai d'Orsay, explique-t-il, « *ne vaut-il pas mieux, en somme, renoncer à toute publication, en considérant que l'engagement pris par M. Clémentel ne saurait lier après la crise ministérielle les membres du nouveau cabinet soumis au conseil des ministres ?* »⁴¹

La décision finale est donc d'enterrer le rapport et l'affaire en reste là. Le 7 mai 1907, sur proposition du directeur des Affaires d'Afrique, Louis Binger, il est décidé d'en imprimer « *dix exemplaires numérotés et destinés à demeurer confidentiels* » sur le budget général du Congo français⁴². On prévoit d'en remettre un exemplaire au ministre (s'agit-il de celui que nous avons retrouvé dans les archives?) et « *d'enfermer les neuf autres dans le coffre-fort du ministère* »⁴³.

La question du Congo côté belge finit, elle aussi, par être enterrée en France jusqu'à nouvel ordre. Il n'est plus question de s'opposer à la décision de la Belgique de conserver le Congo, tout en retirant la jouissance au roi : l'EIC, en 1908, devient en fait une colonie belge. Il revient aux Français d'en tirer les conséquences économiques : comme les Belges l'ont fait entre 1890 et 1898, la question est de construire à leur tour une voie ferrée, cette fois-ci sur la rive droite du fleuve, destinée à évacuer vers la France les produits recherchés. C'est l'origine d'un nouveau scandale qui secoue l'opinion publique française⁴⁴, tandis que le chemin de fer de Léopold II, pourtant construit quarante ans auparavant dans des conditions aussi difficiles et probablement aussi meurtrières, a réussi, faute de contrôle, à échapper à la vindicte européenne – à la différence des autres méfaits léopoldiens au Congo.

⁴⁰ Note du 27 février 1906, rédigée par le ministre des Affaires étrangères et destinée à la présidence du Conseil, ANOM, GC-XIX-4b. Voir aussi COQUERY-VIDROVITCH 2014, pp. 294 et 296.

⁴¹ Cité in : JAUGEON 1961, p. 416.

⁴² Rapport du directeur des Affaires d'Afrique approuvé par le ministre des Colonies, 7 mai 1907, ANOM, GC-XIX-4b. Voir aussi COQUERY-VIDROVITCH 2014, p. 300.

⁴³ Note au crayon manuscrite non signée, assurément de la main de Louis-Gustave Binger, directeur des Affaires d'Afrique au ministère des Colonies. La source originale est reproduite in COQUERY-VIDROVITCH 2014, p. 301.

⁴⁴ Sur le scandale du « Chemin de fer Congo-Océan » (CFCO), voir GIDE 2022, pp. 7-25.

Conclusion

Les scandales sont-ils une exception ou la norme dans l'histoire coloniale en Afrique centrale, notamment dans les deux Congo ? De nombreux abus commis par les Européens sont étouffés par leurs métropoles respectives, comme ce chapitre en a donné quelques exemples. D'autres éclatent à un moment donné. Néanmoins, beaucoup de ces scandales restent enfouis dans les archives, à l'exception de certaines incluses dans des travaux universitaires, dont la plupart restent de faible diffusion. Si le retentissement de cette politique brutale est depuis un certain temps bien exploré et diffusé par les milieux de la recherche qui s'occupent d'analyser le rôle des Belges au Congo, le même rôle demeure peu connu en ce qui concerne les Français. Or, ce chapitre met en évidence qu'il n'y a pas de différence substantielle entre la gestion qu'on pourrait définir scandaleuse de part et d'autre.

Cela dit, des deux côtés, les scandales – qui, par définition, devraient être des événements isolés et en rupture avec la norme (et certainement médiatisés) – sont tellement répétitifs qu'on ne peut plus les associer à des « bavures », mais plutôt à un système colonial pervers dans son ensemble. La question reste ouverte. D'un point de vue méthodologique, le défi pour l'histoire en tant que discipline scientifique demeure inchangé : l'historien se doit d'être, dans la mesure du possible, un observateur dépourvu d'affect. C'est difficile, mais nécessaire. Autrement dit, il doit s'interdire de juger afin d'éviter une analyse anachronique. Son rôle est de restituer, d'expliquer et de faire comprendre le contexte de l'époque, à un moment où la majorité du public était susceptible, en tout cas en Europe, d'accepter ou au moins de tolérer des excès aujourd'hui inqualifiables. Rien n'est plus difficile : cela ne signifie pas se taire, mais replacer les différents acteurs dans leur propre histoire, y compris les préjugés aujourd'hui jugés criminels de leur époque.

L'analyse des scandales coloniaux, en particulier au Congo, offre un terrain fertile pour comprendre les dynamiques de dénonciation, d'occultation et de justification des abus. Si ces scandales n'ont pas toujours ébranlé l'ordre colonial, ils ont nourri les débats publics et influencé, à terme, les politiques impériales. L'étude croisée du Congo léopoldien et du Congo français illustre ces mécanismes, mais cette approche mérite d'être étendue à d'autres contextes coloniaux. Poursuivre les recherches dans cette direction permettrait de mieux saisir les logiques globales de l'impérialisme colonial, les formes d'opposition qu'il a suscitées et la manière dont son héritage continue d'alimenter les mémoires et les représentations contemporaines.

Bibliographie

- ADUT Ari, *On Scandal. Moral Disturbances in Society, Politics, and Art*, New York, Cambridge University Press, 2009.
- ALEXANDER Nathan G., «E. D. Morel (1873-1924), the Congo Reform Association, and the History of Human Rights», in *Britain and the World* 9(2), 2016, pp. 213-235.
- BEVERNAGE Berber, «The Making of the Congo Question: Truth-Telling, Denial and “Colonial Science” in King Leopold’s Commission of Inquiry on the Rubber Atrocities in the Congo Free State (1904-1905)», in *Rethinking History* 22(2), 2018, pp. 203-238.
- BOECK Guy de, *Baoni. Les révoltes de la Force publique sous Léopold II. Congo 1895-1908*, Berchem, EPO, 1987.
- BRUNSWIG Henri, *Brazza explorateur. Les traités Makoko 1880-1882*, Paris, Mouton, 1972.
- BRUNSWIG Henri, *Brazza explorateur. L’Ogooué 1875-1879*, Paris, Mouton, 1966.
- COQUERY-VIDROVITCH Catherine, *Brazza et la prise de possession du Congo. La Mission de l’Ouest Africain, 1883-1885*, Paris, Mouton, 1969.
- COQUERY-VIDROVITCH Catherine, *Des victimes oubliées du nazisme. Les Noirs et l’Allemagne dans la première moitié du xx^e siècle*, Paris, Cherche-Midi, 2007.
- COQUERY-VIDROVITCH Catherine, *Le choix de l’Afrique. Les combats d’une pionnière de l’histoire africaine*, Paris, La Découverte, 2001.
- COQUERY-VIDROVITCH Catherine, *Le Congo au temps des grandes compagnies concessionnaires 1898-1930*, Paris, EHESS, 2001. <http://doi.org/10.4000/books.editionsehess.359>, consultée le 16 décembre 2024.
- COQUERY-VIDROVITCH Catherine (éd.), *Le rapport Brazza. Mission d’enquête au Congo: rapport et documents (1905-1907)*, Paris, Passager Clandestin, 2014.
- COQUERY-VIDROVITCH Catherine, «Oubangui-Chari : la révolte permanente », in COLANTONIO Laurent, JAHAN Sébastien (éd.), *Les Empires ébranlés. La colonisation mise en échec, des rives de l’Uruguay à Diên Biên Phu (xvii^e-xx^e siècle)*, Paris, Indes Savantes, 2017, pp. 202-213.
- DIBWE DIA MWEMBU Donatien, *Le chef songye Kamanda ya Kaumbu au rendez-vous de l’histoire et de la mémoire congolaise*, Tervuren, MRAC, 2022.

- GEMEAUX Christine de, LORIN Amaury (éd.), *L'Europe coloniale et le grand tournant de la Conférence de Berlin (1884-1885)*, Paris, Le Manuscrit, 2013.
- GENIN Vincent, « La réclamation du droit de préemption de la France sur le Congo belge au printemps 1960 », in *Revue d'histoire diplomatique* 1, 2013, pp. 23-38.
- GIDE André, *Voyage au Congo – Le retour du Tchad*, Paris, Payot & Rivages, 2022 (1^{re} éd. 1927). Avec préface de Catherine Coquery-Vidrovitch.
- JAUGEON Renée, « Les sociétés d'exploitation au Congo et l'opinion française de 1890 à 1906 », in *Revue française d'histoire d'outre-mer* 48(172-173), 1961, pp. 353-437.
- MARCHAL Jules, *E. D. Morel contre Léopold II. L'histoire du Congo (1900-1910)*, 2 volumes, Paris, L'Harmattan, 1996a.
- MARCHAL Jules, *L'État libre du Congo : paradis perdu. L'histoire du Congo 1876-1900*, 2 volumes, Borgloon, Bellings, 1996b.
- MAZBOURI Malik, VALLOTTON François (éd.), *Scandale & Histoire*, Lausanne, Antipodes, 2016.
- M'BOKOLO Elikia, *Msiri. Bâtitteur de l'ancien royaume du Katanga (Shaba)*, Paris, Afrique-biblio-club ; Dakar, Abidjan, Nouvelles éditions africaines, 1976.
- MOREL Edmund Dene, *King Leopold's Rule in Africa*, London, Heinemann, 1904.
- MOREL Edmund Dene, *Red Rubber. The Story of Rubber Slave Trade Flourishing on the Congo in the Year of Grace 1906*, New York, Nassau, 1906.
- NEWMAN James L., *Imperial Footprints. Henry Morton Stanley's African Journeys*, Washington, Potomac, 2006.
- NZABAKOMADA-YAKOMA Raphaël, *L'Afrique centrale insurgée. La guerre du Kongo-Wara 1928-1931*, Paris, L'Harmattan, 1986.
- PLASMAN Pierre-Luc, *Léopold II, potentat congolais. L'action royale face à la violence coloniale*, Bruxelles, Racine, 2017.
- ROBERTS Allen F., *A Dance of Assassins. Performing Early Colonial Hegemony in the Congo*, Bloomington, Indiana University Press, 2012.
- ROEYKENS Auguste, *Léopold II et la Conférence géographique de Bruxelles (1876)*, Bruxelles, ARSC, 1956.

- SANDERSON Jean-Paul, « Du reflux à la croissance démographique : comment la démographie congolaise a-t-elle été influencée par la colonisation ? », in GODDEERIS Idesbald, LAURO Amandine, VANTHEMSCHE Guy (éd.), *Le Congo colonial. Une histoire en questions*, Waterloo, Renaissance du livre, 2020, pp. 115-125.
- STORME Marcel, *La mutinerie militaire au Kasai en 1895. Introduction*, Bruxelles, ARSOM, 1970.
- VANDERSTRAETEN Louis-François, *La répression de la révolte des Pende du Kwango en 1931*, Bruxelles, ARSOM, 2001.
- VANGROENWEGHE Daniel, *Du sang sur les lianes*, Bruxelles, Hatier, 1986.
- VANGROENWEGHE Daniel, « The “Leopold II” Concession System Exported to French Congo with as Example the Mpoko Company », in *Revue belge d'histoire contemporaine* 36(3-4), 2006, pp. 323-372.
- VANSINA Jan, *De la tradition orale. Essai de méthode historique*, Tervuren, MRAC, 1961.
- VANSINA Jan, *Les anciens royaumes de la savane. Les États des savanes méridionales de l'Afrique centrale des origines à l'occupation coloniale*, Kinshasa, Presses universitaires du Zaïre, 1976.
- VANSINA Jan, *Sur les sentiers du passé en forêt. Les cheminements de la tradition politique ancienne de l'Afrique équatoriale*, Louvain-la-Neuve, UCL ; Aequatoria, 1991.
- ZOUSMANOVITCH A[leksandr] Z[akharovich], « L'insurrection des Batetelas au Congo Belge au XIX^e siècle », in *Présence Africaine* 51(3), 1964, pp. 159-169.

Xavier Luffin

Léopold II, Sultan de Belgique. La royauté belge et l'État indépendant du Congo dans la correspondance arabe et swahilie locale

Introduction

On peut s'interroger sur la manière dont les Occidentaux étaient perçus par les acteurs locaux au début de la colonisation du territoire qui correspond aujourd'hui à la République Démocratique du Congo avec ses régions limitrophes. Dans quelle mesure et à partir de quand se faisait-on une idée précise des pays en Occident et de leur organisation politique ? S'agissait-il de royaumes, d'États ? Étaient-ils dirigés par des chefs, des rois ou des sultans ? Quand et comment a-t-on commencé à nommer leurs pays, et sur quelle base : un terme local, un terme emprunté à la langue des nouveaux venus, ou encore un terme en relation avec le type de gouvernement ? Étant donné l'étendue du Congo et surtout le nombre important de communautés, de langues et d'organisations politiques au Congo précolonial, cette perception a dû être très variable. Par ailleurs, les éventuels témoignages sur le sujet ont été mis par écrit par les observateurs européens, qu'ils soient militaires, administrateurs ou missionnaires. Néanmoins, les documents écrits en arabe et en kiswahili lors des deux dernières décennies du XIX^e siècle, produits par les sultans azandé dans le Nord-Est du Congo d'une part, les commerçants et dignitaires arabo-swahilis venus de la côte orientale installés dans l'Est du pays d'autre part, constituent un témoignage particulier, et ce pour différentes raisons : d'une part, leur mise

par écrit n'est pas subordonnée à la présence européenne, d'autre part, leurs auteurs étaient déjà en contact avec d'autres organisations politiques exogènes, qu'il s'agisse de l'Égypte, du Soudan, de Zanzibar ou d'Oman ou même de Grande-Bretagne.

On connaît bien le rôle de la *lingua franca* orale qu'a joué le kiswahili dans certaines régions du Congo dès les premières explorations européennes, les caravanes étant accompagnées de guides et d'interprètes maîtrisant certaines langues locales – dont justement le kiswahili¹. On le sait moins, mais l'arabe a occupé durant plusieurs décennies une place similaire dans l'Uele, en particulier parmi les Azandé, en contact depuis les années 1860 avec des commerçants arabes venus d'Égypte, du Soudan et même du Tchad. Leurs interactions incluaient également les représentants officiels de l'Égypte – les officiers égyptiens et européens au service du Khédive ainsi que les soldats – et, à partir des années 1880, les officiers et soldats mahdistes, qui étaient rangés du côté du fameux chef religieux et politique soudanais Muḥammad bin Aḥmad al-Mahdī (1844-1885), lequel s'est opposé dès 1881 aux autorités égyptiennes et britanniques². De nombreux témoignages attestent de l'usage de ces deux langues par les Européens qui pénétraient le Congo, dans leurs contacts avec la population locale. Pour l'Est du Congo, et le Maniema en particulier, on peut citer par exemple celui de Jérôme Becker dès les années 1880³. Pour l'Uele, plusieurs officiers belges mentionnent de la bonne connaissance de l'arabe dans certaines chefferies azandé. Charles de la Kéthulle (1865-1903), un officier belge de l'État indépendant du Congo (EIC) qui a été en poste à Rafay durant deux années, nous dit que le sultan, ses chefs, les soldats et presque tous les habitants de cette localité parlent l'arabe⁴. Mais la situation était comparable dans d'autres chefferies, comme le rapporte Landeroin (1867-1962), membre de la Mission Congo-Nil française⁵. Cette situation a poussé certains officiers à constituer des lexiques d'arabe parlé destinés aux Européens qui leur succéderaient dans la région, deux d'entre eux ayant été publiés en Belgique, en l'occurrence celui de Wtterwulghé et celui de Moltedo, imprimés au début du xx^e siècle⁶.

¹ Voir notamment FABIAN 1985 et 1986.

² LUFFIN 2004, p. 145.

³ BECKER 1887.

⁴ DE LA KÉTHULLE 1895, p. 149.

⁵ LANDEROIN 1996, p. 58 ss.

⁶ WTTTERWULGHE 1904 et MOLTEDO 1905.

L'arabe et le kiswahili, langues de correspondance

Ces deux langues – l'arabe et le kiswahili – étaient loin d'être cantonnées à la communication orale, puisque plusieurs dizaines de documents ont été conservés, reflétant leur usage dans la correspondance écrite, dans le Maniema, aux Stanley Falls (Kisangani), dans l'Uele et aussi dans le Marungu, sans compter l'enclave de Redjaf-Lado, dans le Sud du Soudan, qui a été administrée par l'EIC de 1894 à 1910⁷. Dans l'Est, cette correspondance a été d'abord le fait des Arabes et des Swahilis qui ont précédé les Européens dans la région, à partir des années 1860. En effet, les commerçants venus de la côte orientale de l'Afrique avaient généralement appris à lire et à écrire les caractères arabes, et ils s'échangeaient des lettres tantôt en arabe, tantôt en kiswahili 'ajamī, c'est-à-dire en caractères arabes, dont ils confiaient la rédaction à leurs secrétaires personnels quand ils ne s'en chargeaient pas eux-mêmes. Les archives des anciennes puissances coloniales, qu'elles soient portugaises, belges, britanniques, françaises ou allemandes, conservent de nombreux exemples de cette correspondance, par ailleurs étudiée et publiée très tôt⁸, provenant de l'ensemble des contrées où le kiswahili était devenu une *lingua franca*, c'est-à-dire des territoires correspondant actuellement à la Tanzanie et au Kenya, mais aussi à la Somalie, à l'Ouganda, à la République Démocratique du Congo, au Mozambique et au Malawi.

Dans un second temps, certains chefs locaux des régions précitées, en contact avec les commerçants arabes et swahilis, se sont approprié également l'usage de l'écriture arabe. Dans le cas du Congo, on a conservé plusieurs lettres en arabe rédigées pour des sultans azandé, en particulier Zemio et Rafay⁹, mais on sait aussi qu'ailleurs, au Congo, des chefs locaux échangeaient des lettres en caractères arabes par l'intermédiaire de commerçants installés chez eux : c'est le cas de Ngongo Lutete (1863-1893) dans le Maniema, et de Msiri (1830-1891) dans le Katanga. En effet, si nous n'avons pas eu accès à leur correspondance, celle-ci est attestée par d'autres canaux : dans une lettre datée du 3 août 1893, Tippo Tip (1837-1905) indique clairement et à plusieurs reprises qu'il a envoyé des lettres à Ngongo Lutete¹⁰, tandis qu'Arnot décrit comment certains commerçants installés à la cour de Msiri écrivent

⁷ LUFFIN 2020.

⁸ Carl G. Büttner par exemple a reproduit des lettres en kiswahili 'ajamī provenant de différentes régions d'Afrique orientale. Voir BÜTTNER 1892.

⁹ ABEL 1954 et LUFFIN 2004.

¹⁰ Lettre de Tippo Tip au roi Léopold II, 3 août 1893, Archives du Palais Royal, Fonds Goffinet (archives Tippo-Tip 18, 1306 et archives Zanzibar). Pour la traduction intégrale, voir LUFFIN 2020, p. 220.

pour lui certaines missives¹¹. Cela signifie que lorsque les représentants de l'Association internationale africaine (AIA), puis de l'EIC, sont arrivés dans certaines régions, ils ont rencontré un système bien établi de correspondance dans lequel ils se sont intégrés directement : dans l'Est du pays, ils étaient parfois porteurs de missives rédigées à Zanzibar, censées faciliter leurs contacts avec les commerçants musulmans établis le long des routes caravanières qu'ils empruntaient – un système éprouvé déjà par leurs prédécesseurs européens, comme Richard Burton qui apportait dans l'Unyamwezi, en actuelle Tanzanie, des lettres de recommandation rédigées par le secrétaire du sultan de Zanzibar¹². Dans le Nord comme dans l'Est, ils recevaient des missives envoyées par les commerçants musulmans installés dans la région et par des chefs locaux. Le commandant belge Guillaume De Bauw (1865-1914) par exemple, qui avait été désigné pour administrer les territoires de l'Uele de 1897 à 1900, a entretenu une correspondance avec plusieurs chefs azandé, notamment Zemio et Rafay¹³. Au-delà de la correspondance, l'écriture arabe était aussi utilisée pour signer des contrats et des traités, avec plusieurs partenaires : les commerçants musulmans établis dans l'Est du Congo, certains chefs locaux du Marungu, mais aussi des soldats soudanais qui se sont mis au service de l'EIC. L'arabe et le kiswahili étaient donc utilisés non seulement comme *linguae francae*, notamment dans les affaires ayant trait au commerce, mais aussi comme langues diplomatiques, en particulier dans l'Uele et dans le Maniema, parfois aussi dans d'autres régions du pays, y compris par les Européens.

Cette correspondance nous révèle de nombreux éléments intéressants sur l'histoire politique, économique et culturelle de la région puisque, lorsqu'elle est produite par des commerçants arabes ou swahilis, voire par des représentants de la population locale, elle nous offre un point de vue qui n'est pas celui des Européens, largement dominant dans l'établissement de l'historiographie congolaise. Dans ce chapitre, nous proposons de nous concentrer sur un aspect particulier de cette correspondance : comment d'une part les Européens énoncent-ils l'entité politique qu'ils représentent – la Belgique et son souverain, Léopold II – et le pays sur lequel ils entendent avoir progressivement autorité – le Congo – en arabe et en kiswahili ? Et comment d'autre part leurs interlocuteurs les interpellent et intègrent ces termes dans leur propre lexique politique et diplomatique ?

¹¹ ARNOT 1893, p. 59.

¹² BURTON 1859, p. 3.

¹³ ABEL 1954 et LUFFIN 2004.

Le lexique politique en arabe et en kiswahili à la fin du XIX^e siècle

Au moment de la constitution de l’EIC, l’arabe dispose d’un lexique bien établi pour décrire les différents concepts du pouvoir, s’agissant des États comme de leurs souverains. Depuis des siècles, historiens et géographes arabes utilisent des termes tels que *sultān* (sultan), *khalīfa* (calife), *malik* (roi) et *amīr* (prince), *ra’īs* (chef), *shaykh* (notable) pour décrire certains titres politiques, mais aussi les entités telles que *umma* pour décrire la communauté des musulmans, *dār* pour décrire un territoire, *ḥukm* pour le pouvoir, *salṭana* pour un sultanat, *mamlaka* pour un royaume ou encore *imāra* pour une principauté. Ces termes s’appliquent aux différentes entités politiques du monde arabo-musulman et à leurs dirigeants, et si certains termes comme *umma* et *khalīfa* concernent en théorie exclusivement les musulmans, les autres peuvent aussi qualifier les territoires étrangers et leurs souverains. Bien sûr, tous ces termes acquièrent de nombreuses nuances selon les époques et les lieux, mais le XIX^e siècle constitue une période d’évolution sémantique très particulière, notamment en raison de l’influence grandissante de concepts occidentaux sur la vie politique du monde ottoman, qui dominait encore largement le monde musulman, donnant un nouveau sens à certains termes comme *ḥukūma* pour «gouvernement» ou encore *dawla* pour «État». Des néologismes étaient créés, comme *jumhūriyya* pour république, ou introduits depuis l’étranger, à l’instar de *qunṣul* pour consul¹⁴. À cela, il faut ajouter des termes turcs ou persans utilisés aussi en arabe, et dont on retrouve quelques traces dans la correspondance qui nous occupe – c’est par exemple le cas du terme *mīrī* que nous verrons plus bas.

Le kiswahili étant fortement influencé par la langue arabe depuis des siècles, mais aussi dans une certaine mesure par le persan, en particulier dans les domaines de la religion et de la politique, une partie de ces termes seront également intégrés : on peut citer des mots comme *sultani* (de l’arabe *sultān*, «sultan») pour désigner un chef politique et *serikali* (du persan *sarkār*, «chef, seigneur», passé en arabe omanais) pour évoquer un gouvernement. En parallèle, une série de termes aux racines bantoues sont utilisés également, c’est le cas notamment de *mfalme* (roi), *mtemi* (chef), *nyampara* (notable) ou encore *nchi* (territoire, pays).

¹⁴ LEWIS 2005, p. 718.

Les actes de soumission en kiswahili du Marungu

Les Européens qui explorent le Congo pour le compte de l'AIA et des autres associations font signer dans les années 1880 des centaines « d'actes de soumission » aux chefs locaux, afin de disposer d'un acte légal qui leur permet de légitimer la prise de possession de ces territoires¹⁵. En réalité, ces documents servent surtout les intérêts des Européens, les chefs locaux ne maîtrisant pas l'écriture, comme le décrit René de Pont-Jest à propos du document signé par Msiri, au Katanga : « *Ces lettres de soumission de ces petits tyrans africains, auxquels on lit quatre longues pages, dont, le plus souvent, ils ne comprennent pas un mot, et qu'ils approuvent d'une croix, afin d'avoir la paix et des présents ne sont sérieuses que pour les puissances européennes, en cas de contestations de territoires. Quant au souverain noir qui les signe, il ne s'en inquiète pas un seul instant.* »¹⁶

En décembre 1884 et en janvier 1885, cinq chefs de la région du Marungu, à l'Ouest du lac Tanganyika, en l'occurrence Chanza, Zongwe, Mada, Uondo et Kansawara, signent chacun un acte de soumission à l'AIA, représenté par Émile Storms (1846-1918), en deux versions, l'une en français et l'autre en kiswahili 'ajamī¹⁷. À l'époque, la région est probablement peuplée essentiellement de Rungu, mais il y a aussi d'autres populations comme les Bemba et les Holoholo, tandis que des Swahilis de la côte orientale et des Nyamwezi commercent également dans la région¹⁸. Le choix du kiswahili est aussi curieux qu'exceptionnel : si des centaines d'actes de soumission similaires dans l'ensemble du Congo ont été signés, ils étaient généralement rédigés en langues européennes, le français le plus souvent¹⁹. Par ailleurs, le kiswahili n'était pas la langue maternelle des chefs susmentionnés, même s'il était déjà devenu une *lingua franca* dans la région. Le choix du kiswahili était peut-être motivé par la possibilité d'exhiber ces documents de manière préventive aux commerçants swahilis désireux d'étendre leur pouvoir dans la région ?

Le document le plus ancien, en l'occurrence l'acte de soumission de Kansawara, daté du 15 décembre 1884, présente un vocabulaire diplomatique intéressant dans ses deux versions. En kiswahili, les deux parties représentées

¹⁵ La plupart se trouvent aujourd'hui aux Archives africaines (Bruxelles), AA AI 1377.

¹⁶ DE PONT-JEST 1893, p. 265

¹⁷ LUFFIN 2007, p. 169.

¹⁸ LUFFIN 2007, p. 170.

¹⁹ Voir par exemple DENUIT-SOMERHAUSEN 1988, p. 77.

sont d'une part «*Bwana Storms aliyetengeneza maneno ya asusiyasiun afrika*», c'est-à-dire «Monsieur Storms, qui a parlé au nom de l'Association Afrique», et «*wanyampara wa mtemi Kansawara*», «les lieutenants du mtemi Kansawara.» Plus loin, le document précise : «*Kansawara na watu wake na watemi wake wameanguka katika imara ya wazungu*», c'est-à-dire : «chef Kansawara, ses hommes et ses chefs sont tombés sous l'autorité des Européens.» Si on analyse la terminologie swahilie de plus près, on réalise qu'elle se réfère clairement à l'organisation locale : le Kansawara porte le titre de «*mtemi*», et ses lieutenants sont décrits comme des «*wanyampara*». Par contre, les nouveaux maîtres des lieux sont décrits en des termes finalement très vagues : l'AIA est simplement translittérée, de manière d'ailleurs lacunaire – «Association Afrique» – ce qui ne se réfère guère à une entité précise et compréhensible en kiswahili, et ses représentants sont qualifiés de «*wazungu*», terme désignant les Européens en général, sans aucune référence à un État particulier.

La version française du texte est plus précise : curieusement, Kansawara est désigné par le titre de «*roi*», et plus loin de «*souverain*», tandis que Paul Reichard (1854-1938) est le «*commandant de l'expédition allemande de l'Association internationale africaine*».

Les quatre autres traités signés dans les semaines suivantes sont assez similaires, même si à côté du terme «*mtemi*» chaque souverain local est également qualifié de «*sultani*», «sultan.» L'AIA reste toujours aussi vague, translittérée de manière lacunaire – «Association Afrique», voire simplement «Association» – et les références à l'autre partie restent tout aussi vagues, même si l'un des actes précise que Reichard est le «*[bwana] mkubwa wa safari dachi*», «le grand chef du voyage allemand», traduction littérale de l'expression qui accompagne sa signature : «*Chef der Deutschen Expedition*». Les versions françaises, en revanche, deviennent moins précises à propos du statut des signataires africains, relégués au rang de «*chefs*» et non plus de rois ou de souverains, sauf dans le dernier traité, celui de Zongwe, qui redevient roi...

Les documents liés à Tippo Tip

Tippo Tip a été un acteur majeur des relations entre les Européens et les commerçants arabo-swahilis dans l'Est du Congo, parce qu'il était un commerçant influent et il est entré très tôt en contact avec les Européens,

avant même la constitution de l'EIC, mais aussi parce qu'il a occupé un poste officiel au sein de ce dernier, ayant été nommé dès 1887 *wālī*, c'est-à-dire gouverneur, par le roi Léopold II lui-même²⁰. Plusieurs documents traitant du Congo léopoldien émanent de Tippo Tip et s'étalent sur une période de presque vingt années, allant de 1885 à 1904. Le premier document est un traité bilingue en anglais et en arabe²¹, signé le 19 décembre 1885 par lui-même et par Arvid-Mauritz Wester (1856-1914), un officier suédois au service de l'EIC qui a été nommé commandant de la station des Stanley Falls de juillet 1884 à février 1886 – les Stanley Falls (aujourd'hui Boyoma Falls) ayant été visitées pour la première fois par Henry Morton Stanley (1841-1904) en 1877. Le texte en question est intéressant, car les deux versions ne sont pas identiques²². Concernant le vocabulaire diplomatique, le traité mentionne presque exclusivement les deux signataires, si bien que la version arabe parle du «Lieutenant A. M. Vester» et la version anglaise de «Mister Wester Swedish», sans aucune référence à l'entité qu'il représente, en l'occurrence le Comité d'étude du Haut-Congo. Quant à Tippo Tip, la version anglaise le nomme «*Chief for all arabs [sic] here and in Eastern Africa*», tandis que la version arabe est rédigée à la première personne par Tippo Tip et précise : «je suis arrivé jusqu'à cette île sur ordre de notre honorable maître (*sayyid-nā al-mu'azzam*) Barghash bin Sa'īd», Barghash bin Sa'īd (1836-1888) ayant dirigé le sultanat de Zanzibar de 1870 à sa mort. Aucune mention n'est donc faite du titre de sultan du souverain de Zanzibar, tandis que ni le roi des Belges ni la Belgique ne sont mentionnés.

Entre juin et septembre 1889, Tippo Tip envoie plusieurs lettres à Jérôme Becker (1850-1912), alors commissaire de district, et à Camille Janssen (1837-1926), gouverneur général de l'EIC, dans lesquelles il fait régulièrement référence au roi, à la Belgique et au Congo, en passant par des formules empruntées à l'arabe : le roi est qualifié de «*sultān Biljīki*» – le «sultan de Belgique» – et l'État lui-même est tantôt «*dawlati Biljīki*», tantôt «*Biljīki*», «[l'État de] Belgique», plus rarement «*wilāyati Biljīki*», quant au Congo la formule «*Kongo*» (Kūnghu) est récurrente²³.

Le 3 juillet 1892, Tippo Tip adresse depuis Zanzibar, où il est retourné, une lettre en arabe au roi Léopold II, utilisant une longue formule pleine d'égards

²⁰ Voir par exemple BONTINCK 1974, p. 164.

²¹ Archives africaines, AI 1377i.

²² À ce propos, voir LUFFIN 2020, p. 195.

²³ Lettre de Tippo Tip à Camille Janssen, 14 juillet 1889, Archives du Palais Royal, Archives Tippo-Tip à Janssen gouverneur général au Congo 1889; lettre de Tippo Tip à Jérôme Becker, 28 septembre 1889, Archives du Palais Royal, Archives Tippo-Tip. Pour la traduction intégrale, voir LUFFIN 2020, p. 229 ss et 236 ss.

pour le souverain : « *ilā ḥaḍrat janāb al-sulṭān al-mu‘azzam al-malik Liyūpuld al-thānī fī dawlat Baljīk al-‘uzmā* », « À Son Excellence le grand sultan, le roi Léopold II, du grand État de Belgique », encore renforcée par le fait qu’il se qualifie lui-même modestement de « celui qui est votre serviteur et l’esclave de votre bonté » (« *khādim-ak wa-mamlūk iḥsān-ak* »)²⁴.

Le 3 août 1893, il lui écrit une nouvelle – et très longue – missive depuis Zanzibar, toujours en arabe, avec une entame assez similaire : « *ilā janāb al-malik al-mu‘azzam al-mufakhkham Liyūpuld al-thānī min mulūk Baljīk al-‘uzmā* », « À Son Excellence le grand et éminent roi Léopold II, souverain de la grande Belgique ». Dans le cœur de la lettre, il mentionne encore la Belgique de manière similaire, « *dawlat Baljīk al-‘uzmā* », « le grand État de Belgique »²⁵.

Curieusement, si le terme arabe *mamlaka*, le vocable le plus attendu étymologiquement pour signifier « royaume », apparaît dans les lettres en arabe envoyées par la chancellerie du roi Léopold II à Tippu Tip – notamment un courrier du 23 février 1890 –, il n’est jamais utilisé par Tippu Tip²⁶.

Concernant le terme Congo, il apparaît sous la forme translittérée de « Congo State » (« *Kūnjū Istīd* »), comme dans la formule « *ilā ḥaḍrat al-malik al-mu‘azzam al-sulṭān al-himām Liyūpuld al-thānī al-sulṭān dawlat al-‘ulyā al-Baljīk wa-Kūnjū Istīd* », « À Son Excellence le grand roi, le sultan Léopold II, sultan du grand État de Belgique et de l’État du Congo (*Congo State*) »²⁷.

La correspondance arabe et swahilie de l’Est du Congo

Tippu Tip n’était pas le seul interlocuteur des Belges dans le Maniema et aux Stanley Falls. En effet, les archives du Musée royal de l’Afrique centrale (MRAC) à Tervuren conservent quelques lettres émanant d’autres commerçants arabes, envoyées aux représentants de l’EIC, notamment au lieutenant Nicolas Tobback (1859-1905)²⁸. Dans une lettre datée du 14 mai 1891, un certain Jā‘id Khamīs s’adresse à lui en ces termes : « *Mister Tobback, mutawallī Stanley Falls, dawlat Baljīk* », soit « Monsieur Tobback, gouverneur des Stanley Falls, de l’État de

²⁴ Lettre de Tippu Tip au roi Léopold II, 3 juillet 1892, Archives du Palais Royal, Fonds Goffinet (archives Tippu-Tip 18, 1306 et archives Zanzibar). Pour la traduction intégrale, voir LUFFIN 2020, p. 213.

²⁵ Voir note 10.

²⁶ Lettre de roi Léopold II à Tippu Tip, 23 février 1890, Archives du Palais Royal, Fonds Goffinet (archives Tippu-Tip 18, 1306 et archives Zanzibar). Pour la traduction intégrale, voir LUFFIN 2020, p. 239.

²⁷ Lettre de Tippu Tip au roi Léopold II, 25 avril 1892, Archives du Palais Royal, Fonds Goffinet (archives Tippu-Tip 18, 1306 et archives Zanzibar).

²⁸ MRAC, Archives Tobback (HA.01.0008).

Belgique». Une autre lettre du même fond, envoyée cette fois par Ḥamādī bin ‘Alī, le 29 mai 1891, désigne Tobbac, qui en est le destinataire, par la translittération de son titre de résident («*razadan Stanley Falls*»), sans mention de la Belgique. Sulaymān bin Ḥamad bin Muḥammad al-Rawāḥī le nomme plus précisément, dans plusieurs courriers en arabe de la même année 1891, de la manière suivante : «*razadan Mst Tobbac, dawla li-sultān Baljīk*» ou «*razadan Mst Tobbac, dawlat sulṭān Baljīk*», «le résident M. Tobbac, de l'État du sultan de Belgique.» D'autres commerçants utilisent la même formule arabe, notamment Sa‘īd Ḥamad dans une lettre en kiswahili, non datée.

Une lettre en kiswahili non datée, mais certainement rédigée dans les années 1890 également, et adressée à Francis Dhanis (1862-1909) et au lieutenant Tobbac en les qualifiant – en arabe – de «*ra‘ī Barjīkī*», c'est-à-dire de «citoyens de Belgique», tandis que d'autres lettres en kiswahili adressées à Francis Dhanis, par exemple celle de Ḥabīb bin Sālīm envoyée depuis Nyangwe le 29 mars 1895 ou encore celle de Mwyni Mwakururusha envoyée de Kabambare le 3 avril 1895 s'adressent à Dhanis en tant que gouverneur – via la translittération du terme français, «*jafarnār*» en mentionnant parfois la Belgique «*dawlat Baljīk*», l'État de Belgique²⁹.

Notons que le terme *Ulaya* est parfois utilisé pour désigner l'Europe en général, comme dans un courrier en kiswahili en caractères latins, envoyé depuis Kasongo par Sayf bin Rāshid à Tobbac le 13 mai 1891³⁰. Dérivé de l'arabe *wilāya* (région, province), il semble avoir à l'origine le sens de «pays, contrée» en général, comme le terme *nchi*, mais, dès la seconde moitié du XIX^e siècle, il désigne l'Europe en particulier, sauf s'il est suivi d'une expression plus précise : *Ulaya wa Waarabu*, l'Arabie, ou *Ulaya wa waamerikani*, l'Amérique³¹.

Quant au Congo lui-même, il est rarement cité, mais apparaît tout de même dans des courriers, généralement sans épithète, sous la forme arabe de «*arḍ Kūnghu*» (littéralement «territoire du Congo»)³² ou encore dans une lettre en kiswahili en caractères latins envoyée de Stanleyville (Kisangani) par Saidi bin Sabiti à Henry Morton Stanley. La lettre n'est pas datée, mais Saidi bin Sabiti était le représentant de la communauté musulmane de Stanleyville de 1894 à sa mort, en 1899³³, elle a donc été écrite durant cette période.

²⁹ MRAC, Archives Dhanis (HA.01.0003).

³⁰ Archives Tobbac (HA.01.0008), MRAC.

³¹ JOHNSON 1939, p. 495

³² Lettre de chefs musulmans à Tobbac aux Stanley Falls du 18 avril 1891 (Musée royal de l'armée, V 6730).

³³ DE THIER 1963, p. 8.

La correspondance des sultans azandé

Le cas de la correspondance des sultans azandé est particulièrement intéressant à plusieurs égards. D'abord, elle émane des sultans eux-mêmes, par l'intermédiaire de leurs secrétaires soudanais ou tchadiens, donnant ainsi une voix aux acteurs locaux. Par ailleurs, cette correspondance a été échangée entre sultans azandé, mais aussi entre eux et des Arabes d'une part, des Européens d'autre part, de 1892 à 1899 pour ce qui est des documents conservés³⁴. Enfin, l'arabe n'était pas la langue maternelle de ces sultans – ils avaient leur propre langue, le pazandé, mais communiquaient oralement en arabe avec les étrangers – ce qui signifie qu'ils ont dû faire un choix lexical dans une *lingua franca* qu'ils utilisaient jusque-là pour communiquer avec les Soudanais, choix d'ailleurs forcément influencé par les secrétaires eux-mêmes.

Dans les documents les plus anciens (1892-1894), le mot *Congo* apparaît à deux reprises sous la forme intéressante de « *mīr Kunqū* », « État du Congo », dans un courrier non daté intercepté par Zemio ou un autre chef local, Masingo, et confié au représentant de l'EIC au Bomu, remontant probablement à 1892 selon Abel, ainsi que dans un courrier daté du 12 mai 1894, envoyé par Ḥamad Mūsā au gouverneur du Bomu³⁵. Ce terme *mīr* est une déformation de *mīrī*, emprunté au lexique administratif ottoman, passé dans le vocabulaire arabe de l'Égypte et du Soudan, où le terme se référait anciennement au régime foncier, pour signifier plus généralement « gouvernement » ou « État » au XIX^e siècle³⁶. Il ne semble s'appliquer qu'au Congo, les autres entités territoriales étant nommées *dār*, un terme arabe soudanais que l'on retrouve notamment dans *Dār Bān*, le pays des Ban, *Dār Jinja*, mais aussi *Dār Faransīs*, le territoire [colonial] des Français³⁷, pour se référer au Haut-Oubangui voisin³⁸.

Concernant les documents conservés à Aix-en-Provence, il est fait régulièrement mention des Belges sous le terme de « *Barzīq* » (voir notamment

³⁴ Ces derniers se répartissent en trois fonds : des lettres des années 1893-1894 initialement conservées dans les archives du roi Léopold II (ABEL 1954, LUFFIN 2020) ; des documents reçus par les autorités coloniales françaises du Haut-Oubangui durant l'année 1895 conservés aux Archives coloniales françaises d'Aix-en-Provence (FR ANOM MIS 42) ; et enfin des documents des années 1897-1899 ramenés par le Commandant De Bauw et conservés dans les archives De Bauw du MRAC (HA.01.0022 ; LUFFIN 2004 et 2020).

³⁵ ABEL 1954, p. 1403, 1409.

³⁶ LEWIS 2005, p. 747.

³⁷ ABEL 1954, p. 1390-1391.

³⁸ C'est aussi l'étymologie du nom du Darfour, « le pays des Fours. »

une lettre du 28 juin 1895 de Zemio au « *kumandān al-kabīr firansāwī* », « le grand commandant français », un terme original qu'on ne trouve pas ailleurs en arabe – il faut imaginer que le secrétaire arabophone qui les a rencontrés ne connaissait pas le terme courant en arabe – *Baljīk* – et qu'il a donc transcrit phonétiquement le mot « Belgique » après l'avoir entendu des officiers belges eux-mêmes lorsqu'ils se sont présentés, contrairement au terme *firansāwī* et *firansīs*, tous les deux présents dans le lexique arabe de l'époque pour nommer les Français.

Dans une autre lettre de Zemio datée du 19 novembre 1895, le vocabulaire change, très probablement parce qu'elle est rédigée par un autre secrétaire – l'écriture elle-même est différente. Tout d'abord, la missive est adressée au « sultan de l'État français » (« *sultān dawlat Firansīs* »), état décrit plus loin sous le terme de « *balad* », « pays », et « *mamlaka* », littéralement « royaume », même s'il peut aussi signifier « domaine, territoire délimité » de façon moins restrictive³⁹. Par ailleurs, on trouve les termes « *Bilij* » (ou « *Balaj* », le terme n'étant pas vocalisé) et « *Baljīk* » pour désigner les Belges, avec un vocabulaire plus précis pour désigner certaines entités politiques : « *ḥukūmat Bilij* » et « *dawlat al-Baljīk* » pour désigner « l'État belge » – *ḥukūma* n'ayant pas encore pris à l'époque le sens strict et unique de « gouvernement », comme c'est le cas aujourd'hui, mais étant également utilisé pour désigner l'État⁴⁰.

Concernant le troisième lot de documents (1897-1899), lorsque Zemio et les autres sultans s'adressent aux officiers de l'EIC, ils mentionnent simplement leur grade – le commandant De Bauw par exemple est parfois nommé « *kumandān* » en arabe – sans référence aux autorités ou au pays qu'ils représentent. Toutefois, deux copies de missives en kiswahili de Zemio au commandant De Bauw rédigées en 1898 ou 1899 – elles ne sont pas datées, mais suivent la copie d'une lettre en arabe datée du *12 ḡumādā al-awwal 1316* (28 septembre 1898) – mentionnent à la fois le roi et l'Europe. Jusque-là, les lettres entre les sultans azandé et leurs correspondants, du moins celles qui ont été conservées, étaient toujours rédigées en arabe, jamais en kiswahili. Ces lettres étant tardives, peut-être trahissent-elles l'influence grandissante du kiswahili dans l'Uele, introduit par les recrues zanzibarites des troupes de l'EIC, ou bien sont-elles simplement le fait des secrétaires disponibles à ce moment-là, en l'occurrence des recrues swahilophones ayant exagéré leur connaissance de l'arabe écrit. Dans ses deux courriers, Zemio demande au commandant De Bauw de lui faire parvenir une série d'objets d'Europe,

³⁹ LEWIS 2005, p. 721.

⁴⁰ LEWIS 2005, p. 718.

qu'il appelle « *Ulaya* », sans mention explicite de la Belgique. Par ailleurs, Zemio lui demande aussi deux fois de saluer le roi, en utilisant à chaque fois le terme « *sultani* »⁴¹.

Dans une copie de lettre envoyée cette fois par De Bauw à Zemio, datée de décembre 1899, le commandant lui répond dans un curieux mélange de kiswahili et d'arabe, l'informant que sa liste d'objets lui est bien parvenue, et qu'il espère pouvoir présenter les salutations de Zemio au roi Léopold II : « *in shā' allah ta'āla itawasili al-salām fī al-sulṭān liyoboldi* », « si Dieu Très Grand le veut, [tes] salutations parviendront au roi Léopold », avec encore une fois l'usage du terme « *sulṭān* » (sultan) pour rendre le terme « roi »⁴².

Le nom du Congo apparaît aussi dans une lettre en arabe de De Bauw à Zemio – le courrier n'est pas daté, mais puisqu'il mentionne le départ du commandant De Bauw, il remonte certainement à 1899⁴³ – qui mentionne « *ḥukūmat al-Kunghū* », « l'État du Congo », avec le sens donné déjà plus haut au terme « *ḥukūma* ». On peut en déduire que l'expression *ḥukūmat al-Kunghū* pour désigner l'EIC a été introduite par les officiers belges, ou plutôt leurs interprètes arabes, et intégrée localement⁴⁴, comme semblent le confirmer les documents rédigés par Jacob Soliman⁴⁵.

Les documents de Jacob Soliman

Une dernière série de documents ont été rédigés par Jacob Soliman (1866-1893) – *Ya'qūb Sulaymān* en arabe –, l'un des traducteurs-interprètes moyen-orientaux engagés par l'EIC afin de communiquer avec les sultans azandé et les autres interlocuteurs arabophones du Nord du Congo. Né au Caire en 1866, il travaille d'abord comme interprète de l'armée égyptienne à Suakin (Soudan), avec le grade de sous-lieutenant. En 1889, il commence à travailler pour l'EIC, vraisemblablement après avoir séjourné en Belgique. Arrivé à Basoko, il participe à l'expédition Roget-Milz de 1890. En novembre 1893, il est nommé

⁴¹ Copie de lettres, 28 septembre 1898. MRAC, Archives Tობback (HA.01.0008).

⁴² COOSEMANS 1948, p. 857.

⁴³ LUFFIN 2020, p. 321.

⁴⁴ Dans les archives Tობback (HA.01.0008, MRAC) figure un document non daté qui semble être un croquis de projet d'armoiries pour l'EIC, bilingue arabe-français, où l'EIC est nommé « Gouvernement indépendant du Congo » en français et « *dawlat Kūnghū al-mustaḡilla* » en arabe – traduction littérale de « État indépendant du Congo », les deux termes *dawla* et *ḥukūma* étaient donc en concurrence du côté européen (Luffin 2020, p. 188).

⁴⁵ Sur cet acteur, voir aussi le chapitre de Gert Huskens dans ce volume.

résident à Ganda et, le mois suivant, il accompagne Guillaume Van Kerchoven (1853-1892) et Jules Milz (1861-1902) dans leur expédition vers le Nil (1891-1892), puis il est stationné à Dufile en décembre 1893. Il meurt la même année lors d'une bataille près de Ganda⁴⁶.

Parmi la collection d'archives du Mahdi que l'historien britannique Peter M. Holt a recopiée à Khartoum, se trouvent les «Papiers de Faḍl al-Mawlā Amin»⁴⁷. Faḍl al-Mawlā Amīn est un officier de l'armée égyptienne stationné dans la province d'Equatoria et ayant pris part à l'insurrection de 1888 contre Emin Pasha (Eduard Schnitzer, 1840-1892), naturaliste allemand converti à l'islam, qui avait succédé à Charles Gordon Pasha (1833-1885) en tant que gouverneur de la province d'Equatoria en 1878. À la suite de cela, Faḍl al-Mawlā est nommé colonel, et devient le nouveau gouverneur de la province. Dès le mois d'août 1892, Jules Milz (1861-1902) entre en contact par courrier, par l'intermédiaire de Jacob Soliman, avec Faḍl al-Mawlā et d'autres anciens officiers de l'armée égyptienne afin de leur proposer d'entrer au service de l'EIC, sur la base d'un contrat d'engagement qu'ils acceptent de signer⁴⁸. C'est précisément cette correspondance et le contrat susmentionnés que Holt a recopiés, et qui nous permettent de nous faire une idée de la façon dont un interprète égyptien au service de l'EIC et de la Belgique tente de présenter ces autorités à des officiers d'origine égyptienne et soudanaise...

Le 25 septembre 1892, Jules Milz envoie donc un courrier à Faḍl al-Mawlā, traduit en arabe par Jacob Soliman, afin de rappeler son courrier précédent – probablement le courrier envoyé au mois d'août. Il se présente comme le «représentant de l'État libre du Congo» («*nāyib ḥukūmat Kūnjū al-ḥurra*») et dresse le contexte géopolitique justifiant la présence de la Belgique au Congo : «*je me dois de vous expliquer la situation, et le but de notre gouvernement (ḥukūmatu-nā). Sachez tout d'abord qu'une conférence européenne (mu'tamar ūrūpā) s'est tenue à Berlin en présence de plusieurs États et du souverain de Belgique (sulṭān Baljīk), lequel est notre roi (maliku-nā) ainsi que celui qui dirige l'ensemble du pays du Congo et ses environs (kāfat bilād Kūnjū wa-ḍawāḥī-hā). Sur base d'un ordre (amr) de la conférence précitée, notre roi précité a été autorisé à prendre possession de tout le pays précité, dont il a fait un domaine libre (mamlaka ḥurra).*»

⁴⁶ LOTAR 1946, p. 154.

⁴⁷ School of Oriental and African Studies (SOAS), University of London, PP MS 7/A/01.

⁴⁸ LOTAR 1946, p. 361.

De manière générale, la lettre est écrite en arabe classique, influencé toutefois par l'arabe dialectal égyptien. La traduction de plusieurs concepts est assez approximative, notons par exemple l'usage récurrent du terme *mīrī*, déjà vu plus haut, à côté de *ḥukūma* pour désigner le gouvernement – ou l'État – belge, ou encore la traduction de l'EIC par « gouvernement ou État libre du Congo » (« *ḥukūmat Kūnjū al-ḥurra* »). Le roi est nommé clairement, son titre étant rendu tantôt par « *malik* », tantôt par « *sulṭān* ». Par ailleurs, la tentative de justifier la présence de la Belgique par le droit international est intéressante, puisque Milz évoque la Conférence de Berlin et la décision officielle de céder le Congo au roi, le tracé des frontières de l'EIC, mais aussi l'abandon du Soudan et de la province d'Equatoria par le gouvernement égyptien.

Le courrier susmentionné est accompagné d'une lettre de Jacob Soliman lui-même, datée également du 25 septembre 1892, qui est intéressante, car l'interprète s'y présente, insistant sur ses origines égyptiennes censées le rapprocher de ses interlocuteurs. Il dit : « *je vous envoie ce courrier de ma part, étant votre compatriote (ibn balad-kum, fils de votre pays), c'est-à-dire que je suis Égyptien, né en Égypte.* » Ensuite, il décrit de manière favorable la Belgique et sa présence au Congo, tentant d'expliquer au mieux la légitimité de l'EIC : « *cela fait environ quatre ans que je suis employé par ces Européens, ayant signé un contrat de six ans avec eux. Ma nourriture, mon logement, mon salaire et les déplacements vers l'Égypte sont à leur charge, je suis employé en tant que traducteur (tarjumān), car je connais l'anglais, l'arabe et le français. J'ai visité leur pays, d'abord le nord de la France puis la Belgique (Baljtk), ils parlent le français car c'est la langue de leur pays. Ce sont des gens bien, qui apprécient les gens bien également, et comme leur gouvernement (mīrī) a pris possession de tout le fleuve Congo (baḥr Kūnjū), ses affluents jusqu'ici et de nombreuses régions, le salaire mensuel minimum qu'ils offrent est de 5 guinées⁴⁹ [...] Je suis le seul Égyptien, ils sont tous Belges (Baljīk).* »

Jacob Soliman donne donc quelques informations utiles sur la Belgique et les Belges, et précise que leur gouvernement a pris possession des terres du Congo (il propose une orthographe originale, *Kūnjū*, influencée par la phonologie de l'arabe égyptien où la lettre *jīm* est prononcée [g], alors qu'ailleurs le [g] est généralement rendu par la lettre *ghayn*, *Kūnghū*) jusqu'à la frontière de la province d'Equatoria. Notons encore une fois l'usage du terme *mīrī* pour

⁴⁹ Il s'agit de la monnaie de base en cours en Égypte à l'époque, appelée *al-junayh al-maṣrī* en arabe. En 1885, une guinée égyptienne, qui se divisait en 100 piastres, correspondait à 7,4375 grammes d'or (DENZEL 2017, p. 32).

désigner le gouvernement belge, emprunté au lexique administratif ottoman où le terme se référait anciennement au régime foncier, pour signifier plus généralement « gouvernement » ou « État » au XIX^e siècle.

Conclusion

De manière générale, on peut constater qu'il n'y a pas vraiment de version canonique, ni en arabe, ni en kiswahili, de la terminologie se référant aux différents concepts de pouvoir liés à l'EIC. En effet, l'orthographe du terme « Congo » et l'expression désignant l'EIC varient d'un document à l'autre : *Kunjū*, *Kūnghū*, *al-Kūnghū*, *arḍ Kūnghu* ou encore *Bilād Kūnghū*, et pour l'EIC *ḥukūmat al-Kūnghū*, *dawlat Kūnghū al-mustaḳilla*. Cela est certainement dû au fait que l'usage à l'écrit de l'arabe et du kiswahili dans la correspondance avec les représentants de l'EIC, s'il est loin d'être négligeable et s'étale sur presque deux décennies⁵⁰, répond tout de même à des situations ponctuelles et pragmatiques, différent d'un usage de chancellerie classique d'État à État par exemple. Notons aussi que les traducteurs sont influencés dans leurs choix par le vocabulaire politique propre à leur région d'origine, comme le révèle l'usage à plusieurs reprises du terme ottoman *mīrī* dans l'Uele, absent dans l'Est du Congo. On peut toutefois noter une certaine prédominance, dans l'ensemble des documents, de l'usage du terme sultan (*sulṭān* en arabe, *sultani* en kiswahili) pour traduire le titre du roi Léopold II, qui est d'autant plus intéressant qu'il s'applique, à l'époque, à d'autres souverains importants : le sultan ottoman bien sûr, mais aussi le sultan Barghash à Zanzibar, directement impliqué dans la politique de la région. Il est également utilisé, en arabe et en kiswahili, pour nommer les souverains locaux, puissants comme les sultans azandé, mais aussi plus modestes comme les différents chefs du Marungu qui ont signé des accords avec l'AIA. Par ailleurs, ce titre n'est pas une simple flatterie diplomatique restreinte à la correspondance, puisque le terme est régulièrement appliqué aux sultans azandé dans la littérature coloniale de l'époque⁵¹. Par contre, la Belgique, lorsqu'elle est mentionnée, est généralement qualifiée de *dawla*, d'État, ou de *ḥukūma* – qui désigne aujourd'hui le gouvernement, mais dont le sens est plus imprécis à la fin du XIX^e siècle – sans référence spécifique à la royauté, laquelle est parfois

⁵⁰ En réalité, la correspondance en arabe et en kiswahili 'ajamī a continué d'exister tout au long du XX^e siècle, mais les échanges formels vont diminuer après la Campagne arabe de 1892-4 d'une part, et l'exil de certains chefs azandé au tournant du XIX^e siècle.

⁵¹ Voir par exemple HECQ 1897.

exprimée par le titre *sultān* juste après : *dawlat sultān Baljīki*. Quant aux Belges, la traduction de leur «ethnonyme» en arabe varie également : on trouve *Baljīk* – le plus canonique – mais aussi, *Barzīk* et *Bilij* [ou *Balaj*].

Concernant la correspondance en kiswahili, on remarque que le terme générique *Ulaya*, pour désigner l'Europe en général, est fréquemment utilisé au détriment de la Belgique en particulier, tous les nouveaux venus venant de la même contrée lointaine, qu'ils soient Belges, Français ou Britanniques. On peut aussi s'étonner de l'absence totale de certains termes, notamment *mfalme*, qui signifie «roi». Le terme, ancien, est attesté par les observateurs européens. Ainsi, dès 1886, lorsque le médecin et anthropologue Victor Jacques (1858-1925) et l'officier Émile Storms, déjà cité plus haut, abordent la question de la gouvernance en Afrique orientale, ils considèrent que les États locaux sont gouvernés par des chefs que l'on nomme «*mtémi, sultani* ou *mfalmé*»⁵², sans d'ailleurs proposer de nuance particulière entre les trois termes. Or, seul le terme *mtémi* apparaît à côté de *sultani*, mais uniquement pour s'appliquer aux chefferies locales.

Bibliographie

- ABEL Armand, «Traduction de documents arabes concernant le Bahr-el-Ghazal (1893-1894)» in *Bulletin des Séances Académie royale des Sciences coloniales* 25(5), 1954, pp. 1385-1409.
- ARNOT Frederick, *Bihe and Garenganze, or Four Years' Further Work and Travel in Central Africa*, London, Hawkins, 1893.
- BECKER Jérôme, *La vie en Afrique ou trois ans dans l'Afrique centrale*, Paris ; Bruxelles, J. Lebègue, 1887.
- BONTINCK François, *L'autobiographie de Hamed ben Mohammed el-Murjebi TippoTip (ca. 1840-1905)*, Bruxelles, Académie royale des Sciences d'Outre-Mer, 1974.
- BURTON Richard, *The Lake Regions of Central Equatorial Africa, with Notices of the Lunar Mountains and the Sources of the White Nile*, Londres, J. Murray, 1859.
- BÜTTNER Carl G., *Suaheli-Schriftstücke in Arabischer Schrift*, Stuttgart ; Berlin, Spemann, 1892.

⁵² JACQUES et STORMS 1887, p. 91 ss.

- DENUIT-SOMERHAUSEN Christine, «Les traités de Stanley et de ses collaborateurs avec les chefs africains, 1880-1885», in *Le centenaire de l'État Indépendant du Congo*, Bruxelles, Académie royale des Sciences d'Outre-Mer, 1988, pp. 77-146.
- DENZEL Markus A., *Handbook of World Exchange Rates, 1590-1914*. Londres, Routledge, 2017.
- DE THIER Franz M., *Singhitini, La Stanleyville musulmane*, Bruxelles, Centre pour l'Étude du Problème du Monde musulman contemporain, 1963.
- FABIAN Johannes, *Languages on the Road. Notes in Two Swahili 19th Century Travelogues*, Hamburg, H. Buske Verlag, 1985.
- FABIAN Johannes, *Language and Colonial Power. The Appropriation of Swahili in the Former Belgian Congo 1880-1938*, Cambridge, Cambridge University Press, 1986.
- HECQ Célestin, *Chez les sultans du nord du Congo*, Bruxelles, Van Campenhout, 1947.
- JACQUES Victor, STORMS Émile, *Notes sur l'ethnographie de la partie orientale de l'Afrique équatoriale*, Bruxelles, F. Hayez, 1886.
- JOHNSON Frederick, *Standard Swahili-English Dictionary*, Oxford, Oxford University Press, 1939.
- KETHULLE Charles de la, «Deux années de résidence chez le sultan Rafai», in *Bulletin de la Société Royale Belge de Géographie* 19, 1895, pp. 397-428, 513-542.
- LANDEROIN Moïse, *Mission Congo-Nil (Mission Marchand). Carnets de route*, Paris, L'Harmattan, 1996.
- LEWIS Bernard, *Islam*, Paris, Gallimard, 2005.
- LOTAR Léon (R. P.), *La Grande Chronique de l'Uele*, Bruxelles, Institut royal colonial belge; Librairie Falk Fils; Georges Van Campenhout, 1946.
- LUFFIN Xavier, «The Use of Arabic as a Written Language in Central Africa in the Late 19th Century: The case of Some Azande Documents», in *Sudanic Africa* 15, 2004, pp. 145-177.
- LUFFIN Xavier, «Cinq traités en caractères arabes du Marungu», in *Annales Aequatoria* 28, 2007, pp. 186-215.
- LUFFIN Xavier, *Un autre regard sur l'Histoire congolaise. Les documents arabes et swahilis dans les archives belges (1880-1899)*, Bruxelles, Fontes Historiae africanae, 2020.

MOLTEDO G., *Petit vocabulaire des langues arabe et souaheli*, Bruxelles, Veuve Monnom, 1905.

PONT-JEST René de, «L'expédition du Katanga, d'après les notes de voyage du Marquis Christian de Bonchamps», in *Le Tour du Monde* 66, 1893, pp. 257-272.

WITTERWULGHE Georges F., *Vocabulaire à l'usage des fonctionnaires se rendant dans les territoires du district de l'Uele et de l'enclave Redjaf-Lado*, Bruxelles, Publication de l'EIC, 1904.

Jacques Usungo Ulungu-Kinyamba

**Conquête et « pacification » du Sankuru
par les Atetela¹ au profit de l'État indépendant
du Congo (fin XIX^e siècle – début XX^e siècle)**

Introduction

Si sous d'autres cieux, on cite les noms de Louis Léon César Faidherbe, Joseph Gallieni, Thomas Robert Bugeaud de la Piconnerie, Gustav Nachtigal, Horatio Herbert Kitchener dit Lord Kitchener, Afonso de Albuquerque ou encore Fernando Cortés de Monroy Pizarro Altamirano dit Hernan Cortez comme des héros ayant conquis, pour leurs pays respectifs, des territoires à coloniser, au Sankuru, par contre, on retient les noms des Atetela, originaires de cette région, notamment Kasongo Muanza surnommé Ngongo Leteta² et de ses anciens lieutenants Kandolo, Luhaka, Lutundula, Kalonda, Kahudi,

¹ Les Atetela constituent la tribu majoritaire dans la province du Sankuru, en République Démocratique du Congo. Ils sont les locuteurs natifs de la langue *otetela* et savent qu'ils sont des *Atetela*, dont le singulier est *Otetela*. Ce mot appartient à la première classe nominale comprenant les personnes. Il s'agit de la classe 0-A. C'est pourquoi *Otetela* donne au pluriel *Atetela* et non *Batetela* emprunté à la classe MU-BA de certaines autres langues bantoues. Du reste, la littérature coloniale les appelle « Batetela ».

² LOHAKA 1974, p. 54. De son vrai nom Kasongo Muanza, Ngongo Leteta est connu dans la littérature coloniale sous le nom de Ngongo Lutete. Dans cette étude, nous l'appellerons Ngongo Leteta, car c'est le surnom qu'il a reçu et qui signifie « vagabond », « sans résidence fixe », car il sillonnait les deux rives de la rivière Lomami avec ses sbires pour razzier la région. Par contre, le nom Lutete n'a aucune signification en *otetela* parce qu'il s'agit d'une pure déformation du nom Leteta encore récurrent au Sankuru de nos jours.

Wembo-Nyama ou encore Mudimbi comme conquérants et « pacificateurs » de leur propre région au profit de l'État indépendant du Congo (EIC) et de la Belgique.

Ce sujet revêt un double intérêt. Il s'agit d'abord d'une histoire qui relate les hauts faits d'armes du peuple congolais, ce qui est souvent négligé dans l'historiographie congolaise. En effet, s'il est vrai qu'en Europe la conquête coloniale a été largement étudiée du point de vue des conquérants européens, il n'en demeure pas moins que l'histoire militaire du Congo reste encore un domaine en friche qui préoccupe, jusqu'à ce jour, très peu d'historiens congolais. En deuxième lieu, beaucoup d'affirmations invraisemblables soutenues par la littérature coloniale sur la conquête et la « pacification » des populations Atetela et Nkutshu par l'EIC ont été servilement reprises, à telle enseigne que la vérité a été parfois occultée. Il est donc nécessaire d'élucider ce pan souvent confus de la colonisation grâce à une sélection d'études pour la plupart produites au Congo, mais aussi grâce à nos enquêtes de terrain et à l'apport des sources orales que nous documentons depuis 1982.

Longtemps méconnu, l'apport des sources orales dans la connaissance de l'histoire africaine fait aujourd'hui presque l'unanimité. Patricia Van Schuylenbergh souligne que ces sources permettent de redonner la parole aux acteurs marginalisés de l'histoire, ceux qu'on n'entend pas (ou qu'on entend trop peu) dans les récits historiques qui nous sont donnés à lire³. Cette méthode de travail, basée sur l'oralité en tant que corps documentaire (et associée, bien sûr, à d'autres types de sources) n'est certes pas neuve, des auteurs tels que Jan Vansina l'ayant promue depuis le milieu du XX^e siècle⁴. L'auteur de ce chapitre a par ailleurs lui-même été l'un de ces promoteurs au Congo depuis au moins quatre décennies. Le problème se situe plutôt dans le fait que, jusqu'à aujourd'hui, la consultation d'archives diplomatiques ou encore missionnaires, produites d'en haut, c'est-à-dire par des agents coloniaux, prime largement en Occident : or, comme le souligne Donatien Dibwe dia Mwembu, un effort ultérieur doit être encore fait pour connecter l'histoire coloniale avec les réalités vécues d'en bas par les acteurs locaux, dont la mémoire est transmise oralement.⁵

Il sied de noter que, dans le cadre de ce chapitre, les données recueillies des sources orales comme des sources écrites ont été interprétées et analysées selon la méthode historique dans ses approches *rétrospective*, dans la mesure où nous sommes allés chaque fois aux origines des faits pour chercher leurs

³ VAN SCHUYLENBERGH 2013, p. 11.

⁴ VANSINA 1961.

⁵ DIBWE DIA MWEMBU 2023.

antécédents; *processive*, parce que nous exposons à chaque occasion l'évolution spatiale et chronologique de ces faits avec leurs manifestations; et *prospective*, car nous avons été obligés de relever les retombées des conquêtes et de la « pacification » sur les peuples du Sankuru.

Guerres coloniales et « pacification » : un aperçu du problème au Sankuru

En Europe et plus généralement en Occident, l'histoire des conquêtes outre-mer – y compris celle du Congo – a suscité de nombreuses études s'intéressant aux aspects militaires⁶. Julie d'Andurain a par exemple mis en évidence l'ambivalence du rôle des troupes coloniales : soldats brutaux pour certains, héros bâtisseurs pour d'autres, ces troupes ont souvent été le moteur de la soi-disant « pacification » – un terme équivoque, qui, particulièrement dès les années 1880, devient un concept politique normatif permettant de justifier l'acte belligérant sous couvert de protection des populations⁷. Par ailleurs, dans une autre publication, la même autrice note que le colonel français Hubert Lyautey apprend de son maître, le général Gallieni, que la « pacification » devrait être une méthode préconisant d'abord la négociation, et seulement ensuite, si vraiment nécessaire, le recours à la force armée, cela en tant qu'*ultima ratio*⁸. De son côté, Jean-François Klein souligne qu'« *on attribue classiquement en France le mot "pacification" aux guerres menées outre-mer par les Européens aux XIX^e et XX^e siècles, "moment colonial" d'importance qui fait suite aux conquêtes territoriales* »⁹ (souligné par nous).

Nous nous inscrivons dans ce champ historiographique pour interroger le rôle réel de la « pacification » dans le Sankuru. Nous examinons en particulier si l'usage de la force constituait réellement une *ultima ratio* ou s'il s'agissait plutôt d'un préalable systématique pour asseoir l'autorité locale et imposer la domination coloniale. Nous nous intéressons également à la chronologie de la « pacification », afin de déterminer si celle-ci commence *durant* la conquête et non seulement après. En dernier lieu, nous voulons comprendre comment ce processus, souvent présenté en tant que projet homogène d'un État colonial,

⁶ Dans une succession chronologique, voir par exemple : HANOTAUX MARTINEAU 1930-1934; DE BOCK 1987; MARÉCHAL 1992; FRÉMEAUX 2010; D'ANDURAIN 2012; OLSSON 2012; D'ANDURAIN 2024.

⁷ D'ANDURAIN 2016, p. 53.

⁸ D'ANDURAIN 2019, p. 35.

⁹ KLEIN 2025.

est en réalité façonné par les collaborations, mais aussi les résistances et plus généralement les dynamiques propres aux sociétés autochtones.

Pour comprendre comment la « pacification » s'est déployée dans le Sankuru, il est utile de rappeler les stratégies employées par les empires et leurs armées. D'après les études de cas de D'Andurain, les approches seraient au nombre de deux : l'une consistant à envoyer de puissantes colonnes dans les territoires pour y imposer la domination par la force, l'autre visant à associer des populations locales à l'administration et au développement économique¹⁰. Dans le contexte du Sankuru, les agents de l'EIC mettent en œuvre la seconde approche en utilisant les anciens lieutenants de Ngongo Leteta comme auxiliaires après l'assassinat de leur chef en 1893. Ces intermédiaires sont chargés de soumettre et de « pacifier » les territoires locaux. Rappelons en fait que toute la période d'occupation est marquée par des résistances, des mutineries, des actes de désobéissance et même d'autres actions allant jusqu'à l'attaque, voire l'élimination physique pure et simple, des maîtres étrangers¹¹.

La puissance et l'autonomie des Atetela, peuple décentralisé et réputé résistant à toute domination, sont redoutables aux yeux de leurs contemporains. Comme le soulignent Tippo Tip dans son autobiographie et les sources orales que nous avons récoltées, qui corroborent sa version, chaque clan poursuivait ses propres ambitions, multipliant guerres hégémoniques et conflits internes jusqu'en 1892¹². Oyangandji Dimandja et d'autres auteurs confirment cette structure sociale non centralisée ainsi que la réputation d'indépendance et de violence des Atetela, parfois perçus même comme anthropophages¹³. Les mutineries de la Force publique entre 1895 et 1900, connues sous le nom de « révoltes des Batetela », illustrent la continuité de ces tensions locales face à l'administration coloniale.

Ces constats font surgir plusieurs questions : pourquoi l'administration coloniale a-t-elle choisi d'utiliser les Atetela pour conquérir et « pacifier » leur région ? Comment ces derniers ont-ils accompli cette tâche ? Enfin, quelles en ont été les retombées pour le Sankuru ? Sur le plan spatial, notre analyse se concentre sur les territoires actuels de Katoko-Kombe, Kole, Lodja, Lomela, Lubefu et Lusambo, qui constituent la province du Sankuru. Concernant les limites chronologiques, ce travail couvre la période allant des années 1880

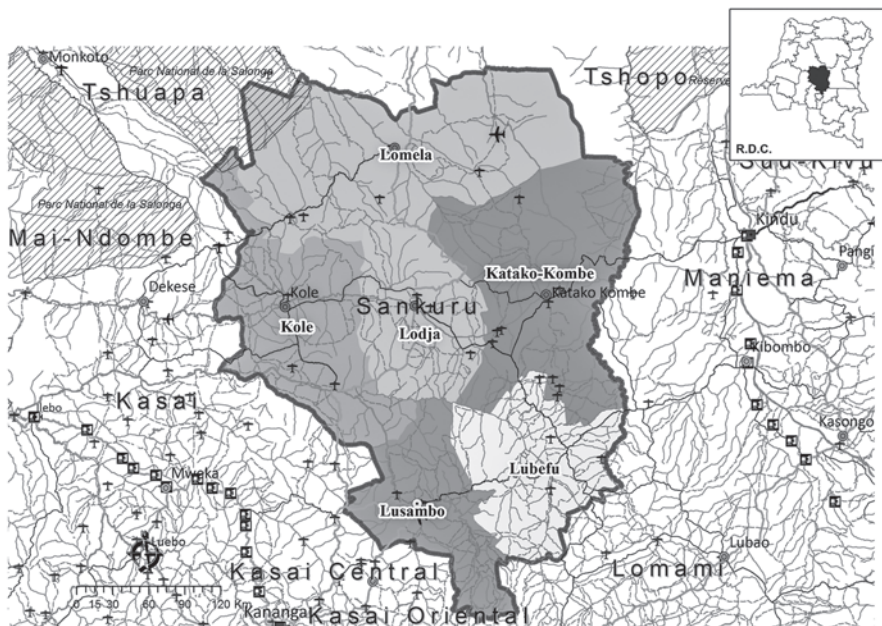
¹⁰ D'ANDURAIN 2016, p. 55 ; 2019, p. 36.

¹¹ USUNGO ULUNGU-KINYAMBA 2019, pp. 324-325.

¹² Concernant Tippo Tip, voir BONTICK 1974, pp. 87, 97. Au sujet de nos sources orales, les informations ont été tirées par des témoignages récoltés à Wembo-Nyama, en territoire de Katoko-Kombe, en 2009. Ces témoins citent notamment des guerres récurrentes entre les Ewango et les Oduku ; entre les clans Ewango et Mondja, groupements voisins des territoires actuels de Lubefu et Katoko-Kombe.

¹³ LEMBORELLE 1935, p. 15 ; BRAECKMAN 1959, p. 128 ; DIMANDJA 1990, p. 107.

Illustration 1. La province du Sankuru (République Démocratique du Congo)



Source: <https://gifex.com/fr/fichier/carte-de-la-province-du-sankuru/>, consulté le 25 février 2025.

aux années 1910. Ce faisant, nous examinerons successivement trois points principaux. Premièrement, les relations entre Ngongo Leteta et les Afro-Arabs d'un côté, et entre Ngongo et les agents léopoldiens de l'autre. Le deuxième point est consacré aux conquêtes des Asambala à travers les différents territoires du Sankuru. Quant au troisième et dernier point, il développe les retombées des conquêtes des Asambala sur les populations du Sankuru.

Ngongo Leteta, les Afro-Arabs et l'État indépendant du Congo

Fils du notable otetela Kasongo, Ngongo Leteta naît vers 1856 au village du chef Pena Mwimba. Turbulent et voleur, il est livré par son père au chef Pena Mwimba pour qu'il soit relégué, mais celui-ci préfère le garder dans

sa cour¹⁴. Les témoignages recueillis auprès des témoins interviewés par nous-même en 1982 révèlent que, lorsque la fille de Pena Mwimba se marie au chef Songye Kilembwe, Pena Mwimba demande à Ngongo de l'accompagner. Ce dernier aide alors Kilembwe dans ses expéditions militaires et devient très célèbre. Frappé par le courage, la sagesse et la bravoure de Ngongo, Kilembwe l'adopte officiellement et le place à la tête de son armée.

C'est dans ce contexte que, lorsque Tippo Tip, de son vrai nom Hamed ben Mohommed el-Mujerbi, personnalité originaire de Zanzibar et extrêmement influente en Afrique centrale et orientale avec ses commerces, y compris de personnes esclavagisées, arrive dans la région, vers la fin des années 1860¹⁵, Kilembwe envoie Ngongo lui offrir des présents afin de faire allégeance. Quand Tippo Tip décide de rentrer à Kasongo, il demande un homme pour l'accompagner. Ngongo se présente comme volontaire. En raison de ses qualités, il reçoit l'estime de Tippo Tip qui le nomme, à la fin des années 1880, son représentant légal au Malela et au Lomami¹⁶. Dès lors, Ngongo commence à razzier et à conquérir les peuples de l'autre rive de la Lomami, dans l'actuelle province du Sankuru. Avec ses subordonnés Lumpungu et Pania Mutombo, ils razzient une vaste région allant de Bena Dibebe à la haute Lubilash¹⁷.

Lors de son troisième voyage dans le bassin du Congo (entre 1880 et novembre 1882), Tippo Tip ne tarit pas d'éloges vis-à-vis de Ngongo Leteta. Il dit : *« L'homme que j'ai laissé dans l'Utetera pour me remplacer était craint, encore plus que moi-même, par tous les habitants de cette région. Après deux ou trois mois, on commença à lui apporter de l'ivoire, des hommes, des chèvres, autant qu'il en demandait, et aussi des viramba (pagnes). »*¹⁸

Quand il revient lors de son quatrième voyage effectué entre 1883 et 1886, il écrit : *« Sur l'autre rive de la Rumami (entendez Lomami), partout où je passais, les habitants m'étaient soumis. Nous étions dans les territoires de Gongo. Je lui avais donné plus de dix mille fusils, sans compter ceux qu'il possédait déjà auparavant. Jamais je n'avais encore rencontré un esclave aussi fidèle que ne le fut Gongo envers moi. Tout ce qu'il acquérait, il me*

¹⁴ SHEMBO 1957, p. 19.

¹⁵ BONTINCK 1974, p. 1.

¹⁶ Pour BRION 1985, p. 27, *« nous ne connaissons pas les dates exactes, mais nous savons que c'est à partir de 1880 que Ngongo Lutete a traversé le Lomami à la hauteur de Lubefu »* au Sankuru.

¹⁷ TURNER 1971, p. 64.

¹⁸ BONTINCK 1974, p. 102.

remettait. Je pouvais lui confier toutes mes affaires et lui laisser le soin d'exercer l'autorité sur ce pays. »¹⁹

En 1892, pourtant, Ngongo Leteta finit par rompre avec ses maîtres afro-arabes pour se rapprocher des agents léopoldiens. Parmi les éléments déclencheurs, un épisode rapporté par Cornet et Dallons, repris par le capitaine-commandant Flament dans un ouvrage belge consacré à l'histoire présumée glorieuse de la Force publique, est révélateur : alors qu'il arrivait un jour dans le camp de Kasongo, Ngongo fut publiquement humilié par Tippu Tip. Celui-ci, au moment du partage du riz lors d'un festin, ordonne que la ration de Ngongo soit réduite, le désignant comme « *l'excrément de leurs pères* » indigne de manger à égalité avec eux²⁰. Cette offense semble marquer Ngongo, tout en renforçant sa volonté de chercher d'autres alliés. Est-ce retournement paradoxal ? Pas forcément. Les témoignages mobilisés jusqu'ici montrent deux facettes complémentaires de la trajectoire de Ngongo. D'un côté, Tippu Tip le décrit dans les années 1880 comme un auxiliaire loyal et redoutable, reconnu pour son efficacité. De l'autre, l'épisode rapporté par Cornet et Dallons rappelle qu'il reste socialement méprisé dans la hiérarchie afro-arabe. La valorisation militaire n'empêche pas l'humiliation publique.

L'épisode que nous venons d'évoquer n'est en tout cas pas le seul catalyseur de la rupture entre Ngongo Leteta et ses maîtres afro-arabes. D'après Guido De Weerd, plusieurs tensions s'accumulent : Sefu tarde à le payer pour l'ivoire et les esclaves qu'il a fournis ; Rachid, le neveu de Tippu Tip, refuse de le soutenir ; et Munie Mohara, basé à Nyangwe, le considère encore comme un ancien esclave indiscipliné et donc comme un adversaire. Dans ces conditions, Ngongo ne peut plus envisager de se soumettre à Sefu ou à l'un des lieutenants de Tippu Tip²¹. Selon nous, en tout cas, la défaite de Ngongo Leteta face aux troupes de Francis Dhanis²², officier de l'EIC, marque un tournant décisif. Ses hommes, qui tentent de riposter à Batubenge, sont rapidement repoussés par le feu ennemi en traversant une vallée et sont contraints de battre en retraite le 9 mai 1891. Quelques jours plus tard, les troupes du capitaine belge Wouters d'Oplinter rejoignent celles de Dhanis et incendient le camp de Ngongo à Kisima Suri. Ces événements manifestant la supériorité militaire de l'EIC le convainquent probablement de l'inutilité d'une résistance prolongée, d'autant plus que les relations sur le versant

¹⁹ BONTINCK 1974, p. 136.

²⁰ FLAMENT 1952, p. 207.

²¹ DE WEERD 2015, p. 252.

²² Sur cet acteur et ses expéditions, voir par exemple BAKWA LUFU 1977.

afro-arabe se détériorent²³. Mieux vaut, dès lors, faire preuve d'opportunisme pragmatique et se rallier au camp ennemi.

Le 19 septembre 1892, Ngongo Leteta se rallie officiellement à l'EIC et met son influence et ses forces au service du colonisateur blanc pour lutter contre les troupes de Sefu ben Hamed Ben Mohammed, contribuant ainsi à la prise de Nyangwe et de Kasongo²⁴. À partir de ce moment, son soutien à l'EIC contre les Afro-Arabs devient effectif. Dans son autobiographie, Tippo Tip déplore l'attitude de Ngongo, qu'il qualifie d'«imbécile», et critique la maladresse des agents européens qui ont conclu un pacte avec lui sans informer Sefu, héritier de son autorité ; cette situation nourrit la haine de Sefu envers Ngongo, qu'il décide d'aller punir sans connaître l'existence d'un pacte qui lie ce dernier à l'EIC et sans se référer à Tippo Tip non plus²⁵. Malgré son ralliement, Ngongo Leteta est finalement exécuté par les agents mêmes de l'EIC. Selon Jean-Luc Vellut, cette décision résulte d'un complot ourdi à Ngandu par des officiers belges, dont le capitaine Jean-Désiré Scheerlinck, et un chef africain, Kalambayi. Les conjurés saisissent les biens et les femmes de Ngongo, et le condamnent à mort après une procédure expéditive²⁶. Ngongo est arrêté le 20 août 1893 et fusillé le 15 septembre 1893, alors même que le commandant Dhanis comptait encore sur sa coopération²⁷. Selon Shembo Sheka, les motivations profondes de l'exécution dépassent la seule suspicion de trahison : les Belges ne faisaient plus confiance à Ngongo, qui, déçu par le traitement européen, cherchait à renouer avec les Afro-Arabs et à rejoindre à nouveau leur camp. Sa cruauté, dépassant toutes les limites de l'entendement humain, aurait également contribué à sa perte²⁸.

Comme nous avons contribué à montrer grâce à nos enquêtes de terrain menées au Congo, l'assassinat de Ngongo a été à la base de ce que la littérature coloniale belge appelle «les révoltes des Batetela» de 1895 à 1900, bien que d'autres raisons – en réalité plutôt secondaires – aient existé²⁹. Après ces révoltes,

²³ COOSEMANS 1951, p. 427.

²⁴ REYNAULT 1987, p. 289.

²⁵ BONTINCK 1974, pp. 154-155

²⁶ VELLUT 2017, p. 78.

²⁷ TURNER 1971, p. 65. Il existe une controverse sur le jour de l'assassinat de Ngongo Leteta. Coosemans parle du 14 septembre 1893, alors que la plupart des auteurs consultés avancent la date du 15 septembre 1893.

²⁸ SHEKA 1975, p. 22. Les témoins racontent que Ngongo n'hésitait pas à éventrer des femmes enceintes pour voir comment les fœtus se comportaient, à pendre ses ennemis, à faire transporter aux esclaves des palmiers sur des kilomètres pour que l'on tire du vin.

²⁹ USUNGO ULUNGU-KINYAMBA 2019 cite notamment la recommandation de l'Acte Général de Berlin en matière de sécurité, la lutte pour l'hégémonie dans le bassin du Congo entre les Afro-Arabs et les agents léopoldiens, et les exactions des officiers de la Force Publique.

les anciens partisans de Ngongo, les Asambala – prétendument « civilisés », mais non dans le sens européen du terme³⁰ – ont été incorporés dans la Force Publique de l’EIC. Pour contourner la résistance des Atetela face aux étrangers, les agents léopoldiens les ont chargés de soumettre tout le Sankuru, ouvrant ainsi la voie à l’occupation coloniale effective de cette contrée.

Étapes des conquêtes des Asambala

La domination coloniale n’aurait pas été possible en l’absence d’intermédiaires locaux. Sans eux, les quelques Européens sur place auraient difficilement su ou pu imposer leur autorité. La mobilisation plus ou moins forcée d’intermédiaires traverse l’histoire de l’Afrique coloniale, et le Congo ne fait pas exception³¹.

Ngongo Leteta, nous l’avons vu, est le premier des Asambala à avoir soumis une bonne partie des Atetela à la tutelle de l’EIC : il y réussit grâce aux *Wanyampara* (mot swahili signifiant capita ou chef)³². Comment ces événements se sont-ils déroulés ? Nous allons expliciter quelques faits, noms et toponymes pour deux raisons : premièrement, pour visibiliser les réalités géopolitiques locales et leur complexité ; secondement, pour questionner comment ces mêmes réalités ont façonné, de l’interne, les appropriations successives de l’EIC.

Les acolytes de Ngongo Leteta ont conquis la plus grande région de savane du Sankuru, allant de Ngandu jusqu’au Katako-Kombe méridional, en passant par Lusambo et Lubefu³³. En effet, après avoir soumis les populations de la rive droite de la Lomami, notamment les chefs Kitete, Tunda, Wenga et Lohahe la Kombe (pour ne citer que ceux-ci), le conquérant Ngongo Leteta s’installe à Ngongo k’Ole. Il traverse la Lomami, place les auxiliaires Luhaka chez les Ole et les Mudimbi chez les Kinombe. Ensuite, il pousse ses incursions vers Ohambe et au Sud vers Senga, où il se heurte à une opposition farouche du chef Wembo-Nyama de Senga à cause des armes qu’il a reçues

³⁰ *Civilisés* ou *Wangwana* se réfère ici au fait qu’ils étaient pétris dans la civilisation arabo-musulmane et se considéraient comme supérieurs à d’autres populations. Par exemple, ils parlaient le swahili, s’habillaient à la manière des Arabes et étaient réputés être propres et sains. Il s’agit des anciens auxiliaires de Ngongo Leteta.

³¹ TÖDT 2020, p. 265.

³² Il a été déformé en otetela : « *onyimpala* ». Sur l’usage de langues telles que le swahili et l’arabe dans le cadre de l’EIC, voir le chapitre de Xavier Luffin dans ce même ouvrage.

³³ WEMBOLUA ET OYANGANDJI 1990, p. 90.

de Mwinyi Mohara³⁴. Ngongo opte pour la négociation et part à Ngandu avec un neveu de Wembo-Nyama Senga du nom de Djemb'Ehata³⁵. Aux environs de 1887, à la suite d'une campagne militaire qui aboutit à la conquête de Djundu, Ndjadi, Dimanga et Ewango, Wembo-Nyama – de son vrai nom Djemb'Ehata, lui aussi un acolyte de Ngongo Leteta – est placé comme *Nyampara* (lieutenant) de la région qui s'étend de la rivière Luwila au Sud (actuel territoire de Lubefu) à la rivière Lonya au Nord (actuel territoire de Katako-Kombe) et de la partie Sud du territoire actuel de Lodja, chez les Kondo³⁶. Tout compte fait, aux alentours de 1893, l'EIC contrôle la région du Sankuru dans la partie de la savane par l'intermédiaire des lieutenants de Ngongo Leteta : Mulenda, Luhaka, Mulosa (Kandolo) et Wembo-Nyama³⁷. Cela montre comment, loin d'avoir été une conquête régionale directe, c'est-à-dire planifiée et exécutée par les forces de l'État lui-même, cette appropriation territoriale léopoldienne est surtout la résultante d'actions et de contradictions autochtones.

Or, au cours de 1893, des rivalités de grande envergure surgissent entre les gens d'Ewango et ceux d'Oduku à Mibango, localité créée par Wembo-Nyama pendant la conquête en 1887. Le commandant Dhanis, que nous avons déjà vu dans la section précédente, envoie encore Wembo-Nyama dans la région pour y mettre de l'ordre. Il réussit ainsi à juguler la crise et à « pacifier » le conflit. Sa famille le rejoint et il s'établit à Mibango sur le sol du clan Ewango³⁸. Après l'assassinat de Ngongo Leteta, daté lui aussi de 1893, un de ses lieutenants (*Nyampara* ou *Mwankana*) Luhaka (ou Lupaka) est désigné par le commandant Francis Dhanis comme son successeur et chef des Asambala en 1894. Sa mission consiste à rassembler sous l'autorité de l'EIC de vastes domaines allant à l'Est jusqu'au Lualaba, au Nord jusqu'à la rivière Laha (ou Tshuapa) et à l'Ouest jusqu'au lac Léopold II (Mai-Ndombe), une zone des Atetela et Nkutshu, riche en caoutchouc³⁹. Pour accomplir cette mission, Luhaka dispose d'une force totale de 600 hommes bien formés ainsi que des anciens sous-officiers de la Force Publique. Tous sont en général armés de fusils « modernes »⁴⁰. Il y a ici un autre point à souligner : Luhaka utilise des méthodes apprises non pas des Occidentaux, mais des Arabes. Grâce aux armes à feu que l'adversaire ne possède pas, les Asambala ont le dessus sur le champ de bataille (« *Munduki*,

³⁴ LOHAKA 1974, p. 55.

³⁵ WEMBOLUA et OYANGANDJI 1990, p. 90.

³⁶ ONOTAMBA 1973, pp. 23-24.

³⁷ TURNER 1973, p. 16.

³⁸ WEMBOLUA et OYANGANDJI 1990, p. 91.

³⁹ SHEMA 1975, p. 51.

⁴⁰ BRAUSCH 1955, p. 455.

sulutani ya barabara», disaient les Afro-Arabes⁴¹). Il fait établir un fortin et y laisse un de ses lieutenants avec des acolytes pour maintenir l'ordre, collecter l'impôt (constitué par exemple de l'ivoire, du caoutchouc, des croissettes, des vivres), obliger au portage ou au travail⁴². Les acolytes y amènent leurs familles. C'est ainsi que s'établissent des groupes des Asambala au sein des populations dominées. Parmi la population locale, les Asambala recrutent des collaborateurs. Ils investissent des chefs souvent créés de toutes pièces appelés *Bakalanga* (ceux qui ont été grillés). De toute façon, Luhaka se montre vite à la hauteur de sa tâche.

Selon les témoignages recueillis sur le terrain, par ailleurs, la conquête de la région de Katako-Kombe est entreprise par Lutundula sous la haute direction de Luhaka. C'est vers 1895 que Lutundula est envoyé en avant-garde. Il soumet la localité de Katako. De là, il organise sa marche vers le Nord. Ensuite, il répartit ses hommes en trois grandes colonnes et trace un itinéraire à suivre pour chacune d'elles : la colonne de droite suit la route des Yungi riverains de la rivière Lomami ; celle de gauche emprunte la route des Yenge, et la colonne du milieu prend la route des Djinga. Seule la colonne du milieu rencontre quelques difficultés et est arrêtée par des forces importantes de Lunga, chef des Yungi. Dès lors, les colonnes avancent, occupant toute la région de Katako-Kombe grâce à la force des armes à feu et aux stratagèmes appris, encore une fois, des Afro-Arabes. D'après nos sources orales, la marche sur la région de Lomela est organisée à partir de Katako, localité abritant dès lors le Quartier général de Luhaka. Cette expédition est dirigée par le Mwankana Mudimbi. La conquête de Mudimbi se poursuit en pleine forêt équatoriale. C'est pourquoi il est surnommé *Lol'ekonda*, c'est-à-dire « perceur de forêts ». Mudimbi installe ses représentants Lumbuli, Kilongoshi, Longonia, Kamimbayi, Olenga, Kilemba et Mukumari au milieu de la tribu des Yela vaincus. Et cela ne s'arrête pas là, puisque, à partir de Lomela, une expédition est lancée par Kingombe sur Boende. Cette expédition descend la rivière Lomela et atteint Boende. Or, suite à un conflit de pouvoir, Kingombe en vient aux mains avec les troupes de l'EIC : il est alors obligé de prendre la fuite après avoir perdu toutes ses armes, femmes et bagages⁴³. La conquête de Lomela se termine vers 1900. Si l'on se détache d'une optique purement événementielle, que nous apprend cette séquence de faits ? À l'analyse, elle souligne d'abord un élément déjà évoqué, à savoir le rôle central des

⁴¹ Littéralement, « le fusil est le chef de la route ».

⁴² BRAUSCH 1955, p. 455.

⁴³ DELCOURT et DALLONS cités par BRION 1985, p. 30.

acteurs africains dans l'annexion territoriale pour le compte de l'EIC ; avec la spécificité que ce processus ne s'appuie pas sur des méthodes occidentales, mais plutôt sur des pratiques de conquête et de contrôle de matrice arabe. Ensuite, l'épisode de Kingombe illustre le revers de la médaille : même les figures autochtones décisives dans le cadre de ces annexions demeurent subordonnées à la structure et à la posture de l'EIC, dont l'autorité sur place peut anéantir à tout moment leur position, quels que soient leurs mérites dans l'expansion coloniale.

Pour sa part, Kandolo, ancien lieutenant de Ngongo Leteta et ancien caporal de la Force Publique, rescapé de la révolte de la colonne de Dhanis en 1897⁴⁴, est le principal artisan de la conquête et de la « pacification » des actuels territoires de Lodja (partie Sud), Kole et Loto⁴⁵. Vers 1898, Kandolo lance l'offensive contre la région de Lodja. Deux ans plus tard, avec sa troupe, il arrive à bout des peuples belliqueux de Lodja. Au lieu de retourner dans son village, Kandolo obtient de s'installer sur la Lokenye (Lukenie) du côté de Lodja avec 70 prisonniers pour se constituer un village, et 27 soldats licenciés comme lui⁴⁶. Selon nos témoins, pour mener à bien ses campagnes contre les villages voisins, Kandolo se fait aider par une série d'auxiliaires dont les noms restent encore attachés à certains villages qu'ils ont créés : on peut citer, pour l'intérêt des milieux historiens congolais, Fariala, Otenga, Owawa, Musudi, Ompula, Katambwe, Luhandjula, Mundeke, Kalema, Malutshi, Nkoy Okunda, Fundji, Tshopo Pele, Saidi, Ka Yongo, Kanyama, Ngongo, Mulenda, Omeonga, Shutsha, Otukatuka, Omende, Asomelo, Luhaka, Pene Sopo, Kahudi, Kandolo, Sokola et Sangola. Jean-Luc Vellut note qu'en 1908, par ailleurs, la mission Emil Torday fait la connaissance de Kandolo, lorsqu'il régenté la région Lodja, Kole et Loto⁴⁷.

La conquête de la région de Kole et de Loto est elle aussi le résultat de plusieurs expéditions lancées par Kandolo, mais aussi Luhaka, Yambayamba, Kimpoke, Kalonda et le sergent Mateleka. Tout commence vers 1891 quand Kandolo et ses sbires lancent la première attaque sans beaucoup de succès. En 1898, Luhaka et ses hommes – dont le capitaine Tshibuye, le sergent Mateleka, Dyima et Otenga – entreprennent leur offensive contre les Basongomeno. Elle aboutit à la prise d'un nombre important de localités, à l'instar de Bena Dibebe, Isaka (ou Nsaka), Oela, Ishenga, Mbala, Gombe,

⁴⁴ NDAYWEL E NZIEM 1997, p. 303.

⁴⁵ VELLUT 2017, p. 84.

⁴⁶ USUNGO ULUNGU-KINYAMBA 2019, p. 324.

⁴⁷ VELLUT 2017, p. 84.

Ikukundu, Mongisenge et Kole⁴⁸. Le 12 mai 1908, enfin, l'EIC installe à Kole les anciens mutins atetela qui se sont rendus. Ils sont placés sous l'autorité de Yambayamba et de Kimpoke assimilés aux Asambala. Envoyés à Kole pour surveiller l'exploitation du caoutchouc dans le domaine de la Couronne, ces deux lieutenants de Ngongo Leteta ne croisent pas les bras. Ils affrontent les flèches empoisonnées des Basongomeno et, malgré tout, parviennent à soumettre tous les villages autour de Kole⁴⁹. Cela montre, bien sûr, le côté résistant des populations soumises ou en phase de soumission, sur lequel on reviendra plus bas⁵⁰. Quoi qu'il en soit, selon nos témoins, quelque temps plus tard, le capita Kalonda et ses auxiliaires « pacifient » les villages des Basongomeno de la région de Bena Dibebe-Nsaka. Son acolyte Mateleka est très cruel. Au village d'Oela par exemple, après avoir tué huit hommes et cinq femmes, il pend deux enfants et quatre femmes. C'est à l'issue de toutes ces exactions que les Basongomeno se déclarent vaincus. Ils permettent ainsi aux Asambala de soumettre formellement le territoire de Kole à l'EIC.

Conséquences des conquêtes des Asambala

On l'a vu, le transfert de la souveraineté des Atetela à l'EIC et plus tard à la Belgique est l'œuvre principalement des Atetela eux-mêmes. Les conquêtes entreprises en terre otetela ont laissé des traces indélébiles, encore remarquables de nos jours : des signes matériels ou immatériels qui ont façonné ce qu'en Occident on a pris l'habitude, à la suite des répercussions politico-sociales du mouvement *Black Lives Matter* de 2020, d'appeler l'héritage colonial dans les espaces publics. Il est intéressant, pour une fois, de renverser la perspective et de voir comment la colonisation interne au Congo – mais menée pour le compte de l'EIC – a impacté les réalités locales. D'abord, la conquête du Sankuru permet aux anciens *Wanyampara* de Ngongo Leteta d'essaimer, avec leurs auxiliaires, dans toute l'actuelle province. Partout, où ils passent, les Asambala créent des villages portant leurs noms. C'est pourquoi on trouve encore aujourd'hui au Sankuru plusieurs villages portant les mêmes noms. Ces derniers sont généralement ceux des Asambala, anciens lieutenants de Ngongo Leteta, auxiliaires de l'EIC. Ensuite, cet état des choses est perceptible aussi à travers le langage courant – démonstration ultérieure de

⁴⁸ BRION 1985, pp. 29-30.

⁴⁹ BRION 1985, pp. 29-30.

⁵⁰ Les chapitres de Catherine Coquery-Vidrovitch, Giacomo Macola et Gaia Delpino de ce volume reviennent également sur les facteurs de résistance autochtone à la domination instaurée par l'État colonial.

la force des sources orales, qui, en plus de transmettre la mémoire des noms et des villages, rendent visibles les structures sociales mises en place par les Asambala et leur impact durable. Au sujet de ces villages, on dit : « laka Shutsha... » (chez Shutsha) au lieu de « la Shutsha » (à Shutsha)⁵¹. Parmi ces villages, on peut citer à titre purement illustratif Lumbuli, Wembo-Nyama, Longonya, Kandolo, Lutundula, Mukando, Okitodimba, Esenge, Okombe, Minga, Ohambe et Shenga. Pour distinguer certains villages portant le même nom, on ajoute le nom du fondateur issu du premier ancêtre. Ainsi, on parlera d'Okombe wa Djembolembo (Okombe de Djembolembo) et Okombe wa Ngomo (Okombe de Ngomo), Shenga ya Dimandja (Shenga de Dimandja) et Shenga y'Okitawembi (Shenga d'Okitawembi), Ohambe wa Djolo (Ohambe de Djolo) et Ohambe wa Ngandemema (Ohambe de Ngandemema), pour se limiter à ces quelques exemples.

Si l'on revient sur un plan plus historique, en nous resituant dans le cadre chronologique de ce chapitre, nous pouvons noter que les Asambala, après la conquête du Sankuru au profit de l'EIC, se comportent en véritables potentats dans les terres conquises. Ils installent des chefs illégitimes étrangers venus avec eux comme auxiliaires ou comme compagnons d'armes dans plusieurs localités. À titre illustratif, citons le cas de Wembo-Nyama rapporté par les témoins de Wembolua et d'Oyangandji en ces termes : « *Quelque temps avant de quitter le Congo, le commandant Dhanis instaura dans la région le régime de caoutchouc et en confia au chef Wembo-Nyama la surveillance et la responsabilité de maintenir "l'ordre" et d'imposer des prestations pour la récolte de caoutchouc sauvage. Le territoire tetela confié à Wembo-Nyama correspondait à la province orientale de l'immense empire de Ngongo Leteta. Pour assurer une administration efficiente, Wembo-Nyama subdivisa ce territoire et en confia le contrôle à ses capitans de la manière suivante : Wamu reçut le territoire d'Okit'Odimba et Odiékila celui des Kondo ; Shengombe et Okitalomami acquirent le territoire de Yenge, Lohohola obtint le territoire allant d'Edinga à Adungu, Lohaka et Okomadi prirent les terres de Mondja et Onadikondo, Pene Mboo occupa les terres d'Okitokonda a Koy, Mukanga eut les terres d'Okaku et de Lotembo, Mukando contrôla les terres d'Ewango, Katako Onawembo bénéficia des terres de Vele, Otoka eut les terres de Tshumbe et Wongo, Ndjeka obtint les terres d'Ondjo a Pongo et Dikonga, Okitolenga gagna les terres d'Opombo et Unyaloodu alors*

⁵¹ En langue *otetela*, le locatif « laka » désigne l'appartenance. D'où, « laka Shutsha » signifie chez Shutsha ou dans le village de Shutsha. Cela serait différent de « la Shutsha », c'est-à-dire « à Shutsha » si le village ne portait pas le nom d'une personne.

que Mamba recueillit les terres de l'entre Otunda et Etshima. »⁵² Bien que cette énumération puisse sembler excessive à un public non familier avec la région, elle permet de comprendre la logique et l'étendue du pouvoir exercé par les Asambala sur le Sankuru. Elle montre également comment les voix locales détaillent avec précision les réalités du terrain, que l'on ne pourrait appréhender autrement.

À partir de 1903, on signale des remous dans certaines régions du Sankuru où les gens refusent ouvertement les chefs illégitimes placés par les Asambala. Nos témoins du secteur des Kondo signalent le cas d'Odiekila placé par le chef Wembo-Nyama à la tête de leur entité, dans l'actuel territoire de Lodja. En plus de cela, les Asambala répriment avec la dernière énergie les différentes tentatives de désobéissance des autochtones. Les exactions des Asambala finissent par exaspérer la population jusqu'à la pousser à se soustraire aux impositions de l'État, à savoir la récolte du caoutchouc, le paiement de l'impôt, les travaux forcés en général. En 1906, l'Inspecteur d'État Mathieu signale un cas pouvant nous documenter à ce sujet. Il note : « *Un beau jour les indigènes ne viennent plus au poste, et il en résulte des opérations de police qui entraînent des morts d'hommes et sont coûteuses par les frais qu'elles occasionnent ainsi que par une cessation de paiement d'impôt qui dure parfois plusieurs mois et anéantit le bénéfice qu'on avait cru pouvoir réaliser.* »⁵³ Un autre témoignage rapporté par l'anthropologue Melville William Hilton-Simpson révèle qu'en 1908, les Nkutshu de la région de Kole mettent des pointes empoisonnées dans le chemin, afin de tuer et de manger les porteurs des « Batetela » allant de Bena Dibebe à Kole. Ils sont tellement hostiles aux étrangers que le poste d'État de Kole n'est jamais sûr de ne pas être attaqué. Souvent, si l'on croit à ses mots, les Nkutshu tuent et même mangent les courriers, ou encore les femmes des soldats⁵⁴. Ce qu'il faut retenir ici, au-delà de la véracité de certains détails que nous ne sommes pas en mesure de vérifier, c'est surtout l'action de résistance des populations locales face aux agents léopoldiens.

Cette manière d'agir des Asambala cause par ailleurs beaucoup de dommages au budget de l'EIC. C'est pourquoi le colonisateur décidera de débarrasser graduellement le Sankuru de la tutelle des Asambala. La première action de l'administration coloniale allant dans ce sens est l'établissement des postes d'État : Bena Dibebe (1895), Lubefu (1902), Katako-Kombe (1902),

⁵² WEMBOLUA et OYANGANDJI 1990, p. 92.

⁵³ Archives du ministère des Colonies, citées par TURNER 1973, p. 17.

⁵⁴ Témoignage de Hilton-Simpson, 1911, cité par TURNER 1971, p. 76.

Lodja (1903), Kole (1903), Loto (1905), Lomela (1905) et ainsi de suite⁵⁵. La création des postes d'État permet à l'homme blanc de se rapprocher de ses administrés et de contrôler directement et efficacement les actions des surveillants Asambala. En 1904, l'administration de l'EIC emprunte un ton beaucoup plus ferme. Luhaka, qui fait l'objet de plaintes de la part de ses lieutenants à cause de sa rigueur, est relégué à Lusambo où il séjournera jusqu'en 1907. Durant cette dernière année, les lieutenants fidèles à Luhaka exigent son retour à Katako-Kombe. L'administration doit alors accepter leur exigence afin d'éviter une mutinerie⁵⁶. Par le décret du 6 juin 1906, en outre, le gouvernement colonial introduit une réforme administrative : il généralise le décret de 1891 et étend la reconnaissance des chefferies à tout le territoire de l'EIC. La chefferie devient une subdivision administrative pendant que le chef se voit être revêtu d'une parcelle de l'autorité de l'État⁵⁷. Deux ans plus tard, soit en 1908, à cause des frais élevés de l'occupation coloniale et des abus du système léopoldien décrié par certains milieux européens, l'administration coloniale adopte une nouvelle « politique indigène ». Le 2 mai 1910, un décret est signé dans le but de constituer des groupements animés d'une vie propre et munis des moyens d'action traditionnels. Il s'ensuit l'organisation d'enquêtes dont le résultat est de constituer des chefferies et sous-chefferies plus ou moins homogènes, partageant un passé commun et avec à leur tête un chef dit légitime⁵⁸.

C'est dans ce cadre qu'en 1912, l'administration coloniale belge reconnaît comme tels tous les chefs autochtones⁵⁹. Il faut désormais désarmer les Asambala, considérés comme imposteurs, soustraire les chefs locaux de leur emprise et éviter que les autochtones ne soient plus obligés de passer par l'intermédiaire de Luhaka et de ses acolytes pour apporter le caoutchouc et l'ivoire à l'État⁶⁰. Durant la même année, on applique le décret de 1911 portant la création des secteurs au Sankuru : dans les zones de savane, où les Asambala étaient peu nombreux, ces derniers sont intégrés à des secteurs composés majoritairement d'originaires de la région, tandis que dans les zones forestières, où les Asambala étaient plus présents et culturellement distincts, ils sont regroupés dans des secteurs à part, comme celui des

⁵⁵ USUNGO ULUNGU-KINYAMBA 1982, p. 18.

⁵⁶ Archives de la région du Kasai, cité par USUNGO ULUNGU-KINYAMBA 1982, p. 19.

⁵⁷ Bulletin officiel de l'EIC, 1906, cité par WEMBOLUA et OYANGANDJI 1990, p. 96. Pour une vision plus large de la gouvernance et de l'administration de l'EIC, voir par exemple PLASMAN 2017.

⁵⁸ VELLUT 1974, p. 132.

⁵⁹ TURNER 1971, p. 77.

⁶⁰ Témoignages recueillis en territoire de Lodja en 1982.

Basambala à Katako-Kombe ou les secteurs des Batetela à Lodja, Lomela, Loto, Kole et bien d'autres⁶¹. À partir de cette époque, la symbiose qui semble régner entre les chefs légitimes et leurs administrés – la « pacification » ayant été apparemment atteinte – porte l'administration coloniale belge à introduire, notamment pendant la Première Guerre mondiale, la culture obligatoire du coton⁶². Celle-ci atteint un rendement satisfaisant dans les années 1930⁶³.

Conclusion

Au terme de cette étude, nous pouvons conclure que la part des peuples du Sankuru en général et des auxiliaires Asambala en particulier dans la conquête et dans la « pacification » de leur territoire à l'EIC a été non seulement primordiale, mais également indispensable, pour l'expansionnisme colonial léopoldien et belge au Congo. Il reste à comprendre à quel moment on peut parler de « pacification » dans le sens soulevé en introduction : le processus démarre-t-il lorsque les Asambala, vers le début et durant les premières années du xx^e siècle, arrivent à soumettre formellement leur région pour le compte de l'EIC ? Ou bien plus tôt, quand Ngongo Leteta puis ses *Wanyampara* s'engagent dans l'État colonial pour venir à bout des résistances autochtones au Sankuru et devenir ainsi les maîtres régionaux ?

L'analyse – en écho aux autres questions soulevées en ouverture du chapitre – a montré que le recours aux Asambala s'explique par l'incapacité de l'EIC à soumettre directement un peuple, les Atetela, réputé insoumis ; que la « pacification » s'est opérée à travers des stratégies de conquête principalement empruntées au monde afro-arabe et adaptées aux réalités locales plutôt que par une planification militaire occidentale ; et que ses retombées ont durablement marqué le Sankuru, en redéfinissant l'organisation politique et sociale par l'imposition de nouvelles autorités, l'exploitation économique et l'émergence de diverses formes de résistance. Enfin, sur la question de savoir si la « pacification » relève davantage de la force ou de la négociation, l'étude a montré que les deux dimensions sont indissociables : la supériorité des armes permet de l'emporter militairement, mais la consolidation du pouvoir passe tout autant par des accommodements, des alliances et des réorganisations

⁶¹ TURNER 1971, pp. 77-78.

⁶² MULAMBU 1974, p. 7.

⁶³ TURNER et WEMBOLUA 1975, p. 12.

locales ou régionales. En l'occurrence jusqu'à des actions contre les Asambala eux-mêmes par l'État colonial, afin de mieux asseoir la *direct rule*, quand ces derniers ne convenaient plus à la cause.

Ainsi, la « pacification » du Sankuru ne commence pas seulement après sa conquête formelle : en tant que visée de soumission, elle anticipe et accompagne un processus graduel, traversé de violences, de négociations et de recompositions, dans lequel les Asambala ont occupé une place déterminante aux côtés – et parfois à l'encontre – de l'État colonial. Au Sankuru, les noms de Ngongo Leteta, Luhaka, Kandolo, Kalonda, Mudimbi, Mulenda, Wembo-Nyamba, et d'autres encore, rappellent ceux des grands conquérants qu'on n'hésite pas à placer au même diapason que les *conquistadores* espagnols et les soi-disant « pacificateurs » français ou anglais, véritables fers de lance de l'émergence des empires coloniaux des temps modernes et de l'époque contemporaine.

Bibliographie

- BAKWA LUFU Badibanga, « Itinéraire des mutins de l'expédition de Dhanis à la région de Rutshuru », in *Antennes* 5(1), 1977.
- BONTINCK François, *L'autobiographie de Hamed Ben Mohammed el-Mujerbi Tippo Tip (ca. 1840-1905)*, Bruxelles, Académie royale des Sciences d'Outre-Mer, 1974.
- BRAECKMAN Emile M., *Histoire du protestantisme au Congo*, Bruxelles, Librairie des Éclaireurs unionistes, 1959.
- BRAUSCH Georges, « Origines de la politique indigène belge en Afrique 1878-1908 », in *Revue de l'Institut de Sociologie* 3, 1955.
- BRION Edouard, « Les premiers Européens dans la région de la Lokenye », in *Annales Aequatoria* 6, 1985.
- COOSEMANS Marthe, « Gongo Lutete, chef Bakusu (Malela, vers 1860 – Gandu, 14 septembre 1892) », in *Biographie Coloniale Belge* 2, 1951, pp. 427-432.
- D'ANDURAIN Julie, *La capture de Samory (1898), l'achèvement de la conquête de l'Afrique de l'Ouest*, Paris, SOTECA, 2012.
- D'ANDURAIN Julie, « La méthode Lyautey », in *Réflexions* 41(2), 2019.
- D'ANDURAIN Julie, *Les troupes coloniales. Une histoire politique et militaire*, Paris, Passés composés, 2024.

- D'ANDURAIN Julie, « Résolution des conflits au début du xx^e siècle : “pacification” ou émergence d’une pensée tactique ethno-centrée », in *Revue Défense Nationale* 792(7), 2016.
- DE BOCK Guy, *Baoni. Les révoltes de la force publique sous Léopold II. Congo, 1895-1908*, Bruxelles, EPO, 1987.
- DIBWE DIA MWEMBU Donatien, « Les sources orales à la conquête du passé colonial », in *The Journal of African History* 64(3), 2023, pp. 344-350.
- FLAMENT F. *et al.*, *La Force Publique de sa naissance à 1914*, Bruxelles, Institut royal colonial belge, 1952.
- FRÉMEAUX Jacques, *De quoi fut fait l’empire. Les guerres coloniales au XIX^e siècle*, Paris, CNRS, 2010.
- DE WEERD Guido, *L’État indépendant du Congo. À la recherche de la vérité historique*, Bruxelles, Dynamedia, 2015.
- HANOTAUX Gabriel, MARTINEAU Alfred, *Histoire des colonies françaises et de l’expansion française dans le monde*, Paris, Plon, 1930-1934, 6 vol.
- KLEIN Jean-François, « La “pacification”, un processus impérial », in *Encyclopédie d’histoire numérique de l’Europe*, mis en ligne le 22.06.20, consulté le 10.02.2025. Permalien : <https://ehne.fr/fr/node/12418>.
- LEMBORELLE Antoine, *Enquête ethnographique*, Lusambo, 1935.
- LOHAKA Omana, « Ngongo Leteta », in *Likundoli. Enquêtes d’histoire zaïroise* 2(1), 1974, pp. 53-62.
- MARÉCHAL Philippe, *De « arabische » campagne in het Maniema-gebied (1892-1894). Situering binnen het kolonisatieproces in de onafhankelijke Kongostaat*, Tervuren, MRAC, 1992.
- MULAMBU Mvuluya, « Cultures obligatoires et colonisation dans l’ex-Congo belge », in *Les Cahiers du CEDAF* 6-7, 1974.
- NDAYWEL E NZIEM Isidore, *Histoire du Zaïre. De l’héritage ancien à l’âge contemporain*, Duculot, Louvain-la-Neuve, 1997.
- OLSSON Christian, « De la pacification coloniale aux opérations extérieures. Retour sur la généalogie “des cœurs et des esprits” dans la pensée militaire contemporaine », in *Questions de Recherche* 39, 2012, pp. 1-33.
- ONOTAMBA Albert P.S., *La collectivité Ngandu-Wuma face à la réforme administrative du 5.01.1973*, mémoire, inédit, UNAZA, Campus de Lubumbashi, 1973.
- OYANGANJI Dimandja *et al.*, « Un regard sur la vie du chef Koko-Lomami ± 1887-1983 », in *Revue Lokombe* 1, 1990.

- PLASMAN Pierre-Luc, *Léopold II, potentat congolais. L'action royale face à la violence coloniale*, Bruxelles, Racine, 2017.
- REYNAUD François, *Tippo Tip: un potentat arabe en Afrique centrale au XIX^e siècle*, Paris, Société française d'histoire d'Outre-Mer, 1987.
- SHEMBO Sheka, *Les Révoltes des Batetela*, Travail de fin d'études, inédit, Département d'Histoire, UNAZA/ISP-Bukavu, 1975.
- TÖDT Daniel, «L'État colonial et les élites africaines, une histoire de soumission?», in GODDEERIS Idesbald, LAURO Amandine, VANTHEMSCHÉ Guy (éd.) *Le Congo colonial. Une histoire en questions*, Waterloo, Renaissance du Livre, 2020, pp. 265-277.
- TURNER Thomas, WEMBOLUA Kasongo, «Le Vandisme (Sankuru-Zaïre) et sa signification politique», in *Les Cahiers du CEDAF* 5, 1975.
- TURNER Thomas, «Mouvements de résistance chez les Mongo du Sankuru», in *Revue congolaise des Sciences Humaines* 2, janvier 1971.
- TURNER Thomas, «"Politique indigène" du Congo Belge. Le cas du Sankuru», in *Les cahiers du CEDAF* 1(2), 1973.
- USUNGO ULUNGU-KINYAMBA Jacques, *NZAMBI KA VANDA. Essai d'étude d'un mouvement anti-sorcier au Sankuru (1937-1975)*, Mémoire de licence, Département d'Histoire, ISP/Bukavu, 1982.
- USUNGO ULUNGU-KINYAMBA Jacques, «Les résistances congolaises à l'injonction coloniale : regard sur les révoltes des Batetela (1895-1900)», in *Les Cahiers du CERUKI*, Nouvelle série 58, 2^e trimestre 2019, pp. 323-342.
- VAN SCHUYLENBERGH Patricia, «Mémoires coloniales valorisation d'un patrimoine oral pour l'histoire dans le cadre du 10^e anniversaire de mémoires du Congo, le 9 octobre 2012», in *Mémoires du Congo* 25, mars 2013, p. 11.
- VANSINA Jan, *De la tradition orale. Essai de méthode historique*, Tervuren, MRAC, 1961.
- VELLUT Jean-Luc, *Congo. Ambitions et désenchantements 1880-1960*, Paris, Karthala, 2017.
- VELLUT Jean-Luc, *Guide de l'étudiant en histoire du Zaïre*, Kinshasa, Mont Noir, 1974.
- WEMBOLUA Wedi, OYANGANDJI Dimandja, «Chef Wembo-Nyama ca. 1860-1940. Une esquisse biographique», in *Revue Lokombe* 1, 1990.

Anne Cornet

Femmes photographes dans l'État indépendant du Congo : une pratique pionnière

Introduction

De manière générale, les femmes photographes sont longtemps demeurées dans l'ombre. Depuis une quarantaine d'années, la photographie féminine en Occident fait l'objet d'une abondante historiographie qui questionne « *l'incidence de l'identité sexuelle sur la pratique photographique* » et analyse « *la photographie [comme] un moyen d'expression et un outil d'émancipation des femmes* »¹. Elle offre en effet de nouvelles perspectives d'expression artistique et documentaire, de potentielles sources de revenus, et l'occasion de sortir des loisirs traditionnellement féminins. Elle procure aussi un potentiel d'agentivité dans un univers à la répartition des rôles très genrée. Pour autant, la production photographique des femmes fait-elle émerger un regard « au féminin », ou s'agit-il plutôt d'un ensemble de regards marqués par des contextes socioculturels différents ?²

Et qu'en est-il dans les empires coloniaux ? La littérature scientifique est plutôt maigre sur la pratique photographique féminine dans ce contexte. Il est vrai que la photo ne se répand réellement en Afrique subsaharienne

¹ LEBART, ROBERT 2020, p. 12 et 14.

² LEBART, ROBERT 2020, p. 12.

qu'à partir des années 1880³. Elle est l'apanage d'une minorité, en raison de sa complexité technique et de son caractère onéreux. Au Congo comme dans les autres espaces coloniaux, les premiers photographes sont des hommes blancs (militaires, fonctionnaires, explorateurs, missionnaires, scientifiques). Quelques individus aux profils minoritaires y pratiquent eux aussi la photographie. C'est le cas du missionnaire africain-américain William Sheppard et du Nigérian Herzekiah Shanu, qui ouvre à Boma l'unique studio de photographie commerciale de l'État indépendant du Congo (EIC)⁴.

Enfin, il y a des femmes photographes. Nous en avons repéré quatre sur un peu plus de 650 Occidentales ayant séjourné au Congo entre 1885 et 1908 : une religieuse catholique, deux missionnaires protestantes et l'épouse d'un militaire⁵. Nous nous proposons de confronter leur vécu et leur pratique photographique en examinant leur profil, leur univers au Congo et les thématiques de leur production, tout en scrutant la part éventuelle d'autonomie et d'agentivité que cette activité pouvait leur apporter dans un contexte colonial extrêmement genré⁶.

Des parcours de vie hors du commun

Les femmes qui se rendent au Congo à la charnière du XIX^e et du XX^e siècle se lancent dans une véritable aventure. Nos photographes sont des femmes hors norme par leurs choix de vie, leurs activités, mais aussi leur pratique photographique.

³ MONTI 1987 ; BENSUSAN 1966.

⁴ KENNEDY 2002 ; MORIMONT 2001, pp. 12-17.

⁵ Base de données inédite de l'auteure, constituée à l'aide du logiciel FileMaker Pro. Cette base de données comprend des informations biographiques (état civil, employeur, société missionnaire, formation, lieu de vie au Congo, chronologie du séjour, occupations professionnelles ou bénévoles, expérience professionnelle antérieure à l'arrivée en Afrique centrale, publications éventuelles, renseignements sur le conjoint et sa profession...). Ces informations ont été collectées dans des annuaires, des récits de voyage publiés, des revues coloniales et missionnaires, des outils biographiques, des archives missionnaires inédites, des publications scientifiques, des rapports annuels publiés, des bulletins de vétérans coloniaux ou encore des correspondances et souvenirs édités. Les fiches individuelles ne sont pas toujours exhaustives, en raison du caractère très inégal des informations disponibles sur ces parcours féminins.

⁶ Nous n'avons pu retracer le parcours de la baptiste américaine Hilda Johnson Bain (1866-1937), dont nous connaissons uniquement deux clichés publiés dans la revue de propagande de sa société missionnaire (*Baptist Missionary Magazine* xcii[7], 1907, p. 294 ; xcii[5], 1908, p. 210), l'un montrant des évangélistes à Kifwa, l'autre une opération chirurgicale à Sona-Bata, postes missionnaires situés tous deux dans le Bas-Congo.

La première est Marie-Louise Rijckebusch (1871-1896)⁷. Cette Ouest-Flandrienne, fille d'un commerçant en grains, institutrice diplômée parlant très bien le français, choisit la vie missionnaire en entrant en 1891 au tout nouveau noviciat des Sœurs de la Charité de Gand à Kwatrecht. Devenue professe temporaire sous le nom de Godelieve, à 21 ans à peine, elle part en 1892 pour le Congo. C'est l'une des toutes premières religieuses catholiques de l'EIC. Après un an au Bas-Congo, aujourd'hui Kongo-Central, où elle pratique la photographie en véritable pionnière, elle est envoyée à Luluabourg (Kasaï, actuellement Kananga). Elle y parvient début 1894 après quatre mois de voyage difficile, et prend en charge l'éducation de plusieurs centaines de petites filles présentées par le père Cambier comme des esclaves libérées ou rachetées⁸. Son séjour au Congo est de courte durée : elle décède d'hématurie à Luluabourg en octobre 1896. Godelieve est aussi une grande épistolière. Une partie de sa correspondance est publiée de son vivant dans la revue *Missions en Chine et au Congo*, puis rééditée à titre posthume dans l'ouvrage *Six ans au Congo*⁹.

Bien plus connue, Alice Seeley Harris (1870-1970) provient d'une famille baptiste anglaise aisée¹⁰. Fille d'un directeur d'entreprise, elle étudie au King's College, puis devient fonctionnaire. Dans le cadre d'activités bénévoles, elle rencontre John Hobbis Harris, un ministre congrégationaliste, et entame une formation missionnaire durant laquelle elle se distingue par son charisme, son intelligence vive et son talent pour écrire et parler en public¹¹. John et Alice se marient en mai 1898 et partent pour la province de l'Équateur pour le compte de la Congo Balolo Mission. Ils sont envoyés dans une région concédée à l'Anglo-Belgian India Rubber Company (ABIR). Alice est en charge de l'école de la mission d'Ikau, puis de celle de Baringa. En 1903, elle rencontre Nsala, un père dont la fille a été tuée par des sentinelles de l'ABIR, et photographie les restes de l'enfant comme preuve. Quelques mois plus tard, elle témoigne devant la Commission d'enquête¹². Rentrés en Angleterre en 1905, les Harris travaillent pour la Congo Reform Association, puis pour l'Anti-Slavery and Aborigines' Protection Society. Ils font des tournées de conférences, agrémentées de projections de photos prises par

⁷ COOSEMANS 1952, c.758 ; JANSSENS et CATEAUX 1912, pp. 1437-1439.

⁸ *Émeri Cambier* 2001, p. 366, 374 ; KAPINGA WA NKAYA 1992, p. 119.

⁹ *Six ans au Congo*, 1897.

¹⁰ Nous ne citons ici qu'un aperçu partiel des nombreuses publications consacrées à Alice Harris et à ses photos d'atrocités (GRANT 2005, 2015 et 2016 ; NIMIS 2020 ; OLDFIELD 2001 ; POLLARD SMITH 2014 ; TOWNEY 2014 et 2015).

¹¹ OLDFIELD 2001, pp. 94-97 ; GRANT 2005, p. 31.

¹² VAN GROENWEGHE 1986, pp. 121, 129.

Alice, aux États-Unis, en France et en Suisse¹³. En 1911, ils font un voyage d'inspection au Congo, en Côte-de-l'Or (actuel Ghana), et en Angola, durant lequel Alice prend des centaines de clichés. Propagandiste infatigable, elle donne des centaines de conférences sur l'Afrique, son expérience au Congo, le développement colonial ou l'impérialisme chrétien¹⁴.

La troisième photographe est Ebonne Maria Johansson Sjöblom (1869-1956). Née dans une famille nombreuse baptiste suédoise, elle travaille pendant six ans à l'hôpital universitaire d'Uppsala comme infirmière diplômée avant de suivre en 1899 une formation missionnaire en Angleterre. À 31 ans, célibataire, parrainée par les baptistes de Suède, elle part au Congo pour le compte de la Baptist Missionary Society. Elle est affectée à Ikoko, dans la province de l'Équateur. Elle épouse Edvard Vilhelm Sjöblom (1862-1903), employé par la mission baptiste américaine, en juillet 1901, non sans freins administratifs en raison de l'attitude très critique de son fiancé envers l'EIC¹⁵. Ebonne s'occupe notamment du dispensaire de la mission¹⁶. Devenue veuve en 1903, elle poursuit son travail au Congo jusqu'en 1908, puis en Afrique orientale. Rentrée définitivement en Suède en 1915, elle s'investit elle aussi dans la propagande missionnaire¹⁷.

La dernière photographe, Gabrielle Sillye-Deman (1881-1962), provient d'un milieu aisé bruxellois, avec un père éditeur, marchand et collectionneur d'art qui fréquente de nombreux artistes connus¹⁸. Dans cette famille progressiste peu attachée aux conventions, elle reçoit une éducation à la fois libre et soignée. Fiancée à Albert Sillye, un officier de la Force Publique de l'EIC, elle se prépare à la vie en Afrique en suivant le Cours colonial et en s'initiant à la photographie et à la taxidermie. En juin 1904, les jeunes mariés partent pour l'Afrique. À 23 ans, Gabrielle accompagne son mari dans une

¹³ *The Congo Atrocities* s.d.; SEALY 2019; EDMONSON 2018.

¹⁴ John et Alice Harris prônaient un impérialisme chrétien. Une de leurs conférences portait d'ailleurs le titre «The Triumph of Christian Imperialism» (GRANT 2005, p. 144). Le concept d'impérialisme chrétien se réfère au fait que les missionnaires diffusaient dans le monde les valeurs culturelles, politiques et religieuses occidentales, considérant que le christianisme était une religion qui allait de pair avec une culture supérieure. De ce fait, ils voyaient dans l'entreprise impériale une opportunité d'améliorer le monde, tout en restant critique sur ses travers (CONROY-KRUTZ 2015, p. 8). L'impérialisme chrétien se voulait positif, distinct des interventions militaires et politiques, mais il était néanmoins basé sur la présomption de l'infériorité des populations non occidentales, qui bénéficieraient du progrès grâce à l'action missionnaire (DAVIDANN 1998, p. 130).

¹⁵ LAGERGREN 1970, p. 270. Sjöblom dénonça les atrocités commises près de Bolenge dès 1895-1896 (MARCHAL 1996, pp. 131-132, 179, 240).

¹⁶ NATERMANN 2018, p. 171.

¹⁷ FIEDLER 1994, p. 133 et 157.

¹⁸ MORIMONT 1999, pp. 219-231; FONTAINAS 1997.

mission d'inspection du service des transports entre Stanleyville (actuellement Kisangani), et le lac Tanganika, puis dans une expédition de reconnaissance du Luama. Le voyage, en train, en bateau, en pirogue et à pied, n'est pas sans danger : en janvier 1905, les Sillye font naufrage, certains de leurs payageurs se noient et les bagages sont perdus. Le couple vit ensuite à Stanleyville. Gabrielle assiste son époux dans les tâches administratives, mène une vie sociale intense, réalise des photographies, collecte et prépare des oiseaux pour le Musée des sciences naturelles. Elle tient un journal agrémenté de clichés personnels. Rentrée définitivement en 1907, elle s'implique dans les milieux coloniaux, donnant des conférences sur son expérience africaine¹⁹.

Une diversité de contextes

Les univers de ces quatre femmes ont leurs spécificités. En tant que religieuse catholique, Godelieve s'inscrit dans une hiérarchie qui la confine à un rôle particulier et à un statut de subalternité, même si la mission ouvre des opportunités d'émancipation. Les religieuses sont en effet soumises à une hiérarchie masculine (Pape, évêque de Gand, vicaire apostolique au Congo, supérieurs des stations missionnaires, confesseurs) et féminine (supérieure générale en Belgique, provinciale au Congo, supérieures locales). En outre, « *la hiérarchie catholique est bâtie sur le principe même de la disparité entre les genres* »²⁰. Les religieuses sont supposées jouer le rôle d'auxiliaires auprès des missionnaires masculins. Elles s'occupent de l'apostolat auprès des femmes et des enfants, et de toutes les activités relevant du *care* (dispensaires, orphelinats, asiles pour personnes âgées...). Elles ont certes une marge de manœuvre dans la manière de réaliser ces tâches, mais sont néanmoins dépendantes du vicaire apostolique qui impulse les lignes directrices, verse les subventions, contrôle le travail réalisé. Ce n'est que petit à petit que les congrégations féminines arrachent une autonomie plus grande, notamment par le biais de l'obtention de la personnalité civile, qui permet le versement direct des subventions par les autorités coloniales²¹. Par ailleurs, alors que les prêtres missionnaires pratiquent un prosélytisme itinérant pouvant durer plusieurs semaines, les religieuses restent confinées à l'espace proche du poste missionnaire et le quittent au mieux pour quelques heures. À la fin du XIX^e siècle, le monde de Godelieve

¹⁹ SILLYE 1958.

²⁰ LACAM 2023, p. 47.

²¹ Voir notamment le cas des Sœurs missionnaires de Notre-Dame d'Afrique au Rwanda (CORNET 2014).

se résume donc en principe au couvent et aux salles de classe, aux exercices spirituels, à la vie de communauté. Son long périple du Bas-Congo au Kasai fait exception dans cette vie en vase clos. Elle est témoin de réquisitions de vivres et de main-d'œuvre, de punitions corporelles, de convois de Congolais destinés aux expositions coloniales ou aux colonies scolaires et de populations terrifiées par les exactions commises par les sentinelles des compagnies concessionnaires, terreur qu'elle attribue au caractère «*très farouche*» des populations²². À Luluabourg, elle est plongée au cœur de la mutinerie des soldats Tetela et de sa répression. Pourtant, à ses yeux, les seules violences sont le fait des traitants esclavagistes. Son monde est surtout celui des colonies scolaires créées pour recueillir et former les enfants provenant de régions progressivement contrôlées par l'EIC après les guerres contre les Arabo-Swahilis. L'État les confie aux missions catholiques pour faire des garçons des soldats, clercs et auxiliaires de missions. Les religieuses se chargent des petites filles²³. Godelieve joue un rôle déterminant dans leur éducation.

Les univers d'Alice Seeley Harris et d'Ebonne Johansson Sjöblom sont différents de celui de Godelieve. Le modèle missionnaire protestant repose en effet sur le travail de couples donnant l'exemple de la vie chrétienne. Les deux femmes mènent une vie conjugale, disposent d'un logement aussi confortable que possible, ont éventuellement des enfants qu'elles confient à leurs familles en Europe. Libres de leurs mouvements, elles peuvent découvrir les alentours immédiats ou plus lointains de leurs missions, qu'elles prennent plaisir à photographier. Toutes deux sont affectées dans des coins reculés voisins des concessions de l'ABIR. Quand elles arrivent dans la province de l'Équateur, leurs collègues sur le terrain ont déjà eu écho ou été témoins de mauvais traitements. Cependant, en raison de leur dépendance envers les fonctionnaires de l'EIC pour toute une série de questions pratiques, ils ne se décident à dénoncer officiellement les abus que lorsqu'il devient clair que leur travail de conversion est mis en péril par la concurrence des compagnies et le refus de l'État de leur accorder de nouveaux postes²⁴. L'envoi de premières photographies d'atrocités par Alice Harris à sa société missionnaire a lieu dans le contexte d'une dégradation des relations entre la mission et les agents de l'EIC et de l'ABIR²⁵.

²² *Six ans au Congo*, 1897, p. 110.

²³ KAPINGA WA NKAYA 1992, p. 77.

²⁴ GRANT 2005, pp. 45-47.

²⁵ GRANT 2005, p. 59.

L'univers de Gabrielle Sillye-Deman est tout autre. Avec son mari, elle commence par parcourir de nombreuses régions, dans une vie d'aventure libre de conventions. Elle mène ensuite une vie sédentaire plutôt oisive et mondaine dans une région récemment touchée par des guerres de territoire entre l'État et les Arabo-Swahilis. Elle connaît des aspects sombres du régime léopoldien et ne semble pas s'en formaliser : elle collationne les souvenirs de son mari militaire sur les campagnes « arabes », visite les cachots de la prison de Kasongo, est témoin de l'aggravation de l'épidémie de la maladie du sommeil, qu'elle photographie d'ailleurs, et observe la terreur causée par le passage d'Européens dans les villages. Elle-même possède une chicotte au manche en ivoire et achète une adolescente à un chef près d'Avakubi²⁶.

Une pratique pionnière de la photographie

Godelieve Rijckebusch fait partie des tout premiers missionnaires catholiques photographes (hommes comme femmes) en Afrique centrale. Elle semble être elle-même la première religieuse photographe au Congo. La photographie lui ouvre des perspectives d'indépendance au sein même de l'espace missionnaire, car il s'agit d'une activité individuelle sortant de la routine quotidienne et des loisirs très réglementés des congréganistes. Opératrice expérimentée avant son départ, elle emporte au Congo un appareil à plaques de verre muni d'un trépied, ainsi que du matériel de développement et d'impression : elle maîtrise donc l'entièreté du processus²⁷. Son appareil ne survit pas au voyage vers le Kasai. Quelques mois plus tard, elle fait l'acquisition d'un appareil d'occasion et reprend son activité amateur²⁸. Nous ignorons malheureusement la marque et les spécificités techniques de ces appareils. Malgré sa pratique antérieure en métropole, ses débuts en Afrique sont laborieux. Elle écrit à sa famille que réussir des clichés au Congo est bien plus difficile qu'en Belgique, aussi prend-elle des conseils auprès d'un médecin de l'EIC²⁹. Elle est pourtant plus expérimentée que les missionnaires masculins qu'elle côtoie et ne dépend de personne pour développer

²⁶ Carnet 2, 25 janvier 1905 ; carnet 3, 28 avril 1905 (Musée royal de l'Afrique centrale [MRAC], Tervuren, Archives Gabrielle Sillye, HA.0.392).

²⁷ DE NEEF, VINTS 2012, p. 198. Godelieve était une exception : la plupart des missionnaires faisaient parvenir leurs négatifs en Europe en les confiant à des personnes qui étaient en fin de terme (KING 2020, p. 48).

²⁸ DE NEEF, VINTS 2012, p. 199.

²⁹ VINTS 1996, p. 375.

et tirer ses épreuves³⁰. Comme la plupart des photographes de l'époque en contexte tropical, Godelieve prend ses photos en extérieur, généralement dans le jardin de la mission ou sous le porche de la chapelle, afin de régler les problèmes de luminosité et d'espace de composition. Les religieuses catholiques ne réalisent pas de tournées de propagande en Europe, leur départ étant définitif. Godelieve n'a dès lors vraisemblablement pas réalisé de plaques pour lanterne magique, bien que les informations manquent à ce propos. De même, elle n'a probablement pas utilisé d'appareil stéréoscopique, car cette technique ne permet qu'un visionnage individuel non adapté à une audience plus large. On sait par contre qu'elle profite de sa correspondance pour faire parvenir des épreuves à sa famille et à la maison-mère, laquelle les cède à la revue de propagande des scheutistes pour illustrer la publication de correspondances missionnaires³¹.

Membre d'une société missionnaire qui s'empare assez tôt du média photographique pour obtenir le soutien de la société britannique, Alice Seeley Harris pratique la photographie avec assiduité³². Bien que les appareils Kodak avec pellicule souple existent avant son départ, elle choisit un appareil portable pliable Goerz-Anschutz à plaques de verre, à la fois léger et robuste, puis, après 1900, un Kodak Brownie, petit appareil léger chargé avec des plaques sèches de format 6 x 6³³. Elle développe et tire ses clichés elle-même, non sans difficulté, si l'on en croit son mari : «*with shortage of good water, excessive heat and chemicals affected by the elements we find it very difficult to get good prints. Fortunately, the plates are keeping very well.*»³⁴ Alice prend des centaines de photos, ce qui signifie qu'elle prend la liberté de soustraire à son emploi du temps d'institutrice et d'épouse des heures de promenade solitaire à la recherche de sujets dignes d'être photographiés. Elle se montre créative dans ses cadrages et ses mises en scène, y compris dans le domaine délicat des photos d'atrocités. Ses premiers clichés sont envoyés à sa famille et à la Congo Balolo Mission, qui les emploie dans différents supports de propagande

³⁰ Le scheutiste Cambier dispose d'un appareil dès 1891, mais ne réalise le développement et le tirage qu'à partir de 1906 (*Émeri Cambier* 2001, pp. 20-24).

³¹ À cette époque, les Sœurs de la Charité de Gand ne disposent pas encore d'une revue à destination de leurs sympathisants ni de leurs communautés à travers le monde. Ce n'est qu'en 1908 que commence à paraître leur revue propre, *Caritas* (PIROTTE 1973, p. 52). Les premières lettres de religieuses et les clichés pris par Godelieve sont donc insérés dans la revue scheutiste *Missions en Chine et au Congo*.

³² TOWNEY 2014, p. 29, note 6. Environ 400 clichés d'Alice Harris sont consultables en ligne : <https://antislavery.nottingham.ac.uk/solr-search?q=Alice+Seeley+Harris+Archive> (consulté le 21.08.2025)

³³ BOGRE 2020, p. 43. Les plaques de verre se dégradent beaucoup moins que la pellicule souple en climat tropical. L'emploi des plaques sèches était d'ailleurs préconisé par le *Manuel du voyageur et du résident au Congo* (DONNY 1901, pp. 163 et 165).

³⁴ Lettre de John Harris au secrétaire de la British and Foreign Anti-Slavery and Aborigines' Protection Society, 23 décembre 1911, citée par GRANT 2015, p. 69.



Illustration 1. «Natives Sitters on the Bank of the Kasai (1904)», Photographe Alice Seeley Harris. © Antislavery-International.

à destination des sympathisants de l'œuvre missionnaire baptiste (brochures, revues pour adultes et pour la jeunesse, notamment *Regions Beyond*). Les missionnaires protestants ayant droit à des congés réguliers en métropole, Alice Harris projette par ailleurs elle-même de très nombreuses photos sur plaques de verre positives, parfois colorisées, à l'aide de la lanterne magique lors de conférences de propagande missionnaire puis humanitaire.

Ebonne Johansson Sjöblom pratique elle aussi la photographie, mais nous n'avons trouvé que très peu d'informations à ce sujet³⁵. Nous ignorons le type d'appareil dont elle disposait, combien de clichés elle a réalisés en Afrique centrale, ou encore si elle maîtrisait les aspects techniques (développement et tirage). Le *Baptist Missionary Magazine*, organe de liaison de sa société, publie des photos illustrant des articles (notamment de son mari) concernant le travail à Ikoko, mais sans donner le nom de leur auteur. Il est possible

³⁵ JACOBSEN 2014, p. 54.

qu'Ebonne ait pris certains de ces clichés. Les seuls qui lui sont formellement attribués ont servi à illustrer un ouvrage présentant le rôle des Scandinaves dans l'EIC³⁶. Ebonne s'est investie dans la propagande missionnaire en Suède après 1915. Nous ignorons si elle recourait aux projections avec lanterne magique, et si, le cas échéant, elle y insérait des clichés personnels.

Gabrielle Sillye-Deman de son côté s'est initiée à la photographie avant son départ. Elle emporte un appareil Noblesse 13 x 18 prêté par l'administration de l'EIC, équipé d'une lentille Zeiss et d'un trépied, des plaques de verre au gélatino-bromure d'argent et des produits de développement³⁷. Elle aussi rencontre des difficultés («*l'eau trop chaude faisait fondre la gélatine des plaques et les fourmis les mangeaient*») et prend des conseils auprès d'un agent de l'État³⁸. La photographie semble faire partie de sa routine quotidienne. Elle devance son mari en déplacement pour repérer des paysages ou des sujets remarquables. Elle sort chaque jour avec son appareil. La photographie est à la fois un passe-temps et une contribution au projet colonial, puisqu'elle est supposée alimenter l'administration en clichés intéressants. Elle a peut-être connaissance du *Carnet d'observations ethnographiques* publié par le Musée du Congo en 1898, qui donnait des consignes «*pour la récolte des photographies ethniques*», préconisant de reproduire «*des têtes nues qui devront toujours, sans exception, être prises exactement de face et exactement de profil*», et de positionner «*le sujet debout, nu autant que possible, les bras pendants et les talons joints*», puisque l'EIC lui avait procuré un appareil, mais ses clichés ne les appliquent pas³⁹. Elle exerce son activité photographique de manière très libre. Ses clichés conservés au Musée royal de l'Afrique centrale (MRAC) sont le reflet d'une pratique destinée à un usage intime. Ils sont pour la plupart insérés dans son journal, glissés entre deux feuillets ou collés au gré de son activité diariste.

³⁶ JENSSEN-TUSCH 1905, pp. 475, 477, 479, 481, 483, 485 et 487. L'ouvrage de cet auteur a été réalisé à partir de sources primaires et d'interviews. Ebonne Sjöblom y a joué un rôle actif (JENSSEN-TUSCH 1905, annexe I).

³⁷ Cahier n° 1, 2 juin 1904 et carnet n° 8, 27 mars 1906 (MRAC, Tervuren, Archives Gabrielle Sillye, HA.0.392).

³⁸ Citée par MORIMONT 1999, p. 229; carnet n° 8, 27 mars 1906 (MRAC, Tervuren, Archives Gabrielle Sillye, HA.0.392).

³⁹ JACQUES 1898, p. 57. Le Carnet recommandait par ailleurs de munir toutes les photos «*d'une inscription indiquant le nom, sexe, âge, tribu, résidence et lieu de naissance de l'individu*» photographié (ibidem). Nous n'avons pas trouvé de mention de Gabrielle Sillye dans les collections photographiques ethnographiques de l'EIC conservées au MRAC, ni dans celles du Musée royal des sciences naturelles de Bruxelles. Il est possible que Gabrielle Sillye-Deman ait pris des clichés ethnographiques conformes aux prescriptions, mais que ces clichés ne lui aient pas été crédités. Toutefois, son journal ne fait pas mention de photographies de ce type, contrairement à ses clichés personnels et à ses collectes entomologiques, qu'elle décrit et date.



Illustration 2. «M. et Mme Sillye au marché de Kasongo». © AP.0.0.6263, collection MRAC Tervuren, photographe non identifié, 1904. Tous droits réservés.



Illustration 3. Extrait du journal de Gabrielle Sillye des 4 et 5 mai 1905 et photographie portant la légende «Tam-Tam près de Medje». © HA.01.0392.04, collection MRAC Tervuren.

Des regards féminins sur le Congo léopoldien ?

Mais que choisissent de photographier ces pionnières ? Leur production relève de diverses catégories de la photo en contexte colonial : privée, documentaire, propagandiste, humanitaire. Les photographes laïcs qui les ont précédées s'intéressaient surtout aux explorations, au monde militaire, à la chasse, aux réalisations matérielles, à l'ethnographie, sans compter un nombre significatif de clichés de femmes africaines dénudées. Quant aux hommes missionnaires, ils photographiaient en priorité les activités et les résultats de leur travail, ainsi que leur environnement et les populations à convertir.

Les femmes photographes ont-elles des sujets de prédilection différents ? Dans son univers conventuel, Godelieve se concentre inévitablement sur le

monde missionnaire. Elle immortalise les postes où elle vit (constructions, plantations, paysages environnants), ainsi que le personnel, les enfants et le travail apostolique (orphelinat, classes). En cela, sa pratique ne se distingue pas de celle de ses confrères masculins⁴⁰. Mais contrairement à eux, Godelieve ne photographie que les Congolais participant aux activités de la mission. Elle ne réalise pas de clichés ethnographiques des populations, ni de leurs pratiques considérées comme à éradiquer, ni des villages tout proches. On n'y trouve aucune personne (même partiellement) dénudée, aucun focus sur des coiffures ou tatouages, sur des activités « traditionnelles ». Agents de l'État et des compagnies privées y sont absents. Rarement, un missionnaire masculin entre dans le champ. Godelieve montre donc le monde féminin qui est le sien. Ses principaux sujets sont les fillettes de la colonie scolaire, anonymisées par leurs uniformes et leur posture stricte, ainsi que ses consœurs. La représentation des enfants est artificiellement homogène, grâce à la composition choisie et aux uniformes, alors que ces colonies scolaires mêlaient des enfants « rachetées » et d'autres du voisinage, envoyées pour soigner les relations avec les Européens. Les clichés dégagent une impression de respect et d'obéissance parfois bien éloignée de la réalité⁴¹.

Il n'est pas possible de se faire une idée à travers la pratique photographique de Godelieve du regard qu'elle portait sur les populations locales, particulièrement les femmes. Ses mises en scène reprennent les stéréotypes iconographiques caractéristiques de la photographie de son époque, notamment les attitudes figées et réservées, toujours sérieuses, la prise de vue de face, la représentation des hiérarchies sociales et raciales, la codification des vêtements, les gestes d'intimité soulignant la volonté de proximité du missionnaire à l'égard des populations locales⁴². Les photos mettant en scène une proximité physique entre les religieuses et les enfants qui leur sont confiés évoquent leur rôle protecteur, mais aussi une forme de maternalisme qui acte leur séniorité morale, culturelle et spirituelle à l'égard de populations considérées comme inférieures sur le plan civilisationnel⁴³. Pourtant, Godelieve joue parfois subtilement avec les codes. La disposition de certains sujets photographiés lui sert habilement à se démarquer. Ainsi, elle ne pose pas toujours près des autres religieuses à l'arrière-plan, mais se place à côté des élèves, soulignant

⁴⁰ Nombreux clichés dans *Six ans au Congo*, 1897. Selon DE NEEF et VINTS 2012, les clichés sur Moanda et Nemlao parus dans *Missions en Chine et au Congo* entre 1893 et 1900 sont très probablement de sa main.

⁴¹ KING 2020, p. 145. Les comportements de protestation ou de désobéissance des enfants vivant dans les orphelinats et colonies scolaires ne sont en effet pas rares (voir par exemple CORNET 2017).

⁴² Émeri Cambier 2001, pp. 20-24.

⁴³ KING 2020, p. 150.



Illustration 4. «Sœurs de Moanda» (*Missions en Chine et au Congo* 56, septembre 1893, p. 315). Cette photographie a également paru dans la revue *Congo illustré*.

son rôle dans l'éducation des enfants de la colonie scolaire. Sa photographie atteste donc de son agentivité et de son émancipation à l'intérieur du cadre imposé par la vie religieuse⁴⁴.

Selon l'Anti-Slavery International, Alice Seeley Harris aurait pris un millier de photographies pendant ses années de séjour au Congo, dont certaines ont été publiées par la revue *Regions Beyond*⁴⁵. Elle immortalise le travail d'évangélisation, son personnel et ses publics, mais ne se cantonne pas à son identité de missionnaire : comme la plupart des voyageurs, des touristes et des coloniaux, elle prend aussi des photos

⁴⁴ Sur la pratique photographique en milieu conventuel, ses codes et leur transgression, voir SUENENS, ROEKENS 2022.

⁴⁵ Quelque 400 plaques positives pour lanterne magique d'Alice Seeley Harris ont été numérisées et sont accessibles sur le site d'Anti-Slavery International. Nous ignorons les critères de sélection de cet échantillon. Le travail missionnaire y occupe une place relativement modeste au regard des photos de paysages, postes européens, ethnographie, esclavage, et autre encore. L'objectif humanitaire de l'Anti-Slavery and Aborigines' Protection Society explique peut-être ce choix.



Illustration 5. «Les Sœurs de la Charité de Gand. Orphelinat des filles à Moanda». Cette photographie a été publiée dans *Missions en Chine et au Congo* 56, septembre 1893, p. 315. © AP.0.0.28181, collection MRAC Tervuren, «Ordre des missionnaires de Scheut».

pour son plaisir personnel. Elle consacre environ 40 % de ses clichés à la flore et aux paysages d'Afrique centrale. Elle s'intéresse à tous les aspects de la colonisation. Environ 25 % des clichés sont liés à la présence européenne et au projet colonial. Elle photographie les Européens (y compris les agents de l'État et des sociétés), leurs familles et leur cadre de vie, leurs occupations, leurs modes de transport, et même leurs tombes. Elle documente les activités découlant de l'occupation européenne et le travail réalisé sous les ordres des colonisateurs (défrichage, postes à bois, briqueteries, factoreries, ateliers, plantations, élevage, entretien des routes, séchage du café et du cacao, portage, récoltes d'ivoire, de copal et de caoutchouc ou de noix palmistes, Force Publique, travail domestique). Les infrastructures et équipements captent aussi son regard (steamers, ponts, chemin de fer, hôpitaux et lazarets).



Illustration 6. « Making palm oil, Baringa, Upper Congo », Photographe Alice Seeley Harris.
© Antislavery-International.

Environ 7 % des clichés numérisés sont centrés sur le couple Harris, dans ses temps de loisirs comme de travail. À l'occasion, Alice se met elle-même en scène, ce qui est rarement le cas dans la propagande visuelle protestante, laquelle axe sa communication en priorité sur le travail des missionnaires masculins⁴⁶. Elle se représente au repos ou en action, en train de voyager, de camper, de donner des leçons, de rencontrer des chefs locaux, des travailleurs, des soldats ou des Européens. Elle photographie son mari en train d'écrire, de chasser ou de photographier.

Un quart de sa production concerne les populations congolaises. Elle enregistre leur vie et leurs activités, surtout les femmes qu'elle cadre volontiers dans leurs tâches quotidiennes et dont la semi-nudité ne la rebute pas. Leurs activités économiques retiennent son attention, que ce soit l'agriculture, la pêche, l'artisanat ou les marchés. Leur vie quotidienne et leur cadre de vie

⁴⁶ KING 2020, p. 123.



Illustration 7. « An Ikelemba woman with tribal mark », Photographe Alice Seeley Harris. © Antislavery-International.

l'intéressent (villages, tâches ménagères, baignades, danse, musique). Elle fait des portraits de chefs, de pagayeurs, de chanteurs, de mères avec enfants, de soldats. Certains de ses clichés reflètent l'esprit du temps et ont une connotation ethnographique tant par leurs sujets (coiffures, tatouages, déformations crâniennes) que par la composition (les tatouages, par exemple, sont pris de dos ou de profil). Alice nomme rarement les personnes photographiées et choisit de les catégoriser selon leur ethnie, origine géographique, statut social ou profession (« *Baluba women* », « *Ngombe native* », « *witch doctor* », « *native* », « *half-cast child* », par exemple). L'avertissement présentant ses archives sur le site d'Anti-Slavery International souligne d'ailleurs que « *despite Alice's antislavery activism, her photographs were not intended to represent Congolese people as equals* »⁴⁷.

⁴⁷ Voir la page de présentation « Alice Seeley Harris Archive » dans le site web <https://antislavery.nottingham.ac.uk/> (consulté le 5 janvier 2026).

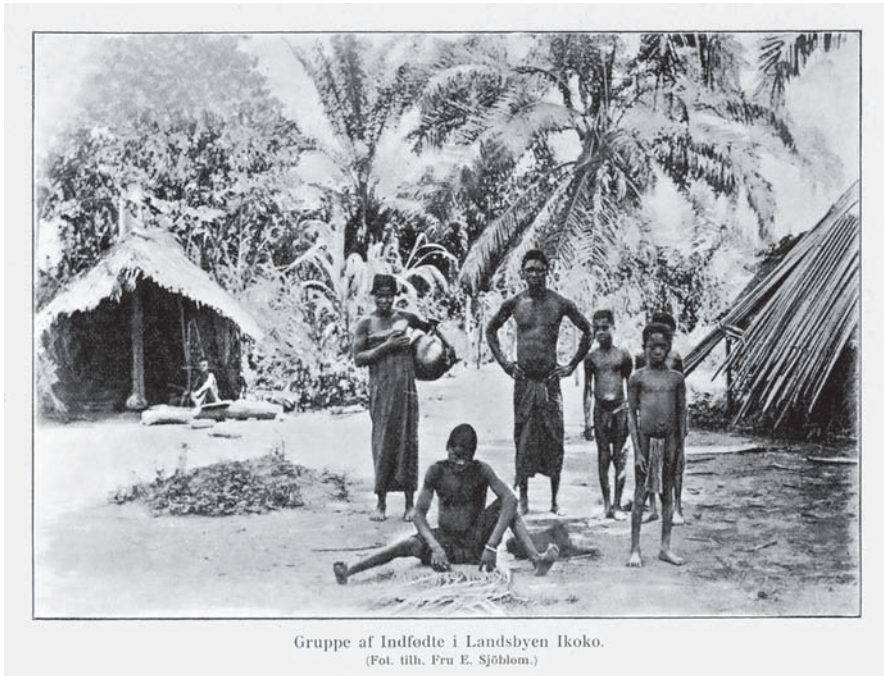
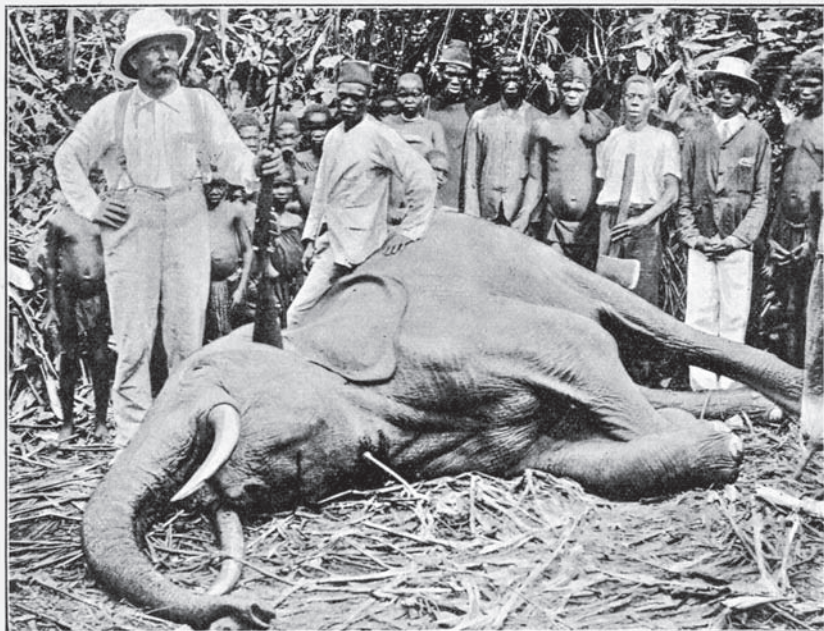


Illustration 8. «Grutte af Indfødtte i Landsbyen Ikoko» [«Grutte d'indigènes du village d'Ikoko»], Photographte Ebonne Johansson-Sjöblom. JENSSSEN-TUSCH 1905, p. 485.

Pour obtenir un soutien financier en Europe, elle photographie lépreux, malades du sommeil et individus souffrant d'éléphantiasis sans égard pour leur intimité. Mettre l'accent sur les souffrances et la pauvreté des Congolais permet de susciter pitié et empathie. Les clichés concernant les victimes des violences de l'exploitation du caoutchouc représentent une part très restreinte de sa production (environ 2 % des clichés numérisés) (voir infra).

Contrairement aux photos d'Alice Seeley Harris, peu de clichés d'Ebonne Johansson Sjöblom sont connus. Il est impossible d'en tirer une analyse nuancée ou d'avancer une ventilation quantitative. Ses photos publiées montrent les abords et les installations du poste missionnaire. Elle prend également des clichés des populations dans les villages, toujours en plan large afin d'englober divers aspects de la vie rurale. Les sujets regardent systématiquement l'objectif. Il ne s'agit pas de catéchumènes, car les femmes



Missionær W. E. Sjöblom med en dræbt Elefant ved sine Fodder.
(Fot. taget af hans Hustru kort før hans Dod.)

Illustration 9. « Missionær W. E. Sjöblom med en dræbt Elefant ved sine Fodder (Fot. Taget af hana Hustru kort før hans Dod) » [« Missionnaire W. E. Sjöblom avec un éléphant mort à ses pieds (photo prise par sa femme peu avant sa mort) »], Photographe Ebonne Johansson-Sjöblom. JENSSEN-TUSCH Harald, *Skandinaver i Kongo: svenske, norske og danske maends og kvinders virksomhed i den uahfaengige Congostate*, Copenhagen, Gyldendals Press, 1905, p. 477.

ont la poitrine découverte, les enfants sont quasi nus, les vêtements portés sont de facture locale.

Ebonne fait aussi des photos plus personnelles, telle celle de son mari posant près d'un éléphant abattu, entouré d'un groupe de Congolais⁴⁸. Le cliché permet de distinguer les Africains proches de la mission des villageois extérieurs. Il reflète également une tendance de la photographie missionnaire (généralement masculine) de l'époque de mettre en avant un idéal masculin

⁴⁸ NATERMANN 2018, p. 170.



Illustration 10. « Malades du sommeil, 14 novembre 1904 », Photographe Gabrielle Sillye-Deman. © HA.01.0392.02, collection MRAC Tervuren.

missionnaire se rattachant au courant de la « muscular Christianity »⁴⁹. Le cliché souligne la posture de dominance d'Edvard Sjöblom, les mains sur les hanches, le fusil posé sur son trophée de chasse : une manière de pointer la bonne condition physique, le caractère pionnier, le pouvoir de contrôler la nature et la supériorité technique de la figure du missionnaire⁵⁰.

Jeune épouse sans engagement professionnel, Gabrielle Sillye-Deman a une approche plutôt ludique de la photographie, où son esprit peu conventionnel transpire ouvertement. Elle joue avec les codes de la vie d'aventure, dans les postures comme dans les costumes. Elle aime se mettre en scène en grande toilette, pantalon pour la route, pagne dans l'intimité. Elle immortalise sa vie sociale, ses loisirs, son intérieur, son couple dans l'intimité.

Elle réalise également des clichés plus classiques (régions traversées, populations). Gabrielle pratique la photographie en touriste, se montrant

⁴⁹ KING 2020, p. 236. La Muscular Christianity fut un important mouvement religieux et social du XIX^e siècle. À travers les vertus masculines de la foi, elle valorisait la force, le courage et le patriotisme (MACALOON 2013).

⁵⁰ KING 2020, voir par exemple pp. 70, 89, 96.

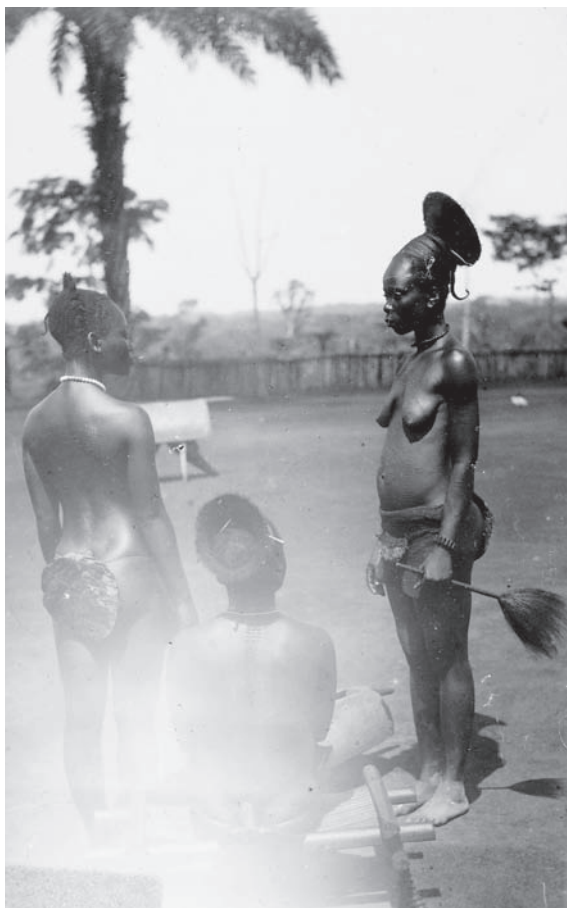


Illustration 11. «Trois femmes Mangbetu. Poste de Medje», 10 mai 1905, Photographe Gabrielle Sillye-Deman. © HA.01.0392.04, collection MRAC Tervuren.

fascinée par les paysages pittoresques, les déformations crâniennes Mangbetu, les tatouages, mais sans cadrage ethnographique systématique, voire sans leur demander de regarder l'objectif.

Le cas des violences et exactions

Parler de violence dans l'EIC fait aussitôt émerger l'image des mains coupées. Dans cette période de troubles intenses, trois de nos protagonistes ont pris des clichés de mutilations. Les deux protestantes, vivant au cœur



Illustration 12. «Nsala of Wala with his Daughter's Hand and Foot», Photographe Alice Seeley Harris. © Antislavery-International.

de concessions d'exploitation du caoutchouc, documentent les exactions à des fins de preuve et de dénonciation. Alice Seeley Harris photographie des Congolais venus témoigner de la mort de leurs proches en apportant des preuves physiques. Sa manière de les représenter, par des photos narratives qui ne décontextualisent pas les personnes et soignent la composition de l'image, se démarque des portraits sériels genre photos d'identité (victime de face, moignon posé sur un textile blanc), qui réduisent le sujet à un « type » et gomment toute histoire individuelle⁵¹. La photo de Nsala contemplant les restes de sa fille tuée par des sentinelles de l'ABIR raconte l'histoire d'un

⁵¹ GRAHAM 2016, pp. 144-145. La photo narrative implique une mise en scène antérieure à la prise de vue, un angle plus large que pour un portrait afin de donner le contexte, le positionnement du ou des sujets s'articulant et se connectant afin que le cliché en lui-même raconte une histoire. Le pouvoir narratif du cliché s'appuie aussi sur la légende (BAETENS et BLEYEN 2010).

individu précis, de sa famille décimée ainsi que de sa volonté de témoigner. Alice réalise aussi des photos attestant de la violence endémique dans la région (sentinelles, individus enchaînés, otages) et suggère les violences sexuelles oblitérées par les clichés de mains coupées⁵².

Ebonne Johansson Sjöblom utilise elle aussi la photographie pour dénoncer les violences de l'EIC. Plusieurs auteurs affirment qu'elle a pris des clichés d'incendies punitifs de villages et de personnes mutilées et que l'un d'entre eux au moins a été montré à la Commission d'enquête en 1904⁵³. Il est par ailleurs certain qu'elle a joué un rôle dans la diffusion de clichés pris par d'autres missionnaires en les communiquant à Jenssen-Tusch⁵⁴. Nous n'avons pas trouvé de trace de ses clichés dans les inventaires d'archives, ni de reproductions dans le *Baptist Missionary Magazine*, qui a publié un seul cliché montrant des personnes mutilées, avec la légende «*Three victims of official cruelty on the Congo*», sans citer de photographe⁵⁵. Un recoupement avec les photos fournies par Ebonne à Jenssen-Tusch permet de situer le premier cliché à Ikoko, la station où elle avait travaillé.

Gabrielle Sillye-Deman, vivant dans le sillage de son mari militaire, a pris au moins un cliché d'un homme privé d'une main, dont elle explique les mutilations par les guerres entre populations africaines⁵⁶. À aucun moment, elle n'évoque les mutilations infligées aux Congolais par les sentinelles des sociétés concessionnaires ou les soldats de la Force Publique.

En apparence donc, seule Godelieve n'a vu ni photographié aucune victime. Pourtant, derrière les rangs sages de petites filles en uniforme scolaire se cache une réalité empreinte de violence. Les enfants reprises par l'EIC aux traitants arabo-swahilis n'étaient pas ramenées dans leurs contrées d'origine, mais envoyées très loin de chez elles dans des régions où on ne parlait ni ne comprenait leur langue maternelle. Elles étaient rassemblées dans les colonies scolaires pour y être éduquées et devenir les épouses des soldats. Les sources missionnaires et les récits de voyageurs laissent transparaître ce que l'on qualifierait aujourd'hui de mariages forcés : on y évoque des jeunes filles alignées, parmi lesquelles les jeunes soldats de la colonie scolaire font

⁵² HUNT 2008, p. 223 ; GRANT 2015, pp. 83-84.

⁵³ NATERMANN 2018, p. 170 ; VAN GROENWEGHE 1986, p. 195. Nous ignorons malheureusement de quel cliché il s'agissait.

⁵⁴ JENSSEN-TUSCH 1905, pp. 484 et 486.

⁵⁵ *Baptist Missionary Magazine*, t. 89, n° 4, 1904, p. 126.

⁵⁶ Carnet no 2, 27 novembre 1904 (MRAC, Tervuren, Archives Gabrielle Sillye, HA.0.392).

leur choix comme au marché, avant de faire bénir leur union à l'église⁵⁷. Par ailleurs, les enfants de ces colonies pouvaient être l'objet d'un ostracisme de la part des communautés villageoises environnantes du fait de leur accès à des connaissances et à des biens matériels occidentaux⁵⁸.

(In)visibilité et surexposition

La production photographique de nos pionnières ne leur a pas toujours été formellement attribuée. Les organes de propagande missionnaire ne font pas systématiquement mention du nom des femmes qui leur fournissent des photos. Cette pratique est très fréquente dans l'univers religieux : le photographe travaillait pour un objectif commun. Il n'était donc pas important de savoir qui avait pris quel cliché⁵⁹. Les clichés de Godelieve sont publiés sans la référencer dans *Missions en Chine et au Congo*, première revue missionnaire belge créée dès 1889⁶⁰. La tradition catholique pour les femmes de laisser derrière elles leur passé et même leur identité civile pour prendre un nom de religion renforce sans doute encore la tendance à ne pas se mettre en avant ni à être créditée d'un apport personnel, y compris photographique. Les scheutistes qui côtoient Godelieve n'évoquent d'ailleurs jamais son activité photographique, pas même Émeri Cambier, pourtant lui-même féru de photographie et qui lui avait procuré un appareil d'occasion.

La contribution bénévole de femmes à l'enrichissement de collections scientifiques ou photographiques est longtemps demeurée anonyme elle aussi. Il ne serait donc pas étonnant que des clichés de Gabrielle Sillye-Deman réalisés pour un musée belge ne lui soient pas crédités. Quant aux autres, ils n'avaient pas vocation à être divulgués hors de la sphère privée.

Certains clichés d'Alice Seeley Harris et d'Ebonne Johansson Sjöblom paraissent d'abord sous le nom de leur mari, avant de leur être attribués⁶¹. Aujourd'hui encore, leurs photos connaissent des sorts très différents. Une

⁵⁷ CORNET 2017. Charles Buls, bourgmestre de Bruxelles en voyage au Congo, rapporte notamment que dans les colonies scolaires « à douze ans, les filles sont mariées ; si la mission manque d'épouses pour ses catéchumènes, elle en achète aux villages voisins. Le P. Liagre [...] éclate de rire en me contant comment il est obligé de devenir négociateur matrimonial » (BULS 1899, p. 182).

⁵⁸ KING 2020, p. 146.

⁵⁹ DE NEEF 2022, p. 74.

⁶⁰ PIROTTE 1973, p. 65. Certains clichés de missionnaires masculins leur sont pourtant attribués dans la revue dès 1895, par exemple ceux des Pères Van Damme et van Leuven.

⁶¹ PAVLAKIS 2015, p. 119.

partie de celles d'Alice, liées à la dénonciation des violences de l'EIC, ont accédé à une immense notoriété, voire à une surexposition au détriment de la diversité de son regard sur le Congo. Paradoxalement, alors que son nom a été d'abord escamoté au bénéfice de son mari, certains clichés lui sont aujourd'hui attribués à tort. Il en va de même pour Ebonne, à laquelle certains auteurs attribuent des clichés référencés au nom d'un autre photographe dans des publications plus anciennes⁶².

Le sort des archives photographiques de ces femmes est également significatif de la longue invisibilité de leur pratique. À ce jour, nous n'avons pas pu localiser matériellement les photographies de Godelieve : les archives de sa congrégation ne mentionnent pas le nom des photographes, et nous n'avons pas davantage trouvé leur trace dans les inventaires d'archives des scheutistes. Néanmoins, ces derniers ont fourni au Musée du Congo quelques tirages, parmi lesquels nous avons identifié des photos prises par la religieuse. Ceux-ci ont été collés sur des fiches, avec pour mention de provenance « Ordre des missionnaires de Scheut », sans référence à la photographe⁶³.

Nous n'avons pas davantage pu localiser la production photographique d'Ebonne Johansson Sjöblom. Les inventaires de l'American Baptist Missionary Society ne contiennent pas d'entrée à son nom. Les seuls clichés identifiables ont paru dans *Skandinaver i Kongo*. Enfin, si les archives photographiques d'Alice Seeley Harris et de Gabrielle Sillye-Deman ont intégré des fonds d'archives dans des institutions, c'est clairement par la volonté de ces deux photographes elles-mêmes. Toutes deux ont déposé leurs archives de leur vivant. Alice les a confiées à l'Anti-Slavery and Aborigines' Protection Society, pour laquelle elle a travaillé avec son mari à partir de 1910⁶⁴. Gabrielle a choisi de confier les archives de son mari, puis les siennes (journal et photographies), au Musée du Congo belge dans les années 1950⁶⁵. Ces deux femmes ont donc exercé leur agentivité non seulement dans la pratique photographique elle-même, mais également dans la préservation de leur production dans la durée.

⁶² VAN GROENWEGHE 1986, cahier hors-texte ; JENSSEN-TUSCH 1905, p. 486.

⁶³ C'est notamment le cas de l'illustration 5.

⁶⁴ PAVLAKIS 2015, p. 119.

⁶⁵ Pendant les années 1950, Gabrielle Sillye-Deman a fait don au Musée du Congo belge (actuellement Musée royal de l'Afrique centrale, Tervuren) non seulement des archives écrites et albums photographiques de son mari décédé, mais également des siennes (14 calepins de moleskine intitulés « Mes notes et impressions de voyage à l'État indépendant du Congo », dans lesquels sont soit collés, soit simplement glissés, un certain nombre de tirages photographiques), MRAC Tervuren, Archives Gabrielle Sillye, HA.01.0392.04 ; et dossiers d'acquisition DA.7.157, octobre 1950 ; DA.7.734, mai 1951 ; DA.7.869, novembre 1952 ; DA.7.1085, décembre 1954 ; DA.7.1133, mai 1955 et DA.7.1516, mars 1959.

Conclusion

Les pionnières de la photographie en Afrique centrale ont une série de points communs. Toutes sont à leur manière des aventurières de la vie en Afrique et de la photographie. Elles proviennent de milieux suffisamment aisés pour avoir bénéficié d'une éducation soignée, sont jeunes et s'investissent dans la propagande missionnaire et coloniale pendant et après leur séjour africain. Elles pratiquent déjà la photographie avant leur départ et utilisent du matériel exigeant une certaine maîtrise technique.

Néanmoins, elles arrivent au Congo avec un bagage socioculturel et religieux assez dissemblable. Elles diffèrent par leur état civil, leur nationalité, leur appartenance idéologique et leurs expériences antérieures. Les trois profils féminins archétypaux qui les caractérisent (vierge consacrée, épouse missionnaire protestante, femme laïque mariée) impliquent par ailleurs des choix et des modalités de vie à tout le moins différents.

De nombreux facteurs influencent leur regard et leur pratique photographique. Certains sont assez communément partagés : une série d'invariants culturels, sociaux et politiques façonnent une vision ethnocentrée typique de leur époque. Cependant, leurs expériences du Congo sont marquées par des régions, des périodes, des contextes économiques qui varient. En fonction de ces facteurs, ces femmes ne sont pas confrontées aux mêmes réalités, ou pas avec la même intensité. Les occasions photographiques qui s'offrent à elles sont conditionnées par leur statut – qui leur donne une liberté de mouvement et d'action plus ou moins grande –, par leurs fonctions et celles de leurs conjoints éventuels, et par le champ des activités qui leur sont confiées. Les raisons de leur présence en Afrique sont également déterminantes et conditionnent leur pratique. En effet, ces femmes prennent des photos en poursuivant des objectifs spécifiques visant des destinataires différents.

Peut-on parler de photographies « au féminin » ? À ce stade, l'appartenance religieuse, le statut, la fonction et le contexte semblent davantage colorer leur pratique, leurs choix de sujets et leurs manières de les mettre en scène que le facteur de genre en lui-même. Pour autant, l'activité photographique leur donne l'opportunité de mener une activité individuelle, de soustraire du temps au travail missionnaire et aux tâches habituellement féminines. Elle crée un espace d'émancipation, d'agentivité et de créativité. Dans un monde colonial très genré et au sein de mondes missionnaires très normés, elle permet de sortir subtilement du cadre imposé, que ce soit par l'activité en elle-même, par le choix des sujets, par la manière de photographier et de créer un récit narratif, voire par le souci d'assurer une pérennité à leur production à travers le temps.

Bibliographie

- BAETENS Jan, BLEYEN Mieke, «Photo Narrative, Sequential Photography, Photonovels», in GRISHAKOVA Marina, RYAN Marie-Laure (éd.), *Intermediality and Storytelling*, Berlin; New York, Walter de Gruyter, 2010, pp. 165-182.
- BENSUSAN Arthur David, *Silver Images. History of Photography in Africa*, Le Cap, Howard Timmins, 1966.
- BOGRE Michelle, *Documentary Photography Reconsidered: History, Theory and Practice*, New York, Routledge, 2020.
- BULS Charles, *Croquis congolais*, Bruxelles, Balat, 1899.
- CEUPPENS Bambi, ARNAUT Karel, «De fotografie als drager van dromen en nachtmerries in de Onafhankelijke Congostaat», in CEUPPENS Bambi, ARNAUT Karel, VANGROENWEGHE Daniel (éd.), *Leopolds Congo. Dromen en nachtmerries*, Watou, De Queeste – Art, 2005.
- COLARD Sandrine, *Photography in the Colonial Congo (1885-1960)*, Thèse de doctorat en histoire, Columbia University, 2016.
- CONROY-KRUTZ Emily, *Christian Imperialism. Converting the World in the Early American Republic*, Ithaca, Cornell University Press, 2015.
- COOSEMANS Marthe, «Ryckebusch (Marie-Louise, en religion Sœur Marie-Godelieve)», in *Biographie coloniale belge* 3, 1952, c. 758.
- CORNET Anne, «Soigner et guérir au pays des mille collines : de l'activité sanitaire à la quête d'autonomie. Les Sœurs Blanches au Rwanda pendant l'entre-deux-guerres», in *Histoire, monde & cultures religieuses* 30, juin 2014, pp. 33-49.
- CORNET Anne, «Regards féminins sur une entreprise coloniale controversée. Les Sœurs de Notre-Dame de Namur et l'État indépendant du Congo, 1894-1908», in MABIALA MANTUBA-NGOMA Pamphile, ZANA ETAMBALA Mathieu (éd.), *La société congolaise face à la modernité (1700-2010). Mélanges eurafricains offerts à Jean-Luc Vellut*, Tervuren; Paris, Musée royal de l'Afrique centrale; L'Harmattan, 2017, pp. 61-95.
- DAVIDANN John Thores, *A World of Crisis and Progress: The American YMCA in Japan, 1890-1930*, Bethlehem; London, Lehigh University Press; Associated University Presses, 1998.
- DE BREUX Félix, «Préface», in *Six ans au Congo. Lettres de Sœur Marie Godelieve*, Gand, Siffer, 1897, pp. 5-7.

- DE NEEF Greet, « Mission Projections: Glass Positives in the Archives of the Religious Institutes in KADOC », in LENK Sabine, MASJOVA Natalija (éd.), *Faith in a Beam of Light: Magic Lantern and Belief in Western Europe, 1860-1940*, Turnhout, Techne-Mph, 2022, pp. 69-82.
- DE NEEF Greet, VINTS LUC, « “Cinq bouteilles de cristallo et trois cartouches d’hyposulfide”. Les photographes-missionnaires belges. Le cas des pères de Scheut », in PIROTTE Jean, SAPPIA Caroline, SERVAIS Olivier (éd.), *Images et diffusion du christianisme. Expressions graphiques en contexte missionnaire, XVI^e-XX^e siècles*, Paris, Karthala, 2012, pp. 187-208.
- Directory of Photographers in Belgium, 1839-1905*, vol 1 : *Text*, Anvers, Musée de la photographie, 1997.
- DONNY Général (éd.), *Manuel du voyageur et du résident au Congo. III. Notions de droit. Constructions. Photographie. Instructions météorologiques. Collections*, Bruxelles, P. Weissenbruch, 1901.
- EDMONSON Laura, *Performing Trauma in Central Africa: Shadows of Empire*, Bloomington, Indiana University Press, 2018.
- Émeri Cambier. *Correspondance du Congo (1888-1899). Un apprentissage missionnaire*, texte présenté et commenté par CORNET Anne, Bruxelles ; Rome, Institut historique belge de Rome, 2001.
- FIEDLER Klaus, *The Story of Faith Mission, from Hudson Taylor to Present Day Africa*, Regnum Books, 1994.
- FONTAINAS Adrienne Luc, *Edmond Deman, éditeur (1857-1918): art et édition au tournant du siècle*, Bruxelles, Labor, 1997.
- GRAHAM Aubrey, « One Hundred Years of Suffering? “Humanitarian Crisis Photography” and Self-Representation in the Democratic Republic of Congo », in THOMAS Kylie, GREEN Louise (éd.), *Photography in and out Africa. Iterations with Difference*, Londres ; New York, Routledge, 2016, pp. 140-163.
- GRANT Kevin, *A Civilised Savagery: Britain and the New Slaveries in Africa*, New York, Routledge, 2005.
- GRANT Kevin, « The Limits of Exposure. Atrocity Photographs in the Congo Reform Campaign », in FEHRENBACH Heide, RODOGNO Davide (éd.), *Humanitarian Photography. A History*, Cambridge, Cambridge University Press, 2015, pp. 64-88.
- GRANT Kevin, « Christian Critics of Empire: Missionaries, Lantern Lectures, and the Congo Reform Campaign in Britain », in SHIPWAY Martin (éd.), *The Rise and Fall of Modern Empires, Volume IV. Reactions to Colonialism*, London ; New York, Routledge, 2016, pp. 91-122.

- HUNT Nancy Rose, « An Acoustic Register, Tenacious Images, and Congolese Scenes of Rape and Repetition », in *Cultural Anthropology* 23(2), pp. 220-253.
- JACOBSEN Oli Daniel J., *Danielsen and the Congo: Missionary Campaigns and Atrocity Photographs*, Troon, Brethren Archivists and Historians Network, 2014, p. 54.
- JACQUES Victor, *Carnet d'observations ethnographiques*, Bruxelles, Hayez, 1898.
- JANSSENS Edouard, CATEAUX Albert, *Les Belges au Congo*, vol. III, Anvers, 1912, pp. 1437-1439.
- JENSSEN-TUSCH Harald, *Skandinaver i Kongo: svenske, norske og danske maends og kvinders virksomhed i den uafhængige Congostate*, Copenhagen, Gyldendals Press, 1905.
- KAPINGA WA NKAYA Marguerite-Astrid, *Les Sœurs de la Charité de Jésus et de Marie: un siècle de présence au Zaïre*, Kinshasa, Sœurs de la Charité de Jésus et de Marie, 1992.
- KENNEDY Pagan, *Black Livingstone. A True Tale of Adventure in the Nineteenth-Century Congo*, New York, Viking, 2002.
- KING Amelia, *Visual Testaments: Re-Collecting the Photographic Archive of the Upoto Mission, 1890-1915*, Thèse de doctorat en histoire de l'art, University of East Anglia, 2020.
- LACAM Célia, *Le Bleu et le Noir. Jeux de pouvoir dans une mission catholique féminine (Gabon, 1911-1955)*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2023.
- LAGERGREN David, *Mission and State in the Congo. A Study of Relations Between Protestant Missions and the Congo Independent State Authorities with Special References to the Equator District, 1885-1903*, Uppsala, Almqvist & Wiksells, 1970.
- LEBART Luce, ROBERT Marie, « Pour une histoire mondiale des femmes photographes », in LEBART Luce, ROBERT Marie (éd.), *Une histoire mondiale des femmes photographes*, Paris, Éditions Textuel, 2020, pp. 10-17.
- MACALOON John J., *Muscular Christianity and the Colonial and Postcolonial World*, New York, Routledge, 2013.
- MARCHAL Jules, *L'État libre du Congo: Paradis perdu. L'histoire du Congo, 1876-1900*, volume 1, Borgloon, Paula Bellings, 1996.

- MONTI Nicolas, *Africa then. Photographs 1918-1940*, New York, Alfred Knopf, 1987.
- MORIMONT Françoise, « Gabrielle Sillye, une pionnière au cœur de l'Afrique du début de siècle », in *Brood en Rozen* 2, 1999, pp. 219-231.
- MORIMONT Françoise, « Herzekiah Andrew Shanu », in N'GONÉ FALL (éd.), *Photographies Kinshasa*, Paris, Revue noire, 2001, pp. 12-17.
- NATERMANN Diana Miryong, *Pursuing Whiteness in the Colonies. Private Memories from the Congo Free State and German East Africa (1884-1914)*, Münster ; New York, Waxmann, 2018.
- NIMIS Erika, « Alice Seeley Harris », in LEBART Luce, ROBERT Marie (éd.), *Une histoire mondiale des femmes photographes*, Paris, Éditions Textuel, 2020, p. 78.
- OLDFIELD Sybil, « Harris, Alice », in *Women Humanitarians: A Biographical Dictionary of British Women Active Between 1900-1950*, Londres, Continuum, 2001, pp. 94-97.
- PAVLAKIS Dean, *British Humanitarianism and the Congo Reform Movement, 1896-1913*, Londres ; New York, Routledge, 2015.
- PIROTTE Jean, *Périodiques missionnaires belges d'expression française. Reflet de cinquante années d'évolution d'une mentalité, 1889-1940*, Louvain, Publications universitaires de Louvain, 1973.
- POLLARD SMITH Judy, *Don't Call me Lady. The Journey of Lady Alice Seeley Harris*, Bloomington, Abbott Press, 2014.
- ROBERT Marie, « Une longue tradition de discrédit », in LEBART Luce, ROBERT Marie (éd.), *Une histoire mondiale des femmes photographes*, Paris, Éditions Textuel, 2020, pp. 18-26.
- SEALY Mark, *Decolonising the Camera. Photography in Racial Time*, Londres, Lawrence & Wishart, 2019.
- SILLYE Gabrielle, « Ce que nous conte la première "broussarde" belge », in *Revue congolaise illustrée* 30(11), novembre 1958, pp. 16-17.
- Six ans au Congo. Lettres de Sœur Marie-Godelieve*, Gand, Siffer, 1897.
- SUENENS Kristien, ROEKENS Anne, « Portraits voilés. Pour une histoire sociale de couvents de femmes à la lumière des usages photographiques (Belgique, 1860-1900) », in *Photographica* 5, 2022, pp. 65-82.
- The Congo Atrocities. A Lecture to Accompany a Series of 60 Photographic Slides for the Optical Lantern*, s.d.

- TOWNEY Christina, «The Incorruptible Kodak», in KENNEDY Liam, PATRICK Caitlin (éd.), *The Violence of the Image. Photography and International Conflict*, New York ; Londres, Routledge, 2014, pp. 9-31.
- TOWNEY Christina, «Framing Atrocity», in FEHRENBACH Heide, RODOGNO Davide (éd.), *Humanitarian Photography. A History*, New York, Cambridge University Press, 2015, pp. 47-63.
- VAN GROENWEGHE Daniel, *Du sang sur les lianes. Léopold II et son Congo*, Bruxelles, Didier Hatier, 1986.
- VINTS Luc, «Beeld van een zending. Nieuwe propagandamedia voor de missies», in *Trajecta* 5, 1996, pp. 369-387.

Partie 2

L'importation de personnel et de main-d'oeuvre

Part 2

The Importation of Workers and Labour

Mathilde Leduc-Grimaldi

Manpower to the Congo: Finding the Manpower for the Founding of a State (1879-1884)

Foreword

For nearly a century, many historians have relied on Stanley's published book, *The Congo and the Founding of its Free State* (1885), as first-hand testimony of that enterprise, while Stanley's journalistic vein, and, even more so, the strict censorship exercised by King Leopold II, have often misled them about the account of the enterprise. For *The Congo and the Founding of its Free State* is a testimony to be questioned. As an employee of the King, Stanley was contractually prohibited from disclosing anything about the enterprise he was working on, even in his private correspondence. Bound by his contract and his pledge to Leopold II, Stanley's "story of work and exploration" (1879-1884) remained mostly unexplored. Finally, he only obtained the King's permission to publish his volume, once the creation of the Congo Free State (CFS) had been formalised. However, each page had been corrected, censored, or inspired by the King, right up to the dedication of the work¹. The book was more of a glowing tribute to the glorification of the royal undertaking. The handful of difficult years that gave substance to Leopold II's colonial dream were eclipsed by the Berlin Conference and the creation of the CFS.

¹ LEDUC-GRIMALDI 2016.

As Father A. Roeykens himself admitted in 1958, “*There are still many specific points about the period from Stanley’s first visit to Brussels to the establishment of the Comité d’études du Haut-Congo that remain unclear. The documents collected so far are far from shedding sufficient light on the various twists and turns of the negotiations that led to the creation of this new Committee*”². Since then, new archive collections have been catalogued, expanding the documents available for research on this period, whether it be the Sanford Papers studied by Father F. Bontinck³ or the Goffinet Archives recently inventoried⁴. But without doubt, the thousands of pages from the private archives of Henry M. Stanley⁵ are invaluable for carrying out in-depth research on Central Africa in the last quarter of the 19th century⁶.

For this chapter, the study of the Stanley Archives has been essential in addressing the question of the expedition’s European or African manpower. Stanley’s diaries “Vol. 1 Congo. 1878-1882”, 502 pages, (SA 34) and “Vol. 2. Congo 1882-1884”, 494 pages, (SA 35) provide a detailed account of the daily life of the expedition that was to give substance to Leopold II’s colonial dream. They recount the determination of the royal ambitions, Colonel M. Strauch’s instructions and the King’s demands and their execution, which was very difficult, given the resources on the ground too meagre for the scale of the task. They also echo the manoeuvres of Brussels on the European chessboard and the diplomatic turmoil in pre-Berlin Conference.

Stanley records on the exchange of letters with Brussels, sometimes summarising them or, even better, copying them in full, particularly the correspondence with the King. These copies of the royal letters are followed by Stanley’s “remarks”, i.e. the outline of his replies: under the guise of the Committee’s lack of knowledge of the expedition context (so as not to single out the King himself), the King’s orders are questioned in their feasibility and purpose.

The correspondence between Colonel Strauch and Stanley deals with all technical aspects of the installation of stations, purchase of land concessions, and of course contacts and relationship with local people. The issues

² ROEYKENS 1958, p. 260. Translated from French by the author.

³ BONTINCK 1966.

⁴ ARCHIVES DU PALAIS ROYAL 2020.

⁵ The Stanley Archives are the property of the King Baudouin Foundation and are held in trust at the Royal Museum for Central Africa, Tervuren. On Stanley’s private archives kept at his home in Furze Hill (Surrey) and their acquisition by Belgium, see WYNANTS 2013.

⁶ DAERDEN & WYNANTS 2005.

of recruitment and human resources management and costs play an important role, as do the lists of orders from the construction and transportation equipment to provisions for the European and African labour force (such as canned goods, flour, rice, beans, wine, alcohols), including fabrics, gin, rum, rods and beads for trade with the locals and African workers' wages⁷.

Among the Stanley Archives, these diaries are far from being the sole source for the very short period of Stanley's employment on this expedition. Two documents were of key importance: the "General list of the agents who have taken part to the works of the Association internationale du Congo from 1879 to 1884" (SA 4780) and the "General state of the European personnel in the service of the Congo Association from 1879 to January 1, 1885" (SA 4781). Unfortunately, this originally very organised documentation only concerns the European workforce, which was by far the smallest at the time of the founding of the CFS. It is therefore necessary to try to complete the picture of the entire workforce with the abundant, albeit more disparate, partial and sporadic information on the African workforce taken from Stanley's diaries, which do not appear in *The Congo and the Founding of its Free State*.

Introduction

*"The King draws on too great a scale for his paper. [...] He has fashioned an immense design, but his materials, & personnel to carry out the design are ridiculously small."*⁸

In 1877, when Henry M. Stanley returned with a reliable and detailed map of the African Great Lakes region and the Congo River, the result of three years of exploration as head of the Anglo-American expedition, his numerous lectures at the chambers of commerce and learned societies in England emphasised the wealth of this immense hydrographic basin. The economic stagnation prevailing throughout Europe at the time, afflicted by deflation in the last quarter of the

⁷ Strauch's letters are the official dispatches from the Comité d'études du Haut-Congo, or Association internationale du Haut-Congo, or Association internationale du Congo, to Stanley in the Congo (around 135 letters); Stanley's letters are the sometimes-illegible peel papers, or their transcriptions by a secretary and then corrected by Stanley's hand (14 letter-books of all his correspondence to Europe, ranging from around 30 to over 300 pages each).

⁸ Journal, "Volume 1, Congo, 1878-1882", Stanley Archives (SA), Musée royal de l'Afrique centrale (MRAC), SA 34, p. 91.

19th century, contributed to the interest in this vast market with its promising resources, which could offer outlets for the overproduction of its manufacturing industries and provide a haven for its impoverished population⁹.

This globally significant event among industrialised nations was seized upon by the King of the Belgians to give form to his colonial project. Alongside his efforts to “*open Africa to civilization*” through the Association internationale africaine (AIA), Leopold II devised his own “*Congo scheme*”¹⁰, for which he created a private investment company, the Comité d'études du Haut-Congo (CEHC)¹¹, with Henry M. Stanley as the Chief Agent on the ground. However, following the bankruptcy of the Rotterdam trading house Afrikaansche Handelsvereeniging (AHV) in 1879, the King decided to pursue the project alone and personally finance the expedition, giving him free rein¹², while advising Stanley to exercise discretion and frugality¹³.

For the execution of this project, the recruitment of qualified and sufficient manpower would prove to be the cornerstone of its realisation. From Brussels' perspective, the solution was clear: a low-cost workforce was needed, which meant relying on African labour, while agents capable of assisting Stanley and managing their work, based on Stanley's plans and royal directives sent from Brussels, needed to be found in Europe or the United States. In both cases, recruiting manpower would prove difficult, and its role on the ground would be unequal.

⁹ “*In any case, the scramble for West Africa and the Congo was primarily economic*” (HOBBSAWN 1989, p. 68). This is what Leopold II would ask Stanley to emphasize in his lectures in Germany on the sidelines of the Berlin Conference, SA 36, p. 2, January 1885.

¹⁰ “*Congo scheme*” is the term used by Leopold II or his cabinet to designate his colonial project. Stanley generally uses the term “*enterprise*”.

¹¹ The Comité d'études du Haut-Congo (CEHC) was also called the Commission du Haut-Congo, Association du Congo, or Association internationale du Congo, as indicated by the letterheads of Colonel Maximilien Strauch's letters. In his journals, Stanley generally refers to it as “*the Committee*”, “*the Commission*” or “*the Association*”.

¹² “*As the main support of the project is derived from the King's subsidy we are no longer exposed to see our purposes delayed by necessity of obtaining the consent of a great number of persons.*” Letter from Colonel Strauch to Stanley, reported in his diary, dated 6 June 1879, SA 34, p. 40. It is unclear whether the funds from all the initial shareholders had been paid or only promised.

¹³ “*Keep dark what, if published, would open other people's eyes*”, SA 34, p. 46, August 1879. The Afrikaansche Handelsvereeniging established at the mouth of the Congo in 1869, is often mentioned in Stanley's Journal (SA 34). During the negotiations for the setting up of the joint-venture company that was to finance Stanley's expedition, the AHV was present at the royal palace. Stanley learned of the company's liquidation in Aden via a telegram and a letter from Brussels (June 6, 1879): “*The Dutch Company have resolved to go into liquidation but the principal shareholders have not lost the hope of reconstructing the Company on a new basis.*” It was through this new company, which charged dearly for its services, that Stanley's expedition received food and equipment in the early days of its establishment at the mouth of the Congo.

Stanley: chief agent or chief operating officer of the CEHC?

The West Africa Expedition, led by Stanley under contract with the Commission du Haut-Congo¹⁴, was the active arm of the CEHC on the ground, not so much for exploration alone but to ensure the control of territory, despite all of Brussels' efforts to remain under the cover of a humanitarian undertaking.

Although it flew the blue flag with a golden star of the AIA and was publicised as a humanitarian endeavour, the royal project was peripheral to the international momentum towards Africa (as envisioned by the AIA). Stanley, moreover, harboured no illusions about the King's long-term objectives: "*Here I am equipped by a foreign people to try & obtain the Congo for them. So let it be, & we shall see what we can do with it [...] It has been pretty evident that under the guise of an International Association he hopes to make a Belgian dependency of the Congo Basin.*"¹⁵

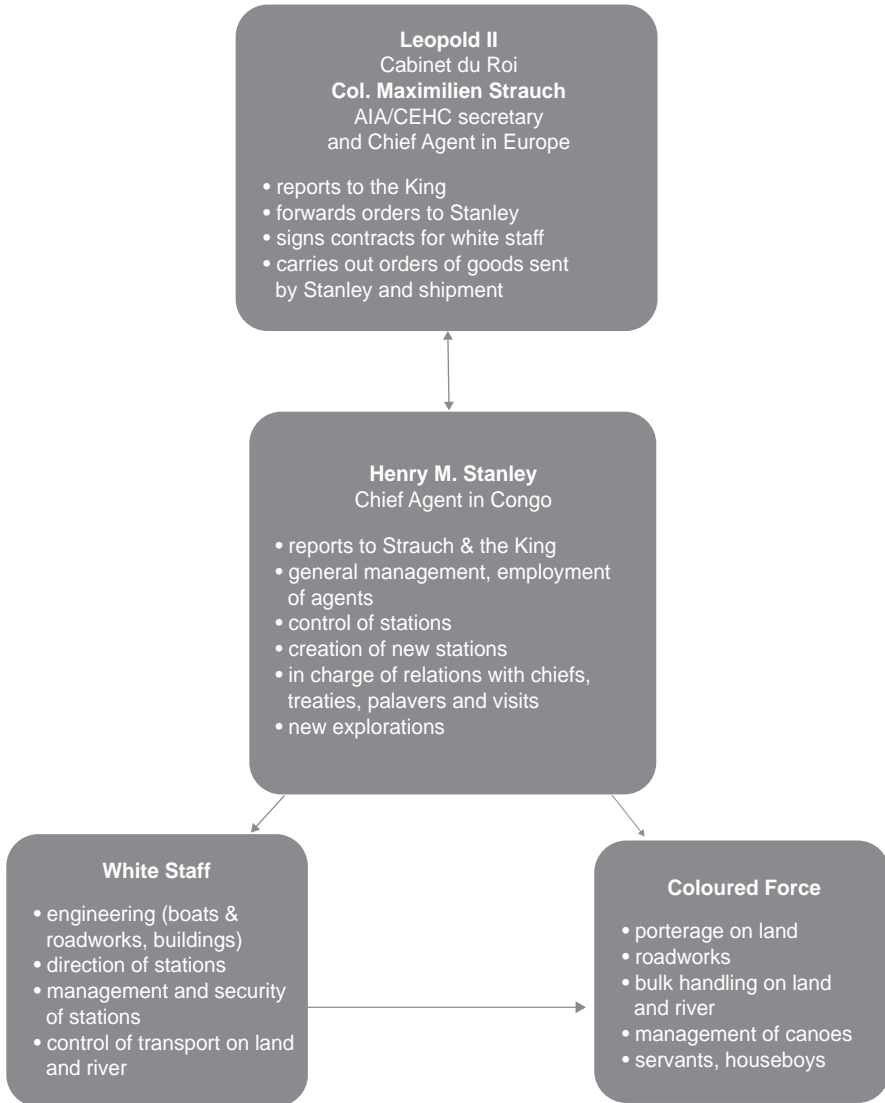
Figure 1 analyses the CEHC's hierarchy, with a division of tasks between Colonel Maximilien Strauch in Brussels and Stanley in the Congo. In reality, both were merely executors, striving as best they could to put into practice the King's plans.

¹⁴ A three-year contract, with a possible two-year extension, SA 4766, 3 October 1878. Under this contract, Stanley could be made available to the AIA or an industrial and commercial exploration syndicate or any enterprise sponsored by the King.

The Commission du Haut-Congo was none other than the CEHC (see also footnote 11), a commercial enterprise distinct from the AIA. The name of Association internationale du Congo (AIC) was used by Leopold II from October 1882 (STENGERS 1988, p. 230, note 3), but it is equally certain that the name CEHC was officially continued, clearly marking its specificity with regard to the AIA (see i.e. *L'Association internationale africaine et le Comité d'études du Haut-Congo. Travaux et résultats*, Bruxelles, Institut national de géographie, 1882). However, Strauch's letters to Stanley, which convey the King's instructions and orders, still bear the CEHC letterhead. From December 1882 (the second part of Stanley's expedition), they bear the words "*series II*" and a number that continues without interruption, even when the letterhead of Strauch's office changed to "*Association internationale du Haut-Congo*" until December 10, 1882, and then, still without interruption of the numbering, to "*Association internationale du Congo*". This shift in terminology facilitated the final avatar of this association in its rapprochement with the AIA; the AIA flag had to be flown on all AIC posts and boats (Strauch to Stanley, 1 November 1882, SA 35, p. 23) and the expedition became "international". Finally, it was the AIC that was recognized by the United States (letter from Strauch to Stanley, 10 December 1883, SA 35, p. 419), and that recruited General Gordon as Stanley's second-in-command (copy of the letter from Leopold II to Stanley, 7 February 1884, SA 35, pp. 423-425). The shift was complete when, on 8 July 1884, Stanley announced, "*A general order has been issued by me to all members of the Association on the Congo – appointing Col. Sir F. de Winton Chief Agent of the Association Internationale Africaine [sic] & requesting all members to pay him the same respectful obedience which for the last 5 ½ years they have paid me.*"

¹⁵ SA 34, p. 45, August 1879.

Illustration 1. The Decision Tree.



Stanley, the “Chief Agent”, was doubly in the King’s service, under a five-year contract dated October 3, 1878, whereby the King reserved the right to employ him wherever and however he deemed fit¹⁶, and under a December 1878 contract, by which Stanley took charge of the Expedition to Western Africa on behalf of the Congo Commission. His roadmap instructed him to establish three “*hospitable and scientific stations between Boma and Stanley Pool*”, to transport a steamer upstream of the cataracts of the Lower Congo, and to explore the possibility of “*making an easy communication between the Upper and Lower Congo*”.

Stanley was merely a cog, albeit a vital one on the ground, in the execution of the royal scheme. Unlike his previous expeditions, he was no longer the sole master and found himself embroiled in a new venture over which he had no control, neither in terms of logistics nor manpower. The “honorary president” and sole patron was the King, of whom Colonel Maximilien Strauch was merely the mouthpiece¹⁷.

On the ground, Stanley sought independence¹⁸, but Colonel Strauch, in addition to being the president of the CEHC, was also his agent in Europe, and since he relayed the King’s orders, he was also Stanley’s superior¹⁹. Entirely devoted to Leopold II, Strauch could not authorise expenses beyond the allocation set by the King, upon which the recruitment of manpower depended. This was by far the most expensive item in the enterprise’s budget.

The relationship between Stanley and Strauch was often strained; while the company’s leadership appeared geographically bicameral, there was no equivalence in functions or responsibilities. Stanley had to strive to carry out the orders from Brussels while shouldering all the responsibilities on the ground.

¹⁶ SA 34, p. 3.

¹⁷ On November 25, 1878, Greindl wrote to Stanley: “*His Majesty the King has been elected président d’honneur of the Company and Mr. Strauch president.*” But on February 26, 1885, Count P. de Borchgrave wrote to Stanley to rectify the dedication in his book *The Congo and the Founding of its Free State* (SA 718): “*His Majesty has never been President d’honneur of the Comité d’Études du Haut Congo. The King allowed sometimes to say that He was the founder of that Committee. H. M. is the elected President of the Association Internationale Africaine.*” That same day, the Berlin Conference recognized the Congo as an independent state under the protection of the AIC.

¹⁸ “*The plans were mine, the project was mine, the money was mine to spend according as I thought best for the Project.*” SA 48, “Explanation”.

¹⁹ “*He is at once my Superior – because he conveys the King’s orders to me - & my friend & agent.*” Ibid. Strauch’s prerogatives were also ambiguous. Baron Greindl wrote to Stanley after the November 25, 1878, meeting, “*the matter has been definitively settled and the company formed. The council has been appointed and has held his first meeting. [...] His Majesty the King had been elected president d’honneur of the company and Mr. Strauch president. Will you have accordingly the kindness to correspond henceforward with the latter for the business connected with the Congo scheme.*”

He had to deal with a Strauch “*nervous and fidgety*”, his lack of subtlety, his “*simplicity or rather guilelessness*”, his eagerness to devise baseless plans, and the promises made in European contracts that were impossible to fulfil²⁰, contributing to discontent on the ground. Furthermore, orders were increasingly sent directly from Brussels to officers on the ground, bypassing Stanley and undermining his authority by ignoring the ongoing operations²¹.

Above all, this expedition was of a different nature than those previously led by Stanley. It was no longer merely an exploration expedition; it was one that aimed for a permanent settlement, and its success depended on the means provided by the King, which were neither realistic nor adequate.

Stanley quickly realised that the Brussels offices were far removed from the realities on the ground in the Congo, but that the King’s scheme went far beyond what he had communicated to Stanley. Between Stanley’s arrival at Banana (August 1879) and his final departure for Europe (June 1884), the expedition constantly changed in scope and ambition: “*When I started in 1879, I had one order which was to build three stations, & launch the En Avant on the Upper Congo. That was simplicity itself. But now we have developed into a political power, a commercial Company, and also an Exploring & pioneering Expedition.*”²² Initially, until mid-1882, the King remained cautious, and the human resources allocated to Stanley were highly insufficient. But from 1882 onwards, fearing the colonial ambitions of France, Portugal, England, and Germany, Stanley received confidential instructions from Leopold II for an ever-expanding conquest²³.

The misunderstanding between Brussels and Stanley regarding the logistical and human resources needed for the King’s project was evident from the beginning of the expedition and would only worsen: “*With each letter from Brussels there come new orders revealing more ambitious designs, but the force to execute the additional projects, does not come until from sheer weariness at the matter not being understood at Brussels – a tone of vexation becomes noticeable. True the orders were wise & met my approval but it appeared to me that I could never persuade the good Colonel and of course the King who was behind him – that unless they sent to me Reinforcements –*

²⁰ SA 48, p. 11, letter from Stanley to Strauch, 20 August 1879, and SA 34, p. 111, [March] 1880. “*All expenses included*” in the employment contract had led the European recruits to believe that personal expenses on wine, liquors and tobacco were available free of charge.

²¹ SA 34, pp. 423-424, January 1882.

²² SA 35, p. 5, September-December 1882.

²³ SA 4775-4777, “Mr. Stanley’s Commission”, 30 October 1882, and “Confidential instructions for Mr Stanley” and drafts of treaties, 1st November 1882.

these fresh batches of orders tended simply to discourage & exasperate a man already overworked."²⁴

The situation only worsened as the months went by, with the increase in the number of stations, the logistical complications, the sudden decisions taken in Brussels without informing Stanley and the increasingly independent European agents: "*My orders, requests, and entreaties are not attended to by any one down river, as they think me too far to interfere with them. I can only get satisfaction from people within reach of me.*"²⁵

In a letter to the King, Stanley dares to consider disobedience: "*Your Majesty may rest assured that as I have only one object in view – viz to do all thing to the honor of the Comité [sic], every order from the Comité will be faithfully obeyed except when it is to undo what has been done, or to commit some absurdity detrimental to the interests of the Comité. Then only will the Comité find me disobedient – or "intractable" as the Newspapers call me. I cannot imagine the Comité giving me an absurd order except through ignorance of all circumstances.*"²⁶

White staff and black force: a racially segregated workforce under temporary contracts

Leopold II's enterprise aimed at establishing footholds for a permanent European settlement. It was a vast operation of territorial occupation, remotely controlled from Europe. The realisation of the royal scheme was the result of importing Europeans and displacing Africans, creating a non-native population, without any consideration other than the interests of the employer.

The CEHC had asked Stanley to provide his plans "*for the enlistment of [his] white staff and black force*" as early as January 1879²⁷. It is important to consider Stanley's distinction, not so much between Whites (imported labour from Europe) and Blacks (African labour), but between the notions of "staff" (i.e. the leadership team assisting the expedition leader and engineers) and

²⁴ SA 48, "Explanation".

²⁵ SA 35, p. 216, July 1883.

²⁶ SA 35, pp. 239-251, copy of a letter from Stanley to the King, shortly before heading up the Congo to the Falls, August 1883, in reply to a letter from Leopold II dated 27 May 1883 copied in the journal SA 35 pp. 234-238. Stanley uses the so-called "committee" as a screen, which less disrespectfully criticizes the royal orders.

²⁷ SA 34, p. 5.

“force” (i.e. labourers without individual initiative, possessing the physical strength and technical experience required for portage and river navigation).

Stanley conceived of the workforce on the ground as in his previous expeditions: obviously male, and obviously racially-differentiated according to the type of work to be performed: a small group of White men to supervise and direct a large number of African workers who would cooperate in the colonial project. This daily collaboration was the subject of numerous remarks throughout Stanley's journals. Stanley's conviction of White racial superiority was often shaken by the abilities of the Black workers or sailors, which exceeded those of his White subordinates²⁸. He acknowledged the necessity of learning about the Other, something that could only be achieved over time: “*It will take the average Belgian officer quite as long to learn the art of dealing with the natives as it will take the natives to put his trust in the white strangers [...] It requires time to enlighten each other as to their good qualities.*”²⁹

The porters, canoeists, scouts, and interpreters were all Africans; the operations' design, the complex materials, and explosives for roadworks were imported from Europe, and the use of writing and a foreign language was the domain of the White staff. Inexperience or lack of knowledge led to a discriminatory division of labour between the groups.

It is essential to first attempt to evaluate the significance of the workforce on the ground. For the European labour, the “*General list of the agents who have taken part to the works of the Association internationale du Congo from 1879 to 1884*”³⁰ provides names, occupations, nationalities, recruitment dates and return dates. This precise document allowed for the creation of three tables (see Annexes):

1. The overall evolution of the number of European recruits in the Congo from 1879 to 1884.
2. The distribution of Europeans in the Congo by nationality and year.
3. Recruitment in the Congo by occupation and year.

²⁸ “*This has often caused me to wonder that good dispositioned [sic] & intelligent Europeans should not be able to show their superiority over the uneducated & ignorant African, Nay, I rather think that Dualla the Somali boy, Susi, and two or three other Zanzibaris have evinced superiority in some instances over the Europeans.*” SA 34, p. 177, October 1880.

²⁹ SA 34, p. 294, June 1881.

³⁰ SA 4780.

From a European perspective, the multinational origins of the “staff” might suggest an international enterprise. However, each individual was expected to identify as Belgian due to the project they served, as Stanley wrote to Strauch: “*You must remember that all persons here are Belgians in faith & principle while they are serving the Comité d’Études du Haut-Congo, and that a particular nationality can have no place here. Duty is our law, rule & guide. Be he Dutchman, Greek, Turk, Portuguese, Dane, Englishman, Frenchman or American, he is all the same to me, if he remembers his duty and attempts to imitate me in doing a man’s work to the best of his power. We are here charged to perform a task, which I believe is a sacred one.*”³¹

The European recruits were individually bound to the CEHC by a standard three-year contract, signed by Colonel Strauch, as president of the CEHC, in exchange for a salary, equipment, maintenance, and travel expenses³². Salaries were paid in Europe to the person named in the contract. The Belgian officers were placed at the disposal of Colonel Strauch and continued to receive their pay and to advance in rank³³. Repatriation was free for health reasons. Recruits were required to show perfect obedience to Stanley or his delegate. They could be assigned to any function and were prohibited from making any communication, even privately, about their mission, their companions or the goals pursued by the CEHC³⁴.

For the first three years, recruitment in Europe, regardless of nationality, was very low. The King’s enterprise remained modest, with a total number of agents on the ground barely stable and even decreasing. Stanley did not wish for more Europeans, as they were a burden, particularly because of their demands for servants³⁵. In the second phase of the enterprise, from late 1882 to mid-1884, the nascent state took shape, with a range of new jobs for Europeans that needed to be accounted for. As shown in Table 3, station chiefs were required, for which Brussels sent officers deemed more suitable. Jobs diversified and better met the health and scientific needs, like doctors and agronomists. It was also essential to ensure the permanence of

³¹ SA 42, p. 168, Letter from Stanley to Strauch, 8 January 1880.

³² See for example, Nève’s contract, HA.01.0032.2, MRAC Archives.

³³ See STENGERS 1957, pp. 34-35.

³⁴ Stanley himself was bound by contract to the same secrecy, which explains the royal censorship on his lectures and the restrictions imposed on his book *The Congo and the Founding of Its Free State*.

³⁵ “*I least of all will demur to any appointment you wish to make. If you care to increase your expense in Africa by sending and equipping officers of any degree it is you who have the burden of the expense not I.*” SA 44, p. 232, letter from Stanley to Strauch, 10 July 1880.

the settlement by recruiting assistants who would become the civil service of the future state.

The “*black force*” is more difficult to quantify due to a lack of well-organised documents comparable to those for the Europeans. Much more so than the “*white staff*”, this workforce – indiscriminately employed as porters, labourers, woodcutters and road workers – was essential to meet the primary demands of the expedition: receiving equipment, provisions and boats in parts shipped from Europe, establishing an initial logistical base (Vivi), creating the road that would bypass the cataracts (450 km of rugged terrain between Vivi and Stanley Pool, or Pool Malebo)³⁶, settling on the pool and ensuring the establishment and security of stations upstream of the pool, as well as the continuous transport of supplies along the bypass road.

These were all jobs that Africans – whether recruited in Zanzibar, Cabinda or locally – could perform with minimal supervision from qualified European workers, such as carpenters, mechanics and riverboat technicians, who were “*young, strong, active, and obedient*”³⁷, for these were the key qualities expected of the workforce, whether European or African.

Stanley had envisioned recruiting African workers from the British colonies and protectorates of West Africa, but Britain, which had never joined the AIA, opposed this³⁸. Stanley thus turned to the Sultanate of Zanzibar, where he personally recruited, with the Sultan’s approval, an initial contingent of 66 Zanzibaris, including several of his faithful companions from previous expeditions³⁹.

The Zanzibaris, professional porters, indispensable auxiliaries in any Central African expedition, were free men, though Stanley suspected that some of the new recruits might be “*ticket of leave*” slaves⁴⁰. They were engaged by name for three years by H. M. Stanley “*of New York*” “*during his forthcoming exploration*”⁴¹. It was a private contract, with no mention of the

³⁶ SA 42, p. 201, 14 March 1880: “*Then begins the up and down hill work, the removing of great rocks, the filling up of hollows, until we come to a forest which has to be cut through, we then come to a river its bed filled with boulders out of which we emerge to drag the wagon up a slope which has a rise of 1 foot in 4.*”

³⁷ SA 48, p. 11, letter from Stanley to Strauch, August 1879. “*The two sailors, Martin [Martinsen] and Albert [Christophersen] are capital men, young, strong, active and obedient. The carpenter is rather slow but still a skillful workman.*”

³⁸ SA 34, p. 4, et SA 833, letter from Baron Greindl to Stanley, 31 October 1878.

³⁹ Stanley had secured an amendment to his own contract guaranteeing him a sum of £ 2,800 to repatriate the Zanzibaris in case the King definitively abandoned his project after three years (SA 34, p. 3).

⁴⁰ SA 34, p. 66, 8 September 1879.

⁴¹ A handwritten copy of the recruitment contract, drawn up by the American consul in Zanzibar, W.H. Hathorne, between “*Stanley of New York City and the freemen of Zanzibar*” on May 16, 1879 (Otto Lindner Collection, MRAC Archives, HA.01.0146).



Illustration 2. "Waterinckx and some Krooboy", SA 6989, HP.1957.53.602, from Stanley's scrapbook, RMCA.

The group appears to be arranged in such a way as to show a relationship (hierarchy? command? protection? domestic employment?) between the white man and the Krumen. There may be some female members of the group. The photograph was probably taken around 1883. Waterinckx (misspelled Watterinkx in the MRAC photographic archive entry) is mentioned in the correspondence of Charles Callewaert, who was in the Congo between 1881 and 1884 (MRAC, Callewaert Archives, HA.01.0056, letter no. 56, September 1883).

CEHC. Like the European employees, they pledged to serve "*cheerfully and promptly*" in whatever was asked of them. Their conditions were specified: sufficient food, medical care, return to Zanzibar at the end of the contract, and the ability to purchase clothing whenever they wished.

Throughout his journal, Stanley heaped praise on these unparalleled workers: "*The Zanzibaris here are the best among colored men on this round globe. In their present state no equal kind or color of men could possibly reach their standard of discipline, hard, laborious, ungrudging work. One of these men is equal to 10 natives and to defend the work one is equal to 20 natives.*" But he knew the limits of what could be imposed on them and

did not exceed them: “*The Zanzibaris are extremely contented, but I know they could be fired into desperate revolt if there was any severity.*”

In addition to the Zanzibaris, Stanley called upon the available workforce in the Lower Congo, which European trading factories⁴² had long relied on along the West Coast and Congo estuary, notably in Banana and Boma. These included the Krumen⁴³ and Cabindas⁴⁴ (or Kabindas): the Krumen were often employed as guards, while the Cabindas formed the crews of coastal shipping boats and were also carpenters, launderers, or cooks⁴⁵. The cost of Krumen and Cabindas was low, but the Cabindas were unwilling to venture inland, and the Krumen, “*poor specimens of humanity*”, according to Stanley, could only be used as labourers. Stanley therefore proposed to use the “*amalgam*” technique by distributing the Krumen among the Zanzibaris “*so that they may assimilate with the latter, and partake of their manly qualities by contact and become acquainted with their language, and on the retirement of the Zanzibaris be able to take their places.*”⁴⁶

The contribution of local labour is very difficult to assess. Stanley mentions their existence without giving exact dates or lengths of employment. The recruitment of Natives in the early years was only a temporary contribution, sometimes for just a day or two, never far from their villages, particularly in the Lower Congo. Most of the time, local chiefs allowed a few workers to be recruited in exchange for compensation in gin or rum for the chief. It was casual labour, poorly paid, and without contracts. Stanley lamented that the potential workforce from Lower Congo villages lacked the concept of salaried labour. Over the five years, he would attempt to secure local labourers for wages, a notion that the locals either did not understand or pretended not to⁴⁷. Actually any work, other than that required for subsistence, hardly attracted the potential workforce, as it was too closely reminiscent of past forms of slavery. Before Stanley, Charles Jeannest⁴⁸ noted the same reluctance of the

⁴² LEDUC-GRIMALDI 2024.

⁴³ The Krumen or Krumanners (Stanley’s spelling) are originally from the Kru Coast (Ivory Coast, Liberia and Sierra Leone), but the term quickly came to designate Africans employed in factories as servants or guards. Stanley also refers to them as West Coast Natives.

⁴⁴ Originally from the Portuguese colony of the same name, north of the Congo estuary.

⁴⁵ SA 34, p. 17, 2 January 1879. As early as January 1879, the Dutch factory in Banana had been approached by the Comité d’Études du Haut-Congo to supply “*20 Krumanners for local work*” and “*Kabinda boys for ‘wash jacks’ and domestic work at the stations.*”

⁴⁶ SA 42, letter from Stanley to Strauch, August 20, 1879, p. 30.

⁴⁷ “*In time I have no doubt we can get a large native labour force, but it is impossible to drive the merits of wages into the heads of natives who never heard the term, all at once.*” SA 34, p. 92, [December?] 1879.

⁴⁸ JEANNEST 1883, pp. 50-51.

Lower Congo people to commit themselves to work for the Whites in the trading posts, and the link between work and slavery in the minds of free Blacks⁴⁹. When he visited the factories, Stanley was inclined to think that slavery had persisted there⁵⁰, but was counting on the change the expedition would bring⁵¹. This wish might have been echoed in the CFS's motto "Work and Progress", but the emancipatory and civilising work that Stanley could envisage would soon be betrayed by the CFS's introduction of forced labour and the exploitation of the workforce, with virtually no pay.

The scale of the task that Leopold II set for Stanley, and which the King constantly expanded, demanded ever-increasing manpower. The King even sought to obtain workers from outside Africa, hoping to find a cheap, abundant labour force accustomed to European hierarchical command systems⁵². As early as October 1880, Chinese coolies were the first external force to the African continent that Strauch considered calling upon to meet the unquenchable need for labourers. The German explorer Otto Lindner, with his proven past as a trader in the Congo factories, was chosen by Strauch to go and negotiate in Shanghai⁵³. The business dragged on, and Stanley was still waiting in 1883.

Finally, in 1884, while Stanley was already in England, the Count de Lalaing of the King's Cabinet received from George Williams⁵⁴ a proposal to recruit African-Americans from New Orleans⁵⁵. As it could project the image of the free state of Liberia on the destiny of the Congo, it did not fail to arouse interest since, in September, the King's office invited Stanley to carry out a comparative market study on external manpower salaries⁵⁶. This

⁴⁹ Charles Jeannest describes the "captivos" system used by the trading posts of the Lower Congo to procure labor: the slaves were bought from their local owners, they became free but worked without pay in return for food, maintenance and protection, and remained stuck to their workplace. A status comparable to slavery.

⁵⁰ Vos 2011, § 5 Between abolition and colonial rule.

⁵¹ "When I visit the factories, & see the number of blacks hanging about the Establishments, I am inclined to think that they are slaves. However I have no power to investigate, or interfere, but I am much mistaken if our Expedition will not be the means of changing the order of things." SA 34, p. 54, August 1879.

⁵² Space constraints prevent a detailed discussion here of the cost of European and African labour, which is the subject of another research project.

⁵³ SA 34, p. 188, October 1880.

⁵⁴ See FRANKLIN 1985.

⁵⁵ "Perhaps it would not be a bad plan to get a few American blacks in our service." SA 775, letter from Count de Lalaing to Stanley, 19 August 1884.

⁵⁶ SA 710, letter from Count de Borchgrave to Stanley, 2 September 1884, requesting clarification on the comparative wages of a Zanzibari, a Hausa, a Chinese coolie, and a Black man from New Orleans. At this date, Stanley had already returned to Europe, but the King's Cabinet continued to solicit him, notably on the recruitment of European or African labour, as here.

got no further action other than Williams's trip to the Congo in 1888 and his writing of a pamphlet on the conditions of Blacks in the CFS, attacking both Leopold II and Stanley.

Imported African manpower, like the Zanzibaris, and later on, the Hausas, was expensive, due to the cost and duration of their sea transport to the mouth of the Congo. Their salaries were significantly higher than those recruited locally workers, which is why Strauch and the King insisted on local recruitment⁵⁷.

The large number of African employees, though deemed insufficient by Stanley, is immediately striking. Stanley estimated that, on average, each European in the expedition required personal service from ten Africans, diverting part of this "force" from its intended purpose. Even acknowledging some exaggeration born of frustration, the recruitment of Africans remained well below the needs, especially with the addition of new steamers and the appropriation of riverbanks. Stanley's journals occasionally provide numerical estimates of the African workforce and its distribution along the Congo, between major infrastructure work, river transport, caravan portage, and service in the stations.

In April 1882, when the expedition finally settled on Stanley Pool, transport primarily relied on the Zanzibaris, who handled the traffic of goods along the road bypassing the cataracts. The river transport (rowboats) between the Lower Congo stations was entrusted to Cabindas and Natives; Krumen and Cabindas also formed the crews of steamers for loading and supplying wood for the boilers (see Table 4, "Number of our Force"). In total, a workforce of about 540 men.

In February 1883, as Leopold II urged Stanley to tighten his grip on Congolese territory, Stanley reported a total of 628 Zanzibaris, including the sick. Not much had changed by August 1883, when he hoped to have 700 Africans, including Krumen and Hausas, although there was no certainty, as Strauch's promises often came to nothing. On several occasions, Strauch announced the recruitment of coolies who never arrived. The King even considered recruiting Indians and Afro-Americans, but their wages proved too high for his budget.

⁵⁷ SA 660, letter from Leopold II to Stanley, 7 January 1884: «*Je me flatte aussi que les indigènes pris à notre service pourront un jour nous permettre de réduire le nombre des Haussas et des Zanzibaris dont le recrutement devient sans cesse et plus difficile et plus coûteux.*»



Illustration 3. "Houssas soldiers with their priest" (title of the entry into the collection) here a group of senior soldiers with their leader (3 stripes), SA 6991, HP1957.53.603, from Stanley's scrapbook, undated (1885?).

The Hausas and Zanzibaris formed the first core of the Public Force. These soldiers, who had to be paid, were gradually replaced by the forced recruitment of local men. *"The Houssas and Zanzibaris are armed by the State with breech-loading Sniders, and the Winchester magazine gun. At Vivi, Leopoldville, and the stations on the Upper Congo, there are Krupp rifles, of a small caliber and war rockets."* Report by Lieutenant E. H. Taunt, U. S. Navy to the Secretary of the Navy, after completion of a six months' journey on the river Congo, from May 2, 1885, p. 16.

From 1883, Sultan Sayyid Barghash of Zanzibar began to resist allowing large numbers of Zanzibaris to be recruited⁵⁸. Stanley saw this as a manoeuvre by the British consul, J. Kirk, who was hostile to his expedition. But it is possible that the Sultan himself opposed this significant draining of Zanzibar's population. To replace them, Strauch recruited Hausas under contract in Nigeria, much to Stanley's satisfaction: *"The Hausas are excellent fellows. I find them obedient. So far I could not wish better people, for*

⁵⁸ *"The Sultan refused absolutely to let us have more."* SA 919, letter from Strauch to Stanley, 6 December 1882, received 29 January 1883 in Isangila, and SA 35, p. 63.



Illustration 4. "Wives of Houssas soldiers", SA 6991, HP. 1957.53.608, from Stanley's scrapbook, MRAC.

Hausas and Zanzibaris enlisted in the Public Force could be accompanied by their families, as was also the case in the recruitment contracts for porters. Stanley's expedition journals, particularly those covering the crossing of the continent from 1874 to 1877, attest to the presence and role of the wives of Zanzibari porters.

they do everything I tell them actively & well." The Hausas were recruited under contract, like the Zanzibaris, and some of them also seemed to be accompanied by their wives.

Stanley repeatedly highlighted the harsh side of these African workers' life⁵⁹. Orders were relayed through recognised leaders within each group, for Stanley allowed the Zanzibari and Hausa groups to work separately. "*Labourers toil from 6 a.m. to 11 a.m., breakfast, then resume work from 1 to 6 p.m. Then grog⁶⁰ is served, and they retire to their respective quarters.*"

⁵⁹ "Oh my poor 67 Zanzibaris, how they have worked! What a pity His Majesty could not see for just one day what we are doing!" SA 34, p. 174, October 1880.

⁶⁰ Trade alcohol (gin, rum) was distributed daily to workers. It represented about 18% of the total salary. Judging by Stanley's orders to Strauch, the consumption of alcohol by both Whites and Africans was impressive.

Stanley respected rest times (one day per week) and the customs of each group: “*It is not so difficult to keep the peace between such a mixture of peoples, as might at first appear. I do not worry, or nag at them. There are hours for labour & there I am among them – with pick, shovel, crowbar, or hammer, or hauling on the ropes, joining in the excitement of the thing like one of themselves – and this spirits them up to do their best. When the gong sounds to cease the work, all command ceases & each one enjoys himself according to his own resources. Their rest is never disturbed by me.*”⁶¹ Sunday was always respected as a day of rest. If, very exceptionally, this was not possible, Stanley would give a recovery day during the week⁶².

One can assume that at least the working hours were respected, as the European supervisors were certainly not prepared to do more, as shown by the threats of resignation at the beginning of the expedition. On the other hand, and for reasons that were much more political than philanthropic, England and Portugal were watching Stanley’s behaviour for signs of inhumanity in order to discredit the whole enterprise and were trying to spread rumours in Europe. In England, Stanley had never had good newspaper coverage because of the way he forced his expedition through at gunpoint⁶³. France opposed him because of Stanley’s challenger, Pierre Savorgnan de Brazza, and Portugal was wary of any enterprise that threatened its neighbouring colonies. Even in the Congo, Stanley was under the inquisitorial eye of British missionaries⁶⁴.

It was very much in Leopold II’s interest not to expose himself, or rather his enterprise, to criticism, especially since the secrecy surrounding the CEHC was an opportunity to cast doubt. A letter from Strauch to Stanley, following an accusation of ill-treatment in the Portuguese newspaper of Loanda, is particularly illuminating on this subject: “*It is important for us never to give*

⁶¹ SA 34, p. 221, January 1881.

⁶² SA 34, p. 263, “[April] 13 [1881] *Wednesday*”. Halt for rest instead of last Sunday’s which it was imprudent to give. On April 10, Stanley had mentioned: “*Sunday. We continued the work today as I am anxious to get away from this district, and to take then move to the island of Kimbanza, before any more are decoyed into the interior for sale to the Portuguese natives.*” On May 1, when Stanley reached Manyanga, a key point before the Pool Malebo, he preferred to continue working but took several days of recovery afterwards: “*Sunday. Now that the goal has been reached, we cannot spare a Sunday until the Camp has been made inhabitable at Manyanga. I shall owe my people several days rest after this most strenuous & protracted effort from Isangila.*”

⁶³ See the journalist Lawrence Oliphant’s description of Stanley, on board to Zanzibar, SA 34, pp. 22-28, February 1879.

⁶⁴ “*For instance [the Missionaries] asked [Robert the Mission boy from Zanzibar] if it were true that all the Zanzibaris were put in chains!!! [sic] I think the Missionary might as well have asked if I had put myself in chains. I suppose this rumour is based upon the fact that Sungaro has been chained for stealing 200 neckets [sic] of beads and desertion.*” SA 34, p. 340, September 1881.

*them pretence to injure us in public opinion. Therefore we beg of you to remind all your agents that they should treat the negroes with kindness and patience and avoid – when the latter have committed any fault – to inflict such punishment as could give rise to calumnious reports.”*⁶⁵

Manpower under the Congo test

*“Now I have four classes of people to harmonize and stimulate to their duty and each class requires peculiar treatment, 1st The Europeans, 2nd The Zanzibaris, 3rd The West Coast Natives, 4th The Kabindas. The only 2 classes who have given me most trouble are the Europeans and the West Coast Natives.”*⁶⁶

This division of the workforce into four distinct groups corresponds to the reality on the ground. Zanzibaris and Cabindas were skilled workers with a certain degree of autonomy in their work, and even responsibility for the entire execution chain, as shown in Table 4, “Number of our Force” (see annex). The same could not be said for the West Coast Natives, whose unreliability and high desertion rates Stanley lamented.

Africans, depending on the imported contingents, were more or less susceptible to diseases, in particular to smallpox, a great fear of the explorers who could see their carriers decimated, hence Stanley’s relief: *“Sufficient vaccine lymph for 500 men has been sent to me. I am a great believer in the merits of vaccination & it is well to have a large supply lest the dreadful pest of small pox should find me unprepared on its appearance.”*⁶⁷ Whether it was for the sake of the profitability of new recruits or simply the fear of seeing the project halted, Strauch recommended that Otto Lindner ensure the Zanzibaris he had just recruited were vaccinated against smallpox⁶⁸. However, it seems that the high number of sick regularly recorded on the sick list was also a response to the harshness of the work⁶⁹, since Africans could not break their contracts and request repatriation for health reasons, as Europeans could.

⁶⁵ SA 872, letter from Strauch to Stanley, 31 December 1880. The article from the Loanda newspaper dated May 23, 1880 is enclosed in Strauch’s letter.

⁶⁶ SA 44, p. 230, 10 July 1880. At this time, there had not yet been any Hausa recruitment.

⁶⁷ SA 34, p. 174, 12 October 1880.

⁶⁸ Letter from Strauch to Lindner, 26 January 1881, Archives Lindner, MRAC.

⁶⁹ When the number of sick workers is indicated on the total workforce, the percentage of sick workers regularly hovers around 15 %.

Dealing with the problems of crime between and within these groups of non-native Africans as well as with the locals (theft, rape, desertion) was the responsibility of Stanley, who had recruited them, and not that of the CEHC. Stanley certainly inflicted punishments, as he said he did and wrote in his diaries, not to get more work from his workers (he himself said that the work carried out was at the limit of what was possible), but in the event of what was perceived as a serious offense that resulted in either theft or loss of equipment or putting other workers at risk. As tragic as it may seem, the African recruits were contractually bound to fully submit to the expedition leader, who in turn promised to “*deal justly and honestly by them*”.

Stanley discussed this role and possible punishment and sentences in his diaries. Similarly, he also dealt with offenses committed by Europeans or their unacceptable behaviour towards Africans. But if he had to hear the complaints, imposing a sentence was the responsibility of the CEHC in Brussels, a long way away. Stanley felt powerless, as the reminders of their obligations of loyalty, justice and humanity were not always heeded by station chiefs⁷⁰. However, it would be necessary to go further into the daily life of these workers. There was abuse, the Stanley Archives mention it, particularly on the part of some Europeans, serious enough, it seems, to have reached Strauch’s ears, but to no avail. Otto Lindner is just one example. Strauch reminds him: “*We have above all the right to put down all acts of insubordination [...] and to punish the culprits according to circumstances and gravity of their fault, taking care always to be prompted by the rules of justice and to refrain from unnecessary harshness.*”⁷¹ This does not prevent Albert Thys, the King’s aide-de-camp, from renewing his friendship, his trust and his desire to see Lindner stay in the Congo. As for the complaints about Lindner, he “*peut dormir sur ses deux oreilles*”, the Committee will take no account of them. “*This conviction will give you great strength, it will allow you to never let yourself be carried away and to remain completely calm, and you will even be able to be more forgiving of mistakes that you will know to be of no possible consequence to you.*”⁷²

European labour – the only one detailed in the sources consulted – bore a heavy toll in terms of diseases and deaths at the start of the enterprise (see annex: Table 3, Deaths and Returns of Recruits to Europe from 1879 to 1884). The expedition had no doctor until 1882, despite Stanley’s requests

⁷⁰ This topic is the subject of a later study.

⁷¹ Letter from Strauch to Lindner, CEHC No. 15, 30 July 1881, handwritten note in pencil “recc Vиви 9/17/81”, Otto Lindner Collection, MRAC.

⁷² Letter from Thys to Lindner, General Secretariat of the AIA, 28 February 1882, Lindner Collection, MRAC.



Illustration 5. The “Sanitarium” in Boma, SA 6991, HP 1957.53.623, excerpt from Stanley’s scrapbook, MRAC.

This name was preferred to “*sanatorium*” in order to emphasize the idea of maintaining good health (“*sanitas*”) rather than the need for treatment (“*sanare*”). Due to its proximity to the port, Dr. Jean-Baptiste Allart (1831-1906) chose Boma over Vivi, against Stanley’s wishes, who recognized the excellence of the project when he left in 1884. Dr. Allart (also spelled Allard by Stanley) received little support from F. de Winton and left the Congo after Stanley at the end of 1884. The expansion of the hospital complex continued with the addition of prefabricated modules (see *Mouvement géographique*, No. 24, November 1891).

as early as October 1880⁷³, and relied on the medicines brought with them, or sent from Europe, and carried from station to station, including quinine for malaria. Fevers, but also depression and sometimes alcoholism, plagued

⁷³ SA 34, p. 171, October 1880: “*We must get a medical office of our own to attend to the sick, to decide when they should go home.*” Strauch was well aware of the need for a coordinated medical service and above all concerned that the death toll of Europeans would do harm to the enterprise if it became known. Hence, his appeal to Stanley to solicit Lady Burdett-Coutts for the construction of a “*sanitarium*”. “*I am sure that if you would take the trouble to expose it to Lady Burdett Coutts with that talent and communicative warmth which are the charm of so many pages in your works, we would possess very soon on the banks of the Congo an establishment where our poor patients –white or black– would find such care and attention as could enable them to recover their health and often preserve their life.*” SA 873, Strauch to Stanley, 31 January 1880. Strauch’s tactless flattery and lack of finesse had a knack for exasperating Stanley.

the Europeans⁷⁴. Without overlooking the role of Dr Van Den Heuvel in Leopoldville⁷⁵, it would take the hiring of Dr Jean-Baptiste Allart and the construction of a sanitarium in Boma to establish the beginnings of a coordinated medical service⁷⁶. Though, “[Dr Allart] *is so amiable*” as to give the Whites sick leave for home too easily, reports Stanley⁷⁷. Certainly, an indirect reproach, also clearly stated by the King: “*This constant return of officers entails a serious loss to the Association.*”⁷⁸

Many agents decided to return to Europe before the end of their contracts (see annex: Table 3). As Stanley wrote to Strauch, “*Everybody is good in Europe, out here the frailties of man crop out quickly.*”⁷⁹ It is certain that the extremely tight budget imposed by the CEHC made conditions difficult for everyone, particularly for the Europeans. “*They have fastidious tastes which I cannot – do what I may – please. Their systems are in such a state consequent on ill-health, jealousies, ambitions, &c &c. that no amount of reasoning can remedy. If they were only half as considerate for me as I am for them we should be a most brotherly lot.*”

Among the Europeans, Belgians accounted for barely half of the recruits but formed the majority group. They gave Stanley considerable trouble, prompting him to write to Strauch – who naturally did not take kindly to these criticisms: “*I can only express a deep regret that the Belgians are the only people who had proved themselves unfaithful, and unreliable.*”⁸⁰ The Belgians themselves felt they were treated “*worse than slaves*”⁸¹. There were threats of resignation, and more than half returned to Europe, as their contracts allowed⁸². Without delving into numerous observations on individual European agents, it is known that Stanley was often disappointed by the Europeans sent by Brussels, and comparisons with Africans were frequent throughout his journals: “*If the Europeans were as easily to be satisfied [as*

⁷⁴ The medical descriptions of these diseases by Stanley should be revisited: malaria, anemia, hematuria, dysentery, suspicion of venereal disease, depression, infections of minor injuries, typhoid, even scurvy. Doctors were far away; the nearest were Dr. Rabes in Banana or Dr. Olivares in São Paulo de Loanda, more than 1,000 km away (SA 855, letter from Strauch to Stanley, 30 December 1879; SA 43, letter from Stanley to Strauch, 10 February 1880).

⁷⁵ SA 35, p. 250, Avril 1883

⁷⁶ DUCHESNE 1988.

⁷⁷ SA 35, p. 216, July 1883.

⁷⁸ SA 35, letter from the King to Stanley dated September 30, 1883, summed up p. 378, January 1884.

⁷⁹ SA 42, letter from Stanley to Strauch, 15 March 1880.

⁸⁰ SA 42, op. cit. p. 224.

⁸¹ SA 34, p. 109, March 15, 1880.

⁸² The return trip to Europe (paid for by the CEHC) was contractually agreed for medical reasons.

Africans are], *I should be a happy man indeed, but unfortunately they have such a multitude of fancies which I am unable to gratify.*"

Did this shared nationality make the Belgians more likely to express their disagreement with Stanley? It is possible. Stanley reported instances of insubordination from Belgian employees, neglect of instructions and refusal to be commanded by a foreign officer. Belgians, who could easily access the Brussels offices, did not hesitate to complain about the living conditions in their letters and allowed criticism to leak upon their return to Europe⁸³. The very personality of Stanley, doubly foreign in relation to the colony that was taking shape, was certainly under discussion, even in the Brussels offices. The disappointments also reflected a lack of resources and the urgency with which they had to work to meet the King's orders. The unpreparedness of officers poorly trained for their assigned tasks in Congo, and Stanley's abrupt, gruff nature undoubtedly played a part, as Paul Nève, one of the CEHC agents, described in a letter to his parents⁸⁴.

It is clear that the workforce was a constant problem in both its structure and sometimes its behaviour, and it was notoriously insufficient to meet the demands arriving from Brussels. Stanley grew tired of requesting reinforcements, particularly labourers: "*I have described at large in my last letters what my difficulties are, so that it is needless to go over the same ground. You quite understand them now, and be the men you send Chinese, Zanzibaris, Liberians, I care not. We have work enough for 1000 men, and we have only 109 effectives.*"⁸⁵

When Stanley hoped for foremen capable of supervising African workers, it was mostly young officers who arrived in numbers, too early in the construction of the colonial enterprise. They monopolised too many Zanzibaris as servants, while it was the African "*force*" that Stanley needed. Furthermore,

⁸³ SA 35, letter from Borchgrave to Stanley, 2 March 1884, p. 17: "*The King has marked the sentences he wishes to be suppressed [...] If those who send them are exposed to see their names printed with uncivil remarks, there is no doubt we will find great difficulty in procuring in the future good people for the Congo.*"

⁸⁴ Letter from Paul Nève to his parents, March 14, 1881: [Paul Nève recovering from bilious fever] "*Nous sommes tous maigres comme des chats, car nous sommes très mal nourris, moi y compris quoique sortant de maladie [...] M. Stanley m'a beaucoup soigné pendant les mauvais jours, il y mettait ce soin que prend un forgeron pour redresser un outil fort nécessaire qu'il a faussé par un trop rude exercice et qu'il craint de perdre.*" ("We are all as thin as cats, for we are very poorly fed, myself included, even though I am recovering from illness [...] Mr. Stanley took great care of me during the bad days, applying the care a blacksmith would to straighten a necessary tool he had bent through too rough use and feared to lose.") Nève Collection, MRAC, HA.01.0032.8. This excerpt was also published by *Biographie coloniale belge*, vol. 1, 1948, col. 725-732.

⁸⁵ Transcription of a letter from Stanley to Strauch, SA 34, p. 209, November 25, 1880.

these young lieutenants had been trained for military tasks and were incapable of engaging in commercial negotiations with the locals. They made little effort⁸⁶ to learn the few words that would allow them to communicate with the various African contingents or with the Natives. “*Yet the art of dealing with natives is simple enough, provided the white man’s nature is cordial, kind, & forbearing, with a spice of generosity in it.*”⁸⁷ Lacking experience, they found themselves overwhelmed by the scale of the task, and Stanley himself felt helpless, lacking the time to devote to training young recruits⁸⁸.

The absence of understanding and empathy led to conflicts between Europeans and Natives, such as in Léopoldville (present-day Kinshasa) in August 1883, when the Natives demanded the departure of young Lieutenant Liebrechts: “*He does not understand us and we don’t understand him [...] Why did he come here, if he does not wish to talk to us or see us [...] Take him away or there will be trouble.*” Stanley was obliged to yield⁸⁹. Several conflicts of this kind broke out in 1883-1884; some Zanzibaris were killed, and local villages were burned. Stanley would only learn of this upon returning from the Falls.

Stanley asked the King about the legitimacy of these new arrivals’ authority in the country: “*All these changes of officers, & disagreements with the Natives are simply due to the haughty temper of our young officers, who are too prone to treat the aborigines as though they were conquered subjects, or slaves. This is all wrong. They are neither subjects nor slaves, it is we who are their tenants.*”⁹⁰

Conclusion

The expedition led by Henry M. Stanley on behalf of Leopold II’s colonial project, leading to the foundation of the Congo Free State, reveals the complexities and contradictions inherent in setting up a colonial project of this scale. Stanley, though an essential cog in this royal enterprise, often found himself caught between contradictory orders from Brussels and the reality on the ground. While Leopold II’s colonial project, leading to the founding of the Congo Free State, quickly exceeded the initial objectives, manpower

⁸⁶ “*The officers are admirable to superintend the semi-military stations we create, but they are unfit as yet for trading stations*”, SA 34, p. 294, June 1881.

⁸⁷ SA 35, p. 241, August 1883.

⁸⁸ SA 43, letter from Stanley to Strauch, 26 March 1880.

⁸⁹ SA 51, 11 August 1883, typed letter from Stanley to Leopold II, with handwritten corrections by Stanley.

⁹⁰ Copy of a long letter from Stanley to Leopold II, SA 35, p. 244, August 1883.

remained a central issue, both in terms of recruitment and on-the-ground organisation. The distinction between the “*white staff*” and the “*black force*”, although formal, reflects a scramble marked by the racial ideology of the time, disregarding the inadequacy of human resources and logistic difficulties.

The disparity between available human resources and the demands of the project shows a gulf between Brussels’ goals and the reality on the ground. The evolution of European recruitment between 1879 and 1884 reveals a high rate of departure and mortality among Europeans. Out of a total of 254 recruits, 15% perished and 29% returned to Europe before the end of their contract, illustrating the scale of the difficulties in the field, particularly due to tropical diseases and extreme living conditions. This constant turnover undermined the continuity of operations, forcing Stanley to rely ever more heavily on the African workforce, which was the backbone of the enterprise.

The gradual diversification of European jobs, particularly from 1882 onwards, shows a marked increase in the number of station managers, engineers, doctors and assistants. This corresponds to the rapid expansion of permanent installations in the Congo Basin, requiring specific technical and scientific skills. However, the expedition, because of the real goal set by Leopold II, suffered from the low proportion of European skilled workers, and even more so from its dependence on African labour for physical and logistical tasks. Brussels’ underestimation of human needs often paralyses operations, causing delays and friction, or even refusals to obey orders in the field.

The realisation of Leopold II’s colonial dream was only made possible by the sacrifice and perseverance of hundreds of workers, mainly Africans. This workforce, at first largely imported, then recruited locally, was subjected to extreme conditions. With the foundation of the Congo Free State, a Belgian workforce, often military, gradually replaced the European workforce. The administrative organisation, inadequate for the size of the state and insufficiently controlled, allowed abuses and crimes to flourish.

With the recognition of the new Congolese state of Leopold II in February 1885, followed by the Belgian Parliament’s acceptance of this state as the King’s personal domain (April 1885), the Congo entered a new era⁹¹. The beginnings of a mainly Belgian administration were put in place, following the departure of the general Administrator Sir Francis de Winton (April 1886). With the foundation of the Congo Free State, contracts of the British and German agents

⁹¹ PLASMAN 2017, p. 69 sq.

were not all renewed, and the European workforce gradually gave way to an all-Belgian enlistment, most often military⁹². While administrator-general F. de Winton made way for Camille Janssen, who became the first head of administration and later Belgian governor of the Congo Free State, the 1 June 1886 Statement of Personnel demonstrated the King's desire to organise the state.

This large chart visually displays all the areas governed by the state⁹³. Compared to the General list of the Agents, 1879-1884, the organisation of this personnel table is different: the names of the agents are distributed according to their geographical and administrative and hierarchical positions (central administration, stations, flotilla on the Congo); the functions are more detailed; and embryonic judicial power appears. A way of marking the takeover of the territory in the long term and the developing potential of the new state. For the first time in the category "clerk", four Blacks, referred to as "Senegalese", are named; at least one of them is well known to us, H. A. Shanu (1858-1905), a Yoruba from Lagos, who worked in the administration of the AIC up to the rank of district sub-commissioner, and later opened a photographic studio⁹⁴.

However, the white middle management, insufficient for the size of the state and poorly supervised, would allow abuses and crimes to be perpetrated with the back-up of the Force Publique, a black force led by white officers. Stanley had feared that poor management could endanger the young state, as he wrote in a letter to the Dutch trader Anton Greshoff: "*If you can only guess that the State of the Congo will not perish except through its own mis-management – you will guess pretty correctly.*"⁹⁵

⁹² SA 76, 26 November 1885, p. 66, letter from Stanley to F de Winton, "*I suspect it is the policy not to have anybody but Belgians now. I hear of dismissals everywhere of English men, but of no enlistments.*"

⁹³ SA 4789, Statement of Personnel, 1 June 1886.

⁹⁴ MORIMONT 2005, pp. 213-217. H.A. Shanu maintained a connection with Ed. Morel, which caused him to be rejected by the Boma flourishing middle class. His businesses dwindled and he committed suicide.

⁹⁵ SA 76, p. 41, letter from Stanley to A. Greshoff, 4 November 1885.

Annexes

Table 1. Recruitment of Europeans, deaths and returns to Europe per year between 1879 and 1884⁹⁶

Year	Recruits	Deceased						Total From 1879 to 1884	%	Returned to Europe						Total	%
		/79	/80	/81	/82	/83	/84			/79	/80	/81	/82	/83	/84		
1879	19	3	2	-	-	1	1	7	36%	4	4	1	2			11	58%
1880	15		1	2	-	-	1	4	26%		2	2	-	2	-	6	40%
1881	14			-	-	2	-	2	28%			1	4	2	3	10	71%
1882	41				2	7	3	12	29%				2	9	8	19	46%
1883	93					5	5	10	22%					9	15	24	26%
1884	72						4	4	11%						4	4	5%
total	254							39	15%							74	29%

⁹⁶ From SA 4780, "General list of Agents who have taken part to the works of the 'Association internationale du Congo' from 1879 to 1884".

Table 2. Distribution of European recruits by year and nationality and percentage of total recruits by nationality⁹⁷

Year	Belgian	US	GB	Ger.	Swedes	Austria	Danes	French	Ital.	Men from Low Countries /Portugal / Switzerland	Total
1879	9 47%	2	4 21%	-	2	-	-	1	1	-	19
1880	8 53%	-	-	5 32%	1	-	-	-	-	1	15
1881	7 50%	-	-	5 36%	2	-	-	-	-	-	14
1882	20 48%	-	9 21%	2	2	5 12%	1	1	-	1	42
1883	20 22%	2	38 41%	5 5%	21 23%	-	-	2	-	2 1 1	92
1884	17 24%	1	17 24%	11 15%	10 14%	-	3	2	2	-	72

Percentages are rounded up to the nearest whole number.

US: Americans; GB: British; Ger: Germans; Austria: Austrians and Hungarians; Ital: Italians.

As nationality is not always accurately stated, there may be a discrepancy of a few units.

⁹⁷ From SA 4781, "General state of the European personnel in the service of the Congo Association from 1879 to January 1, 1885".

Table 3. Number of recruits by post, by year and % of total recruits

Year	Chiefs of Division/District	Chief of Expedition, Special mission, General Administrator	Chief of station	Engineer & Mechanics	Mariner	Carpenter, Blacksmith	Agriculture gardener, botanist	Business man	Doctor	Assistant	Total
1879	-		4 21%	6 32%	6 32%	2	-	-	-	1	19
1880	1		4 26%	5	3	-	-	1	-	1	15
1881	1		5 36%	4	1	-	2	1	-	-	14
1882	2		13 30%	6 14%	5 12%	1	-	6 14%	2	7 17%	42
1883	6**		22 24%	11 12%	13 14%	2	-	6 7%	1	31 34%	92*
1884	1		17 24%	16 22%	5 7%	2	4 5%	1	3 4%	23 32%	72

* One unspecified employee

** Including Frederic Goldsmid and his secretary, who only stayed a few weeks. F. Goldsmid, sometimes incorrectly spelt Goldsmith. See "A kind of picnic", SA 35, p. 376.

Table 4. “Number of our Force”, April 1882*

	Zanzibaris	Krumen	Kabinda	Kabinda + Natives	Kabinda + Krumen	African Managers***
Leopoldville	30	3				
3 stations upstream of Leopoldville	77	30				
River transportation upstream of Leopoldville	17					
Land transportation (road bypassing the rapids) 3 caravans	83 +12 (sick & women)					Soudi Wadi Rehani Susi
Manyanga garrison + Anderson’s boat [sic]	50	15				
Isangila	5		15			
Vivi			80			
River transportation below the rapids (by Natives)				100		
Steamers’ crews					20	
Total	274 **	48	95	100	20	3

* This tentative spreadsheet is based on two Stanley’s spreadsheets, SA 34, pp. 463-464. One Stanley’s miscalculation has been corrected. This can only be an approximation of the African workforce, as Stanley himself was not certain.

** The number of Zanzibaris includes the first contingent who arrived in 1879, whose contract expired in 1882, and who were about to re-embark for Zanzibar. But in January 1882, Stanley received news of a new recruitment of Zanzibaris by the Belgian Oscar Roger.

*** We could add the names of the Zanzibaris Khamis, Hamadi and Mabruk, who were mentioned as being in charge of the caravans in August 1883.

Bibliography

- ARCHIVES DU PALAIS ROYAL, *Les archives d'Adrien, Auguste, Constant et Robert Goffinet (1811) 1842-1945 (1947)*. Par Olivier Defrance, Bruxelles, Fondation Roi Baudouin, 2020. Online: https://www.patrimoine-frb.be/sites/www.erfgoed-kbs.be/files/news/attachment/inventaire_archives_goffinet.pdf (Consulted 30.09.2025).
- BONTINCK François, *Aux origines de l'État Indépendant du Congo. Documents tirés d'Archives Américaines*, Éditions Nauwelaerts, Louvain – Paris, 1966.
- DAERDEN Peter, WYNANTS Maurits, *The Henry M. Stanley Archives Inventory*, Tervuren, Royal Museum for Central Africa, 2005. Online: https://www.africamuseum.be/en/research/collections_libraries/human_sciences/archives/stanley (Consulted 30.09.2025).
- DUCHESNE Albert, “Premier centre médical de l’Afrique noire: le ‘Sanitarium’ du Dr Allart à Boma (1883)”, in STENGERS Jean (ed), *Le centenaire de l'État Indépendant du Congo. Recueil d'études*, Bruxelles, ARSOM, 1988, pp. 313-322.
- FRANKLIN John H., *George Washington Williams. A Biography*, Chicago & London, University of Chicago Press, 1985.
- HOBBSAWM Eric, *The Age of Empire 1875-1914*, New York, Pantheon Books, 1989.
- JANSSENS Gustaaf, STENGERS Jean (eds), *Nouveaux regards sur Léopold I^{er} et Léopold II. Fonds d'archives Goffinet*, Bruxelles, Fondation Roi Baudouin, 1997.
- JEANNEST Charles, *Quatre années au Congo*, Paris, Charpentier, 1883.
- LEDUC-GRIMALDI Mathilde, “New light on the Writing of H. M. Stanley, ‘The Congo and the Founding of its Free State’”, *English Studies in Africa* 59, 2016, pp. 76-84.
- LEDUC-GRIMALDI Mathilde, “Entre commerce et colonisation: les factoreries de la côte occidentale de l’Afrique centrale, dans la deuxième moitié du 19^e siècle”, in VOLPER Julien (ed), *Art et commerce chez les Kongos*, catalogue de l’exposition du Musée du Nouveau Monde, La Rochelle, 2024.
- MORIMONT Françoise, “H.-A. Shanu: photographe, agent de l’État et commerçant africain (1858-1905)”, in VELLUT Jean-Luc (ed), *La mémoire du Congo. Le temps colonial*, Tervuren-Gent, KMMA-Snoeck, 2005, pp. 213-217.

- PLASMAN Pierre-Luc, *Léopold II, potentat congolais. L'action royale face à la violence coloniale*, Bruxelles, Racine, 2017.
- ROEYKENS Auguste, *Léopold II et l'Afrique (1855-1880)*, Bruxelles, ARSOM, 1958.
- SCHWARTZ Alfred, "Quelques repères dans l'histoire des Kroumen", in *Revue française d'histoire d'outre-mer* 67(246-247), 1980, pp. 51-55.
- STENGERS Jean, "Leopold II and the Association Internationale du Congo", in FÖRSTER Stig, MOMMSEN Wolfgang, ROBINSON Ronald (eds), *Bismarck, Europe, and Africa. The Berlin Africa Conference 1884-1885 and the Onset of Partition*, Oxford, University Press, 1988, pp. 229-244.
- STENGERS Jean, *Combien le Congo a-t-il coûté à la Belgique?*, Bruxelles, ARSOM, 1957.
- VOS Jelmer, "La traite au Bas-Congo 1830-1890", *Communication au colloque "Esclavages, traites, travail contraint en Afrique"*; 3^e rencontres atlantiques du Musée d'Aquitaine, Bordeaux, 12-14 mai 2011.
- WYNANTS Maurits, "The Trials and Tribulations of the Stanley Archives", in LEDUC-GRIMALDI Mathilde, NEWMAN James L. (eds), *Adventures of an American Traveller in Turkey by Henry Morton Stanley*, Tervuren, Royal Museum for Central Africa, 2013, pp. 15-27.

Espen Wæhle

The Nordics and Africans in the Nautical Colonisation of the Congo, 1879-1908¹

Nordic geographical societies were founded around the time of the Brussels Conference: Denmark (1876-), Norway (1889-) and Sweden (1878-). Their geographical journals contained summaries of meetings, global geographical news and scientific articles. They followed the Brussels Conference closely. The King of Sweden-Norway, the Danish Crown Prince and the Russian Grand Duke were among the honorary members of Association internationale africaine (AIA). Russian and Finnish societies appeared later and were mainly concerned with their own countries and neighbouring regions. Information about Scandinavians working for Stanley surfaced in the north during the early colonisation campaigns², they were named *Congofarers*³. The *Congofarers* probably represented the largest contingent of Nordics anywhere, serving as non-colonial colonials through New Imperialism. The Nordic press covered developments such as the AIA, Comité d'études du Haut-Congo (CEHC), Association internationale du Congo (AIC), the Berlin Conference and the État indépendant du Congo (EIC) which also aroused the interest of the public.

¹ I have benefitted from comments and assistance from Haakan Flycht, Bjørn Are Godøy, Sine Maria Vinther and Kirsten Alsaker Kjærland and the anonymous peer reviewers.

² *Follo Tidende* 1883, 14. mars.

³ In Finnish the concept was not in use, but the term *Kongonkävijät* (literally “Congo visitor”) may be encountered: Jouko Aaltonen, personal communication of 27 January 2025. See also MIKKO UOLA 1979.

Nesodden (my municipality), south-west of Oslo, is a case in point; the 1876 census shows a population of 1,795⁴. Newspapers were widely read and shared in the community. Local newspaper *Follo Tidende* was replaced by *Akershus Amtstidende* in 1884. Examples follow: Cameron/Stanley⁵, Livingstone⁶, Kongo/Congo⁷. Extending the search to all Nordic national and local newspapers, magazines and periodicals yields many relevant entries⁸.

Sources on Mariners in the Congo

There are many sources on the Nordic colonial agents. Haakan Flycht, Bjørn Are Godøy and I have spent years collecting data from Nordic travelogues, letters, diaries and newspaper articles. Archives, libraries and museum archives in the Nordic countries and Belgium have been visited and researched. Data on departures/returns to/from the Congo were examined in Belgian online newspapers. Several searches were conducted in the Nordic libraries' online databases of newspapers and periodicals, as well as in official databases of genealogical records and commercial genealogy/social networking websites. The result is that the figures on Nordics in the Congo rose from 922 (1877-1904) to 1554 (1877-1908) and additional to about 500 more from 1908 to the 1930s. Until now, estimates of the number of Nordics in the Congo have been based on a 1905 book, supplemented by educated guesses⁹. We now have a more reliable dataset.

We examined 6,133 online documents on Nordic and other nationalities from colonial personnel files which comprise staff of AIA, CEHC, AIC, EIC, *Expédition*

⁴ DET STATISTISKE CENTRALBUREAU 1878.

⁵ Dates follow the original language of the sources. *Follo Tidende* 1876, 1. juli; *Follo Tidende* 1878, 26. januar; *Follo Tidende* 1878, 30. januar; *Follo Tidende* 1878, 2. februar; *Follo Tidende* 1878, 9. februar; *Akershus Amtstidende* 1886, 9. januar; *Follo Tidende* 1882, 4. oktober; *Akershus Amtstidende* 1888, 25. februar.

⁶ *Follo Tidende* 1882, 18. oktober.

⁷ *Follo Tidende* 1881, 20. juli; *Follo Tidende* 1882, 9. september.

⁸ Stanley: *Illustrerad Veckotidning för menige Man* 1890, 22. januar; the Geographical Conference in Brussels: *Dannevirke* 1876, 15. september; *Öresundsposten* 1877, 24. november; King Leopolds changing front organisations: *Vendsyssel Tidende* 1879, 14. februar; *Wadstena Läns Tidning* 1877, 13. oktober; *Uppsalaposten* 1877, 29. juni; the Berlin Conference: *Hufvudstadsbladet* 1884, 11. desember; the establishment of the EIC: *Vejlø Amts Folkeblad* 1879, 26. oktober; *Järnvägsmannabladet. Tidning för Finlands Järnvägskår* 1898, 15. september; the Antislavery conference in Brussels: *Aalborg Stiftstidende* 1890, 18. juli; Geographical societies: VON DÜBEN 1882, pp. 81-118; SKATTUM 1898, pp. 168-195; IRMINGER 1880, pp. 86-90; IRMINGER 1882, pp. 28-32; *Hufvudstadsbladet* 1885, 6. mars; King Leopold's justification for colonisation: *Vestjylland Eller Herning Folkeblad* 1876, 25. oktober; *Kristiansands Stiftsavis og Adressekontors-Efterretninger* 1893; desember; *Dagbladet* 1876, 16. september.

⁹ JENSSEN-TUSCH 1905. The book contains data on 922 individuals with data including 1904.

Wissmann and *Comité spécial du Katanga*. This gave us a good overview of the personal data (parents' names, date and place of birth, civil status, professional training and experience, length of service in the Congo, tasks and geographical location, comments from superiors and doctors, salary, promotions, decorations, and additional biographical details). All Norwegians, and some Nordics, have been published in *Afrikaregisteret* (in the end, all Nordics will be included).¹⁰

The only literature I have found about Congolese mariners is on liners' crews between Congo and Belgium¹¹. Ships and shipyards, rather than people, have largely told the story of transport in the Congo¹². Two photo bases *Okapi* and *Gazelle*, in 2021 only accessible in the Cultural Anthropology and History section, of the Africa Museum, Tervuren (CAPA), reveal a wealth of photographs of Congolese crews on the river and in the shipyards. Nordic sources are also a powerful source for bringing African actors to the fore¹³.

A Brief Historiography of Nordic Mariners in Congo

Stanley claimed: “*The river is and will remain the great trade route to western Central Africa.*”¹⁴ On the Upper River, small and large steamers could reach 60% of the colony.

The focus on the Nordic marines in the Congo is justified by two factors: their numbers and their importance in the colonisation process. Further, they have received less scholarly attention than other groups. A mariner navigates or assists with the navigation of a ship. Synonyms include sailor, seafarer, seaman, navigator and shipman. Mariners include those who sailed and those who worked in shipyards and mechanical workshops.

Harald Jønsen-Tusch published a series of pamphlets about Scandinavians in Congo (750 pages), where mariners and other colonial agents were presented – based on letters, diaries, conversations, publications and newspaper articles. He defended the EIC during a period of criticism in the Nordic countries¹⁵.

¹⁰ WÆHLE & GODØY 2025.

¹¹ WYNANT 2019.

¹² GELADE 2002; VANDERLINDEN 1953; LEDERER 1965.

¹³ GODØY & WÆHLE 2025.

¹⁴ STANLEY 1885. All translations by deepl.com, corrected by the author.

¹⁵ JENSSEN-TUSCH 1905.

J. E. Persson was the first to combine tales of seafaring life in Congo with colonial criticism, while also listing 340 Swedish mariners. P. E. Tell does something similar, listing 521 mariners and people from other professions¹⁶. Blom delves into a selection of Danish seafarers' tales – including Joseph Conrad in the narrative¹⁷. *Congo formoder jeg* combines reportage with a historic account about Danes, starting with Albert Christophersen, Stanley's maritime right-hand man during the 1879 colonisation expedition¹⁸. An exhibition and book presented all from the Danish island of Bornholm who served in Congo. Two important sources were featured: a sea captain and a ship's carpenter who later became a shipyard manager and worked in the river service until 1921¹⁹. We see the Finns, especially at Léopoldville, through Akseli Leppänen's career, where he rose through the ranks to become director²⁰. The most notable work on the Norwegians has relatively little to say about mariners (when it was published, few sources were available)²¹. In Congo, the development of the steamship fleet echoes the phases of colonialism: from legitimate post-slavery trade, to the colonisation drive, exploration, mapping and occupation, and the creation of an apparatus to subjugate, exploit and make profits²². A master's thesis indicates that, compared to other groups, seafarers are the least mentioned and referred to in Norwegian newspapers²³. Between 2005 and 2008, the Nordic Ethnographic Museums ran an exhibition tour *Kongospor* (Traces of Congo) with catalogues in Finnish, Danish, Swedish and Norwegian. Mariners were one of the main themes²⁴.

From Empires to Nordic Small States

During the Berlin Conference of 1884-1885, media and authorities hoped that the Nordic presence would open opportunities for trade and shipping. In the run-up to New Imperialism, it is important to look at Nordic imperial legacies and how they were different entities at the end – and beginning of the 19th century. The Nordic countries are Denmark, Finland, Iceland, Norway,

¹⁶ PERSSON 1977; TELL 2005.

¹⁷ BLOM 2006.

¹⁸ TYGESEN 2001.

¹⁹ KNUDSEN 2003.

²⁰ AALTONEN & SIVONEN 2022.

²¹ GODØY 2010.

²² WÆHLE 2019.

²³ JÆGER 2020.

²⁴ TYGESEN & WÆHLE 2007.

Sweden, the Faroe Islands, Greenland and Åland (Scandinavia: Denmark, Norway and Sweden).

In 1814 Denmark included territories in the North Atlantic, the West Indies and in India²⁵. The kingdom was an active player in the transatlantic slave trade from trading forts in Ghana. In 1809 Sweden included large territories in the Baltic and Germany. By 1814 Norway was forced into a personal union with Sweden. Sweden used to be one of the great powers of Europe with a vast territory. For a short time, the empire included New Sweden (in Delaware). The Swedes also contributed to the transatlantic slave trade with St Barthélemy as the centre of their slave trading²⁶. No review of Nordic colonial relations would be complete without pointing out that Finland, Norway and Sweden have a long and violent history of oppressing the indigenous *Sámi* people of the North Calotte, and Denmark in relation to the *Inuit* of Greenland.

Makko and Angell argue that small states like Sweden-Norway participated in New Imperialism (and that the interest in Africa accelerated during this period) through consular services, trade and shipping. Makko claims Sweden sought to regain its former greatness through colonialism²⁷. With new, previously unpublished information on consular services, shipping and trade, I will analyse this Nordic involvement.

Nordic-Congolese Consular Relations, Trade and Shipping

Surprisingly, none of the Nordic countries had consular representation on the ground from 1885-1908. There were no Nordic shipping agents or naval recruiters and barely a handful of independent merchants. Between 1882 and 1895, merchant Adolph C. Levysohn enlisted 60-70 Danish mariners. When he sought to be named as consul general for the Congo State, he was rejected²⁸. In 1895, the Danish sea captain Albert Tilly applied for the post of Danish consul, but was turned down²⁹. Despite being under Russian rule 1809-1917, Finnish shipping benefitted to a certain extent from Swedish consuls³⁰. It was

²⁵ GULLØV, OLSEN & BRIMNES 2017.

²⁶ HENNESSEY 2024.

²⁷ MAKKO 2020, p. 187; ANGELL 2015.

²⁸ JENSSEN-TUSCH 1905, pp. 198-199.

²⁹ JENSSEN-TUSCH 1905, p. 385.

³⁰ OJALA 2015.

not until 1901 that Norwegian G.Ø. Schiøtz was appointed Consul for the EIC³¹. The consulate was placed in Brazzaville in French Congo. Apart from Schiøtz' reports in 1904 and 1905, consular information was almost absent³². It is likely that Schiøtz gave priority to his position as a director of the controversial and remote Mpoko concession in Congo Brazzaville³³. He was also appointed consul for French Congo in 1901. Accusations of mistreating locals during rubber collection in Mpoko were dropped due to technicalities. Schiøtz returned to Norway in 1907. In 1910 earlier Congo officer Carl Sjögren was appointed Swedish consul located in Léopoldville; he received exequatur in June 1911³⁴.

A Swedish proposal in 1893 to establish a joint consulate was rejected by the Norwegian authorities³⁵. One of many examples of the emerging conflict over consular services that ultimately contributed to Norway's break with Sweden in 1905³⁶. By contrast, consuls and vice-consuls in Scandinavia gave the EIC a solid representation: H.H. von Schwerin 1887-1906 (Sweden-Norway, Denmark); K.V.H. Sandelin 1907-³⁷ (Sweden); Chr. Thams 1895-, G.Ø. Schiøtz 1905- and I. Bjørneboe 1908- (Norway); H.T. Duseberg 1906- (Denmark)³⁸. Consuls dealt with political and diplomatic issues, promoted the trade and gathered information and handled social and welfare issues³⁹. The Congolese consuls in Scandinavia had other duties, as we shall see.

Scandinavian exports to Congo were negligible. In 1902 2% of goods imported came from Scandinavia⁴⁰. Statistics in *Bulletin officiel* of the *État indépendant du Congo* confirms that Scandinavian exports were poor between 1885 and 1908⁴¹. There were three major Norwegian and Swedish attempts at business ventures in the colony. In 1894, the Swedish *J.A. Enhörnings Trävaruaktiebolag* sent a shipload of timber and prefabricated houses and four employees, but failed⁴². The Norwegian Johannes Scharffenberg was *Société anonyme belge pour le commerce du Haut-Congo*'s chief engineer and a recruiter for the company. Together with wife Anna, he founded *Société Norvégienne au Congo* in

³¹ GRIEKEN-TAVERNIERS 1955, p. 43; GODØY 2010, pp. 163-177.

³² It must be added that he corresponded with the authorities in Norway, GODØY 2010, pp. 167-168.

³³ VANGROENWEGHE 2006; COQUERY-VIDROVITCH 1972, also see COQUERY-VIDROVITCH this volume.

³⁴ MAKKO 2020, p. 206; *La Dernière Heur* 1911.

³⁵ GODØY 2010, p. 164.

³⁶ ANGELL 2015, pp. 153-172.

³⁷ Anyone who has a term of office listed as such, e.g. 1906, was consul during the period of the EIC and continued to be consul for the Belgian Congo.

³⁸ GRIEKEN-TAVERNIERS 1955.

³⁹ MAKKO & MÜLLER 2015.

⁴⁰ DEPARTEMENTET FOR UDENRIGSKE SAGER, HANDEL; SJØFART OG INDUSTRI 1905, pp. 59-66.

⁴¹ *Bulletin officiel de l'État indépendant du Congo* 1885-1908.

⁴² JENSSEN-TUSCH 1905, p. 165.

Matadi in 1896. Scharffenberg had received a trade stipend and had to report to the authorities. What he sent home corresponded to consular reports. The Scharffenbergs had brought a piano, and their home was a popular meeting place for the Nordics. In a sense, they acted as a consulate. Also, their business was unprofitable⁴³. In 1896, Johannes Scharffenberg gave two lectures to the Norwegian Geographical Society in which he sharply criticised colonisation⁴⁴. Scharffenberg described how taxes were collected by force of arms and coercion, and how the Europeans were not particularly sensitive when Congolese perished, as long as their wallets remained well-filled. It is not inconceivable that this criticism, which was reproduced in Norwegian newspapers, may have led to the company's financial difficulties⁴⁵.

Norwegian businessman Christian Thams and his company *M. Thams & Co* had all the ingredients for success. In 1889, Thams met King Leopold at the Paris *Exposition Universelle*. The King was impressed by the company's prefabricated houses. In 1889, the company was commissioned to restore the Belgian royal family's burial chapel in Laeken and design and supply the King's summer residence and stables in Ostend. The company's architect, Finn Knudsen, designed the EIC's small headquarters in Rue Brederode, Brussels, but it is unclear if the company also supplied the building. In Boma, they provided the Governor General's house and several smaller prefabricated houses for Bas Congo. Leopold hunted deer at Thams' mountain lodge in Trøndelag in 1901. Despite all this Thams failed in Congo, but succeeded in his business partnerships with Prince Albert, later Monarch of Monaco, that resulted in West African plantations, farms in Kenya, a shipping company on the East African coast, gold and platinum mines in Ethiopia, and a huge Mozambique plantation⁴⁶. Nordic companies failed in Congo for different reasons. But one thing is certain: King Leopold wanted the EIC to be a Belgian project. The Nordic businesses were thus unwelcome⁴⁷.

From 1888 to 1908, 21 Norwegian and 2 Swedish ships arrived in Banana (1-5% of the total)⁴⁸. The Congo-Europe route was operated by Belgian, French, German, British, Portuguese and Dutch liners with combined

⁴³ GODØY 2010, pp. 26-30.

⁴⁴ SCHARFFENBERG 1896, pp. 40-72.

⁴⁵ WÆHLE 2008, pp. 54-60.

⁴⁶ REIERSEN 2006; HAUGLAND SØRENSEN 2024, pp. 59-76.

⁴⁷ BUELENS 2020, p. 103.

⁴⁸ The *Bulletin officiel de l'État indépendant du Congo* has statistics for ship calls for the years 1888-1908. Norwegian ships called 1888-1891, 1893, 1900-1902 while Swedish ships arrived in 1895 and 1898. Probably mainly sailing ships. No Danish or Finnish ships are listed.

passenger and cargo services. By comparison, in one year, 1889, just under 180 Norwegian and 80 Swedish sailing ships arrived in South Africa⁴⁹. And in 1880, 42 Norwegian and 15 Swedish ships called in Algeria⁵⁰. The Nordics were key players in overseas shipping. In 1900 Norway was the fourth largest shipping nation, Sweden ninth, Denmark eleventh and Finland seventeenth⁵¹. Nordic ships sailed all seas, combined they were almost the second largest shipping nation. African countries were not the main destinations. But when Africa was so, Egypt, Libya, Tunis, Algeria, Morocco, Liberia, South African ports, Lourenço Marques and Zanzibar were where they headed⁵².

A consul in Boma could have stimulated trade and shipping by arranging return cargo, facilitating import and customs clearance, providing crew, information on port conditions and helping with mail. Consuls also had important duties in cases of shipwreck, crew repatriation, serious illness and death. For trade, they reported on export and import opportunities and market prices and liaised with commercial agents. In EIC businesses, captains, shipowners and colonial agents were left to solve their own problems.

New consulates were typically established in commercial centres that were already important for trade and shipping⁵³. At the time of the EIC 1885-1908, Sweden-Norway had consular representation in North Africa, West Africa and South and East Africa. But not in Congo⁵⁴. The way the colonial system and economic policy developed, Swedish-Norwegian authorities regarded Congo as less important for trade and shipping.

A comparison of who had consuls in the EIC and where the EIC had consuls reveals a striking pattern. It was foremost the metropolis and imperialist powers of the first rank, as well as nations with trading posts in the area before the colony was established, that had consulates in EIC: Belgium, Germany, France, Great Britain, Italy, the Netherlands and Portugal. On the other hand, EIC consulates were situated in colonial metropolises: Germany, France, the United States, the United Kingdom – and, interestingly enough, in several locations where the EIC recruited personnel: Italy, Switzerland, Sweden-Norway, Denmark, Russia, Lagos,

⁴⁹ NYGAARD 2015, pp. 38-53.

⁵⁰ ALSAKER KJERLAND 2025.

⁵¹ TENOLD 2019, p. 21.

⁵² KAUKIAINEN 1991; TENOLD 2019; MAKKO & MÜLLER 2015; STATISTISK SENTRALBYRÅ 2024.

⁵³ MYRSTAD 2015, pp. 188, 192.

⁵⁴ Data gathered from screening Swedish-Norwegian and Norwegian consular reports 1877-1909: STATISTISK SENTRALBYRÅ 2025.

Johannesburg, Accra, São Tomé and Príncipe, Sierra Leone. In addition, there were consulates through Belgian legations in Canada, Austria, the Vatican, Poland, Egypt, Greece, Brazil and Zanzibar (also where EIC recruited staff)⁵⁵.

Hans Hugold von Schwerin Sr. consul for Sweden-Norway and Denmark (1887-1906) and Chr. Thams consul for Norway (1895-) were the most important EIC consuls in Scandinavia. An examination of their archives and of press coverage shows that they were primarily recruiting agents and that they played an important role in defending the EIC when the colony was criticised for atrocities⁵⁶.

Fluvial Colonisation in the Congo

In 1816, the Norwegian botanist Christen Smith (a member of the Tuckey expedition) reached Congo, where he and most of the expedition perished⁵⁷. In 1879, two Danish and one Swedish missionary arrived in Matadi⁵⁸. In 1877, Jes Bugslag, a Danish carpenter, joined the von Meckow expedition. From 1883 he also accompanied von Wissmann's expeditions⁵⁹.

Soon, mariners became the main cluster of Nordic influence in the European colonisation of Congo. Between 1878 and 1885, Stanley and the AIA, CEHC and AIC recruited 104 mariners (out of 309 colonial agents). Among the mariners, 36% were Belgian, 30% were Nordic and 26% were British. During this period, there were 60 Scandinavians (31 mariners). Between 1885 and 1908, the number of Nordics rose to around 1554 (595 mariners). Table 1 shows the distribution of staff categories 1878-1908. After 1908 Nordics continued to arrive. Until 1930 there were about an additional 500 (144 mariners), after that almost exclusively missionaries. Recruitment of mariners (and military officers) peaked in the years of the rubber boom, 1895-1907. It has been claimed that 90% of the mariners were from the north⁶⁰. But only in 1905 (89%) and 1907 (96%) did the proportion of mariners approach 90%. The average for mariners employed by EIC averaged 65% in

⁵⁵ GRIEKEN-TAVERNIERS 1955, pp. 35-39.

⁵⁶ GODØY 2010, pp. 137-138; VON SCHWERIN 1895-1906.

⁵⁷ MUNTHE 2004.

⁵⁸ TYGESEN & WÆHLE 2007.

⁵⁹ GREGERSEN 1978.

⁶⁰ JENSSEN-TUSCH 1905.

the period 1885-1908⁶¹. Out of a total of 920 mariners in the EIC, 594 were Nordic, 178 Belgian and the remaining 148 were from other nations⁶².

Despite medical and pharmacological advances, the Congo was a dangerous place for the Nordic EIC staff. Their mortality rate was 19% (297 fatalities). A total of 349 cases of return before the end of the 3-year service period were recorded (some individuals had multiple stays with early returns)⁶³. Reasons for early return range from mental and somatic disorders to alcohol abuse and refusal of orders.

Most of the Nordic Congo travellers were in their early 20s and 30s (age range 16-64). The mariners were at the older end of the spectrum, having sailed for years, while the military officers had little work experience. The majority were men (there was one businesswoman and one accompanying spouse during the period, while 52% of the missionaries were women).

How can we explain that the Nordics became the majority of non-Belgian colonial agents, accounting for as much as 25% in the years 1885-1908 (1554 of 6,113)? Firstly, the labour force was international – also on the European side. While Belgians predominated, there were significant groups from Britain, Switzerland, Italy, Greece, Portugal and the Netherlands⁶⁴.

Secondly, the North Sea has long been a crossroads for labour, trade, social and cultural exchanges⁶⁵. Scandinavian mariners sailed for the Low Countries (the Netherlands, Belgium) and helped to build the port of Antwerp⁶⁶. Linguistically, they are relatively close. From 1877 to 1908, there were many transimperial Nordics who sailed for colonial powers before and after Congo service. Service in Congo was one of many options. The transition from sailing ships to steamships led to increased unemployment. Between 1820 and 1920, 2.6 million Nordics emigrated to the United States to find a new life and economic opportunities⁶⁷. The EIC was another opportunity, offering favourable terms and conditions.

⁶¹ This average was higher, but we lack data for non-Nordic mariners to calculate the proportion of Nordic employees in concession and chartered companies.

⁶² I have also examined 384 personnel files from the Compagnie du Chemin de Fer du Congo Supérieur aux Grands Lacs Africains (CFL) from 1899 to 1908, during which time the company hired 80 Nordics. Of these, 34 were mariners, accounting for 66% of the CFL's mariners. The fatality rate was 11%, while the return rate was 45%.

⁶³ Some returns were among concession and private company employees, but the database is insufficient for calculations regarding these colonial agents.

⁶⁴ STANLEY 1885; MINDER 1994; COMBERIATI, HELEN & IOUNES-VONA 2020; ANTIPPAS 2008; VELLUT 1991; VAN DER LAAN 1983.

⁶⁵ PYE 2015.

⁶⁶ LUCASSEN 2017; KAUKIAINEN 2017; SÆTRA 2017; JOHANSEN 2017; MIRYONG NATERMANN 2018.

⁶⁷ USSING 2023.

Table 1.

Nordics in Congo 1878-1908	Pre-EIC	EIC	Companies	Total
Mariners	31	595	271	897
Officers	19	308	20	347
Missionaries	10	145		155
Non-fluvial logistics	1		78	79
Merchants			28	28
Lawyers		24		24
Medical doctors		10		10
Mineral prospectors			6	6
Agronomists			3	3
Hunters			2	2
Expedition members	1		2	3
Total	62	1082	410	1554

“Non-fluvial logistics” includes persons employed in railway construction, telegraph and telephone services and road construction.

“Companies” include mariners and officers employed by the concessions or trading and transport companies.

Most of the “merchants” worked as *commis* and were involved in trading activities.

The Nautical Cluster Supported Colonial Exploitation and the Extractive Economy

Nordic ship officers (captain, mate, engineer) and shipyard workers lacked the capacity to construct a river freight system independently. First they were wholly reliant on an European maritime cluster of experts: Those who despatched ship parts from Europe, organised transport of the steamers’ parts from the coast to the hinterland, assembled, fitted, adjusted and equipped the ships, assessed their characteristics, modified, repaired and maintained them,

rescued them from grounding and sinking – and held leading positions in their management, manning and operation. Not only on the riverboats, but also in the slipways, shipyards and mechanical workshops, there were shipbuilders, carpenters, wharf builders, stevedores, blacksmiths, sheet metal workers, metal turners and metal casters, boilermakers and riveters. They worked as heads of wood posts, harbour masters and pilots, and were instrumental in charting rivers, establishing a hydrographic service and setting up navigation marks and lighthouses. Together these individuals formed a maritime/riverine cluster. In addition to EIC, their employers and clients included a total of 30-40 trading and concessionary companies, factories, French and German colonial authorities and missionaries.

River systems should be seen as part of a wider network of transport routes⁶⁸. Nordics were also engaged at the confluence of river and land transport systems: Some worked in the building of the railway linking Matadi and Léopoldville. Many more were employed by a company building railways in northeastern Congo⁶⁹. Caravans were often organised by Nordic colonial agents, whether they were transporting ship parts, supplies or export products, or were engaged for military campaigns and punitive expeditions⁷⁰. The essence of all mentioned here is contained in the quote: “*Coloniser, c’est transporter*” (District Governor Moulaert in Equateur)⁷¹.

Congo’s Maritime Traditions and the Steamrolling Colonisation

Contrary to some misconceptions and a lack of historical knowledge, West and Central Africa had its own maritime history and traditions – long before the arrival of the Portuguese in the region. It was the canoe that was the vessel, providing the link between the extensive inland waterways and the sea and along the coast. Together with caravans, they transported goods and people between the coast and the interior⁷². However, the EIC steamrolled through the existing Congolese sea and river transport networks and caravans, and

⁶⁸ HUYBRECHTS 1970.

⁶⁹ BLANCHART, DE DEURWAERDER, NÈVE, ROBEYNS, VAN BOST 1993.

⁷⁰ BUDDE 1918; LUND 1906, pp. 216-224, 296-303; SUNDHAGEN 2013; WILLEMOËS D’OBRY 1911, pp. 27-30.

⁷¹ VANDERLINDEN 1953; VANTHEMSCHE 2013, pp. 159-181.

⁷² BETHEMONT 2000, pp. 57, 171; MENGHO BONNAVENTURE 1994, pp. 253-256, 258-259.

after a few decades, long- and medium-distance canoe transport and trade were effectively wiped out⁷³.

The African significance to Congo's maritime history is an overlooked element of African and international maritime and colonial history⁷⁴. In April 1882, Stanley and the Dane Albert Christophersen set out on a mapping expedition. They were accompanied by the first African steamboat crew to navigate the Congo River. Stanley's Somali servant Dualla was crucial to the expedition⁷⁵. On the Kwa River, three local men were engaged as pilots.

The river transport system soon employed African mariners from Senegal, Sierra Leone, Nigeria, Liberia and Zanzibar, but the Congolese came to dominate. Swedish Herman Nilsson described the omnipresent racial segregation on board the steamer *Stanley* in 1907:

*"It almost seems as if this is a Swedish boat that has been magically transported to Congo. But only almost, because on the lower deck, where the Congolese live, it looks very different. Here the Congolese, in their colourful dresses, are crowded together with goats and chickens. There is a lot of cackling on the lower deck. There are also strong odours wafting from this tightly packed deck. Two worlds, one boat."*⁷⁶

While steamer passengers were able to keep their distance from the Congolese, it was quite different for the ship's master and engineer. For them, everyday realities were not a matter of "subjugated" and "subjugators", but a continuous process of ambiguous and unequal negotiations resulting in spaces of separation and encounters.

On the bridge, the ship's mate was surrounded by African helmsmen, mariners, guides and pilots, and was in constant communication with river depth finders at the helm on the lower deck. The master engineer was entirely dependent on African engineers, donkeymen, greasers and boilermen. Deck officers were frequently involved in negotiating conflicts between their "boys", mariners and locals, often over women or barter and trade. Some had to hunt game with the crew, negotiate provisions with local chiefs and find ways to secure firewood every night. The days were full of encounters, but the deck officers were alone on the ship at night, except for the night watch. The crew and loggers worked, ate and slept ashore. Nordics collaborated

⁷³ HARMS 1987, pp. 173-174, 183.

⁷⁴ CHAUVEAU 1986, pp. 173-235; REY & RICH 2017, pp. 1-19.

⁷⁵ STANLEY 1885; COOSEMANS 1955.

⁷⁶ Kjellström 2011, p. 57.

with stevedores, dockers and others in the ports. In shipyards and workshops, Congolese assisted and were trained by Nordics: Shipwrights, wharf and slipway builders, blacksmiths, metal turners and casters, and riveters. They worked together during the day but ate separately. Europeans lived close to work, while dockers lived in more distant settlements.

Social relations between officers and crew varied from close-knit life on small steamers and steam launches during the early exploration of the colony, to attempts at effective occupation, and life on the segregated multi-deck steamers during the rubber era. But life on steamships involved more than bargaining; racial divisions were enforced. In 1899 a Congolese lubricator on *Ville de Liege* threw the engineer's chair overboard as he felt it was in his way. Danish engineer Emil Wissenberg gave the man 12-14 slaps in the face, ordered him to salute and apologise. A few days earlier, he whipped several crew members in the engine room as they wouldn't move and mocked him. Wissenberg had promised himself and his family that he would be "*good to the blacks*". Like others, he believed that corporal punishment was necessary to instil respect and discipline⁷⁷.

A letter described *Ville de Bruxelles* as a war steamer! In addition to the crew, it carried 200 soldiers, a Krupp breech-loading cannon and four machine guns⁷⁸. While there is documentation of the Nordic military's use of violence⁷⁹, few are aware that the *Marine du Congo* was a combined merchant and naval fleet that regularly engaged in military campaigns and punitive expeditions.

Even small trifles could provoke violent reactions. A Dane reported an incident near Maba (probably a settlement on the Dungu River in Haut-Uele) in June 1889. Two clothes were stolen. If the clothes were not returned, villagers would be punished the next day. Before daylight, soldiers entered the village as the steamers approached on the river. After an intense firefight, the villagers fled, everything of value was looted and the settlement was set on fire. As villagers approached in canoes to watch the fire, they were fired upon by both the soldiers and the vessels. The scribe reported that many people were killed and that it was a pity because their mission was to "*cultivate an area and win it for European progress. Such a mission has always been preceded by a due tribute of blood from everywhere.*"⁸⁰

⁷⁷ WISSENBERG n.d.

⁷⁸ *Dags-Telegraphen* 1890, 7. juli.

⁷⁹ GODØY 2010; VINTHER this volume; GODØY & WÆHLE 2026.

⁸⁰ *Stavanger Avis* 1889, 2. oktober.

Conclusion

The chapter challenges the stereotype of the absence of the Nordic colonial past and the lack of participation in 19th-century colonialism⁸¹. There is no doubt that the Nordic countries contributed on several levels when it comes to the EIC: Through individual labour as colonial agents, by economic actors such as trade and shipping, and with the power of public authorities through government and diplomacy, and through the consular system. They supported the EIC as transimperial agents⁸². In Congo, mariners played pivotal roles in the lower, middle and upper colonial hierarchies that were responsible for planning, building, developing, maintaining, repairing and operating the key components of the infrastructure that brought supplies, administrators, officers, soldiers, arms and ammunition into the country and exported goods out of the colony. They were essential in building the violent and extractive colony⁸³. What is perhaps new and surprising is that it was not only Nordic mariners who were responsible for this, but also Congolese and crews from West, South and East Africa. We need additional research to further explore the ambiguous relationship between the Nordic mariners' position of power and superiority and the surprising cooperative relationships that also existed with African crews on the steamers – which has been less explored than violent colonial conflict situations. Nordic sources may be able to document this transnationality in future research. Today, few people are aware of the involvement of mariners and other colonial agents in King Leopold's EIC. It is a story that has been forgotten. But the first generation of Congolese maritime experts got off to a promising start. They assisted in creating the basic infrastructure for the country's river network, which remains the main artery of transport to our day. A shipyard that they cooperated in establishing still exists today as *Le Groupe Chanic*.

Bibliography

Aalborg Stiftstidende, “En Stat som Gave”, 1890, 18. juli edition.

AALTONEN Jouko, SIVONEN Seppo, *Kongon akseli. Suomalaiset ja skandinaavit kolonialismin rakentajina*, Helsinki, Into Kustannus, 2022.

⁸¹ BERTELSEN 2015, pp. 1-37.

⁸² VINSTER this volume.

⁸³ GODDEERIS, LAURO & VANTHEMSCHE 2020; WÆHLE 2019.

- ALSAKER KJERLAND Kirsten, *Krag Og Kompani. En Slechts- Og Bedriftshistorisk Saga Bygget På Eksport Av Trelast Og Cash Til Afrikanske Kolonier*, Bergen, Fagbokforlaget, 2025.
- ANGELL Svein Ivar, “The Consular Affairs Issue and Colonialism”, in KJERLAND Kirsten Alsaker, BERTELSEN Bjørn Enge (eds), *Norwegians Navigating Colonial Orders in Africa and Oceania*, Oxford, Berghahn, 2015.
- ANTIPPAS Georges, *Pionniers méconnus du Congo Belge. De Léopold II au 30 Juin 1960*, Neufchateau, Weyrich, 2008.
- BERTELSEN Bjørn Enge, “Norwegians Navigating Colonial Orders in Africa and Oceania An Introduction”, in ALSAKER KJERLAND Kirsten, BERTELSEN Bjørn Enge (eds), *Navigating Colonial Orders, Norwegian Entrepreneurs in Africa and Oceania during Colonialism*, Oxford, Berghahn, 2015, pp. 1-37.
- BETHEMONT Jacques, *Les grands fleuves. Entre nature et société*, 2^e éditions, Paris, Armand Colin, 2000.
- BLANCHART Charles, DE DEURWAERDER Jacques, NÈVE Georges, ROBEYNS Michel, VAN BOST Pierre, *Le Rail au Congo Belge 1890-1920*, vol. 1, 2 vols., Bruxelles, G. Blanchart & Cie, 1993.
- BLOM Bert, *Dagbøger og breve fra Mørkets Hjerte. Mareridt & inferno*, København, Thorup, 2006.
- BUDDE Frederik, “Fonds Frederik Budde. Musée Royal de l’Afrique Centrale. BE MRAC HA 01.0142”, Tervuren, 1918.
- BUELENS Frans, “Les grandes conglomérats, ou comment l’économie capitaliste s’est implantée au Congo”, in GODDEERIS Idesbald, LAURO Amandine, VANTHEMSCHÉ Guy (eds), *Le Congo colonial. Une histoire en questions*, Waterloo, Renaissance du Livre, 2020, pp. 127-140.
- Bulletin officiel de l’État indépendant du Congo, 1885-1908*. Online : <https://www.kaowarsom.be/fr/bibliotheque-digitale/fichiers-numerises/bulletin-officiel-du-congo-belge> (Consulted 05.01.2026).
- CHAUVEAU Jean-Pierre, “Une histoire maritime africaine est-elle possible ? Historiographie et histoire de la navigation et de la pêche à la côte occidentale depuis le xv^e siècle”, *Cahiers d’études africaines* 26(101-102), 1986, pp. 173-235.
- COMBERIATI Daniele, HALEN Pierre, IOUNES-VONA Rosaria (eds), *Des italiens au Congo aux Italiens du Congo. Aspects d’une globalité*, Paris, L’Harmattan, 2020.

- COOSEMANS Marthe, "Schwerin, (von) Hans Hugold", in *Biographie Coloniale Belge* 3, Bruxelles, Académie Royale des Sciences Coloniales, 1952, pp. 797-800.
- COOSEMANS Marthe, "Dualla", in *Biographie Coloniale Belge* 4, Bruxelles, Académie Royale des Sciences Coloniales, 1955, pp. 249-250.
- COQUERY-VIDROVITCH Catherine, *Le Congo au Temps des Grandes Compagnies Concessionnaires, 1898-1930*, Paris, Mouton; École Pratique des Hautes Études, 1972.
- Dagbladet*, "Den geografiske Kongres", 1876, 16. september edition.
- Dags-Telegraphen*, "Fra Kongostaten. Brudstykke af et Brev fra en Dansk til Hjemmet. Boma den 10. Mai 1890", 1890, 7. juli edition.
- Dannevirke*, "Den geografiske Kongres i Bryssel", 1876, 15. september edition.
- DEPARTEMENTET FOR UDENRIGSKE SAGER, HANDEL; SJØFART OG INDUSTRI, *Konsulatberetninger. Uddrag af aarsberetninger fra de norske og svenske konsuler m. m., indkomne i aaret 1904*, Kristiania, 1905.
- DET STATISTISKE CENTRALBUREAU, *Resultaterne af Folketællingen i Norge i januar 1876*, vol. 1, 3 vols., Kristiania, Det statistiske Centralbureau, 1878.
- DÜBEN Gust von, "Forskningerne Mot Och i Central-Afrika Åren 1878-1881. Föredrag i Svenska Sällskapet För Antropologi Och Geografi Den 17. Febr. 1882", *Ymer* 2(3-4), 1882, pp. 81-118.
- Follo Tidende*, "David Livingstone", 1882, 18. oktober edition.
- Follo Tidende*, "Det har nylig [Cameron, tale London]", 1876, 1. juli edition.
- Follo Tidende*, "Fra en Korrespondent ved Floden Ogovés Munding i Vestafrika [de Brazza, fra Times]", 1881, 20. juli edition.
- Follo Tidende*, "Stanleys sidste Opdagelsesreise", 1878, 9. februar edition.
- Follo Tidende*, "Stanleys sidste Opdagelsesreise (Fortsættelse)", 1878, 2. februar edition.
- Follo Tidende*, "Stanleys sidste Opdagelsesreise (Fortsættelse, Forts.)", 1878, 30. januar edition.
- Follo Tidende*, "Stanleys sidste Opdagelsesreise (Fortsættes)", 1878, 26. januar edition.
- Follo Tidende*, "Svenske Afrikarejsende [Krusenstjerna, Sundwallsson, Een, Stanleys Expedition]", 1883, 14. mars edition.

- GELADE Valérie, “Les débuts de la navigation à vapeur sur le Haut-Congo (1882-1898)”, *Belgisch Tijdschrift voor Nieuwste Geschiedenis* 3-4, 2002, pp. 383-418.
- GODDEERIS Idesbald, LAURO Amandine, VANTHEMSCHÉ Guy (eds), *Le Congo colonial. Une histoire en questions*, Waterloo, Renaissance du Livre, 2020.
- GODØY Bjørn, *Solskinn og død. Nordmenn i Kong Leopolds Kongo*, Oslo, Spartacus, 2010.
- GODØY Bjørn, WÈHLE Espen, “Norwegian Officers and Racial Capitalism in the Violent Congo Free State (1885-1908)”, in WIRTH Christa, GRINI Monica (eds), *(Post)Colonial Norway*, Oslo, Scandinavian University Press, forthcoming 2026.
- GREGERSEN Frands, “Njia va Lulua ni ipi? – Om Afrika og slaver og affenråeren ‘Kabusse babu’”, in *Aabenraa Statskoles Samfunds Årsskrift (særtryk)*, Aabenraa, 1978.
- GRIEKEN-TAVERNIERS Madeleine von, *Inventaire des archives des Affaires étrangères de l'État Indépendant du Congo et du ministère des Colonies (1885-1949)*, Bruxelles, Académie Royale des Sciences Coloniales, 1955.
- GULLØV Hans Christian, OLSEN Poul, BRIMNES Niels, *Danmark og kolonierne – Danmark, en kolonimagt*, vol. 1, 5 vols., København, Gads forlag, 2017.
- HARMS Robert W., *Games against Nature. An Eco-Cultural History of the Nunu of Equatorial Africa*, Cambridge, Cambridge University Press, 1987.
- HAUGLAND SØRENSEN Tonje, “A Villa for the World: Prefabricated Houses, National Romanticism and Norwegian Colonial Entanglements”, in SCHÄR Bernhard C., TOIVANEN Mikko (eds), *Integration and Collaborative Imperialism in Modern Europe: At the Margins of Empire, 1800-1950*, London, Bloomsbury Academic, 2024, pp. 59-76.
- HENNESSEY John L., “Cutting Colonial Losses: Imperial Ideology in Media Coverage of the 1878 Transfer of Saint Barthélemy in Sweden and France”, *Scandinavian Journal of History* 49(1), 2024, pp. 46-68.
- Hufvudstadsbladet*, “Afrikanska konferensen i Berlin”, 1884, 11. desember edition.
- Hufvudstadsbladet*, “Den nya Kongostaten”, 1885, 6. mars edition.
- HUYBRECHTS André, *Transports et structures de développement au Congo ; étude du progrès économique de 1900 à 1970*, Paris ; La Haye, Mouton, 1970.

- IRMINGER O., “Det Internationale Afrikanske Selskabs Virksomhed”, *Geografisk Tidsskrift* 4, 1880, pp. 86-90.
- IRMINGER O., “Det Internationale Afrikanske Selskabs Virksomhed i Vestafrika”, *Geografisk Tidsskrift* 6, 1882, pp. 28-32.
- JÆGER Alexander, *‘I Civilisationens Navn!’ Om norske avisers dekning av Fristaten Kongo, norske kongofarere og den internasjonale humanitære debatten, 1900-1908*, Masteroppgave i historie ved Institutt for arkeologi, konservering og historie, IAKH, Universitetet i Oslo, 2020.
- Järnvägsmannabladet. Tidning för Finlands Järnvägskår*, «Kongobanan», 1898, 15. september, No. 15 edition.
- JENSSEN-TUSCH Harald, *Skandinaver i Congo. Svenske, norske og danske mænds og kvinders virksomhed i den uafhængige Congostat*, København, Gyldendalske Boghandel – Nordisk Forlag, 1905.
- JOHANSEN Hans Chr, “Danish Sailors 1570-1870”, *Research in Maritime History* 13, 2017, pp. 233-252.
- KAUKIAINEN Yrjö, “Finnish Sailors, 1750-1870”, *Research in Maritime History* 13, 2017, pp. 211-232.
- KAUKIAINEN Yrjö, *Sailing into Twilight. Finnish Shipping in an Age of Transport Revolution, 1860-1914*, Helsinki, SHS, 1991.
- KJELLSTRÖM Sven, *Från Skånes skog till Kongos djungel: Herman Nilssons äventyrliga liv: 1884-1916*, Ljungbyhed, Riseberga-Färingtofta hembygdsförening, 2011.
- KNUDSEN Ann Vibeke, *Bornholm – Congo, tur/retur*, Rønne, Bornholms Museum, 2003.
- La Dernière Heur*, “[Sjögren Received Exequatur]”, 1911, 11. juni edition.
- Land och Stad. Illustrerad Veckotidning för menige Man*, “Stanley”, 1890, 22. Januar, no 4 edition.
- LEDERER André, *Histoire de la navigation au Congo*, Tervuren, Musée Royal de l’Afrique Centrale, 1965.
- LUCASSEN Jan, “The International Maritime Labour Market (Sixteenth-Nineteenth Centuries)”, *Research in Maritime History* 13, 2017, pp. 11-24.
- LUND Otto I., “Gennem Landet Nord for Lutöifloden (N.Ø. for Leopold II’s Sø i Kongo). Efter Dagbogsoptegnelser og officielle Rapporter”, *Geografisk tidsskrift* 18, 1906, pp. 216-224.

- LUND Otto I., "Gennem Landet Nord for Lutöifloden (N.Ø. for Leopold II's Sø i Kongo). Efter Dagbogsoptegnelser og officielle Rapporter", *Geografisk tidsskrift* 18, 1906, pp. 296-303.
- MAKKO Aryo, *European Small States and the Role of Consuls in the Age of Empire*, Leiden ; Boston, Brill ; Nijhoff, 2020.
- MAKKO Aryo, MÜLLER Leos (eds), *I främmande havn. Det svenska och norsk-svenska konsultjänesten 1700-1985*, Malmö, Universus Academic Press, 2015.
- MENGHO BONNAVENTURE Maurice, "Les ports et les transports fluviaux dans la Cuvette congolaise (République du Congo)", *Cahiers d'outre-mer* 187, 1994, pp. 253-269.
- MINDER Patrick, *D'Helvétie en Congolie. Les pionniers suisses au service de l'État indépendant du Congo et du Congo belge (1885-1914)*, Mémoire de licence, Université de Fribourg, 1994.
- MIRYONG NATERMANN Diana, *Pursuing Whiteness in the Colonies. Private Memories from the Congo Free State and German East Africa (1884-1914)*, Münster, Waxmann Verlag, 2018.
- MUNTHE Preben, *Christen Smith. Botaniker og økonom*, Oslo, Aschehoug, 2004.
- MYRSTAD Ingrid, "Til fremme for sjøfart og handel? Det svensk-norske konsulatvesenet i Kina på 1800-tallet", in MAKKO Aryo, MÜLLER Leos (eds), *I främmande havn. Det svenska och norsk-svenska konsultjänesten 1700-1985*, Malmö, Universus Academic Press, 2015, pp. 188-211.
- NYGAARD Knut M., "Interconnecting the British Empire: Swedish and Norwegian Shipping to South Africa 1850-1914", in ALSAKER KJERLAND Kirsten, ENGE BERTELSEN Bjørn (eds), *Navigating Colonial Orders, Norwegian Entrepreneurs in Africa and Oceania during Colonialism*, Oxford, Berghahn, 2015, pp. 38-53.
- OJALA Jari, "Från svensk til ryskt system: Det finska näringslivets samarbete med konsulter i utlandet på 1800-talet", in MAKKO Aryo, MÜLLER Leos (eds), *I främmande havn. Det svenska och norsk-svenska konsultjänesten 1700-1985*, Malmö, Universus Academic Press, 2015, pp. 212-224.
- Öresundsposten*, "Konung Oscar II", 1877, 24. november edition.
- PERSSON John E, *Den vite mannens grav*, Tre Böcker Forlag, 1977.
- PYE Michael, *The Edge of the World, How the North Sea Made Us Who We Are*, Harmondsworth, Penguin, 2015.

- REIERSEN Elsa, *Fenomenet Thams*, Oslo, Aschehoug, 2006.
- REY Carina E., RICH Jeremy, "Introduction: Chartered Routes and New Directions in the Study of Africa's Maritime History", *Research in Maritime History* 41, 2017, pp. 1-19.
- SÆTRA Gunnar, "The International Labour Market for Seamen, 1600-1900: Norway and Norwegian Participation", *Research in Maritime History* 13, 2017, pp. 173-210.
- SCHARFFENBERG Johannes, "Congo. Foredrag den 29de januar og 5te februar 1896", *Det Norske Geografiske Selskabs Aarbog* 7, 1896, pp. 40-72.
- SCHWERIN HH von, "Kongokonsulatets arkiv, 1, 14:5, bunt 1-5", 1895-1906. Emigrantinstituttets arkiv, Utvandranas HUS, Växjö.
- SKATTUM Ole Jacob, "Nilens kilder", in *Det norske geografiske selskabs aarbog 1897-98*, 1898, pp. 168-195.
- STANLEY Henry Morton, *Congofloden og grundlæggelsen af den frie Congostat. En beretning om arbeide, forskning og opdagelse*, København, Forlagsbureauet, 1885.
- STATISTISK SENTRALBYRÅ, "Tabeller vedkommende Norges Skibsfart 1871-1903", *Transport, kommunikasjon, reiseliv* (blog), 2025, Online: <https://www.ssb.no/historisk-statistikk/emner/transport-kommunikasjon-og-reiseliv> (Consulted 05.01.2026).
- STATISTISK SENTRALBYRÅ, *Utenriksøkonomi. Konsulatberetninger 1877-79, 1890-1907* (blog), 2025, Online: <https://www.ssb.no/a/histstat/div/is/> (Consulted 05.01.2026).
- Stavanger Avis*, "Brev fra en dansk Kongofarer, II [Politiken]", 1889, 2. oktober edition.
- SUNDHAGEN Eskil, *I Kongostatens tjenst 1906-1910. Minnen och dagboksanteckningar av Eskil Sundhagen, svensk reservofficer i Kongo*, Statens Försvarshistoria Museer Skrift 20, Stockholm, Statens Försvarshistoria Museer, 2013.
- TELL Per Erik, *Detta fredliga uppdrag: Om 522 svenskar i terrorns Kongo*, Umeå, H:ström, 2005.
- TENOLD Stig, *Norwegian Shipping in the 20th Century Norway's Successful Navigation of the World's Most Global Industry*, Palgrave Studies in Maritime Economics, London, Springer Nature, 2019.
- TYGESEN Peter, *Congo, formoder jeg. Fortællinger fra drømmeland*, København, Lindhardt & Ringhof, 2001.

- TYGESEN Peter, “Fumbling and Mumbling: The First Protestant Missionaries in Congo, Zealots of The London Martyr School”, in *Presented at the Confrontation and Conviviality: Negotiating World Views, Spiritualities and Everyday Lives in colonial and postcolonial Congo*, Schæffergården, Norwegian-Danish Cultural Center and Ethnographic Collection, National Museum of Denmark, 12 January 2007.
- TYGESEN Peter, WÆHLE Espen, *Kongospor: Norden i Kongo, Kongo i Norden*, Oslo, Universitetets Kulturhistoriske Museer, 2007.
- UOLA Mikko, “Suomalaismasinisteja Kongossa”, *Siirtolaisuus-Migratio* 3, 1979. *Uppsalaposten*, “Forskningarna i Afrika”, 1877, 29. juni edition.
- USSING Troels, “Alt om utvandringen til Amerika. Derfor vandret skandinavene vestover”, *Historie* (blog), 2023. Online: <https://historienet.no/samfunn/nord-og-soeramerikansk-historie/utvandrerne-ble-lurt-lokket-til-amerika> (Consulted 02.06.2024).
- VAN DER LAAN H. Laurens, “Trading in the Congo: The NAHV from 1918 to 1955”, *African Economic History* 12, 1983, pp. 241-259.
- VANDERLINDEN Raymond, *Le chantier naval de Léopoldville (1881-1953)*, Bruxelles, Institute Royal Colonial Belge, 1953.
- VANGROENWEGHE Daniël, “The Leopold II’ Concession System Exported to French Congo with as Example the Mpoko Company”, *Revue Belge de l’histoire Contemporaine* 36, 2006, pp. 323-372.
- VANTHEMSCHE Guy, “Un ‘Grand Colonial’ et Ses Réseaux: Georges Moulaert (1875–1958)”, in DUJARDIN Vincent, TILLY Pierre (eds), *Hommes et Réseaux: Belgique, Europe et Outre-Mers. Liber Amicorum Michel Dumoulin*, Bruxelles ; Bern, Lang, 2013, pp. 159-181.
- Vejle Amts Folkeblad*, “Stanleys Rejse i Afrika”, 1879, 26. oktober edition.
- VELLUT Jean-Luc, “La communauté portugaise du Congo Belge”, in EVARAERT J., STOLS E. (eds), *Flandre et Portugal: Au confluent de deux cultures*, Bruxelles, Fonds Mercator, 1991, pp. 314-345.
- Vendssyssel Tidende*, “En Ny Opdagelsesexpedition Til Afrika”, 1879, 14. februar edition.
- Vestjylland eller Herning Folkeblad*, “Afrikas Civilisation”, 1876, 25. oktober edition.
- Wadstena Läns Tidning*, “Upptäcktresor i Central-Afrika”, 1877, 13. oktober edition.

- WÆHLE Espen, “Historier bak Kongosamlingen”, *Årbok for Bergen Museum 2007-2008*, 2008, pp. 54-60.
- WÆHLE Espen, “Kolonialismens dampende fartøy i Kongostaten [The Steaming Vessels of Colonialism in the Congo Free State]”, in *Mennesket og Havet* [Man and the Ocean]. Årbok for Norsk Maritimt Museum 2019 [The Norwegian Maritime Museum, Yearbook 2019], Oslo, Norsk Maritimt Museum, 2019, pp. 73-98.
- WÆHLE Espen, GODØY Bjørn, “Afrikaregisteret”. Kongofarere, biografier, *Norsk Maritimt Museum*, 2025. Online: <https://kulturnav.org/cb53fe8d-a166-4530-9d5b-e97428f68f80> (Consulted 12.02.2025).
- WILLEMOËS D’OBRY, VALDEMAR Paul, INGVARDT Hans, “Fra Centralafrika”, *Geografisk Tidsskrift* 21, 1911, pp. 27-30.
- WISSENBERG Emil Gerhard, *Maskinmester E.G. Wissenbergs oplevelser i Congo i 6 års tjeneste i den belgiske marine 1898-1904*, u.å. Beretningsarkivet, Etnografisk Samling, Nationalmuseet, København.
- WYNANT Julie, ‘Opgescheept’ met Congolese zeelieden *Werkklimaat van Congolezen in de sterk gecompartmenteerde maritieme arbeidsmarkt, aan boord bij de Compagnie Maritime Belge (1930-1960)*, Masterscriptie Geschiedenis, Universiteit Antwerpen, Faculteit Letteren en Wijsbegeerte, 2019.

Sine Maria Vinther

**Transimperial Scandinavians:
Function-Derived Violence
in the Congo Free State**

Introduction

Europe's colonial projects ran on cross-border networks, not neat flags. The Congo Free State (EIC, from the original État indépendant du Congo) was powered by non-Belgian personnel and Scandinavians were crucial: They dominated the river transport – EIC's lifelines – and served in Force Publique (FP) units that enforced order and violent punishment¹. On average, 65% of the mariners in the EIC were Scandinavian (annual range: 17-96%)². Far from peripheral, they perpetrated violence, imposed extraction and routinised coercion³. This colonial violence included Scandinavian participation in expeditions targeting escapees, insurgents, and quota defaulters – likely at the cost of tens of thousands of lives, if not more. Nordic involvement further illustrates how colonial expansion depended on transimperial exchanges, where European

¹ WÆHLE 2003.

² WÆHLE 2003, p.84; See also Wæhle's chapter in this volume.

³ NATERMANN 2023, p. 464; VAN SCHUYLENBERG & LEDUC-GRIMALDI 2022, p. 29.

agents operated across empires, blurring national boundaries to sustain rule⁴. The foreign involvement in the colony was a point of contention for some Belgians. As one officer noted, when traveling the EIC, “*one might ask whether they are in Danish Congo, Swedish Congo, or Italian Congo*”⁵.

This contribution examines the nature of violence in the EIC, using Scandinavians as a case study, building on inspiration from Jean-Luc Vellut’s work, in particular *La violence armée dans l’EIC. Ténèbres et clarté d’un État conquérant* (1984), *Entre réalité, silences et pathos* (2003) and *Résistances et espaces de liberté dans l’histoire coloniale du Congo* (2017)⁶. This chapter further employs perpetrator studies to extend a postcolonial reading of Scandinavian travelogues that normalised violence in the EIC. It traces Scandinavian recruitment and participation in colonial violence, situating their service within a transimperial framework, and examines their ambiguous status in the FP – neither standard volunteers nor mercenaries. Through this lens, Scandinavian travelogues render violence necessary and routine, in a system where violence follows function more than ideology, a mechanism I characterise as *function-derived violence*.

Scandinavians in the EIC: A Transimperial Perspective

Scandinavian service in the EIC shows Europeans moving across empires, revealing imperialism as interconnected rather than national⁷. Transimperialism has recently emerged as a key framework for colonial studies⁸. A notable example is Philipp Krauer, who examines Swiss mercenaries⁹ and demonstrates that a transimperial perspective reveals colonialism as a collaborative European enterprise, with hinterlands serving as multi-imperial service, personnel and resource zones¹⁰. This enabled actors such as soldiers, mariners, lawyers, missionaries and merchants to participate in other countries’ colonial projects across imperial borders. The EIC illustrates the transimperial entanglements of colonialism, relying heavily on non-Belgian

⁴ KRAUER 2024, pp. 9-18; LARSSON 2016, pp. 25-27.

⁵ GODØY 2010, p. 45. Quotations are translated by the author when not in English.

⁶ VELLUT 1984; VELLUT 2003; VELLUT 2017.

⁷ HENNESSY 2024.

⁸ CURLESS, HYND, ALANAMU, ROSCOE 2016, pp. 705-711. See for example: HEDINGER & HEÉ 2018; NATERMANN 2023; KRAUER 2024; LARSSON 2016; HENNESSY 2024; SCHÄR & TOIVANEN 2025.

⁹ Krauer shows that the Swiss were recruited as soldiers and officers by the Dutch Empire in its South-East Asian colonies, whereas in the EIC Scandinavians were exclusively officers.

¹⁰ KRAUER 2024.

European agents¹¹. While transimperialism provides a more dynamic understanding of (colonial) history, the approach also has its limitations. One issue is power inequality – some empires were dominant whilst others were marginalised. However, transimperial approaches offer a means to deconstruct Eurocentric narratives, incorporate non-Western perspectives and challenge the nationalisation of history writing, fostering a more interconnected and inclusive understanding of colonialism¹².

Between Volunteer, Mercenary and Soldier: Rethinking Military Categories in the EIC

As Scandinavian's moved across imperial borders, their military service in the EIC reveals a dimension of transimperialism – one that questions their military status. Military personnel from European nations were actively recruited to the FP in the EIC¹³. For many Scandinavians, this service was an opportunity, rather than a selfless commitment to a greater cause¹⁴. Were these Scandinavians foreign soldiers, idealistic volunteers or financially motivated mercenaries? Or did they occupy a liminal space between these categories?

Christine G. Krüger and Sonja Levsen have examined French, German and British encyclopaedias from the 18th and 19th centuries in *War Volunteering in Modern Times* (2010). Here, volunteers are described as persons who entered military service of their own free will to serve a cause without receiving financial compensation¹⁵. Subcategories used to describe volunteers in foreign service include *foreign soldier/fighter* which is used in contemporary studies of the military but is seldom used in historical studies; however, it has since broadly been replaced by alternative designations such as *foreign volunteer* and *transnational soldier* which are more common in historical studies. The linguistic shift recasts them as ideologically driven participants in foreign conflicts matching their beliefs¹⁶. However, this is not applicable to the

¹¹ NATERMANN 2023.

¹² HEDINGER & HEÉ 2018.

¹³ NATERMANN 2023.

¹⁴ KNUDSEN 2003, p. 12.

¹⁵ KRÜGER & LEVSEN 2010, pp. 10-11.

¹⁶ WILSON 2020.

Scandinavians in EIC, as they were paid, lacked a greater idealistic cause and were primarily driven by career and adventure¹⁷.

Mercenaries are often defined as soldiers without (national) loyalty whose incentive was financial gain and without an ideological or governmental commitment. Machiavelli famously portrayed mercenaries as untrustworthy and driven by self-interest, a discourse that was continued in encyclopaedias for centuries onwards. Here, mercenaries are described as potential threats to military discipline and the stability of states¹⁸.

The *Geneva Convention* (1977) defines a mercenary as a person who “*is not a member of the armed forces of a party to the conflict*”, thereby excluding soldiers formally integrated into military structures¹⁹. However, applying this definition retrospectively is anachronistic. Yet historically (and in contemporary contexts), mercenaries have typically operated in autonomous or segregated units. The Scandinavians were recruited by the EIC authorities or private companies to serve in the FP, whilst their financial incentives may align with the mercenary characteristics in encyclopaedias of their time. Yet, their integration into Belgian command challenges this designation. Danish Frederik Valdemar Olsen, who joined the FP in 1898, was promoted to General after the First World War, the highest rank attainable by a foreigner in the Belgian army²⁰. This advancement demonstrates that Scandinavians could achieve significant military ranks, indicating their integration rather than operating as mercenaries²¹. Furthermore, they diverge from colonial soldiers, a term predominantly applied to indigenous troops and/or enslaved soldiers under imperial rule²².

Scandinavians who served in the EIC occupied a liminal position, which did not fully align with the existing military classification. Their recruitment was formalised through official contracts, they received a salary and they were incorporated in Belgian military structures; they could rise through the military ranks, distinguishing them from volunteers and mercenaries²³. Moreover, their motives – driven by the “colonial adventure”, travel opportunities, economic stability and career advancement rather than ideological

¹⁷ KNUDSEN 2003, p. 12; GODØY 2010, p. 35.

¹⁸ KRÜGER & LEVSON 2010, pp. 10-11; TAYLOR 2022, p. 20.

¹⁹ *Additional Protocol I of the Geneva Conventions* 1977.

²⁰ TYGESEN 2001, p. 130.

²¹ KRÜGER & LEVSON 2010, pp. 19-12; WILSON 2020, p. 16.

²² AL TUMA & STORM 2016, pp. 1-5.

²³ JENSSEN-TUSCH 1905, p. 32.

commitment²⁴ – set them apart from of volunteers, transnational soldiers and foreign soldiers²⁵. I argue that imperialist and/or colonial ideology was not a driving force among the Scandinavians’ reasons for enlisting in the FP. Although such ideas were present, it did not motivate them. After entering military service, however, imperial notions and colonial common sense become increasingly prominent in Nordic writings. To define the distinct military status of Scandinavians and other non-Belgians in the FP, I propose the term *transimperial soldiers* to describe individuals incorporated into a foreign military structure, driven by adventure and/or career advancement and financial stability, serving across colonial borders within contractual and organised military frameworks. *Soldier* is to be understood as a broad umbrella term for *military personnel*, including anyone serving under Belgian military authority.

Function-Derived Violence: Obedience to Function

Violence perpetration by Scandinavians – or other transimperial soldiers – in the EIC bore no distinct national imprint. Here I argue that it was *function-derived violence*: violence conditioned by a function or a job, and the system’s own logic and demands, rather than from the perpetrator’s personal ideology or disposition. When a function is evaluated by outputs and/or quotas within a violent, hierarchically oppressive system such as colonialism – where sanctions (e.g., punishment, execution, coercive labour, forced relocation, abduction of women) are deployed to keep the extraction chain (e.g., rubber exploitation) running – individual responsibility dissolves into the system’s rationality whilst violence is normalised as work²⁶. The result is that extraordinary acts of violence are operationalised as ordinary, driven by group dynamics and obedience to authority.

As a concept, function-derived violence builds primarily on established perpetrator studies, with influences from postcolonial theory. In Raul Hilberg’s widely cited work, the perpetrator appears as a cog in an administrative “machinery” in which individual responsibility erodes; Hannah Arendt’s classic analysis argues that evil is “banal” insofar as it can be carried out without deep ideological commitment – through routine and obedience in

²⁴ KNUDSEN 2003, p. 12; GODØY 2010, p. 35.

²⁵ WILSON 2020, p. 16.

²⁶ REYBROUCK 2014; JENSEN 2008; WALLER 2007.

a system where rules distort moral judgment²⁷. Dehumanisation and euphemistic language operate as enabling frames for violent processes²⁸: Victims are described as animals or diseases, and violence are rendered in technical terms and/or hunting idioms. Hunting is a constant of colonisation, as shown by Lancelot Arzel, it shapes a distinctive repertoire of functions, practices and gestures that operates as a school for war. Colonial warfare systematically borrows from the world of the hunt – its vocabulary, its functions, its techniques of tracking, pursuit, and scouts, and its moral economy of trophies, quarry, and the animalisation of the enemy²⁹.

Analytically, James Waller further describes this as a gradual moral disengagement in which dehumanisation, euphemisms, displacement of responsibility, and group loyalty normalise coercion and violence³⁰. Harald Welzer adds that killing is technicised as work and logistics³¹. From war studies, Omer Bartov documents how internalised enemy images legitimate brutality³². Whilst Christopher Browning further demonstrates that conformity and fear of social exclusion sustain participation in violence despite inner reluctance³³. Taken together, this is why I argue that Scandinavian participation in violence in the EIC is best understood as *function-derived violence*.

Colonial common sense – in Ann Laura Stoler's terms – designates the unspoken, taken-for-granted moral code of colonial life that renders coercion reasonable and violence integral to everyday governance³⁴. As a diffuse yet pervasive normativity, which frames sanctions as necessity, aligns discipline with order, and lowers the moral threshold for harm. This perspective explains how function-derived violence is normalised in colonial settings with the perpetrator obeying their function.

Dominant on the rivers, the Scandinavians were pivotal to resource extraction and enforcing the colony's oppressive operations. They were contract-hired transimperial soldiers within a Belgian chain of command, recruited across borders and motivated by wage, career prospects, and adventure. Here, violence was a means to meet quotas and keep operations running and masked by a "civilising" mission, rather than driven by ideology or personal convictions.

²⁷ JENSEN 2008; ARENDT 2006.

²⁸ STANTON 1996.

²⁹ ARZEL 2014.

³⁰ WALLER 2007; WALLER 2008.

³¹ WELZER 2008.

³² BARTOV 2011.

³³ BROWNING 2001.

³⁴ STOLER 2010, pp. 105-140.

Scandinavian Travelogues and Colonial Mythmaking in the EIC

Scandinavian travelogues from the EIC merged fact and fiction to depict the continent as chaotic and in need of intervention and Western civilisation. The texts illustrate how eurocentrism constructed a racially biased image of Africa, as made evident by V.Y. Mudimbe³⁵. Building on this, Robert Burroughs shows that colonial travelogues functioned as narrative performances, captivating European readers whilst portraying Africa as both opportune and a dangerous frontier³⁶. Travelogues adopted suspense fiction techniques, heightening dramatic tension and casting the soldier-traveller as an enforcer of order and a lone figure navigating an unpredictable world³⁷. Their narratives and suspense plots do more than entertain audiences: they aestheticise colonialism, normalise violence as procedure, and dissolve responsibility into the machinery of rule.

A defining feature of the travelogues is their *retrospective bias*, which reconstructs events to align with the evolving colonial narratives³⁸. Many were written decades after the events they describe, allowing authors to reshape their roles tailored for European audiences. Retrospective bias minimised complicity in colonial violence and framed Scandinavian transimperial soldiers as adventurers and civilising agents.

In this context, Mary Louise Pratt's concept of *contact zones* becomes pertinent, as these travelogues depict spaces where disparate groups interact under asymmetrical power dynamics³⁹. Travelogues written within these spaces often portrayed indigenous peoples as passive or threatening, positioning the European as an authoritative observer, heroic figure or civilising agent⁴⁰. Johannes Fabian explores how alcohol facilitated zones of interactions and negotiations between European expeditions and African leaders, creating what could be termed an *alcoholic contact zone*; European spirits like cognac and rum were valued gifts, easing negotiations and fostering alliances. However, alcohol also posed a disciplinary challenge, as excessive consumption among Europeans threatened order and mental stability⁴¹. The mentions of alcohol

³⁵ MUDIMBE 1988, p. 16.

³⁶ BURROUGHS 2006, pp. 927-929.

³⁷ ANDERSEN 2010, p. 354.

³⁸ PRATT 1992, pp. 4-6; BURROUGHS 2015, pp. 17-22.

³⁹ PRATT 1992, p. 6.

⁴⁰ PRATT 1992, pp. 4-11.

⁴¹ FABIAN 2000, pp. 66-71, 128-150.

in Scandinavian sources are numerous; in fact, alcoholism was so prevalent among Scandinavians that Belgians attributed it to an inherent ethnic flaw⁴². This paradox of alcohol as both a tool of authority and a source of disorder reflects wider colonial contradictions⁴³.

Through a discourse that Pratt terms *anti-conquest*, travel writers portrayed their presence as benevolent and exploratory, often masking the underlying violence of colonial expansion⁴⁴. Scandinavian travelogues confirm violence, frequently shifting blame to other European officers; nonetheless, Scandinavians also acknowledged their own perpetration, as will be shown. This violence is widely framed as a performative punishment demonstrating authority, subtly distancing the authors from direct involvement in brutality.

Performative violence in colonial travelogues staged violent punishment as a tool of imperial legitimacy and paternalistic dominance. Fabian argues that the dramatisation of punitive colonial violence framed it as justified, portraying oppression as a necessity to avoid chaos – and a key instrument for meeting quotas within a regime of function-derived violence⁴⁵. The travelogues further normalise function-derived violence by recoding coercion and violence as routine tasks tied to maintaining “order”. What appears on the page as adventure or procedure is the literary residue of tasks performed to maintain the extraction⁴⁶. The travel writings are discursive afterlives of function-derived violence, rather than reportage, these travelogues translate violence into narrative form.

Scandinavian Recruitment in Leopold’s Congo

After a May 1880 display by Swedish gymnasts, King Leopold favoured Scandinavians, easing their recruitment, as described by E.W. Dahlgren⁴⁷: “*The King said that ‘the Swedish gymnasts and the Swedish officers he had seen had made an impression of discipline, devotion to duty and vigour, and that these were qualities that were needed in the Congo’.*”⁴⁸ In addition,

⁴² GODØY 2010, pp. 52-53.

⁴³ Several examples in FABIAN 2000.

⁴⁴ PRATT 1992, pp. 1-14.

⁴⁵ FABIAN 2000, pp. 128-129, 145.

⁴⁶ BURROUGHS 2006; BURROUGHS 2015.

⁴⁷ DAHLGREN 1886, p. 195.

⁴⁸ DAHLGREN 1886, p. 196. All translations are by the author.

Scandinavia's long seafaring traditions had established a reputation for skilled navigation. Recognising the need for adept sailors to navigate the Congo's intricate rivers, Leopold requested the Swedish director, V.G. Balck, to send two men to EIC, leading to a surge in Swedish applications for military service⁴⁹.

Recruitment in Scandinavia took further off when Swedish Hans Hugold von Schwerin was appointed as Sweden-Norway's consul in the EIC⁵⁰. In Denmark, the primary recruitment agent was Adolph C. Levysohn, who was described by officer Harald Jenssen-Tusch as follows: "*he seems to have had too good an idea of the situation in the Congo and to have relied too much on Stanley's coloured representations of the climate and probably believed that it was a complete 'gentleman's life' that the Scandinavians went in for down there.*"⁵¹

This illustrates how Henry Morton Stanley's widely read travel books captivated young Scandinavians whilst simultaneously presenting a misleading portrayal of colonial adventure. The FP relied on non-Belgian recruitment, with the recruitment of Scandinavians fluctuating accordingly. Sometimes the army accepted nearly all Nordic recruits, especially during high death toll periods of war and conflict in the colony. At other times, stricter requirements were imposed – such as a minimum age of 25, which applied only to Danes and Norwegians, not Swedes, for unclear reasons⁵².

Lured by the "white spots," many Scandinavians saw African service as adventure⁵³. Additionally, poor wage conditions in Scandinavian armies and difficulty obtaining employment made foreign military service an attractive option. The EIC was depicted as offering exciting opportunities for military personnel seeking stable employment⁵⁴. As the Danish officer Victor Freiesleben recounted in his 1944 travelogue, the Commandant (later General) Olsen⁵⁵ attempted to recruit him: "*So far, we Danish officers have had no difficulty in being employed in the Congo army.*"⁵⁶ To which Olsen

⁴⁹ TYGESEN 2001, p. 127.

⁵⁰ GODØY 2010, p. 32.

⁵¹ JENSSEN-TUSCH 1905, p. 199.

⁵² GODØY 2010, pp. 32-34, 45.

⁵³ DAHLGREN 1886, p. 14; JENSSEN-TUSCH 1905, p. 199.

⁵⁴ GODØY 2010, p. 72.

⁵⁵ Olsen founded Olsenville (1902; later Bukavu), received the African Star, became a major, secured Ruzizi-Kivu for the Belgians in 1910, and in the First World War rose to Commander-in-Chief of the FP and then general. TYGESEN's private archive.

⁵⁶ FREIESLEBEN 1944, p. 10.

added warningly: “*And then there is one thing you must not forget, dear Freiesleben, Congo never lets go of the man who has been there. Congo’s always calling.*”⁵⁷

Freiesleben’s account exemplifies retrospective bias and justification in travelogues⁵⁸. Written in 1944, these reflections are shaped by colonial nostalgia, creating a mythologised perception of Scandinavian involvement in the EIC. Olsen’s remark further underscores the dramatisation of colonial experience, invoking colonial travelogue’s adventure tropes where the colony is depicted as an alluring yet inescapable force. This constructs the Congo as a mystical, irresistible space, strengthening the idea that transimperial soldiers were drawn into an unavoidable adventurous destiny rather than being active agents in an exploitative colonial structure.

Scandinavian Enforcers of Violent Punishment in the EIC

The duality of colonial violence is ordinary and outrageous, silent and ever present – all at the same time, as pointedly described by Stoler⁵⁹.

Punishment was central to sustaining Leopold’s economic operations in the EIC, where minimising costs and maximising profit took precedence over the methods used⁶⁰. My research indicates that Nordic sources most frequently describe the use of the chicotte whip, with occasional mentions of severed hands⁶¹.

Coercion was a primary method of organising labour, with violence manifesting in various forms depending on local circumstances. Pressures to increase production and administrative demands often escalated violence, which is visible in the punitive methods⁶².

The chicotte whip was a standard method of punishment⁶³. Its lashes could be lethal, which led to a maximum punishment of 25 lashes per day. If the

⁵⁷ FREIESLEBEN 1944, p. 11.

⁵⁸ PRATT 1992, pp. 4-6; BURROUGHS 2015, pp. 17-22.

⁵⁹ STOLER 2010, p. 191.

⁶⁰ REYBROUCK 2014, pp. 60-61.

⁶¹ The severed hands served as tangible evidence that bullets were used solely for capital punishment, VANTHEMSCHE 2012, p. 25.

⁶² ROES 2010.

⁶³ The chicotte whip was made from dried and twisted hippopotamus skin with sharp edges, DEMBOUR 1992.

penalty exceeded 25 lashes, the remainder had to be administered on the following day. Unless a person was sentenced to death by chicotte⁶⁴.

Danish maschinist Emil Esajas Tegner wrote in his diary in 1891: “*The execution [of a black accused thief] followed immediately afterwards: 50 strokes ‘Cicotto’ [chicotte] and 25 strokes ‘Parlamentaria’. I have never seen a human being more brutally maltreated.*”⁶⁵

Similarly, Freiesleben witnessed a whipping shortly after arriving in EIC, as written in his travelogue:

*“I shuddered like a sick man at the sight of the torture. I had heard of the brutal punishment, but I had never imagined that it would have such a strong effect on me, and I promised myself that if I could avoid it, as an officer I would only make use of it when necessity demanded it [...] It would obviously be interpreted as a sign of weakness or cowardice on the part of the officer if he failed to have the offender flogged. Thus, the flogging punishment must not be seen as an expression of rage or sadistic inclination on the part of the officers in the Congo army, on the contrary!”*⁶⁶

Freiesleben’s reflection exemplifies the concepts of anti-conquest and retrospective bias, as it reframes and justifies colonial violence through necessity and moral reasoning. His carefully structured narrative distances him from the brutality of colonial discipline whilst legitimising its enforcement. Anti-conquest casts travel writers as passive witnesses rather than active enforcers, creating the illusion of European benevolence⁶⁷. Freiesleben adopts this stance, describing his initial revulsion to emphasise his reluctance. He further asserts that flogging was not an act of rage but a necessary disciplinary measure – “*on the contrary!*” – depicting violence as rational and unavoidable. His claim that refusing to punish would be perceived as weakness constructs a narrative in which officers must comply. By portraying his discomfort whilst ultimately justifying violence, he constructs a retrospectively biased narrative of reluctant obedience, framing himself as bound by duty rather than complicit in oppression. This necessity frame aligns with function-derived violence, where the imperative to maintain order legitimises coercion. This also resonates with his intended readership – a European

⁶⁴ GODØY 2010, p. 221.

⁶⁵ TEGNER 1891, p. 60.

⁶⁶ FREIESLEBEN 1944, pp. 18-19.

⁶⁷ PRATT 1992, pp. 1-14.

audience nostalgic for the colonial past but increasingly aware of its moral contradictions.⁶⁸

Freiesleben's depiction aligns with that of Danish officer A.E.A. Lindegaard, who made similar reflections in his 1928 travelogue, entailing his service in the EIC (1897-1900): "*This punishment [...] the blacks are very happy with, and I think they would be very reluctant to do without it. At least once I asked a soldier who had offended if he would rather spend 48 hours in prison like the women instead of receiving 25 lashes. But he answered me with great offence: 'Am I perhaps not a man!' whereupon he laid down.*"⁶⁹

Lindegaard also reflects anti-conquest and retrospective bias, portraying punishment as both necessary and accepted. By ventriloquising consent – claiming the punished are "*very happy with it*" – and staging a choice that privileges lashes over prison, he aligns punishment with operational needs. The quote "*Am I perhaps not a man!*" renders pain endurance as masculine, turning violence into a routine performance criterion⁷⁰. In this frame, flogging is technicised as a tool; harm becomes procedure, and violence is positioned as standard work. Lindegaard reinforces colonial stereotypes of African masculinity, equating endurance with honour. This selective retelling aligns with European audiences seeking to justify colonial practices, creating the paternalistic myth that coercion and violence was embraced by the colonised. Lindegaard himself wielded the chicotte, as evident here:

*"Another day Haubroe sent six or seven sailors up from the sea and asked me if I would do him the favour of 'warming the tails' of these gentlemen. When I returned them, I wrote at the bottom of the ticket, 'hope it's satisfactory'; but in the evening Haubroe said that the temperature must have been too high after all, because all the gentlemen had sat with their tails in water most of the afternoon to cool them."*⁷¹

Lindegaard presents colonial violence not as a necessary burden, as in Freiesleben's account, but as a source of unsettling amusement, demonstrating a lack of remorse and moral reflection. This quote offers a compact anatomy of function-derived violence. The request – "*do me the favour of 'warming the tails'*" – locates coercion within a service transaction between colleagues rather than a moral decision, translating punishment into a task. Euphemism

⁶⁸ PRATT 1992; FABIAN 2000; BURROUGHS 2015.

⁶⁹ LINDEGAARD 1928, p. 40.

⁷⁰ WALLER 2007; WALLER 2008.

⁷¹ LINDEGAARD 1928, p. 168.

(“warming”) and ironic honorifics (“gentlemen”) neutralise harm and reframe assault as collegial routine. The “ticket” with “*hope it’s satisfactory*” written on it completes the bureaucratic circuit: violence is receipted, auditable, and calibrated to expectations, not ethics. The “feedback” that the “*temperature must have been too high*”, because the men “*sat with their tails in water*”, extends the idiom of technical control – punishment appears as an adjustable parameter, not an injury.

The grisly humor shows moral disengagement, whilst the customer-service cadence (“*favour*”, “*satisfactory*”) renders the episode an issue of performance quality. The scene is thus not an aberration but a micro-mechanism of colonial labor discipline: a performative punishment staged, measured, and iterated to keep the extraction apparatus running. The travelogue’s playful tone converts coercion into anecdotal capital, offering readers craft, wit, and managerial competence instead of cruelty. In doing so, the text normalise extraordinary harm as ordinary work, and thereby dissolving personal accountability into the rationality of function⁷².

Similarly, Norwegian officer Hans Frederik Sundt exhibited this moral disengagement, finding whipping entertaining, as he described to a Norwegian newspaper in 1894: “*to see the faces of those waiting [to be whipped] is difficult to describe. It was infinitely comical.*”⁷³

This account exemplifies the progressive desensitisation to violence. Sundt does not view flogging as a disciplinary measure but instead as an amusing spectacle. His detachment from the suffering of victims reflects the normalisation of brutality, where punishment is entertainment. His jovial tone not only enhances the paternalistic discourse of colonial rule but also demonstrates how violence could be both colonial common sense and masked through humour.

The following two Lindegaard accounts are summaries and can be read in full in the appendix. In this first summary Lindegaard recounts the casual nature of flogging in the EIC⁷⁴. When a servant arrived with a “*magic ticket*”, a sobriquet for an official order requesting 12 lashes, the servant protested his innocence but was whipped regardless. Soon after, another servant arrived with a request for 25 lashes, which was also granted. Lindegaard learned the first man had been punished in error – the real offender had tricked him. To “correct” this, Commandant Hecq ordered the actual culprit to receive 25 lashes instead of 12. When the wrongly punished man protested, Hecq

⁷² WELZER & NEITZEL 2011.

⁷³ SUNDT 1894.

⁷⁴ See full quote in Appendix 1.

dismissed him, reasoning that the extra lashes could count “in advance” for future offenses.

This scene distills function-derived violence into routine. The “*magic ticket*” turns flogging into paperwork: a quantified service executed on receipt, irrespective of guilt. Innocence is procedurally irrelevant; what matters is fulfilling an order. Error correction follows the same logic: the real offender is “upgraded” to 25, not because justice demands it, but because the ledger does – calibration rather than ethics.

Commandant Hecq optimises procedures with a chilling fiction of “prepaid” punishment for future offenses. Euphemism and numeration technicise harm and the joke about advance credit converts injury into accounting. It further reveals performative violence in colonial discipline, where fairness is irrelevant. Through retrospective bias, his account rationalises colonial violence for an European audience, portraying it in a desensitising humorous manner. In doing so, he obscures its brutal realities⁷⁵.

The normalisation of extreme violence is evident in this second summary of Lindegaard, which is an account of a horrifying execution of two black labourers and a herdsman⁷⁶. His primary concern is not the morality of their deaths but the loss of two efficient enslaved brickworkers. He describes how they laboured tirelessly and remained in good spirits, even with neck chains. Their crime, the killing of a native over an argument of the price of a hen, is treated as secondary to the bureaucratic necessity of enforcing order. As they approached the scaffold, the labourers remained calm, whilst the herdsman was terrified. Lindegaard reflects on their composure, attributing the calmness to their belief in the religious figure “*Mongu*”. At the count of three, the supports were removed, and the two labourers died instantly. The herdsman, panicking, climbed higher on the ladder, causing him to fall, snapping the rope and tumbling down the slope. Lindegaard, fearing he might survive, prepared to shoot him, but the judge intervened, insisting on strict adherence to the sentence. The soldiers tied the shortened rope around a rifle and held it up until he suffocated. The bodies were left hanging for hours before burial.

Lindegaard assigns value not to life or law but to work: the deaths register chiefly as the loss of two “efficient” brickworkers, and their chained productivity is praised as if it were a performance metric. The narrative converts killing/execution into administrative procedure⁷⁷. Lindegaard marvels at the

⁷⁵ STOLER 2010, pp. 105-140.

⁷⁶ See full quote in Appendix 2.

⁷⁷ WALLER 2007; WALLER 2008.

calmness of the two labourers before death but attributes it to what he views as an abstract faith in “*Mongu*”, displaying colonial narratives of African fatalism, framing execution as a routine necessity rather than brutality. This observation affirms the colonial hierarchy, where European rationality is placed above African spirituality, reducing their acceptance of fate to an exotic curiosity rather than an act of agency⁷⁸. His regret over losing valuable enslaved workers, rather than over their lives, underscores how colonial power viewed natives primarily in terms of their utility. The passage also reveals a biased European conception of indigenous belief systems. By stripping the event of moral questioning and focusing on the procedural nature of execution, Lindegaard’s account illustrates how colonial travelogues largely normalised extreme violence. Calm laborers are explained via belief in “*Mongu*”, whilst the herdsman’s panic is neutralised through strict “*sentence compliance*” when the rope snaps. The improvised fix of the execution exposes a managerial rationality that privileges completion of task over ethics; failure is not reconsidered, only operationalised – demonstrating how colonial power by cruel methods adapted to ensure its authority was never undermined. Leaving the corpses hanging for hours cements the performative function of punishment as a labor-disciplining spectacle. Throughout, euphemistic, detached description technicises harm and recodes execution as orderly procedure. The account also exemplifies performative violence, where execution is staged as a demonstration of colonial authority rather than mere punishment.

Lindegaard presents himself as a passive functionary of an unyielding system, framing the execution as an unfortunate but inevitable duty. His matter-of-fact tone and focus on the execution as a logistical process – mirror colonial common sense. Life and death decisions are reduced to procedural necessities, revealing the operational core of function-derived violence.

Conclusion

European rule in the EIC ran on cross-border labor and command chains. Scandinavians were not marginal auxiliaries but operators at the system’s core, dominant on the rivers and integrated in the FP units that enforced order and punishment. Their service exposes colonialism as a collaborative European enterprise and makes visible a personnel type best described as

⁷⁸ MUDIMBE 1988, pp. 44-47, 82-85.

transimperial soldiers: contracted foreigners integrated into a Belgian chain of command, motivated by wages, career, and adventure – neither volunteers nor mercenaries.

Scandinavian travelogues provided the discursive afterlife of this work. Anti-conquest postures, retrospective self-exoneration, hunting idioms, and gendered scripts of endurance reframed brutality as discipline and competence, translating coercion into narrative procedure and dissolving accountability into the rules of the function. Violence in the EIC bore no dominating or distinct national imprint: It was produced by the roles inside a quota-driven apparatus and supported by literature that taught European readers to recognise harm as necessary “civilising” work.

Within this machinery, coercion followed function. In the EIC, I argue that violence was function-derived; harm delivered as procedure to meet quotas and sustain extraction, and legitimised by euphemisms, dehumanisation and racism, with responsibility diffused along the hierarchy. Colonial common sense supplied the tacit moral code that made such procedures seem reasonable, lowering thresholds for harm. Placing transimperial soldiers and function-derived violence at the center of analysis clarifies how the EIC actually operated. It explains why extraordinary acts of violence appeared – and were remembered – as routine tasks of governance.

This frame invites a broader reassessment of European colonialism as a transimperial system structured by an obedience to a violent function.

Appendix 1 and 2

Appendix 1

I often received requests from the other whites to punish one or the other. One day one of Comdt. Hecq's Boyer came with a ticket, in which the commandant asked me to give the bearer 12 lashes of chicotte [...] but the delinquent protested in the strongest terms, and said he had not deserved a flogging. It frequently happened, however, that the sinners would not admit their guilt, so he received the desired ration [...]. A moment later, however, another of Hecq's boys arrived with a similar ticket, in which he was mentioned by name and wanted 25 strokes. His request was also readily granted – but without protest on his part [...]. In the evening in the mess, I asked the commandant if the punishment had worked as desired, as the first of the gentlemen did not seem to be quite satisfied. Hecq then replied that it had indeed been a complete misunderstanding with Boy No. 1, as it was only No. 2, Comdt. Hecq's boy, [who] had made a mistake, and had therefore been ordered to come down to me with the ticket. He knew from experience, however, what unpleasant consequences it usually had when he brought me such a ticket, so [...] he delivered the ticket to a younger colleague, telling him to bring it down to me. The latter, who had the cleanest conscience, and was, by the way, an uncommonly nice fellow, did not suspect any mischief, so he was very unpleasantly surprised at the effect of the magic ticket brought to me.

He therefore [...] complained of the other boy's sluggishness, and Hecq consoled him first of all by saying that the other would receive 25 blows instead of 12. He remarked, however, that this did not prevent his having already received the 12, to which Hecq replied that he could not take them back, but that he could only

remember, when he once deserved a whipping, that he had already received them in advance, and with this he was satisfied. (My translation)

LINDEGAARD A.E.A, *Soldaterliv i Congo – 1897-1900*, Copenhagen, Arnold Busck, 1928, pp. 165-168.

Appendix 2

At the same time as him [black man sentenced to death], two labourers [black workers] were also sentenced, who [...] had killed a native when they could not agree with him on the price of a hen. The sentence for all three was “death by hanging”.

[...] I was really sorry to have to get rid of the two “chicken murderers”, as they were two of my best brickworks workers. They could stand all day long with the chain around their necks and knead clay with their feet, and they were always in an excellent mood every time I came by. But there was nothing to be done; for “the law is the law, and the law must be kept,” and I had to find a suitable tree in which they could all three leave this world together. Haubroe, as an old sailor, was given the task of providing ropes with loops, and they were then fastened to the branches of the selected tree, while under the two ropes we placed a very practical scaffold of two trestles with a plank above, and a ladder was attached to the third rope. When the criminals were in place, we only had to remove the trestles and ladder so that they could hang freely. In addition to Haubroe and myself, the judge, who was to read out the sentences before they were executed, was also present to witness the execution. The two brickworks workers were in good spirits and shook hands with us in farewell and thanks before they calmly climbed the scaffold, whereas the herdsman, who was going up the ladder, was ashen-faced and apparently anything but reconciled to the death that awaited him.

I have often wondered afterwards at the calmness with which the first two went to their deaths; for the blacks are “fetish” worshippers, but they do believe in “a supreme being”, Mongu or Mongu monene. I do not know whether they believe, like the Christians and Mohammedans, in a life after this; but one often hears them refer something incomprehensible to them to the Supreme Being, saying their “jambi na Mongu,” i.e. it is something God counsels for (or determines).

When the three sinners had each got a noose around their necks, and there were soldiers ready to remove the trestles as well as at the ladder, I counted three, and at “three” the supports were withdrawn, and there hung the “stone dead” floating in the air – that is, the two, for the herdsman at the last moment climbed higher up the ladder. This caused him to fall so far that the rope broke, and he plunged down the slope to the shore of the lake. However, “he will not drown who is to be hanged,” one could truthfully say here, and after I had allowed some soldiers to pick him up, I took my revolver, which I had brought along by order of the commandant for safety’s sake, to put a bullet through his head, for I was afraid that he would come to himself again if the cervical vertebra was not broken. The judge, however, now intervened and declared, “that according to the judgement he could only be hanged” and not shot, and when the rope had become too short to reach a branch again, two soldiers had to tie the stump around a rifle and put it on their shoulders so that he could hang down the steep slope until it was completely impossible for him to regain consciousness.

The other bodies were then allowed to hang for a few hours, and were then taken down to be buried. (My translation)

LINDEGAARD A.E.A, *Soldaterliv i Congo – 1897-1900*, Copenhagen, Arnold Busck, 1928, pp. 170-172.

Bibliography

- Additional Protocol I of the Geneva Conventions, 1977. Article 1, definition*, 1977. Online: <https://ihl-databases.icrc.org/en/ihl-treaties/oau-mercenarism-1977/article-1> (Consulted 06.01.2026).
- AL TUMA Ali, STORM Eric (eds), *Colonial Soldiers in Europe, 1914-1945: "Aliens in Uniform" in Wartime Societies*, New York, Routledge, 2016.
- ANDERSEN Frits, *Det Mørke Kontinent?: Afrikabilleder i Europæiske Fortællinger Om Congo*, Aarhus, Aarhus Universitetsforlag, 2010.
- ARENDET Hannah, *Eichmann in Jerusalem – A Report on the Banality of Evil*, New York, Penguin Books, 2006 (1963).
- ARZEL Lancelot, "À l'origine des maux. Chasse, guerre et violence dans la conquête coloniale (Royaume-Uni, France, Belgique, 1870-1914)", in VAN SCHUYLENBERGH Patricia, LANNEAU Catherine, PLASMAN Pierre-Luc (eds.), *L'Afrique belge aux XIX^e et XX^e siècles. Nouvelles recherches et perspectives en histoire coloniale*, Bruxelles, Peter Lang, 2014, pp. 21-37.
- BARTOV Omer, *Hitler's Army: Soldiers, Nazis, and War in the Third Reich*, Oxford, Oxford University Press, 2011 (1992).
- BROWNING Christopher, *Ordinary Men – Reserve Police Battalion 101 and the Final Solution in Poland*, London, Penguin Books, 2001 (1992).
- BURROUGHS Robert, "In Conrad's Footsteps: Critical Approaches to Africanist Travel Writing", *Literature Compass* 3(4), 2006, pp. 924-939.
- BURROUGHS Robert, *Travel Writing and Atrocities: Eyewitness Accounts of Colonialism in the Congo, Angola, and the Putumayo*, Oxfordshire, Taylor & Francis, 2015.
- CURLESS Gareth, HYND Stacey, ALANAMU Temilola, ROSCOE Katherine, "Editors' Introduction: Networks in Imperial History", *Journal of World History* 26, 2016, pp. 705-732.
- DAHLGREN E.W, "Om Svenskarna i Kongo", *Ymer* 6, 1886, pp. 189-237.
- DEMBOUR Marie-Bénédicte, "La chicote comme symbole du colonialisme belge?", *Canadian journal of African studies* 26(2), pp. 205-225.
- FABIAN Johannes, *Out of Our Minds: Reason and Madness in the Exploration of Central Africa*, Berkley; Los Angeles; London, University of California Press, 2000.
- FREIESLEBEN Victor, *Kongo Kalder*, Copenhagen, Carl Allers Bogforlag, 1944.

- GODØY Bjørn, *Solskinn og død: Nordmenn i kong Leopolds Kongo*, Oslo, Spartacus, 2010.
- HEDINGER Daniel, HEÉ Nadin, “Transimperial History - Connectivity, Cooperation and Competition”, *Journal of Modern European History* 16(4), 2018, pp. 429-452.
- HENNESSEY John L., LAHTI Janne, “Nordics in Motion: Transimperial Mobilities and Global Experiences of Nordic Colonialism”, *The Journal of Imperial and Commonwealth History* 51(3), 2023, pp. 409-420.
- JENSEN Olaf, “Introductory Thoughts and Overview”, in SZEJNMANN Claus-Christian W., JENSEN Olaf (eds), *Ordinary People as Mass Murderers: Perpetrators in Comparative Perspectives*, London, Palgrave Macmillan, 2008, pp. 1-21.
- JENSSEN-TUSCH Harald, *Skandinaver i Congo: svenske, norske og danske maends og kvinders virksomhed i den uafhaengige Congostat*, Copenhagen, Gyldendalske boghandel, Nordisk forlag, 1905.
- KNUDSEN Ann Vibeke, “Kong Leopolds bornholmere”, in KNUDSEN Ann Vibeke (ed), *Bornholm, Congo, tur/retur*, Rønne, Bornholms Museum, 2003, pp. 10-79.
- KRAUER Philipp, *Swiss Mercenaries in the Dutch East Indies: A Transimperial History of Military Labour, 1848-1914*, Leiden, University Press, 2024.
- KRÜGER Christine G., LEVSEN Sonja, *War Volunteering in Modern Times*, London, Palgrave Macmillan, 2010.
- LARSSON Åsa Bharathi, *Colonizing Fever: Race and Media Cultures in Late Nineteenth-Century Sweden*, Lund, Media History; Lund University, 2016.
- LINDEGAARD, A.E.A., *Soldaterliv i Congo – 1897-1900*, Copenhagen, Arnold Busck, 1928.
- MUDIMBE V.Y., *The Invention of Africa, Gnosis, Philosophy, and the Order of Knowledge*, Indiana, Indiana University Press, 1988.
- NATERMANN Diana M., “To Maintain or Adjust? On the Whiteness of Swedish Men in the Congo Free State (1884-1914)”, *The Journal of Imperial and Commonwealth History* 51(3), 2023, pp. 464-486.
- PRATT Mary Louise, *Imperial Eyes: Travel Writing and Transculturation*, New York, Routledge, 1992.
- REYBROUCK David van, *Congo: The Epic History of a People*, Notting Hill, Fourth Estate, 2014.

- ROES Aldwin, "Towards a History of Mass Violence in the Etat Indépendant Du Congo, 1885-1908", *South African Historical Journal* 62, 2010, pp. 634-670.
- SCHÄR Bernhard C., TOIVANEN Mikko (eds), *Integration and Collaborative Imperialism in Modern Europe: At the Margins of Empire, 1800-1950*, London, Bloomsbury Academic, 2025.
- STOLER Ann Laura, *Along the Archival Grain: Epistemic Anxieties and Colonial Common Sense*, Princeton, Princeton University Press, 2010.
- STANTON Gregory H., "Genocide Watch- Ten Stages of Genocide", 1996. Online: www.genocidewatch.com/tenstages (Consulted 06.01.2026).
- SUNDT Hans Frederik, "Reportage Fristaten Congo d. 15. Juli 1894", *Morgenbladet*, July 15, 1894.
- TAYLOR Simon David, *Combatants in African Conflicts – Professionals, Praetorians, Militias, Insurgents, and Mercenaries*, 1st edition, London, Routledge, 2022.
- TEGNER Emil Esajas, *Erindringer Fra Congostaten Af Emil Tegner, 1891-1892. Første Del*, unpublished memoir, Håndskriftssamlingen, Copenhagen, The Danish Royal Library, 1891.
- TYGESEN Peter, private archive, "Biography", The Danish emigration archive in Aalborg. No date.
- TYGESEN Peter, *Congo – Formoder jeg*, 5th edition, Espergærde, Lindhardt og Ringhof, 2001.
- VAN SCHUYLENBERGH Patricia, LEDUC-GRIMALDI Mathilde, "Introduction: The Congo Free State: What Archives Can Tell Us", in VAN SCHUYLENBERGH Patricia, LEDUC-GRIMALDI Mathilde (eds), *The Congo Free State: What Could Archives Tell Us? New Light and Research Perspective*, Oxford, Peter Lang, 2022, pp. 29-42.
- VANTHEMSCHE Guy, *Belgium and the Congo, 1885-1980*, Cambridge, Cambridge University Press, 2012.
- VELLUT Jean-Luc, "La violence armée dans l'EIC. Ténèbres et clarté d'un État conquérant", *Cultures et Développement* 16(3-4), 1984, pp. 671-707.
- VELLUT Jean-Luc, "Entre réalité, silences et pathos: à propos des temps de violence et de la guerre en histoire de l'Afrique", in VAN YPERSELE Laurence (ed), *Imaginaires de guerre: l'histoire entre mythe et réalités. Actes du colloque*, Louvain-la-Neuve, Academia-Bruylant; UCL, 2003, pp. 21-35.

- VELLUT Jean-Luc, “Résistances et espaces de liberté dans l’histoire coloniale du Congo (env. 1876-1945)”, in *Congo Ambitions et désenchantements 1880-1960*, Paris, Karthala, 2017, pp. 165-213.
- WALLER James E., *Becoming Evil: How Ordinary People commit Genocide and Mass Killing*, Oxford, Oxford University Press, 2007.
- WALLER James E., “The Ordinariness of Extraordinary Evil: The Making of Perpetrators of Genocide and Mass Killing”, in SZEJNMANN Claus-Christian W., JENSEN Olaf (eds), *Ordinary People as Mass Murderers: Perpetrators in Comparative Perspectives*, London, Palgrave Macmillan, 2008, pp. 145-164.
- WÆHLE Espen, “Deres Drømmer Ble Til Mareritt”, in KNUDSEN Ann Vibeke (ed), *Bornholm, Congo, tur/retur*, Rønne, Bornholms Museum, 2003, pp. 81-94.
- WELZER Harald, “On Killing and Morality: How Normal People Become Mass Murderers”, in SZEJNMANN Claus-Christian W., JENSEN Olaf (eds), *Ordinary People as Mass Murderers: Perpetrators in Comparative Perspectives*, London, Palgrave Macmillan, 2008, pp. 165-181.
- WELZER Harald, NEITZEL Sönke, *Soldater – om krig, drab og død*, Copenhagen, Kristligt Dagblads Forlag, 2011.
- WILSON Peter H., “Foreign Military Labour in Europe’s Transition to Modernity”, *European Review of History: Revue Européenne d’histoire* 27(1-2), 2020, pp. 12-32.

Partie 3

Circulations et interactions transimpériales

Part 3

Circulations and Transimperial Interactions

Gert Huskens

**The Congo-Cairo Connection.
Transimperial Diplomacy, Mobility and Colonial
Expansion at the Congo-Upper Nile Borderland,
1888-1890**

Introduction

“The Sudan and Upper Nile question is one of the most important and burning issues in African politics.”¹

When Leopold II’s confidante and Foreign Affairs secretary-general of the Congo Free State, Edmond van Eetvelde, wrote to Belgian Foreign Minister Paul de Favereau in 1897, all eyes in international diplomacy had turned towards one of the last territories of the African continent Western empires had not yet occupied: the Upper Nile. As a focal point of late 19th-century imperial contention, the region is today mostly associated with the infamous Fashoda incident in the summer of 1898. There, in a modest outpost on the White Nile, the French ambition to connect Dakar with Djibouti and the idea to establish a British imperial axis from Cape to Cairo infamously clashed.

¹ Edmond Van Eetvelde to Paul de Favereau, Cairo, 28 December 1897, Belgian Ministry of Foreign Affairs Archives, AFRI (256). All translations in this chapter from sources not originally in English are the author’s own.

After a standoff, military conflict was eventually avoided after the French government recognised British control over the region. As a result, Fashoda has entered history as the birthplace of French-British imperial rapprochement and ultimately, the *Entente Cordiale*².

Because of Fashoda, the Sudanese question is often unrightfully framed as a merely French-British matter. However, next to the German and Italian empires, it was especially Leopold II's Congo Free State that had a profound impact on this issue in international imperial diplomacy³. Throughout the 1880s, the Belgian King developed nothing less than an obsession for a Belgian, or rather Congolese, presence on the banks of the Nile. Leopold II's "*Sudanese fata morgana*", as historian of Belgian colonialism Jean Stengers called it, remains an underappreciated topic in the history of the country's colonial and foreign relations⁴. Moreover, the perspective of the few historians who had attention for the Belgian element in the Sudanese question is almost exclusively metropolitan.

This chapter shifts the focus towards the practices and actors located in Egypt and Sudan and how these influenced Leopold II's Nilotic ambitions. Rather than solely examining King's aspirations, it explores Egypt's role in shaping Leopoldian imperialism and what it offered to help realise these ambitions. Special attention will go to the Belgian legation in Cairo as a diplomatic liaison for Leopoldian imperialism in Central Africa⁵. This chapter addresses the schizophrenic situation in which Belgian diplomats who represented Belgium became entangled with the activities of the Congo Free State through the personal union in the guise of Leopold II. Vincent Viaene noted that Leopold II's control over diplomatic careers left diplomats "*little choice but to double as agents of the Congo State*" and have "*the diplomatic service to safeguard its [Congo Free State] position on the international chessboard*"⁶. Demonstrating the Congolese element in the activities of the Belgian legation in Cairo with regard to the Sudanese question, this chapter introduces Belgian diplomats posted on the African continent to this discussion.

On a second level, this contribution also highlights the permeability of European colonial empires, which were not monolithic or isolated entities. Instead, the chapter shows how ideas and people circulated among imperial

² WESSELING 1996, pp. 225-263.

³ SANDERSON 1959, 1965; COLLINS 1968.

⁴ STENGERS 1969.

⁵ Together with the legation in Tangier, Morocco, the Cairo legation was only one of two Belgian legations on the African continent and the only one with an ambassadorial budget.

⁶ VIAENE 2008, pp. 758-759.

rivals with seemingly opposed interests. The integration of Sudanese soldiers from Egypt into the Congo Free State's *Force Publique* serves in this regard as a case study for these exchanges. The chapter challenges the literature's focus on Western officers in the Congo Free State's expansion towards the Upper Nile, but instead demonstrates how Leopold II's Sudanese ambitions relied on "*tools of empire*" and ideological frameworks that were shared among empires⁷. In sum, this chapter answers the call of Daniel Hedinger and Nadin Heé to discuss "*imperial competition, cooperation and connectivity not as separate phenomena but as entangled processes*"⁸.

Dawn of the Sudanese Fata Morgana

The first seeds for Leopold II's interest in the Upper Nile were sown around 1880. Via British maritime mogul William MacKinnon, the Belgian King at first sought contact with Charles George Gordon, the Khedive's infamous former governor of Equatoria (1873-1876) and governor-general of Sudan (1877-1880)⁹. MacKinnon and Leopold II aspired to parachute Gordon into to area and make him connect the Congo with the coast of East Africa, but the plan fell through¹⁰. Quickly, a new opportunity for a Leopoldian presence in the region reappeared. In 1881, a religious-popular insurgency against the weakening Khedivial regime by the forces of Muhammed Ahmed, who proclaimed himself the Expected Mahdi, made a de facto end to Egyptian rule in the region. While a Mahdist regime, the *Mahdiyya*, developed, the Egyptian Khedivate itself succumbed¹¹. Under the leadership of disgruntled Egyptian officer Ahmed Urabi, the Urabi Revolution of 1882 made an end to the Khedivate as a semi-autochthonous state under Ottoman sovereignty and paved the way for the British "veiled" protectorate over Egypt.

In this context, the Belgian King wanted to put Gordon in charge of his African operations once the contract of Henry Morton Stanley had reached its end. On a larger scale, Gordon equally represented an opportunity to enlarge the reach of the newly established *Association internationale du Congo* as Gordon would govern both the Equatoria and Bahr-el Ghazal

⁷ HEADRICK 1981.

⁸ HEDINGER & HEÉ 2018, pp. 429-433.

⁹ MOORE-HARELL 2010.

¹⁰ GALBRAITH 1971, pp. 369-384.

¹¹ HOLT 1979.

provinces in the name of the Belgian King¹². For Gordon, the plan catered to his own megalomaniac career planning as well as his devotion to the cause of anti-slavery¹³. The British administration, however, put a spanner in the works. Their temporary occupation of Egypt had evolved into a permanent establishment and the Mahdist threat in the south had to be taken care of¹⁴. In this context, Gordon's request to the War Office to sign Leopold II's lucrative contract was declined. Instead, he was appointed as governor-general of the Sudan in early 1884 and got the difficult task to orderly evacuate the British presence from the region¹⁵.

The ill-fated attempt to recruit and install Gordon did not mean Leopold II lost his interest in the Sudan, on the contrary. To him, the region's vast stocks of ivory and the possibilities to export the commercial production of north-eastern Congo via the Nile made the Sudan an uncharted Biblical land of milk and honey¹⁶. Yet, the Upper Nile remained hardly accessible. Following the fall of Khartoum and the assassination of Gordon in 1885, the British troops had let control of the region in the hands of the Mahdists¹⁷. In this atmosphere, Stanley revived the idea of extending Congolese influence towards the Nile in 1886 and proposed to send a Congolese expedition towards the Bahr-el Ghazal basin west of the White Nile. As the *Association internationale du Congo* was in heavy financial waters, the King had only very little leverage and the idea was abandoned following British disapproval. Even when King Leopold II became involved in the rescue of governor-general of the Equatoria province Emin Pasha [Eduard Carl Oscar Theodor Schnitzer], this did not help him in getting a firmer grip on Sudan¹⁸.

In 1888, the skies above Leopold II's Congolese project started to clear after he raised a capital of 150 million francs. This new élan resulted in a renewal of Leopold II's interest in the Upper Nile. First of all, it made sense as a solution for the question of so-called Arab slavery with which the Free State increasingly came into contact. Already since the 1860s, the slave trade in the Sudan had caused disturbance in abolitionist circles in the United Kingdom and ultimately resulted in Gordon's governorship in

¹² Gordon to Baring, Cairo, 1 February 1884, cited in DE JONGHE 1937, pp. 337-338.

¹³ MOORE-HARELL 1998, pp. 113-128.

¹⁴ MOORE-HARELL 2010.

¹⁵ DE JONGHE 1937; CORNET 1947, pp. 419-421; SHIBEIKA 1952, pp. 213-216; GALBRAITH 1971, pp. 385-388.

¹⁶ STENGERS 1969, p. 603.

¹⁷ SHIBEIKA 1952, pp. 273-308.

¹⁸ CEULEMANS 1959, p. 61; SANDERSON 1965, p. 28; GALBRAITH 1972, pp. 30-36; HOLT 1979, p. 216.

Egyptian service¹⁹. Promoted by French cardinal Charles Lavigerie from 1888 onwards, the cause of anti-slavery in Eastern and Central Africa started to dominate much of the discourse on the role of the European empires in Africa²⁰. With a firm presence in the north-eastern corners of the Congo basin, it was expected that the *Force Publique* could more effectively tackle the roots of this challenge to imperial stability. Moreover, it could prevent the creation of an unholy alliance between Arabo-Zanzibari slave traders, the Azande Sultanates in the Uele river basin and the leftovers of the Mahdist insurgency in the wider region²¹.

Secondly, the Nilotic ambitions of Leopold were a crystallisation of his overall territorial and economic greed. In the second half of the 1880s, the region around the current-day borders of the Democratic Republic of the Congo, the Central African Republic, Uganda, and South Sudan was still perceived by the imperial powers as a possible future addition to their territory. The principles of the 1884-1885 Berlin *Kongokonferenz*, the collapse of Egyptian control, the surge of the *Mahdiyya*, and the initial British reluctance to reconquer Sudan left the territories at the Upper Nile open for debate. The ambition of Leopold II to connect the Congo and Nile basins with each other via the Ubangi-Uele route was in this sense his own version of the Dakar-Djibouti or Cape-Cairo axis²². The hydrological mission of Alphonse Van Gele to the French-Congolese border at the Ubangi-Uele watershed and the military expeditions of Jules Alexandre Milz, Léon Roget and Willem Frans Van Kerckhoven in the region put these ambitions further into practice from 1886 onwards. In fact, they were harbingers of a new wave of Congolese attempts to reach the Nile²³.

A Sudanese Solution for the *Force Publique*

Around the turn of 1890, Leopold II no longer only projected his ambitions on Sudan, but sought to profit from the tools it could offer to execute his colonialist endeavours. The recruitment of Sudanese mercenary soldiers for the King's colonial army, the *Force Publique*, is in this regard one of the most tangible examples of how Egypt served as a platform for transimperial

¹⁹ MOORE-HARELL 1998, pp. 115-118.

²⁰ LAQUA 2011; MULLIGAN 2013.

²¹ MARECHAL 1988, pp. 20-24; SALMON 1993; ARZEL 2019, pp. 101-105.

²² COLLINS 1968, p. 19.

²³ LOTAR 1937; CEULEMANS 1959, pp. 269-289; COLLINS 1968, pp. 18-20; SANDERSON 1965, p. 88-94.

entanglement between the Congo Free State and other imperial entities on the Sudanese scene. As I will demonstrate, a combination of internal factors within the structure of the *Force Publique*, an increased availability of these forces, the practical assistance by Belgian diplomats in the Cairo legation and a shared imperial frame of reference ultimately resulted in the recruitment of the Sudanese soldiers by the Congo Free State administration.

Officially an internal police force of the Free State, the *Force Publique* was Leopold II's main military instrument. Since its establishment in 1885, the armed forces of the Free State consisted of Western officers who were in charge of non-Congolese African "voluntary" mercenaries²⁴. At the end of the 1880s, this army was still very modest in size, yet the Congo Free State had recruited around 500, 1,000 and 350 soldiers in British West Africa, Zanzibar and South Africa, respectively. Initially, 1,000 so-called "Zanzibari" mercenaries of Baluchi origin had been the dominated force²⁵. They had earned a reputation for themselves as formidable soldiers during the Omani penetration of East Africa in the 1870s. Slave-trader Tippu Tip as well as Stanley relied extensively on Zanzibaris²⁶. At the end of the 1880s, these Arabic-speaking elements in the *Force Publique* but also the military advancements in the Uele region and the presence of the Arabic-speaking Azande people, roaming Mahdists, Arab slave traders, as well as former troops of the Egyptian and Anglo-Egyptian army or forces loyal to Emin Pasha therein, urged the Free State administration to get in touch with the Belgian legation in Cairo²⁷. In response to a request by Van Eetvelde, Belgian minister resident in Cairo Léon Maskens was able to procure a translator for the *Force Publique*²⁸. With Jacob Soliman, a Syria-born son of a Greek Orthodox priest who had worked as a translator in the British-Egyptian army in Suakin, Wady Halfa and Dongola for four years, he had found an agent who was not only fluent in Arabic, French, English and Greek but also had taught Arabic to British officers in Cairo²⁹. For the first time, the Cairo legation had showed its ability to answer to the personnel needs of the Congo Free State.

²⁴ MANTUBA-NGOMA 2019, pp. 39-42.

²⁵ MARCHAL 1996, pp. 97-100.

²⁶ LODHI 2013, pp. 129-130.

²⁷ LUFFIN 2004, pp. 145-177.

²⁸ On the need for Arabic language skills in the colonial apparatus of the Congo Free State, see also Xavier Luffin in this volume.

²⁹ LUFFIN 2017, p. 288; Maskens to van Eetvelde, Cairo, 7 February 1889, Belgian State Archives-Joseph Cuvelier Repository, AEI (228); Gaetano Cabella to van Eetvelde, Genua, 18 February 1889, Belgian State Archives-Joseph Cuvelier Repository, AEI (228); minute of van Eetvelde to Maskens, Brussels, 22 March 1889, Belgian State Archives-Joseph Cuvelier Repository, AEI (228).



Illustration 1. A platoon of Western-African Hausa soldiers in the *Force Publique* under command of Henri Avaert, circa 1888, in MALVAUX Jean, « Un peloton de Haoussas, de la Force publique à Boma, commandé par le capitaine Avaert », ca. 1888. The Vinkhuijzen collection of military uniforms, New York Public Library Digital Collection.

Gradually, the *Force Publique* turned away from the expensive soldiers enlisted in Zanzibar and West Africa³⁰. As the British Empire ventured only more deeply into West Africa from the end of the 1880s onwards, the Free State's old supply lines of Hausa conscripts slowly started to desiccate³¹. As a result, the *Force Publique* commenced recruiting and training local Congolese “voluntary soldiers”, especially from the Bangala, Manyanga, Bas-Congo and Lukungu regions³². Relying on African mercenaries, the Leopoldian strategy was very similar to those in other European colonial armies operating in Africa. Based on racial and colonial beliefs promoting specific so-called “martial races”, the *Force Publique* had made African locally-recruited forces the backbone of European colonial armies. The local troops did, however, not

³⁰ MARCHAL 1996, pp. 97-100.

³¹ STAPLETON 1952, pp. 49-50.

³² «Organisation de la Force Publique», *Le Congo illustré* 4(14), 14 July 1895, pp. 105-107; GAUTREAU 2022.

meet the expectations of an increasingly professionalising *Force Publique* leadership³³. Or, as a Belgian newspaper wrote: the Bangalas were “*good men, solid and very intelligent, but they are also very impetuous*”³⁴. This urged the *Force Publique* to “*try out*”, as they described it, “*Hindus, Kaffirs, Dahomeans, Monroviens, Senegalese, Sudanese and Abyssinians*”³⁵. In sum, an increased need for new military recruits and previous experiences with the integration of what they believed to be martial races into the *Force Publique* made the Congo Free State administration to look towards Egypt.

Combining their status as a martial race with a professional and Western-styled training under the Egyptian and later British regime, the Sudanese soldiers had a particularly interesting profile for the leadership of the Congo Free State³⁶. In the case of Leopold II, these perceptions reached the Congo Free State leadership via a British route. According to his conversations with Gordon in the early 1880s, there was the potential to “*recruit a huge army, almost without costs*” in Sudan. These ideas were confirmed to him by then Governor of the Egyptian provinces of Eastern Sudan and the Red Sea Littoral Herbert Kitchener, 1st Earl Kitchener, in 1888. The latter stressed that in Sudan “*Whites could recruit superb troops for nothing, it suffices to arm them, to give them officers*”³⁷. As such, the appeal of the Sudanese mercenary force was part of the so-called “imperial cloud”. Tapping from this “*shared reservoir of knowledge*” that had “*had a multi-local existence and was accessible to agents of different empires*”, Leopold II’s imperial thinking was influenced by other empires’ experiences, and he was lured towards this Sudanese solution to strengthen the *Force Publique*³⁸.

The shared transimperial interest for Sudanese soldiers further gained momentum once the British-Egyptian army demobilised sizeable Sudanese contingents following military successes on the Mahdist war theatre³⁹. In 1888, the Italian government’s request to enlist 500 Sudanese soldiers for the Italian colonial army in East Africa was still refused by the British government⁴⁰. Soon after, the German Empire made a more successful attempt when former explorer of the Kasai river in the service of Leopold II, Hermann Wissmann,

³³ DRAPER 2020, pp. 1030-1031.

³⁴ «Nouvelles du Congo», *Journal de Bruxelles*, 26 June 1890, p. 2.

³⁵ DONNY 1897, p. 77.

³⁶ LAMOTHE 2011, pp. 122-134.

³⁷ STENGERS 1969, p. 604.

³⁸ KAMISSEK & KREIENBAUM 2016, p. 166.

³⁹ ZACCARIA 2023, pp. 241-242.

⁴⁰ ZACCARIA 2023, pp. 243-250.



Illustration 2. *Sudanese recruits of Hermann Wissmann, awaiting their departure in Cairo, 1889*, in JANKE W., «Ein Trupp der ersten im Februar 1889 für die Wissmann [...] – angeworbenen Sudanesen», *Koloniales Bildarchiv*, Universitätsbibliothek Goethe Universität Frankfurt am Main, 1889.

was tasked by the *Kaiser* to suppress the Coastal Rebellion [Abushiri Revolt] in German East Africa⁴¹. Initially, the cabinet of Egyptian Prime Minister Riaz Pasha had not given Berlin its consent to enlist some thousand recruits. According to the Belgian consul-general, both religious motivations and the previous refusal to the Italian government had inspired this response⁴². A diplomatic demarche by German consul-general Arthur von Brauer with his British colleague Evelyn Baring, Lord Cromer turned the tide. Even though the Egyptian council of ministers officially upheld their formal refusal, it instructed the governor of Cairo to “*close the eyes, if men were enrolled*”⁴³. In the British

⁴¹ VON WISSMANN 2013.

⁴² Maskens to Riquet de Caraman-Chimay, Cairo, 17 February 1889, Belgian Ministry of Foreign Affairs Archives, AFRI (439).

⁴³ Maskens to Riquet de Caraman-Chimay, Cairo, 7 March 1889, Belgian Ministry of Foreign Affairs Archives, AFRI (439).

House of Commons, the unemployment of many Sudanese men who had sought refuge from the Mahdist War in Cairo was cited as an incentive to approve the decision⁴⁴. In the end, Wissmann and four other German officers were able to amass a total of 630 Sudanese soldiers and left Egypt for East Africa in mid-March 1889⁴⁵.

In the Belgian and international press, but also through reports of Maskens, the Belgian King could read first-hand how Wissmann had recruited his *Wissmann Truppe* in Cairo⁴⁶. Arguably inspired by the German example, based on the previous experiences with African mercenaries, convinced of their military capacities, and due to the ongoing advancement in the Uele-Ubangi basin, Leopold II decided to recruit a Sudanese legion of his own. In early 1890, Camille Coquilhat, administrator-general of the Free State's Department of the Interior, was even dispatched to Cairo, where he had to convince Stanley to re-enter in service of the Belgian King and command these troops. Even though Stanley staunchly refused the offer, he nevertheless had some important advice for Coquilhat⁴⁷. According to Stanley, there could be “*no question to put Zanzibarites there where Arabs were near*”. “*Mahdists*”, he continued, “*if they encounter Arabs of Zanzibar attack them as they consider them as heretics*”. Surprisingly, Stanley countered the prevailing dominant narrative on the quality of the Sudanese. He stated that even though “*Sudanese negroes are more courageous than Zanzibarites*”, he also deemed them “*less keen to discipline, thus, less good soldiers*”⁴⁸. Despite his disappointment about Stanley's reluctance to rejoin the Congo Free State, Leopold II subsequently informed whether, how much and at which price “*men likely to form good soldiers*” could “*be engaged in Egypt*”⁴⁹.

Leopold II learned that Sudanese soldiers like these were quickly deployable. In March, a new report from the Belgian consul-general in Cairo informed

⁴⁴ House of Commons, Debate, 5 December 1889. Online: <https://api.parliament.uk/historic-hansard/commons/1889/mar/05/captain-wissmann> (Consulted 7 January 2026).

⁴⁵ BÜCKENDORF 1997, pp. 384-386; Maskens to Riquet de Caraman-Chimay, Cairo, 22 March 1889.

⁴⁶ *L'Indépendance belge*, 9 February 1889, p. 3; “L'Expédition Wissmann”, *Journal de Bruxelles*, 27 February 1889, p. 1.

⁴⁷ Camille Coquilhat to Leopold II, Cairo, 23 January 1890, Belgian Royal Palace Archives, Goffinet Fund, 970; «Avant-projet de projet (sic) de contrat avec Stanley», [ca. 1890], Belgian Royal Palace Archives, Goffinet Fund, 865; Coquilhat to Leopold II, Cairo, 2 January 1890, Belgian Royal Palace Archives, Goffinet Fund, 970; Coquilhat to Leopold II, Cairo, 16 January 1890, Belgian Royal Palace Archives, Goffinet Fund, 970.

⁴⁸ Coquilhat to Leopold II, 16 January 1890, Belgian Royal Palace Archives, Goffinet Fund, 970.

⁴⁹ Leopold II to Henry Morton Stanley, 31 January 1890, Royal Museum for Central Africa, Stanley Archives, 673. Stanley seemingly started to collect this information right away, see [Mu]ster Roll of Sudanese Engaged Jan 1887, [Cairo], [c. 1890], Royal Museum for Central Africa, Stanley Archives, 4803.

the Foreign Office that Wissmann had arrived in Cairo again for a new recruitment mission in order to prepare for an expedition in the south of German East Africa. The latter's *Sudanese Company* had showed their "*endurance and spirit of discipline*" during the successful campaign against the Coastal Rebellion which took away all possible doubts about their willingness to fight against fellow Muslims⁵⁰. In the spring of 1890 there was no more debate whether the Congo Free State wanted to shop on what Massimo Zaccaria accurately called "*a transnational market for military work*"⁵¹. The only question left was how Leopold II would convince the British colonial administration in Egypt to strike such a deal.

The Sudanese Legion Takes Form

A crucial factor in Leopold II's ability to proceed with his Sudanese plan was the sense of transimperial cooperation that characterised the international diplomatic context around 1890. Most importantly, the Belgian King could profit from the momentum that had surged around the anti-slavery question. In this atmosphere, a common enemy in the guise of the much-demonised "Arab slave trade" had already inspired an imperial entente between the British and German empires along a shared humanitarian agenda⁵². This context had allowed Wissmann to recruit his Sudanese soldiers⁵³. Encouraged by Robert Gascoyne-Cecil, 3rd Marquess of Salisbury, and Hussey Vivian, 3rd Baron Vivian, respectively, British Foreign Minister and ambassador in Brussels, the Belgian government was convinced to host an international Anti-Slavery Conference between November 1889 and July 1890⁵⁴. Even though the imperial powers all tried to instrument the internationalist anti-slavery momentum for their own imperial agendas, the intensification of diplomatic contact also served as a platform for transimperial cooperation⁵⁵. Ultimately, Leopold II decided to cash in the international diplomatic credit earned by hosting the Anti-Slavery Conference. In May 1890, he contacted

⁵⁰ BÜCKENDORF 1997, pp. 403-410; BÜHRER 2017, p. 74; Maskens to Riquet de Caraman-Chimay, Cairo, 2 March 1890, Belgian Ministry of Foreign Affairs Archives, AFRI (439).

⁵¹ ZACCARIA 2023, p. 259.

⁵² UNANGST 2020, pp. 805-825.

⁵³ BADE 1977, pp. 31-58; CHERIAU 2021.

⁵⁴ MULLIGAN 2013, pp. 164-165.

⁵⁵ MIERS 1975, pp. 207-214.



Illustration 3. *The so-called "crusade" against Arab slavery, a unifying force in imperial diplomacy, 1888, in «The New Crusade, and the Five Champions of Christendom», Punch, or the London Charivari 95, 11 August 1888, p. 70.*

Lord Salisbury with a request to recruit Sudanese mercenaries on the account of the Congo Free State⁵⁶.

Leopold II's initiative was received very lukewarmly at the Belgian legation in Cairo. Already during the stay of Coquilhat and Stanley in Cairo, Maskens

⁵⁶ Hussey Vivian, 3rd Baron Vivian to van Eetvelde, Brussels, 16 May 1890, Belgian State Archives-Joseph Cuvelier Repository, AEI (212).

had shown little sympathy for the King's Congolese agents, but now he really showed to be frustrated with the project⁵⁷. In a private letter to the King's confidante Constant Goffinet, he criticised not only the exorbitant costs but also the timing of the initiative. To Maskens, a member of a Brussels banking clan with extensive interests in the *Société Générale de Belgique*, the ongoing negotiations over a Belgian-Egyptian commercial convention had absolute priority⁵⁸. "Who had been able to give this idea to the King?", Cocquilhat or even Stanley, he asked Goffinet⁵⁹. As Maskens had close ties with the British colonial leadership, and despite his personal reservations and priorities, the Belgian minister resident had no choice but to obey Leopold II⁶⁰. Lord Salisbury from his part had in the meantime instructed British consul-general Lord Cromer to set the plan in motion⁶¹. The commercial negotiations with Egypt, Maskens priority up until then, were stalled and would eventually only be concluded in June 1891⁶². Due to his status as double sovereign, the Belgian King could turn the loyalty switch of his diplomats and have them act in service of the Belgian or Congo Free State. In the summer of 1890, Maskens' switch was put on Congo modus.

According to Maskens, Lord Cromer threw his full political weight behind his request at the address to Riaz Pasha and Sirdar of the Anglo-Egyptian troop Francis, 1st Baron Grenfell, to obtain the approval from the Egyptian government. As Eve M. Troutt Powell demonstrated, decade-old sympathies within the Egyptian nationalist leadership and intelligentsia for anti-slavery efforts and the subjugation of Sudan platformed in this regard collaboration between the British colonial administration and the Egyptian authorities⁶³. Nevertheless, if they wanted to rely on the services of Colonel Charles Schaefer Bey who was in charge of the government's Department of Slavery Repression and had previously assisted Wissmann, things had to go fast⁶⁴. Given his close ties with the British administration and wide-ranging experience in the matter, Schaefer's assistance was crucial⁶⁵. Following the advice of British ambassador Vivian and Maskens, *Force Publique* commander Henri Avaert was

⁵⁷ Cocquilhat to Leopold II, Cairo, 8 February 1890, Belgian Royal Palace Archives, Goffinet Fund, 970.

⁵⁸ DE BELDER 1973, pp. 420-423.

⁵⁹ Maskens to Constant Goffinet, Cairo, 18 May 1890, Belgian Royal Palace Archives, Goffinet Fund, 217.

⁶⁰ HUSKENS 2023, pp. 463-466.

⁶¹ Hussey Vivian, 3rd Baron Vivian to van Eetvelde, Brussels, 16 May 1890, Belgian State Archives-Joseph Cuvelier Repository, AEI (212).

⁶² HUSKENS 2023, pp. 398-399; RAHIMLOU 1988, pp. 118-119.

⁶³ TROUTT POWELL 2003.

⁶⁴ Maskens to Goffinet, Cairo, 18 May 1890, Belgian Royal Palace Archives, Goffinet Fund, 448.

⁶⁵ TROUTT POWELL 2003, pp. 152-153.

dispatched to Cairo on 30 May 1890⁶⁶. While Maskens prepared the mission with Schaefer, he received disturbing news⁶⁷. A considerable part of the eligible men were working at the Lower Aswan Dam construction site or irrigation works elsewhere and could not possibly be enlisted⁶⁸. Moreover, the Imperial British East Africa Company was recruiting Sudanese mercenaries, and they were given priority over the Free State⁶⁹. Ultimately, Avaert could only head to the port of Alexandria in early August instead of mid-June⁷⁰. Via secretary at the Belgian consulate-general, Maurice Joostens, Avaert obtained the necessary permissions to leave Egypt⁷¹. Again, the local governor was ordered to “*close his eyes*” and 206 Sudanese recruits who had signed a five-year contract boarded *La Seyne* of the *Messageries Maritimes*⁷².

The overall picture of the course of the *Mission Avaert* demonstrates how Leopold II orchestrated an interplay between the different types of actors at his disposal. As for the recruitment and transport of the troops, the Free State administration was not dependent on someone as Stanley who was experienced in hiring Sudanese mercenary troops. Belgian diplomats in Egypt took care of the practical arrangements together with the British military-diplomatic and Egyptian civil authorities. The diplomatic centre of gravity, making possible the recruitment of the Sudanese mercenaries, was first and foremost situated in Europe. There, late 19th-century anti-slavery internationalism had not merely acted as a common ground for European empires to develop a shared vocabulary on the West’s civilising mission as Daniel Laqua noted, but also gave root to transimperial collaboration on the ground in Egypt⁷³. As such, the origins of the *Force Publique*’s Sudanese contingent as an outcome of the

⁶⁶ Hussey Vivian, 3rd Baron Vivian to van Eetvelde, Brussels, 16 May 1890, Belgian State Archives-Joseph Cuvelier Repository, AEI (212); BSA-DJC, AEI (212), minute of van Eetvelde to Hussey Vivian, 3rd Baron Vivian, Brussels, 22 May 1890, Belgian State Archives-Joseph Cuvelier Repository, AEI (212); COOSEMANS & JADOT 1958.

⁶⁷ Minute of van Eetvelde to Riquet de Caraman-Chimay, Brussels, 29 May 1890, Belgian State Archives-Joseph Cuvelier Repository, AEI (212).

⁶⁸ MARCHAL 1996, pp. 97-100.

⁶⁹ Maskens to van Eetvelde, Cairo, 31 May 1890, Belgian State Archives-Joseph Cuvelier Repository, AEI (212).

⁷⁰ Minute of a telegram by van Eetvelde to Maskens, Brussels, 29 May 1890, Belgian State Archives-Joseph Cuvelier Repository, AEI (212).

⁷¹ Maskens to Goffinet, Cairo, 18 May 1890, Belgian Royal Palace Archives, Goffinet Fund, 448; Maurice Joostens to Riaz Pacha, Alexandria, 21 July 1890, Dar al-Wathaiq al-Qawmiyya, Majlis al-Nuzzar wa-I-Wuzara 0075-031561-2-29-2.

⁷² Maurice Joostens to Riquet de Caraman-Chimay, Alexandria, 9 August 1890; Belgian Ministry of Foreign Affairs Archives, AFRI (439); “Soldats Soudanais pour le Congo”, *L’Indépendance belge*, 9 August 1890, p. 2.

⁷³ LAQUA 2011.

perceived threat of Arab slavery and Mahdism is a textbook reflection of what Beatrice de Graaf, Ozan Ozavci and Erik de Lange called the “*transimperial security culture*”⁷⁴. Both transimperial ideological concepts and personal and diplomatic networks allowed the Belgian colonial leadership to tap into this shared frame of reference to strengthen their military capacities and pursue their imperial interests in the Congo Free State.

The Congolese Fate of the *Mission Avaert*

On a grand total of *La Seyne*'s 368 passengers, the presence of 200 Sudanese recruits did not go unnoticed. Shortly after departure, a first incident occurred as one of the soldiers threw himself overboard and tried to reach the quays of Alexandria⁷⁵. Moreover, the contingent made a lasting impression through their appearance in “*long white tunics*”, “*knickerbocker pants*”, “*fezzes*” and “*babouche slippers*”⁷⁶. Upon their arrival, the Sudanese soldiers were transferred to the *Taygète* of the *Compagnie Fraissinet* on which special bunkers were prepared⁷⁷. Awaiting their departure, a crowd of curious people observed their daily habits⁷⁸. Avaert, who had been in charge together with a few Sudanese under-officers until now, in the meantime, handed over his command to Lieutenant Pierre Ponthier⁷⁹. The Ponthier detachment would act as the avant-garde of the new Van Kerckhoven mission, whose ultimate goal was to occupy Wadelai, the former station of Emin Pasha at the White Nile in current-day Uganda⁸⁰.

In the meantime, Leopold II prepared the future of the Sudanese contingent. In his report on the mission Avaert, Joostens had after all concluded that additional recruitments from which “*colonisation would only profit*” were definitely possible in the future⁸¹. A perfect opportunity to discuss the topic arose with the visit of Egyptian princes Abbas and Mohamed Ali Tewfik to Belgium. Both students of the *Theresianum* in Vienna, they broadened their

⁷⁴ DE GRAAF, OZAVCI & DE LANGE 2024, p. 4.

⁷⁵ “Arrivée du Paquebot ‘La Seyne’”, *Le Petit Provençal*, 8 August 1890, p. 2.

⁷⁶ “Soldats Soudanais pour le Congo”, *L’Indépendance belge*, 9 August 1890, p. 2.

⁷⁷ “Le Port”, *Le Sémaphore de Marseille*, 8 August 1890, pp. 1-2; “Envoi de soldats soudaniens au Congo belge”, *Le Soleil*, 3 August 1890, p. 3.

⁷⁸ “À bord du ‘Taygète’”, *Le Petit Provençal*, 9 August 1890, p. 2.

⁷⁹ “Au Congo”, *Le Parisien*, 7 August 1890, p. 3.

⁸⁰ COLLINS 1962, p. 94.

⁸¹ Telegram draft by van Eetvelde to Maskens, Brussels, 29 May 1890, Belgian State Archives-Joseph Cuvelier Repository, AEI (212).

horizons and made an extensive trip through Europe in the summer of 1890⁸². After their arrival at the seaside resort of Ostend on August 15, the royal suite stayed for four days on the Belgian coast⁸³. During a lunch at the King's *Chalet Royal*, the princes were greeted by Maskens, who had helped prepare their visit⁸⁴. More importantly, Leopold II had the chance to have a conversation with Jacques de Martino Pasha, director general of Tewfik Pasha's *Daira Khassa* or Civil List and one of the Khedive's confidantes.

They discussed the Sudanese project, and through de Martino Pasha, Leopold II struck a deal with the Khedive. In order to compensate for the loss of soldiers, a yearly supply of “two or three Sudanese negroes” would be allowed⁸⁵. Commemorating the Egyptian princes' visit to Belgium and in conclusion of this Egyptian-Belgian collaboration, Van Kerckhoven and Avaert were bestowed with the titles of commander and officer in the Order of Medjidie, respectively⁸⁶. Indeed, in accordance with the deal, one additional Sudanese recruit enlisted in the *Force Publique* in 1891, 1896, 1897, 1898, 1899 and 1900⁸⁷. Nevertheless, the momentum for Sudanese mercenaries was completely before it really began. In November 1890, Sirdar of the Egyptian Army Francis Grenfell, 1st Baron Grenfell advised Egyptian War Minister Moustapha Fahmy to inform the foreign diplomatic corps that “the eager supply of Sudanese recruits is insufficient to meet the demands of the Egyptian army” and that it would no longer be “possible to comply with their demands for Sudanese recruits required for service beyond the Khedivial Dominions”⁸⁸.

Once Avaert had left Egypt, the integration of these troops into the *Force Publique* became the new priority. Secretary at the Belgian legation in Cairo, Maurice Joostens, emphasised one potential problem in particular: the absence of women. Only if women were allowed to accompany their husbands, one could be assured that the Sudanese soldiers would really become an elite force of whom its members would not desert before the end of their contract, he wrote. Yet, Avaert had only allowed “5 women and 9 children between

⁸² ABBAS HILMI II 1998, p. 60.

⁸³ “Nouvelles diverses”, *Journal de Bruges*, 15 and 16 August 1890, p. 3.

⁸⁴ “À Ostende”, *La Patrie*, 18 August 1890, p. 2; Maskens to Paul Chapelié, Ostend, 14 August 1890, Belgian Royal Palace Archives, Leopold II Cabinet, 657.

⁸⁵ Confidential note by Goffinet, Brussels, 26 November 1890, Belgian State Archives-Joseph Cuvelier Repository, AEI (212).

⁸⁶ Maskens to Goffinet, Cairo, 18 November 1890, Belgian Royal Palace Archives, Goffinet Fund, 448.

⁸⁷ FLAMENT 1952, p. 510.

⁸⁸ “Francis Grenfell, 1st Baron Grenfell to Moustapha Fahmy, Cairo, 18 November 1890”, cited in LAMOTHE 2011, p. 29.

9 and 14 years old” to join the Sudanese contingent⁸⁹. As Schaefer confirmed, Wissmann had aligned with the Anglo-Egyptian army’s strategy and allowed Sudanese women into his corps without any negative side effects⁹⁰. Indeed, during the first phase of the Mahdists War the spouses of the Sudanese soldiers were a considerable share of the British-Egyptian army’s camp followers. Providing company, satisfying sexual needs, cooking food and doing household chores, they contributed greatly to the health, morale and discipline of the Sudanese conscripts⁹¹.

Via the Belgian Foreign Ministers, the opinions of Joostens reached the Congo Free State administration and presumably also Leopold II⁹². During a series of conversations with Wissmann in Ostend in September 1890, Leopold II discussed the preparations of the Van Kerckhoven expedition⁹³. First of all, Wissmann confirmed Leopold II’s racial predispositions on the Sudanese and said that “*instructed by white under-officers and officers, they form the best troops in the world, especially against Arabs whom they hate*”⁹⁴. Even more importantly, the King claimed that “*we have to find them Sudanese women. Negresses can not serve them because they do not want to adapt to the customs of the Sudanese who make love with their wives in an unnatural way*”⁹⁵. If the Sudanese soldiers “*will miss them, they will not stay and that would be a disaster because we don’t have no other*”, Leopold wrote⁹⁶. Clearly, the Belgian King had further developed his racially motivated views on Sudanese recruits since he had been first introduced to them by Gordon a few years earlier. Nevertheless, there are no traces of Sudanese women who were transferred to Congo.

To make things even worse, the Sudanese contingent did cause trouble in Congo. Awaiting further orders in the Congolese port-city Boma, a number of them rebelled and left the *Force Publique* following a conflict with Hausa members of the Ponthier mission. In early October 1890, “5 Sudanese” were still gone missing to the great frustration of *Force Publique* commander

⁸⁹ “Le Port”, *Le Sémaphore de Marseille*, 8 August 1890, pp. 1-2; “Arrivée du Paquebot ‘La Seyne’”, *Le Petit Provençal*, 8 August 1890, p. 2.

⁹⁰ Maurice Joostens to Riquet de Caraman-Chimay, Alexandria, 9 August 1890, Belgian Ministry of Foreign Affairs Archives, AFRI (439).

⁹¹ LAMOTHE 2011, pp. 78-89.

⁹² Auguste Lambermont to van Eetvelde, Brussels, 1 September 1890, Belgian State Archives-Joseph Cuvelier Repository, AEI (212).

⁹³ An ephemeral account of the Leopold II-Wissmann relation can be found in LUWEL 1993.

⁹⁴ Leopold II to Théophile Wahis, Ostend, 5 September 1890, AfricaMuseum Archives, HA.01.0202.54.

⁹⁵ Leopold II to Théophile Wahis, Ostend, 5 September 1890, AfricaMuseum Archives, HA.01.0202.56.

⁹⁶ Leopold II to Théophile Wahis, Ostend, 7 September 1890, AfricaMuseum Archives, HA.01.0202.56.

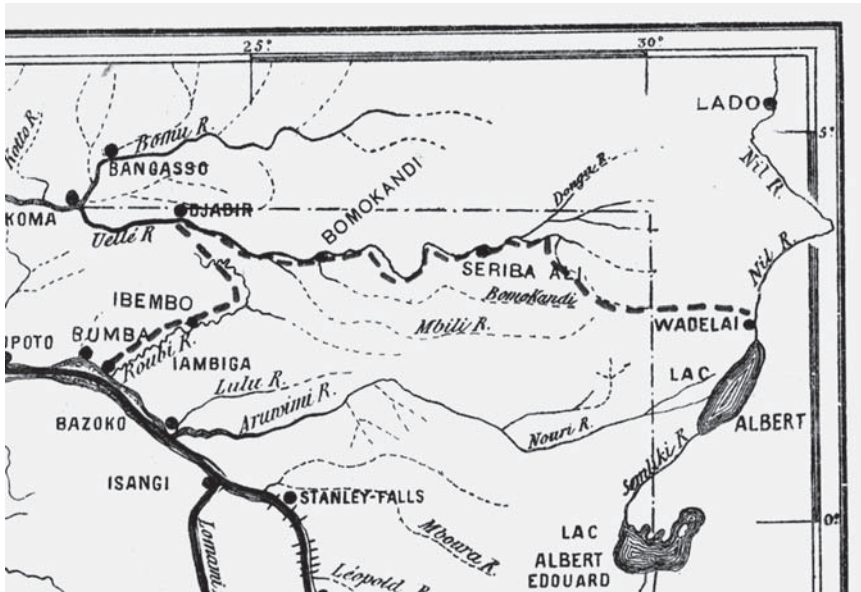


Illustration 4. Trajectory of the Van Kerckhoven expedition on a contemporary map, in *Le Mouvement Géographique: journal populaire des sciences géographiques illustré de cartes, plans et gravures* 9(23), 2 October 1892, to face p. 106.

Léon Van de Putte⁹⁷. By March 1892, only 107 Sudanese soldiers were still in service, with considerable units of 44 and 39 soldiers attached to the Boma headquarters and the Van Kerckhoven expedition, respectively⁹⁸. From thereon, the traces of the Sudanese contingent become only more opaque. Possibly, Van Kerckhoven used them to act as intermediaries to enter into contact with former soldiers of Emin Pasha or the Egyptian government and convince them to join the *Force Publique* as he had foreseen while preparing the mission⁹⁹. In April 1894, one sole Sudanese soldier participated in the failed punitive expedition of Emile Christiaens to the Azande chieftain Bili¹⁰⁰.

⁹⁷ Léon Van de Putte to Coquilhat, Boma, 7 October 1890, AfricaMuseum Archives, HA.01.0202.69.

⁹⁸ "État numérique par poste et par contingent de l'effectif au 1^{er} mars 1892", 1 March 1892, AfricaMuseum Archives, HA.01.0202.142.

⁹⁹ Copy of a plan by Willem Frans Van Kerckhoven, Brussels, 30 May 1890, AfricaMuseum Archives, HA.01.0202.130, notes by Van Kerckhoven, Ostend, 10 September 1890, AfricaMuseum Archives, HA.01.0202.135.

¹⁰⁰ FLAMENT 1952, p. 305.

One thing is clear: the Sudanese legion had become one of the smallest foreign-recruited contingents, was completely scattered across Congo and the dream of a Sudanese elite force in the *Force Publique* had not come true.

Conclusion

At the end of September 1892, the avant-garde of a Congolese expedition commanded by Jules Alexandre Milz reached the Nile at Bora, a former station of Emin Pasha located roughly 40 kilometres north of Wadelai. Leopold II seemingly realised his Sudanese dream, but in fact he only limitedly reached his goals¹⁰¹. Whereas an initial Anglo-Congolese agreement in 1894 granted him a lease over the Bahr el-Ghazal and the left bank of the Nile between Fashoda and Lake Albert, a second French-Congolese agreement in the same year significantly reduced his acquisitions. In the end, only the small so-called Lado Enclave was internationally recognised as a personal bail ceded by the British authorities to Leopold II. Logistical difficulties, a continued diplomatic zigzag between the Congo Free State and the British Empire, and its complex legal status turned the Lado enclave into a geopolitical bargaining chip rather than a terrain for sustainable colonial presence. Upon Leopold II's death in 1909, the British colonial administration assumed control over the territory, attached it to the Anglo-Egyptian condominium in Sudan and definitively made an end to Belgian colonial aspirations in the region¹⁰².

The importance of the Upper Nile and Sudanese question for the history of Leopoldian imperialism in Central Africa remains underappreciated in Belgian and international historiography. This chapter assessed the role of Egypt as a platform for the formulation and execution of Leopoldian imperialism in Central Africa. Belgian diplomats in Egypt doubled as agents of the Congo Free State as Viaene described, but not on a strategic level as their counterparts in Europe. Instead, Belgian diplomats in Egypt were part of a more intricate practical chain of operations that included Congo Free State agents and implied cooperation with British and Egyptian diplomats, politicians, and officials. This *modus operandi*, but also the continued initiatives of Leopold II to discuss the project with other actors across the borders of empires, enriches our understanding of the practical and ideological features of the Sudanese question from a transimperial perspective.

¹⁰¹ COLLINS 1962, pp. 94-96.

¹⁰² COLLINS 1960.

Traditionally perceived as an archetypal example of imperial conflict, the struggle over Sudan appears as a platform for imperial cooperation as well¹⁰³. Not unlike other “*tools of empire*”, this chapter demonstrated how Sudanese conscripts were “*shared tools*” in a context of imperial rapprochement at the height of the anti-slavery momentum in 1890¹⁰⁴. Through diplomatic and personal contact with some of the most influential actors in late 19th-century imperialism, such as Charles George Gordon, Lord Salisbury, Lord Kitchener and Hermann Wissmann, Leopold II aligned with ruling imperial ideological concepts. Together with officials from the Congo Free State and the Cairo diplomatic-political scene, the Belgian King tapped from, adhered to and contributed to the imperial cloud of racial predispositions about the Sudanese as a martial race. The chapter contributes in this sense to the re-appreciation of “*the wide-ranging field of colonial violence and military action*” as an arena of “*inter-imperial encounters*”¹⁰⁵.

In sum, this chapter aims to inspire future research on the relevance of Belgium’s other non-Western diplomatic postings for Leopold II’s colonial project, the reliance on other non-Western actors by the Congo Free State or the international influences on the King’s imperial thinking. As my perspective has predominantly been that of the Belgian colonial and diplomatic apparatus, several aspects of the *Force Publique*’s Sudanese contingent still remain unacknowledged. Future research in British, French and German archives from the emerging perspective of securitisation can shed a new light on how transimperial responses to “*Arab slavery*” fostered other forms of collaboration between empires¹⁰⁶. Such an approach would provide new insights into the occupation of the easternmost corners of the Congo Free State as a result of a transimperial attempt to pacify and oppress the region rather than a purely Belgian colonial project. The role of the Egyptian government and officials as well as the position of the Ottoman Empire in this effort is a promising avenue of additional research and could help connect the historiography of Belgian imperialism with the growing attention for non-European empires¹⁰⁷.

Even more importantly, the presence of this Sudanese contingent calls for further bottom-up research into the *Force Publique* as a multi-ethnic mercenary colonial army. What motivated the Sudanese recruits to enlist? What

¹⁰³ FICHTER 2019, p. 11.

¹⁰⁴ MACKENZIE 2015, p. 39.

¹⁰⁵ BARTH & CVETKOVSKI 2015, p. 13; MENGER 2025 demonstrates the continued relevance of this transimperial perspective.

¹⁰⁶ DE GRAAF, OZAVCI & DE LANGE 2024.

¹⁰⁷ CHEHABI & MOTADEL 2024.

were their daily life experiences once they arrived in Congo? What kind of relations did they have with the other foreign and local Congolese recruits? Did their presence influence the racial dispositions of the colonial administration? What do the conflicts between the different mercenary groups in the *Force Publique* tell us about early anti-colonial resistance? A deep dive into the Belgian colonial archives that includes the recently rediscovered papers of the colonial military courts as well as further research in the National Records Office in Khartoum and the Dar al-Wathaiq al-Qawmiyya in Cairo could help answer these questions¹⁰⁸. Thus, the Egyptian and Sudanese actors connected to the colonisation of Central Africa and the establishment of the Congo Free State would be put at the forefront of the narrative. Certainly, the historiography of Belgian imperialism would benefit from such an approach that provides a global perspective in the true sense of the word.

Bibliography

- ABBAS HILMI II, *The Last Khedive of Egypt: Memoirs of Abbas Hilmi II*, EL-AZHARY SONBOL Amira (ed), New York, Ithaca Press, 1998.
- ARZEL Lancelot, “Souverainetés et impérialismes dans les royaumes zande du Nord-Congo des années 1860 aux années 1900. Alliances, collaborations et résistances”, *Revue d’histoire du XIX^e siècle. Société d’histoire de la révolution de 1848 et des révolutions du XIX^e siècle* 59, 2019, pp. 95-119.
- BADE Klaus J., “Antisklavereibewegung in Deutschland Und Kolonialkrieg in Deutsch-Ostafrika 1888-1890: Bismarck Und Friedrich Fabri”, *Geschichte Und Gesellschaft* 3(1), 1977, pp. 31-58.
- BARTH Volker, CVETKOVSKI Roland, “Introduction – Encounters of Empires: Methodological Approaches”, in BARTH Volker, CVETKOVSKI Roland (eds), *Imperial Co-Operation and Transfer, 1870-1930: Empires and Encounters*, London, Bloomsbury Academic, 2015, pp. 3-34.
- BÜCKENDORF Jutta, “Schwarz-weiss-rot über Ostafrika!”: *deutsche Kolonialpläne und afrikanische Realität*, Münster, LIT Verlag, 1997.
- BÜHRER Tanja, “Muslim Askaris in the Colonial Troops of German East Africa, 1889-1918”, in BOUGAREL Xavier, BRANCHE Raphaëlle, DRIEU Cloé (eds), *Combatants of Muslim Origin in European Armies in*

¹⁰⁸ HENRIET, LAURO & JUSTE 2023.

the Twentieth Century: Far From Jihad, London, Bloomsbury Academic, 2017, pp. 71-93.

CEULEMANS R.R.P., *La Question arabe et le Congo*, Brussels, Royal Academy for Overseas Sciences, 1959.

CHEHABI Houchang E., MOTADEL David (eds), *Unconquered States: Non-European Powers in the Imperial Age*, Oxford, Oxford University Press, 2024.

CHERIAU Raphaël, “The 1889 Zanzibar Blockade: An International Humanitarian Intervention or an Apogee of Imperialism?”, in *Imperial Powers and Humanitarian Interventions. The Zanzibar Sultanate, Britain, and France in the Indian Ocean, 1862-1905*, Abingdon-New York, Routledge, 2021, pp. 134-150.

COLLINS Robert O., “The Transfer of the Lado Enclave to the Anglo-Egyptian Sudan, 1910”, *Zaire. Revue congolaise* 14(2-3), 1960, pp. 193-210.

COLLINS Robert O., *The Southern Sudan, 1883-1898: A Struggle for Control*, New Haven, Yale University Press, 1962.

COLLINS Robert O., *King Leopold, England, and the Upper Nile, 1899-1909*, New Haven, Yale University Press, 1968.

COOSEMANS Marthe, JADOT Jean-Marie, “Avaert (Henri Michel Eugène)”, in *Biographie Coloniale Belge*, vol. 5, Brussels, Royal Academy for Overseas Sciences, 1958, pp. 20-24.

CORNET René-Jules, “Les instructions du Roi Léopold II au Général Gordon”, *La Revue coloniale belge* 3, 1947, pp. 419-421.

DE BELDER Jos, “De sociale oorsprong van de Brusselse goeode burgerij van 1914 (2^e deel)”, *Belgisch Tijdschrift voor Nieuwste Geschiedenis* 4, 1973, pp. 393-427.

DE GRAAF Beatrice, OZAVCI Ozan, DE LANGE Erik (eds), *Securing Empire: Imperial Cooperation and Competition in the Nineteenth Century*, London, Bloomsbury Academic, 2024.

DONNY Albert (ed), *L'art militaire au Congo*, extract of *Manuel du voyageur et du résident au Congo*, Société d'études coloniales, Brussels, Muquardt, 1897.

DRAPER Mario, “The Force Publique's Campaigns in the Congo-Arab War, 1892-1894”, in LAWRENCE Mark (ed), *Insurgency and Counterinsurgency in the Nineteenth Century. A Global History*, Abingdon; New York, Routledge, 2020, pp. 1020-1039.

- FICHTER James R., “Britain and France, Connected Empires”, in FICHTER James R. (ed), *British and French Colonialism in Africa, Asia and the Middle East: Connected Empires across the Eighteenth to the Twentieth Centuries*, Cham, Springer International Publishing, 2019, pp. 1-15.
- FLAMENT F., *La Force publique de sa naissance à 1914. Participation des militaires à l’histoire des premières années du Congo*, Brussels, Royal Academy for Overseas Sciences, 1952.
- GALBRAITH John Semple, “Gordon, Mackinnon, and Leopold: The Scramble for Africa, 1876-84”, *Victorian Studies* 14(4), 1971, pp. 369-388.
- GALBRAITH John Semple, *Mackinnon and East Africa, 1878-1895*, Cambridge, Cambridge University Press, 1972.
- GAUTREAU Charles, “La place des soldats indigènes dans la Force publique dans les premiers temps de l’État indépendant du Congo (1885-1900)”, *Revue Historique des Armées* 306(3), 2022, pp. 20-32.
- HEADRICK Daniel R., *The Tools of Empire: Technology and European Imperialism in the Nineteenth Century*, Oxford, Oxford University Press, 1981.
- HEDINGER Daniel, HEÉ Nadin, “Transimperial History – Connectivity, Cooperation and Competition”, *Journal of Modern European History* 16(4), 2018, pp. 429-452.
- HENRIET Benoît, LAURO Amandine, JUSTE Renaud, “Archives of Military Courts in Colonial Congo: New Sources for the History of Violence and Agency in Central Africa”, *History in Africa. A Journal of Debates, Methods, and Source Analysis* 50, 2023, pp. 259-274.
- HOLT Peter Malcolm, *The Mahdist State in the Sudan 1881-1898: A Study of Its Origins, Development and Overthrow*, Nairobi, Oxford University Press, 1979.
- HUSKENS Gert, *The Lion and the Sphinx: An Entangled History of Belgian Diplomacy in Egypt, 1830-1914*, PhD thesis, Université libre de Bruxelles and Ghent University, 2023.
- JONGHE Edouard de, “Gordon Pacha au service de Léopold II”, *Bulletin des Séances de l’Institut royal colonial belge* 8(2), 1937, pp. 332-346.
- KAMISSEK Christoph, KREIENBAUM Jonas, “An Imperial Cloud? Conceptualising Interimperial Connections and Transimperial Knowledge”, *Journal of Modern European History* 14(2), 2016, pp. 164-182.
- LAMOTHE Ronald M., *Slaves of Fortune: Sudanese Soldiers and the River War, 1896-1898*, Rochester, Boydell & Brewer, 2011.

- LAQUA Daniel, "The Tensions of Internationalism: Transnational Anti-Slavery in the 1880s and 1890s", *The International History Review* 33(4), 2011 pp. 705-726.
- LUWEL Marcel, *König Leopold II. und Hermann von Wissmann Beispiele eines vertrauensvollen Zusammenwirkens (1883-1896)*, Greifenstein, Traditionsverb. Ehem. Schutz- und Überseetruppen, 1993.
- LODHI Abdulaziz Y., "The Baluchi of East Africa: Dynamics of Assimilation and Integration", *The Journal of the Middle East and Africa* 4(2), 2013, pp. 127-134.
- LOTAR R.P.L., *La grande chronique de l'Ubangi: suivant la collection du Mouvement géographique, la Revue de la Société de géographie de Bruxelles, l'Afrique française, etc., etc., et des documents inédits déposés aux Archives de l'Institut, ou en possession personnelle de l'auteur*, Brussels, Royal Academy for Overseas Sciences, 1937.
- LUFFIN Xavier, "The Use of Arabic as a Written Language in Central Africa: The Case of the Uele Basin (Northern Congo) in the Late Nineteenth Century", *Sudanic Africa* 15, 2004, pp. 145-177.
- LUFFIN Xavier, "Arabic and Swahili Documents from the Pre-Colonial Congo and the EIC (Congo Free State, 1885-1908): Who Were the Scribes? Islamic Manuscript Cultures in Sub-Saharan Africa", in BRIGAGLIA Andrea, NOBILI Mauro (eds), *The Arts and Crafts of Literacy. Islamic Manuscript Cultures in Sub-Saharan Africa*, Berlin; Boston, De Gruyter, 2017, pp. 279-298.
- MACKENZIE John M., "European Imperialism: A Zone of Co-Operation Rather than Competition?", in BARTH Volker, CVETKOVSKI Roland (eds), *Imperial Co-Operation and Transfer, 1870-1930: Empires and Encounters*, New York, Bloomsbury Academic, 2015, pp. 35-56.
- MANTUBA-NGOMA Mabilia, *Les soldats de Bula Matari (1885-1960): Histoire sociale de la Force Publique du Congo belge*, Kinshasa, Éditions Culturelles africaines, 2019.
- MARCHAL Jules, *L'État libre du Congo: paradis perdu. L'histoire du congo, 1876-1900*, vol. 1, Borgloon, Paula Bellings, 1996.
- MARECHAL Philippe, *De "Arabische" campagne in het Maniema-gebied (1892-1894): situering binnen het kolonisatieproces in de onafhankelijke Congostaat*, PhD thesis, Ghent University, 1988.
- MENGER Tom, *The Colonial Way of War. Violence and Colonial Warfare in the British, German and Dutch Empires, c.1890-1914*, Cambridge University Press, 2025.

- MIERS Suzanne, *Britain and the Ending of the Slave Trade*, New York, Africana Publishing Corporation, 1975.
- MOORE-HARELL Alice, "Slave Trade in the Sudan in the Nineteenth Century and Its Suppression in the Years 1877-80", *Middle Eastern Studies* 34(2), 1998, pp. 113-128.
- MOORE-HARELL Alice, *Egypt's African Empire: Samuel Baker, Charles Gordon, and the Creation of Equatoria*, Brighton, Sussex Academic Press, 2010.
- MULLIGAN William, "The Anti-Slave Trade Campaign in Europe, 1888-90", in MULLIGAN William, BRIC Maurice (eds), *A Global History of Anti-Slavery Politics in the Nineteenth Century*, London, Palgrave Macmillan, 2013, pp. 149-170.
- RAHIMLOU Youssef, "Aspects de l'expansion belge en Égypte sous le régime d'occupation britannique (1882-1914)", *Civilisations* 38(1), 1988, pp. 101-178.
- SALMON Pierre, "La mission politique de Jérôme Becker auprès de Tippu Tip (1888-1889)", in WYMEERSCH Patrick (ed), *Liber amicorum Marcel d'Hertefeldt: antropologische opstellen = essais anthropologiques = anthropological essays*, Brussels, Institut africain, 1993, pp. 243-254.
- SANDERSON George Neville, "The European Powers and the Sudan in the Later Nineteenth Century", *Sudan Notes and Records* 40, 1959, pp. 79-100.
- SANDERSON George Neville, *England, Europe, & the Upper Nile, 1882-1899: A Study in the Partition of Africa*, Edinburgh, Edinburgh University Press, 1965.
- SHIBEIKA Mekki, *British Policy in the Sudan, 1882-1902*, London; New York, Oxford University Press, 1952.
- STAPLETON Timothy, *West African Soldiers in Britain's Colonial Army (1860-1960)*, Rochester, Boydell & Brewer, 1952.
- STENGERS Jean, "Une facette de la question du Haut-Nil: le mirage soudanais", *The Journal of African History* 10(4), 1969, pp. 599-622.
- TROUTT POWELL, Eve M., *A Different Shade of Colonialism. Egypt, Great Britain, and the Mastery of the Sudan*, Berkeley, University of California Press, 2003.
- UNANGST Matthew, "Manufacturing Crisis: Anti-Slavery 'Humanitarianism' and Imperialism in East Africa, 1888-1890", *The Journal of Imperial and Commonwealth History* 48(5), 2020, pp. 805-825.

- VIAENE Vincent, "King Leopold's Imperialism and the Origins of the Belgian Colonial Party, 1860-1905", *The Journal of Modern History* 80(4), 2008, pp. 741-790.
- WESSELING Henk, *Divide and Rule: The Partition of Africa, 1880-1914*, London, Praeger, 1996.
- WISMANN Hermann von, *Im Innern Afrikas: Die Erforschung des Flusses Kasai*, BÜHRER Tanja (ed), Leipzig, Edition Erdmann, 2013.
- ZACCARIA Massimo, "Bāsh-Būzūq and Artillery Men: Sudan, Eritrea and the Transnational Market for Military Work (1885-1918)", in VEZZADINI Elena, SERI-HERSCH Iris, REVILLA Lucie, POUSSIER Anael, ABDUL JALIL Mahassin (eds), *Ordinary Sudan, 1504-2019. From Social History to Politics from Below*, Africa in Global History, vol. 6, Berlin-Boston, De Gruyter, 2023, pp. 237-264.

Fabio Rossinelli, Ambroise Katambu Bulambo

**La Croix-Rouge au Congo,
un dessein belgo-suisse
d'impérialisme collaboratif (1888-1908)**

L'histoire de l'exploration et de la colonisation léopoldienne en Afrique centrale (1876-1885) a souvent été analysée comme une histoire *sui generis* : celle d'un roi, Léopold II, et d'un pays, la Belgique, de taille modeste mais économiquement compétitif qui ont fait preuve d'astuce – d'abord sur le terrain de la philanthropie, puis dans le domaine juridique et diplomatique – pour constituer un véritable empire, rivalisant ainsi avec les puissances coloniales européennes. Ces rivalités, notamment avec la France, la Grande-Bretagne et le Portugal, ont retenu une grande attention, qu'il s'agisse de la compétition entre Brazza et Stanley pour l'appropriation territoriale ou des stratégies politiques ayant conduit, en marge de la Conférence de Berlin, à la reconnaissance formelle du futur État indépendant du Congo (1885-1908)¹.

En revanche, beaucoup moins d'attention a été accordée au versant de coopération et de collaboration que Léopold II et son cercle de collaborateurs belges ont trouvé auprès de pays situés aux confins des empires. Avec ce chapitre, nous nous intéressons au cas de la Suisse². État neutre, le rôle helvétique vis-à-vis

¹ Voir par exemple : FÖRSTER, MOMMSEN, ROBINSON 1988 ; STENGERS 1989 ; WESSELING 1996. Bien sûr, d'autres aspects ont été étudiés : pour une synthèse historiographique, voir VANTHEMSCHE 2006.

² Depuis quelques années, l'attention portée sur le passé colonial de ce pays sans colonies n'a cessé de croître. Pour une synthèse historiographique, voir KREIS 2023.

du Congo léopoldien a été analysé sous l'angle des rapports bilatéraux, de l'émigration coloniale et des sociétés de géographie³. Dans ce contexte, le juriste-philanthrope genevois Gustave Moynier (1826-1910) a été identifié comme un fidèle allié de Léopold II⁴. Cofondateur et président pendant des décennies du Comité international de la Croix-Rouge (CICR), son rôle dans cette institution par rapport au projet du roi des Belges en Afrique centrale reste cependant ignoré⁵. Par ailleurs, aucune étude historique n'existe sur l'Association congolaise et africaine de la Croix-Rouge (ACACR), active entre 1888 et 1908⁶.

Grâce aux sources manuscrites et imprimées que nous avons consultées à Genève et à Bruxelles, nous examinerons la fondation de l'ACACR et sa reconnaissance par le CICR. Loin de se limiter à développer un cas d'étude spécifique, cette contribution, s'inscrivant dans les approches de la *global microhistory* et de la *transimperial history*, montrera plus largement comment les rivalités entre empires ont créé des espaces et des opportunités pour des intermédiaires européens qui, à l'instar de la Suisse, ont été parties prenantes d'une histoire impériale à la fois globale et collaborative⁷.

La Croix-Rouge et l'Afrique centrale, une union visée depuis 1876

La Conférence géographique de Bruxelles, tenue en septembre 1876, marque le début concret du projet expansionniste de Léopold II en Afrique centrale. Le texte d'invitation regorge de termes comme « *rencontre fraternelle et humanitaire* », « *idée civilisatrice* », « *charitable* » ou encore « *philanthropique* » ; l'objectif déclaré est d'établir un programme exploratoire et antiesclavagiste au cœur du continent africain par la création de « *stations hospitalières, scientifiques et pacificatrices* »⁸. Tout semble ainsi orienté vers la bienfaisance. Par ailleurs, durant la Conférence, l'économiste belge Émile de Laveleye (1822-1892) – ardent défenseur de la cause de son

³ Voir par exemple : BERGUER 1958 ; MINDER 1994 ; ROSSINELLI 2022 ; RENTSCH 2023.

⁴ ETEMAD 2022.

⁵ WIRZ 1998.

⁶ En traçant quelques contours DUCHESNE 1965, pp. 70-75, MICHIELS 2000, pp. 16-34, et ROSSINELLI 2022, pp. 564-567.

⁷ Sur ces conceptions et approches, voir HEDINGER, HÉE 2018 ; GHOBRIAL 2019 ; SCHÄR, TOIVANEN 2025.

⁸ Lettre d'invitation de Léopold II à la Conférence géographique de Bruxelles, juillet 1876, Archives du Ministère des Affaires étrangères à Bruxelles (AMAE), Fonds diplomatiques, AFRI (4), annexe au document 3. Pour une analyse détaillée de l'invitation, voir ROEYKENS 1956, pp. 25-47.

roi⁹ – exprime son souhait de « voir le drapeau de la Croix-Rouge placé sur tous les postes » à créer en terres africaines¹⁰. Et lorsque l'Association internationale africaine (AIA), issue de l'événement bruxellois, devient opérationnelle, la presse britannique la décrit, en novembre 1876, comme visant à être « *something like the Red Cross Society* »¹¹.

La Croix-Rouge est indubitablement bien connue en Occident à cette époque. Associée à la Suisse, garante de la Convention de Genève de 1864¹², aucun citoyen de ce pays n'est pourtant invité à la Conférence de Bruxelles. Cependant, quelques mois plus tard, un comité helvétique de l'AIA voit quand même le jour. L'initiative en revient à Gustave Moynier, président du CICR, qui agit dans le cadre de la Société de géographie de Genève : un cercle de haute sociabilité bourgeoise tourné vers la connaissance et l'exploitation de l'outre-mer, et qui fournira, par ailleurs, un soutien considérable au projet colonial léopoldien¹³.

Une délégation helvétique, invitée par Léopold II, se rend alors à Bruxelles en juin 1877 pour participer à la première – et seule – réunion des comités nationaux de l'AIA. C'est à cette occasion que la Croix-Rouge est à nouveau évoquée. Le procès-verbal officiel, à vrai dire, n'en fait pas mention¹⁴. Mais le rapport rédigé par Moynier pour le comité helvétique indique qu'une discussion a eu lieu sur le futur drapeau de l'AIA, avec notamment la proposition d'adopter « *la croix rouge de la Convention de Genève* »¹⁵. Dans ses souvenirs personnels, conservés dans les archives du CICR, Moynier écrira encore : « *Peut-être cette idée aurait-elle prévalu si je ne m'y étais opposé. Je fis observer que la croix rouge sur fond blanc avait déjà une signification légale, ce qui ne permettait pas de lui en attribuer une autre. La Commission y substitua alors une étoile d'or sur champ d'azur* »¹⁶.

Juriste averti, Moynier sait que si certaines questions sont figées, comme celle du drapeau, d'autres restent dans le flou. Dès 1878, avec son ami et collègue Laveleye, également cofondateur de l'Institut de droit international à

⁹ VANDERSMISSEN 2011.

¹⁰ Notes de la réunion des délégués belges à la Conférence de géographie, 13 septembre 1876, AMAE, Fonds diplomatiques, AFRI (4), document 8.

¹¹ *The Daily Telegraph*, 29 novembre 1876, p. 5.

¹² HERRMANN 2018, pp. 40-51.

¹³ ROSSINELLI 2017, 2025.

¹⁴ Voir la brochure *Commission internationale de l'Association africaine. Session de juin 1877*, Bruxelles, Hayez, 1877.

¹⁵ MOYNIER 1879, p. 150.

¹⁶ *Souvenirs (mars 1894)*, document manuscrit signé par Gustave Moynier, p. 41, Archives du Comité international de la Croix-Rouge à Genève (ACICR), P GM 1-16.

Gand, il en profite pour lancer une campagne juridique en faveur de Léopold II, arguant pour la liberté de navigation et de commerce sur le fleuve Congo (une proposition qui sera retenue à la Conférence de Berlin de 1884-1885)¹⁷. Cette initiative, de la part de Moynier, s'inscrit dans une stratégie discutée au sein de la Société de géographie de Genève visant à intégrer la Suisse, sur le plan institutionnel, à l'impérialisme colonial¹⁸. C'est ainsi, comme l'affirme le Genevois en 1878, que le « *petit pays* » qu'est la Suisse pourra « *apporter sa pierre à l'édifice africain* » : en contribuant au droit international concernant les rapports entre empires¹⁹. Dans ce contexte, Moynier, bien que partisan des vues léopoldiennes et fier des évocations de la Croix-Rouge, évite soigneusement toute comparaison publique entre l'AIA et le CICR, qu'il préside. En revanche, Laveleye n'hésite pas à déclarer, en 1883, que l'AIA « *est en réalité une autre Croix-Rouge, choisissant pour théâtre non plus les champs de bataille de l'Europe, mais les régions encore inexplorées de l'Afrique* »²⁰. Léopold II, dans ses notes destinées à la presse, affirme également en 1883 avoir créé « *une sorte de Croix-Rouge africaine* »²¹.

Passer à l'acte au moment propice : la création de la Croix-Rouge léopoldienne en 1888-1889

Les discours dispersés pendant des années trouvent une suite concrète à l'époque de l'État indépendant du Congo. Le 31 décembre 1888, le monarque belge institue par décret royal l'ACACR, avec la nomination des membres de son comité le 25 janvier 1889²². Cette temporalité est-elle anodine ? À l'analyse, elle semble plutôt puiser ses racines dans un contexte triple et convergent, concernant le Maroc, le Congo et la Suisse.

Primo : le Maroc. Les efforts d'expansion informelle en terres marocaines poussent Léopold II et son entourage, en 1888, à négocier des concessions avec la British North West Africa Company pour l'installation d'un sanatorium, idéalement sous l'égide de la Croix-Rouge, qui servirait de tremplin pour le

¹⁷ NUZZO 2012, pp. 223-238 ; FITZMAURICE 2021, pp. 429-435.

¹⁸ ROSSINELLI 2022, pp. 515-525.

¹⁹ Cité in ROSSINELLI 2022, p. 515.

²⁰ LAVELEYE 1883, p. 257.

²¹ Cité in STENGERS 1969, p. 453, note 1. Référence est faite ici à l'Association internationale du Congo.

²² Voir la brochure *L'Association congolaise et africaine de la Croix-Rouge*, Bruxelles, Mucquardt, 1889, pp. 7-9.

commerce et la colonisation belges dans la région du cap Juby²³. *Secundo* : le Congo. Sur le plan externe, les campagnes globales d'abolition de l'esclavage en 1888, qui conduisent à la Conférence antiesclavagiste de Bruxelles de l'année d'après, motivent une relance de l'image philanthropique de Léopold II et de son État congolais²⁴. D'autant plus que l'enjeu pour le roi, à cette Conférence, est d'obtenir l'introduction de taxes douanières au Congo, jusque-là interdites par l'Acte général de la Conférence de Berlin²⁵. Quoi de mieux, en termes d'image, que d'intégrer officiellement le mouvement de la Croix-Rouge ? En même temps, sur le plan interne, Léopold II doit assurer un minimum d'organisation médico-sanitaire dans la colonie, sans pour autant peser sur les caisses (à cette époque plutôt vides) de l'État²⁶. L'ACACR semble pouvoir contribuer à la cause. *Tertio* : la Suisse. Le tournant de 1888-1889 est significatif pour les relations bilatérales : un traité d'amitié et de commerce est en cours de négociation ; le consul suisse à Bruxelles, Alphonse Rivier (1835-1898), est nommé au Conseil supérieur de l'État indépendant du Congo ; la place bancaire helvétique participe à l'émission de l'emprunt public congolais de 150 millions de francs ; sans oublier que Berne, après avoir accepté, à la demande de Léopold II, d'arbitrer le litige opposant le Congo à la France (1886), fera de même pour le conflit avec le Portugal (1889)²⁷. C'est également dans le cadre de cette intensification des rapports avec la Suisse que l'ACACR est fondée et qu'une demande officielle d'adhésion, datée du 18 mars 1889, arrive au CICR²⁸.

Si Léopold II, dans cette création assez soudaine, n'agit pas de manière désintéressée, la Suisse et ses représentants – à commencer par Moynier, nommé consul général du Congo à Genève l'année suivante – ont également des bénéfices à escompter. Les intérêts réciproques, en fait, ne sont pas incompatibles : tandis que l'empire léopoldien a besoin d'États et d'individus prestataires de services, la Confédération helvétique cherche à se tailler une place de poids dans l'Europe impériale non seulement par sa compétitivité économique, mais aussi par des partenariats collaboratifs avec les empires²⁹.

Le 26 janvier 1889, soit le lendemain de la nomination des membres de l'ACACR, Léopold II prononce un discours en leur présence au Palais royal

²³ DUCHESNE 1965, pp. 56, 63-85.

²⁴ MULLIGAN 2013.

²⁵ ROO 2017, pp. 103-111.

²⁶ VELLUT 1992, pp. 62-72.

²⁷ ROSSINELLI 2022, pp. 561-589.

²⁸ Lettre de Ferdinand Jolly et d'Auguste Lahure à Gustave Moynier, 18 mars 1889, ACICR, AF 3,7.

²⁹ HUMAIR 2024, pp. 113-118.

de Bruxelles. Qui sont-ils, ces membres ? Le président est Ferdinand Jolly (1825-1893), vicomte, lieutenant général et aide de camp du roi. Il y a également d'importants représentants belges de l'armée, tels que le colonel Auguste Lahure (1835-1891); de la finance, comme Eugène Anspach (1833-1890), gouverneur de la Banque nationale; de l'industrie, à l'image de l'ancien sénateur Prosper Vanden Kerchove (1837-1925); de la science, par exemple le professeur de médecine Ferdinand Lefebvre (1821-1902) de l'Université de Louvain; et du droit, notamment Samson Wiener (1851-1914) et Florent Sigart (1835-1909), avocats près de la Cour d'appel de Bruxelles³⁰.

Lors de cette réunion, Léopold II leur présente son souhait que l'ACACR puisse devenir « *un nouveau puissant véhicule de la civilisation en pays barbare* ». Comment ? En étendant à « *tous les soldats de la cause africaine* » – comme les « *missionnaires* », les « *explorateurs* » ou encore les « *fonctionnaires et agents* » – les « *bienfaits que prodigue la Croix-Rouge aux blessés du champ de bataille* »³¹.

Moynier, épisode 1. Réviser les statuts de l'ACACR pour obtenir la reconnaissance du CICR

C'est donc en ce début d'année 1889 que Moynier – bien connu de Léopold II également pour avoir fondé le célèbre mensuel *L'Afrique explorée et civilisée*, subventionné par l'État indépendant du Congo³² – prend connaissance de la création de l'ACACR. Sa réaction n'est pas de celles qu'on pourrait s'attendre. « *La Croix-Rouge africaine, dont vous êtes membre, [me semble] embarrassant[e]* », écrit-il en date du 14 février 1889 à l'avocat Florent Sigart, qui fait aussi partie du Comité belge de l'institution humanitaire. « *J'ignore si cette nouvelle association [ACACR] compte se faire reconnaître par nous [CICR], mais, qu'elle le fasse ou non, la situation sera assez fautive* » puisque « *ses statuts laissent beaucoup à désirer [...] et je ne pense pas que nous puissions les accepter tels quels* »³³.

³⁰ MICHIELS 2000, pp. 20-21.

³¹ Les notes originales du discours de Léopold II se trouvent dans les Archives du Palais royal à Bruxelles, Cabinet du Roi (Règne de Léopold II), Expansion, 285, document 214/5. L'allocution a été également publiée in *L'Association congolaise...*, pp. 10-12. Les citations de ce paragraphe sont tirées de p. 5.

³² Sur la fondation de la revue, impliquant Léopold II, voir ROSSINELLI 2021, pp. 167-170; sur les subventions, voir par exemple *L'Afrique explorée et civilisée*, vol. 11, n. 1, 1890, p. 3.

³³ Lettre de Gustave Moynier à Florent Sigart, 14 février 1889, ACICR, AF 2.3.1.

Si le ton musclé de cette première missive est surprenant, Moynier y revient calmement dans sa deuxième lettre du 22 février 1889. Évoquant Léopold II et sa « *nouvelle conception charitable [...] en faveur du continent noir* », le président du CICR affirme s'être « *associé trop activement à ses efforts* » pour « *ne pas souhaiter de grand cœur la réalisation du programme tracé dans les statuts* » de l'ACACR³⁴. Or, plusieurs problèmes de nature juridique se posent aux yeux de Moynier. Les statuts en question n'indiquent pas d'attache à un État national déterminé, ni de siège social, et ne mentionnent pas non plus l'adhésion aux principes de la Convention de Genève. En outre, le qualificatif « *africaine* » dans le nom de la société – le premier article statutaire évoque également un champ d'action situé « *dans toute l'étendue de l'Afrique* » – suggère une ambition expansionniste dépassant le Congo, susceptible de provoquer des disputes avec les puissances coloniales. Par ailleurs, Moynier note l'absence de toute référence à la solidarité morale entre les différentes sociétés nationales de la Croix-Rouge. Il souligne également que l'on ne voit pas l'ACACR prendre l'initiative, en temps de paix, de mobiliser des ressources en préparation à un éventuel conflit armé, ni se mettre en condition d'y intervenir directement. Avec une précision chirurgicale, le président du CICR propose alors des modifications aux dispositions statutaires. Il conclut sa lettre par une exhortation à mettre en œuvre rapidement ces modifications, avertissant qu'une demande officielle d'adhésion sera rejetée si ces propositions ne sont pas prises en compte. On perçoit ici l'autorité institutionnelle à l'œuvre, le professionnel du droit, et le partisan léopoldien qui s'engage sérieusement pour la cause.

Les directives de Moynier, qui passent directement sur la table de Léopold II, ne sont pas ignorées à Bruxelles³⁵. Sauf que pour la question des références à l'Afrique : un choix logique, si l'on considère les enjeux marocains mentionnés plus haut dans la création de l'ACACR. Quoi qu'il en soit, le 20 mars 1889, le CICR se montre condescendant et accepte, sur cette base, la demande d'adhésion de la Croix-Rouge léopoldienne, tout en publiant ses statuts mis à jour (mais en gardant secrètes les négociations avec les interlocuteurs belges), alors que, de son côté, le gouvernement suisse s'était déjà empressé d'entériner la ratification de la Convention de Genève par l'État indépendant du Congo³⁶.

³⁴ Lettre de Gustave Moynier à Florent Sigart, 22 février 1889, ACICR, AF 2,3.1.

³⁵ Lettre de Samson Wiener à Gustave Moynier, 11 mars 1889, ACICR, AF 3,7.

³⁶ *Bulletin international des sociétés de la Croix-Rouge* 20(78), 1889, pp. 76-80, 100-105.

Moynier, épisode 2. Justifier les anomalies et médier les conflits

Maintenant que la reconnaissance de l'ACACR par le CICR est accomplie, il ne reste plus à Moynier qu'à justifier publiquement les quelques anomalies restantes, qui ne sont pas négligeables. Les ambitions africaines de l'ACACR, et non seulement congolaises, posent notamment problème. Le président du CICR doit donc se livrer à un exercice d'équilibrisme intellectuel.

Dans la circulaire envoyée à «*Messieurs les Présidents et les Membres des Comités centraux de la Croix-Rouge*», le Genevois s'appuie sur la rhétorique impérialiste communément acceptée, en Europe, pour justifier la conquête coloniale de l'Afrique. Associant l'existence de la «*Croix-Rouge*» au «*monde civilisé*», Moynier souligne que «*le peuple congolais*» en aurait été privé pendant «*longtemps*» s'il n'était pas placé «*sous la tutelle d'un souverain éclairé, de race étrangère, qui ne recule devant aucun sacrifice pour faire pénétrer la civilisation en Afrique*». Après avoir cité intégralement la demande formelle d'adhésion de l'ACACR au CICR, émanant des barons Lahure et Jolly, Moynier aborde la question des anomalies liées à la Croix-Rouge léopoldienne. Si cette dernière étend «*son action au-delà des limites de l'État [indépendant du Congo]*», c'est parce qu'elle intervient principalement dans un domaine non conventionnel – «*non militaire*» – en raison de «*l'existence en Afrique de besoins sanitaires spéciaux*». En citant les statuts de l'ACACR, il précise qu'une telle action est destinée à toutes les personnes «*dévouées aux intérêts de la civilisation*». Cela justifie également que celle-ci «*a son siège hors de son territoire, à Bruxelles, et que son comité directeur est exclusivement composé d'étrangers*». La conclusion, aux tons conquérants, est éclatante : «*On doit d'autant plus applaudir à la formation de l'Association congolaise et africaine qu'elle [inaugure] la prise de possession d'un continent nouveau par la Croix-Rouge*»³⁷.

Ce discours édulcoré cache mal le laxisme de Moynier et du CICR, qui, avec le concours de la Confédération suisse, soutiennent les stratégies impérialistes de Léopold II enveloppées d'un esprit soi-disant humanitaire. L'apologie de l'ACACR n'empêche d'ailleurs pas les protestations. En effet, sans tarder, le général de division portugais António Florêncio de Sousa Pinto (1818-1890), président de la Croix-Rouge du Portugal, adresse une lettre de réclamation au CICR. Dans celle-ci, datée du 4 avril 1889, Sousa Pinto attaque

³⁷ Voir la 75^e circulaire du CICR annonçant la création de l'ACACR, 20 mars 1889, ACICR, AF 3,7.

Moynier sur son terrain de prédilection : le droit. « *Le caractère extranational que la Société congolaise prétend assumer, quand elle se décore du titre de “Société congolaise et africaine”, ne peut être nullement reconnu par [votre] Comité central* », lui reproche-t-il. « *Dans ces circonstances, la Croix-Rouge portugaise, s'appuyant sur le texte de la 1^{ère} des décisions de la Conférence de Genève, de 1863, ne pourra entretenir des relations avec [elle].* » Sousa Pinto souligne encore que la volonté de l'ACACR d'œuvrer « *dans toute l'étendue de l'Afrique* » est « *de nature à éveiller les justes susceptibilités [...] des nations qui possèdent des territoires sur ce continent* »³⁸. Référence est faite, nous semble-t-il, au Portugal lui-même et à ses relations tendues avec l'État indépendant du Congo, comportant, par exemple, une dispute sur les frontières coloniales en raison d'un territoire de l'actuelle province angolaise du Cabinda occupé par les forces léopoldiennes³⁹.

Quoi qu'il en soit, à la suite de la réception de cette lettre, Moynier demande à l'ACACR, le 9 avril 1889, comment elle entend réagir et aussi comment le CICR pourrait désormais « *justifier [sa] propre conduite* » aux yeux du Portugal⁴⁰. Nous n'avons pas retrouvé la réponse belge, mais bien la contre-réponse de Moynier du 25 avril 1889. Dans cet écrit, il suggère à ses collègues de Belgique d'apporter quelques « *réserves positives* » au premier article statutaire – question de rassurer les Portugais que l'ACACR n'interviendra pas arbitrairement partout en Afrique – ou, mieux encore, de supprimer le fameux mot « *africaine* » du nom de la société : cette solution permettrait sans autre de « *faire cesser une anomalie à laquelle le Comité international n'a souscrit que pour vous complaire* »⁴¹. Un aveu de complaisance qui en dit long sur la posture partisane de l'institution humanitaire suisse. Finalement, ce sera la première solution, celle de retoucher les statuts, à être retenue par l'ACACR : une démarche négociée et accompagnée, une fois de plus, par le président du CICR⁴².

Les opérations de médiation ne s'arrêtent pas là, puisque Moynier est à nouveau sollicité à intervenir en début d'été. Le 26 juin 1889, il informe Wiener avoir reçu un avis « *longuement motivé* » par le « *Comité national*

³⁸ Lettre d'António Florêncio de Sousa Pinto à Gustave Moynier, 4 avril 1889, ACICR, AF 2,3.1.

³⁹ *Exposés des litiges pendant entre l'État indépendant du Congo et le Portugal au sujet de certaines parties de leurs possessions respectives dans le Bas-Congo et soumis à l'arbitrage du Conseil fédéral de la Confédération suisse*, Bruxelles, Hayez, 1891. Voir aussi AMAE, Fonds africains, AE (261) : 298a.

⁴⁰ Lettre de Gustave Moynier au Comité central de l'ACACR, 9 avril 1889, ACICR, AF 3,7.1.

⁴¹ Lettre de Gustave Moynier au Comité central de l'ACACR, 25 avril 1889, ACICR, AF 3,7.1.

⁴² Lettres de Samson Wiener à Gustave Moynier, 13 et 14 mai 1889 ; lettre de Ferdinand Jolly et d'Auguste Lahure à Gustave Moynier, 16 mai 1889, ACICR, AF 3,7. La révision des statuts de l'ACACR est annoncée aussi dans le *Bulletin international des sociétés de la Croix-Rouge* 20(80), 1889, pp. 182-183.

allemand» de la Croix-Rouge, qui soutient la position portugaise. Lisbonne n'avait plus rien communiqué à ce sujet, affirme le Genevois, mais si Berlin relance l'affaire, «*nous nous trouverons, vous [ACACR] et nous [CICR], dans l'impasse*», car il s'agit de «*réclamations légitimes*»⁴³. À l'énième demande d'«*acquiesce[ment]*», Wiener répond par la négative, en expliquant, du point de vue du droit, les démarches déjà accomplies et le rôle «*supérieur*» du «*Comité international*» qui de fait aurait déjà «*clos [...] le débat*»⁴⁴. Une réponse qui semble avoir un effet apaisant sur Moynier, qui ne donne plus suite à l'affaire, préférant attendre d'éventuelles relances de la part des Comités intéressés. Cette stratégie du silence semble donner ses fruits, si bien que le bulletin du CICR peut écrire en juillet 1890 que «*le Comité de Lisbonne*» n'est plus revenu sur la question, et que, par conséquent, «*ce long silence nous autorise à conclure, avec le Comité congolais, à la clôture de l'incident*»⁴⁵. Nous n'avons en fait plus trouvé de trace de ce conflit.

Le soutien suisse à l'ACACR jusqu'à la fin (1908)

À propos du bulletin du CICR, celui-ci relaye sans cesse les travaux projetés et réalisés par l'ACACR une fois la délicate situation initiale surmontée – et cela pendant vingt ans⁴⁶. Un résumé des notices parues depuis 1889 est publié en 1909 dans un article qui, en plus de fournir un historique élogieux de l'ACACR, explique ses démarches de liquidation : avec le remplacement de l'État indépendant du Congo par le Congo belge, l'ACACR cesse ses activités en 1908 tout en les transférant à la Belgique⁴⁷. Quelles sont donc ces activités et, plus généralement, les réalisations de la Croix-Rouge léopoldienne en terre congolaise ? Sans entrer dans les détails, limitons-nous à observer l'ouverture et le développement de quelques structures sanitaires (à Boma et à Léopoldville), ainsi que la mise en place de plusieurs installations mobiles pour accompagner la construction des chemins de fer (à Lukungu ou encore à

⁴³ Lettre de Gustave Moynier à Samson Wiener, 26 juin 1889, ACICR, AF 3,7.1. Nous n'avons pas retrouvé «*l'avis venu de Berlin*» mentionné dans la lettre.

⁴⁴ Lettre de Samson Wiener à Gustave Moynier, 2 juillet 1889, ACICR, AF 3,7.

⁴⁵ *Bulletin international des sociétés de la Croix-Rouge* 21(83), 1890, p. 96.

⁴⁶ Chaque année, en effet, l'ACACR envoie au CICR son *Bulletin de l'Association congolaise et africaine de la Croix-Rouge*. Ce dernier est édité à Bruxelles par «*P[ierre] Weissenbruch, imprimeur du roi*» entre 1889 et 1909. On y retrouve les procès-verbaux des séances du comité directeur, les rapports annuels ou encore les listes des dons et des cotisations.

⁴⁷ Voir l'article intitulé «*L'Association congolaise et africaine de la Croix-Rouge de 1888-1908*» in *Bulletin international des sociétés de la Croix-Rouge* 40(158), 1909, pp. 93-96.

Tumba) et les expéditions armées de l'État (notamment dans le Haut-Uélé, le Maniema et le Katanga) – les seuls bénéficiaires de ces réalisations étant, sans surprise, les personnes européennes⁴⁸. L'ACACR, officiellement remplacée par une section de la Croix-Rouge belge dès 1924, devient ainsi l'un des multiples acteurs qui contribuent au lent essor d'un système médico-sanitaire colonial au Congo⁴⁹. Un système dans lequel, par ailleurs, Moynier tente d'introduire les services d'une maison d'assurance helvétique⁵⁰.

Durant toute l'existence de l'ACACR, cette organisation européocentrique des soins de santé en Afrique centrale ne pose aucun problème au CICR. Dans son bulletin automnal de 1903, un article intitulé «*L'avenir de la Croix-Rouge au Congo*» affirme que celle-ci opère dans un contexte de «*sauvagerie excessive et invétérée des nègres*», raison pour laquelle il est nécessaire de patienter avant que les populations locales ne soient «*capables d'y coopérer*» et, par conséquent, d'en bénéficier⁵¹. Par ailleurs, lorsque les crimes humanitaires commis au Congo par le personnel de l'État léopoldien sont dénoncés dans la presse occidentale, le CICR n'écrit pas un mot à ce sujet, pas plus que son président. Moynier, faisant preuve d'un loyal silence – à l'instar de ce que fera le gouvernement suisse⁵² – face au scandale, se contente de démissionner de sa fonction de consul congolais à Genève. «*Ma santé s'étant fortement altérée depuis quelque temps*», écrit-il à Bruxelles en 1904, «*je me vois dans la regrettable nécessité de me démettre des fonctions de consul général que j'exerce depuis l'année 1890*». Ce à quoi il ajoute : «*Je n'en resterai pas moins un chaud partisan et un admirateur de l'œuvre coloniale conçue et exécutée par le roi-souverain.*»⁵³ Une attitude pour le moins surprenante de la part d'un philanthrope de renommée internationale à la tête de l'institution-phare d'une ville réputée pour son engagement humanitaire – y compris sur le terrain du Congo⁵⁴ – en ce début de xx^e siècle⁵⁵.

⁴⁸ MICHIELS 2000, pp. 29-32.

⁴⁹ DUBOIS 1969 ; LANGHENDRIES, VANDER HULST 2020.

⁵⁰ Il s'agit de la «*la compagnie d'assurances sur la vie "La Suisse"*», administrée par le président du CICR «*depuis plus de trente ans*», qui «*serait heureuse de pouvoir – par le genre d'affaires dont elle s'occupe – contribuer indirectement au succès de la colonisation du Congo*». Voir lettre de Gustave Moynier à Édouard de Grelle-Rogier, 8 mars 1893, AMAE, Fonds africains, AE (225) : 162.

⁵¹ *Bulletin international des sociétés de la Croix-Rouge* 34(136), 1903, pp. 219-224. Les citations de ce paragraphe sont tirées de p. 220.

⁵² ROSSINELLI 2022, pp. 597-598.

⁵³ Lettre de Gustave Moynier à Adolphe de Cuvelier, 11 janvier 1904, AMAE, Fonds africains, AE (221) : 136.

⁵⁴ SIBEUD 2014, pp. 28-33.

⁵⁵ PERROUX 2014, pp. 97-105.

Conclusion

L'entreprise impériale de Léopold II en Afrique centrale, commencée en 1876 à la Conférence géographique de Bruxelles et achevée en 1908 avec la disparition de l'État indépendant du Congo, repose sur une démarche coopérative et collaborative qui dépasse les premières années de l'AIA. Cette démarche se nourrit de partenariats transnationaux et d'accords conclus avec des personnalités, des organisations et des institutions d'autres pays, souvent non représentés dans la course aux colonies. Il s'agit d'un véritable concours aux efforts de conquête et de gouvernance de l'empire léopoldien, lequel ne se limite pas à rivaliser avec les autres puissances européennes, mais collabore également avec elles dans un but commun d'assujettissement colonial du continent africain.

Ces rapports en tension permanente, typiques de l'impérialisme colonial du XIX^e siècle, ont besoin d'agents régulateurs. En Europe, ces agents sont incarnés par des institutions internationales qui s'occupent de questions juridiques, scientifiques ou encore humanitaires⁵⁶ – mais aussi par des pays neutres, à l'instar de la Suisse, qui se spécialisent délibérément dans une série de services allant de l'arbitrage de conflits interétatiques à la promotion de mouvements libéraux internationalistes⁵⁷. Si, dans ce contexte, le CICR joue un rôle important pour le développement des bons offices de la Confédération helvétique et, plus généralement, pour l'humanitaire à l'échelle mondiale, l'institution fondée à Genève participe également à l'histoire globale des empires et à l'histoire transimpériale d'Afrique⁵⁸. C'est un sujet qui n'a guère été traité pour la période qui nous concerne⁵⁹.

L'ACACR, créée en 1888-1889 après une douzaine d'années durant lesquelles l'idée d'une Croix-Rouge en Afrique centrale a fait plusieurs apparitions, est la résultante d'une convergence de circonstances et de calculs. Tout comme le Congo et le Maroc, la Suisse est aussi entrée dans l'équation : non seulement de la part des milieux dirigeants de Belgique qui accompagnaient leur roi dans ses projets expansionnistes, mais aussi du côté de la grande bourgeoisie à la tête du pays confédéré. C'est dans ce cadre que Moynier a été actif. Son action a d'abord été encadrée par la Société de géographie de Genève, puis par le CICR, ce dernier se fondant sur

⁵⁶ SINGARAVÉLOU 2012.

⁵⁷ HERREN 2000, pp. 215-370.

⁵⁸ MATASCI, BANDEIRA 2022.

⁵⁹ DESGRANDCHAMPS 2021.

les valeurs et les bases normatives établies dans la Cité de Calvin en 1863 et 1864. La partie pour la reconnaissance formelle de l'ACACR s'est jouée sur le terrain du droit et de la diplomatie. Le président du CICR, dévoué à la cause léopoldienne, a alors fait preuve de prévention et de médiation. Il a ainsi offert, tout comme d'autres acteurs privés et publics en Suisse dans différents domaines, un soutien politique à Léopold II et à son entourage, qui associaient depuis le début l'impérialisme à un dessein humanitaire. Un dessein concrétisé, dans le cas de l'ACACR, par une collaboration belgo-suisse et qui a abouti, au Congo, à des réalisations dans le domaine de la santé destinées au colonat blanc.

L'histoire de la Croix-Rouge léopoldienne, tant en ce qui concerne son développement sur le terrain congolais que ses réseaux belges et étrangers, a été seulement esquissée jusqu'à présent. Elle reste donc largement à explorer. Il en va de même pour d'autres comités nationaux affiliés au CICR et liés à des États coloniaux du XIX^e siècle, comme la Croix-Rouge du Transvaal⁶⁰. Notre invitation est donc d'étudier ces petites gouttes dans l'océan afin de mieux comprendre l'histoire connectée, globale et collaborative de différents acteurs et pays du monde ayant exercé, directement ou indirectement, une influence sur les réalités impériales.

Bibliographie

BERGUER Marie-Claire, *Les relations entre l'État indépendant du Congo et la Suisse. 1876 à 1908*, mémoire de licence en histoire, Université libre de Bruxelles, 1958.

DESGRANDCHAMPS Marie-Luce, « En quête de légitimité. Le Comité international de la Croix-Rouge et l'Afrique durant les années 1960 », in *Monde(s)* 19, 2021, pp. 221-239.

DUBOIS Albert, *La Croix-Rouge du Congo*, Bruxelles, Académie royale des sciences d'outre-mer, 1969.

DUCHESNE Albert, *Léopold II et le Maroc (1885-1906)*, Bruxelles, Académie royale des sciences d'outre-mer, 1965.

⁶⁰ Voir la 102^e circulaire du CICR, du 25 juin 1900, annonçant la « reconnaissance de la Société transvaalienne de la Croix-Rouge », in *Bulletin international des sociétés de la Croix-Rouge* 31(123), 1909, pp. 132-133. Pour un contexte plus large, voir HEYNINGEN 2015.

- ETEMAD Bouda, «Gustave Moynier: au service du souverain belge du Congo», in *De Rousseau à Dunant. La colonisation et l'esclavage vus de Genève*, Lausanne, Antipodes, 2022, pp. 153-168.
- FITZMAURICE Andrew, *King Leopold's Ghostwriter. The Creation of Persons and States in the Nineteenth Century*, Princeton, University Press, 2021.
- FÖRSTER Stig, MOMMSEN Wolfgang, ROBINSON Ronald (éd.), *Bismarck, Europe, and Africa. The Berlin Africa Conference 1884-1885 and the Onset of Partition*, Oxford, University Press, 1988.
- GHOBRIAL John-Paul (éd.), *Global History and Microhistory*, Oxford, University Press, 2019.
- HEDINGER Daniel, HEÉ Nadin, «Transimperial History – Connectivity, Cooperation and Competition», in *Journal of Modern European History* 16(4), 2018, pp. 429-452.
- HERREN Madeleine, *Hintertüren zur Macht. Internationalismus und modernisierungsorientierte Außenpolitik in Belgien, der Schweiz und den USA. 1865-1914*, München, Oldenbourg, 2000.
- HERRMANN Irène, *L'humanitaire en question. Réflexions autour de l'histoire du Comité international de la Croix-Rouge*, Paris, Cerf, 2018.
- HEYNINGEN Elizabeth van, «The South African War as Humanitarian Crisis», in *International Review of the Red Cross* 97(900), 2015, pp. 999-1028.
- HUMAIR Cédric, *La Suisse et les Empires. Affirmation d'une puissance économique (1857-1914)*, Neuchâtel, Alphil, 2024.
- KREIS Georg, *Blicke auf die koloniale Schweiz. Ein Forschungsbericht*, Zürich, Chronos, 2023.
- LANGHENDRIES Maarten, VANDER HULST Reinout, «Les soins de santé, fleuron de la colonisation belge?», in GODDEERIS Idesbald, LAURO Amandine, VAHTEMSCHE Guy (éd.), *Le Congo colonial. Une histoire en questions*, Waterloo, Renaissance du Livre, 2020, pp. 327-335.
- LAVELEYE Émile de, «La neutralité du Congo», in *Revue de droit international et de législation comparée* 15(1), 1883, pp. 254-262.
- MATASCI Damiano, BANDEIRA Jerónimo Miguel, «Une histoire transimpériale de l'Afrique: concepts, approches et perspectives», in *Revue d'histoire contemporaine de l'Afrique* 3, 2022, pp. 1-17.
- MICHIELS Alexandre, *L'œuvre de la Croix-Rouge au Congo belge (1889-1960)*, mémoire de licence en histoire, Université libre de Bruxelles, 2000.

- MINDER Patrick, « *D'Helvétie en Congolie* ». *Les pionniers suisses au service de l'État indépendant du Congo et du Congo belge (1885-1914)*, mémoire de licence en histoire, Université de Fribourg, 1994.
- MOYNIER Gustave, « Rapport sur la première session de la Commission internationale à Bruxelles », in *Association internationale africaine. Comité national suisse pour l'exploration et la civilisation de l'Afrique centrale. Documents officiels. 1876, 1877, 1878, 1879*, Genève, Schuchardt, 1879, pp. 145-161.
- MULLIGAN William, « The Anti-slave Trade Campaign in Europe, 1888-90 », in MULLIGAN William, BRIC Maurice (éd.), *A Global History of Anti-slavery Politics in the Nineteenth Century*, Basingstoke, Palgrave Macmillan, 2013, pp. 149-170.
- NUZZO Luigi, *Origini di una scienza. Diritto internazionale e colonialismo nel XIX secolo*, Frankfurt am Main, Klostermann, 2012.
- PERROUX Olivier, *Histoire de Genève. De la création du canton en 1814 à nos jours*, Neuchâtel, Alphil, 2014.
- RENTSCH David, « Kongogräuel, Komplizenschaft und koloniale Unschuld. Schweizer Kolonialbeamte in der Debatte um Gewalt und Ausbeutung im État indépendant du Congo, um 1902-1908 », in *Traverse* 30(1), 2023, pp. 106-118.
- ROEYKENS Auguste, *Léopold II et la Conférence géographique de Bruxelles (1876)*, Bruxelles, Académie royale des sciences coloniales, 1956.
- ROO Bas de, « Taxation in the Congo Free State, an Exceptional Case? (1885-1908) », in *Economic History of Developing Regions* 32(2), 2017, pp. 97-126.
- ROSSINELLI Fabio, *Géographie et impérialisme. De la Suisse au Congo entre exploration géographique et conquête coloniale*, Neuchâtel, Alphil, 2022.
- ROSSINELLI Fabio, « Knowing and Exploiting Overseas Lands: Swiss Economic Expansion through Geographical Societies, 1860-1914 », in GEORG Maximilian (éd.), *Geographical Societies in the Nineteenth and Early Twentieth Centuries: Case Studies and Comparisons*, Cham, Springer, 2025, pp. 167-183.
- ROSSINELLI Fabio, « La philanthropie coloniale des sociétés suisses de géographie au Congo (1876-1908) », in *Itinera* 44, 2017, pp. 141-155.
- ROSSINELLI Fabio, « Une enquête historique sur "L'Afrique explorée et civilisée" (1879-1894), la revue de Gustave Moynier », in *Le Globe* 161, 2021, pp. 163-184.

- SCHÄR Bernhard C., TOIVANEN Mikko (éd.), *Integration and Collaborative Imperialism in Modern Europe. At the Margins of Empire, 1800-1950*, London, Bloomsbury, 2025.
- SIBEUD Emmanuelle, «Entre geste impériale et cause internationale : défendre les indigènes à Genève dans les années 1920», in *Monde(s)* 6, 2014, pp. 23-43.
- SINGARAVÉLOU Pierre, «Les stratégies d'internationalisation de la question coloniale et la construction transnationale d'une science de la colonisation à la fin du XIX^e siècle», in *Monde(s)* 1, 2012, pp. 135-157.
- STENGERS Jean, *Congo. Mythes et réalités*, Paris & Louvain-la-Neuve, Duculot, 1989.
- STENGERS Jean, «Léopold II et la rivalité franco-anglaise en Afrique, 1882-1884», in *Revue belge de philologie et d'histoire* 47(2), 1969, pp. 425-479.
- VANDERSMISSEN Jan, «The King's Most Eloquent Campaigner... Emile de Laveleye, Leopold II and the Creation of the Congo Free State», in *Revue belge d'histoire contemporaine* 41(1-2), 2011, pp. 7-57.
- VANTHEMSCHE Guy, «The Historiography of Belgian Colonialism in the Congo», in CSABA Lévai (éd.), *Europe and the World in European Historiography*, Pisa, Plus & University Press, 2006, pp. 89-119.
- VELLUT Jean-Luc, «La médecine européenne dans l'État Indépendant du Congo (1885-1908)», in JANSSENS Pieter G., KIVITS Maurice, VUYLSTEKE Jacques (éd.), *Médecine et hygiène en Afrique centrale de 1885 à nos jours*, Brussels, Fondation Roi Baudouin, 1992, pp. 61-81.
- WESSELING Henri, *Le partage de l'Afrique. 1880-1914*, Paris, Denoël, 1996.
- WIRZ Albert, «Die humanitäre Schweiz im Spannungsfeld zwischen Philanthropie und Kolonialismus: Gustave Moynier, Afrika und das IKRK», in *Traverse* 5(2), 1998, pp. 95-111.

Giacomo Macola, Gaia Delpino

**Carmelo Scardino: Italian Military Officer,
Ethnographic Collector and Critic
of the Leopoldian Regime in Equatorial Congo¹**

The Congolese stint of Sicilian army officer Carmelo Scardino (b. Barcellona Pozzo di Gotto, 1864) intersects with a number of *problématiques* which have already attracted the attention of imperial historians as well as historians of contemporary Italy. On the one hand, Scardino's career speaks to the efforts of Italian liberal elites to recast the country's African policy in the aftermath of the Adwa debacle – efforts which, *inter alia*, resulted in serving army officers being granted permission to join for a three-year period the *Force Publique* (FP), the army of Leopold II's private colony, the Congo Free State (CFS), at the beginning of 1903². On the other hand, it casts light on the composite nature of the “anti-Congolese campaign”, in which Scardino found himself inadvertently involved when his non-public censure of the workings of Umangi military training camp was seized upon by high-profile critics of Leopold's extractive regime³. These features of

¹ The introduction and conclusion were written jointly by the two authors. Giacomo Macola is primarily responsible for the first and third substantive sections of this essay; Gaia Delpino for the second as well as the images.

² The most comprehensive treatments of the topic are to be found in PICCOLINO 2007, 2020. See also CARBONE 2019, ch. 1.

³ The Congo Reform Association of the UK and the broader international Congo Reform movement have attracted – and continue to attract – a remarkable degree of scholarly interest. The early works of LOUIS 1964 and 1968 remain indispensable. But they should now be read alongside GRANT 2001; PAVLAKIS 2015; CLAY 2021, 2022.

Scardino's experience and his fraught relationships with his employers in the Congo are dealt with in the first part of this essay.

The remainder of the paper adopts a more explicitly Africanist perspective to foreground a largely unknown dimension of Scardino's life in equatorial Congo: his gathering – and subsequent donation to the then *Regio Museo Preistorico-Etnografico* (the early history of which is briefly described in the second section of this essay) – of an impressive, more than 150-strong, collection of ethnographic artefacts. The purpose of the exercise is not so much to signpost the existence of this collection and its (and the Museum's) role in imperial propaganda or “othering” practices⁴, as to make the broader methodological point that political historians of the CFS have rarely paid enough attention to a body of sources – the collections held in former colonial museums – which, when associated with more traditional written and oral evidence, hold out of promise of taking us closer to forming a real understanding of the African societies by which such objects were originally produced and employed⁵. To bring home the point, we will focus on one specific class of objects acquired by Scardino – edged weapons hailing from the *district des Bangalas* (present-day *district de la Mongala*), the equatorial region where he spent his entire 1903-1906 term of service – and tease out the stories of violent exploitation and military and religious innovativeness which they illuminate⁶.

A Disillusioned Volunteer

Infantry captain Carmelo Scardino, a veteran of the anti-Boxer expedition of 1900-1901⁷, volunteered for service in Congo early in 1903, signed his contract in Brussels on 9 March (his salary was set at 6,500 Belgian francs

⁴ These, of course, have been key concerns of “new imperial historians” from the 1980s. Recent examples of the genre are LONGAIR & MCALEER 2012; MCALEER & MACKENZIE 2015; LIDCHI & ALLAN 2020. For an Italian example, see LABANCA 1992.

⁵ Exceptions which confirm the rule are VANSINA's works, especially 1990 and 2010. See also GORDON 2021.

⁶ The most famous item donated by Scardino was a “nail fetish” hailing from the lower Congo area (Museo delle Civiltà # 75909). This *nkisi* statue is not only a masterpiece of African sculptural tradition, but it also attests to the presence in the area of an artist's workshop at the end of the 19th century. See, *inter alia*, BASSANI 2003. For fuller analyses of *nkisi*, see LAGAMMA 2015; LECOMTE, LEHUARDL, N'SONDÉ, N'SONDÉ 2016; SNOEP, COLLEYN, BEAUJARD 2009; SEVERI 2018.

⁷ The so-called Boxer Rebellion was an anti-Western uprising that engulfed northern China from 1899. Italy was a member of the Eight-Nation Alliance that repressed it.

per year) and was assigned to the FP's training camp of Umangi, which he reached in May, after a long journey upriver by steamer⁸. The riverine settlement of Umangi was part of the *district des Bangalas*⁹, much of which had been allocated since the early 1890s to the notorious rubber company, the *Société Anversoise du Commerce au Congo*, of which the State was part owner and with whose private militia the FP was expected to cooperate in enforcing a violent regime of rubber extraction (about which more will be said in the third section of this paper).

The honeymoon period – if there ever was one – was exceedingly short. In the late summer of the same 1903, writing privately to his acquaintance, the medical doctor Ettore Villa, the then Italian consul in Matadi, Scardino expressed his “*disgust*” both at the frequency with which J. Dufour, the Umangi commandant he was slated to replace, meted out corporal punishments to trainees (who, at this point, consisted mainly of conscripts selected by officially recognised chiefs from among the unwanted or dispensable members of village communities and so-called “*libérés*”, that is, slaves directly redeemed or captured by CFS officials¹⁰) and at the open greediness and cynicism of his companions. The State, Scardino informed Villa, “*è molto bene organizzato per lo sfruttamento, ma militarmente nulla hanno organizzato. Mi trovo in un campo d’istruzione ove non si conosce né disciplina né istruzione, ove l’onestà degli Europei lascia molto a desiderare, è qui un’accozzaglia di briganti*”. After a mere few months on the upper Congo, Scardino was already missing “[il] *nostro onesto Esercito*” and regretting his decision temporarily to leave it¹¹.

Scardino’s frustration first came to a head in October, during the brief stay in Umangi of *Commissaire général* De Bauw, the head of the neighbouring *district de l’Équateur*. On that occasion, during what must have been a drunken dinner conversation, De Bauw, flanked by Dufour, had (allegedly) poked fun at the King of Italy and (certainly) boasted that, despite the presence of Italian officers, who “*étaient venus au Congo pour y faire la police, [...] les officiers Belge [sic] continueraient a [sic] faire la collecte [sic] du caoutchouc et qu’ils ne sont venus ici pour sentiment de dévouement vers S.M. le Roi*

⁸ See Scardino’s *note de service* in Archives Générales du Royaume 2 – Dépôt Joseph Cuvelier (AGR2), Brussels, Ministère des Colonies (MC), Personnel d’Afrique (PA), 14293.

⁹ On the invention of the ethnonym “Bangala”, see, e.g., LUYCKFASSEEL & MEEUWIS 2019, pp. 87-90.

¹⁰ CANISIUS 1903, pp. 174-175; MANTUBA-NGOMA 2019, pp. 28-29.

¹¹ C. Scardino to E. Villa, 24 Aug. 1903, and C. Scardino to E. Villa, n.d, encl. in E. Villa to T. Tittoni, 14 Nov. 1903, Archivio Storico-Diplomatico del Ministero degli Affari Esteri (ASDMAE), Rome, Ministero Africa Italiana (MAI), vol. 1, Pos. 100/3.

Souverain du Congo"¹². While De Bauw was eventually reprimanded by *Vice-Gouverneur Général* Costermans for touching "un sujet aussi délicat" as the gathering of rubber "en presence d'un étranger"¹³, Scardino's official complaint earned him both the lasting enmity of the same Costermans as well as a negative note by the Belgium-bound Dufour. Writing at the end of February 1904, Dufour castigated Scardino's "manière d'être à l'égard de ses chefs" ("très prétentieuse et peu disciplinée") and remarked that he had "un caractère méfiant au plus haut degré et se croit en but [sic] aux persécutions de tout le monde. Il n'a pas de calme et perd la tête pour le moindre évènement"¹⁴. By March, Costermans was convinced that Scardino ought to be recalled. In the event, however, the beleaguered commandant was saved by *Haut-Commissaire Royal* Malfeyt, who inspected, and reported positively on, Umangi in April¹⁵.

Scardino, however, remained convinced that his clashes with both Dufour and De Bauw had prejudiced the authorities against him. And so it was that, having been informed in May that the new head of the *district des Bangalas*, *Commissaire Général* Gérard, would take over responsibility for overseeing his instruction camp, and considering that this move ran against the promises made to him at the time of his enlistment in Brussels, he tendered his resignation on 8 June 1904¹⁶. Although Costermans thought the resignation should be accepted, Scardino was eventually pacified. Having been reminded by Brussels of the need not to antagonise the FP's other Italian officers, over whom Scardino enjoyed great authority (if for no other reason than his seniority), the *Vice-Gouverneur Général* was forced to promise Scardino that his camp would be exempt from inspections for a period of six months¹⁷. Accordingly, Scardino withdrew his resignation and returned upriver, taking charge of Lisala camp, which had just replaced nearby Umangi, until December 1905, at the end of his three-year term of service.

¹² C. Scardino to Gouverneur Général, 7 Dec. 1903, encl. in J. Dufour to Gouverneur Général, 9 Dec. 1903, AGR2, MC, PA, 14293. See also C. Scardino to E. Villa, 26 Oct. 1903, encl. in E. Villa to T. Tittoni, 14 Nov. 1903, ASDMAE, MAI, vol. 1, Pos. 100/3.

¹³ P. Costermans to G. De Bauw, 5 March 1904, AGR2, MC, PA, 14293.

¹⁴ Dufour, "Notes biographiques de M. le Cap^e Comdt de 1^e cl. Scardino, Carmello [sic]", 28 Feb. 1904, encl. in P. Costermans to Secrétaire d'État, 21 March 1904, AGR2, MC, PA, 14293.

¹⁵ J. Malfeyt to Gouverneur Général, 23 April 1904, AGR2, MC, PA, 14293.

¹⁶ P. Costermans to C. Scardino, 13 May 1904, and C. Scardino to P. Costermans, 8 June 1904, encl. in P. Costermans to Secrétaire d'État, 26 July 1904, AGR2, MC, PA, 14293.

¹⁷ P. Costermans to É. Warnant, 21 June 1904, P. Costermans to Secrétaire d'État, 4 Sept. 1904, and P. Costermans to Secrétaire d'État, 20 Oct. 1904, AGR2, MC, PA, 14293.

Scardino's running fight with the bigwigs of the CFS may have remained an obscure and inconsequential event buried in the annals of Leopold's colony – or known only to the Ministry of Foreign Affairs officials who, under pressure from Scardino's powerful patron, his fellow *barcellonese* and the then Deputy Minister of the Interior, Ugo Di Sant'Onofrio del Castillo, kept an eye on it¹⁸. It, however, received a wider publicity than Scardino himself expected, and wished, since it intersected both with the first open denunciations of the CFS by touring Italian representatives and the broader campaign of the Congo Reform movement, which was gathering momentum after the publication of Roger Casement's damning report and the foundation of Edmund D. Morel's Congo Reform Association early in 1904¹⁹.

Navy captain Eduardo Baccari had been dispatched to the Congo in the early summer of 1903 to evaluate the prospects for Italian emigration in the Kivu region (an unrealistic project which Baccari dismissed outright) and to report on the situation of Italian officers attached to the FP²⁰. In November, while still in Manyema, he stressed the danger of the latter (by this point they were about sixty-five) being deployed, not for military tasks proper, but for administrative purposes, which, in practice, meant the violent enforcement of the “*gravosissima*[o]” workload intended to maximise the production of rubber and other valuable natural resources²¹. In the same month, Baccari's fears were confirmed by Villa, who, having met British consul Casement upon the latter's return from the upper Congo, remarked that the “*atrocità*” of which the State was accused were not only true, but also “*inevitabili ed inerenti ad un falso sistema politico ed amministrativo, intento più al lucro che al rilevamento morale della razza indigena [...] I nostri Ufficiali sono qui dunque per cooperare più o meno direttamente ad una impresa commerciale; da ciò proviene la disillusione di tutti, ed il malcontento di qualcuno.*”²² Villa's own two-month-long journey to Stanleyville early in 1904 enabled him to produce an even more detailed account of the rubber regime's “*eccessi spaventosi*” and the occasional involvement of Italian officers in them²³. It was these disclosures that, after some dithering, led Minister of Foreign Affairs Tittoni to veto any further recruitment of active soldiers for the FP from 1 January 1905²⁴.

¹⁸ See, e.g., G. Fusinato to U. di Sant'Onofrio, 19 April 1904, and L. Bonin Longare to T. Tittoni, 28 April 1904, ASDMAE, MAI, Ministero Africa Italiana, vol. 2, Pos. 35, pacco S2.

¹⁹ See footnote 3.

²⁰ PICCOLINO 2007, pp. 262-267.

²¹ E. Baccari to L. Bodio, 4 Nov. 1903, ASDMAE, MAI, vol. 1, Pos. 100/2; PICCOLINO 2007, pp. 271-272.

²² E. Villa to T. Tittoni, 15 Nov. 1903, ASDMAE, MAI, vol. 1, Pos. 100/3.

²³ “Rapporto Villa R. Console al Congo”, n.d. [but April 1904], ASDMAE, MAI, vol. 1, Pos. 100/58.

²⁴ T. Tittoni to Count Sallier de la Tour, 1 Jan. 1905, ASDMAE, MAI, vol. 1, Pos. 100/5, Fasc. 39.

Tittoni, however, stopped short of implementing the measure that both Baccari and Villa now openly advocated: the immediate recall of Italian serving officers from the CFS. This hesitation was seized upon by critical MP Felice Santini, who, in June 1905, raised the question in Parliament. In support of his demand for the withdrawal of Italian soldiers, Santini cited the plight of Scardino, who – according to information in his possession – had repeatedly “implored” Senator Malvano – the long-serving *Segretario Generale del Ministero degli Affari Esteri* – “*per l'onor suo, dell'esercito, dell'Italia, di essere richiamato*”²⁵. So questionable was the reputation of the CFS and such was the fear that it inspired (Baccari, after all, claimed to have been poisoned by *Chef de Zone* Verdick while in eastern Congo early in June 1904²⁶) that Scardino's relatives and their extensive network of Sicilian *grandees* felt impelled to request the Ministry of Foreign Affairs to take urgent measures to ensure “*la tutela della integrità personale e della vita*” of the commandant of Lisala²⁷. Their lobbying did not fall on deaf ears: on 8 July 1905, Ambassador to Belgium Bonin Longare paid a visit to Liebrechts, the all-powerful head of the CFS's department of interior, specifically to discuss Scardino's situation and to “*commend him to the care*” of local CFS authorities.²⁸

Scardino's opposition to some at least of the methods of the CFS is beyond dispute. Is this enough to turn him into one of those knights in shining armour whom the activists of the Congo Reform movement (as well as their contemporary epigones²⁹) were (and are) fond of singling out as luminous examples of probity amidst the *Raubwirtschaft* of the CFS? Possibly not: what the above narrative suggests is that, throughout his stay in equatorial Congo, Scardino's actions were motivated by an inextricable mixture of moral and self-serving – high and low – motives. After all, having been reassured as to his standing in the eyes of local authorities, and having obtained the independent command he was aspiring to late in 1904, Scardino did go on to serve the CFS for another year “*à la satisfaction du Gouvernement*”³⁰. His collecting activities reinforce the impression that Scardino, for all his “*gentlemanliness*” and for all the “*strength of will*” that permitted him “*to rise above*” an evil system whose “*unwilling servant*” he had become³¹, was, above all, a man of his time – there were clear limits, in other words, to his readiness to reimagine and renegotiate colonial and race relations.

²⁵ *Atti Parlamentari. Camera dei Deputati, 2ª tornata di lunedì 12 giugno 1905*, Rome, 1905, p. 4098.

²⁶ PICCOLINO 2007, pp. 287-289.

²⁷ S. Furnari to G. Fusinato, 1 July 1905, ASDMAE, MAI, vol. 2, Pos. 35, pacco S2.

²⁸ L. Bonin Longare to T. Tittoni, 9 July 1905, ASDMAE, MAI, vol. 2, Pos. 35, pacco S2.

²⁹ See, especially, HOCHSCHILD 1998.

³⁰ “Note”, n.d., encl. in G. Malvano to Ministero della Guerra, 28 March 1906, ASDMAE, MAI, vol. 2, Pos. 35, pacco S2.

³¹ This is the glowing portrayal to be found in MOREL 1906, p. 126.

Building an Ethnographic Museum

The *Regio Museo Preistorico Etnografico* (RMPE) was established in Rome – the capital of the Kingdom of Italy since 1871 – in 1875. Its first director, Luigi Pigorini, aspired to turn it into a renowned centre for the study and dissemination of palaeontology and ethnology. In keeping with the dominant intellectual trends of his era, Pigorini’s approach was evolutionary: the better to understand the prehistoric civilisations of the Italian peninsula and to interpret their archaeological legacies, a comparison was made with the material cultures of the peoples whom the rising ethnographical science regarded as contemporary testimonies of the primitive stages of humanity, its “*living fossils*”³².

Between the end of the 19th and the beginning of the 20th century, Pigorini devoted himself to the search for ethnographic materials to enrich the holdings of his museum. The first and most precious cluster of objects came from the *Wunderkammer* set up by Jesuit priest Athanasius Kircher in the headquarters of the Society of Jesus at the *Collegio Romano*. This collection had been expropriated by the Italian State at the time of the conquest of Rome in 1870³³. In order to increase the ethnographic sections dedicated to the cultures of the Americas, Africa and Oceania, the director of the RMPE built a dense web of relations with scholars, explorers, geographers, natural scientists, missionaries, sailors, diplomats, collectors and soldiers³⁴. Among the latter were the many Italian officers attached to the FP of the CFS from 1903. This – together with the flurry of earlier Italian exploratory ventures in present-day South Sudan and adjoining regions – explains why one of the largest assemblages of objects and artistic works that make up the African Arts and Cultures collection of today’s *Museo delle Civiltà* hails precisely from the Congo basin³⁵.

The members of Pigorini’s network who operated in extra-European localities were requested to acquire and donate (or, occasionally, sell) to the RMPE artistic and everyday objects. The growth of the Museum’s ethnographic collection was

³² For a history of the Museum, see MANGANI 2015. For similar trends outside Italy, see, *inter alia*, BASU 2024; DE L’ESTOILE 2007; PRICE 2013.

³³ See CERCHIAI 2003.

³⁴ The Museum’s archive houses a rich correspondence between Pigorini and several Italians operating overseas. The latter were repeatedly asked by the palaeontologist to help him form a collection with anthropological information. In relation to the African Arts and Cultures collection of the MUCIV-Museo delle Civiltà, see also CERRETI 1993 and the more recent DELPINO 2019.

³⁵ In 2016, the *Museo Preistorico Etnografico*, named after Luigi Pigorini following his death in 1925, was merged into the *Museo delle Civiltà* (MUCIV), a “museum of museums” brought about by the amalgamation of six previously separate Italian museums and collections. See <https://www.museodelleciviltà.it/>.

part of a broader European phenomenon, as emerging ethnographic museums all over the continent sought to gather information of the most disparate kind on the non-European societies whom several European states had recently begun to dominate and exploit in the context of the “new imperialism” of the late 19th century. The fact that the objects and artefacts most demanded in Europe were often the same led to the rise of a veritable “tourist art” catering for the market provided by European museums and private collectors. In turn, this generated a countervailing search for authenticity, whereby what distinguished one object from another, and gave it evidentiary value, was the fact of it having been *truly* used locally. This preoccupation is aptly borne out by Pigorini’s instructions to Giuseppe Corona, an early civilian employee of the CFS and the first Italian consul in Boma in 1888-1889. What mattered the most, wrote Pigorini, was that “*la collezione si componga non di oggetti fabbricati per farne commercio con i raccoglitori, ma bensì di oggetti realmente usati dagli indigeni, quindi autentici*”³⁶. Pigorini also urged his suppliers to gather ethnographic data pertaining to these examples of material culture: their local names, modes of production and use, as well as the value systems which they embodied³⁷.

Given these priorities, the director of the RMPE had every reason to be satisfied with Carmelo Scardino, who, upon his return to Italy in the spring of 1906, donated 168 objects to the RMPE. His collection was mainly composed of musical instruments, weapons, textiles, ornaments, tools and sculptures. A sizeable percentage of the edged tools and weapons obtained by Scardino in Congo are attributed to the “*Tribù dei Buggia*”³⁸, on which the rest of this chapter focuses.

Budja Warfare and Its Weapons

The Budjas (or Mbujas) to the west of the Itimbiri river partook of what Jan Vansina has famously termed the “*tradition équatoriale*”, a decentralised form of governance whose basic building block was the village, which

³⁶ L. Pigorini to G. Corona, 27 Nov. 1888, Archivio Storico del Museo delle Civiltà (ASMC), Rome, Fasc. 127. On the question of authenticity in museum collections, see, *inter alia*, DELPINO & DI LELLA 2020; PHILIPS and STEINER 1999; STOCKING 1985.

³⁷ Luigi Pigorini encouraged his interlocutors and suppliers to follow the practices of the ethnological discipline which was then taking shape in the academic world – well before, that is, the “interpretivist turn” of cultural anthropology in the second half of the 20th century. GEERTZ 1973, 1983; KARP & LAVINE 1995; LATTANZI 2021.

³⁸ C. Scardino, “Collezione dei negri del Congo donata [...] al Museo Preistorico-Etnografico di Roma”, 19 April 1906, ASMC, Fasc. “Dono 1906-1907. Scardino cap. Carmelo. Africa”.

consisted of corporate groups known as “*Houses*” and led by self-made big men. Equatorial Houses comprised “*des parents de l’homme forte, mais aussi des amis, des clients, et divers dépendants*”³⁹. Villages, which were normally made up of more than one House, cooperated with their neighbours within spatially circumscribed “*districts*”. But inter-village bonds tended to be ephemeral and restricted to the imperatives of ensuring a common defence and promoting local trade and marriage exchanges⁴⁰. Even within a context of overall political decentralisation and tenacious attachment to the internal autonomy of each community or House⁴¹, there were instances in which fissiparous tendencies were partly overcome in favour of enhanced infra- and inter-district cohesion. This is what seems to have occurred among the Budjas themselves from the 17th century. There, as the patrilineal dispensation and ethos became more and more entrenched, villages came to form “*grappes de plus en plus importantes*” and to regard themselves as “*parents patrilinéaires précis*”. This process went hand in hand with the “*accroissement en taille des forces militaires*”⁴². By the late 19th century, this trend towards increased coordination had resulted in the Budjas grouping themselves “*en trois confédérations stables principales, chacune forte de milliers de personnes*”⁴³. The Budjas distinguished themselves for the strength of their military resistance to colonisation. This is documented by the edged weapons collected by Scardino. But to understand what these objects tell us about the Budjas, we must first dwell on the violently exploitative context to which they had to react.

Between 1885 and 1891, the CFS sought to overcome its dire financial situation by claiming for itself all the colony’s “*terres vacantes*” and their natural resources. The institution of the *système* or *régime domanial* turned the economy of the CFS into a huge state monopoly and legalised the large-scale resort to forced labour – which Africans supposedly provided in lieu of monetary taxes – both in the areas reserved to the State and the Crown (*domaine privé* and *domaine de la couronne*) and in those granted as monopolies to such private concessionary companies as the Anglo-Belgian India Rubber Company (ABIR) and the *Société Anversoise du Commerce au Congo*⁴⁴. In the context of skyrocketing international prices for wild rubber, the latter,

³⁹ VANSINA 1991, p. 92.

⁴⁰ VANSINA 1991, p. 102.

⁴¹ VANSINA 1991, pp. 153–154.

⁴² VANSINA 1991, p. 152.

⁴³ VANSINA 1991, p. 153.

⁴⁴ Fuller descriptions of the dispensation summarized here are to be found in HARMS 2019 and MACOLA 2025.

the company operating between the Mongala and the Itimbiri rivers since the early 1890s, immediately developed into a “*plundering and tribute-collecting empire of the crudest sort*”⁴⁵ – one in which, to use the words of Nouvelle-Anvers’ *substitut*, Ivan Grenade, “*les noirs de la région*” were regarded, and regarded themselves, “*comme appartenant corps et biens à la Société de la Mongalla [Anversoise]*” whose “*objectif unique*” was “*la récolte du caoutchouc*”⁴⁶. During his journeys through the *district des Bangalas* in 1902-1904, Grenade had “*constaté que les indigènes étaient absolument surchargés et que le travail exigé d’eux constituait un maximum qu’on ne pouvait dépasser sans les condamner à mourir de faim*”. In 1906, Villa chose an even less diplomatic way of putting it: in his view, the *Anversoise* was nothing less than an “*associazione di malfattori*” – so much so that, in the summer of 1904, the State had been forced to take over the gathering of rubber from the company with a view to “*tenere le cose nel limite di una criminalità discreta*”⁴⁷.

Besides the European employees of the company – the *Chefs de Zone* and the *Gérants de Factoreries* who received production bonuses on top of their fixed salaries – the main agents of the violence required to keep the supply of wild rubber flowing were African intermediaries known as “*capitas*”. In the surroundings of the company trading post of Akula, they, as Edgar Canisius, a former American employee of the *Anversoise*, denounced in the early 1900s, availed themselves of the services of numerous armed followers recruited from the dregs of society. The latter “*went about in bands devastating the villages, ravishing the women, and shooting down the men on the slightest provocation. They held the entire country in a state of terror.*”⁴⁸

The situation was hardly better in Ndobo, another *factorerie* on the outskirts of Budja territory, where Canisius served briefly late in 1899. Most of the male inhabitants of the villages situated in the vicinity of Ndobo were “*mere slaves to the company, for rubber-making occupied all their time*”. Tappers who brought in insufficient quantities were seized and flogged by the militiamen attached to the post. “*Some received twenty-five lashes, others fifty, but I have seen even 100 lashes administered, the instrument used being the ‘chicotte’, a heavy whip of hippopotamus hide.*”⁴⁹ Such was the pressure placed on local communities (according to Grenade, rubber collectors were forced to work

⁴⁵ Though pertaining to the ABIR in the *district de l’Équateur*, this description is also applicable to the *Anversoise*. HARMS 1983, p. 125.

⁴⁶ “Déposition du substitute Ivan Grenade le 11 octobre 1904 [...]”, in VANGROENWEGHE 1985, pp. 54-55.

⁴⁷ E. Villa to T. Tittoni, 4 May 1906, ASDMAE, MAI, vol. 1, Pos. 100/5, Fasc. 43. Emphasis in orig.

⁴⁸ CANISIUS 1903, p. 168; HARMS 2019, p. 386.

⁴⁹ CANISIUS 1903, pp. 75-76.

“24 jours par mois uniquement pour satisfaire aux obligations de l’impôt”⁵⁰) that, everywhere he went, Canisius found “*the natives dying of famine by the score*”⁵¹.

It was the *Anversoise*’s attempt to extend the rubber regime to the territory of the Budjas (who had been initially left alone, partly on account of their martial reputation), which precipitated their long-drawn-out guerrilla insurgency from 1898. Although the Budjas were generally lightly armed⁵², their knowledge of the terrain often gave them a tactical edge over the Europeans and their soldiers. A preexisting forest fighting technique which the insurgents drew upon and further “*perfected*” to deal with the new enemy and its Albin breech-loading rifles was the ambush followed by a swift rush at the enemy⁵³. After selecting a suitable spot along one of the country’s main paths, the only ones that “*the white man invariably follow[ed]*”, a given Budja war party hid “*carefully and cunningly*” behind thick foliage. There, it camped, lying in wait, “*even for weeks if necessary*”, for one of the State or the company’s slow-marching caravans⁵⁴. If and when the attack took place, it was frequently successful. Charging silently and “*in a dense mass*”, “*their shields covering their bodies, and spears poised*”, Budja fighters looked like “*an avalanche*”⁵⁵. Such was the terror inspired by their rapid forward movement that FP soldiers – especially trainees – tended regularly to disband and suffer heavy losses as they retreated. This is precisely what happened when a 41-man-strong FP column led by *Anversoise* agent Van Eyken was all but annihilated in January 1900 near the factory of Yambata⁵⁶. Van Eyken himself was seriously wounded by the Budjas’ offensive weapon of choice, the iron-bladed stabbing spear, which produced “*frightful wounds*”⁵⁷ and of which there were numerous varieties, both locally-produced and imported (III. 1). Budja knives and sabres must also have been held in great local repute, which probably accounts for the pride of place which Scardino allotted to them in his collection⁵⁸ (III. 2).

⁵⁰ “Déposition”, in VANGROENWEGHE 1985, p. 57.

⁵¹ CANISIUS 1903, p. 170.

⁵² See, e.g., CANISIUS 1903, p. 134. There were exceptions to the rule: FLAMENT 1952, p. 482.

⁵³ CANISIUS 1903, p. 99.

⁵⁴ CANISIUS 1903, p. 100.

⁵⁵ “*Unlike the majority of Africans, [the Budja warrior] utters no cry when closing in combat; the only warning an enemy has of his presence is seeing him issue from the bush.*” CANISIUS 1903, p. 102.

⁵⁶ H. Van Eyken to F. Allard, “mars 1900” [but completed after 8 May 1900], Archive of the Africa Museum, Tervuren, HA.01.0092.1; FLAMENT 1952, p. 480.

⁵⁷ CANISIUS 1903, p. 103.

⁵⁸ See, *inter alia*, BALLARINI 1992.



Illustration 1. Double-edged iron spear with a central rib on both sides. The wooden shaft is overlaid with iron, brass and copper bands. Scardino collection, Museo delle Civiltà-Roma # 75940.

As historians of the wars of colonial conquest have frequently pointed out⁵⁹, in the context of the Scramble for Africa, “statelessness” was hardly a weakness. To be sure, it meant that the Budjas were never in a position to mount a cohesive response to foreign invasion (though the number of soldiers whom allied Budja communities could field was substantial⁶⁰). Yet, on the other hand, decentralisation greatly complicated the task of counterinsurgency, since the downfall of a given community or big man did not entail the surrender of the entire population, whose constituent parts acted independently in the military as well as the political sphere. Indeed, after the first insurgents – members of the “*Budja Elwa*”, who had attacked the *factorerie* of Ndundusana in 1899 – were defeated, it was the turn of the “*Budja Madjambuli*” to take up arm around Yambata early in 1900⁶¹.

This is one of the main reasons why the subjugation of the Budjas turned out to be a long-drawn-out, bloody affair, necessitating several large-scale expeditions by the FP between 1899 and 1905⁶². Each of these resulted in massive loss of lives (according to Villa, writing early in 1904, “*nella Mongala [...] gli indigeni furono sterminati a migliaia, le atrocità commesse ed i delitti constatati da gli stessi tribunali hanno del fantastico*”⁶³) and widespread looting. It is indeed all but certain that some at least of the Budja weapons that came into the possession of Scardino originated from precisely such state- and company-sanctioned razzias. As Canisius’s account of the “pacification” campaign of 1900 illustrates, while the shields of slain enemies were destroyed, their spears and war knives were commonly kept by FP soldiers,

⁵⁹ See, most recently, WALTER 2017, pp. 42-45.

⁶⁰ Van Ekyen, for instance, claimed he had been attacked “*par environ 2000 Budjas*”; Van Ekyen to Allard.

⁶¹ CANISIUS 1903, p. 92.

⁶² Brief summaries are available both in FLAMENT 1952, pp. 479-483, and in OMASOMBO TSHONDA 2015, pp. 113-114.

⁶³ “Rapporto Villa R. Console al Congo”.

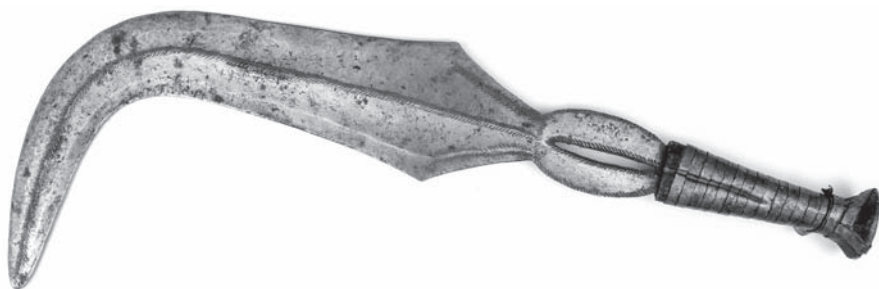


Illustration 2. Late 19th- and early 20th-century Budja sabres are characterised by their serpentine shape, the presence of special engravings, and by a handle often encircled by varanus skin. This specimen has a double-edged blade in forged iron with designs engraved on both sides. The hilt is made of wood, bound with brass hoops. Scardino collection, Museo delle Civiltà-Roma # 75899.

who were wont to sell them “*to the white men passing up and down the river, who pay exorbitant prices for such articles*”⁶⁴.

But Scardino, of course, was hardly a tourist, and so, on at least one occasion, he personally took part in the raid which secured him one of his most prized possessions: a “*coltello Buwela [Bwela]*” which had belonged to “*Benga*”, a big man settled in the proximity of Umangi (Ill. 3 and 4). Benga “*non aveva voluto mai riconoscere l’autorità del bianco*” and had therefore fled his village and sought refuge among an unspecified Budja group, presumably at some point in 1904. There, having likely approached one of the “*fetish doctor[s]*” whose “*reputation for making ‘strong’ mono*” attracted “*natives from far and wide*”⁶⁵, he had succeeded in obtaining one or more of the charms to which local people attributed the Budjas’ military successes. Upon returning home, and taking advantage of the absence of European officers from Umangi, Benga had attacked the training camp and killed many soldiers. “*Io [Scardino] volendolo ridurre all’obbedienza ho marciato contro di lui, nel villaggio mi ha attaccato, il primo colpo di fucile era stato per lui, e i seguaci si sono sbandati.*”⁶⁶ Benga’s magically treated knife had been collected by Scardino himself next to the slain

⁶⁴ CANISIUS 1903, p. 121.

⁶⁵ CANISIUS 1903, p. 120.

⁶⁶ C. Scardino to L. Pigorini, 29 May 1906, ASMC, Fasc. “Dono 1906-1907. Scardino cap. Carmelo. Africa”.



Illustration 3. Scardino collection, Museo delle Civiltà-Roma # 75890, 75891, 75904.



Illustration 4. Scardino collection, Museo delle Civiltà-Roma # 97196.

Among the several Budja knives donated by Scardino to the RMPE, nos. 75890, 75891 and 75904 might have all belonged to Benga. No. 75890 is a knife with double-sided blade forged in iron, while no. 75891 is in copper. The hilt of the first knife is made of wood bound with brass; that of the second is bound with copper. No. 75904 has a double-edged blade forged in iron and decorated on both sides. It has a diamond-shaped opening on the lower half and a wooden hilt bound with iron bands. It is a parade knife, a symbol of the rank of the bearer which could be flaunted during ceremonies. All of these three knives could have fitted in the scabbard depicted in ill. 4. The latter consists of a wooden core covered in leather with a bronze and a brass strip at the end. Attached to the scabbard are a wooden whistle and two antelope horns which worked as propitiatory and protective amulets. The research for the writing of this chapter led to the correct attribution of the scabbard, which, having been found without an inventory number in a 1947-1948 reorganisation, had been wrongly attributed to the collection of explorer Giovanni Miani.

enemy's corpse. Here, Scardino's experience replicated that of Canisius, who, on several occasions, retrieved "*from some of the dead Budjas [...] small packets, the size of a walnut, of a black powder, probably charcoal, tied up in leaves and attached to the neck by a cord.*"⁶⁷ While the pre-colonial reach of Budja war medicine is difficult to ascertain, its attested popularity and diffusion in the early 1900s may well indicate that the challenges and pressure of the insurgency were prompting processes of religious change. Budja innovativeness in times of great stress, in other words, was probably not confined to the military sphere *sensu strictu* but also invested the realm of belief, in general, and the ideological underpinnings of warfare, in particular.

Conclusion: When a Museum Collection Becomes a Historical Source

The collection assembled by Carmelo Scardino is relevant to both European and African history (as well as, of course, museography, anthropology and African art history). The objects he brought back from Congo bear witness to the colonial gaze through which, from the closing decades of the 19th century, westerners looked at non-European societies in the conviction that they could understand, describe and represent them through their material culture at international fairs and in the newly established ethnographic museums. They make manifest the selection operated by a European soldier who resorted to acquisition methods typical of the cultural world from which he hailed. At the same time, they reveal the subjectivity of the choices made by collectors, including this Italian officer's particular interest in the military sphere – out of 168 donated objects, 103 consisted of arms and spears – and, more originally, in European practices of exploitation in Congo. Indeed, among the objects donated by Scardino to the RMPE were also some wooden contraptions used to restrain prisoners – a powerful material testimony of the abuses which scandalised him and of which he spoke in his private letters (III. 5 and 6).

From an Africanist point of view, Scardino's artefacts reflected changes in the military and religious systems of Congolese communities. The Budja weapons he collected are often characterised by the presence of magical substances, whose function was to ensure bodily protection and success in combat. These

⁶⁷ CANISIUS 1903, p. 120.



Illustration 5. Scardino collection, Museo delle Civiltà-Roma # 75907.



Illustration 6. Scardino collection, Museo delle Civiltà-Roma # 75908.

material elements are evidence of the involvement of the religious realm in the production of weapons – a supernatural input that the growing military challenges brought about by the presence of the CFS on the ground are likely to have magnified. In African and Congolese societies, metals themselves were commonly regarded as being endowed with special, magical qualities⁶⁸, but in the increasingly violent dispensation that the policies of the Free State were bringing into being, an additional supernatural intervention was likely deemed necessary to ensure greater strength and security. Finally, of course, the weapons collected by Scardino also document the exchanges and trade that took place between different polities in the Congo Basin area, often over long distances⁶⁹.

Used both for fighting purposes and as emblems and insignia of power, the weapons acquired by Scardino – and similar objects scattered in museums across Europe – illuminate important aspects of local responses to the unrest

⁶⁸ See, e.g., HERBERT 1984; KRIGER 1999.

⁶⁹ Weapons were not infrequently produced by blacksmiths from outside the societies where they were purchased or taken by European collectors, which is why it is often difficult to establish their ultimate provenance with certainty. Sometimes, the most highly regarded blacksmiths were called in from distant centres and commissioned particular works. Styles, shapes and forging techniques thus circulated throughout wide areas, thereby compounding problems of attribution. See BALLARINI 1992.

and social crises caused by colonial occupation and exploitation. Together with the acquisition notes that accompany them, these objects speak to a period of great conflict and change and to the creativity, innovativeness and, indeed, desperation with which Africans sought to confront the turmoil and, where possible, to resist it. Africanists ignore them at their peril.

Bibliography

- BALLARINI Roberto, *Armi dell’Africa nera. Black Africa’s traditional arms*, Milan, Africa Curio, 1992.
- BASSANI Ezio (ed), *Africa capolavori da un continente*, Florence, ArtificioSkira, 2003.
- BASU Paul, “Towards the Pluriversal Museum: From Epistemic Violence to Ecologies of Knowledges”, *Museums & Social Issues* 18(1-2), 2024, pp. 78-93.
- CANISIUS Edgar, “A Campaign amongst Cannibals”, in BURROWS Guy (ed), *The Curse of Central Africa*, London, R.A. Everett & Co, 1903, pp. 63-178.
- CARBONE Carlo, *Italiani in Congo. Migranti, mercenari, imprenditori del Novecento*, Milan, FrancoAngeli, 2019.
- CERCHIAI Claudia (ed), *Il Collegio Romano dalle origini al Ministero per i Beni e le Attività Culturali*, Rome, Istituto Poligrafico dello Stato, 2003.
- CERRETI Claudio, *Le molte missioni di Giacomo Weitzecker, pastore valdese nella “Terra dei Basuti”*, Rome, Società Geografica Italiana, 1993.
- CLAY Dean, “‘David vs Goliath’: The Congo Free State Propaganda War, 1890-1909”, *The International History Review* 43(3), 2021, pp. 457-474.
- CLAY Dean, “‘A Clash of Titans’: Big Business and the Congo Reform Movement”, *History* 107(374), 2022, pp. 97-120.
- DE L’ESTOILE Benoît, *Le Goût des autres. De l’exposition coloniale aux arts premiers*, Paris, Flammarion, 2007.
- DELPINO Gaia, “Doni e scambi epistolari tra Luigi Pigorini, Giacomo Weitzecker e Luigi Jalla: acquisizione delle raccolte etnografiche di due missionari valdesi”, in Rosso Davide (ed), *Giacomo Weitzecker e Luigi Jalla. Missionari e geografi valdesi in Africa australe a fine Ottocento*, Torre Pellice, Centro Culturale Valdese, 2019, pp. 53-62.
- DELPINO Gaia, DI LELLA ROSA Anna, “L’ambiguità dell’autenticità. Riflessioni sullo statuto dei beni demoetnoantropologici tra expertise professionale,

prassi amministrativa e storia delle collezioni”, *Antropologia Museale* 44, 2020, pp. 14-19.

FLAMENT F., *La Force Publique de sa naissance à 1914. Participation des militaires à l'histoire des premières années du Congo*, Brussels, Institut Royal Colonial Belge, 1952.

GEERTZ Clifford, *Interpretations of Cultures*, New York, Basic Books, 1973.

GEERTZ Clifford, *Local Knowledge: Further Essays in Interpretative Anthropology*, New York, Basic Books, 1983.

GORDON David M., “Kingdoms and Associations: Copper’s Changing Political Economy during the Nineteenth Century”, in LARMER Miles, GUENE Enid, HENRIET Benoît, PÉSA Iva, TAYLOR Rachel (eds), *Across the Copperbelt: Urban & Social Change in Central Africa’s Borderland Communities*, Woodbrige, James Currey, 2021, pp. 155-178.

GRANT Kevin, “Christian Critics of Empire: Missionaries, Lantern Lectures, and the Congo Reform Campaign in Britain”, *Journal of Imperial and Commonwealth History* 29(2), 2001, pp. 27-58.

HARMS Robert W., “The World ABIR Made: The Maringa-Lopori Basin, 1885-1903”, *African Economic History* 12, 1983, pp. 125-139.

HARMS Robert W., *Land of Tears: The Exploration and Exploitation of Equatorial Africa*, New York, Basic Books, 2019.

HERBERT Eugenia W., *Red Gold of Africa: Copper in Precolonial History and Culture*, Madison, University of Wisconsin Press, 1984.

HOCHSCHILD Adam, *King Leopold’s Ghost: A Story of Greed, Terror, and Heroism in Colonial Africa*, New York, Houghton Mifflin, 1998.

KARP Ivan, LAVINE Steven D. (eds), *Exhibiting Cultures: The Poetics and Politics of Museum Display*, Washington, Smithsonian Institution, 1991.

KRIGER Colleen, *Pride of Men: Iron Working in 19th Century West Central Africa*, Portsmouth, NH, Heinemann, 1999.

LABANCA Nicola (ed), *L’Africa in vetrina. Storie di musei e di esposizioni coloniali in Italia*, Paese, Pagus Edizioni, 1992.

LAGAMMA Alisa (ed), *Kongo: Power and Majesty*, New York, Metropolitan Museum of Art, 2015.

LATTANZI Vito, *Musei e antropologia. Storia, esperienze, prospettive*, Rome, Carocci, 2021.

LECOMTE Alain, LEHUARD Raoul, N’SONDÉ KOVO, N’SONDÉ Jean (eds), *Bakongo. “Les Fétiches”*, Paris, Galerie Alain Lecomte, 2016.

- LIDCHI Henrietta, ALLAN Stuart (eds), *Dividing the Spoils: Perspectives on Military Collections and the British Empire*, Manchester, Manchester University Press, 2020.
- LONGAIR Sarah, MCALEER John (eds), *Curating Empire: Museums and the British Imperial Experience*, Manchester, Manchester University Press, 2012.
- LOUIS William R., “Casement and the Congo”, *Journal of African History* 5(1), 1964, pp. 99-120.
- LOUIS William R., “Morel and the Congo Reform Association 1904-1913”, in LOUIS William R., STENGERS Jean (eds), *E.D. Morel’s History of the Congo Reform Movement*, Oxford, Clarendon, 1968, pp. 171-220.
- LUYCKFASSEEL Margot, MEEUWIS Michael, “Ethnicity and Language in the Run-Up to Congolese Independence in the 1950s: Ba(Ki)Kongo and Ba(Li)Ngala”, *Language Matters* 49(3), 2018, pp. 86-104.
- MACOLA Giacomo, *A Violent History: Power and Conflict in the Congo Basin from the Nineteenth Century to the Present*, Leuven, Leuven University Press, 2025.
- MANGANI Elisabetta, *Il Museo Nazionale Preistorico Etnografico di Luigi Pigorini*, Rome, Espera edizioni, 2015.
- MANTUBA-NGOMA Mabilia P., *Les soldats de Bula Matari (1885-1960). Histoire sociale de la Force Publique au Congo Belge*, Kinshasa, Éditions Culturelles Africaines, 2019.
- MCALEER John, MACKENZIE John (eds), *Exhibiting the Empire: Cultures of Display and the British Empire*, Manchester, Manchester University Press, 2015.
- MOREL Edmund D., *Red Rubber*, London, T. Fisher Unwin, 1906.
- OMASOMBO TSHONDA Jean (ed), *Mongala. Jonction des territoires et bastion d’une identité supra-ethnique*, Tervuren, MRAC, 2015.
- PAVLAKIS Dean, *British Humanitarianism and the Congo Reform Movement, 1896-1913*, Farnham, Ashgate, 2015.
- PHILLIPS Ruth B., STEINER Christopher, “Art, Authenticity and the Baggage of Cultural Encounter”, in PHILLIPS Ruth B., STEINER Christopher (eds), *Unpacking Culture: Art and Commodity in Colonial and Postcolonial Worlds*, Berkeley, University of California Press, 1999, pp. 3-19.
- PICCOLINO Giulia, “Il Congo, l’Italia e Leopoldo II del Belgio. Parte I: Una ‘relazione pericolosa’ all’epoca del colonialismo”; “Il Congo, l’Italia e Leopoldo II del Belgio. Parte II: Nel regno del caoutchouc e della ‘blague’. La missione di Eduardo Baccari e le sue conseguenze (1903-1908)”,

Memorie dell'Accademia Nazionale di Scienze, Lettere e Arti di Modena ser. 8, 10(1), 2007, pp. 219-259, 261-318.

- PICCOLINO Giulia, "Au service de l'État Italien dans le 'royaume du caoutchouc et de la blague': les officiers de l'armée italienne et la mission d'Eduardo Baccari dans l'État Indépendant du Congo (EIC)", in COMBERIATI Daniele, IOUNES-VONA Rosaria, HALEN Pierre (eds), *Des Italiens au Congo aux Italiens du Congo. Aspects d'une glocalité*, Paris, L'Harmattan, 2020, pp. 17-28.
- PRICE Sally, "The Enduring Power of Primitivism: Showcasing the Other in the Twenty-First-Century France", in SALAMI Gitti, BLACKMUN VISONÀ Monica (eds), *A Companion to Modern African Art*, London, John Wiley & Sons, 2013, pp. 447-465.
- SEVERI Carlo, *L'oggetto-persona. Rito, Memoria, Immagine*, Turin, Einaudi, 2018.
- SNOEP Nanette Jacomijn, COLLEYN Jean-Paul, BEAUJARD Philipp *et al.*, *Recettes des dieux. Esthétique du fétiche*, Paris and Arles, Musée du quai Branly and Actes Sud, 2009.
- STOCKING George W. (ed), *Objects and Others: Essays on Museums and Material Culture*, Madison, University of Wisconsin Press, 1985.
- VANGROENWEGHE Daniel, "Le Red Rubber de l'Anversoise, 1899-1900. Documents inédits", *Annales Æquatoria* 6, 1985, pp. 39-65.
- VANSINA Jan, *Sur les sentiers du passé en forêt. Les cheminements de la tradition politique ancienne de l'Afrique équatoriale*, Louvain-la-Neuve, Centre d'Histoire de l'Afrique, 1991.
- VANSINA Jan, *Being Colonized: The Kuba Experience in Rural Congo, 1880-1960*, Madison, University of Wisconsin Press, 2010.
- WALTER Dierk, *Colonial Violence: European Empires and the Use of Force*, London, Hurst, 2017.

Partie 4

Vision, mémoire et archives

Part 4

Vision, Memory and Archives

**Jules Maps Bagalwa Mapatano,
Benjamin Kithongo Wenga**

**Les missions protestantes scandinaves au Kivu,
entre colonisation et émancipation
du peuple congolais**

Introduction : problématique, sources et méthodes

Au XIX^e siècle, des missionnaires chrétiens européens se sont installés en Afrique, notamment au Congo, tout en devenant des acteurs du projet colonial¹. Les missions protestantes, qui émergent au début du XX^e siècle à l'Est de l'actuelle République Démocratique du Congo (RDC), demeurent relativement peu étudiées malgré quelques travaux de référence². Ce chapitre propose dès lors une analyse de leur évolution, surtout en ce qui concerne leur transition du rôle de collaboratrices du colonialisme à celui d'actrices de l'émancipation du peuple congolais durant et après la phase de décolonisation/indépendance. Nous interrogeons, sur la longue durée, leur capacité d'adaptation face aux dynamiques internes et externes, suivant les concepts de Georges Balandier³. Focalisée sur les missions protestantes scandinaves au Kivu, une région méconnue mais

¹ NDAYWEL Ê NZIEM 1998, pp. 267-271.

² AXELSON 1970; BRAEKMAN 1961; KABONGO-MBAYA 1992; LAGERGREN 1970; MAKANZU 1973; LARSSON 2016; SLIDE 1959; LUNDQVIST 2024; MULUME 2023; SODERLUND 2011.

³ BALANDIER 1982.

cruciale dans la diffusion du protestantisme au Congo, cette analyse explore leur influence indirecte en tant qu'acteurs aux marges des puissances coloniales. Même si leurs pays d'origine n'étaient pas des colonisateurs directs, ces missions ont interagi avec diverses forces coloniales et locales, s'inscrivant ainsi dans des dynamiques transimpériales⁴. Plusieurs questions sont au cœur de notre réflexion : Qui étaient ces missionnaires, dont l'héritage se ressent fortement sur les lieux encore aujourd'hui ? Quelles étaient leurs motivations ? Comment ont-ils établi des relations avec les Congolais et leurs cultures ? Quelle place ont occupée les Congolais dans les missions et quels ont été leurs rapports avec les pouvoirs coloniaux et post-coloniaux ? Quelle a été l'influence de ces missions sur la société congolaise avant et après la colonisation ?

Par ce questionnement, nous cherchons à analyser les interactions entre les missions protestantes scandinaves, les pouvoirs en place et les populations locales. L'objectif est de comprendre comment ces missions ont contribué, intentionnellement ou non, à l'émancipation des Congolais, d'abord sous le colonialisme léopoldien et belge, puis durant la période décoloniale et post-coloniale. Bien que cet ouvrage soit consacré aux années 1876-1908, notre analyse ne se limite pas à considérer ce spectre temporel, mais s'attarde également sur l'après-1908. En effet, si une première mission scandinave, dépendante d'un consœur britannique, s'installe au Bas-Congo avant 1908, ce n'est qu'à partir des années 1920 que des Églises scandinaves autonomes s'implantent durablement, d'abord au Kivu, avant de rayonner à travers le pays. Elles réalisent alors, sur plusieurs décennies, des projets et des idéaux missionnaires déjà élaborés à l'époque léopoldienne. Cela nous permet donc, dans l'esprit de cette dernière section thématique de l'ouvrage, de porter notre regard sur l'histoire longue des héritages coloniaux.

En fait, le léopoldianisme, entendu comme système politico-culturel d'oppression, ne s'éteint pas avec la disparition formelle de l'État indépendant du Congo (EIC) en 1908 : il est reconduit et adapté d'abord par le régime colonial belge, puis par les pouvoirs post-coloniaux qui entrent en scène au moment même de l'indépendance⁵. Pour appréhender les comportements des évangélistes scandinaves face à ce système caméléonesque mais persistant, il importe donc de se concentrer sur la période où leur présence devient réellement significative. Dans ce cadre, les données recueillies soutiennent la thèse que ces missions, tout en s'engageant dans la « mission civilisatrice », ont évolué au fil du temps et ont progressivement participé à des efforts émancipateurs.

⁴ MATASCI, BANDEIRA JERONIMO 2022.

⁵ KANZA 2017.

Ce chapitre s'articule autour de la question de l'émancipation sociale, comprise comme les actions entreprises pour libérer les groupes d'une domination illégitime⁶. Il repose également sur une approche sociohistorique⁷ combinant enquête de terrain et analyse documentaire, avec des pièces largement produites ou conservées au Congo, mais souvent absentes de l'historiographie traditionnelle. L'enquête, réalisée entre janvier et avril 2024, inclut des recherches à Bukavu, dans les bibliothèques de l'Université Évangélique d'Afrique et de l'Institut Supérieur Pédagogique de Bukavu, ainsi que des entretiens avec une consule scandinave et quatorze pasteurs congolais âgés de 55 à 75 ans, dont certains viennent de la paroisse Sayuni/Kadutu, liée à la mission suédoise, où le père du prix Nobel de la paix Dr Denis Mukwege a officié. Faute d'espace, nous ne convoquerons ici que des courts extraits tirés de ces sources orales. Notre travail s'inscrit également dans les approches d'histoire immédiate que Benoît Verhaegen – auteur de la méthode au Congo⁸ – désigne comme une discipline dont l'objet est la connaissance des sociétés contemporaines par une méthodologie puisant de l'histoire ses techniques documentaires, et de la sociologie et de l'anthropologie leurs techniques vivantes.⁹ Une telle orientation complète l'analyse de longue durée proposée dans les pages que nous proposons en permettant de saisir comment les acteurs contemporains autochtones interprètent et prolongent des dynamiques héritées de la période coloniale.

De l'Europe nordique à l'Afrique centrale : l'arrivée des missionnaires protestants scandinaves dans le Congo léopoldien¹⁰

La mission protestante scandinave, notamment suédoise, s'implante au Congo dès 1881, quatre ans avant la création de l'EIC. Selon Sigbert Axelson, les expéditions de Livingstone et Stanley suscitent un vif intérêt des évangélistes européens, qui voient l'Afrique comme une nouvelle terre de mission, dans une perspective millénariste. Cet engouement gagne la Suède, où une branche du mouvement revivaliste évangélique se détache de

⁶ REY-DEBOVE 2003, p. 555.

⁷ GRAWITZ 1981, pp. 437-439.

⁸ MONNIER 2000, p. 203.

⁹ VERHAEGEN 1970, 1974a, 1974b. Voir également FABIAN 1971.

¹⁰ Sur la participation importante d'autres acteurs scandinaves (et nordiques) au projet colonial de Léopold II, voir les chapitres d'Espen Wæhle et de Sine Maria Vinther dans ce même ouvrage.

l'Église luthérienne en 1878 pour fonder la Swedish Mission Covenant, ou Svenska Mission Forbundet (SMF). En quête d'un partenaire africain, la SMF s'associe à la Livingstone Inland Mission (LIM) et s'établit à Makimbungu, au Bas-Congo. Entre 1881 et 1920, l'objectif poursuivi consiste à convertir les populations locales et à restructurer la société selon un modèle chrétien et occidental. Cet idéal de modernisation présumée passe notamment par l'éducation, les orphelinats, la promotion de la famille nucléaire monogame et une éthique protestante du travail inspirée de Weber.¹¹

Quels étaient le profil et les motivations de ces missionnaires ? Comment s'articulaient leurs relations avec les populations locales et l'EIC ? Quelles figures marquantes émergent et quel a été leur impact sur la société congolaise ?

C. J. Engvall, Nils Westlind et K. J. Petersson sont les premiers missionnaires de la SMF au Congo, d'abord sous la LIM, avant de s'autonomiser en 1890. Leur implantation au Congo sous l'EIC évolue, se divisant en quatre groupes : les pionniers, les missionnaires établis (une centaine en 1903), les agents de l'État, et une trentaine de professionnels. Contrairement aux autres missions protestantes qui transitent par le Bas-Congo, la SMF s'installe durablement dans la province du Sundi, ancien territoire du royaume du Kongo¹². Entre 1880 et 1908, 124 missionnaires suédois œuvrent au Congo, un chiffre notable par rapport aux autres missions. À la différence des missionnaires britanniques issus de classes moyennes éduquées, 80 % des Suédois viennent de milieux modestes, tels que des paysans, artisans ou ouvriers, avec une éducation limitée. Recrutés principalement entre 25 et 30 ans, âge jugé idéal pour s'adapter au climat et aux défis linguistiques, ces missionnaires sont animés par une foi intense, compensant leur manque de formation, mais également par l'espoir d'une ascension sociale, où le travail missionnaire offre éducation, respectabilité et indépendance, surtout pour les femmes. Contrairement à l'image du missionnaire exclusivement masculin, souvent critiquée, hommes et femmes issus de milieux marginaux en Suède endossent au Congo des rôles d'autorité, se voyant comme des guides vers une vie « juste »¹³. Au cours de la période étudiée, la majorité des missionnaires suédois sont des femmes. Après l'arrivée des trois premières missionnaires féminines en 1888, leur nombre croît dans les années 1890 pour atteindre 58, malgré une mortalité élevée, surtout chez les femmes (51 décès). En 1908, la SMF compte 50 missionnaires (23 hommes et 27 femmes), résultat d'une

¹¹ WEBER 2017.

¹² COYAULT 2021 ; AXELSON 1970, pp. 206-220.

¹³ LAGERGREN 1970.

politique du Conseil missionnaire qui veille à remplacer chaque départ par un missionnaire du même sexe, reflétant une vision complémentaire des rôles de genre. La SMF recrute des célibataires et des personnes mariées, bien qu'un mariage au Congo nécessite une autorisation écrite du Conseil en Suède, un processus long et contraignant¹⁴.

Après son autonomisation, la SMF commence à développer la formation d'évangélistes, de catéchistes et d'instituteurs congolais à partir des stations de Kibunzi et de Mukimbungu. Elle élargit son réseau missionnaire, progressant à l'intérieur du pays, entre le fleuve et la ligne de chemin de fer Matadi-Léopoldville en construction (1887-1898). L'activité missionnaire de la SMF repose sur un triptyque : évangélisation, soins de santé et éducation élémentaire. Cette dernière vise à rendre la Bible accessible aux Africains, perçue – à tort – comme porteuse d'une égalité universelle entre les races. Inspirés par le mouvement revivaliste suédois, les missionnaires transposent au Congo leurs initiatives éducatives et sociales, créant des écoles et rédigeant des manuels en *kikongo*. Pour mieux christianiser, ils s'efforcent d'apprendre les langues et cultures locales. Soucieux d'évangéliser dans les idiomes locaux, certains produisent un travail ethnologique et linguistique majeur, dont la traduction de la Bible en langues vernaculaires. Cette approche découle de la formation rigoureuse dispensée par la SMF¹⁵.

Les relations entre les populations locales et les missionnaires demeurent ambiguës. Bien qu'ils prônent l'émancipation des Congolais par une éducation populaire basée sur la Bible et valorisent certaines valeurs culturelles *kongo*, les missionnaires conservent néanmoins une condescendance religieuse et civilisationnelle à leur égard¹⁶. Cette ambivalence se manifeste dans leur interaction avec le régime oppressif de Léopold II, qu'ils côtoient sans remise en question. Ainsi, la relation missionnaire-indigène mêle respect de la culture locale et tensions avec celle du colonisateur, ces deux cultures contribuant à façonner un univers évangélique altéré par les rapports de domination¹⁷. C'est là une facette religieuse de la confrontation culturelle qui se déploie depuis l'arrivée des Portugais en 1482, avec le Bas-Congo comme théâtre de ces affrontements.

D'après la littérature sur le sujet, la confrontation des cultures peut être analysée à travers trois grandes phases. La première, de 1482 à 1706, est

¹⁴ LUNDQVIST 2024, pp. 362-364.

¹⁵ COYAULT 2021.

¹⁶ COYAULT 2021.

¹⁷ LAGERGREN 1970.

marquée par le patronage portugais, débutant par la conversion du royaume du Kongo au catholicisme sous le règne de Mvemba Nzinga, puis une relative revitalisation de la religion traditionnelle comme moyen de s'opposer au commerce croissant des esclaves, y compris opéré par l'évêque d'Angola. Cette phase se termine avec la condamnation de la prophétesse Kimpa Vita en 1706, qui appelait au retour des anciennes pratiques. La deuxième phase, de 1706 à 1877, est caractérisée par la décadence du royaume, l'intensification de la traite négrière, et le renouveau des cultes traditionnels des *banganga* (prêtres traditionnels), avec une relative accalmie dans les conflits religieux après la chute du royaume. Dans la troisième phase, de 1877 à 1900, la Mission Covenant Church of Sweden se mêle à cette confrontation des cultures dans l'ex-province du Sundi, pendant que l'EIC impose des pratiques de travail forcé, le portage pour les expéditions, la collecte intensive du caoutchouc, ainsi que des saisies de terres et des dénis des droits politiques des Congolais, au profit du pouvoir colonial. Cette confrontation de cultures se résume ainsi à travers la ruée commerciale et civilisationnelle européenne vers l'Afrique, l'expropriation foncière, le travail forcé multiforme et généralisé¹⁸.

Sur un autre versant, les relations entre les missions protestantes et l'EIC ont été observées depuis le district de l'Équateur en ce qui concerne la période de 1885 à 1903. La crise commence quand ces dernières dénoncent publiquement les abus et les atrocités du système léopoldien – un mouvement qui débouche sur la «réforme du Congo» portée par des activistes anglais entre 1905 et 1908. Quatre phases majeures caractérisent cette relation : *la période de collaboration* (1885-1893), durant laquelle les missions et l'EIC s'implantent le long du fleuve Congo, les protestants devançant les catholiques dans la rechristianisation du bassin du Congo après les missions portugaises des xv^e et xvi^e siècles. Aussi les Britanniques, bien vus dans l'équation missionnaire par Léopold II, entrent en scène. Ensuite, *la période de conflits* (1893-1898) : elle découle de la dénonciation des atrocités commises par l'EIC, ce qui entraîne des complications pour les missions telles que l'American Baptist Mission Union (BMS) et des personnalités gravitant autour du monde missionnaire. Cela coïncide avec l'arrivée de L. Fiévez, nouveau commissaire de district, qui intensifie la collecte du caoutchouc par la terreur pour satisfaire les besoins de l'EIC, entraînant des protestations de missionnaires relayées par des médias tels que l'agence Reuters et l'Aborigines' Protection Society de Londres. Ces dénonciations provoquent une réponse officielle des États-Unis et, finalement, des enquêtes menées

¹⁸ AXELSON 1970.

sous la pression de Léopold II et du gouverneur Wahis, dans une tentative apparente de protéger les populations locales. *La période de détente* (1898-1902) suit le changement d'agents administratifs, une gestion plus directe par le roi des Belges et le déplacement de la collecte de caoutchouc vers le Nord-Est. Pendant cette phase, les missions sont confrontées à des difficultés financières et administratives, limitant leur capacité à étendre leur présence et à dénoncer les abus. Parallèlement, les grandes sociétés anversoises, telles que l'Anglo-Belgian India Rubber Company, sont de plus en plus perçues comme soutenues par les missions, qui, bien qu'habituees à la gouvernance coloniale, tolèrent ou ignorent les abus tant qu'ils ne sont pas trop visibles. Le dernier temps (1903-1904) marque un *retour des conflits*, avec la venue du consul britannique Casement en 1903 au Congo pour enquêter sur les abus de l'EIC, ce qui ravive l'action des missions protestantes (BMS, Presbytériens) qui, comme durant la deuxième période ici indiquée, se mobilisent à nouveau pour dénoncer ces abus. Au vu des graves scandales coloniaux qui éclatent¹⁹ et devant l'impossibilité de calmer les critiques, l'EIC décide, dès 1904, de ralentir l'expansion des missions protestantes en restreignant l'accès aux terres et en imposant des réglementations administratives contraignantes²⁰.

Ces acquis historiques mènent des auteurs comme David Lagergren et Ruth Slade à souligner l'ambiguïté des relations entre les missions chrétiennes et le pouvoir colonial. Bien qu'elles ne soient pas directement des instruments du gouvernement, les critiques missionnaires sur les abus du système mis en place par ce dernier dépendent des enjeux politiques européens du moment. Au fil du temps, les missions, à travers leurs activités éducatives et sanitaires, deviennent des relais de l'installation coloniale, ne s'opposant pas au colonialisme, mais critiquant ses excès. Les missionnaires, tout en privilégiant leur vocation évangélique, s'accommodent des autorités coloniales. Leur expérience sur le terrain est marquée par une contradiction entre leurs origines sociales et leurs positions de pouvoir dans la société coloniale. Ils reproduisent les structures sociales européennes tout en imposant des représentations patriarcales et racistes, notamment en matière d'inégalité entre hommes et femmes. Leur travail repose sur l'idée d'une mission dite « civilisatrice », la Suède étant perçue comme un modèle en cela. En tant que dirigeants *de facto*, les missionnaires imposent une hiérarchie aux Congolais, qui doivent suivre leurs directives. Le protestantisme suédois, malgré son idéal d'universalisme, se heurte ainsi à des hiérarchies de genre, de race et de

¹⁹ Voir, à ce propos, le chapitre de Catherine Coquery-Vidrovitch dans ce même ouvrage.

²⁰ LAGERGREN 1970.

culture, générant ambiguïtés et tensions. Animés par une vision moderniste, les missionnaires du XIX^e siècle cherchent à remplacer l'ordre précolonial par des institutions chrétiennes. Cependant, leur projet reste inachevé, entre idéaux et réalités du terrain, confronté aux revendications des Congolais, à une collaboration difficile avec l'EIC, et à un manque de ressources²¹.

Les figures marquantes des missions scandinaves au début du XX^e siècle

L'apport des missionnaires suédois du Congo à l'ethnologie africaine et à la protection des populations indigènes est loin d'être négligeable, déjà vers la fin du XIX^e siècle, mais de plus en plus durant la première moitié du XX^e siècle. Pionnier en la matière, Nils Westlind réalise un travail linguistique et littéraire majeur en traduisant, en 1891 déjà, le Nouveau Testament en *kikongo* à Makimbungu, une station qui devient ensuite un centre missionnaire suédois de premier plan. Karl-Edvard Laman, après un quart de siècle passé au Congo, s'impose quant à lui comme un linguiste éminent en traduisant la Bible en *kikongo* avec l'aide de jeunes assistants congolais en 1905, en publiant un dictionnaire kikongo-français monumental en 1936 et en documentant la culture matérielle *kongo*. Alors que cette culture semble se désagréger sous l'impact de la colonisation, l'activité linguistique et ethnologique missionnaire contribue à raviver chez les Bakongo la conscience de leur unité culturelle. Ce processus favorise l'émergence des prophétismes et du nationalisme kongo, dont Simon Kimbangu devient la figure emblématique dans les années 1920. Inspiré par Laman, Efraim Andersson se fait connaître comme un précurseur dans l'étude de ces mouvements prophétiques²². De son côté, le géographe H. H. Von Schwerin se distingue autant par ses travaux que par ses critiques de l'action missionnaire et ses témoignages sur l'oppression des Congolais sous l'EIC. Enfin, E. V. Sjöblom figure parmi les rares missionnaires à dénoncer ouvertement les abus du régime léopoldien, allant jusqu'à témoigner devant l'Aborigines Protection Society de Londres en 1897²³.

Le pentecôtisme est un mouvement chrétien protestant né aux États-Unis, dont Cecil M. Robeck situe les débuts en 1906 avec le «réveil pentecôtiste»²⁴.

²¹ LAGERGREN 1970 ; SLADE 1959.

²² COYAULT 2019 ; 2021.

²³ AXELSON 1970.

²⁴ ROBECK 2006. Voir aussi HOLLENWEGER 1972.

L'une des premières églises pentecôtistes norvégiennes est fondée à Oslo par le Britannico-Norvégien Thomas Ball Barratt, qui devient un pionnier du mouvement en Norvège et en Scandinavie. Après une croissance notable, le pentecôtisme norvégien s'exporte à l'étranger²⁵. Dans cette dynamique, Barratt élabore un projet d'implantation pentecôtiste dans l'Est du Congo belge et projette d'y envoyer une dizaine de missionnaires vers 1920. Cette initiative coïncide avec le retour en Norvège du pasteur Gunnerius Tollefsen, qui revient du Congo belge où il a servi pour la Congo Inland Mission (CIM), une œuvre mennonite américaine fondée par Ama Doering et déjà connue de Barratt. Tollefsen y a passé quatre ans à évangéliser au Kasai (Djoko Punda, Banzibe/Bulape), dans la lignée du travail entamé par l'American Presbyterian Congo Mission, implantée dans la région depuis la fin du XIX^e siècle. De retour en Norvège, Tollefsen témoigne lors de la réunion annuelle du Norges Frie Evangeliske Missionsforbund (Association missionnaire évangélique libre de Norvège) de son expérience en Afrique. Il souligne la nécessité d'un plus grand nombre de missionnaires, relève les difficultés rencontrées sur le terrain et salue le travail accompli par les missions anglo-saxonnes auprès de l'ethnie Luba depuis trente-sept ans, ainsi que la contribution de son collègue congolais Musonguela. Impressionné, Barratt l'engage pour une mission au Congo belge en 1921. Avant son départ, Tollefsen épouse Oddbjorg Frang le 20 mai 1920. Le couple ne peut pas avoir d'enfants, mais adopte au Kivu un garçon congolais, Emanuel Minos, qui deviendra un écrivain, éditeur et prédicateur influent en Norvège²⁶. «*Minos reviendra à Kaziba en 1982, lors du 60^e anniversaire de la mission norvégienne au Congo, où il fut très applaudi.*»²⁷

Tollefsen rejoint alors une équipe missionnaire pionnière, majoritairement norvégio-suédoise. Partie de Norvège et réunie à Marseille en mai 1921, l'expédition accoste à Dar es-Salaam (Tanganyika, aujourd'hui Tanzanie) le 25 juin 1921. L'Est du Congo est ciblé en raison de la présence historique de pasteurs baptistes protestants, notamment depuis les explorations menées par Stanley à la recherche du célèbre missionnaire et explorateur Dr Livingstone en 1871²⁸. L'équipe traverse ensuite la région frontalière entre le Congo, le Rwanda et le Burundi, rencontrant en chemin des missionnaires britanniques ainsi que des chefs tribaux. Arrivés à Uvira, ils doivent quitter la ville après un mois, celle-ci étant attribuée à l'Église catholique par l'administration coloniale belge. Ils poursuivent leur route 200 km plus au Sud-Est, à Sibatwa/

²⁵ HOLLENWEGER 2001, p. 4 ; HOBSON 1998, pp. 888-889. Voir aussi LANGSETH 1988.

²⁶ MULUME 2017, pp. 39-51.

²⁷ Entretien avec le pasteur César Marhegeko, janvier 2024.

²⁸ Entretien téléphonique avec le pasteur Bondo, depuis le Malawi, avril 2024.

Kalembelembe (territoire de Fizi), où ils tentent de s'installer pendant six mois. Cependant, l'hostilité de la population locale islamisée et un climat difficile les contraignent à abandonner le site. De retour à Uvira, ils passent successivement par Bukavu, Kabare et Walungu, avant de s'établir à Kaziba, une zone où l'Église catholique n'est pas implantée, ce qui facilite leur installation. En effet, depuis la convention du 26 mai 1906 entre le Saint-Siège et l'État indépendant du Congo²⁹, le pouvoir colonial favorise l'Église catholique. Les *Mwami* (rois) de Kaziba, de Luhwinja et de Burhinyi acceptent ces missionnaires, envoyés par le Commissaire de District du Kivu, espérant trouver en eux des alliés dans leurs relations tendues avec l'administration coloniale³⁰. Les conditions bioclimatiques favorables à Kaziba font prendre la décision aux missionnaires de s'y établir en premier³¹. Ils s'y installent effectivement le 5 août 1922 et débutent l'évangélisation le 24 septembre. Ils y inaugurent la première chapelle, qui devient la première station missionnaire norvégienne et le point de départ d'une expansion évangélique dans la région, puis dans tout le pays. Fort de l'expérience qu'il a acquise au Kasai au sein de la CIM, Tollefsen noue des liens étroits avec les chefs locaux, rétrogradés au rang de simples chefs coutumiers sous le régime colonial de la Belgique. Son influence dépasse le Congo et marque durablement la mission pentecôtiste norvégienne et suédoise avant son retour en Norvège, comme le souligne Odd Borresen³².

Stratégies d'implantation sur le terrain et relations avec les populations locales

L'acceptation des missionnaires par les populations locales est essentielle à leur implantation. Pour asseoir leur influence, ils introduisent des nouveaux modes de consommation en distribuant pagnes, sel importé et produits pharmaceutiques. Une fois acceptés, ils recrutent des travailleurs domestiques, parmi lesquels sont choisis les premiers interprètes et initiateurs aux dialectes locaux. Ces collaborateurs, évangélisés et alphabétisés dans les stations missionnaires (Kaziba, Kakwende/Muganga/Burhinyi dès 1928, Luhwinja en 1934, Kalambi et Kitutu en 1941), sont ensuite promus moniteurs et

²⁹ NDAYWEL È NZIEM 1998, pp. 351-352.

³⁰ Entretien avec le pasteur Musafiri, janvier 2024.

³¹ Entretien avec le pasteur Bidorho, février 2024.

³² BORRESEN 1960.

évangélistes. Yohanna Zahinda Zaluke devient ainsi le premier pasteur autochtone en 1935 à Kaziba. Jusqu'à la création de l'école biblique de Kakwende/Burhinyi en 1956, leur sélection repose sur des critères informels. Comme le souligne John Mpondo : « *Les missionnaires regardaient seulement, parmi ces collaborateurs, celui qui était un bon chrétien, qui avait une bonne capacité morale, spirituelle et dynamique, capable pour paître les brebis du Seigneur, ou pour diriger les autres [fidèles] et/ou l'Église. Le début de l'implantation des stations missionnaires n'était pas facile, le choix des serviteurs de Dieu n'était pas aussi facile.* »³³

Les missionnaires protestants doivent acheter leurs propres concessions, contrairement aux missions catholiques qui reçoivent gratuitement entre 100 et 200 hectares du pouvoir colonial, conformément à la convention de 1906 précédemment citée. Pour choisir l'emplacement d'une station missionnaire, trois critères sont privilégiés : un centre d'entité, idéalement situé sur un plateau ; une surface suffisante pour les constructions prévues ; et un approvisionnement naturel en eau, avec un climat aussi tempéré que possible. Kaziba répond à ces exigences, bien que la plaine marécageuse de Namurhera/Muchingwa, rapidement asséchée avec l'aide des convertis, soit finalement octroyée par le Mwami NnaKaziba Madjiri III³⁴. Ces évangélistes font face à plusieurs obstacles : l'interdiction de s'implanter en milieu urbain jusqu'en 1954 sous la pression des missions catholiques, la difficulté d'accès aux terres, et la complexité d'obtenir une reconnaissance juridique, bien qu'ils puissent agir sous le couvert d'une mission déjà enregistrée ou s'installer sans formalité administrative avant 1930. De plus, ils sont exclus des subsides coloniaux. Cependant, en achetant leurs concessions auprès du pouvoir colonial ou en négociant avec les chefs locaux, ces premiers missionnaires scandinaves ne se trouvent-ils pas dans une position plus favorable ? Psychologiquement, les autochtones les perçoivent peut-être davantage comme des partenaires que comme des dominants, à la différence de l'Église catholique toute-puissante. « *Ainsi, durant des années, les indigènes de Kaziba firent du bénévolat pour aider les Norvégiens à édifier la mission. Incapables de trouver pareil soutien local, même si le Mwami s'était converti au catholicisme, les prêtres catholiques officiant déjà à Nyangezi ne prirent jamais pied à Kaziba avant 1950.* »³⁵

³³ Entretien écrit avec le Dr John M. Pondo, depuis Monrovia/Liberia, le 11 mars 2024.

³⁴ MULUME 2023, p. 43 ; entretien avec le Pasteur Bidorho, mars 2024.

³⁵ Entretien avec le pasteur Manassé Mukome, février 2024.

Les pionniers établis à Kaziba sont Axel B. Lindgren, Gunnerius Tollefssen, Flood et son épouse, Lars Julius Aspenlind, son épouse et leur enfant, Harald Ludwig Hansoon, Arthur et son épouse Frederik (Américains), ainsi que Ruth Natalia Aronsson, qui épouse plus tard Karl Lemuel Karlson. À Kaziba, le groupe se scinde en deux : les Norvégiens fondent la Mission libre norvégienne (MLN) à Kaziba et dans le Bushi (territoire des Bashi), tandis que les Suédois s'installent plus au Sud-Est, à Uvira, où ils établissent, en 1922, la Mission libre suédoise (MLS) à Lemera, centrée sur le Bufulero (territoire des Bafulero), avec une extension future au Burundi et au Rwanda³⁶.

Entre 1922 et 1945, ces missions s'implantent progressivement au Kivu en poursuivant trois objectifs principaux – sans surprise, puisqu'il s'agit d'un *modus operandi* hérité du XIX^e siècle – : évangélisation, éducation et santé. Toutefois, la priorité reste la diffusion du christianisme, notamment par la traduction de la Bible et d'ouvrages évangéliques dans les langues locales (plus de 17 000 exemplaires), contribuant ainsi à leur standardisation. Certains, comme le Dr Oswald Orlien, successeur de Tollefssen, prônent une approche intégrant la médecine à l'évangélisation³⁷. Cette mission vise aussi à former des cadres autochtones capables de perpétuer l'œuvre missionnaire après le départ des Scandinaves³⁸. Ces mouvements se distinguent rapidement par leur apolitisme, évitant toute implication dans les affaires civiques ou la contestation du pouvoir colonial. À l'inverse, des figures comme Thomas Winberg (MLS) collaborent avec l'administration belge, construisant des infrastructures pour les autorités en échange de financements³⁹. Cette stratégie, nécessaire à leur autonomie financière, s'explique par l'absence de subventions étatiques, leur fonctionnement reposant principalement sur les dons des fidèles de leurs pays d'origine. Leur action en faveur des Congolais colonisés ne peut donc être évaluée qu'en dehors du champ strictement politique.

Entre 1922 et 1970, la MLN a 10 églises locales, un nombre qui passe à 72 en 1985. En 2007, la CELPA, héritière de la MLN, en dénombre 600 à travers tout le Congo, dont plus de 50 % dans les régions du Sud-Kivu et du Nord-Kivu. De son côté, la CEPAC, rejeton de la MLS, affiche 456 églises locales⁴⁰. Ces missions encadrent alors plusieurs millions de fidèles congolais.

³⁶ BULÈRE 2011, pp. 36-46. Voir aussi SÖDERLUND 2011.

³⁷ ORLIEN 1963.

³⁸ MULUME 2023, p. 33.

³⁹ MULUME 2023, p. 36.

⁴⁰ MULUME 2023, pp. 99-101 ; MENHE LUANDA 2002, pp. 18-19. Voir aussi KUYE-NDONDO WA MULEMERA 2014.

L'impact à l'époque coloniale : de l'embryon à l'émergence d'une éducation protestante scandinave (1920-1960)

Dès leur installation en 1922, l'éducation des enfants congolais devient une priorité pour les missionnaires. Cependant, jusqu'en 1945, les écoles restent rudimentaires, limitées par la résistance locale à une « école de blancs » et des équipements minimalistes, comme des tableaux en étoffe et des ardoises d'argile. L'enseignement se focalise sur l'apprentissage de la lecture, de l'écriture et des calculs, centrés autour de la Bible. Les élèves les plus doués, après deux ou trois ans de formation, sont sélectionnés pour devenir enseignants-évangélistes ou responsables de chapelles-écoles. Les méthodes pacifiques et volontaires de recrutement protestantes, contrairement à celles des catholiques, ainsi que certaines convergences entre des valeurs africaines et les exigences du pastorat, finissent par convaincre la population locale d'accepter l'école et d'y envoyer ses enfants⁴¹. Pour garantir l'équité, le gouverneur général, Pierre Ryckmans, malgré l'opposition de l'Église catholique jusqu'au Pape, autorise l'enseignement protestant entre 1937 et 1940 dans le système scolaire colonial. En 1949, les missions scandinaves obtiennent pour la première fois des subventions scolaires de l'État colonial belge⁴². Cette période marque l'émergence d'une concurrence entre sociétés missionnaires, qui excellent dans l'enseignement, et l'État utilise cette dynamique pour réaliser son volet éducatif dans le cadre du Plan décennal pour le développement économique et social du Congo belge, après la Seconde Guerre mondiale. La subvention coloniale contribue à la construction et au fonctionnement de certaines écoles, ainsi qu'aux premiers dispensaires et maternités, comme à Kaziba en 1950, financés par le Fonds du Bien Être Indigène, en réponse aux exigences de l'État belge qui administre le pays.

Face au manque d'enseignants qualifiés, des missionnaires partis en Europe pour se former reviennent ensuite au Congo pour exercer leur ministère éducatif. En 1950, depuis la Norvège et la Suède, la MLN et la MLS fondent ensemble l'École de formation des moniteurs (EFM) à Lemera (Nia Magira) en Territoire d'Uvira, dirigée par Linnéa Halldorf avec Jean Ruhigita Ndagora comme professeur⁴³. En 1951, la MLN crée l'École d'apprentissage pédagogique à Bideka, avant de la transférer à Lemera pour fusionner avec l'EFM, donnant naissance à l'Institut pédagogique protestant du Kivu (IPPKi), destiné à former

⁴¹ Entretien avec le pasteur Samuel Kagayo, mars 2024.

⁴² VANDERLINDEN 1994, pp. 365-371.

⁴³ SONDERLUND 2011, p. 132.

des cadres moyens non seulement du Kivu, mais aussi de la région des Grands Lacs africains⁴⁴. Les premiers diplômés post-primaires sont lancés sur le marché de l'emploi en 1953. En 1954, la MLN compte cinq écoles primaires agréées avec 45 classes et 1 093 élèves répartis entre cinq stations missionnaires (Kaziba, Kakwende, Kalambi, Kitutu, Bideka). La MLS revendique, pour sa part, dix écoles agréées à Uvira, Lemera, Bukavu, Kavumu, Ndofia, Walikale, Pinga, Machumbi, Ntoto et Goma⁴⁵. En 1956, la MLN crée l'école biblique de Kakwende pour former des pasteurs autochtones avec une théologie critique et moins dogmatique, sur des cycles courts d'un trimestre à un semestre⁴⁶.

À cette époque, la Belgique, jusqu'alors souvent (auto-)perçue comme une « colonie modèle », est secouée par les revendications indépendantistes qui touchent plusieurs parties de l'Afrique. Le Manifeste de la conscience noire, signé à Léopoldville en 1956 par l'Abbé Joseph Malula, Joseph Iléo et d'autres « évolués » congolais, devient la première déclaration publique congolaise demandant la fin du colonialisme, s'opposant ainsi au Plan Van Bilsen, qui prévoit une indépendance dans trente ans⁴⁷. Les émeutes de janvier 1959 à Léopoldville contraignent Bruxelles à accélérer le processus d'indépendance, fixé au 30 juin 1960. Face à cette urgence, les missions, en particulier celles qui encadrent des autochtones christianisés, les encouragent à briguer des mandats électoraux. La préparation de l'élite congolaise à assumer des nouvelles et soudaines responsabilités politiques nationales devient urgente. Ainsi à Kaziba, Matabishi Chidabushere devient sénateur du Kivu-Central, Jacques Mudjija est élu député provincial, et à Kankwende, le pasteur Silas Mugiriba devient Conseiller de Chefferie. À l'indépendance, des Congolais remplacent les missionnaires à la tête des missions : Simon Lukeba devient représentant légal de la MLN, puis Barhegine Totoro en 1963, tandis que Jean Ruhigita Ndagora prend la tête de la MLS. Ces dirigeants restent en place jusqu'en 1990.

L'impact à l'époque postcoloniale : l'essor du domaine médical et l'africanisation des missions (1960-2000)

À partir de 1960, une phase de maturité progressive démarre, couvrant le reste du siècle jusqu'à nos jours. Cette période connaît une expansion sans précédent de l'œuvre missionnaire, malgré les vicissitudes sociopolitiques du

⁴⁴ MULUME 2023, p. 76.

⁴⁵ SONDERLUND 2011, p. 174.

⁴⁶ MULUME 2023, pp. 63-64.

⁴⁷ TOUSSIGNANT 2009.

Congo. Avec l'indépendance, les églises pentecôtistes obtiennent une pleine liberté d'implantation, y compris dans les zones occupées par les missions catholiques, jusque-là seules autorisées à s'y établir. La période 1960-1970 est déterminante pour l'africanisation des postes clés, au profit des anciens auxiliaires des missionnaires qui deviennent pasteurs des églises autonomisées. Ces missions, en particulier dans les premières stations (comprenant une école, un lieu de culte et un centre de santé), s'efforcent d'évangéliser les Congolais par leurs compatriotes ou de répondre à l'impératif de partage des responsabilités entre Scandinaves et Congolais. Ce contexte, marqué par les troubles politiques liés à une indépendance mal préparée, y compris dans les pays voisins, nécessite de faire face à des besoins humanitaires pressants. Dès 1962, l'arrivée de plus de 50 000 réfugiés tutsis rwandais au Kivu⁴⁸ et les déplacements massifs dus à la rébellion muleliste compliquent la gestion de l'accueil, que le gouvernement congolais et les chefferies locales régulent ensemble. Les missions y contribuent en insérant de nombreux réfugiés dans les orphelinats, écoles et structures médicales, tout en prêchant la fraternité et la cohabitation pacifique entre autochtones et étrangers. Mais cet accueil n'est pas sans frictions quand «*parfois des missionnaires paraissaient favoriser les réfugiés au détriment des autochtones*»⁴⁹. En 1993, face aux tensions liées à la guerre du Rwanda, les missions réaffirment leur engagement pour la paix et la dénonciation du tribalisme et du régionalisme dans les Églises.

Les crises liées aux indépendances conduisent les gouvernements norvégien et suédois à soutenir les missions pentecôtistes au Congo, notamment par des subventions permettant la construction de divers équipements. Ces fonds permettent la création de l'IPPKi à Bwindi/Bukavu en 1968, de l'hôpital de Kaziba fondé en 1958 avec l'arrivée du Dr Oswald Orlien, de l'école d'infirmiers et aides-soignants (1960), de l'Institut Technique Médical à Kaziba (1970), de l'Institut technique de Burhuza (1964), de l'Imprimerie Shahidi Presse à Bukavu et de l'école secondaire pour filles à Bideka. Le Centre de santé de Lemera, dirigé par le Dr Oswald Orlien, devient un hôpital en 1970, et celui de Pinga ouvre en 1971⁵⁰. Au début des années 1980, des praticiens congolais arrivent dans ces hôpitaux où, après, ils sont éligibles comme médecins directeurs, illustrant l'effort d'africanisation du commandement dans différents secteurs d'activités des missions. «*Le Dr Makanda Lungomo, venu de Kinshasa, arrive par exemple à Kaziba en 1979. En 1983, le Dr Denis Mukwege et d'autres*

⁴⁸ Voir, à ce propos, le film documentaire *Opération Banyarwanda* de 1964 présenté par la Ligue des sociétés de la Croix-Rouge, qui représente une source audiovisuelle importante : <https://www.youtube.com/watch?v=ST2msrOv3Qc&t=38s> (consulté le 24.09.2025).

⁴⁹ Entretien avec le pasteur Évariste Masudi, mars 2024.

⁵⁰ MULUME 2023, pp. 71-91.

Congolais viennent à l'hôpital de Lemera. Les missionnaires et les populations locales ont vraiment apprécié leur travail sérieux. »⁵¹ L'hôpital de Panzi à Bukavu est construit d'urgence entre 1999 et 2002 – tout en étant dirigé depuis lors par le Dr Denis Mukwege, médecin, pasteur pentecôtiste et prix Nobel de la Paix – après que celui de Lemera a été gravement endommagé en 1996 et 1998.⁵² Ces attaques furent menées par le Front patriotique rwandais, avec l'appui de rebelles tutsis originaires du Rwanda, mais installés au Congo depuis les années 1960-1970, qui s'étaient autoproclamés Congolais afin de revendiquer par les armes la nationalité congolaise. Les conflits en cours en RDC depuis le génocide rwandais de 1994 sont le résultat d'une alliance entre les régimes voisins (Rwanda, Ouganda, Burundi, Kenya) cherchant à imposer l'hégémonie ethnopolitique « *hima-tutsi* » dans la région, et des puissances occidentales visant à contrôler les richesses naturelles et stratégiques du Congo⁵³. Sans entrer dans les détails, ces dynamiques de conflit transfrontalier aux accents *statocidaires* réapparaissent régulièrement, comme l'illustrent les attaques contre Goma et Bukavu survenues en 2025⁵⁴.

Revenant sur les missions scandinaves, celles-ci changent de nom à plusieurs reprises à la suite des restructurations dictées par des impératifs légaux, des réformes ou de l'extension de leurs zones d'action. La MLN devient ainsi l'Association des Églises Libres du Kivu en 1960, puis l'Association des Églises Libres du Zaïre en 1973, avant de se transformer en Communauté des Églises Libres du Zaïre (CELZA) en 1982, puis en Communauté des Églises Libres de Pentecôte en Afrique (CELPA) en 1995. De son côté, la MLS évolue entre 1960 et 1997, passant de l'Association des Églises de Pentecôte à la Communauté des Églises de Pentecôte au Zaïre (CEPZA), pour devenir enfin la Communauté des Églises de Pentecôte en Afrique Centrale (CEPAC) en 1997⁵⁵. Les années 1990 marquent une transition importante : d'une part, les missionnaires scandinaves quittent précipitamment le Congo en raison des nouvelles crises et guerres ; d'autre part, les Congolais prennent définitivement les rênes des communautés, tout en maintenant des partenariats avec les églises-mères en Norvège et en Suède. Enfin, ces communautés se transforment en sociétés missionnaires exportant l'Évangile dans d'autres pays africains et occidentaux. La CELPA s'implante ainsi au Niger, au Tchad, en Somalie, au Sud-Soudan, au Kenya, en République centrafricaine, et aux États-Unis, tandis que la CEPAC étend son influence au Burkina Faso, au Niger, au Mozambique, à l'Ouganda, à la

⁵¹ Entretien avec le pasteur Wasso Mubarikiwa, avril 2024.

⁵² BULERE, BANTUZÉKO, NGOMBERA, MUTEBA, HALLDORF 2011, pp. 69-91.

⁵³ BAGALWA MAPATANO 2013 ; NGBANDA NZAMBO 2004 ; N'GBANDA NZAMBO KO 1998 ; PEAN 2010 ; WRONG 2023 ; REVER 2020 ; ONANA 2019, 2021, 2023.

⁵⁴ ONANA 2023, pp. 7-8 ; ONU 2025, pp. 6-30.

⁵⁵ MENHE LUANDA 2002, pp. 18-19 ; BULERE, BANTUZÉKO, NGOMBERA, MUTEBA, HALLDORF 2011, p. 138.

Tanzanie, au Kenya, à l’Afrique du Sud, à la Zambie, à la Belgique, aux États-Unis, à la Hollande et à la Norvège⁵⁶. En somme, les Églises congolaises, jadis missionnées, deviennent à leur tour missionnaires, y compris dans les pays qui avaient implanté la mission au Congo depuis l’époque leopoldienne.

Cette période de transition est marquée par des conflits internes autour de la redistribution du leadership, dominée par trois groupes : les « big men » ou grands notables⁵⁷, les idéologues ecclésiastiques et les leaders ethniques. Par exemple, en 1991, le départ du révérend Ruhigita Ndagora donne lieu à des tensions internes au sein de la CEPZA. En 2002, la tentative de son fils, Espoir Bulangalire Majagira Ruhigita, d’être élu divise la CEPAC en trois factions. L’unité de l’Église est rétablie grâce à une « *palabre africaine* » interne et à l’implication des églises-mères suédoises. L’église procède alors à un « *diagnostic de la communauté depuis son existence [...] pour élaborer une nouvelle vision globale* ». Des séminaires et ateliers sur le leadership, la démocratie et le genre sont organisés par des missionnaires facilitateurs tels que Gunnar ou encore Swahn et Klinberg, dans le but de légitimer cette alternance politique au sein de l’église⁵⁸. Les idéologues ecclésiastiques, souvent spécialisés et porteurs de projets de réformes, sont souvent marginalisés par les « big men », ces notables influents. Les leaders ethniques, quant à eux, cherchent à imposer à la direction de l’église des figures issues de leurs propres groupes ethniques. Par exemple, en 1990, la succession à Bashi Barhegine Totoro à la CELZA provoque un affrontement entre les pasteurs Bashi et Balega, résolu par une médiation interne qui aboutit à la première « alternance interethnique » avec l’élection du jeune théologien Lembelembe, fils du pasteur Shadrak Lubingo Lembelembe, pionnier dans l’implantation du pentecôtisme norvégien au Maniema⁵⁹. Les capitaux social et culturel éloquentes du candidat jouèrent aussi en sa faveur dans une Église en quête de renouvellement. « *C’est vrai que Lembelembe fils bénéficiait du passé glorieux de son père qui a laissé le souvenir d’un pasteur chevronné, d’un serviteur infatigable des faibles, et d’un homme droit et humble. Mais ce candidat était un théologien bien formé dans les années 1980 à l’ISTEKi [Institut Supérieur de Théologie Évangélique du Kivu, n.d.r.] de Bukavu, et qui s’est ensuite distingué dans le monde pastoral dans la ville.* »⁶⁰

⁵⁶ MULUME 2023, pp. 101-105 ; BULERE, BANTUZEXO, NGOMBERA, MUTEBA, HALLDORF 2011, pp. 115-116.

⁵⁷ SAHLINS 1963, pp. 285-303.

⁵⁸ BULERE, BANTUZEXO, NGOMBERA, MUTEBA, HALLDORF 2011, pp. 109-111.

⁵⁹ TOTORO 1990, pp. 48-51.

⁶⁰ Entretien avec le pasteur Lazare Byamungu, avril 2024.

Un aperçu quantitatif de l'héritage missionnaire scandinave en RDC jusqu'à présent

Les tableaux 1 et 2 montrent comment les actions missionnaires scandinaves dans les domaines de l'enseignement et de la santé passent d'une portée limitée au Kivu à une expansion quasi exponentielle à l'échelle du Congo. Cette croissance des écoles primaires, secondaires générales et techniques a lieu à partir des années 1990, coïncidant avec l'effondrement progressif de l'État congolais.

Tableau 1 : Évolution des effectifs d'établissements éducatifs et de leurs populations.⁶¹

	1960-1975	1975-1990	1990-2005	2005-2020
MLN (CELPA)				
Écoles primaires	15	63	113	1 000
Écoles secondaires	10	31	313	310
Écoles bibliques	1	14	15	15
Écoles supérieures				
Universités	0	0	1	1
MLS (CEPAC)				
Écoles primaires	84	162	338	773
Écoles secondaires		100	116	288
Écoles bibliques	1	14	15	15
Écoles supérieures	0	1	1	1
Universités	0	0	1	1

⁶¹ Source des données : BULERE, BANTUZEXO, NGOMBERA, MUTEBA, HALLDORF 2011, p. 118.

L'État, en déclin, ne construit plus d'écoles ni de dispensaires, malgré les besoins croissants de la population survivante. Face à cette situation, les églises intensifient leurs actions pour répondre aux besoins essentiels, en développant plusieurs grands domaines d'activité : évangélisation, œuvres sociales, médicales, éducatives, développement communautaire, ainsi que la promotion de la paix, de la réconciliation, de la démocratie et des droits de l'homme, en particulier pour les femmes. Depuis 1990, leur action humanitaire s'est étendue, d'abord pour assister les réfugiés tutsis et hutus, et se poursuit aujourd'hui. En impliquant les missions dans l'éducation à la paix et la gouvernance, elles influencent indirectement les questions politiques. Les efforts dans les domaines scolaire et sanitaire bénéficient directement à plus de trois millions d'élèves et autant de personnes pour les soins médicaux.

Tableau 2 : Structures sanitaires de la MLN (CELPA) et MLS (CEPAC) en 2022⁶².

Structures sanitaires	MLN (CELPA)	MLS (CEPAC)
Hôpitaux généraux de référence	3	3
Centres hospitaliers	4	15
Centres de santé	50	101
Centres de santé-maternité	14	
Postes de santé	14	87
Centres de santé oculaires	2	
Centres nutritionnels	8	
Centres des handicapés physiques	1	
Centre de récupération pour enfants de la rue	1	
Pharmacies dépôt	1	
Orphelinats	1	
Écoles médicales	1	
TOTAL	100	206

⁶² Source des données : BULERE, BANTUZEKO, NGOMBERA, MUTEBA, HALLDORF 2011, p. 99; MULUME 2017, p. 121.

Conclusion

Dans ce chapitre, nous avons analysé l'implantation des missions protestantes scandinaves au Congo, notamment pentecôtistes et avec une focale sur la région du Kivu (où leur impact a été considérable), en explorant leur rôle dans le cadre de la colonisation léopoldienne et belge, puis leur action dans la période post-coloniale. Ces églises provenant du Nord de l'Europe ont, consciemment ou non, coconstruit avec les sociétés locales congolaises des systèmes sociaux et culturels durables. Bien qu'initialement ancrés dans une relation faite de tensions entre colonisateurs belges et colonisés congolais, ces systèmes – arrivés d'en bas, c'est-à-dire d'acteurs à la périphérie des grands centres du pouvoir impérial – ont contribué, au fil du temps, à l'émancipation progressive des autochtones non seulement du Kivu, mais également d'autres régions du Congo, en créant par exemple des structures matérielles et éducatives pérennes qui jouent un rôle extrêmement important encore aujourd'hui. Un autre point témoignant cette réussite, sans pour autant vouloir tomber dans le biais d'une *success story*, est le suivant : plus d'un siècle après leur implantation, ces missions ont donné naissance à des églises africaines « universelles », réexportant l'Évangile de la terre congolaise vers d'autres pays d'Afrique et aussi vers d'autres continents, y compris dans le Nord global ayant vécu (ou pas) les effets de la diaspora africaine et autrefois liés à la colonisation et à la mission.

Si cette réussite repose sur une éthique de solidarité – reconnaissance de l'autochtone congolais comme partenaire, engagement dans la vie des communautés locales et transmission intergénérationnelle des pratiques missionnaires –, cette même éthique a été probablement historiquement motivée, comme nous l'avons vu, par le manque d'alternatives : contrairement à d'autres missions, catholiques notamment, bénéficiant d'un support plus direct de la part de l'État colonial, les missionnaires protestants ont dû se débrouiller autrement et mettre sur pied des stratégies d'expansion différentes.

Quelle est la réception de cet héritage scandinave au Congo et notamment au Kivu de nos jours ? D'après différentes études utilisées pour ce chapitre, réalisées au Congo par des acteurs de la région et largement absentes des réseaux bibliothécaires occidentaux, ainsi que d'après notre enquête de terrain basée sur une série d'interviews, le principal résultat est le suivant : l'impact de ces missions, sur la longue durée, dépasse l'œuvre religieuse, et s'inscrit dans une dynamique de développement et d'émancipation multiforme. Ainsi, avec leur héritage complexe et aux racines coloniales, ces églises continuent de jouer un rôle

crucial dans la structuration des communautés, en servant de modèles de résilience et de solidarité face aux défis contemporains, notamment dans un contexte où l'État post-colonial, formellement indépendant, se montre de plus en plus faible.

Sur le plan de la méthode – dans cette tentative de constituer une histoire à parts égales, au sens de Romain Bertrand⁶³, mais avec des archives vivantes et des approches également issues de l'histoire immédiate (comme évoqué en introduction) –, un double biais devra être dépassé dans des études futures pour approfondir la connaissance de la présence pentecôtiste scandinave en Afrique centrale. Un premier biais réside dans le fait que, lorsqu'elles assument le rôle de porte-parole des missions, les voix locales risquent de perdre en objectivité : leur statut de relais institutionnel les expose en effet à minimiser ou à occulter certaines limites de l'action missionnaire. Un second biais, distinct du premier, provient d'une adhésion trop étroite aux idéaux missionnaires : en les intégrant sans distance critique, ces voix locales peuvent être conduites à placer un excès d'espoir dans une structure dont les mandats et les objectifs demeurent préalablement fixés, et se trouvent de ce fait dans l'incapacité d'en percevoir les insuffisances. En tant que chercheurs congolais vivant et travaillant dans les régions étudiées, ces constats ne peuvent que nous rappeler, une fois de plus, l'héritage important laissé au Congo par les missions de Scandinavie, et l'importance de replacer cette histoire dans une perspective locale tout en mesurant les effets jusqu'à nos jours.

Bibliographie

- AXELSON Sigbert, *Culture Confrontation in the Lower Congo. From the Old Congo Kingdom to the Congo Independant Sate with Special Reference to the Swedish Missionaries in the 1880's and 1890's*, Falköping, Gummessons, 1970.
- BAGALWA MAPATANO Jules Maps (avec la collaboration de Marcellin Amini Mugalu), *Internaliser un conflit international*, Paris, Publibook, 2013.
- BALANDIER Georges, *Sociologie actuelle de l'Afrique noire*, Paris, Presses Universitaires de France, 1982 (1^{re} éd. 1955).
- BERTRAND Romain, *L'histoire à parts égales. Récits d'une rencontre Orient-Occident (XVI^e-XVII^e siècle)*, Paris, Seuil, 2011.

⁶³ BERTRAND 2011.

- BORRESEN Odd, « Kongo », in JUUL Kåre (éd.), *Til Jordens Ender. Norsk pinsemisjon gjennom 50 år*, Oslo, Filadelfiaforlaget, 1960, pp. 141-154.
- BULERE Banyene, BANTUZEKO Barhabwira, NGOMBERA Miruho, MUTEBA Kasemba, HALLDORF Daniel, *Communauté des Églises de Pentecôte en Afrique Centrale « CEPAC ». Origines, Héritage et Actualité*, Bukavu, 2011.
- COYAULT Bernard, « Karl Edvard Laman, missionnaire ethnologue suédois au Congo (1891-1919). Entre culture savante et humanisme chrétien : l'utopie missionnaire face au léviathan colonial », in *Bérose – Encyclopédie internationale des histoires de l'anthropologie*, Paris, 2021, <http://berose.fr/article2268.html>, consulté le 24 septembre 2025.
- COYAULT Bernard, « Efraim Andersson, un missionnaire ethnologue suédois en terrain prophétique kongo (1929-1954) », in CIARCIA Gaetano, MARY André (éd.), *Ethnologie en situation missionnaire*, Paris, Bérose, 2019, pp. 136-177.
- FABIAN Johannes, « Langage History and Anthropology », in *Journal for the Philosophy of the Social Science* 1(1), 1971, pp. 18-47.
- GRAWITZ Madeleine, *Méthodes des sciences sociales*, Paris, Dalloz, 1981.
- HOLLENWEGER Walter, « Le pentecôtisme, avenir du christianisme du tiers-monde », in *Cahiers de l'IRP* 39, 2001, pp. 3-19.
- HOLLENWEGER Walter, *The Pentecostals*, London, SCM, 1972.
- KANZA Thomas, *Ascension et chute de Patrice Lumumba. Conflit au Congo*, Paris, Présence Africaine, 2017.
- KUYE-NDONDO WA MULEMERA Jean-Luc, *Jubilé ya miaka 90 ya kanisa la mahali ya 8^e CEPAC Lemera*, Bukavu, Shahidi-Presse, 2014.
- LAGERGREN David, *Mission and State in the Congo. A Study of the Relations between Protestant Missions and the Congo Independant State Authorities with Special Reference to the Equator District, 1885-1903*, Uppsala, Gleerup, 1970.
- LARSSON Simon, *Att bygga ett samhälle vid tidens slut: Svenska missionsförbundets mission i Kongo 1881 till 1920-talet*, Göteborg, School of Global Studies, University of Gothenburg, 2016.
- LANGSETH Per, *Bak Masken Femti Ar Misjonens Tjeneste*, Lillehammer, Oris Forlag, 1988.
- LUNDQVIST Pia, « Who Were the Missionnaires? The Social Origin and Professionnal Background of Swedish Missionnaires in the Congo Free State », in *Social Sciences and Missions* 37, 2024, pp. 347-389.

- MAKANZU Mavumilisa, *L'histoire de l'Église du Christ au Zaïre*, Kinshasa, Centre Protestant d'Édition et de Diffusion, 1973.
- MATASCI Damiano, BANDEIRA Jerónimo Miguel, « Une histoire transimpériale de l'Afrique : concepts, approches et perspectives », in *Revue d'histoire contemporaine de l'Afrique* 3, 2022, pp. 1-17.
- MENHE LUANDA Mushunganya, *Aperçu historique de la communauté des églises de Pentecôte en Afrique centrale (CEPAC). De 1921 à nos jours*, Bukavu, Shahidi Presse, 2002.
- MONNIER Laurent, « La tradition de l'histoire immédiate en République démocratique du Congo », in JACOB Jean-Pierre (éd.), *Sciences sociales et coopération en Afrique : les rendez-vous manqués*, Paris ; Genève, PUF & IUED, 2000, pp. 201-216.
- MULUME Yves, *100 ans d'expérience missionnaire en Afrique. De la mission libre norvégienne aux Églises libres de Pentecôte en Afrique de 1922 à 2022*, Kinshasa, 2023.
- MULUME Yves, *De la mission libre norvégienne aux églises libres de Pentecôte en Afrique (1922-2007)*, Thèse de doctorat en théologie, Bangui Evangelical Graduate School of Theology, 2017.
- NDAYWEL È NZIEM Isidore, *Histoire générale du Congo. De l'héritage ancien à la République Démocratique*, Paris ; Bruxelles, Duculot, 1998.
- N'GBANDA NZAMBO KO ATUMBA Honoré, *Ainsi sonne le glas ! Les derniers jours du Maréchal Mobutu*, Paris, Gideppe, 1998.
- NGBANDA NZAMBO Honoré, *Crimes organisés en Afrique. Révélation sur les réseaux rwandais et occidentaux*, Paris, Duboiris, 2004.
- ONU (Organisation des Nations Unies), Lettre du Groupe d'experts sur la République démocratique du Congo adressée au Président du Conseil de Sécurité, *Rapport final du Groupe d'experts sur la République démocratique du Congo*, S/2025/446, New York, 3 juillet 2025.
- ONANA Charles, *Enquêtes sur un attentat. Rwanda, 6 avril 1994*, Paris, L'Artilleur, 2021.
- ONANA Charles, *Rwanda, la vérité sur l'opération Turquoise*, Paris, L'Artilleur, 2019.
- ONANA Charles, *Holocauste au Congo. L'Omerta de la communauté internationale. La France complice ?*, Paris, L'Artilleur, 2023.
- ORLIEN Oswald, *Med Bible och operations kniv i Kongo* (Traduit du norvégien en suédois par Leif Svenhad), Stockholm, Filadelfiaforlaget, 1963.

- PÉAN Pierre, *Carnages. Les guerres secrètes des grandes puissances en Afrique*, Paris, Fayard, 2010.
- ROBECK Cecil M., *The Azusa Street. Mission and Revival. The Birth of the Global Pentecostal Movement*, Nashville, Thomas Nelson, 2006.
- REY-DEBOVE Josette (éd.), *Le nouveau Robert méthodique*, Paris, Dictionnaires Le Robert, 2003.
- SAHLINS Marshall, «Poor Man, Rich Man, Big-Man Chief: Political Types in Melanesia and Polynesia», in *Comparative Studies in Society and History* 5(3), 1963, pp. 285-303.
- SLADE Ruth, *English Speaking Missions in Congo Independant State (1878-1908)*, Brussels, ARSC, 1959.
- SÖDERLUND Margit, *La Mission Libre Suédoise au Congo, au Rwanda, au Burundi* (Traduit de l'original suédois par Margit Söderlund : Pingstmission i Kongo och Ruanda-Urundi, 1995), Bujumbura, Imprimerie Évangélique de Kiremba, 2011.
- TOTORO Bashi Barheginr, *Historia ya makanisa ya C.E.L.Z. Communauté des Églises Libres au Zaïre. E.C.Z. /5^e – C.E.L.Z. 1922-1987*, Bukavu, Shahidi-Press, 1990.
- TOUSSIGNANT Nathalie, *Le manifeste Conscience africaine (1956). Élités congolaises et société coloniale. Regards croisés*, Bruxelles, Presses universitaires Saint-Louis, 2009.
- VANDERLINDEN Jacques, *Pierre Rcykmans 1891-1959. Coloniser dans l'honneur*, Bruxelles, De Boeck Université, 1994.
- VERHAEGEN Benoît, «Méthodes et problèmes de l'histoire immédiate», in *Institut de recherches économiques et sociales* 3(3), 1970, pp. 471-486.
- VERHAEGEN Benoît, «Histoire immédiate et engagement politique», in *Cahiers zaïrois d'études politiques et sociales* 3, 1974a, pp. 3-12.
- VERHAEGEN Benoît, *Introduction à l'histoire immédiate. Essai de méthodologie qualitative*, Gembloux, Édition Duculot, 1974b.
- WEBER Max, *L'éthique protestante et l'esprit du capitalisme*, Paris, Flammarion, 2017 (1^{re} éd. 1904-1905).
- WRONG Michela, *Rwanda. Assassins sans frontières. Enquête sur le régime Kagame*, Paris, Max Milo, 2023.

Idesbald Goddeeris

Léopold II tombe-t-il de son piédestal ? La décolonisation de l'espace public belge

La Belgique compte aujourd'hui au moins 215 noms de rues, 104 monuments et mémoriaux, 57 plaques et 9 autres objets honorant les colons blancs, surtout Léopold II et les Belges morts dans l'État indépendant du Congo (« pionniers du Congo »)¹. Après la parution de quelques livres critiques à la fin des années 1990, ces monuments ont été régulièrement vandalisés : d'abord par des anarchistes et antimonarchistes blancs, et plus tard également par des personnes d'origine centrafricaine².

La manifestation mondiale *Black Lives Matter* (BLM) de mai-juin 2020 a frappé la Belgique plus que de nombreux autres pays, non seulement en raison de cette tradition d'iconoclasme anticolonial qui est présente depuis des décennies, mais aussi parce qu'elle coïncidait avec le sixantième anniversaire de l'indépendance du Congo. Pour la première fois, le roi belge a exprimé ses plus profonds regrets pour les atrocités, les souffrances et les humiliations au Congo colonial. Le Parlement fédéral belge a créé une « commission Congo » afin d'examiner le passé colonial et d'apporter des réponses aux débats actuels. Les attentes étaient grandes, mais ne se sont pas réalisées. Fin 2022, la commission est parvenue à une liste de 128 recommandations,

¹ STANARD 2019. Une étude récente a recensé 69 toponymes faisant référence au passé colonial belge dans la Région de Bruxelles-Capitale : VAESEN, JAMUAIN, DEGRUYSE, JACOBS, WAYENS, 2024.

² GODDEERIS 2023.

cependant ses membres n'ont pas réussi à trouver une majorité pour les approuver³. Des députés libéraux de la coalition au pouvoir ont contesté la proposition de présenter des excuses pour le passé colonial de la Belgique, car ils craignent que cela équivaille à un aveu de culpabilité et puisse conduire à des demandes de réparations. Le processus prometteur de décolonisation de la Belgique semblait alors avoir atteint sa limite.

Le chapitre présent montrera que le traitement belge du passé colonial, et plus particulièrement des références dans l'espace public, ne s'est pas du tout arrêté mais, au contraire, s'est progressivement développé et a atteint de nouvelles dimensions. Il se concentrera sur les mesures prises par les autorités communales et régionales et travaillera sur la longue durée afin de détecter les évolutions lentes, les changements marquants et les moments catalyseurs majeurs. Sur la base d'articles de presse, de documents officiels et de travail sur le terrain, l'étude examinera comment les conseils locaux et les gouvernements régionaux ont réagi aux actes fréquents de protestation contre les monuments coloniaux et les noms de rues, dans quelle mesure et de quelle manière leur politique a changé, et quels facteurs ont contribué à cela⁴.

Plaques d'information

La réponse initiale aux monuments coloniaux vandalisés a été la contextualisation via des plaques d'information. Hal est la première ville à le faire en 2009, suivie ensuite par Blankenberge (2012 et un ajustement en 2017), Wilrijk (2015), Ostende (2016), Grammont (2016), Gand (2017), Ekeren (2018), Hasselt (2018) et Malines (2019)⁵. Tous les conseils locaux de ces villes ont posé une plaque sur ou à proximité d'un monument colonial contesté dans l'espoir de mettre fin aux protestations. La plupart de ces plaques ont été rédigées par des experts, mais sans la contribution de personnes d'origine subsaharienne⁶.

Les premières plaques évitent d'expliquer les raisons pour lesquelles les monuments sont contestés et ne donnent que des informations générales sur les initiateurs du monument, le sculpteur et l'inauguration. Ceux de Hal et de Wilrijk mentionnent le motif de la protestation, mais seulement à la fin d'un

³ ROSOUX 2024.

⁴ Ce chapitre est une adaptation de GODDEERIS 2025.

⁵ GODDEERIS 2021, pp. 156-157.

⁶ URBAN.BRUSSELS 2022, p. 39

long texte. Celle de Blankenberge indique que Lippens et De Bruyne – les deux acteurs auxquels le monument est dédié – ont été tués par des marchands d’esclaves arabes et utilise même le « n-word » pour indiquer la personne africaine en bas du monument. Une nouvelle plaque de 2017 l’appelle « *une femme nue* », mais ne parvient toujours pas à prendre position sur l’expansion coloniale et l’exploitation⁷.

Les plaques suivantes détournent complètement l’attention des sensibilités. Celle de Grammont, par exemple, n’explique pas du tout pourquoi les gens s’opposent au mémorial des « *tombés au service de la civilisation* » et se contente de signaler que « *Pendant plus de cinquante ans, Théophile L’Haire fut un photographe professionnel à succès et un artiste aux multiples facettes à Grammont. Ce monument était une initiative du cercle colonial de Grammont et a été érigé en mémoire des habitants qui ont perdu la vie au Congo. Il a été réalisé en 1948 avec du ciment et du métal. L’inauguration a eu lieu le 10 juillet 1949* ».

Ce n’est qu’à la fin de la décennie que de nouvelles plaques d’information font sans équivoque référence à la brutalité et aux victimes de l’État indépendant du Congo. Certaines d’entre elles expriment même des émotions : « *Les autorités de la ville de Gand déplorent les nombreuses victimes congolaises* » et « *les pensées des habitants d’Ekeren vont aux victimes de la colonisation* ». D’autres expliquent surtout la décision de ne pas retirer le monument. La ville de Hasselt précise qu’elle « *choisit consciemment de laisser ce morceau de patrimoine debout, dans l’espoir qu’il invite au dialogue entre les communautés et à approfondir la recherche historique sous tous les angles* ».

Il est intéressant de noter que toutes ces plaques d’information situées à proximité des monuments se trouvent en Flandre. Cela ne signifie pas que la Belgique francophone n’a entrepris aucune action dans les années 2010. En 2011, une plaque est apposée à Ixelles devant l’ancienne école de Paul Panda Farnana (1888-1930), le premier Congolais diplômé de l’enseignement supérieur. C’est le résultat d’un effort de plusieurs années d’un écrivain congolais en Belgique⁸. Il semble également probable que la plaque soit un moyen de détourner l’attention de Lumumba, pour qui des militants du quartier afro-congolais Matonge – également situé à Ixelles – font campagne depuis 2005 en demandant la création d’une place Lumumba⁹.

⁷ GODDEERIS 2021, p. 23 ; DEPREZ 2022, p. 156.

⁸ TSHITUNGU KONGOLO 2011 ; AFRICAMUSEUM 2022 ; URBAN.BRUSSELS 2022, p. 27.

⁹ VANDENPLAS 2020 ; HUBBO 2020. Sur la mémoire globale de Lumumba, voir DIKIZEKO & RAMONDY 2023.

De même, la ville de Mons ne réagit pas face à la protestation contre une statue de Léopold II, mais accroche en octobre 2018 deux panneaux sur une plaque commémorative des dix-neuf « *pionniers du Congo* » sous le porche de l'hôtel de ville. Une planche en bronze honore « *celles et ceux qui se sont battus pour l'indépendance du Congo* », notamment Patrice Lumumba et deux compagnons assassinés le même jour. L'autre est en plastique et donne plus de contexte, soulignant que « *le conseil communal a décidé de mettre en lumière les acteurs de l'indépendance du Congo pour rappeler l'importance des peuples à disposer d'eux-mêmes* »¹⁰.

Ces plaques à Ixelles et à Mons sont des tournants marquants. Après que deux monuments ont représenté anonymement des militaires congolais – celui de Namur (de 1937) montre quatre soldats qui participent à la défense de la ville en 1914, et celui de Schaerbeek (de 1970) l'ensemble de la Force publique (l'armée du Congo colonial)¹¹ –, des Congolais sont pour la première fois honorés nommément dans l'espace public. Les choses ne s'arrêtent pas là. En décembre 2018, à la veille de la réouverture de l'AfricaMuseum de Tervuren rénové depuis 2013, une plaque commémorative est inaugurée pour les 267 Congolais exhibés vivants lors de l'Exposition universelle de Bruxelles de 1897 (et surtout les 7 d'entre eux qui y sont décédés), bien que cela fasse partie d'une série de neuf planches sur l'histoire du musée¹².

Au total, au moins neuf plaques d'information et trois panneaux commémoratifs sont inaugurés avant la fin de l'année 2018. La plupart des villes et communes concernées sont dirigées par des coalitions dominées par des partis de gauche, mais cela ne s'applique pas à toutes. À Hal et à Wilrijk, les nationalistes flamands et les démocrates-chrétiens sont les plus forts. À Mons, l'initiative d'accrocher une plaque est prise en 2017 par Georges-Louis Bouchez. C'est remarquable puisque son parti, le Mouvement réformateur (MR), est habituellement l'opposant le plus farouche à la décolonisation. Le maire socialiste, Elio Di Rupo, avait exclu le MR de la coalition au pouvoir en 2016, et Bouchez s'est apparemment vengé en lançant une campagne qui était en réalité plutôt conforme au programme socialiste¹³.

¹⁰ ROUSMAN 2023, pp. 117-141.

¹¹ URBAN.BRUSSELS 2022, pp. 26 & 42. Le monument de Schaerbeek est réinterprété et devient le lieu pour commémorer la participation congolaise aux Guerres mondiales. Voir VAESSEN e.a. 2024, p. 11.

¹² BRUZZ 2018. Déjà auparavant, une plaque a été apposée à côté de leurs tombes (voir une photo dans POST 2018).

¹³ GODDEERIS 2018; DE MARNEFFE 2017.

Premiers changements

La Belgique francophone est allée plus loin et a également procédé aux premiers changements réels. En mai et juin 2018, Charleroi et Bruxelles sont les premières villes à donner respectivement à une rue et à un square le nom de Patrice Lumumba. Il s'agit toutefois d'une petite rue et le coin d'une place ; l'initiative doit être considérée avant tout comme une démarche politique à la veille des élections locales plutôt que comme de véritables actes de décolonisation. À Bruxelles notamment, le bourgmestre socialiste voulait embarrasser son collègue libéral d'Ixelles (lieu où se situe le reste de la place et où se déroule depuis plus de dix ans la campagne pour une place Lumumba) et ainsi conquérir les voix des électeurs d'origine africaine¹⁴.

L'année suivante, en 2019, deux villes flamandes – Termonde (en mars) et Courtrai (en novembre) – sont les premières à donner un nouveau nom à leur avenue Léopold II. Pourtant, il ne s'agit pas non plus d'une véritable décolonisation. La motion à Termonde est présentée par le parti d'extrême-droite Vlaams Belang, principalement dans le but de donner une mauvaise image de la monarchie belge, et ne conduit qu'à la transformation de l'avenue Léopold II en « *avenue Léopold* ». La décision de Courtrai est précédée d'un débat acharné sur le changement de nom de la rue Cyriel Verschaeve en l'honneur d'un prêtre flamand qui a collaboré avec l'Allemagne nazie. Le conseil municipal décide de non seulement changer le nom de cette rue, mais également de rebaptiser en même temps l'avenue Léopold II¹⁵. Néanmoins, ces changements déclenchent un effet domino. En mars 2020, la Région de Bruxelles-Capitale annonce qu'elle donnera au tunnel Léopold II, le plus long tunnel du pays, le nom d'une femme¹⁶.

Plus tôt encore, toujours en 2019, deux autres villes flamandes – Gand et Leuven, toutes deux dirigées par des coalitions comprenant, entre autres, des socialistes et des écologistes – entament un processus de décolonisation plus profond. Gand décide de mettre en place une « trajectoire participative » en avril 2019. La ville souhaite élargir le débat de la lutte symbolique de l'espace public aux effets actuels du passé colonial. Elle invite des personnes de la diaspora centrafricaine, des militants, des représentants de la société civile et des scientifiques à trois séances de *brainstorming*, qui débouchent sur une

¹⁴ GRYMOPREZ 2018.

¹⁵ DE STANDAARD 2020.

¹⁶ SEGERS 2022.

trentaine de recommandations¹⁷. Certaines d'entre elles vont plus loin que l'espace public et suggèrent le recours à des quotas lors de l'embauche de personnes racisées, la reconnaissance et la lutte contre le profilage ethnique par la police locale et l'étiquetage des livres comportant des éléments racistes dans les bibliothèques municipales. En février 2021, la ville de Gand répond à ces recommandations. Cependant, elle s'engage seulement sur une série de mesures symboliques, qui finalement sont mises en œuvre lentement et de manière minimale¹⁸. Alors que Gand a annoncé en janvier 2019 qu'elle donnera à une rue ou à une place le nom de Patrice Lumumba¹⁹, cela se produit finalement plus de six ans plus tard²⁰. L'avenue Léopold II est rebaptisée avenue des Floralies (en hommage à l'exposition quadriennale dans le parc voisin) en septembre 2021²¹, mais ce n'est qu'en février 2025 que la ville décide de nommer un nouveau parc, encore à construire, du nom du premier Premier ministre congolais²².

La deuxième ville flamande à lancer un débat plus large sur la décolonisation est Leuven. En décembre 2019, elle organise un premier « moment d'inspiration », liant le thème à l'interculturalisation, à l'égalité et à la redistribution du pouvoir. Le processus est ralenti par la pandémie de coronavirus : début 2021, cependant, la ville organise un webinaire et mobilise tous ses habitants via deux sondages en ligne. Premièrement, elle invite à donner des idées sur la manière de décoloniser l'espace public. Cela donne lieu à une trentaine de propositions. Par la suite, tout le monde peut voter pour leurs trois favorites. Un jury composé d'élus et d'experts sélectionne finalement les plus populaires et les plus originales : une fresque murale faisant référence au passé colonial, une promenade podcast et/ou un parcours interactif le long de références au passé colonial dans la ville, un monument à la mémoire des victimes de la colonisation et/ou des héros de la décolonisation, et une journée de liaison annuelle. La réalisation prend un certain retard, mais la fresque murale est inaugurée le 30 juin 2023 et le reste devrait être terminé pour cette année 2026²³.

¹⁷ GENT 2020.

¹⁸ GENT s.d. ; STAES 2021 ; DEPPEZ 2022, pp. 58-73.

¹⁹ VAN DEN HOOF 2019.

²⁰ En 2023, un conseiller municipal vert propose de transformer la place Woodrow Wilson en place Lumumba, mais le maire réagit en disant qu'il envisageait de donner le nom du premier Premier ministre congolais à un nouveau parc, encore à construire. Voir SCHOUPE 2023.

²¹ MATTHYS 2021. L'idée d'un contre-monument à proximité de celui des frères Van de Velde et Sakala est également en suspens depuis 2019. Voir VAN RENSBERGEN 2024.

²² GRUNEWALD 2025.

²³ LEUVEN 2019 ; LEUVEN s.d. ; LEUVEN 2023.

En avril 2020, Leuven annonce également qu'une future rue dans un quartier à rénover entièrement aura pour nom Augusta Chiwy (1921-2015), fille d'un père belge et d'une mère congolaise qui a étudié les soins infirmiers dans la ville et s'est fait un nom en guérissant des soldats américains pendant la bataille des Ardennes en décembre 1944. Cependant, l'échevine ne fait référence à aucun lien colonial et encadre le choix dans le cadre de la campagne visant à donner à sept nouvelles rues le nom de femmes prestataires de soins de santé. Quelques mois plus tard seulement, à la suite de la manifestation du BLM, elle souligne la descendance de Chiwy et présente la rue comme un hommage « à de nombreux Congolais oubliés »²⁴. D'ailleurs, Augusta Chiwy est également honorée à Bastogne depuis 2011, mais la mémoire y est aussi encadrée par la Seconde Guerre mondiale.

À Etterbeek également, une tentative officielle de féminisation de l'espace public est dépassée par BLM. La municipalité compte une vingtaine de noms de rues coloniaux, la plupart faisant référence à des officiers militaires de l'État indépendant du Congo. Le conseil local décide de renommer temporairement onze de ces rues en hommage à des femmes, dont la Congolaise « Maman » Marie Muilu Kiawanga Nzitani (1880-1959), épouse de Simon Kimbangu. Le plan initial est de lancer les noms de rue lors de la Journée internationale des droits des femmes en mars 2020, mais cela est reporté, en raison de la pandémie de coronavirus, au 15 juin, en pleine manifestation du BLM. Il est important de noter que les noms des rues ne changent pas officiellement. Les nouvelles plaques nominatives doivent rester accrochées à côté des plaques officielles pendant neuf mois, mais cette période est prolongée : quelques-unes étaient encore là en janvier 2025. Même si la plupart ont été supprimées, les vieilles plaques, qui glorifient entre autres la dite mission civilisatrice, sont également toujours là²⁵.

Pendant ce temps, un autre événement clé se déroule silencieusement. En 2019, la commune de Perwez dans le Brabant wallon retire à la mairie une plaque commémorative pour ses « pionniers du Congo » après qu'un habitant dénonce la formule – « mort pour la civilisation » – comme offensante. C'est la première fois qu'une référence coloniale est retirée de l'espace public en tant qu'acte de décolonisation. Dans la commune bruxelloise de Forest, un buste de Léopold II est emporté à plusieurs reprises par des militants, qui le remplacent par une réplique en graine pour oiseaux en janvier 2018 et, après la restauration du monument original, par un buste de Nelson Mandela

²⁴ MERTENS 2020 ; SMETS 2020.

²⁵ DINANT e.a. 2020.



Illustration 1. La plaque nominative non officielle pour Marie Muilu Kiawanga à côté du panneau officiel du square de Léopoldville. © Photo par l'auteur, 30 mai 2024.

en février 2019²⁶. Les autorités locales finissent par abandonner et, en janvier 2025, seul le piédestal reste debout, honorant Léopold II comme le « *bienfaiteur des parcs publics* ». Ni les événements de Perwez ni la décision finale du conseil de Forest ne reçoivent d'attention publique²⁷. Il en va de même pour une autre mesure à Liège, où, en février 2020, la ville appose une plaque explicative à proximité de la plaque de bronze de l'hôtel de ville en hommage aux 75 Liégeois morts au Congo entre 1876 et 1908. La mesure – semblable à ce que Mons a fait en octobre 2018 – n'est reprise par les médias que lors de la manifestation du BLM en juin, quand elle est critiquée d'être vague (le texte est trop général) et tardive (la protestation contre l'hommage date de 2006)²⁸.

²⁶ RTBF 2018; LV 2018; MV & YH 2019; INFOSPLUSGABON 2019.

²⁷ MANIQUET 2022.

²⁸ WUYARD 2020; P.V. 2006; CADTM 2007.

Le catalyseur du BLM

Les protestations liées au BLM de juin 2020 jouent un rôle catalyseur dans la décolonisation de l'espace public belge. Déjà le week-end du 30 et 31 mai, de la peinture rouge est jetée sur des statues de Léopold II dans trois villes différentes et, dans les semaines suivantes, plus de dix autres monuments coloniaux sont dégradés ou graffités. Contrairement à d'autres pays, ces monuments ne sont pas démolis lors de rassemblements de masse, mais vandalisés la nuit par des activistes non identifiés. Seul le buste de la commune bruxelloise d'Auderghem est retiré de son piédestal par des jeunes masqués (en présence d'une équipe de tournage de la RTBF)²⁹. Tout comme à Forest, le buste n'est pas restauré mais le piédestal est encore debout³⁰.

La protestation qui dure plusieurs semaines conduit à une nouvelle étape majeure dans la décolonisation de l'espace public belge. Après que Perwez retire une plaque commémorative en 2019, les autorités locales enlèvent des monuments coloniaux pour la première fois. Dans la nuit du 8 au 9 juin, l'Université de Mons transfère dans son dépôt un buste de Léopold II situé dans un local proche de la salle académique, après la requête d'un étudiant. Le 9 juin, le district anversois d'Ekeren hisse la statue de Léopold II endommagée par un incendie, officiellement pour la restaurer, même si le piédestal est également démonté. Le lendemain, la bibliothèque de l'Université de Leuven (KU Leuven) enlève un buste de Léopold II. Le 17 juin, la ville de Gand décide de retirer le monument de Léopold II le 30 juin, date du 60^e anniversaire de l'indépendance du Congo. Le 26 juin, la ville de Leuven annonce le retrait de la statue léopoldienne située dans une niche de la façade de l'hôtel de ville historique³¹.

Ces villes anticipent ainsi sur le maire d'Ixelles qui, déjà en mai 2020, avant la protestation massive du BLM, a pris les premières mesures pour retirer un buste du lieutenant-général Émile Storms, l'un des premiers explorateurs de Léopold II au Congo³². Appartenant au parti vert Ecolo, le maire met la décolonisation en tête de l'ordre du jour et veut être le premier à retirer un monument colonial, sans doute aussi pour contraster avec le parti libéral MR, qui a gouverné la commune avant 2018 et a toujours fait obstacle à la création d'une place Lumumba. Le secrétaire d'État à la Région de Bruxelles-Capitale

²⁹ GODDEERIS 2020 ; URBAN.BRUSSELS 2022, p. 35 ; SVM 2020. La RTBF est une entreprise publique belge de radio-télévision francophone.

³⁰ FADOUL 2023.

³¹ GODDEERIS 2020.

³² OBJECTIFXL 2023.

chargé de l'Urbanisme et du Patrimoine lui demande toutefois de remettre le déménagement afin de décoloniser l'espace public bruxellois de manière plus concertée. Le maire cède et se limite à un autre acte : une plaque à la mairie rendant hommage aux 60 ans de l'indépendance congolaise³³. Mais deux ans plus tard, il démonte tout de même le buste, même s'il ne possède encore aucun permis. La Région de Bruxelles-Capitale instaure une sanction à la commune, sans y donner de suite³⁴.

Au même mois de juin 2020, d'autres villes décolonisent leur espace public avec des mesures moins radicales que des suppressions. Deinze décide de placer une plaque d'information à proximité d'une colonne commémorative en l'honneur de Jules Van Dorpe, un commandant de l'État indépendant du Congo, ce qui a finalement lieu en février 2021³⁵. Saint-Nicolas annonce qu'il renommera l'avenue Léopold II, qui a déjà fait l'objet de débats dans le passé. La résolution est formalisée en mars 2021 et le nouveau nom – « *Oosterlaan* » (avenue de l'Est) – est concrétisé à partir du 1^{er} janvier 2022³⁶. Le district d'Anvers décide de placer des plaques d'information à proximité de quatre monuments et d'au moins neuf noms de rues coloniaux, et de donner aux futures rues le nom d'icônes de la lutte contre le colonialisme, l'apartheid et le racisme. Cependant, deux semaines plus tard, la ville d'Anvers (qui comprend neuf districts, dont celui d'Anvers) annule la résolution. Le bourgmestre nationaliste flamand n'accède pas non plus à la demande d'un conseiller vert d'ériger un monument pour les Congolais morts lors de l'Exposition universelle d'Anvers de 1894³⁷.

Non seulement les villes, mais aussi les gouvernements régionaux répondent à la protestation du BLM. Le ministre flamand de l'Intérieur demande en juin 2020 à son administration d'élaborer une notice destinée aux villes et aux communes sur la manière de gérer les références au passé colonial dans l'espace public. Après consultation d'une quinzaine d'experts, une brochure de 34 pages est finalisée en octobre 2020. Elle préconise une préparation approfondie, comprenant la création d'une expertise, l'élaboration d'un plan de communication et l'organisation d'un large débat³⁸.

³³ DE STANDAARD 2020. La plaque est immédiatement retirée en raison d'erreurs linguistiques embarrassantes ; en 2024, il n'y a aucune trace d'une version corrigée.

³⁴ DE JONG 2022.

³⁵ VAN HEUVERZWYN 2021.

³⁶ ELEGERT 2021.

³⁷ ROTTY 2020 ; DEPREZ 2022, pp. 74-84.

³⁸ AGENTSCHAP INTEGRATIE & INBURGERING 2020.

Le Parlement bruxellois établit, en juillet 2020, un groupe de travail qui publie en février 2022 un rapport de 250 pages. Celui-ci contient toute une série de recommandations concrètes sur diverses références au passé colonial dans l'espace public, suggérant entre autres la création d'un « dépôt/dépotoir » pour les monuments coloniaux retirés et leur remplacement par de l'art congolais et des sites de commémoration du passé colonial³⁹. Le secrétaire d'État en charge de la Région de Bruxelles-Capitale traduit ces recommandations en un plan d'action, qu'il présente en mai 2023. Il comprend quatorze points, dont des études de faisabilité sur la constitution d'un mémorial pour les victimes du colonialisme et d'un dépôt de monuments coloniaux⁴⁰.

La décolonisation continue

Depuis, la décolonisation de l'espace public belge se poursuit. D'un côté, un autre monument léopoldien disparaît : en juillet 2021, des activistes retirent un buste de Léopold II à Ostende (pas la statue équestre !) et la ville décide de ne pas le restaurer⁴¹. De l'autre, deux nouvelles rues Lumumba font leur apparition. En septembre 2021, la commune de Sambreville donne à une rue le nom de Lumumba⁴². Bien qu'il s'agisse encore une fois d'une petite rue périphérique – une nouvelle connexion d'à peine 100 mètres entre deux rues existantes où de nouvelles maisons seront construites –, il est remarquable qu'une petite ville prenne une telle décision. En janvier 2022, le conseil municipal de Mons décide de renommer une partie d'une rue plus grande, bien qu'à nouveau en dehors du centre-ville, et l'avenue Lumumba est inaugurée un an plus tard. Cette initiative s'inscrit dans le cadre de toute une série d'activités coordonnées par le Mons Memorial Museum, qui organise une conférence internationale en mai 2021 et tient l'exposition « Identités décoloniales. De l'Afrique à Mons » entre mai 2022 et juillet 2023⁴³.

Plusieurs villes flamandes mettent en place des trajectoires de participation à la décolonisation de leur espace public, comme Malines en 2021 et Beringen en 2022⁴⁴. Cela conduit à de nouvelles adaptations : la ville de Malines rebaptise sa Van Kerckhovenstraat (du nom d'un explorateur brutal de l'État

³⁹ URBAN.BRUSSELS 2022.

⁴⁰ SMET s.d.

⁴¹ ANECA 2021.

⁴² SUDINFO 2021.

⁴³ ROUSMAN 2023, pp. 13-39 ; G.LA 2022.

⁴⁴ HEIRBAUT 2022, pp. 41-52 ; BERINGEN 2022.

indépendant du Congo) et promet de déplacer un monument colonial lorsque le périphérique sera rénové⁴⁵. Le district anversois de Borgerhout lance un site internet sur les « cicatrices » du district en octobre 2021, entame un dialogue avec ses habitants en 2022 et accroche une nouvelle plaque qui compense la pierre commémorative des huit « pionniers du Congo » et commémore toutes les victimes de la violence coloniale⁴⁶. La ville de Diest inaugure une nouvelle œuvre d'art dans son hôtel de ville en juillet 2023. Un groupe multiculturel d'une quinzaine d'habitants liés au Congo y transforme une plaque honorant trois habitants locaux morts au Congo « pour la civilisation » en mosaïque de deux bras qui se rejoignent : l'un du colonisateur et l'autre du colonisé⁴⁷.

Les réinterprétations artistiques sont en effet de plus en plus populaires. La ville d'Anvers n'est pas disposée à changer des noms de rues ou à installer des plaques d'information, mais elle autorise l'installation d'une nouvelle sculpture réalisée par l'artiste congolais Sammy Baloji. Inaugurée en juin 2022, « La Longue Main » fait référence aux liens de la ville avec le monde en général, et le Congo en particulier⁴⁸. L'œuvre d'art ne satisfait pas les militants de la décolonisation et les politiciens locaux du parti vert, qui continuent leur campagne en plaçant, par exemple, des plaques d'information en carton près des monuments coloniaux⁴⁹. Une réponse artistique similaire se produit dans la ville d'Ostende, où la statue équestre de Léopold II est contestée depuis 2004. Le maire libéral annonce en juin 2020 la création d'un contre-monument, mais se contente d'une fresque murale de street art réalisée par l'acteur internationalement renommé Matthias Schoenaerts, représentant la statue avec Léopold II décapité⁵⁰. Cependant, la fresque est située dans une zone non touristique à plus de deux kilomètres du véritable monument, aborde également d'autres thèmes que la décolonisation – les fissures qu'il représente, par exemple, renvoient à tous les problèmes de la société – et, malgré les précédentes annonces, ont été faites sans consulter la diaspora congolaise⁵¹. Ostende continue néanmoins cette stratégie et ajoute depuis plusieurs autres peintures murales faisant référence à Léopold II et à l'Afrique, désormais également en collaboration avec des personnes d'origine africaine⁵².

⁴⁵ VAN DE SANDE 14 juin 2022 ; VAN DE SANDE 18 novembre 2022. Le conseil municipal a d'abord décidé de changer le nom de la rue en « Zusterkes der Armenstraat », mais suite aux protestations des riverains qui n'ont pas été consultés, le choix s'est porté sur « Stephensonstraat ».

⁴⁶ ANTWERPEN 2023.

⁴⁷ WEYENS 2023.

⁴⁸ MIDDELHEIM MUSEUM s.d.

⁴⁹ RYPENS 2023 ; VAN RENSBERGEN 2024.

⁵⁰ BELPAEME 12 juin 2020 ; BELPAEME 18 novembre 2020.

⁵¹ CRYSTAL SHIP, « Zenith ».

⁵² DEPREZ 2022, pp. 109-111 ; CRYSTAL SHIP, « Vrouwenraad » ; BELPAEME 2022.



Illustration 2. La fresque murale réalisée par Matthias Schoenaerts, représentant une statue de Léopold II décapité. © Photo par l’auteur, 31 août 2024.

La ville annonce également, en novembre 2024, inaugurer une réinterprétation artistique de la statue équestre de Léopold II l’année suivante. Hew Locke, un sculpteur britannique d’origine guyanaise et africaine, remporte un concours avec un projet composé de cinq mâts portant chacun un symbole lié au passé colonial⁵³. Six mois plus tard, la ville décide toutefois que l’œuvre ne serait finalement pas construite : elle serait trop visible sur le site historique et les Ostendais n’avaient pas été suffisamment consultés sur le sujet⁵⁴.

Parfois il faut du temps avant que les décisions soient prises et exécutées. Le conseil municipal de Hal (qui a déjà posé une plaque d’information en 2009) crée en août 2020 un groupe de travail⁵⁵. En suivant les recommandations de ce dernier, le conseil municipal décide en février 2021 de placer le buste de Léopold II au pied du socle et de laisser pousser du lierre sur un monument adjacent des « pionniers

⁵³ DE JONCKHEERE 2024.

⁵⁴ JANART 2025.

⁵⁵ HALLE s.d.

coloniaux»⁵⁶. Pendant deux ans, rien ne se passe, mais le 5 mars 2023, la nouvelle scène est inaugurée⁵⁷. Un autre exemple de lenteur est la ville de Charleroi. La mairie décide en février 2018 de contextualiser le monument des anciens combattants coloniaux situé à l'hôtel de ville. Il faudra plus de cinq ans pour mettre en œuvre la décision, officiellement en raison de la pandémie de coronavirus qui empêche les réunions sur le contenu du texte. Finalement, une affiche avec quelques explications est accrochée près du monument en juin 2022, et elle est remplacée par une inscription plus permanente en septembre 2023⁵⁸. Dans la Région de Bruxelles-Capitale, Urban – l'administration publique responsable de la mise en œuvre de la politique régionale en matière d'urbanisme, de patrimoine culturel et de revitalisation urbaine – est chargée de réaliser le plan de travail de 2023. Le 6 octobre 2024, la commune de Saint-Josse-ten-Noode inaugure dans son cimetière un monument en «*hommage aux Anciens Combattants de la Force Publique du Congo, aux volontaires et résistants ayant combattu durant les deux guerres mondiales*». En avril 2023, donc déjà avant la présentation du plan de travail, la commune de Koekelberg décide de donner à une petite route le nom de Gemba, l'un des sept Congolais morts alors qu'ils étaient exhibés dans les villages reconstitués dans le parc de Tervueren en 1897⁵⁹.

Tout le monde ne va pas aussi loin. Après avoir féminisé onze rues entre mars et juin 2020, Etterbeek crée le 29 juin de cette année-là une commission participative mixte pour débattre les signes coloniaux dans son espace public. La commission aboutit finalement à une conclusion en septembre 2023, suggérant au conseil local de ne pas changer les noms de rues ni de supprimer des monuments, mais seulement de les contextualiser. Le conseil accepte l'avis et le maire annonce le finaliser avant les élections locales d'octobre 2024⁶⁰, mais cela n'a pas été le cas⁶¹. À Anderlecht, un groupe de travail créé en 2018 se met d'accord sur des plaques d'information auprès de quatre rues au nom contesté, mais celles-ci ne sont pas immédiatement accrochées. Fin 2021, le maire annonce qu'il le fera dans les semaines à venir, mais, à l'été 2024, le projet est toujours au point mort⁶². De même, Saint-Trond annonce en juin 2020 l'installation de plaques d'information à proximité d'une plaque

⁵⁶ AGENTSCHAP INTEGRATIE & INBURGERING 2022.

⁵⁷ HET NIEUWSBLAD 2023.

⁵⁸ ALBIN 2023.

⁵⁹ URBAN.BRUSSELS 2025.

⁶⁰ ETTERBEEK 2023.

⁶¹ Au moins trois monuments – la Sirène de Baudouinville (square de Léopoldville), le Tireur à l'arc (avenue du Front) et le buste d'Edmond Thierry (avenue Boileau) – n'étaient pas contextualisés en janvier 2025.

⁶² L. M. 2021.



Illustration 3. La statue de Kimpa Vita dans le parc communal de Couillet (Charleroi), inaugurée en septembre 2024 : le premier monument pour un(e) Congolais(e) en Belgique. © Onlyne.

commémorative pour ses « *pionniers du Congo* » et la rue Léopold II, mais quatre ans plus tard, aucune plaque n'a été mise⁶³.

Ce qui manque le plus pendant toutes ces années, c'est un monument d'un ou des Congolais. Jusqu'en 2024, la Belgique ne dispose d'aucun monument honorant un individu congolais. Cependant, en août 2023, la ville de Charleroi décide de baptiser deux parcs du nom de femmes, dont l'une est la féministe française Hubertine Auclert et l'autre Kimpa Vita, prophète du christianisme alternatif et anti-portugais dans l'empire Kongo (ca. 1684-1706). Le 21 septembre 2024, l'organisation locale de la diaspora africaine *I See You* inaugure un monument en son honneur dans ce parc⁶⁴. Kimpa Vita devient alors la première Congolaise à avoir une statue dans l'espace public belge, même s'il convient également de noter qu'elle a vécu avant la colonisation belge du Congo. L'exemple pourrait bientôt être suivi : en août 2024, la ville d'Anvers décide d'ériger un monument en hommage à sept Congolais morts lors de l'exposition universelle de 1894 dans la ville⁶⁵, et en janvier 2025, la

⁶³ SELIS 2020.

⁶⁴ C. R. 2023 ; MULONGO 2024 ; MATRIMOINE CHARLEROI 2024.

⁶⁵ BECKERS 2024. Comme indiqué précédemment, le bourgmestre s'est opposé à une telle proposition en 2020. Pourtant, il ne suit pas complètement la demande des militants, puisque le cénotaphe sera situé dans un cimetière, et non sur la place où les Congolais avaient été exposés en 1894.

ville de Leuven lance un appel ouvert à une œuvre d'art dans l'espace public qui «*doit être une occasion de réflexion, de dialogue et de rencontre. Elle rassemble différentes perspectives et fait référence au passé colonial de la Belgique. Dans le même temps, l'œuvre met l'accent sur l'impact durable des structures coloniales, telles que l'exclusion et l'inégalité*»⁶⁶.

Conclusion

Après des décennies de protestation contre les statues de Léopold II et de ses «*pionniers du Congo*», la Belgique transforme progressivement son espace public. Depuis 2009, les autorités locales placent des plaques d'information à proximité des statues ou des noms de rues à au moins treize endroits⁶⁷. Depuis 2018, quatre rues portent le nom de Patrice Lumumba⁶⁸, et cinq rues Léopold II sont rebaptisées, souvent du nom d'une femme⁶⁹. Il est intéressant de noter que les rues Lumumba se trouvent en Wallonie (où la diaspora congolaise francophone est active depuis plus longtemps) et les rues Léopold II supprimées se situent en Flandre (qui est moins royaliste). Mais cette distinction n'est pas absolue : l'Université d'Anvers donne en mars 2023 le nom de Lumumba à une aula située dans l'ancienne Université coloniale de Belgique⁷⁰. En Flandre, à Bruxelles et en Wallonie, d'autres rues ont récemment été rebaptisées dans le cadre du processus de décolonisation⁷¹.

Le mois BLM de juin 2020 entraîne le retrait de six monuments de Léopold II⁷². Au total, huit des 18 monuments dédiés au roi sont supprimés⁷³. La décolonisation s'attaque clairement à la figure de Léopold II : seules deux autres références au passé colonial sont retirées⁷⁴. Il est néanmoins remarquable que les statues les plus marquantes – par exemple les statues équestres d'Ostende et de Bruxelles – soient toujours là, alors que les monuments qui ne célèbrent pas le contexte colonial – par exemple ceux d'Ekeren érigé en 1873 (avant les projets en Afrique), de

⁶⁶ LEUVEN 2025.

⁶⁷ À Hal, Blankenberge, Wilrijk, Ostende, Grammont, Gand, Ekeren, Hasselt, Malines, Liège, Deinze, Anderlecht, et Charleroi. Etterbeek et Sint-Truiden ont annoncé faire la même chose.

⁶⁸ À Charleroi, Bruxelles, Sambreville et Mons. Gand donnera le nom de Lumumba à un nouveau parc, encore à construire.

⁶⁹ À Termonde, Courtrai, Bruxelles, Saint-Nicolas et Gand.

⁷⁰ VINCENT 2023.

⁷¹ À Leuven, Malines, Koekelberg et Charleroi.

⁷² À Mons, Ekeren, Gand, Leuven (deux) et Auderghem.

⁷³ Également à Forest en 2019 et le buste à Ostende en 2021. Fin 2024, il reste encore des monuments de Léopold II à Arlon, Bruxelles, Genval, Hal, Hasselt, Ixelles, Mons, Namur, Ostende, Saint-Trond et Tervuren.

⁷⁴ À Perwez en 2019 et à Ixelles en 2022.

Leuven (en tant qu'élément d'un panthéon des ducs de Brabant) ou de Forest (en tant que « bienfaiteur des parcs publics ») – disparaissent.

Il est clair que la Belgique s'engage dans un processus de décolonisation de son espace public. Cinq plaques commémoratives des Congolais⁷⁵, trois transformations de références coloniales⁷⁶ et plusieurs réinterprétations artistiques de références coloniales peuvent également le confirmer. La décolonisation ne se limite pas aux grandes villes et aux monuments, mais atteint également des villes plus périphériques en Flandre et des petites communes en Wallonie. Bien que plusieurs militants et conseillers en décolonisation auprès des autorités locales signalent des épuisements dus à « *la prétention de participer* »⁷⁷, on ne peut plus réduire les changements à des actes symboliques, mais il faut reconnaître qu'un véritable changement est en train de se produire.

Bien entendu, l'accent mis dans ce chapitre sur les changements peut donner l'impression que la transformation est massive. Ce serait une erreur : de nombreux monuments et rues sont restés tels qu'ils étaient. Même pendant l'été BLM, plusieurs villes ont annoncé qu'elles ne changeraient rien⁷⁸. Elles sont souvent dirigées par des coalitions plus conservatrices, mais il serait erroné d'expliquer la décision de décoloniser ou non par le biais des partis politiques. Dans certains endroits, les libéraux (Mons, Courtrai) ou les nationalistes flamands (Hal, Saint-Nicolas) soutiennent des changements, bien que cela se produise souvent en raison de circonstances particulières (par exemple une autre rue contestée à Courtrai) et d'agendas (par exemple l'anti-royalisme des nationalistes flamands).

Une explication bien plus importante est le rôle des activistes. Ils dénoncent l'espace public blanc depuis des décennies, font pression sur les autorités et incitent au changement. Ils considèrent les transformations comme trop limitées et continuent de faire campagne. À Bruxelles, des citoyens déposent à l'automne 2023 une pétition auprès du gouvernement pour changer le nom de la station de métro Pétilion, du nom d'un officier militaire de l'État indépendant du Congo⁷⁹. Au cours du premier semestre 2024, l'activiste bruxelloise Pixie Pravda place à trois reprises une installation artistique sur la statue équestre de Léopold II, près du palais royal⁸⁰. Et le 2 juillet 2025, centenaire de la naissance de Lumumba, un groupe de soutien a mené une campagne à Hasselt pour donner son nom à une place⁸¹. Le processus de décolonisation ne s'arrêtera pas immédiatement.

⁷⁵ À Mons, Ixelles (deux), Tervuren et Borgerhout.

⁷⁶ À Mons, Hal et Diest.

⁷⁷ VAN RENSBERGEN 2024 ; VAN RENSBERGEN e.a. 2024.

⁷⁸ GODDEERIS 2020.

⁷⁹ FADOU 2023.

⁸⁰ BRUZZ 2024.

⁸¹ GODFROID 2025.

Bibliographie

- AFRICAMUSEUM, «Paul Panda Farnana, nationaliste et panafricaniste congolais», 2022, https://www.africamuseum.be/fr/learn/history_articles/paul_panda_farnana, consulté le 1^{er} février 2025.
- AGENTSCHAP INTEGRATIE & INBURGERING, «Van Leopold II-standbeeld tot antiracismebeleid in Halle», 11 mai 2022, <https://www.integratie-inburgering.be/nl/van-leopold-ii-standbeeld-tot-antiracismebeleid-in-halle>, consulté le 1^{er} février 2025.
- AGENTSCHAP INTEGRATIE & INBURGERING, *Omgaan met koloniale verwijzingen in de publieke ruimte. Handreiking voor lokale besturen*, oktober 2020, https://www.integratie-inburgering.be/sites/default/files/2021-04/20201022_handreiking_omgaan_met_koloniale_verwijzingen_in_de_publieke_ruimte.pdf, consulté le 1^{er} février 2025.
- ALBIN Didier, «Charleroi: la statue “À nos vétérans coloniaux” enfin recontextualisée», in *L’Avenir*, 26 septembre 2023.
- ANECA Lotte, «Buste van Leopold II in Oostende is verdwenen», in *VRTNWS*, 19 juillet 2021.
- ANTWERPEN, «Nieuwe gedenksteen in Borgerhout herdenkt slachtoffers van het koloniaal verleden», 22 mai 2023, <https://www.antwerpen.be/info/644912e69779b95e8f4856a2/nieuwe-gedenksteen-in-borgerhout-herdenkt-slachtoffers-van-het-koloniaal-verleden>, consulté le 1^{er} février 2025.
- BECKERS Lotte, «Teleurstelling over Antwerps monument voor overleden Congolezen: “Alsof het verhaal wordt weggemoffeld”», in *De Morgen*, 2 septembre 2024.
- BELPAEME Leen, «Matthias Schoenaerts maakt opvallend kunstwerk over Leopold II in Oostende», in *De Morgen*, 18 novembre 2020.
- BELPAEME Leen, «Oostende kijkt met reeks activiteiten met een postkoloniale blik naar het verleden: “Dit erfgoed kan mensen attent maken op de bron van racisme”», in *Het Laatste Nieuws*, 25 octobre 2022.
- BELPAEME Leen, «Oostende laat Leopold II staan, maar plant wel een “tegenbeeld”: “Congolese gemeenschap mag mee beslissen hoe dit eruit zal zien”», in *Het Laatste Nieuws*, 12 juin 2020.
- BERINGEN, «Erfgoedtraject “Beringen in sporen van (de)kolonisering”», in *Het Belang van Limburg*, 8 mars 2022.

- BRUZZ, « Brusselse kunstenaar plaatst “Woke Up Call” aan ruitersstandbeeld Leopold II », in *Bruzz*, 20 mai 2024.
- BRUZZ, « Congolezen die stierven tijdens Wereldtentoonstelling krijgen gedenkplaat », in *Bruzz*, 2 décembre 2018.
- C.R., « Deux parcs carolos porteront des noms de femmes », in *Télesambre*, 29 août 2023.
- CADTM [COMITÉ POUR L’ABOLITION DES DETTES ILLÉGITIMES], « Conférence à Liège: Les crimes de la Belgique coloniale au Congo », 12 juin 2007, <https://www.cadtm.org/Les-crimes-de-la-Belgique,2676>, consulté le 1^{er} février 2025.
- DE JONCKHEERE Barbara, « Vijf hoge masten met symbolen moeten duiding geven bij omstreden standbeeld Leopold II in Oostende », in *VRTNWS*, 15 novembre 2024.
- DE JONG Belle, « Ixelles in Violation by Removing Colonialist Emile Storms Statue », in *Brussels Times*, 2 juillet 2022.
- DE MARNEFFE Adrien, « Bouchez s’attaque au tabou de la colonisation », in *La Dernière Heure*, 14 août 2017.
- DE STANDAARD, « Kortrijk kiest nieuwe naam voor Cyriel Verschaevestraat en Koning Leopold II-laan », in *De Standaard*, 10 novembre 2020.
- DE STANDAARD, « Taalfouten op gedenkplaat voor 60 jaar onafhankelijk Congo: “We betreuren deze situatie” », in *De Standaard*, 30 juin 2020.
- DEPREZ Marie, *Een nieuwe wind. Het dekolonisatiebeleid van Vlaamse stadsbesturen tussen 2019 en 2021*, Mémoire en histoire, Université de Gand, 2022.
- DIKIZEKO Élisabeth, RAMONDY Karine, « Global Lumumba. Une figure internationale et africaine pour penser l’histoire globale », in *Revue d’histoire contemporaine de l’Afrique* 5, 2023, pp. 1-16.
- DINANT Marie-Noëlle, SCHEENAERTS Nicolas, FERRAL David, « Etterbeek: des plaques de rues au nom de femmes à la place des noms coloniaux », in *BX1*, 16 juin 2020.
- ELEGEERT Ivan, « Leopold II-laan verdwijnt op 1 januari », in *Het Nieuwsblad*, 2 mars 2021.
- ETTERBEEK, « Koloniaal verleden: gemeente geeft voorkeur aan contextualisering », 6 octobre 2023, <https://etterbeek.brussels/nl/nieuws/participatie/2023-10-06/koloniaal-verleden-gemeente-geeft-voorkeur-aan-contextualisering>, consulté le 1^{er} février 2025.

- FADOUL Karim, « Auderghem : le buste de Léopold II déboulonné reviendra-t-il un jour au square du Souverain ? », in *RTBF.BE*, 28 juin 2023.
- FADOUL Karim, « Décolonisation à Etterbeek : débaptiser la station de métro Pétilлон, “une demande qui mérite d’être prise au sérieux” », in *RTBF.BE*, 17 décembre 2023.
- G.LA, « Une avenue Patrice Lumumba dans le quartier des Grands Prés à Mons », in *La Dernière Heure*, 21 janvier 2022.
- GENT, « Dekoloniseer mijn stad. Rapport met aanbevelingen », 2020, https://stad.gent/sites/default/files/media/documents/Dekoloniseer%20mijn%20stad_Rapport%20met%20aanbevelingen_gemarkeerd.pdf, consulté le 1^{er} février 2025.
- GENT, « Op weg naar dekolonisering », s.d., <https://stad.gent/nl/mondiaal/op-weg-naar-dekolonisering>, consulté le 1^{er} février 2025.
- GODDEERIS Idesbald, « Black Lives Matter in Belgium (June-July 2020). A Catalyst in Postcolonial Memory? », in *Rosa Luxemburg Stiftung. Dossiers*, 6 octobre 2020.
- GODDEERIS Idesbald, « Colonial Streets and Statues: Postcolonial Belgium in the Public Space », in *Postcolonial Studies* 18(4), 2016, pp. 397-409.
- GODDEERIS Idesbald, « Leopold II, Kimpa Vita and the Local Decolonisation of the Belgian Public Space », in *Journal of Modern European History* 23(3), 2025, pp. 309-325.
- GODDEERIS Idesbald, « The Decolonization of Belgian Society », in *Memoria e Ricerca* 73(2), 2023, pp. 237-254.
- GODDEERIS Idesbald, *Missionarissen: geschiedenis, herinnering, dekolonisering*, Leuven, LannooCampus, 2021.
- GODFROID Ivan, « Krijgt Hasselt binnenkort een Lumumbaplein ? », in *MO**, 7 juillet 2025.
- GRUNEWALD Moonray, « Nieuw wijkpark in Nieuw Gent wordt vernoemd naar Patrice Lumumba », in *VRTNWS*, 6 février 2025.
- GRYMONPREZ Simon, « Naast het Lumumbaplein komt het Lumumbaplein », in *De Standaard*, 25 avril 2018.
- HALLE, « Een nieuwe dynamiek sinds 2020 », s.d., <https://www.halle.be/nieuwsberichten/een-nieuwe-dynamiek-sinds-2020>, consulté le 1^{er} février 2025.
- HEIRBAUT Anna, *Het dekoloniseringstraject in Mechelen van 2017 tot 2022*, Mémoire en histoire, KU Leuven, 2022.

- HET NIEUWSBLAD, « Halle dekoloniseert stadspark en geeft koloniale beelden nieuwe invulling », in *Het Nieuwsblad*, 5 mars 2023.
- HUBBO Bettina, « Geen standbeeld voor Lumumba », in *Bruzz*, 23 juin 2020.
- INFOSPLUSGABON, « Nelson Mandela's bust knocked down in Duden Park, Brussels », in *Info Plus Gabon*, 26 février 2019.
- JANART Michael, « Oostende schrappt plannen voor kritisch kunstwerk bij standbeeld Leopold II: "Te beeldbepalend en niet gedragen door ruime bevolking" », in *VRTNWS*, 18 juin 2025.
- L.M., « Les signes coloniaux vont être contextualisés », in *La Libre Belgique*, 26 novembre 2021.
- LEUVEN, « Dekolonisatie van de publieke ruimte in Leuven », s.d., <https://www.leuven.be/dekolonisatie>, consulté le 7 janvier 2026.
- LEUVEN, « Nieuwe muurschildering in Justus Lipsiusstraat maakt publieke ruimte diverser », 30 juin 2023, <https://pers.leuven.be/nieuwe-muurschildering-in-justus-lipsiusstraat-maakt-publieke-ruimte-diverser>, consulté le 1^{er} février 2025.
- LEUVEN, « Open oproep: kunstwerk over het Belgisch koloniaal verleden en dekolonisatie », 2025, <https://www.leuven.be/kunstwerk>, consulté le 1^{er} février 2025.
- LEUVEN, « Stad opent debat over dekolonisatie met druk bijgewoond inspiratiemoment », 10 décembre 2019, <https://pers.leuven.be/stad-opent-debat-over-dekolonisatie-met-druk-bijgewoond-inspiratiemoment>, consulté le 1^{er} février 2025.
- LV, « Leopold II-buste van vogelzaad in Dudenpark » in *Bruzz*, 12 janvier 2018.
- MANIQUET Gautier, « Les monuments coloniaux de Perwez et Thorembais-Saint-Trond. La plaque à l'hôtel de ville de Perwez (1930-2019) – La plaque à la maison communale de Thorembais-Saint-Trond (1932-1940) », in *Le Souvenir Perwézien. Bulletin du cercle historique* 147, 2022, pp. 6-12.
- MATRIMOINE CHARLEROI, « Kimpa Vita & ses héritières », 21 septembre 2024, <https://matrimoine-charleroi.be/agenda/inauguration-statut-kimpa-vita/>, consulté le 1^{er} février 2025.
- MATTHYS Cedric, « Leopold II-laan in Gent heeft nieuwe naam: "Verwijzing naar onze lokale geschiedenis" », in *Het Laatste Nieuws*, 9 septembre 2021.
- MERTENS Bart, « Zeven Leuvense straten vernoemd naar vrouwelijke zorgverleners: "De inhaalbeweging is ingezet" », in *Het Laatste Nieuws*, 2 avril 2020.

- MIDDELHEIM MUSEUM, «Sammy Baloji: The Long Hand», s.d., <https://pers.middelheimmuseum.be/sammy-baloji-the-long-hand>, consulté le 1^{er} février 2025.
- MULONGO Freddy, «Kimpa Vita aura sa statue dans un parc portant son nom à Charleroi en Belgique», in *RéveilFM International*, 6 juillet 2024.
- MV & YH, «Niemand weet waar borstbeeld Mandela in Dudenpark vandaan komt», in *Bruzz*, 12 février 2019.
- OBJECTIFXL, «Un an après, le déboulonnage de la statue du Général Storms toujours illégal», 1^{er} juillet 2023.
- P.V., «Choc des civilisations... ou choc des mémoires?», in *La Libre*, 19 novembre 2006.
- POST Jasmijn, «Het verborgen verleden van Tervuren: “Hier stierven tentoongestelde Congolezen”», in *Bruzz*, 30 août 2018.
- ROSOUX Valérie, «La mémoire respire. Réparer le passé colonial belge», in *Esprit: comprendre le monde qui vient* 507(3), 2024, pp. 75-85.
- ROTTY Andreas, «District Antwerpen gaat infoborden plaatsen bij vier koloniale monumenten», in *De Standaard*, 16 juin 2020.
- ROUSMAN Corentin, «Le monument des Pionniers du Congo», in *Identités décoloniales. De l’Afrique à Mons*, Mons, Mons Memorial Museum, 2023, pp. 117-141.
- ROUSMAN Corentin, «Pourquoi une exposition sur la question coloniale à Mons?», in *Identités décoloniales. De l’Afrique à Mons*, Mons, Mons Memorial Museum, 2023, pp. 13-39.
- RTBF, «Le buste de Léopold II au parc Duden “déboulonné” par des militants anti-coloniaux», in *RTBF.BE*, 11 janvier 2018.
- RYPENS Indra, «Activisten vragen gedenkteken voor slachtoffers Antwerpse “mensenzoo”», in *Knack*, 29 juin 2023.
- SCHOUPPE Ward, «Krijgt Gent een Lumumbaplein aan Zuid? “Huidige Woodrow Wilsonplein verwijst naar racistische Amerikaanse President”», in *VRTNWS*, 22 novembre 2023.
- SEGERS Frank, «Leopold II-tunnel in Brussel is niet meer: langste tunnel van België heet nu officieel Annie Cordytunnel», in *VRTNWS*, 22 mai 2022.
- SELIS Dirk, «Truiens stadsbestuur zal duidingsbord in Leopold II straat plaatsen: “Het verleden moet ons eraan herinneren dat de toekomst er anders moet uitzien”», in *Het Laatste Nieuws*, 10 juin 2020.

- SMET Pascal, « Brussel gaat haar koloniaal verleden in de stad een duidelijke plaats geven en wil hiermee ook een inspiratiebron zijn voor andere steden », s.d., <https://pascalsmet.brussels/dekolonisatie-openbare-ruimte/>, consulté le 1^{er} février 2025.
- SMETS Joris, « Leuven verwijdert beeld van Leopold II van stadhuis: “Verbondenheid en respect tonen voor elkaars gevoeligheden” », in *Het Laatste Nieuws*, 26 juin 2020.
- STAES Bert, « Dekolonisering blijft in Gent bij voorzichtig beleid », in *De Standaard*, 22 février 2021.
- STANARD Matthew, *The Leopard, the Lion, and the Cock: Colonial Memories and Monuments in Belgium*, Leuven, Leuven University Press, 2019, avec aussi <https://lup.be/pages/digital-appendix-the-leopard-the-lion-and-the-cock>, consulté le 1^{er} février 2025.
- SUDINFO, « Sambreville : une rue en hommage à Patrice Lumumba à Tamines », in *Sudinfo*, 16 septembre 2021.
- SVM, « Gemaskerde jongeren bekladden standbeelden van Leopold II en Boudewijn: “Er wordt niet naar ons geluisterd” », in *Het Laatste Nieuws*, 12 juin 2020.
- THE CRYSTAL SHIP, « Vrouwenraad », s.d., <https://thecrystalship.org/artworks/vrouwenraad/>, consulté le 1^{er} juin 2024.
- THE CRYSTAL SHIP, « Zenith », s.d., <https://thecrystalship.org/artworks/zenith/>, consulté le 1^{er} juin 2024.
- TSHITUNGU KONGOLO Antoine, *Visages de Paul Panda Farnana : nationaliste, panafricaniste, intellectuel engagé*, Paris, L’Harmattan, 2011.
- URBAN.BRUSSELS, *Urban pilote le plan d’action « Vers la décolonisation de l’espace public en Région de Bruxelles-Capitale »*, décembre 2024, <https://urban.brussels/fr/articles/urban-is-piloting-the-action-plan-towards-the-decolonisation-of-public-space-in-the-brussels-capital-region>, consulté le 1^{er} février 2025.
- URBAN.BRUSSELS, *Vers la décolonisation de l’espace public en Région de Bruxelles-Capitale : cadre de réflexions et recommandations*, février 2022, <https://cloud.urban.brussels/s/b624cNZqZy6XXNr>, consulté le 1^{er} février 2025.
- VAESEN Joost, JAUMAIN Serge, DEGRYSE Iadine, JACOBS Dirk, WAYENS Benjamin, « Du QR code au déboulonnage. La mise en débat des symboles d’un passé contesté dans l’espace public bruxellois », in *Brussels Studies*, 2024, pp. 1-44.
- VAN DE SANDE Stijn, « Mechelse Van Kerckhovenstraat krijgt dan toch een nieuwe naam: bewoners kiezen voor Stephensonstraat », in *Het Nieuwsblad*, 18 novembre 2022.

- VAN DE SANDE Stijn, «Stad rekent af met koloniaal verleden», in *Het Nieuwsblad*, 14 juin 2022.
- VAN DEN HOOF Thomas, «Gent krijgt een Patrice Lumumbaplein of -straat», in *VRTNWS*, 21 janvier 2019.
- VAN HEUVERZWYN Els, «Controversieel gedenkteken voor koloniale bevelhebber krijgt bordje met uitleg in Deinze», in *VRTNWS*, 25 février 2021.
- VAN RENSBERGEN Arno, «Koloniaal erfgoed nog niet weg uit de Vlaamse centrumsteden», in *MO**, 25 juin 2024.
- VAN RENSBERGEN Arno, e.a. «Interview. Judith Elseviers en Sarah Bekambo over ons gedeelde verleden», in *MO**, 22 juin 2024.
- VANDENPLAS Willemjan, «De Lumumba bibliotheek wordt 15 jaar oud», in *De Wereld Morgen*, 18 juin 2020.
- VINCENT Patrick, «UAntwerpen huldigt Aula Patrice Lumumba in: “Wat een eer na 62 jaar van tranen”», in *Het Nieuwsblad*, 31 mars 2023.
- WEYENS Luc, «Plakkaat eert kolonialen die in Congo gestorven zijn “voor de beschaving”, nu maakt het deel uit van kunstwerk: “We zaten ermee gewrongen”», in *Het Nieuwsblad*, 5 juillet 2023.
- WUYARD Kathleen, «À l'Hôtel de Ville, une stèle en honneur aux colons liégeois fait débat», in *Boulettes Magazine*, 11 juin 2020.

Marie Van Eeckenrode

Pour une épistémologie des archives de l'État indépendant du Congo (1876-2026)

Introduction¹

Détruire des archives, écrit Achille Mbembe, n'annihile en rien leur puissance, mais ne fait que déplacer celle-ci, en inscrivant les archives dans un double registre : celui du fantasme, né de leur absence, de ce qu'elles auraient pu contenir et celui du spectre qui hante et qui jugera nécessairement l'autorité responsable de leur anéantissement². Le destin des archives de l'État indépendant du Congo (ÉIC) pourrait-il être mieux décrit ?

La littérature scientifique n'a de cesse de revenir sur les destructions d'archives de l'ÉIC ordonnées par Léopold II, traumatisme heuristique qui en arrive à faire oublier ce qui est effectivement conservé³. Ce chapitre propose de mettre en lumière les archives du Gouvernement local de l'ÉIC, grandes

¹ L'auteure remercie Bérengère Piret, professeure à l'Université Saint-Louis-Bruxelles et chercheuse aux Archives de l'État, de s'être (une fois de plus) penchée avec elle sur la dévolution des archives de l'État indépendant du Congo. Ce chapitre n'aurait pas été le même sans l'attention qu'elle a bien voulu y porter.

² MBEMBE 2002, pp. 23-24.

³ Le guide des archives coloniales conservées sur le territoire belge, publié en 2021, montre l'étendue des archives conservées et recense plus de 350 fonds et collections renfermant des archives relatives à la période de l'ÉIC : les archives de l'État colonial lui-même, des archives produites par d'autres opérateurs publics, mais également les archives d'acteurs privés (missions religieuses, entreprises, scientifiques ou explorateurs). TALLIER, VAN EECKENRODE et VAN SCHUYLENBERGH 2021, pp. 143-656.

oubliées de l'historiographie. Le caractère bicéphale de cet État colonial conditionne en effet la production et la conservation des archives. Celles-ci s'organisent de manière asymétrique sur deux continents, entraînant son lot de translocations. Les inégalités de traitement, dans le chef des autorités coloniales, entre les archives de leurs deux administrations – l'une centrale, en Belgique, l'autre locale, au Congo – trouvent encore aujourd'hui un écho dans l'invisibilisation et les problèmes d'accès dont sont victimes les archives produites au Congo.

Pour sortir de l'exceptionnalité coloniale, il s'agira également de replacer les destructions léopoldiennes dans leur contexte : celui d'une communauté scientifique toute tournée vers l'Ancien Régime, d'une Belgique archivistique balbutiante et d'un État colonial au contraire très attentif à la gestion de l'information. Ce détour permettra d'observer les signes les plus précoces de l'installation de cette « culture de la négligence »⁴ qui frappe les archives nées de la colonisation belge en Afrique centrale⁵. Ce chapitre entend appeler à l'écriture d'une épistémologie des archives de l'ÉIC, qui prendrait en compte leur production, leur mise en archives, mais également les traitements qu'elles subissent et les valeurs changeantes que l'on projette sur elles. Les fonds d'archives sont des constructions sociales en constant renouvellement.

Itinérances archivistiques

Par « archives de l'État indépendant du Congo », nous entendons les documents produits, reçus et progressivement assemblés les uns aux autres par les différentes composantes de cet État colonial. Tant les séries de dossiers constituées par le Gouvernement central à Bruxelles que par le Gouvernement local à Vivi puis Boma : les documents soutenant la prise de décision, la gestion opérationnelle ou l'action judiciaire, ceux qui engagent une responsabilité comme ceux qui paraissent insignifiants, les archives qui ont traversé le temps presque par hasard ou celles qu'une composante de l'État a choisi de garder par devers elle pour leurs valeurs intrinsèques en les consignait soigneusement dans un dossier⁶.

⁴ HIRIBAREN 2017, p. 83.

⁵ VAN EECKENRODE et TALLIER 2022, pp. 94-96.

⁶ Il ne s'agit donc ici ni de « l'archive » foucauldienne ni de la « bibliothèque coloniale » de Mudimbe. FOUCAULT 1969 ; MUDIMBE 1988.

Destructions

Fin 1894, la reprise du Congo par la Belgique est mise sur la table des négociations, en raison de la mauvaise santé financière du roi et de l'État congolais. En prévision et sur ordre de Léopold II, une campagne de destruction précipitée des archives de l'ÉIC est mise en œuvre, dont on peine à mesurer l'ampleur aussi bien que les modalités. Le 9 janvier 1895, le secrétaire général de l'ÉIC Edmond Van Eetvelde, par ailleurs responsable des « archives confidentielles de l'État »⁷, est chargé de coordonner l'opération. Il assure au roi que « *pas une pièce ni registre ne restera dans les bureaux qui soit de nature à satisfaire la curiosité illégitime du Ministère* »⁸. On ignore si, à ce moment, les destructions touchent jusqu'aux archives du Gouvernement local ou si elles se cantonnent aux bureaux bruxellois. En 1906, alors que la reprise effective du Congo par la Belgique se prépare, c'est la même culture du secret, certainement attisée par les critiques formulées à l'adresse de l'ÉIC⁹, qui provoquera la disparition d'une partie significative des archives de l'État congolais. Un décret du 23 juin 1906 prétexte une gestion responsable et ordonne la destruction d'une partie des archives de l'ÉIC¹⁰. Les pertes sont cette fois-ci bien mieux documentées ; on constate un contraste saisissant entre le contenu du décret et les destructions effectivement opérées (et leurs modalités).

Le décret du 23 juin 1906, qui s'applique indistinctement aux archives produites en Belgique et au Congo, affiche, dès ses premières lignes, un objectif de « désencombrement » des administrations et ravive le spectre de l'incendie du palais royal de Laeken en 1891¹¹. Ce soi-disant désengorgement vise essentiellement trois catégories de documents : un large éventail d'archives produites dans le cadre de la gestion des finances et du patrimoine (et le nœud de l'affaire se trouve précisément ici), quelques documents relatifs

⁷ Le très long décret du 10 octobre 1894 organisant le Gouvernement central de l'ÉIC attribue entre autres choses au Secrétaire d'État la gestion des affaires de nature confidentielle et la conservation des archives confidentielles. La seconde compétence n'est-elle que la conséquence de la première, ou le texte prescrit-il plutôt un rassemblement physique de tous les dossiers jugés sensibles ? BULLETIN OFFICIEL 1894, p. 197.

⁸ Cité par VAN GRIEKEN et VAN GRIEKEN-TAVERNIERS 1958, p. 7 ; VANTHEMSCHE 2021, p. 9.

⁹ PLASMAN 2009.

¹⁰ Ce décret n'est pas publié au *Bulletin officiel*, mais il a été édité par VAN GRIEKEN et VAN GRIEKEN-TAVERNIERS 1958, pp. 62-65.

¹¹ « *Considérant qu'il est nécessaire de prendre des dispositions en vue d'éviter l'encombrement causé par des archives hors d'usage, dont la suppression peut avoir lieu sans entraver la marche des Services de l'État. Qu'il importe d'autre part de prévenir les dangers d'incendie résultant d'une trop grande accumulation d'archives dans les locaux de l'Administration centrale.* » VAN GRIEKEN et VAN GRIEKEN-TAVERNIERS 1958.

aux différentes catégories de personnel et d'autres concernant l'organisation militaire. En 1957, Madeleine et Émile Van Grieken-Taverniers, malgré une connaissance fine des archives de l'ÉIC¹², déclarent ne pas disposer d'informations sur l'application réelle de ce décret¹³. Tout juste rassemblent-ils quelques témoignages relatant la destruction par le feu de quantités importantes de documents dans les chaudières et dans la cour des bâtiments abritant le gouvernement central à Bruxelles¹⁴. Les mêmes témoins indiquent en fait que les destructions ont été bien au-delà des documents entrant dans le périmètre du décret, qui prévoit d'ailleurs une revente du papier au bénéfice du Trésor, et non une destruction par le feu.

Le cadre est donc posé et ne surprendra personne : le roi souverain anticipe la reprise et barre l'accès aux archives de l'ÉIC, qui sinon reviendraient au Gouvernement belge. Ce ne sont pas les atrocités commises au Congo que Léopold II tente de dissimuler, mais bien la comptabilité de l'État colonial¹⁵. Les destructions opérées à Bruxelles sont documentées *a minima* ou du moins sont-elles commentées par la presse et les historiens après elle. Mais la littérature, une nouvelle fois, ne souffle mot des archives du Gouvernement local¹⁶...

Translocations

L'imminence d'une reprise prochaine du Congo par la Belgique précipite néanmoins une prise en main des archives produites au Congo. Dans la correspondance disponible, il n'est pas question de destruction de ces archives... mais bien d'un transfert vers Bruxelles de l'ensemble des archives de l'ÉIC qui ne seraient pas « *absolument indispensable[s] au fonctionnement normal des services* »¹⁷. « *Les archives m'appartenant, personne ne peut y avoir accès sans [ma] permission spéciale ; envoyez [en] toutes les archives à Bruxelles* », affirme le roi¹⁸. C'est à Félix Fuchs, gouverneur général f.f. puis

¹² Madeleine Van Grieken-Taverniers est l'archiviste du ministère des Colonies, tandis qu'Émile Van Grieken est conseiller adjoint au ministère des Colonies et Membre de la Commission d'Histoire du Congo.

¹³ VAN GRIEKEN et VAN GRIEKEN-TAVERNIERS 1958, p. 8.

¹⁴ ROEYKENS 1955, p. 47.

¹⁵ Comme l'a bien résumé PLASMAN 2017, p. 12 : À la suite du retentissement des campagnes anti-congolaises, « *c'eût été une gageure que de vouloir occulter les atrocités* ».

¹⁶ VELLUT 1974, pp. 108-109 constitue une exception notable.

¹⁷ Minute d'une lettre de Lantonnais à Fuchs, du 22 août 1908. AGR2, Archives du Gouvernement général à Léopoldville (dite collection « GG »), n° 22.320.

¹⁸ Copie d'une note manuscrite de Léopold II du 3 août 1908. AGR2, Archives du Gouvernement général à Léopoldville (dite collection « GG »), n° 22.320.

vice-gouverneur général, qu'il revient de faire appliquer cette mesure. Mais les volumes et le caractère lacunaire des envois ne satisfont pas le secrétaire général Charles Liebrechts, qui en fait part au roi¹⁹. Le successeur de Fuchs, Albert Lantonnois van Rode, en tandem avec le directeur de la Justice a.i., Robert de Meulemeester, se montreront plus zélés. Dès le mois d'août 1908, ils orchestrent l'envoi à Bruxelles d'archives provenant de toutes les régions administrées par les autorités coloniales²⁰. Instances judiciaires, commissaires de districts et même chefs de zone, tous les échelons de l'administration sont priés d'expédier leurs archives à Boma²¹.

La correspondance officielle met en avant un champ lexical bien loin du décret de juin 1906 : le gouvernement désire « *centraliser la conservation et le classement des archives* », les dossiers doivent être préparés « *dans un ordre méthodique* » et « *emballés soigneusement dans des caisses bien conditionnées* », les agents doivent « *s'abstenir de toute suppression ou destruction d'un papier ou document quelconque* »²². Chaque service est tenu d'établir un inventaire détaillé non seulement des archives qu'il envoie à Boma, mais également des documents qu'il conserve par devers lui. Le décret du 23 juin 1906 n'est jamais évoqué. Tout est mis en œuvre pour mettre en confiance les fonctionnaires en place et s'assurer de leur bonne collaboration. Malgré quelques accidents de transport (à l'image des archives du Conseil de guerre de Banzyville²³ disparues dans l'eau des Rapides de l'Éléphant²⁴, alors qu'elles étaient en route pour Boma), les premiers « *paquets d'archives* » arrivent à Bruxelles en 1907-1908. Ils y sont réceptionnés par le Gouvernement central de l'ÉIC. À en croire Liebrechts, les archives seraient détruites au fur et à mesure de leur arrivée à Bruxelles²⁵.

On ignore encore dans quelle mesure les hautes autorités au Congo étaient conscientes du sort réservé aux archives à leur arrivée en Belgique, ni si les ordres donnés à Lantonnois en août 1908 diffèrent de ceux donnés à Fuchs

¹⁹ Note du 3 août 1908. AGR2, Archives du Gouvernement général à Léopoldville (dite collection « GG »), n° 22.320.

²⁰ Surtout le Haut-Congo où Lantonnois par en « tournée » à cette période.

²¹ Télégrammes dans AGR2, Archives du Gouvernement général à Léopoldville (dite collection « GG »), n° 22.320.

²² Minute d'une lettre de Lantonnois à Robert de Meulemeester du 22 août 1908. Archives du Gouvernement général à Léopoldville (dite collection « GG »), n° 22.320.

²³ Actuellement Mobayi-Mbongo.

²⁴ Rapides de Palambo, sur la rivière Ubangi.

²⁵ VAN GRIEKEN et VAN GRIEKEN-TAVERNIERS 1958, p. 9. Questions et réponses. Séance du 15 février 1910, p. 65.

deux ans plus tôt²⁶. Le soin infini apporté à la rédaction des inventaires et à la mise en caisse laisse penser que les agents sur le terrain n'en avaient quant à eux aucune idée. Que sont devenus ces documents aujourd'hui ? En l'état actuel des connaissances, on peut seulement affirmer que le sort des archives arrivées en Belgique à partir de 1909 au moins est bien différent des archives passées à la moulinette entre 1906 et 1908... puisqu'elles seront purement et simplement renvoyées au Congo.

Aller et retour

L'envoi à Bruxelles des archives du Gouvernement local de l'ÉIC représente un défi logistique de taille : il faut transmettre les directives à travers les différents échelons de l'administration, les expliquer, les préciser, les défendre, dresser des inventaires souvent très détaillés, trier les archives, trouver des caisses et un transport disponible, acheminer les colis jusqu'à Boma et de là les expédier par bateau vers Anvers. Malgré la réactivité des fonctionnaires de l'ÉIC, cette opération chronophage est toujours en cours au printemps 1909. C'est ce qui sauvera (temporairement) l'essentiel des archives.

En effet, la vague de translocation et de destruction d'archives des années 1908-1909 met en évidence le changement de statut des archives de l'ÉIC, induit par la reprise du Congo par la Belgique le 15 novembre 1908. Avant la reprise, ces archives sont celles d'un État colonial gouverné par un homme fort qui revendique jusqu'à la propriété des documents. Mais les archives, instrument de gestion par excellence, « suivent les compétences ». C'est-à-dire qu'après le 15 novembre 1908, comme dans toute succession d'États, les documents qui seraient restés dans les anciens bureaux de l'ÉIC sont « repris » par la Belgique, à l'image du territoire congolais lui-même. Léopold II ne peut en théorie plus exercer son autorité sur celles-ci. Les colis continuent cependant d'arriver à Bruxelles et ce sont désormais les autorités

²⁶ Ces ordres devaient en tout cas être lacunaires puisque Lantonnois estime nécessaire d'exposer longuement au Secrétaire d'État à Bruxelles la manière avec laquelle il compte les faire appliquer, quelles archives ils estiment être concernées, mais également à quel point le travail des agents de l'ÉIC, privés de leurs archives, sera compliqué. Minute d'une lettre de Lantonnois au Secrétaire d'État du 22 août 1908. AGR2, Archives du Gouvernement général à Léopoldville (dite collection « GG »), n° 22.320. Voir également, dans le même dossier, les directives qu'il prévoit d'adresser au Procureur général relatives au transfert des archives judiciaires, au mois d'août 1908.

belges qui les réceptionnent. Celles-ci adoptent une posture fort différente de celle de leur prédécesseur en droit.

Une lettre du 12 mai 1909 du ministre belge des Finances, Julien Liebaert, remplaçant le ministre des Colonies absent, enjoint le Gouverneur général à stopper les expéditions d'archives vers Bruxelles... et annonce même leur renvoi au Congo²⁷; probablement pour garantir un fonctionnement optimal des services, certainement aussi parce que les autorités belges ne savent pas quoi faire d'un volume d'archives aussi important. Le manque d'espaces de stockage est un mal aussi chronique qu'universel qui est inhérent à la production documentaire. Il est possible de dresser un tableau assez précis des archives qui ont été expédiées en Belgique en 1908-1909, mais également de celles qui ont été réexpédiées au Congo en 1909 (parfois sur le champ)²⁸. La réexpédition à Boma de la plupart des archives judiciaires et pénitentiaires (comme celles des greffes de Coquilhatville, de Stanleyville²⁹ ou de Kabinda par exemple) est attestée, alors que les archives judiciaires semblent justement constituer une large part des archives transférées à Bruxelles dans ce laps de temps³⁰. Le moins que l'on puisse dire, c'est que les autorités belges n'étaient, quoi qu'il en soit, pas aussi avides que ne le pensait Léopold II de fouiller dans les archives de l'ÉIC.

La plupart des archives ayant accompli ce périple insensé semble malheureusement avoir disparu aujourd'hui³¹. L'archiviste du Congo belge lui-même, Emmanuel Neven, avoue en 1959 ignorer où elles se trouvent, ni même si elles existent encore³². Les archives du Conseil de guerre de Stanleyville

²⁷ AGR2, Archives du Gouvernement général à Léopoldville (dite collection « GG »), n° 22.320.

²⁸ Et ce, grâce à une correspondance fournie et aux nombreux inventaires accompagnant les transferts et dans lesquels chaque greffier, chaque secrétaire, décrit le contenu des caisses qu'il a envoyées à Bruxelles. AGR2, Archives du Gouvernement général à Léopoldville (dite collection « GG »), n° 22.320.

²⁹ Aujourd'hui Mbandaka et Kisangani.

³⁰ La documentation, en revanche, ne témoigne pas du renvoi à Boma d'archives produites par les services administratifs du Gouvernement local (entre autres celles du Département des Finances ou de la Direction des travaux de défense expédiées à Bruxelles en septembre 1908) ou par les différents échelons de l'administration territoriale. Il est possible que le ministre des Colonies ait choisi de garder par devers lui une partie de ces outils de gestion, utiles au bon fonctionnement de son tout jeune département.

³¹ L'ambitieux travail mené ces dernières années dans le cadre du versement des archives de l'ancienne administration coloniale (dites « archives africaines ») depuis les Affaires étrangères vers les AGR2, qui a pourtant déjà rendu possible l'ouverture à la recherche d'importants volumes d'archives jusqu'ici inaccessibles au chercheur (y compris des archives produites par l'ÉIC), n'a pas permis de les localiser. Très peu d'archives produites par l'ÉIC ont en fait été déplacées en Belgique en 1960. Sur le transfert aux Archives de l'État des archives dites africaines, voir VAN ECKENRODE et TALLIER 2022, pp. 104-106. Sur le déplacement vers la Belgique des archives de l'Administration d'Afrique, voir ci-dessous.

³² Correspondance entre le Cabinet du Secrétaire général et Emmanuel Neven, mars 1959. AGR2, Archives du Gouvernement général à Léopoldville (dite collection « GG »), n° 22.320.

semblent représenter la seule exception notable d'archives ayant été expédiées vers la Belgique en 1908, renvoyées au Congo dans la foulée et à nouveau déplacées en Belgique en 1960³³. Mais ne pas être en mesure de localiser ces archives aujourd'hui ne doit pas nous amener à conclure trop rapidement que celles-ci ont été détruites en 1908. Plus d'un siècle de négligences de la part des autorités belges semble avoir exaucé les volontés de Léopold II.

En 1959-1960, à l'approche de l'indépendance, l'administration coloniale en place au Congo décide de transférer toutes ses archives en Belgique³⁴. Elle ne sera pas en mesure de le faire et l'ampleur réelle de cette « Opération Archives »³⁵ a depuis été largement surestimée³⁶. La collecte qui a été mise en œuvre en 1959-1960, juste avant l'indépendance du Congo, a logiquement été très inégale et a laissé sur place une quantité significative de documents, quantité bien supérieure à ce que l'on peut aujourd'hui consulter en Belgique. Il n'aurait pu en être autrement, étant donné l'incroyable difficulté conceptuelle et technique de l'opération, mais également les délais très courts dans lesquels elle est réalisée et la faible expertise développée par les administrations belges en matière de gestion archivistique. Parmi les archives déplacées à ce moment, très peu d'archives datent de l'ÉIC. Le fait que le Gouvernement général à Léopoldville ne se dote d'un service d'archives qu'en 1953 ne doit pas y être étranger.

L'idée fautive selon laquelle toutes les archives du Congo ont été emportées par les autorités belges en 1960 est un des nombreux et très préjudiciables fantasmes qui entourent ces archives. Tout aussi fautive et préjudiciable d'ailleurs que le mythe de la destruction de l'ensemble des archives de l'ÉIC par Léopold II, répétée plus souvent qu'à son tour dans les salles de lecture comme dans les salles de conférence. Encore aujourd'hui, l'Institut national des Archives du Congo à Kinshasa et beaucoup d'administrations congolaises

³³ Elles sont aujourd'hui conservées aux AGR2 – Dépôt Joseph Cuvelier et ont été inventoriées dans le cadre du projet Brain 2.0 DIGICOLJUST, mené par les Archives de l'État, l'Université libre de Bruxelles et la Vrije Universiteit Brussel. Le fonds contient entre autres les dossiers de procédure des affaires jugées par le Conseil de guerre depuis 1897, année de la création du Conseil de guerre de Stanley-Falls, jusqu'à 1956.

³⁴ Il semble utile de rappeler ici que les archives produites dans le cadre de la colonisation belge au Ruanda-Urundi connaissent une conservation bien distincte des archives du territoire congolais. Elles ont quant à elle été déplacées en Belgique en 1962, dans un contexte légèrement différent. BERNARDO Y GARCIA et TALLIER 2019.

³⁵ PIRET 2015. BERNARDO Y GARCIA 2022.

³⁶ De nombreux services administratifs n'ont pas envoyé leurs archives en Belgique. Pour la province du Kivu, par exemple, seules les archives de quelques services provinciaux, de l'ancien district du Kivu et des territoires de Mwenga et de Kabare auraient été déplacées en Belgique. Pour le Kasai, on ne conserverait en Belgique aucun fonds d'archives issu des districts ou des territoires. Un travail d'identification est encore en cours.

conservent de très belles collections d'archives produites par l'administration coloniale³⁷. Et ne parlons même pas des nombreuses archives privées encore conservées en République Démocratique du Congo ; en premier lieu celles des missions religieuses, qui racontent à elles seules une importante page de l'histoire et des mémoires du Congo. Nier l'existence de ces archives invisibilise le patrimoine archivistique colonial resté au Congo, met en péril ces ensembles documentaires endormis (ou ce qu'il en reste), dépossède une nouvelle fois le peuple congolais et étouffe dans l'œuf de potentiels projets de préservation ou d'ouverture à la recherche.

Ce que détruire veut dire

Il est un malentendu lexical qu'il faut dissiper. Le terme « archives » peut servir à désigner des documents récents (des « archives courantes ») encore utilisés par l'administration pour leur valeur primaire (administrative ou judiciaire), tout comme des documents anciens (des « archives historiques » ou « définitives ») conservés pour leur valeur secondaire (patrimoniaire ou historique). De même, et parce que les archives sont un objet à l'épreuve du temps, le terme peut tout à la fois désigner des documents à conserver précieusement et ceux devenus inutiles que l'on place au rebut³⁸. Relire l'histoire des archives de l'ÉIC (et sa réception dans l'historiographie) à l'aune de cette polysémie permet d'éclairer d'un jour nouveau le contexte de leur gestion, de leur conservation ou de leur destruction. Le comte Edmond Carton de Wiart, dans ses *Souvenirs*, évoque « *le peu d'intérêt de Léopold II pour les vieux papiers* »³⁹. Ne le croyons pas sur parole.

Gérer et conserver l'information dans l'ÉIC

Des dispositions sont très rapidement prises au sein des deux gouvernements de l'ÉIC en cette matière, qui témoignent de l'intérêt aigu et constant porté par le roi et ses ministres à la gestion de l'information et à la conservation des documents au sein de cet État. La législation de l'ÉIC fourmille, de

³⁷ LUMENGANESO 1990.

³⁸ CHABIN 2021, §8. Au-delà de ces définitions, on constate que l'aire sémantique du terme « archives » ne cesse de s'accroître et de s'hétérogénéiser pour donner lieu à une vraie métasémie. MARCILLOUX 2013.

³⁹ CARTON DE WIART 1944, p. 216.

manière très frappante, de directives relatives à la tenue des dossiers ou à la conservation des archives, donnant régulièrement des définitions de ce qu'il faut entendre par « archives ».

La gestion des archives du Gouvernement central, à Bruxelles, est organisée par département. Ainsi, le 1^{er} décembre 1888, le Département de l'Intérieur se dote d'un règlement « *sur le service des archives* » d'une étonnante modernité, qui prévoit entre autres un versement annuel des dossiers relatifs aux affaires terminées dans un « *dépôt central* » sous la responsabilité de l'Administrateur général du Département⁴⁰. En 1891, soit six ans seulement après la fondation de l'ÉIC, le Gouvernement central engage un archiviste, le juriste Charles Notte. Il est à noter qu'au même moment et pour quelques décennies encore, en Belgique, le ministère des Affaires étrangères est le seul département à disposer de son propre archiviste, ou plus exactement d'un conseiller historique (ce qui est loin d'être la même chose) ; plus d'un demi-siècle après la naissance de l'État belge donc. Lors de la création du ministère des Colonies en 1908, le poste d'archiviste ouvert sous l'ÉIC disparaît de l'organigramme, ce qui nous donne un indice sur le degré d'attention que les autorités belges portent aux archives à cette époque. Nous serons malheureusement amenée à réitérer ce constat dans les lignes qui vont suivre.

Des mesures sont prises également très rapidement au sein du Gouvernement local pour la conservation des archives. Dès 1887, c'est le secrétaire général qui se voit confier, au Congo, la responsabilité de leur classement et de leur conservation⁴¹. Il semble que ces dispositions ambitionnaient la création d'un service d'archives, ou à tout le moins une conservation centralisée à Boma. Ce ne sera jamais le cas. La législation de l'ÉIC relative aux archives est dès les premiers temps particulièrement attentive à l'administration territoriale⁴². Les instructions générales pour les agents de l'ÉIC consacrent par exemple un long et éloquent article à la manière de tenir la correspondance (nœud stratégique s'il en est dans un État bicéphale) et les archives⁴³. Étant donné l'importante mobilité du personnel de l'ÉIC, l'un des enjeux, on le sent, est d'empêcher les agents de repartir avec les dossiers qu'ils ont constitués une fois leur terme échu⁴⁴.

⁴⁰ ÉTAT INDÉPENDANT DU CONGO, *Recueil administratif, Premier volume, n° 1 à 109*, Bruxelles, Hayez, 1890, pp. 127-128.

⁴¹ ÉTAT INDÉPENDANT DU CONGO, *Recueil administratif...*, p. 42.

⁴² Les textes sont publiés au *Recueil administratif* plutôt qu'au *Bulletin officiel*.

⁴³ Voir par exemple ÉTAT INDÉPENDANT DU CONGO, *Recueil administratif*, 1907, pp. 49-51.

⁴⁴ Cette pratique n'est pas propre à l'ÉIC, on l'observe dans toutes les administrations, y compris sous l'Ancien Régime. Mais elle se pose de manière particulièrement aiguë au sein de l'ÉIC. Les archives déposées par plusieurs agents au Musée colonial (aujourd'hui Musée royal de l'Afrique centrale, dit Africa Museum, à Tervuren), dont Félix Fuchs, en constituent la preuve.

À travers ces mesures, tout comme à travers les destructions léopoldiennes évoquées plus haut, tout indique que Léopold II avait très bien saisi l'importance et l'usage qui pouvait être fait des archives, en tant qu'outil de gestion ou, plus tard, en tant que source permettant de retisser le fil de ce qui a été accompli⁴⁵, à l'inverse des autorités (coloniales) belges après lui. La gestion de l'information, la manière avec laquelle les technologies de l'écrit sont utilisées, les flux documentaires minutieusement élaborés par l'ÉIC sur ordre de son roi souverain pour relier deux continents doivent cependant encore être étudiés.

Les destructions léopoldiennes en contexte

Pour mettre en relief la gestion des archives de l'ÉIC et les décisions qui ont été prises par Léopold II à ce sujet, oublions un instant les archives coloniales et penchons-nous sur le contexte archivistique belge de l'époque. En 1908, les Archives de l'État disposent d'une infrastructure embryonnaire à Bruxelles et de dépôts dans certaines provinces. Seules quelques directives (dont les principales remontent à la période française) et pratiques de chancellerie viennent encadrer la conservation des archives publiques⁴⁶ puisque le législateur belge n'a pas encore pris en main la question des archives. Il ne le fera qu'en 1955, en fixant à cent ans le délai de versement obligatoire des archives publiques aux Archives de l'État, en d'autres mots le basculement des documents vers le statut d'archives historiques⁴⁷. Tous les ingrédients sont donc réunis pour que les archives du XIX^e siècle disparaissent petit à petit des administrations belges, détruites par des fonctionnaires soucieux de faire de la place ou de se débarrasser de l'inutile.

Au tournant du siècle, les versements d'archives dites contemporaines aux Archives de l'État sont souvent de très petite ampleur et le résultat d'heureux concours de circonstances. Les archivistes-paléographes, tout comme leurs collègues au sein des universités ou des cercles d'histoire, portent peu d'intérêt

⁴⁵ VANTHEMSCHE 2021, p. 9.

⁴⁶ VANTHEMSCHE 2021, p. 9. Les archives publiques sont les archives produites par les opérateurs publics (ici les autorités belges), par opposition aux archives privées produites par les opérateurs privés. On évoque par ces adjectifs le statut juridique des archives, mais pas leur consultabilité (la consultation est-elle autorisée par le cadre légal en vigueur ?) ou leur accessibilité (les archives sont-elles dotées d'un instrument de recherche, d'un instrument d'« accès » ?).

⁴⁷ Loi relative aux archives du 24 juin 1955. Celle-ci est modifiée par la loi du 6 mai 2009, qui réduit le délai de versement à 30 ans (et supprime la dispense de versement aux Archives de l'État qui avait précédemment été accordée au ministère des Colonies ou au ministère des Affaires étrangères).

aux archives produites par leurs contemporains et concentrent leurs efforts sur les collections d'Ancien Régime. En 1925 par exemple, Joseph Cuvelier, archiviste général du Royaume, déplore la disparition des archives qui auraient permis d'écrire l'histoire de l'établissement des chemins de fer en Belgique⁴⁸. Carlos Wyffels, l'un de ses successeurs, résume quant à lui la situation de manière plutôt cynique en 1975: «*En fait, pour les archives antérieures à 1914, il n'y a, à présent, plus aucun problème, la plupart de celles-ci ayant été détruites.*»⁴⁹

Les archives du défunt ÉIC sont vraisemblablement soumises au même régime que les archives publiques belges. Au moment de la reprise du Congo par la Belgique, les archives de l'Association internationale africaine, par exemple, n'ont pas trente ans. Que dire alors de celles de l'ÉIC qui sont encore loin de se voir accéder au statut d'archives «historiques». Ce constat revêt une importance capitale pour notre propos, puisqu'il permet d'évacuer la notion de vandalisme: ce ne sont donc pas des «monuments nationaux» que Léopold II souhaite voir détruire, du moins aux yeux de ses contemporains, mais des instruments de gestion que le roi présente comme périmés. En d'autres mots, les destructions léopoldiennes ne se situent pas sur le terrain du patrimoine, mais sur celui d'une gouvernance empreinte d'une forte culture du secret. «*Je leur donnerai mon Congo mais ils n'ont pas le droit de savoir ce que j'y ai fait*»⁵⁰, déclare en 1906 Léopold II à son officier d'ordonnance Gustave Stinglhamber.

C'est dans ce contexte qu'en 1908, la communauté scientifique semble s'être bien peu émue du sort des archives de l'ÉIC. L'historiographie cite régulièrement la question parlementaire relative à l'étendue des destructions, qui sera posée en 1910 au ministre des Colonies par le député socialiste Émile Vandervelde, alerté par la presse⁵¹. Mais l'indignation de Vandervelde a pour objet la disparition de pièces comptables – celles que Léopold II a justement fait détruire en 1906 en jouant la carte de la décongestion (on dirait aujourd'hui de la bonne gouvernance) – et en aucun cas celle d'une documentation historique. Les premières collectes d'archives de l'ÉIC, considérées cette fois comme des archives «historiques», sous l'égide de la Commission d'histoire du Congo, puis de Frantz Cornet, n'auront respectivement lieu qu'en 1925 et 1948-1949.

⁴⁸ CUVELIER 1923, pp. 49-55; CUVELIER 1925, pp. II-IX.

⁴⁹ WYFFELS 1975, p. 475.

⁵⁰ VAN GRIEKEN-TAVERNIERS 1959, p. 4.

⁵¹ Et peut-être également par l'Association des Archivistes et Bibliothécaires de Belgique. Voir: Chambre des Représentants. Questions et réponses. Séance du 15 février 1910, p. 65; VAN GRIEKEN et VAN GRIEKEN-TAVERNIERS 1958, p. 12.

Changement de souveraineté

De tous les moments délicats que peuvent connaître les archives durant leur cycle de vie, la succession d'États⁵² est sans aucun doute l'un des plus déterminants, amenant son lot de destructions, de démembrements, d'évacuations, de pertes, de déplacements et de retours d'archives. La dispersion des archives publiques relatives à la gestion des territoires de l'actuelle Belgique, véritable laboratoire politique, illustre de manière très claire la distribution presque naturelle des archives dans le cadre d'un changement de souveraineté en Europe occidentale. En effet, ces territoires ont été, depuis le xv^e siècle et jusqu'à l'indépendance de 1830, en la possession de princes bourguignons, espagnols et autrichiens, puis sous régime français et hollandais. Chaque autorité a gardé par devers elle une partie des archives (que l'on pourrait rétroactivement qualifier de publiques), essentiellement les archives du « gouvernement central » produites en dehors du territoire « belge », mais a également à son actif de volumineux déplacements d'archives. Subsistent en revanche en « Belgique », une partie des archives produites sur place, du moins ce qui n'aura été ni emporté par les régimes sortants ni détruit, égaré, déplacé ou négligé⁵³. C'est ce qui explique qu'une partie significative du patrimoine archivistique permettant d'étudier l'histoire des territoires « belges » est conservée à l'étranger⁵⁴.

La situation des archives de l'ÉIC n'est pas fondamentalement différente, si ce n'est que le statut particulier de l'ÉIC, État colonial propriété privée du souverain, fragilise encore ses archives. En effet, Léopold II, qui perd un territoire de son union personnelle au profit de l'autre, fait face en 1908 à une situation que n'ont pas eu à gérer les Maisons de Bourgogne, de Habsbourg ou d'Orange en leur temps : les archives du Gouvernement central de l'ÉIC se trouvent à Bruxelles, à la portée du Gouvernement belge, successeur en droit. Le roi ne peut dissimuler dans son palais de Laeken l'ensemble des archives qu'il ne souhaite pas transmettre aux fonctionnaires belges, et la destruction a pu apparaître comme une des seules alternatives possibles.

⁵² Convention de Vienne sur la succession d'États en matière de traités (1978), art. 2. Voir : EISEMANN et KOSKENNIEMI 2000.

⁵³ Sur les archives « belges » emportées par le gouvernement autrichien avant l'arrivée des troupes françaises, voir : SOENEN 1998. Sur la confiscation des archives par Napoléon dans les territoires annexés, et notamment les territoires « belges », voir : DONATO 2020, pp. 28-30, 164.

⁵⁴ VAN ECKENRODE 2021, p. 31.

Les traités éventuellement signés à l'occasion des changements de souveraineté prévoient souvent des dispositions relatives aux archives (qu'elles soient encore d'usage courant ou qu'elles soient déjà devenues historiques), même si jusqu'en 1983 aucun traité international ne vient réguler la pratique⁵⁵. En 1907, les autorités belges se sont montrées bien peu avisées en la matière, puisque le traité de cession de l'ÉIC⁵⁶, signé le 28 novembre, ne prend pas explicitement en main la question des archives. Il se contente de mentionner que la Belgique reprend à son compte «*tout l'avoir mobilier*» de l'ÉIC. L'enjeu archivistique le plus criant n'est pas d'ordre patrimonial, comme on l'a vu : il s'agit plutôt pour la Belgique de disposer des dossiers lui permettant la bonne conduite des affaires, c'est-à-dire une certaine continuité institutionnelle. Les opérations de destruction d'archives, dites de «*désencombrement*», des années 1906-1908 maintiennent dans les bureaux les dossiers «*absolument nécessaires*» au fonctionnement de l'appareil étatique. Léopold II et les fonctionnaires de l'ÉIC laissent donc à la Belgique les moyens, certes *a minima*, de gérer le territoire congolais.

On ne peut que se désoler de la disparition d'une partie significative des archives de l'ÉIC, mais celle-ci ne peut être uniquement attribuée à un souverain qui aurait posé un acte de vandalisme, voire un geste iconoclaste. Sans être pour autant excusées et sans perdre de vue la violence dont témoignaient les archives disparues, ces destructions doivent être replacées dans les pratiques d'une époque et dans le temps long. La destruction d'archives est inhérente à leur production⁵⁷. Des destructions, des translocations sont attestées tout au long de la période coloniale et pas seulement sous Léopold II⁵⁸. La confidentialité et l'inaccessibilité sont également deux des caractéristiques majeures des documents administratifs au début de leur cycle de vie⁵⁹. Tout aussi dommageables que les destructions léopoldiennes sont le manque de moyens et d'intérêt pour les archives historiques ; menaces qui survivent malheureusement bien au-delà de l'indépendance du Congo et dont le

⁵⁵ La Convention de Vienne sur la succession d'États en matière de biens, archives et dettes d'États n'a été rédigée qu'en 1978 et n'a d'ailleurs pas été ratifiée par la plupart des pays occidentaux. Voir : KEKCSKEMETI 1985, pp. 9-11.

⁵⁶ Traité de cession de l'État Indépendant du Congo à la Belgique du 28 novembre 1907, dans *Moniteur belge*, 19-20 octobre 1908, pp. 5861-5880 ; Acte additionnel au traité de cession de l'État Indépendant du Congo à la Belgique du 5 mars 1908, dans *Moniteur belge*, 19-20 octobre 1908, pp. 5880-5881.

⁵⁷ Voir par exemple : PEQUIGNOT et POTIN 2022 ; SUMPFF et LANIOL 2012 ; DELMAS et NOUGARET 2004 ; SCHOUKENS et SERVAIS 2009.

⁵⁸ BERNARDO Y GARCIA 2020.

⁵⁹ Comme le rappelle très bien MBEMBE 2002, p. 20.

gouvernement belge semble décidément bien s'accommoder⁶⁰, à l'heure où le secteur des archives en Belgique est complètement asphyxié et où les Archives de l'État, gravement sous-financées, craignent pour leur avenir.

Contourner les destructions

Après s'être désolés ensemble de la destruction d'une partie substantielle des archives de l'ÉIC, il est permis de s'enthousiasmer de ce qu'il subsiste et dont le chercheur est loin d'avoir fait le tour. Le versement aux Archives de l'État depuis le SPF Affaires étrangères de ce que l'on avait coutume d'appeler les « archives africaines », c'est-à-dire les archives de l'administration coloniale, est un moment charnière aussi bien pour les archives que pour la recherche. Parmi les fonds et collections, un volume conséquent d'archives produites par l'ÉIC. Loin d'être une simple opération logistique, ce versement de près de 10 kilomètres linéaires s'accompagne, malgré les moyens dérisoires qui lui sont octroyés, d'un important travail d'identification des fonds, d'opérations de remembrement et de (ré) inventoriage⁶¹. De nombreux ensembles documentaires qui n'étaient jusqu'ici pas ou peu accessibles au public sont progressivement identifiés et décrits, y compris des dossiers produits par l'État léopoldien. Certains de ces ensembles documentaires s'inscrivent directement dans les préoccupations du présent volume, à savoir les trajectoires transnationales, les acteurs et communautés marginalisés.

Afin de répondre à l'invitation d'Émilie Zola Kalufuako⁶², nous proposons de nous arrêter un instant sur quelques ensembles documentaires mis à jour ou remis en évidence très récemment, en mettant l'accent sur les archives utiles à l'histoire des chemins de fer au Congo. Au risque de faire figure de catalogue, les lignes qui vont suivre visent à montrer, d'une part, l'impact que peut avoir l'amélioration de l'accès aux archives coloniales et une meilleure connaissance de l'histoire des fonds d'archives et, d'autre part, la nécessité pour les chercheurs de diversifier les sources et de s'aventurer dans des corpus jusqu'ici moins plébiscités, voire inexplorés⁶³.

⁶⁰ VAN ECKENRODE et TALLIER 2022, pp. 93-107 ; VAN ECKENRODE 2021, pp. 25-47.

⁶¹ VAN ECKENRODE 2021, pp. 25-47.

⁶² Voir sa postface qui clôt le présent volume.

⁶³ Voir à ce sujet VAN SCHUYLENBERGH et LEDUC-GRIMALDI 2022.

Améliorer l'accès

Les archives du Service du Personnel d'Afrique (SPA) sont a priori bien connues des chercheurs, celles-ci documentent la carrière des agents et fonctionnaires coloniaux de 1877 à 1962⁶⁴. Elles font partie des premières archives qui ont été ouvertes à la recherche dès les années 1950. Le transfert aux Archives de l'État des archives dites africaines a cependant permis d'identifier et d'inventorier plus d'un kilomètre supplémentaire – oui, vous lisez bien – de dossiers individuels, doublant ainsi l'ampleur des archives SPA accessibles au public. Le recrutement international de l'ÉIC ouvre la voie à l'étude de trajectoires internationales atypiques, celles d'agents venus de toute l'Europe et des États-Unis pour servir les projets coloniaux de Léopold II, qui doivent s'ajuster les uns aux autres dans une structure extrêmement militarisée. La surveillance dont ces agents font l'objet, le désarroi ou les convictions dont ils témoignent, les sanctions dont ils écopent, les distinctions qui leur sont distribuées disent quelque chose de fondamental de l'État colonial. Si bien que les dossiers SPA ouvrent des perspectives de recherche qui vont bien au-delà de la reconstitution de trajectoires individuelles ou même de l'écriture d'une sociologie de la fonction publique coloniale. On croise dans ces archives SPA des profils auxquels on ne s'attendrait peut-être pas, comme les employés de la Compagnie des chemins de fer du Congo (CFC) et de la Compagnie des Chemins de fer du Congo supérieur aux Grands Lacs africains (CFL) : poseurs de voie, terrassiers, machinistes, chefs de travaux, ingénieurs venus eux aussi de toute l'Europe⁶⁵.

On retrouve des profils similaires dans les archives du Département de la Justice de l'ÉIC qui avait parmi ses compétences la liquidation des successions. Les dossiers individuels produits dans le cadre de cette mission concernent une population évidemment bien plus large que les dossiers du

⁶⁴ Pour les agents de l'ÉIC (et de ses prédécesseurs en droit), par exemple, on dispose d'une poignée de registres matricules signalant leur profil et résumant leur parcours, mais également quelques milliers de dossiers individuels d'une richesse stupéfiante. Parmi les dossiers récemment identifiés, ceux que le Gouvernement central de l'ÉIC a ouverts au nom de ses agents, parallèlement à la tenue des très sommaires registres matricules. Les registres matricules ont été numérisés et sont accessibles sur le site des Archives de l'État. Voir : VAN ECKENRODE 2025.

⁶⁵ Voir entre autres : AGR2, Ministère des Colonies et successeurs en droit, Administration métropolitaine, Personnel d'Afrique, Dossiers généraux (dit fonds SPA DG), n° 807-808 ; Ministère des Colonies et successeurs en droit, Administration métropolitaine, Personnel d'Afrique, Dossiers individuels clôturés en 1918 (dit fonds SPA 1918), n° 1240-1416 (ce fonds est en cours de description par Bérengère Piret, chercheuse aux AGR2).

personnel de l'ÉIC. Parmi les dossiers de succession de l'année 1893 par exemple, celui de Mahaji bin Abdallah El Bajim, originaire de Zanzibar, ceux de Frederick Clarck et d'Alfred Parris, « sujets barbades », des Italiens Giovanni Bianchi et Giovanni Urbani, tous employés par la CFC et décédés cette année-là⁶⁶. C'est également dans cette série que l'on trouve les plus anciens dossiers ouverts au nom de femmes, souvent des épouses de missionnaires, tout comme au nom d'autres acteurs extérieurs à l'administration et aux profils très diversifiés. Si les dossiers de succession ne s'arrêtent ni sur la carrière des individus ni nécessairement sur les circonstances de leurs décès, ils livrent un témoignage intéressant sur leurs réseaux et sur leurs conditions de vie. L'administration avait la charge de calculer l'actif et le passif financiers, de dresser des inventaires après décès, de rendre aux ayants droit les effets personnels des défunts ou de vendre ceux-ci au bénéfice de la succession. Mais il s'agissait aussi dans certains cas de remettre la main sur certains objets de valeur disparus à l'occasion de l'un ou l'autre transport, à l'image de la pharmacie d'Emin Pacha⁶⁷.

Les archives exfiltrées

On le voit, la plupart des archives de l'ÉIC se trouvent naturellement intégrées aux archives de son successeur en droit, le ministère des Colonies (à l'image des dossiers SPA et des dossiers de succession que nous venons de citer) ; illustration parfaite de la continuité institutionnelle que nous évoquions plus haut. Cependant, il se fait que les campagnes de destructions léopoldiennes ont été accompagnées d'exfiltrations d'archives non seulement vers le Palais royal, mais également vers la résidence des Goffinet, hommes de confiance de Léopold II, et vers le ministère des Affaires étrangères.

L'histoire des archives de la famille Goffinet, retrouvées emmurées dans les caves du château d'Hyon à la fin des années 1980, est aujourd'hui bien connue des chercheurs⁶⁸. Celles qui ont pu être rachetées par la Fondation

⁶⁶ AGR2, Ministère des Colonies et successeurs en droit, Administration métropolitaine, Département de la Justice, Successions (dit fonds JUST-SUCC), n° 9. Les dossiers de succession ouverts sous l'ÉIC viennent d'être réinventoriés par Lilian Eyletters, archiviste aux AGR2.

⁶⁷ AGR2, Ministère des Colonies et successeurs en droit, Administration métropolitaine, Département de la Justice, Successions (dit fonds JUST-SUCC), n° 9. Nous remercions Lilian Eyletters, archiviste aux AGR2, d'avoir attiré notre attention sur ce dossier.

⁶⁸ DEFRANCE 2022.

Roi Baudouin ont depuis été restaurées et leur difficile inventaire a été publié en 2020⁶⁹. À côté des archives des membres de la famille, parmi lesquels les jumeaux Constant (accessoirement administrateur de la CFC) et Auguste, on trouve des archives confiées aux Goffinet par la famille royale, y compris des archives de l'ÉIC sorties des bureaux en 1895 et/ou en 1908⁷⁰. Parmi elles, de la correspondance entre Léopold II et Liebrechts sur les études en cours du tracé des chemins de fer au Congo ou encore un dossier du Cabinet du Roi relatif à la CFC (1894).

On sait également que des archives de l'ÉIC ont été redirigées vers le ministère des Affaires étrangères « par brouettes entières » : 28 000 pièces selon le conseiller historique Jacques Willequet qui déplore les maltraitances archivistiques qu'elles ont alors subies⁷¹. Traités comme de la documentation, les dossiers ont été disloqués et les pièces retenues ont été absorbées par le reste des archives du ministère des Affaires étrangères, en fonction de leur objet. Au moins une partie de ces documents semble se trouver aujourd'hui dans les recueils de la collection « Afrique » des archives diplomatiques, tous contiennent de nombreux documents relatifs à l'histoire des chemins de fer du Congo⁷².

Conclusion

Il ne s'agissait pas ici de se pencher sur les destructions léopoldiennes pour elles-mêmes, mais plutôt d'en comprendre le contexte et les ressorts. La difficulté était de ne pas se laisser aveugler par la puissance des archives disparues, pour reprendre les propos d'Achille Mbembe cité en ouverture de ce chapitre. Mais bien d'observer ces destructions pour ce qu'elles ont été, plutôt qu'à la lumière de leur réception actuelle. Les vides législatifs, le silence des traités, l'absence de conscience archivistique des autorités belges

⁶⁹ DEFANCE 2020. Ces documents sont aujourd'hui conservés aux Archives du Palais royal.

⁷⁰ Les archivistes du ministère des Colonies l'avaient déjà mentionné en 1958. « *Il est important de faire déposer chez le baron Goffinet, place des Palais et cela cette semaine, les registres et documents de l'État du Congo et de la Trésorerie* » (lettre de Léopold II à Van Eetvelde, 14 janvier 1895) ; « *J'ai fait remettre à Monsieur le baron Goffinet certaines archives comportant des notes manuscrites du Roi et des lettres de Sa Majesté* » (note de De Cuvelier à Léopold II, 10 novembre 1908). Cités par VAN GRIEKEN et VAN GRIEKEN-TAVERNIERS 1958, p. 7.

⁷¹ WILLEQUET 1951, p. 11.

⁷² Ces archives sont actuellement conservées au SPF Affaires étrangères, dans l'attente de leur versement aux Archives de l'État. Leur inventaire est depuis très peu de temps accessible en ligne sur le site des archives historiques du SPF Affaires étrangères.

ont été au moins aussi dommageables que les solutions radicales mises en place par Léopold II pour dérober aux yeux de ses contemporains ce qu'il estimait secret. Le sort des archives du Gouvernement local, expédiées en Belgique sur ordre du roi pour être détruites, puis renvoyées au Congo par le Gouvernement belge sans mesures de préservation ultérieure, en constitue un exemple éclairant. Une réflexion similaire devra être entreprise sur les archives du Comité spécial du Katanga ou celles de la Compagnie du Kasai, pour ne citer qu'elles, dont les mésaventures demeurent éclipsées par le sort des archives de l'ÉIC.

Ce chapitre souligne la nécessité de produire un effort de décentrement et d'avancer dans la connaissance de l'histoire des fonds d'archives : leurs dynamiques de constitution, les traitements successifs qu'elles ont subis y compris les pertes et les reclassements sauvages, l'évolution de leurs usages ou encore les valeurs changeantes qu'on leur attribue. D'une part, parce qu'en contexte de carence documentaire il faut mener une heuristique inventive et, d'autre part, parce que l'exploitation des archives coloniales nécessite une réflexion épistémologique indispensable à la mise en œuvre d'une critique des sources soignée. L'éclosion d'une recherche en archivistique en Belgique, plus comme une science auxiliaire ou sous la forme d'une description institutionnelle, mais bien en tant que champ de recherche à part entière, pourra certainement y contribuer. Le dialogue entre archivistes et chercheurs est indispensable dans ce contexte peut-être davantage que dans tout autre. Pourtant, comme le déplore Bérengère Piret, on constate malheureusement entre eux une « *distance croissante* » au point que « *les débats sur les archives (coloniales) se déroulent désormais dans deux cénacles distincts* »⁷³. Peut-être en raison des piètres traitements archivistiques dont les archives coloniales gardent les stigmates ? Peut-être en raison de la métasémie du terme « archive(s) » et de l'emploi récurrent d'une définition exclusivement philosophique de celle(s)-ci dans l'historiographie récente ? La conjugaison des approches archivistique et épistémologique semble pourtant indispensable si l'on espère saisir le sens des archives coloniales.

Le sous-financement dramatique des institutions de conservation constitue un réel obstacle à la recherche scientifique, mais également un obstacle à la démocratie lorsqu'il frappe les archives publiques et empêche le contrôle citoyen de s'exercer par le biais de l'accès aux archives. Or, outre la recherche en archivistique, une des planches de salut des archives coloniales (pas uniquement celles de l'ÉIC) consiste justement en l'amélioration de l'accès

⁷³ PIRET 2024.

à celles-ci, c'est-à-dire la rédaction d'instruments de recherche performants. Si on ne sait pas précisément ce qui subsiste (en Belgique comme au Congo), on ne peut pas prendre les mesures de conservation adéquates, on ne peut pas donner accès au patrimoine documentaire et on ne peut pas partager celui-ci⁷⁴. Le monde de la recherche pourrait jouer un rôle fondamental dans ce processus, en construisant des projets de recherche s'aventurant sur des terrains archivistiques non défrichés, main dans la main avec des archivistes chargés de les rendre plus intelligibles⁷⁵. Ces nouveaux traitements des archives reconfigureront une nouvelle fois les constructions sociales que constituent les archives.

⁷⁴ C'est avec ces objectifs qu'a été pensé le *Guide des sources de l'Histoire de la colonisation*. Voir : TALLIER, VAN ECKENRODE et VAN SCHUYLENBERGH 2021. Il est fait allusion ici au concept de patrimoine partagé défendu par le Conseil international des archives, notamment en contexte d'archives coloniales déplacées, solution pragmatique qui représente actuellement une alternative à l'approche juridique et souvent inefficace que constitue la restitution. Sur les archives déplacées voir LOWRY 2017 ; LOWRY 2023.

⁷⁵ À l'image du projet Brain 2.0 Digicoljust *Colonial Violence, Subaltern Agency and Shared Archival Heritage*, qui réunit les Archives de l'État, l'Université libre de Bruxelles et la Vrije Universiteit Brussel autour de l'identification, l'ouverture à la recherche, le partage et l'exploitation des archives des conseils de guerre au Congo durant toute la période coloniale.

Annexe

Producteurs d'archives (Gouvernement local de l'ÉIC) ayant envoyé leurs archives (ou une partie de leurs archives) à Bruxelles, sur ordre de Léopold II, en 1908-1909.

- Domaine national
- Domaine privé
- Secrétariat général
- Direction du Service administratif
- Direction des Travaux publics et de la Marine
- Direction des Travaux et de la Défense
- Direction des Finances
- Service des Titres fonciers
- Service des Terres
- Direction de la Justice
- Tribunaux de 1^{re} instance de Boma*, Coquilhatville*, Lukafu*, Lusambo, Niangara* et Stanleyville*
- Tribunal d'appel à Boma*
- Parquets de Bambili*, Basankusu*, Basoko*, Boma, Buta*, Coquilhatville*, Dangu*, Kabinda*, Libenge*, Lukafu*, Matadi*, Niangara* et Nouvelle-Anvers*
- Tribunaux de territoire de Bambili*, Banzyville, Basankusu*, Basoko*, Boma, Buta*, Coquilhatville, Irumu*, Kabinda, Kiambi, Libenge, Lukafu, Lusambo*, Matadi*, Niangara, Nouvelle-Anvers*, Stanleyville et Uvira*
- Conseils de guerre de Bambili, Banzyville, Boma, Irumu, Kabinda*, Kiambi*, Enclave de Lado, Libenge*, Lukafu, Lusambo, Matadi, Niangara, Rutshuru, Stanleyville, Uvira et Yakoma
- Prisons ou maisons de détention de Basankusu*, Basoko, Boma, Coquilhatville, Irumu, Nouvelle-Anvers et Stanleyville

L'astérisque* indique les fonds pour lesquels une mention de retour au Congo a été trouvée : de Bruxelles à Boma et/ou de Boma à leur producteur.

Bibliographie

- ANHEIM Étienne, PONCET Olivier, «Fabrique des archives, fabrique de l'Histoire», in *Revue de Synthèse*, 5^e série, 2004, pp. 1-14.
- BERNARDO Y GARCIA Luis Angel, TALLIER Pierre-Alain, «Un patrimoine (numérique) commun : Partage bilatéral des archives coloniales publiques belges relatives au Rwanda», in *La Gazette des archives* 256, 2019, pp. 217-229.
- BERNARDO Y GARCIA Luis Angel, «Les “archives africaines”. Généalogie d'un nébuleux patrimoine colonial partagé», in *Revue belge de philologie et d'histoire* 98(4), 2020, pp. 1119-1174.
- BERNARDO Y GARCIA Luis Angel, «An “Archival Labyrinth”? The Archives Related to the Congo Free State Kept in Belgium and their Finding Aids», in VAN SCHUYLENBERGH Patricia, LEDUC-GRIMALDI Mathilde (éd.), *The Congo Free State: What Could Archives Tell Us? New Light and Research Perspective*, Bruxelles, Peter Lang, 2022, pp. 45-67.
- CARTON DE WIART Edmond, *Léopold II, souvenirs des dernières années 1901-1909*, Bruxelles, Les Œuvres, 1944.
- CHABIN Marie-Anne, «Archive(s) et archivage(s)», in *Signata. Annales de sémiotique* 12, 2021. <https://doi.org/10.4000/signata.2992>, consulté le 7 janvier 2026.
- CUVELIER Joseph, «Des nécessités présentes dans le domaine de la conservation des archives», *Archives et Bibliothèques de Belgique* 1(4), 1923, pp. 49-55.
- CUVELIER Joseph, «Rapport sur la conservation des archives contemporaines et de celles des départements ministériels», in *Bulletin de la Commission royale d'histoire* 89, 1925, pp. II-IX.
- DEFRANCE Olivier, *Inventaire des archives d'Adrien, Auguste, Constant et Robert Goffinet ([1811] 1842-1945 [1947])*, Bruxelles, Archives générales du Royaume et Archives de l'État dans les Provinces, 2020.
- DEFRANCE Olivier, «The Awakening of the Sleeping Archives. The Goffinet Archives», in VAN SCHUYLENBERGH Patricia, LEDUC-GRIMALDI Mathilde (éd.), *The Congo Free State: What Could Archives Tell Us? New Light and Research Perspective*, Bruxelles, Peter Lang, 2022, pp. 93-110.
- DELMAS Bruno, NOUGARET Christine (éd.), *Archives et nations dans l'Europe du XIX^e siècle*, Paris, Publications de l'École nationale des chartes, 2004.

- DONATO Maria Pia, *Les archives du monde. Quand Napoléon confisqua l'histoire*, Paris, PUF, 2020.
- EISEMANN Pierre-Michel, KOSKENNIEMI Martii (éd.), *La succession d'États : La codification à l'épreuve des faits. State Succession : Codification Tested Against the Facts*, La Haye, Académie de droit international de La Haye, 2000.
- FOUCAULT Michel, *L'Archéologie du savoir*, Paris, Gallimard, 2014 (1^{ère} éd. 1969).
- HIRIBAREN Vincent, «Hiding the Colonial Past? A Comparison of European Archival Policies», in LOWRY James (éd.), *Displaced Archives*, Londres, Routledge, 2017.
- JANSSENS Gustaaf, «Les archives de Léopold II : une mine d'or pour les historiens», in DUJARDIN Vincent, ROSOUX Valérie, DE WILDE D'ESTMAEL Tanguy (éd.), *Léopold II entre génie et gêne. Politique étrangère et colonisation*, Bruxelles, Racine, 2009, pp. 45-61.
- KEKCSKEMETI Charles, «Archives pour tous», in *Le Courrier de l'UNESCO*, février 1985, pp. 9-11.
- LOWRY James (éd.), *Displaced Archives*, New York, Routledge, 2017.
- LOWRY James (éd.), *Disputed Archival Heritage*, New York, Routledge, 2023.
- LUMENGANESO KIOBE Antoine, *Les Archives nationales du Zaïre. Des origines à nos jours*, Kinshasa, Arnaza, 1990.
- MARCILLOUX Patrice, *Les ego-archives*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2013.
- MBEMBE Achille, «The Power of the Archive and its Limits», in HAMILTON Carolyn, HARRIS Verne, TAYLOR Jane, PICKOVER Michele, REID Graeme, SALEH Razia (éd.), *Refiguring the Archive*, Dordrecht, Springer, 2002, pp. 19-26.
- MUDIMBE Valentin Yves, *The Invention of Africa. Gnosis, Philosophy, and the Order of Knowledge*, Bloomington, Indiana University Press, 1988.
- PÉQUIGNOT Stéphane, POTIN Yann (éd.), *Les conflits d'archives. France, Espagne, Méditerranée*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2022.
- PIRET Bérengère, «Exhumer les vestiges de la colonisation. Les archives coloniales belges et leur histoire», in *Comma* 2015/1, pp. 51-62.
- PIRET Bérengère, Compte rendu, dans *Contemporeana* 2024/1, de l'ouvrage de VAN SCHUYLENBERGH Patricia, LEDUC-GRIMALDI Mathilde (éd.), *The Congo Free State: What Could Archives Tell Us? New Light and Research Perspective*, Bruxelles, Peter Lang, 2022.

- PLASMAN Pierre-Luc, «L'État indépendant du Congo face aux campagnes anti-congolaises», in DUJARDIN Vincent, ROSOUX Valérie, DE WILDE D'ESTMAEL Tanguy (éd.), *Léopold II entre génie et gêne. Politique étrangère et colonisation*, Bruxelles, Racine, 2009, pp. 209-224.
- PLASMAN Pierre-Luc, *Léopold II, potentat congolais. L'action royale face à la violence coloniale*, Bruxelles, Racine, 2017.
- ROEYKENS Auguste, *Les débuts de l'œuvre africaine de Léopold II (1875-1879)*, Bruxelles, Académie royale des Sciences d'Outre-Mer, 1955.
- SCHOUKENS Cathy, SERVAIS Paul (éd.), *L'erreur archivistique. De la compréhension de l'erreur à la perception et à la gestion des incertitudes*, Louvain-la-Neuve, Academia-Bruylant, 2009.
- SOENEN Micheline, «Restitution ou échange ? La récupération au XIX^e siècle des archives emportées en Luxembourg en 1794», in *Archives et bibliothèques de Luxembourg* 59(3-4), 1998, pp. 157-183.
- SUMPF Alexandre, LANIOL Vincent (éd.), *Saisies, spoliations, restitutions. Archives et bibliothèques au XX^e siècle*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2012.
- TALLIER Pierre-Alain, VAN EECKENRODE Marie, VAN SCHUYLENBERGH Patricia (éd.), *Belgique, Congo, Rwanda et Burundi : Guide des sources de l'histoire de la colonisation (19^e-20^e siècle). Vers un patrimoine mieux partagé!*, 2 vol., Turnhout, Brepols, 2021.
- VAN EECKENRODE Marie, TALLIER Pierre-Alain, «Les archivistes face aux défis de la décolonisation», in *Revue belge d'histoire contemporaine* LII(4), 2022, pp. 93-107. Également publié en anglais : «Belgian Archivists Dealing With the Challenges of Decolonisation», in *Archives et bibliothèques de Belgique* 2022(93), 2023, pp. 59-78.
- VAN EECKENRODE Marie, *Les archives du Personnel d'Afrique, panoptique de la fonction publique coloniale (1877-1962)*, Bruxelles, Archives générales du Royaume et Archives de l'État dans les Provinces, 2025.
- VAN EECKENRODE Marie, «Ouvrir les archives coloniales», in TALLIER Pierre-Alain, VAN EECKENRODE Marie, VAN SCHUYLENBERGH Patricia (éd.), *Belgique, Congo, Rwanda et Burundi : Guide des sources de l'histoire de la colonisation (19^e-20^e siècle). Vers un patrimoine mieux partagé!*, vol. 1, Turnhout, Brepols, 2021, pp. 25-47.
- VAN GRIEKEN Émile, VAN GRIEKEN-TAVERNIERS Madeleine, *Les archives inventoriées au ministère des Colonies*, Bruxelles, Académie royale des Sciences coloniales, 1958.

- VAN GRIEKEN-TAVERNIERS Madeleine, «L’histoire de l’État indépendant du Congo et les archives du ministère du Congo belge et du Ruanda-Urundi», in *Archives, Bibliothèques et Musées de Belgique* 30(1), 1959, pp. 3-12.
- VAN SCHUYLENBERGH Patricia, LEDUC-GRIMALDI Mathilde (éd.), *The Congo Free State: What Could Archives Tell Us? New Light and Research Perspective*, Bruxelles, Peter Lang, 2022.
- VANTHEMSCHE Guy, «Préface», in TALLIER Pierre-Alain, VAN EECKENRODE Marie, VAN SCHUYLENBERGH Patricia (éd.), *Belgique, Congo, Rwanda et Burundi: Guide des sources de l’histoire de la colonisation (19^e-20^e siècle). Vers un patrimoine mieux partagé!*, vol. 1, Turnhout, Brepols, 2021, pp. 9-14.
- VELLUT Jean-Luc, *Guide de l’étudiant en histoire du Zaïre*, Kinshasa-Lubumbashi, Éd. Du Mont Noir, 1974.
- WILLEQUET Jacques, «Les archives du ministère des Affaires étrangères», in *Archives, Bibliothèques et Musées de Belgique* 22(1), 1951, pp. 3-13.
- WYFFELS Carlos, «La gestion des archives contemporaines en Belgique. Problèmes généraux et solutions», in *Sources de l’Histoire des institutions de la Belgique. Actes du Colloque de Bruxelles, 15-18.IV.1975*, Bruxelles, 1977, pp. 475-481.

Émilie Zola Kalufuako

Postface

**Au-delà des héritages de la colonisation :
les infrastructures ferroviaires congolaises,
de Léopold II à nos jours**

L’histoire de l’État indépendant du Congo, telle qu’elle a été retracée dans les pages précédentes, montre avec force que les dynamiques ayant marqué le passé colonial congolais ne sauraient être réduites à une simple opposition entre colonisateurs et colonisés. Elles se déploient à travers des circulations multiples – de personnes, de savoirs et de ressources – qui impliquent des contextes parfois inattendus, périphériques, à la marge des centres de pouvoir ou d’exploitation. Cette dimension transimpériale, mise en lumière par les différentes contributions de ce volume, constitue l’un des éléments essentiels pour comprendre les héritages encore à l’œuvre dans notre présent en République Démocratique du Congo (RDC).

Dans cette perspective, je souhaiterais attirer l’attention sur un cas spécifique – celui des infrastructures ferroviaires congolaises, mentionnées dans le chapitre introductif en tant que terrain de recherche méritant des approfondissements ultérieurs¹ – qui illustre de manière particulièrement concrète la continuité

¹ Voir aussi, pour des pistes archivistiques concrètes, le chapitre de Marie Van Eeckenrode.

entre passé colonial et défis contemporains. En effet, le réseau ferroviaire congolais constitue l'un des rares domaines où l'on peut observer de manière tangible la persistance matérielle d'une logique imposée à l'époque léopoldienne – extractive, déséquilibrée et tournée vers l'extérieur – et mesurer, dans le même temps, les difficultés concrètes que la RDC éprouve à transformer cet héritage en outil de développement autonome. Loin d'être de simples vestiges techniques du XIX^e siècle, ces infrastructures portent les traces d'une histoire économique, politique et humaine dont la compréhension est indispensable à toute perspective de réappropriation dans le cadre d'un véritable projet postcolonial.

Dans cet esprit, la réflexion qui suit prolonge les questionnements de l'ouvrage en adoptant une perspective de longue durée, attentive aussi bien au présent qu'aux horizons à venir. Elle n'a pas pour ambition de proposer une démonstration scientifique au sens strict, mais d'offrir, en conclusion du volume, un regard situé : celui d'une historienne congolaise vivant et travaillant sur place. Il s'agit ainsi de replacer le débat sur le terrain de la réalité quotidienne et d'ouvrir une réflexion postcoloniale ancrée dans l'expérience vécue, au-delà des seules archives. L'histoire, en ce sens, peut également nourrir des perspectives d'action.

Aspirations africaines et contexte contemporain

De plus en plus, le monde enregistre une évolution qui ne dit pas son nom. Le XXI^e siècle a vu (re)naître dans les élites à la tête de certains États africains le désir d'exceller dans les divers domaines de la vie. Autant que faire se peut, nombreux sont soucieux d'améliorer leurs relations les uns les autres, de faciliter la connectivité, mieux, l'interconnectivité entre les villes, les pays, et cela, pour le bien-être des communautés respectives. Aujourd'hui, l'on parle des villes « intelligentes » ou encore des villes « interconnectées ». Plusieurs domaines sont ainsi régulièrement évoqués : l'industrie, le tourisme, l'administration, le commerce, l'agriculture, les transports, par exemple. En effet, toutes les stratégies mises ensemble permettent de résoudre le problème de la mobilité, du désenclavement, de la création des industries de production, de la distribution des produits, mieux, de la facilitation des échanges commerciaux interrégionaux, notamment, de la Zone du Libre-Échange Continentale Africaine (ZLECAF en sigle), véritable occasion de stimuler la croissance, de réduire la pauvreté et d'élargir l'inclusion économique dans les pays africains. Ce qui, à coup sûr, permettrait de booster l'économie nationale.

«*Il n'y a pas de développement sans infrastructure*», ne cesse-t-on de déclarer. Nommée Première ministre cheffe du gouvernement congolais, Madame Judith Suminwa Tuluka a déroulé le plan de son gouvernement en six piliers, parmi lesquels l'aménagement du territoire national pour une connectivité maximale ainsi que la création d'emplois. Soucieuse du développement de son pays, des contacts sont pris avec certains États dans le but de trouver les investisseurs, d'arracher le partenariat et ainsi d'aller de l'avant. Sa récente visite au Canada ou encore sa participation au Sommet Chine-Afrique en disent long.

Aujourd'hui, 150 ans après la Conférence Géographique de Bruxelles de 1876 – l'événement déclencheur de la conquête belgo-européenne du Congo, dont cet ouvrage montre plusieurs aspects novateurs –, l'heure est à la revisite de certains contextes susceptibles d'éclairer les autorités congolaises et de donner l'impulsion dans l'administration et la gestion de différents secteurs de la vie nationale ; le souci de la bonne gouvernance oblige.

L'on ne le dira jamais assez, la RDC, comme d'ailleurs tant d'autres pays du monde, a connu la brutalité de la colonisation. C'est le 30 juin 1960 qu'elle accédait à sa souveraineté nationale et internationale. Au cours de la colonisation, divers secteurs, notamment ferroviaires, faisaient l'objet d'une grande attention de la part du colonisateur. Le plan décennal y consacrait la moitié des prévisions de ses dépenses et se préoccupait de moderniser les matériels, de faire électrifier certaines lignes et d'augmenter l'écartement des voies.

Quelques années plus tard, les infrastructures ferroviaires ont été confrontées à plusieurs problèmes d'ordre économique, technologique et institutionnel. Elles se sont donc retrouvées en deçà du seuil des normes et des standards internationaux et ont peiné à passer de leur ancien statut de société classique à celui d'entreprise commerciale plus performante et durable. Elles sont devenues obsolètes, vétustes, déficitaires, voire inexistantes comparativement à l'évolution technologique : les multiples guerres ont entraîné l'arrêt de l'exploitation ; la grande partie des infrastructures ont été endommagées. Plusieurs lignes n'ont plus été opérationnelles pendant de nombreuses années, alors que la révélation de Stanley sur la nécessité de réaliser cette magnifique entreprise ferroviaire pour le développement de la colonie est devenue le *credo* de la population. Il y a là un enjeu majeur qui permet d'ancrer l'histoire du passé aux perspectives de l'avenir pour le développement postcolonial du Congo, ce qui est loin d'être atteint.

Le chemin de fer au Congo, un héritage colonial

La colonisation systématique de l'Afrique, à l'état de projet puis de fait, date d'il y a plus d'un siècle et demi. Un regard dans le passé permet d'affirmer que l'occupation des terres apparaissait comme un facteur essentiel de la politique européenne. Les grandes nations se sont lancées à la conquête du monde dit « non civilisé » d'après leur optique. Derrière elles, une multitude de pays plus petits et insoupçonnés – le Danemark, la Norvège, la Suède ou encore la Suisse – qui fournissaient personnes et services. Ce fut l'ère des impérialismes chasseurs de territoires, une ère qui toucha, comme cet ouvrage l'a montré, des groupes périphériques et transnationaux. La prospection de l'immense *Terra incognita* de l'Afrique centrale révélait l'existence d'importantes richesses du sol et du sous-sol. Il s'agissait de trouver des voies pour exporter les matières premières. Pour donner de la vigueur à l'économie congolaise, il fallait pourvoir le pays en infrastructures et en équipements nécessaires, notamment en transports ferroviaires. Au cours de cette période, des voies reliaient les mines situées à l'intérieur du continent.

Cela représente un champ d'études déjà défriché dans l'historiographie, mais très largement sous-exploité et dont d'immenses archives, en Belgique notamment, restent à exploiter. Pour repérer la documentation publiée existante – fragmentaire, éparpillée et multilingues, et aux approches variées qui vont du commémoratif au critique – sur les chemins de fer au Congo à l'époque coloniale, il a fallu procéder à un partage de l'information bibliographique entre l'Europe et l'Afrique, démarche collaborative qui représente l'un des principes guide du présent ouvrage. Une bibliographie non exhaustive du sujet se trouve à la fin de cette postface.

Sans prétendre disséquer en profondeur les acquis de la recherche ni en offrir une analyse rétrospective profonde, il s'agit ici plus modestement de rappeler quelques faits marquants de cette histoire. Elle illustre comment l'infrastructure ferroviaire congolaise a été édiflée durant l'époque coloniale, sous l'impulsion européenne, grâce à une main-d'œuvre majoritairement extraeuropéenne. Les travaux de construction se sont souvent déroulés dans des conditions de contrainte et de brutalité extrêmes. Le patrimoine matériel qui en a résulté n'a que très peu été mis à profit par les gouvernements locaux qui se sont succédé depuis l'indépendance, et cela demeure vrai jusqu'à ce jour. Cette réflexion invite à reconsidérer les responsabilités institutionnelles ayant conduit à la situation actuelle, en 2026, tout en tirant les enseignements de l'histoire et en élaborant une vision programmatique tournée vers l'avenir.

Entre 1890 et 1898, le roi des Belges, Léopold II, également souverain de l'État indépendant du Congo sur la trajectoire duquel cet ouvrage revient sans cesse, fait construire une ligne ferroviaire de 400 km de long entre le port de Matadi et Stanley Pool, près de l'actuelle ville de Kinshasa, anciennement Léopoldville ; le fleuve Congo n'étant pas navigable sur ce segment. Cette ligne permet d'écouler vers la côte les produits tirés de l'exploitation économique du pays, notamment des terres réputées « vacantes » : la collecte de l'ivoire ou encore celle du caoutchouc permet au roi de contribuer à financer non seulement une partie du développement urbain de la Belgique et plus particulièrement de sa capitale, Bruxelles, mais également d'investir personnellement dans les grands travaux des infrastructures ferroviaires au Congo.

Cette histoire du rail congolais vient de loin. Constitué le 23 novembre 1878, le Comité d'Études du Haut-Congo (CEHC en sigle) a pour objectif d'examiner la possibilité de construire des chemins de fer à travers la région des cataractes et d'y créer des établissements de commerce. Une telle démarche permet au roi et à son entourage de développer un chiffre d'affaires propre à financer la colonisation voulue par Léopold II, y compris les campagnes militaires contre les trafiquants d'esclaves arabisés, et de faciliter le transit des marchandises vers l'océan Atlantique afin de rejoindre l'Europe. S'ensuivent, avec la construction de 1890-1898 mentionnée plus haut, diverses autres initiatives au Katanga, avec des tentatives de connexion vers l'Ouest du pays, ou encore dans la région des Grands Lacs, au croisement de l'actuelle RDC, du Burundi, de l'Ouganda et du Rwanda. Certains géants financiers belges, à l'image d'Albert Thys, proche collaborateur de Léopold II, jouent un rôle de premier plan dans ce domaine aux enjeux, y compris techniques, à l'air insurmontables ; mais la collaboration et la concurrence franchissent les frontières nationales avec l'entrée en scène d'intérêts et d'acteurs, par exemple, portugais et britanniques. Le 28 novembre 1902, Sir Robert Williams, ami de Cecil Rhodes, obtient notamment une concession pour 99 ans. Il initie la construction du rail, qui commence le 1^{er} mars 1903. Dix ans plus tard, soit le 21 septembre 1912, l'exploitation ferroviaire se fait jusqu'à Huambo, territoire angolais. Pour des raisons financières, les travaux ne reprennent qu'en 1920 à partir de Chinguar. La liaison vers Luau à la frontière du Congo est achevée le 29 août 1928. Le 1^{er} juillet 1931, la ligne Lobito-Dilolo-Tenke-Elisabethville est opérationnelle et se révèle très profitable.

Comme pour le portage sur la route des caravanes où l'État doit recourir au service forcé et « palabrer » avec les chefs de village, les travaux du rail nécessitent la présence des travailleurs locaux comme des étrangers. Jamais, l'on ne peut sérieusement trouver des ouvriers au Congo même. Il faut,

avec d'exceptionnelles dépenses de temps et d'énergie, de manœuvres diplomatiques et parfois des cuisants déboires, toujours chercher ailleurs. C'est notamment le cas des Sénégalais, pour ne citer que ceux-ci, et bien que cet ouvrage en mentionne plusieurs autres, par exemple en matière de main-d'œuvre militaire. Plusieurs dizaines de milliers de personnes, de forçats et de travailleurs obligatoires sont en tout cas employés. Ce dur labeur évoqué par Joseph Conrad dans son roman *Au cœur des ténèbres*, dont il a lui-même été témoin, est confirmé par les propos du lieutenant Pietro Nattino pour lequel le Congo léopoldien n'est pas du tout considéré comme un État, mais comme une bande de marchands d'esclaves. Prétendant répandre la « civilisation », d'après les énoncés de la Conférence de géographie de Bruxelles de 1876, il aura fallu exploiter par tous moyens possibles, dans les décennies suivantes, le travail des autochtones d'Afrique pour assurer l'embarquement de matières premières à chaque bateau en départ de Matadi, ville située dans l'actuelle province du Kongo central. Malgré toutes les difficultés, c'est précisément au réseau ferré du pays, de plus en plus accru à l'époque du Congo belge (1908-1960), d'assurer la prospérité économique du colonisateur et la connexion interne à la colonie – dans un but, bien entendu, d'extraction et non pas de développement durable du pays.

La détérioration ferroviaire consécutive à la colonisation

Comme dans la plupart des pays africains, le chemin de fer perd progressivement de son importance après l'obtention de l'indépendance, et pas forcément par choix délibéré. Il est progressivement délaissé au profit de la route. Il en est de même de la RDC, butée à plusieurs difficultés, qui sont au moins de quatre types : structurel, populaire, technique et conjoncturel.

Les structures d'abord. En 1974, la société ferroviaire congolaise KDL (Kinshasa-Dilolo-Lubumbashi), qui reprend l'ancienne BCK (Société de Chemin de Fer du Bas-Congo au Katanga), fusionne avec plusieurs autres sociétés privées en donnant vie à la SNCZ (Société Nationale des Chemins de Fer Zaïrois). La SNCZ est alors l'entreprise ferroviaire publique du Zaïre – l'État congolais de l'époque se dénommait ainsi – et elle est confrontée à de nombreux défis, notamment le manque d'entretien, une gestion défailante, ainsi que des facteurs externes, comme la guerre civile en Angola et

l'effondrement économique du pays sous la présidence de Mobutu Sese Seko. Malgré deux projets financés par la Banque mondiale pour tenter de relancer ses activités, la SNCZ connaît la paralysie dans les années 1990. En 1995, elle est remplacée par SIZARAIL, une société privée à la durée de vie éphémère possédée par le groupe sud-africain COMAZAR/TRANSNET, avant de céder la place à l'actuelle SNCC (Société Nationale des Chemins de Fer du Congo). Cette situation hautement instable et régressive au cours des décennies porte avec elle d'autres problèmes, se répercutant sur la vie individuelle et collective au niveau local, notamment le non-paiement de salaires aux employés des chemins de fer pendant plusieurs années, partant, la non-scolarisation des enfants, le manque de nourriture, de logement et de soins médicaux.

Les problèmes actuels concernant le mauvais fonctionnement des lignes ferrées sont également dus à l'appropriation abusive par la population d'une partie de ces infrastructures désormais caduques, bien qu'encore partiellement opérationnelles ou avec la possibilité de l'être. En effet, la crise socioéconomique que traverse actuellement le pays pousse des habitants à utiliser les voies ferrées de manière inappropriée. Elles servent en l'occurrence d'espaces de vente pour divers articles, permettant ainsi à quelques citoyens de subvenir à leurs besoins. D'autres vont jusqu'à y construire des habitations de fortune, souvent sous le regard passif des autorités étatiques. Par ailleurs, le vol de traverses ferroviaires aggrave davantage cette situation et n'aide certainement pas à la revalorisation du réseau ferré déjà en état de délabrement avancé.

À ce propos, les problèmes sont aussi d'ordre technique, matériel. Ici, il y a lieu de noter l'obsolescence des systèmes de signalisation, la faible vitesse, mais aussi l'absence d'interconnexions régionales, nationales ou encore continentales. Sans oublier la vétusté du matériel roulant, les voies mal entretenues, les retards et la multiplication des accidents : les déraillements sont et demeurent récurrents, comme celui du 8 novembre 2024 d'un train passager qui quittait la province du Maniema vers Lubumbashi ayant causé d'énormes dégâts matériels.

Enfin, l'insécurité conjoncturelle générale n'est pas à sous-estimer. Le terrorisme, l'instabilité politique, le manque de personnel qualifié, le problème de la rentabilité, de la concurrence, les conflits divers sont autant de problèmes qui affectent le quotidien ferroviaire. Au niveau plus régional, la menace de fermeture de l'entreprise Beltexco dans les provinces congolaises enclavées, notamment les deux Kasai, faute des voies de communication reliant les provinces, pèse aussi de tout son poids dans un avenir incertain.

Un état de délabrement avancé de la voie ferrée : que faire ?

La situation actuelle des infrastructures ferroviaires en RDC, marquée par leur obsolescence, les contraintes économiques et le manque de cohérence ou de courage des politiques publiques, reflète des dynamiques complexes issues de l'histoire coloniale et des réalités postcoloniales.

Il faut reconnaître que le retard enregistré par le pays ne peut être imputé uniquement à l'héritage colonial. Plus de 60 ans après l'indépendance, des responsabilités importantes incombent également aux décideurs politiques congolais. Cependant, il serait tout aussi réducteur d'ignorer l'impact persistant des structures économiques et politiques mondiales sur les marges de manœuvre du pays. Des relations de domination continuent d'influencer les termes des investissements, souvent conditionnés par des intérêts étrangers, qu'ils proviennent d'anciennes puissances coloniales ou de nouveaux acteurs comme la Chine.

À l'origine, le chemin de fer en RDC a été conçu dans un contexte colonial, avec des objectifs multiples, dont deux principaux :

- Économique : l'exploitation des ressources naturelles et ce qu'autrefois, en Europe, on appelait la « mise en valeur » des colonies. L'objectif était de faciliter l'extraction et l'exportation des richesses du Congo, notamment l'ivoire, le caoutchouc et plus tard les minerais. Le chemin de fer servait de lien vital entre les zones d'exploitation et les ports d'embarquement.
- Politique : la consolidation du pouvoir colonial et le contrôle effectif du territoire. Dans ce cadre, le réseau ferroviaire a permis de renforcer l'efficacité de l'administration coloniale sur des vastes territoires du Congo, par exemple en facilitant les déplacements des troupes ainsi que des fonctionnaires.

L'histoire du chemin de fer révèle un double enjeu : d'une part, sa création a été un outil d'exploitation brutale, reposant sur le travail forcé et au service exclusif des intérêts du colonisateur ; d'autre part, elle a laissé un héritage matériel qui, bien que fragmenté et inégalement développé, aurait pu et pourrait être revalorisé au profit de la population congolaise. Ce réseau, conçu au XIX^e siècle pour maximiser les profits d'une économie extractiviste, a été livré dans un état d'usure avancée à l'indépendance, sans véritable transition pour l'adapter aux besoins congolais. En comprenant les logiques économiques et politiques qui ont façonné cette infrastructure, il devient possible d'éviter les erreurs passées et d'articuler des solutions adaptées aux enjeux actuels. La situation du chemin de fer en RDC reste complexe et marquée par plusieurs défis.

Plutôt que de se limiter à des injonctions générales sur la refondation des mentalités ou à des exhortations à un réveil collectif de la population congolaise, il est indispensable d'aborder les réformes nécessaires sous un angle systémique. Cela implique la prise en compte et la résolution de certains problèmes, à savoir :

- *Un financement et un cadre réglementaire adaptés.* La réhabilitation et l'expansion du réseau ferroviaire nécessitent des investissements colossaux, dépassant largement les capacités financières de la RDC. Attirer des capitaux privés et publics requiert un cadre réglementaire stable, transparent et incitatif. La lutte contre la corruption et la mise en place de mécanismes de gouvernance solides sont essentielles pour garantir une utilisation efficace des ressources et restaurer la confiance des investisseurs.
- *Une intégration stratégique dans le réseau national de transport.* Le chemin de fer a longtemps été négligé au profit des modes routier et fluvial, entraînant un sous-investissement chronique. Pourtant, une complémentarité entre ces infrastructures permettrait d'optimiser les échanges économiques et sociaux, de réduire les coûts de transport et d'améliorer la mobilité des personnes et des marchandises, mais aussi de créer des emplois (et pas uniquement reliés au secteur ferroviaire proprement dit). Or, une planification cohérente doit s'appuyer sur une vision à long terme, tenant compte des besoins nationaux et régionaux. Par ailleurs, l'amélioration du réseau ferroviaire ne doit pas seulement répondre à des impératifs économiques, mais aussi favoriser l'accès aux services essentiels pour les populations locales et contribuer à une réduction des inégalités territoriales.
- *Une montée en compétences.* Enfin, au-delà des investissements orientés vers le côté matériel des chemins de fer, il faut également investir dans la formation technique d'un personnel qualifié hélas trop souvent absent en RDC. Cela sert à renforcer les capacités locales afin de garantir autonomement, pour autant que possible, la maintenance et la pérennité des infrastructures tout en réduisant la dépendance aux experts étrangers.

De ce qui précède, ces objectifs ne peuvent être atteints qu'à travers une volonté politique ferme et une adhésion, voire une mobilisation collective. Cela nécessite non seulement une élite compétente, mais aussi une société civile dynamique et vigilante, capable de jouer un rôle critique dans la transformation du pays. Moderniser le rail est un enjeu majeur pour le développement économique et social de la RDC. Or, le sous-développement qui résulte, du moins en partie, de l'inaction actuelle n'est pas une fatalité, mais son dépassement nécessite une approche pragmatique et lucide accompagnée d'une vision globale. En cela,

la question du rail ne peut être qu'une pièce d'un puzzle plus vaste, celui de la transformation structurelle de l'État et de la société du Congo.

En guise de conclusion

L'étude de l'histoire, en mettant en lumière les logiques qui, dans ce cas, ont façonné les infrastructures ferroviaires congolaises, permet de mieux comprendre les conditions nécessaires à leur réhabilitation et à leur utilisation dans l'intérêt général. L'analyse approfondie de la période coloniale léopoldienne, notamment, s'avère cruciale, car elle constitue la genèse d'un système économique et infrastructurel que la Belgique a repris et transformé dans les décennies suivantes, et que le Congo indépendant a hérité avec des défis persistants. L'étude de l'histoire peut ainsi éclairer non seulement la question spécifique des chemins de fer, abordée ici, mais également d'autres aspects structurants de l'histoire du pays.

Il est tout aussi important d'encourager les milieux académiques à poursuivre leurs recherches en Belgique et en RDC, mais aussi à l'échelle internationale, car, comme cet ouvrage le montre, l'histoire du Congo ne peut pas être réduite à une opposition binaire entre colonisateur et colonisé. Elle est une histoire multiple, transnationale, qui engage des acteurs et des intérêts variés, y compris périphériques. Elle est une histoire avec des dynamiques internes fortes et influentes, tout comme celles provenant de l'extérieur. Elle est une histoire dont les études de cas contribuent à enrichir la compréhension des processus qui ont façonné un héritage colonial que nous sommes appelés aujourd'hui à décoloniser, en RDC comme en Afrique tout entière et dans bien d'autres contextes postcoloniaux.

Bibliographie non exhaustive sur l'histoire des chemins de fer au Congo

- ANONYME, *Cinquantième anniversaire de la compagnie des chemins de fer du Congo supérieur aux Grands Lacs africains. 1902-1952*, Bruxelles, Cuypers, 1952.
- ANONYME, *Compagnie du chemin de fer du Bas-Congo au Katanga. 1906-1956*, Bruxelles, Compagnie du Chemin de Fer du Bas-Congo au Katanga, 1956.
- BLANCHART Charles, DE DEURWAERDER Jacques, NÈVE Georges, *Le rail au Congo belge. Vol. 1: 1890-1920*, Bruxelles, Blanchart, 1993.
- BLANCHART Charles, DE DEURWAERDER Jacques, NÈVE Georges, *Le rail au Congo belge. Vol. 2: 1920-1945*, Bruxelles, Blanchart, 1993.
- BOONEN Sofie, *Une ville construite par des « gens d'ailleurs ». Développements urbains à Elisabethville, Congo belge (actuellement Lubumbashi, RDC)*, Thèse de doctorat en histoire, Universiteit Gent, 2019.
- BUELENS Frans, *Congo, 1885-1960. Een financieel-economische geschiedenis*, Berchem, EPO, 2007.
- BUELENS Frans, MARYSSE Stefaan, «Returns on Investments during the Colonial Era: the Case of the Belgian Congo», in *The Economic History Review* 62, n. S1, 2009, pp. 135-66.
- CHALÉARD Jean-Louis, CHANSON-JABEUR Chantal, BÉRANGER Chantal (éd.), *Le chemin de fer en Afrique*, Paris, Karthala ; PRODIG ; SEDET, 2006.
- CORNET René Jules, *La bataille du rail. La construction du chemin de fer de Matadi au Stanley Pool*, Bruxelles, Cuypers, 1947.
- COUWELS Yonah, *Socio-Spatial Transformations along the Bas-Congo – Katanga Railway Line: Archival Fragments of Mobility*, Mémoire de master en architecture, Universiteit Gent, 2022.
- DECLERCQ Robrecht, «“From Cape to Katanga”: South African Expansionism, white Settlers and the Congo (1910-1963)», in *South African Historical Journal* 72(4), 2020, pp. 604-626.
- DERUYTER Fien, VANDEPOELE Jana, *Mapping a Transforming Colonial Landscape: an Atlas of the Bas-Congo Region along the Matadi-Léopoldville Railway Line*, Mémoire de master en architecture, Universiteit Gent, 2018.
- FIVEZ Robby, «The Guide schématique de la ligne [1957]. Tracing the Infrastructure Landscape along the Matadi-Kinshasa Railway Line

- (DR Congo) Through a Living Archive», in *ABE Journal* 14-15, 2019. <https://doi.org/10.4000/abe.6221>, consulté le 25 mars 2025.
- GWYN David, *The Coming of the Railway. A New Global History, 1750-1850*, New Haven, Yale University Press, 2023.
- KARUKA Manu, *Empire's Tracks. Indigenous Nations, Chinese Workers, and the Transcontinental Railroad*, Oakland, University of California Press, 2019².
- LEBBE Fernand, *Au fil du rail*, Bruxelles, Editorial Office, 1946-1950.
- MARCHAL Jules, *Travail forcé pour le rail. L'histoire du Congo, 1910-1945*, Borgloon, Bellings, 2000.
- MIGEOT Jules, *Histoire de la Compagnie des chemins de fer du Congo supérieur aux Grands Lacs africains. Son passé, son présent, son avenir*, Bruxelles, Imifi, 1953.
- MUNRO J. Forbes, «Shipping Subsidies and Railway Guarantees: William Mackinnon, Eastern Africa and the Indian Ocean, 1860-93», in *The Journal of African History* 28(2), 1987, pp. 209-230.
- POURTIER Roland, «Les chemins de fer en Afrique subsaharienne, entre passé révolu et recompositions incertaines», in *Belgeo* 2, 2007, pp. 189-202.
- VANDERSMISSEN Jan, «Science, Economy and Power: Origins of Colonial Engineering in the Congo Free State», in *Archives Internationales d'Histoire des Sciences* 62(168), 2012, pp. 225-251.
- VICKERY Kenneth P., «Railways, Railway Culture, and “Industrial Work Discipline” in the Rhodesias», in ROSS Robert, HINFELAAR Marja, PEŠA Iva (éd.), *The Objects of Life in Central Africa. The History of Consumption and Social Change, 1840-1980*, Leiden, Brill, 2013, pp. 115-140.
- YELENGI Nkasa, «Labor Policies and Household Economic Strategies among the Railway Workers in Katanga, Belgian Congo, 1928-1960», in *Africa* 55(4), 2000, pp. 463-487.

² Ce livre a pour sujet les chemins de fer aux États-Unis, mais les perspectives développées par l'auteur sont très intéressantes pour des recherches futures concernant le Congo.

Biographie des auteur·e·s

Né en 1964 à Kaziba (République Démocratique du Congo), **Jules Maps BAGALWA MAPATANO** est docteur en études du développement. Sociologue et politologue, il a enseigné dans des institutions universitaires, tant dans le Nord Global (par exemple au Graduate Institute de Genève et à la Westford University) que dans le Sud Global (notamment à l'Institut Supérieur de Développement Rural et à l'Université Officielle de Bukavu). Ses recherches portent entre autres sur les relations internationales, les études de la migration et le développement durable. Auteur de plusieurs publications, y compris d'histoire contemporaine, il a également récemment fondé la Bibliothèque Laurent Monnier des sciences sociales et du développement à Bukavu.

Né en 1969 à Lugushwa (République Démocratique du Congo), **Ambroise Katambu BULAMBO** est un ancien du Petit Séminaire de Mungombe-Kamituga. Après ses études d'histoire, il devient enseignant, puis militant-défenseur des droits humanitaires au sein du Collectif d'Actions pour le développement des Droits de l'Homme (CADDHOM), dont il est cofondateur. À la suite de son doctorat, il est nommé Professeur de droit à l'Université catholique du Congo (Kinshasa) et Lecteur à l'Université de Fribourg (Suisse) : il est spécialiste de différents domaines, entre autres le droit constitutionnel, le droit comparé, celui de la sécurité sociale ou encore les terrains qui relèvent des enjeux environnementaux et de la liberté d'expression. Il travaille également, avec des collègues au Congo, sur des projets d'histoire congolaise.

Catherine COQUERY-VIDROVITCH est historienne française, spécialiste de l'Afrique et professeure émérite à l'Université Paris-Diderot depuis sa retraite en 2001. Titulaire d'une thèse de doctorat (1966) sur Pierre Savorgnan de Brazza et les débuts de la colonisation française au Congo, ensuite d'une thèse d'État (1970) sur les grandes compagnies concessionnaires dans le même pays entre la fin du XIX^e siècle et les premières décennies du XX^e siècle, elle a continué sa carrière académique à l'étranger – par exemple aux États-Unis à la Princeton University et en Australie à la Canberra University – avant de se stabiliser en France. Fondatrice de plusieurs centres de recherche sur les études transdisciplinaires et transnationales relatives notamment au Sud Global, elle a dirigé environ 175 thèses de doctorat en histoire, dont celles

de nombreuses personnes africaines et européennes ayant ensuite occupé des postes de premier plan dans les domaines académique et/ou politique.

Docteure en histoire de l'Université catholique de Louvain, cheffe de travaux à l'AfricaMuseum de Tervuren (Musée royal de l'Afrique centrale jusqu'en 2018), maîtresse de conférence invitée à l'Université de Namur, membre de l'Académie royale des sciences d'outre-mer, **Anne CORNET** est spécialiste en histoire coloniale belge. Ses recherches récentes concernent la photographie coloniale, l'impact de la Première Guerre mondiale en Afrique et les questions de genre, notamment dans le monde missionnaire. Elle est notamment l'auteure de *Congo-Belgique, 1955-1965. Entre propagande et réalité* (La Renaissance du Livre, 2010), *Politiques de santé et contrôle social au Rwanda* (Karthala, 2013) et *Les femmes et les enfants d'abord ? L'action des missionnaires occidentales pour la protection maternelle et infantile au Rwanda* (Presses universitaires de Namur, 2014).

Titulaire d'un doctorat, **Gaia DELPINO** est anthropologue avec un domaine de spécialisation dans les études africaines et dans l'anthropologie contemporaine. Elle a mené des recherches au Ghana sur des sujets liés à la mémoire, au patrimoine culturel, à l'esclavage, mais aussi au tourisme dit des origines ainsi qu'à l'exploitation minière. Elle est conservatrice de la collection Arts et cultures africaines du Museo delle Civiltà de Rome, une institution au sein de laquelle elle dirige également la collection de l'ancien Museo Coloniale. Dans ce cadre, elle encourage les processus participatifs de recherche tout en promouvant des approches interdisciplinaires. Elle participe aussi à des projets nationaux et internationaux liés à l'étude, à la conservation, à l'accessibilité et à la valorisation de ce patrimoine.

Historien et spécialiste des langues slaves, **Idesbald GODDEERIS** est professeur ordinaire à la Katholieke Universiteit Leuven en Belgique, cadre dans lequel il enseigne l'histoire coloniale. Par le passé, il a été également chercheur invité à la London School of Economics (2009) et à l'University of Pennsylvania (2014). Ses recherches portent principalement sur les relations de la société occidentale avec d'autres cultures et régimes politiques. Parmi ses domaines d'étude : l'histoire des migrations et des identités, les rapports Nord-Sud et les mémoires postcoloniales. Il est l'auteur du livre *Missionarissen. Geschiedenis, Herinnering, Dekolonisering* (LannooCampus, 2021) et a coédité l'ouvrage collectif *Le Congo colonial. Une histoire en questions* (Renaissance du Livre, 2020), également paru en néerlandais et en anglais.

Gert HUSKENS a obtenu son doctorat en histoire à l'Université libre de Bruxelles et à l'Universiteit Gent en 2023, avec sa monographie *The Lion*

and the Sphinx. An Entangled History of Belgian Diplomacy in Egypt, 1830-1914. Il travaille actuellement en qualité de chercheur postdoctoral à Gent. Par le passé, il a été aussi à l'Université Utrecht, aux Pays-Bas, dans un projet financé par l'European Research Council: *Fighting Pandemics from Below: Global North-South Public Health Cooperation in the Middle East and North Africa, 1792-1942.* Ses recherches et publications portent sur l'histoire globale des relations diplomatiques de la Belgique au XIX^e siècle, l'histoire des voyages occidentaux et l'histoire sociale y compris autochtone dans les régions méditerranéennes entre l'Afrique du Nord et le Proche-Orient.

Né en 1967 à Lulungu (République Démocratique du Congo), **Benjamin KITHONGO WENGA** se forme au Collège Sainte Marie, aujourd'hui Institut Chololo, à Kisangani, avant d'étudier les sciences sociales, politiques et administratives à l'Université de la même ville. Une fois son diplôme obtenu, en 1993, il intègre par la suite l'Institut Supérieur de Développement Rural de Bukavu en tant que chercheur scientifique. Ses domaines de recherche portent sur les relations de pouvoir en milieu rural en Afrique, sur les conflits de gestion des terres entre autochtones et allogènes, ainsi que sur l'action de développement de l'État en contexte post-conflit.

Titulaire d'un doctorat en sciences historiques à l'Università degli studi della Repubblica di San Marino, **Mathilde LEDUC-GRIMALDI** est attachée au Service Histoire et Politique de l'AfricaMuseum à Tervuren. Elle poursuit depuis plusieurs années la mise en valeur du fonds des archives Stanley en dépôt au sein de cette institution qui sont une source essentielle pour préciser l'histoire de l'État indépendant du Congo. Elle a par ailleurs coédité, avec James L. Newman, l'ouvrage *Finding Livingstone. A History in Documents from the Henry Morton Stanley archives* (Ohio University Press, 2020) et, avec Patricia Van Schuylenbergh, *The Congo Free State: What Could Archives Could Tell us? New Light and Research Perspective* (Peter Lang, 2022).

Professeur ordinaire, **Xavier LUFFIN** enseigne la langue et la littérature arabes à l'Université libre de Bruxelles. Il est également membre de l'Académie royale de Belgique ainsi que de l'Académie royale des sciences d'outre-mer. Ses recherches portent principalement sur l'usage de l'arabe et du kiswahili en caractères arabes au Congo, entre les dernières décennies du XIX^e siècle et nos jours. Il a publié de nombreux articles et une monographie sur le sujet: *Un autre regard sur l'histoire congolaise. Les documents arabes et swahilis dans les archives belges (1880-1899)* (Fontes Historiae Africanae, 2020). Il mène actuellement des recherches dans le Maniema et à Kisangani afin de mesurer la persistance de l'usage de l'écriture arabe au

sein de la République Démocratique du Congo, et prépare une monographie en anglais sur l'histoire de l'écriture arabe dans ce pays (voir également le site *kalamunawino.org*).

Diplômé en histoire, **Giacomo MACOLA** obtient son doctorat en études asiatiques et africaines en 2000 à l'University of London. Il passe ensuite deux ans en Afrique, à l'University of Zambia, avant de revenir en Europe et d'intégrer jusqu'en 2019 le milieu universitaire britannique, notamment à Cambridge et à Kent. Il est depuis lors professeur associé en histoire africaine à l'Università La Sapienza de Rome. Auteur de nombreuses publications de relevance internationale, ses domaines de spécialisation sont l'histoire politique et militaire de l'Afrique centrale, plus particulièrement de la Zambie et du Congo aux XIX^e-XX^e siècles. Ses monographies les plus récentes sont *The Gun in Central Africa: A History of Technology and Politics* (Ohio University Press, 2016) et *A Violent History: Power and Conflict in the Congo Basin from the Nineteenth Century to the Present* (Leuven University Press, 2025).

Né en 1944 à Ipamu (République Démocratique du Congo), **Isidore NDAYWEL È NZIEM** est professeur émérite d'histoire à l'Université de Kinshasa ainsi que membre correspondant de l'Académie royale des sciences d'outre-mer à Bruxelles. En France, il a dirigé l'École des hautes études en sciences sociales et travaillé comme chercheur au Centre d'études des mondes africains de l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne. Par le passé, il avait également enseigné à l'Université de Lubumbashi, à l'Université Marien Ngouabi sise à Brazzaville et à l'Université Laval au Québec. Figure pionnière des sciences historiques au Congo, son ouvrage monumental *Histoire générale du Congo* (Duculot, 1998) est une référence académique au niveau mondial pour l'histoire congolaise et centrafricaine dans ses phases précoloniale, coloniale et postcoloniale.

Historien, **Fabio ROSSINELLI** a conclu sa thèse de doctorat en 2020 à l'Université de Lausanne après des séjours à l'Université libre de Bruxelles et à l'Università Roma Tre. Actuellement, il est chargé de cours et chercheur scientifique au sein de l'institution lausannoise (Institut d'études politiques), mais travaille aussi à l'Université de Genève (Département de géographie et environnement) et à l'Université de Fribourg (Département d'histoire contemporaine). Il est l'auteur de nombreuses publications académiques sur l'histoire suisse et globale des XIX^e-XX^e siècles, parmi lesquelles la monographie *Géographie et impérialisme. De la Suisse au Congo entre exploration géographique et conquête coloniale* (Alphil, 2022, deuxième édition en 2024) et le volume collectif *Regards décoloniaux* (revue

Le Globe, 2023). Il a également pris part à la conception et à la préparation de l'exposition *Mémoires. Genève dans le monde colonial* du Musée d'ethnographie de Genève (2024).

Docteur en histoire à l'Université de Namur, en Belgique, **Jacques USUNGO ULUNGU-KINYAMBA** a défendu une thèse intitulée *Les routes dans l'univers colonial du Kivu-Maniema (1920-1960). Mise en place, imaginaire collectif et incidences sur la société et l'environnement*. Il est spécialiste de l'histoire socio-économique et environnementale du Congo. Professeur à l'Institut supérieur pédagogique de Bukavu et directeur du Centre de recherches universitaires du Kivu, il a coordonné de nombreux programmes de didactique et de sensibilisation de l'histoire environnementale africaine, à l'instar du *Projet WAVU – Hadisi ya mazingira* (voir portail wavu.info). Il collabore régulièrement avec l'AfricaMuseum de Tervuren et l'Université catholique de Louvain, dans le cadre de recherches, publications ou encore codirection de thèses.

Docteur en histoire de l'Université Gent depuis 2008, les travaux de **Jan VANDERSMISSEN** se situent au carrefour de l'histoire coloniale et impériale et de l'histoire des sciences et des techniques. Dans son doctorat, il a étudié les idées coloniales du roi des Belges, Léopold II, en lien avec l'essor d'un « mouvement géographique » en Belgique. Ses nombreuses publications traitent principalement du monde des voyageurs, des prospecteurs, des géographes et des cartographes du xvii^e au xx^e siècle. Après avoir été attaché à l'Université de Liège, il est revenu à Gent, en travaillant au sein du Département d'histoire avec une focale sur l'histoire sociale des savoirs, l'histoire environnementale et l'histoire de l'expansion économique belge. Il est membre de l'Académie royale des sciences d'outre-mer à Bruxelles et de l'Académie internationale d'histoire des sciences à Paris.

Docteure en histoire, **Marie VAN EECKENRODE** est archiviste aux Archives de l'État en Belgique et enseigne l'archivistique à l'Université catholique de Louvain. En qualité de cheffe des travaux, elle est chargée de la gestion et de l'ouverture à la recherche des archives du ministère belge des Colonies, qui sont en cours de transfert depuis le Service public fédéral des Affaires étrangères vers les Archives générales du Royaume 2 (Dépôt Joseph Cuvelier). Ses recherches se déploient dans les domaines de l'archivistique et des pratiques de l'écrit, et visent notamment à comprendre et à accompagner l'engagement sociétal de l'archiviste, par exemple en matière d'archives coloniales, de dossiers individuels au contenu sensible ou encore de collectes post-attentats.

Sine Maria VINTHER est doctorante en histoire au Danemark, à la Roskilde Universitet, où elle réalise une thèse sur les soldats scandinaves dans l'État indépendant du Congo, en mettant l'accent sur la violence coloniale et la théorie de la perpétration. Les sources primaires de son travail sont issues d'archives publiques et privées de Norvège, du Danemark et de Belgique. Elle a déjà coordonné des recherches sur la Scandinavie pour la maison d'édition Penguin Random House, notamment dans le cadre de la préparation d'un livre historique du journaliste britannique Jack Fairweather (*The Volunteer. The True Story of the Resistance Hero who Infiltrated Auschwitz*, best-seller paru en 2019). Elle siège en outre au conseil consultatif des *Historiske Dage* (Journées de l'histoire), grande manifestation publique qui se tient périodiquement à Copenhague.

Anthropologue social norvégien né en 1954, **Espen WÆHLE** a mené des recherches sur le terrain en République Démocratique du Congo en 1982-1983 parmi les chasseurs-cueilleurs Efe et leurs voisins agriculteurs, les Lese Dese, dans la forêt d'Ituri. Écrivain et photographe, il a été directeur et conservateur de musées ethnographiques en Norvège ainsi que du Norsk Maritimt Museum à Oslo, cadres dans lesquels il a conçu et réalisé plusieurs expositions muséales sur les collections congolaises et sur les agents coloniaux nordiques. Il est actif depuis quarante ans dans la recherche et dans la publication de travaux portant sur ces sujets, avec une focale sur la période historique comprise entre 1878 et 1930.

Professeure associée (2015) puis ordinaire (2022) en histoire, **Émilie ZOLA KALUFUAKO** enseigne à l'Université de Lubumbashi. Elle a été précédemment bénéficiaire de la bourse de la Coopération Universitaire au Développement, actuellement Académie de Recherche et de l'Enseignement Supérieur, avec une thèse de doctorat soutenue en 2014. Ses recherches portent principalement sur l'histoire congolaise et africaine, l'histoire du genre, mais aussi l'histoire entrepreneuriale et environnementale. Auteure de plusieurs publications, elle est membre de l'Association de Femmes Professeures de la République Démocratique du Congo dénommée « Cercle Sophie Kanza ».

Author Biographies

Born in 1964 in Kaziba (the Democratic Republic of the Congo), **Jules Maps BAGALWA MAPATANO** holds a doctorate in development studies. A sociologist and political scientist, he has taught at universities in both the Global North (at the Geneva Graduate Institute and Westford University, for example) and the Global South (notably at the Institut Supérieur de Développement Rural and Université Officielle de Bukavu). His research interests include international relations, migration studies, and sustainable development. The author of several publications, including on contemporary history, he recently founded the Bibliothèque Laurent Monnier des sciences sociales et du développement in Bukavu.

Born in 1969 in Lugushwa (the Democratic Republic of the Congo), **Ambroise Katambu BULAMBO** is an alumnus of the Petit Séminaire de Mungombe-Kamituga. After studying history, he became a teacher and then a humanitarian rights activist within the Collectif d'Actions pour le Développement des Droits de l'Homme, which he co-founded. After completing his doctorate, he was appointed Professor of Law at Université catholique du Congo (Kinshasa) and Lecturer at Université de Fribourg (Switzerland). He specialises in constitutional law, comparative law, social security law, as well as environmental issues and freedom of expression. He also works, with colleagues in Congo, on projects in Congolese history.

Catherine COQUERY-VIDROVITCH is a French historian specialising in Africa and has been Professor Emerita at Université Paris-Diderot since her retirement in 2001. She completed her doctoral thesis (1966) on Pierre Savorgnan de Brazza and the beginnings of French colonisation in Congo, followed by a state doctorate (*thèse d'État*, 1970) on the major concessionary companies in the same country between the end of the nineteenth century and the first decades of the twentieth century. She continued her academic career abroad – for example in the United States at Princeton University and in Australia at Canberra University – before settling in France. Founder of several research centres for transdisciplinary and transnational studies related to the Global South, she has supervised approximately 175 doctoral theses in

history, including many African and European scholars who later held senior positions in academia and/or politics.

A specialist in Belgian colonial history, **Anne CORNET** holds a doctorate in history from Université catholique de Louvain, is head of research (*chef de travaux*) at the AfricaMuseum in Tervuren (Musée royal de l'Afrique centrale until 2018), serves as a visiting lecturer at Université de Namur, and is a member of the Académie royale des sciences d'outre-mer. Her recent research focuses on colonial photography, the impact of the First World War in Africa and questions of gender, particularly in the missionary world. She is the author of *Congo-Belgique, 1955-1965. Entre propagande et réalité* (La Renaissance du Livre, 2010), *Politiques de santé et contrôle social au Rwanda* (Karthala, 2013) and *Les femmes et les enfants d'abord? L'action des missionnaires occidentales pour la protection maternelle et infantile au Rwanda* (Presses universitaires de Namur, 2014).

Gaia DELPINO holds a PhD and is an anthropologist specializing in African studies and contemporary anthropology. She has conducted research in Ghana on topics related to memory, cultural heritage and slavery, as well as on ancestral tourism and mining. She is curator of the Arts and Cultures of Africa collection at the Museo delle Civiltà in Rome, where she also directs the collection of the former Museo Coloniale. In this capacity she promotes participatory research processes and interdisciplinary approaches. She also participates in national and international projects related to the study, conservation, accessibility and valorisation of this heritage.

A historian and specialist in Slavic languages, **Idesbald GODDEERIS** is a Full Professor at Katholieke Universiteit Leuven (Belgium), where he teaches colonial history. He has previously been a visiting scholar at the London School of Economics (2009) and at the University of Pennsylvania (2014). His research focuses on the relations between Western societies and other cultures and political regimes. His areas of study include the history of migration and identity, North-South relations and postcolonial memory. He is the author of *Missionarissen. Geschiedenis, herinnering, dekoloniseren* (LannooCampus, 2021) and co-edited the collective volume *Le Congo colonial. Une histoire en questions* (Renaissance du Livre, 2020), which was also published in Dutch and English.

Gert HUSKENS obtained his doctorate in history from Université libre de Bruxelles and Universiteit Gent in 2023, with the monograph *The Lion and the Sphinx. An Entangled History of Belgian Diplomacy in Egypt, 1830-1914*. He is currently a postdoctoral researcher in Ghent. Previously he also worked

at Universiteit Utrecht (the Netherlands), on a project funded by the European Research Council: *Fighting Pandemics from Below: Global North-South Public Health Cooperation in the Middle East and North Africa, 1792-1942*. His research and publications focus on the global history of Belgian diplomatic relations across the nineteenth century, the history of Western travel, and social history – including indigenous histories – in the Mediterranean regions between North Africa and the Near East.

Born in 1967 in Lulingu (the Democratic Republic of the Congo), **Benjamin KITHONGO WENGA** was educated at Collège Sainte Marie (now Institut Chololo) in Kisangani before studying social, political and administrative sciences at the University of Kisangani. Having graduated in 1993, he subsequently joined the Institut Supérieur de Développement Rural in Bukavu as a research officer. His research focuses on power relations in rural Africa, land-management conflicts between indigenous and non-indigenous populations, and state development action in post-conflict contexts.

Mathilde LEDUC-GRIMALDI holds a doctorate in history from Università degli studi della Repubblica di San Marino and is attached to the History and Politics Service of the AfricaMuseum in Tervuren. For several years she has been working on the Stanley archives deposited at this institution, which are an essential source for clarifying the history of the Congo Free State. She co-edited, with James L. Newman, *Finding Livingstone. A History in Documents from the Henry Morton Stanley Archives* (Ohio University Press, 2020) and, with Patricia Van Schuylenbergh, *The Congo Free State: What Could Archives Tell Us? New Light and Research Perspective* (Peter Lang, 2022).

Xavier LUFFIN is Full Professor of Arabic language and literature at Université libre de Bruxelles. He is also a member of the Académie royale de Belgique and of the Académie royale des sciences d'outre-mer. His research focuses mainly on the use of Arabic and Kiswahili in Arabic script in Congo from the late nineteenth century to the present day. He has published numerous articles and a monograph on the subject: *Un autre regard sur l'histoire congolaise. Les documents arabes et swahilis dans les archives belges (1880-1899)* (Fontes Historiae Africae, 2020). He is currently conducting research in Maniema and Kisangani to assess the persistence of Arabic script in the Democratic Republic of the Congo, and is preparing a monograph in English on the history of Arabic script in the country (see also *kalamunawino.org*).

A history graduate, **Giacomo MACOLA** obtained his doctorate in Asian and African Studies from the University of London in 2000. He then spent

two years in Africa at the University of Zambia before returning to Europe and working in the British academic world until 2019, notably at Cambridge and Kent. He is currently Associate Professor of African History at Università La Sapienza in Rome. The author of numerous internationally relevant publications, his specialisations are the political and military history of Central Africa, in particular Zambia and the Congo in the nineteenth and twentieth centuries. His most recent monographs are *The Gun in Central Africa: A History of Technology and Politics* (Ohio University Press, 2016) and *A Violent History: Power and Conflict in the Congo Basin from the Nineteenth Century to the Present* (Leuven University Press, 2025).

Born in 1944 in Ipamu (the Democratic Republic of the Congo), **Isidore NDAYWEL È NZIEM** is Professor Emeritus of History at Université de Kinshasa and a corresponding member of the Académie royale des sciences d'outre-mer in Brussels. In France, he has led the École des hautes études en sciences sociales and worked as a researcher at the Centre d'études des mondes africains, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne. He has also taught at Université de Lubumbashi, at Université Marien Ngouabi in Brazzaville and at Université Laval in Québec. A pioneering figure in the development of historical studies in Congo, his monumental book *Histoire générale du Congo* (Duculot, 1998) is a worldwide academic reference for Congolese and Central African history in its pre-colonial, colonial and post-colonial phases.

Fabio ROSSINELLI is a historian who completed his doctoral thesis at Université de Lausanne (UNIL) in 2020 after stays at Université libre de Bruxelles and Università Roma Tre. He is currently a lecturer and research scientist at UNIL (Institute of Political Studies) and also works at Université de Genève (Department of Geography and Environment) and Université de Fribourg (Department of Contemporary History). He is the author of numerous academic publications on Swiss and global history in the nineteenth and twentieth centuries, including the monograph *Géographie et impérialisme. De la Suisse au Congo entre exploration géographique et conquête coloniale* (Alphil, 2022; 2nd ed. 2024) and the collective volume *Regards décoloniaux* (Le Globe, 2023). He also took part in the planning and preparation of the exhibition *Remembering. Geneva in the Colonial World* at the Musée d'ethnographie de Genève (2024).

Jacques USUNGO ULUNGU-KINYAMBA holds a doctorate in history from Université de Namur in Belgium. His thesis was entitled *Les routes dans l'univers colonial du Kivu-Maniema (1920-1960). Mise en place, imaginaire collectif et incidences sur la société et l'environnement*. He is a specialist in

the socio-economic and environmental history of Congo. A professor at the Institut Supérieur Pédagogique in Bukavu and director of Centre de Recherches Universitaires du Kivu, he has coordinated numerous programmes for the teaching and dissemination of African environmental history, such as *Projet WAVU – Hadisi ya mazingira* (see *wavu.info*). He regularly collaborates with the AfricaMuseum in Tervuren and Université catholique de Louvain on research projects, publications and co-supervision of doctoral theses.

Jan VANDERSMISSEN was awarded a doctorate in history by Universiteit Gent in 2008. His work sits at the crossroads of colonial and imperial history, and the history of science and technology. In his doctoral thesis he studied the colonial ideas of the King of the Belgians, Leopold II, in relation to the rise of a “geographical movement” in Belgium. His numerous publications deal mainly with the world of travellers, prospectors, geographers and cartographers from the seventeenth to the twentieth century. After being attached to Université de Liège, he returned to Gent and worked in the History Department with a focus on the social history of knowledge, environmental history and the history of Belgian economic expansion. He is a member of the Académie royale des sciences d’outre-mer in Brussels and of the Académie internationale d’histoire des sciences in Paris.

With a doctorate in history, **Marie VAN EECKENRODE** is an archivist at the State Archives of Belgium and teaches archival science at Université catholique de Louvain. As head of research (*chefe des travaux*), she is responsible for the management and opening to research of the archives of the Belgian Ministry of Colonies, which are currently being transferred from the Federal Public Service of Foreign Affairs to the National Archives 2 (Joseph Cuvelier repository). Her research lies in the fields of archival science and writing practices, and aims in particular to understand and support the archivist’s societal engagement, for example regarding colonial archives, sensitive personal files or post-attack collections.

Sine Maria VINTHER is a doctoral candidate in history at Roskilde Universitet in Denmark, where she is writing a thesis on Scandinavian soldiers in the Congo Free State, with a focus on colonial violence and perpetrator theory. The primary sources for her work come from public and private archives in Norway, Denmark and Belgium. She previously coordinated research on Scandinavia for the publishing house Penguin Random House, notably as part of the preparation of a historical book by the British journalist Jack Fairweather (*The Volunteer. The True Story of the Resistance Hero who Infiltrated Auschwitz*, bestseller published in 2019). She also sits on the

advisory board of *Historiske Dage* (History Days), a major public event held periodically in Copenhagen.

A Norwegian social anthropologist born in 1954, **Espen WÆHLE** conducted field research in the Democratic Republic of Congo in 1982-1983 among the Efe hunter-gatherers and their farming neighbours, the Lese Dese, in the Ituri forest. A writer and photographer, he has been director and curator of ethnographic museums in Norway as well as of the Norsk Maritimt Museum in Oslo, where he conceived and produced several museum exhibitions on Congolese collections and on Nordic colonial agents. He has been active for forty years in research and publication on these topics, focusing particularly on the historical period between 1878 and 1930.

Emilie ZOLA KALUFUAKO was appointed Associate Professor in 2015 and Full Professor in 2022 in history at Université de Lubumbashi. She previously received a scholarship from Coopération Universitaire au Développement (now Académie de Recherche et de l'Enseignement Supérieur) and defended her doctoral thesis in 2014. Her research focuses mainly on Congolese and African history, gender history, as well as entrepreneurial and environmental history. The author of several publications, she is a member of the Association of Women Professors of the Democratic Republic of Congo known as the "Cercle Sophie Kanza".

À propos de l'image de couverture

Cet ouvrage prône un changement de focale et une démarche collaborative, perceptibles non seulement dans son approche scientifique, mais aussi dans son illustration principale : la page de couverture. Il nous a semblé opportun de privilégier la création d'une œuvre contemporaine africaine plutôt que la reproduction d'une source historique européenne.

Sous la direction et par la médiation de Samy Manga, artiste et intellectuel camerounais, auteur de *La dent de Lumumba. Régicide contre la colonie* (Météores Éditions, 2024), le peintre congolais Jérémie Libenge Yongo, basé à Kinshasa, a ainsi réalisé une illustration intitulée « L'énigme Congo léopoldien » (2025).

Léopold II y demeure en retrait, figé dans l'ombre, tandis que son corps se prolonge en un bras congolais qui brandit le drapeau de l'Association internationale africaine et de l'État indépendant du Congo. C'est le signe de la collaboration autochtone. Pourtant, le drapeau déchiré incarne la résistance, de même que la poigne ferme et levée. L'ambiguïté domine. On saisit juste le rôle central des populations locales, sans lesquelles la colonisation léopoldienne n'aurait pas pu avoir lieu, pas non plus que, des décennies plus tard, la décolonisation. Sur le bras, revêtu des drapeaux nationaux de l'époque – ceux des pays que ce volume examine – se donne à voir la dimension transnationale de l'entreprise coloniale menée par le souverain belge. Enfin, pour l'œil plus attentif, des éléments apparaissent en filigrane, tel un morceau de papier figurant un okapi, ce qui suggère une superposition de strates historiques et de regards mémoriels croisés.

About the cover image

This book advocates a change of focus and a collaborative approach, which is reflected not only in its scientific approach, but also in its main illustration: the cover page. We considered it appropriate to favour the creation of a contemporary African work rather than the reproduction of a historical European source.

Under the direction and mediation of Samy Manga, Cameroonian artist and intellectual, author of *La dent de Lumumba. Régicide contre la colonie* (Météores Éditions, 2024), the Congolese painter Jérémie Libenge Yongo, based in Kinshasa, created an illustration entitled “L’énigme Congo léopoldien” (2025).

Leopold II remains in the background, frozen in the shadows, while his body extends into a Congolese arm brandishing the flag of the International African Association and the Congo Free State. This is a sign of indigenous collaboration. However, the torn flag embodies resistance, as does the firm, raised fist. Ambiguity prevails. We can only grasp the central role of the local populations, without whom Leopoldian colonisation could not have taken place, nor, decades later, decolonisation. On the arm, adorned with the national flags of the time – those of the countries examined in this volume – the transnational dimension of the colonial enterprise led by the Belgian King is revealed. Finally, for the more attentive eye, elements appear in the background, such as a piece of paper depicting an okapi, suggesting a juxtaposition of historical layers and intersecting memories.

Table des matières / Table of contents

Préface

Un ouvrage qui fera date dans l'historiographie congolaise

ISIDORE NDAYWEL È NZIEM..... 7

Introduction

Empires, colonies et périphéries :

la construction du Congo léopoldien entre local et global

FABIO ROSSINELLI, JAN VANDERSMISSEN, AMBROISE KATAMBU BULAMBO 11

Introduction

Empires, Colonies and Peripheries:

the Construction of Leopoldian Congo between Local and Global

FABIO ROSSINELLI, JAN VANDERSMISSEN, AMBROISE KATAMBU BULAMBO 35

1

LA RÉALITÉ DU TERRAIN COLONIAL

THE REALITY OF THE COLONIAL TERRAIN

Les deux Congo.

Une histoire de scandales coloniaux

CATHERINE COQUERY-VIDROVITCH 59

Léopold II, Sultan de Belgique.

La royauté belge et l'État indépendant du Congo
dans la correspondance arabe et swahilie locale

XAVIER LUFFIN 77

Conquête et « pacification » du Sankuru par les Atetela au profit de l'État indépendant du Congo (fin XIX^e siècle – début XX^e siècle)	
JACQUES USUNGO ULUNGU-KINYAMBA	97
Femmes photographes dans l'État indépendant du Congo : une pratique pionnière	
ANNE CORNET	117

2

L'IMPORTATION DE PERSONNEL ET DE MAIN-D'OEUVRE
THE IMPORTATION OF WORKERS AND LABOUR

Manpower to the Congo: Finding the Manpower for the Founding of a State (1879-1884)	
MATHILDE LEDUC-GRIMALDI	151
The Nordics and Africans in the Nautical Colonisation of the Congo, 1879-1908	
ESPEN WÆHLE	185
Transimperial Scandinavians: Function-Derived Violence in the Congo Free State	
SINE MARIA VINTHER.....	209

3

CIRCULATIONS ET INTERACTIONS TRANSIMPÉRIALES
CIRCULATIONS AND TRANSIMPERIAL INTERACTIONS

The Congo-Cairo Connection. Transimperial Diplomacy, Mobility and Colonial Expansion at the Congo-Upper Nile Borderland, 1888-1890	
GERT HUSKENS.....	235
La Croix-Rouge au Congo, un dessein belgo-suisse d'impérialisme collaboratif (1888-1908)	
FABIO ROSSINELLI, AMBROISE KATAMBU BULAMBO	261
Carmelo Scardino: Italian Military Officer, Ethnographic Collector and Critic of the Leopoldian Regime in Equatorial Congo	
GIACOMO MACOLA, GAIA DELPINO	277

4

VISION, MÉMOIRE ET ARCHIVES
VISION, MEMORY AND ARCHIVES

**Les missions protestantes scandinaves au Kivu,
entre colonisation et émancipation du peuple congolais**
JULES MAPS BAGALWA MAPATANO, BENJAMIN KITHONGO WENGA 299

**Léopold II tombe-t-il de son piédestal ?
La décolonisation de l'espace public belge**
IDESBALD GODDEERIS..... 323

**Pour une épistémologie des archives
de l'État indépendant du Congo (1876-2026)**
MARIE VAN EECKENRODE..... 347

Postface
**Au-delà des héritages de la colonisation :
les infrastructures ferroviaires congolaises, de Léopold II à nos jours**
ÉMILIE ZOLA KALUFUAKO..... 373

Biographie des auteur-e-s..... 385
Author Biographies..... 391
À propos de l'image de couverture..... 397
About the cover image..... 399

Achevé d'imprimer
en mars 2026
pour le compte des Éditions Alphil-Presses universitaires suisses

Responsable de production : Rachel Maeder

Regards nouveaux 150 ans après les origines du Congo léopoldien

L'histoire tragique de l'État indépendant du Congo, propriété personnelle du monarque belge Léopold II, a fait couler beaucoup d'encre depuis ses origines. La recherche sur ce sujet, comme sur bien d'autres concernant les conquêtes européennes en Afrique au XIX^e siècle, a souvent opposé les perspectives des milieux colonisateurs à celles des peuples colonisés. Cet ouvrage propose un changement de focale, à l'occasion du 150^e anniversaire de la Conférence géographique de Bruxelles. Il restitue les événements léopoldiens survenus en terres congolaises à la suite de cette Conférence dans un cadre plus large, en mettant en lumière la participation de multiples nations et régions du monde – souvent situées aux marges des empires – à une histoire de violence globale au Congo, à travers des réseaux et des acteurs tant publics que privés.

New perspectives 150 years after the origins of Leopoldian Congo

The tragic history of the Congo Free State, personal property of Belgian King Leopold II, has been the subject of much writing since its beginnings. Research on this subject, as on many others concerning European conquests in Africa in the 19th century, has often opposed the perspectives of the colonisers to those of the colonised peoples. This book offers a change of focus, on the occasion of the 150th anniversary of the Brussels Geographical Conference. It places the events that took place in the Congolese territories following this conference in a broader context, highlighting the participation of multiple nations and regions of the world – often located at the margins of empires – in a history of global violence in the Congo, through both public and private networks and actors.

ISBN 978-2-88930-761-6



9 782889 307616